

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-11

Nouvelles lois p. 12

Séances publiques
n^{os} 98 et 99 p. 12-60

Questions au
Gouvernement p. 61-99

2023-2028

n°40



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-11

Nouvelles lois p. 12

Séances publiques p. 12-60

98^e séance du mardi 14 octobre 2025 p. 12-43

99^e séance du mercredi 15 octobre 2025 p. 43-60

Questions au Gouvernement p. 61-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

14/11/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Visite officielle au Parlement de la communauté germanophone de Belgique

Des initiatives pour renforcer la démocratie



La délégation luxembourgeoise était composée de M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, de Mme Taina Bofferding et de MM. Fernand Etgen et Laurent Scheeck, membres du Bureau.

Le développement continu des relations entre les parlements et des initiatives pour renforcer la démocratie – voici quelques-uns des objectifs communs discutés lors de la visite officielle d'une délégation parlementaire menée par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, au Parlement de la communauté germanophone de Belgique à Eupen le 20 octobre 2025.

Les différents échanges lors de cette visite étaient l'occasion de partager des bonnes pratiques et d'apprendre des expériences de la région voisine. Tant l'éducation à la citoyenneté que l'échange et la consultation réguliers avec les citoyens peuvent servir d'approches pour renforcer la démocratie. La délégation luxembourgeoise a pris connaissance de l'offre du Parlement de la communauté germanophone (PDG) en matière d'éducation à la citoyenneté; les deux Parlements ont plusieurs concepts en commun, comme le « train de la démocratie » qui initie les enfants au débat et au fonctionnement de la démocratie.

Les députés luxembourgeois se sont également intéressés au « dialogue citoyen », des assemblées participatives pour lesquelles le PDG est un précurseur. Dans ce cadre, des citoyens sont tirés au sort afin de participer dans des assemblées citoyennes. Au sein de celles-ci, ils délibèrent sur des questions proposées par la société civile et mises à l'ordre du jour par le Conseil des citoyens qui a pour mission d'encadrer le dialogue.

Afin de mener à bien les échanges dans les assemblées, les membres peuvent, par exemple, inviter des experts ou demander un conseil juridique. Ils formulent ensuite des recommandations qui sont soumises au Parlement. Si ce dernier vote en faveur des recommandations, le Conseil des citoyens analyse après un délai d'une année environ dans quelle mesure les recommandations ont été réalisées. Le suivi des recommandations et la gestion des rejets ont plus particulièrement retenu l'attention de la délégation luxembourgeoise.

Un « stress-test de la démocratie »

Une initiative présentée par le Président de la Chambre à la Présidente du Parlement de la communauté germanophone, Mme Patricia Creutz-Vilvoye, et à plusieurs députés de la communauté est le « stress-test de la démocratie ». L'étude vise à analyser les libertés fondamentales indispensables à la démocratie et son objectif est d'identifier des pistes pour les consolider dans la société contre toute tentative d'abolition qui pourrait se présenter à l'avenir. Plusieurs députés de la communauté germanophone ont notamment voulu connaître les motivations derrière le « stress-test » et ont salué l'initiative prise par la Chambre des Députés pour répondre aux inquiétudes exprimées par plusieurs sections jeunesse de partis politiques au Grand-Duché.

Approfondir les relations entre les deux Parlements

Au cours des échanges, les deux Présidents ont décidé d'approfondir les relations entre leurs Parlements. Ils ont aussi apprécié que bon nombre de coopérations existent déjà entre les deux régions voisines, notamment au niveau gouvernemental ou administratif. Le Ministre-Président de la communauté germanophone, M. Oliver Paasch, a participé aux discussions avec les députés des deux pays portant entre autres sur les coopérations dans les domaines du sport et du tourisme, mais aussi sur des questions structurelles qui peuvent concerner les régions frontalières et multilingues.

Dans ce contexte, la délégation luxembourgeoise a visité l'Institut Robert Schuman, qui permet à ses élèves de faire une formation en alternance. Les députés luxembourgeois se sont notamment renseignés sur les langues d'enseignement, l'intérêt auprès des jeunes pour certaines formations et les motivations qui ont mené au développement d'une nouvelle formation aux professions liées à la sécurité. Outre les représentants de l'Institut Robert Schuman, le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi du Gouvernement de la Communauté germanophone, M. Jérôme Franssen, a pris part à la rencontre.

5 Chamberpresidenten fir 95 Joer

Fir de 95. Gebuertsdag vum Éierechamberpresident Jean Spautz ze feieren, si fënnef Chamberpresidenten um Krautmaart zesummekomm.

Op der Foto (vu lénks no riets): den Här Marc Spautz (aktuellen CSV-Fraktionspresident), den Här Laurent Mosar (Chamberpresident vun 2009 bis 2013), den Här Claude Wiseler (aktuelle Chamberpresident), den Här Jean Spautz (Chamberpresident vun 1995 bis 2004), den Här Fernand Etgen (aktuelle Vizepresident vun der Chamber a Chamberpresident vun 2018 bis 2023), den Här Mars Di Bartolomeo (aktuelle Vizepresident vun der Chamber a Chamberpresident vun 2013 bis 2018) an den Här Laurent Scheeck (Generalsekretär vun der Chamber).



Le Cabo Verde et le Luxembourg : une « amitié solide et complice »



Le Premier ministre du Cabo Verde, M. José Ulisses Correia e Silva, a été reçu à la Chambre des Députés.

Le Premier ministre du Cabo Verde, M. José Ulisses Correia e Silva, a été reçu le 17 octobre 2025 à la Chambre des Députés dans le cadre d'une visite de travail.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné les liens étroits qui unissent le Parlement luxembourgeois aux institutions caboverdiennes. Un constat partagé par le Premier ministre caboverdien, qui a rappelé que les deux pays entretiennent une « amitié solide et complice ». Les deux

responsables politiques ont convenu que le partenariat entre le Cabo Verde et le Luxembourg repose sur des valeurs communes telles que la démocratie, le multilatéralisme et le respect du droit international. Ils ont également salué la bonne intégration de la diaspora caboverdienne au Luxembourg, symbole concret de cette coopération réussie.

Cette visite de travail du Premier ministre s'inscrit dans le cadre de la signature de deux accords prolongeant les programmes « Eau et Assainissement » et

« Emploi et Employabilité » financés par le Luxembourg dans le cadre du Programme indicatif de coopération Développement-Climat-Énergie (PIC DCE 2021-2025). Ces accords assurent la continuité des activités jusqu'à la signature du nouveau PIC, prévue pour le début de l'année prochaine.

Interrogé par les députés sur les questions géopolitiques et les relations avec le continent africain, M. Correia e Silva a expliqué que le Cabo Verde adopte une approche pragmatique à l'égard de l'Afrique, tout en reconnaissant la diversité des réalités propres à chaque pays africain. Il a également mis en avant la position géographique stratégique de son pays, situé au carrefour de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de l'Europe et de l'Afrique, et jouant ainsi un rôle de pont entre ces régions. Les relations entre le Cabo Verde et la Chine ont elles aussi été abordées lors des échanges.

En conclusion, le Président de la Chambre a salué le positionnement du Cabo Verde sur les grandes questions internationales, le plus souvent en phase avec celui du Grand-Duché. Concernant la guerre d'agression en Ukraine, le Premier ministre a souligné qu'il ne s'agit pas seulement d'une préoccupation ukrainienne, mais bien européenne et mondiale, dans la mesure où ce sont les valeurs de la démocratie et le principe de l'inviolabilité territoriale qui sont menacés. Il a rappelé que, même si plus de 6.000 kilomètres séparent Praia de Kyiv, les conséquences économiques et inflationnistes de la guerre se font sentir jusque sur l'archipel caboverdien.

Journée de commémoration nationale 2025

La Journée de commémoration nationale est consacrée au souvenir de la lutte menée par le peuple luxembourgeois durant l'occupation de 1940 à 1945. Cette année, elle a eu lieu le 19 octobre et ce pour la première fois en compagnie du nouveau Grand-Duc.

À cette occasion, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, accompagné de nombreux députés, a pris part à plusieurs cérémonies organisées à Luxembourg-ville.

Les cérémonies de commémoration à Luxembourg-ville

Les cérémonies se sont tenues au Monument national de la solidarité luxembourgeoise au « Kanounenhiwwel », au Monument à la mémoire des victimes de la Shoah « Kaddish », devant le Monument du souvenir « Gëlle Fra », au Mémorial de la déportation à Luxembourg-Hollerich et au Monument national de la résistance et de la déportation « Hinzerter Kräiz ».

Une rencontre avec les jeunes du Lycée Ermesinde

L'après-midi, le Président de la Chambre s'est rendu au Lycée Ermesinde à Mersch pour participer à une rencontre culturelle sur le thème de la mémoire. Lors de son allocution devant les jeunes lycéens, M. Wiseler a mis en avant l'importance du travail de mémoire, notamment auprès des jeunes générations et des générations futures. Il a souligné que plus de 80 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on ne

© SIP / Frédéric Sierakowski



Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a participé aux cérémonies de la commémoration nationale consacrée au souvenir de la lutte menée par le peuple luxembourgeois durant l'occupation de 1940 à 1945.

peut tourner la page du souvenir. « Nous avons besoin de journées comme celle-ci pour nous rappeler ces événements, et de lieux pour nous recueillir, d'où l'importance de la Journée de commémoration nationale », a déclaré le Président de la Chambre devant

les lycéens. « Réexaminer constamment le passé, l'analyser et s'en souvenir est également extrêmement important pour la Chambre », a-t-il précisé, « raison pour laquelle la Chambre s'est dotée en 2025 d'un Service d'histoire parlementaire ».

Célébration du retour de la démocratie parlementaire après l'occupation par l'Allemagne nazie



Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, le Vice-Président, M. Fernand Etgen, et le Premier ministre, M. Luc Frieden, ont dévoilé une plaquette commémorative aux côtés des élèves du Lycée Aline Mayrisch.

Le 21 octobre 1945, les Luxembourgeois sont retournés aux urnes pour la première fois après la fin de l'occupation par l'Allemagne nazie. 80 ans après, la Chambre des Députés a dévoilé une plaquette au cours d'une cérémonie commémorative consacrée à ce moment historique, accompagnée d'une conférence.

Le 23 octobre 1940, quelques mois après l'invasion du Luxembourg par l'Allemagne nazie, la séparation des pouvoirs fut abolie et la justice placée sous tutelle. Les partis politiques furent interdits, tandis que la Chambre des Députés et le Conseil d'État furent dissouts. Cette période sombre de notre histoire, marquée par les années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, illustre de manière saisissante ce qui advient lorsqu'un ordre constitutionnel est sapé, comme l'a mis en avant le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la cérémonie commémorative.

Selon lui, l'ébranlement d'une démocratie ne passe pas nécessairement par un coup d'État : « C'est un processus qui peut s'étendre sur des années, qui banalise progressivement la perte de nos libertés et droits, la persécution des opposants politiques et la déshumanisation de certains groupes. C'est un processus qui ne nous rend pas nécessairement complètement aveugles à ce qui se passe autour de nous, mais il nous habitue lentement à une situation de plus en plus difficile à inverser. »

Le Président a conclu par un avertissement sans équivoque : « La démocratie meurt quand nous faisons le choix de ne pas réagir ». Tout en rappelant les menaces qui pèsent sur les régimes démocratiques, M. Wiseler a également voulu souligner le caractère profondément positif et symbolique de cette journée commémorative.

Même si elle est née de périodes de souffrance et de privations, cette célébration, a-t-il dit, honore un acquis d'une valeur inestimable : « Nous soulignons aujourd'hui que la démocratie est un acquis dont la valeur est incommensurable. La démocratie ne peut être remplacée par aucun autre système. Le

rétablissement de la démocratie nous rappelle justement que nous avons eu ici au Luxembourg une période où la démocratie n'existait pas. »

Un « stress test » pour mesurer la résilience démocratique

Dans son discours, le Président de la Chambre a une nouvelle fois évoqué les travaux de la Cellule scientifique, chargée de préparer un « stress test » des institutions démocratiques. L'objectif est de mesurer leur solidité face aux crises et aux menaces contemporaines. Le Président a rappelé que la force de la démocratie réside dans le support collectif des citoyens. Mais, a-t-il souligné, c'est aussi là sa plus grande fragilité. À une époque où, dans de nombreux pays, des régimes autoritaires s'imposent ou s'installent progressivement, et où même des démocraties établies s'érodent de l'intérieur, il a appelé à une mobilisation collective.

« Le Luxembourg », a-t-il insisté, « n'échappe pas à cette responsabilité. Il nous appartient de préserver et de renforcer notre démocratie, afin qu'elle ne soit pas fragilisée, mais au contraire consolidée pour l'avenir ».



Les articles sont affichés en tant qu'exposition dans les vitrines du futur Visitor Center de la Chambre (« maison Gilly ») à 150 mètres de l'Hôtel de la Chambre.

Des lycéens partagent leur vision de la démocratie

Des élèves du programme « You(th) in Politics » du Lycée Aline Mayrisch ont pris part à la cérémonie et ont partagé leur vision de la démocratie. Les jeunes ont souligné que la démocratie n'est pas un acquis, mais une responsabilité partagée par tous. Ils ont également insisté sur le devoir commun qu'elle représente, et qu'il ne faut pas opposer les uns aux autres – ni les jeunes aux aînés, ni les riches aux pauvres. Par ailleurs, ils ont mis en avant les valeurs fondamentales de la démocratie telles que la liberté d'expression et le droit de chacun de faire entendre son opinion.

Plusieurs députés, le Premier ministre, des membres du Gouvernement ainsi que des représentants de la magistrature et du Conseil d'État ont également pris part à la cérémonie de commémoration.



La plaquette commémorative sera prochainement visible à l'entrée des visiteurs de l'Hôtel de la Chambre, rue de l'Eau.

Une exposition sur la Chambre et la Seconde Guerre mondiale

Dans le cadre de la commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Chambre des Députés publie une série d'articles sur son histoire pendant la guerre, de l'invasion du Luxembourg par l'Allemagne nazie jusqu'au retour de la démocratie en 1945.

Retrouvez les articles en scannant le code QR suivant :



« Le travail de mémoire renforce et protège notre démocratie »



Dévoilement de la nouvelle plaquette sur le Chemin de la Corniche

Une nouvelle plaquette sur le Chemin de la Corniche avec vue sur la cour de l'abbaye Neimënster rappelle l'histoire de l'abbaye en tant que prison. Pendant l'occupation nazie, plus de 4.000 résistants luxembourgeois et européens ont transité par ce lieu avant d'être déportés. La plaquette marque l'endroit où les familles des détenus se rassemblaient pour leur faire discrètement signe pendant leur ronde dans la cour de la prison.

À l'occasion de son inauguration le 14 octobre 2025, le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a mis l'accent sur l'importance primordiale de la mémoire pour notre démocratie. « Aujourd'hui, il nous paraît impossible d'imaginer – surtout pour les jeunes générations – que des citoyens aient été incarcérés et déportés dans un camp de concentration pour la seule raison d'avoir défendu une autre opinion », a

constaté M. Wiseler dans son discours. « Nous sommes habitués au fait que tout le monde puisse s'exprimer librement, dans l'espace public tout comme à la Chambre des Députés. »

Le Président de la Chambre a rappelé l'importance de la mémoire en soulignant qu'« elle est une obligation historique pour les générations nées après la Seconde Guerre mondiale ». Et d'ajouter : « Les cérémonies de commémoration sont d'autant plus importantes pour garder à l'esprit que notre démocratie et nos libertés ne sont pas toujours acquises. [...] Nous devons faire attention à ce qui est fondamental pour nous. C'est notre responsabilité de défendre nos valeurs, notre démocratie, notre État de droit, la solidarité, la paix et la liberté. Le travail de mémoire renforce et protège notre démocratie. »

M. Wiseler a également rappelé l'importance des lieux de mémoire 80 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans le but de développer, approfondir et diffuser les connaissances relatives à l'histoire, la Chambre des Députés s'est dotée d'un service d'histoire parlementaire en janvier 2025.

L'inauguration de la plaquette sur la corniche est née d'une initiative de la Ligue luxembourgeoise des prisonniers et déportés politiques (LPPD) et a eu lieu en présence du Premier ministre, M. Luc Frieden, et du premier échevin de la Ville de Luxembourg, M. Maurice Bauer.

« Créer les conditions » pour obliger la Russie à négocier



Le Ministre de la Défense ukrainien, M. Denys Chmyhal, a été reçu à la Chambre des Députés.

Le Ministre de la Défense ukrainien, M. Denys Chmyhal a parlé d'un peuple ukrainien « fatigué, mais pas épuisé » à l'occasion d'une visite de travail à la Chambre des Députés le 16 octobre 2025.

Au cours de l'échange, les députés luxembourgeois l'ont interrogé sur la situation sur le terrain en Ukraine et ont voulu connaître son opinion sur l'état des discussions diplomatiques internationales entourant le conflit initié par l'attaque russe contre son pays. M. Chmyhal a fait un état des lieux en donnant notamment des chiffres sur les gains et pertes en

termes de territoire et en matière d'armement. Un sujet abordé en détail a été celui de la production et de l'utilisation des drones, un élément crucial du conflit, comme cela a été souligné clairement pendant l'échange.

La Russie ne négociera que si la pression s'accroît

Le Ministre de la Défense ukrainien a insisté sur la nécessité absolue de « créer les conditions » pour obliger la Russie à s'asseoir à la table des négociations.

Pour le Ministre, cela passerait par deux éléments principaux : des progrès concernant la ligne de front ainsi que des sanctions suffisamment fortes pour que des pressions internes soient exercées par les Russes sur M. Vladimir Poutine.

Tant que le Président russe pourra afficher des progrès réguliers sur la ligne de front, ne serait-ce que des gains de quelques mètres, il lui importerait peu que des milliers de soldats russes perdent la vie chaque mois, a souligné M. Chmyhal. Cependant, si la situation ne lui permettait plus d'afficher de victoires, le coût humain deviendrait pour lui un facteur plus important, a affirmé le Ministre ukrainien.

Les sanctions seraient un autre aspect essentiel, dont il faudrait, selon M. Chmyhal, renforcer l'efficacité. Un autre critère important serait que l'Ukraine continue avec des frappes de précision réussies à l'intérieur du territoire russe. Le Ministre de la Défense ukrainien a également plaidé pour l'utilisation des avoirs gelés russes en Europe pour soutenir son pays.

« Nous continuerons à nous défendre aussi longtemps qu'il le faudra »

Interrogé par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, sur l'état d'esprit de la population ukrainienne, le Ministre a affirmé que les Ukrainiens étaient « fatigués, mais pas épuisés ». Il a par ailleurs souligné que les Ukrainiens souhaitaient la fin de la guerre et qu'ils continueraient à se défendre aussi longtemps qu'il le faudrait.

M. Chmyhal a tenu à remercier les députés luxembourgeois pour le soutien sans faille du Luxembourg envers l'Ukraine depuis le début du conflit. Il a invité les députés à venir à Kyiv pour se rendre compte sur place de la situation.

Quelle stratégie agricole pour l'Europe ?



M. Christophe Hansen, Commissaire européen chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation (au milieu), a été reçu par les membres de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et de la Sous-Commission des Affaires européennes de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Le Commissaire européen luxembourgeois Christophe Hansen, dont le portefeuille comprend l'Agriculture et l'Alimentation, a été reçu à la Chambre des Députés le 20 octobre 2025 pour répondre aux questions des parlementaires au sujet des réformes à venir de la Politique agricole commune (PAC).

M. Hansen, dont le mandat de Commissaire a débuté il y a un peu moins d'un an, a commencé par donner des détails sur les évolutions budgétaires liées à la PAC. Le budget actuel s'élève à 386 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Le budget prévu pour la période suivante est de 300 milliards d'euros pour les paiements agricoles garantis dans le cadre de la PAC. Cette diminution apparente a suscité des interrogations chez les députés. Le Commissaire a expliqué que cette enveloppe représentait un montant minimum, au-delà de celle prévue dans le cadre des

nouveaux Plans de partenariat nationaux et régionaux (NRPP) s'élevant à plus de 453 milliards d'euros.

Les mécanismes de validation européens des plans nationaux en matière d'agriculture doivent assurer l'équilibre de la PAC

Par rapport à la crainte que ces sommes ne soient pas utilisées par les gouvernements nationaux pour l'agriculture, mais pour soutenir d'autres projets, le Commissaire européen a expliqué que des mécanismes de validation européens des stratégies nationales devraient permettre d'assurer la pérennité du secteur.

Sur ce point, les députés ont voulu savoir si le Commissaire partageait la crainte que les politiques agricoles puissent finalement être à nouveau trop subventionnées au niveau national, créant des effets de concurrence déloyale. M. Hansen a expliqué ne

pas partager cette crainte, affirmant que les États membres peuvent mettre des accents, mais que l'UE encadrerait les plans nationaux.

Parmi les autres points évoqués figuraient les simplifications envisagées pour la législation européenne en matière d'agriculture et les conséquences de la fusion future des deux piliers de la PAC : les aides directes et le développement rural. Dans le contexte d'un manque d'intérêt pour la filière agricole, la nécessité d'une stratégie de soutien aux jeunes agriculteurs a également été soulignée.

Les pesticides respectueux de l'environnement mettraient trop longtemps à être approuvés

Une députée de l'opposition a interrogé le Commissaire au sujet de la politique européenne en matière de pesticides. Elle s'est intéressée plus particulièrement au non-retrait d'un produit du marché tant qu'une alternative n'est pas disponible. Sur ce point, M. Hansen a notamment estimé qu'il était important d'accélérer la mise sur le marché de produits alternatifs sûrs. Cela pourrait notamment se faire en renforçant les moyens de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), en charge des évaluations de sécurité sanitaire. Les procédures actuelles seraient en effet trop longues, avec de nouveaux produits qui mettraient plus de sept ans à être autorisés.

Un autre point abordé par les députés lors de l'échange a été celui des inquiétudes liées aux accords entre l'UE et le Mercosur, le Marché commun du Sud. M. Hansen s'est montré optimiste dans ce contexte, affirmant que de nombreuses entreprises européennes voyaient des opportunités sur le marché sud-américain. Le Commissaire prévoyait de se rendre au Brésil dans les jours suivants, accompagné de représentants d'entreprises européennes.

Finalement, les députés ont évoqué l'éventualité d'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et les conséquences qu'une adhésion pourrait avoir sur le secteur de l'agriculture. Étant donné que l'Ukraine, véritable grenier à grains, dispose d'un secteur agricole important, notamment dans le domaine céréalière, cela pourrait être à l'origine de problèmes en termes de concurrence.

Une première visite auprès de la nouvelle Ombudsman

Quelques mois après son élection par la Chambre des Députés, la nouvelle Ombudsman, Mme Claudine Konsbruck, a convié le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, à une première visite le 27 octobre 2025 dans les nouveaux locaux des services du médiateur situés dans le « Mënscherechtshaus » au 65, route d'Arlon. La visite était l'occasion pour le Président d'échanger avec l'Ombudsman sur les défis actuels et de rencontrer ses collaborateurs. De par sa mission de Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg, l'Ombudsman donne suite aux réclamations qui lui sont adressées concernant le fonctionnement des administrations publiques.

Dans la suite de cette visite, M. Wiseler a par ailleurs pu rencontrer les représentants des autres organismes indépendants, dont les locaux se situent à la même adresse, à savoir l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) et le Centre pour l'égalité de traitement (CET), rattachés à la Chambre, ou encore la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH), qui, elle, ne dépend pas de la Chambre.



L'Ombudsman, Mme Claudine Konsbruck (à gauche), a reçu le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, en visite au « Mënscherechtshaus ».

Journée des ambassadeurs 2025



Les ambassadeurs ont notamment reçu une visite guidée de l'Hôtel de la Chambre.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rencontré le 10 octobre 2025 le corps diplomatique lors de la traditionnelle Journée des ambassadeurs, qui a eu lieu cette année pour la seizième fois consécutive. Ce rendez-vous annuel permet d'avoir un échange sur les relations diplomatiques et la coopération entre le Grand-Duché et les différents pays représentés. Après les villes de Martelange en 2023 et d'Esch-sur-Alzette en 2024, la rencontre a eu lieu cette fois-ci au centre historique de la capitale.

Dans son discours de bienvenue, le Président de la Chambre est revenu sur l'avènement 2025 le corps diplomatique lors de la traditionnelle Journée des ambassadeurs, qui a eu lieu cette année pour la seizième fois consécutive. Ce rendez-vous annuel permet d'avoir un échange sur les relations diplomatiques et la coopération entre le Grand-Duché et les différents pays représentés. Après les villes de Martelange en 2023 et d'Esch-sur-Alzette en 2024, la rencontre a eu lieu cette fois-ci au centre historique de la capitale.

Une visite guidée de la Chambre des Députés, une visite des casemates ainsi qu'un tour sur les remparts de la Vieille Ville figuraient au programme de la rencontre avec les ambassadeurs.

71^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Appel à renforcer la résilience démocratique face aux ingérences étrangères



La Chambre était représentée par Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, M. Gusty Graas, Vice-Président de la délégation, M. Georges Engel, membre effectif, ainsi que par MM. Gilles Baum et Sven Clement, membres suppléants.

Réunis du 10 au 13 octobre 2025 à Ljubljana en Slovénie pour la session annuelle, les quelque 280 membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) ont lancé un avertissement clair : les démocraties alliées doivent mieux se prémunir contre les tentatives de déstabilisation orchestrées par des puissances hostiles.

Les parlementaires ont constaté que les acteurs hostiles intensifient leur collaboration et déploient un arsenal de méthodes hybrides – campagnes de

désinformation, cyberattaques, manipulations électorales – pour fragiliser les institutions démocratiques occidentales. Dans la résolution adoptée, les membres demandent aux Alliés de consacrer davantage de ressources au renforcement de la résilience, d'adopter des approches impliquant l'ensemble de la société et d'approfondir les partenariats.

L'AP-OTAN a par ailleurs exprimé sa gratitude vis-à-vis de la Chambre des Députés pour le financement d'un poste de collaborateur spécialisé dans le renforcement

de la résilience démocratique, signe de l'engagement concret du Parlement luxembourgeois dans cette mission.

Au bout de trois jours de réunion, les membres de l'AP-OTAN ont lancé un appel aux gouvernements alliés demandant de poursuivre leurs investissements dans la défense, de consolider la dissuasion – particulièrement sur le flanc oriental de l'Alliance – et d'intensifier leur soutien à l'Ukraine.

La cheffe de la délégation luxembourgeoise, Mme Nancy Arendt, a soulevé des questions sur les moyens de contrer efficacement les campagnes de désinformation amplifiées par l'intelligence artificielle. La députée luxembourgeoise s'est également inquiétée du soutien de l'OTAN et de ses partenaires au leadership féminin et à la participation des femmes dans les zones fragiles et postconflit, notamment en Ukraine, au Moyen-Orient et dans les Balkans occidentaux.

Lors de la présentation de son rapport intitulé « Zéro équipage : garder le contrôle sur la guerre au futur », M. Sven Clement a plaidé pour que l'OTAN prenne les devants dans le développement de systèmes sans pilote, face au déséquilibre économique entre le faible coût des drones offensifs et celui, élevé, de leur interception.

Les participants ont également pu échanger avec M. Mark Rutte, Secrétaire général de l'OTAN, qui a mis en garde les Alliés de ne pas sous-estimer la menace russe, malgré les échecs de l'envahisseur sur les champs de bataille ukrainiens. M. Rutte a exhorté les autorités nationales à respecter les objectifs de dépenses de défense, rappelant qu'une nouvelle génération de missiles russes à grande vitesse menace tous les Alliés, quel que soit leur emplacement géographique. « Nous sommes tous sur le flanc oriental, maintenant », a-t-il ajouté.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Renforcer l'économie, financer la défense, stabiliser les finances



MM. Franz Fayot et Sven Clement ont participé à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance organisée à Billund.

Les 29 et 30 septembre 2025, MM. Franz Fayot et Sven Clement ont participé à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG) organisée à Billund sous la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne.

La conférence a rassemblé les parlementaires nationaux et européens pour débattre trois enjeux majeurs : la compétitivité économique de l'Europe, le financement de son autonomie en matière de

défense et la viabilité des nouvelles règles budgétaires dans un contexte géopolitique tendu.

La première session a porté sur la manière de consolider la place de l'Union européenne dans l'économie mondiale. Les intervenants ont évoqué la nécessité de stimuler l'innovation, de mieux valoriser les talents européens et de renforcer le marché intérieur tout en accompagnant la transition écologique.

Dans son intervention, M. Fayot a souligné que cette compétitivité devrait être repensée, estimant qu'un modèle durable devrait intégrer à la fois le bien-être humain et les limites environnementales. Selon lui, la croissance ne saurait être durable si elle se faisait au détriment du climat, de la biodiversité ou de la cohésion sociale, qui constitueraient les véritables fondations de la prospérité européenne.

La deuxième session a été consacrée à la question du financement de la défense européenne, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et les nouvelles menaces à la frontière orientale de l'Union.

Les débats ont mis en avant la nécessité de renforcer la coopération industrielle, d'éviter la fragmentation du marché et de promouvoir des achats conjoints, gage d'une meilleure efficacité et d'une interopérabilité accrue.

M. Clement a insisté sur l'importance d'une approche coordonnée et pragmatique : encourager les coentreprises transfrontalières, harmoniser les standards techniques et favoriser la mutualisation d'actifs communs.

S'appuyant sur l'expérience du Luxembourg avec des programmes partagés comme AWACS (Airborne

Warning and Control System) ou MRTT (Multi Role Tanker Transport), il a proposé de tirer parti du savoir-faire de la NSPA (NATO Support and Procurement Agency), voire de créer une agence européenne sœur dédiée aux achats communs de défense.

La troisième session a examiné les nouvelles règles fiscales européennes, réformées en 2024, et leur capacité à concilier discipline budgétaire et besoins d'investissement. Les discussions ont souligné l'importance d'une flexibilité ciblée permettant aux États membres de financer la défense et la transition verte, tout en garantissant la soutenabilité des finances publiques.

À ce sujet, M. Fayot a plaidé pour une approche ambitieuse et collective. Il a rappelé que les défis communs – la défense, la résilience économique, l'intelligence artificielle, les migrations et surtout le climat – nécessitent une mise en commun des ressources fiscales. Il a soutenu l'idée de grands investissements européens adossés à des obligations communes permettant le financement d'une transition juste et centrée sur l'humain, à l'image de l'esprit de solidarité à la base du projet européen.

La présidence danoise a replacé la sécurité européenne et la stabilité économique au cœur de son agenda. Les discussions de Billund ont illustré la volonté partagée des États membres de concilier compétitivité, responsabilité budgétaire et solidarité européenne. Cette conférence s'inscrit ainsi pleinement dans l'objectif de la présidence danoise : renforcer la gouvernance économique et financière de l'Union, promouvoir la compétitivité durable et assurer la sécurité du continent tout en préservant la cohésion entre les États membres.

Visite du Président au Collège d'Europe

En visite au Collège d'Europe à Bruges le 13 octobre 2025, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a plaidé pour un rôle plus affirmé des parlements nationaux dans la vie démocratique de l'Union européenne. Avant la conférence, il a rencontré la rectrice du Collège, Mme Federica Mogherini, ancienne Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que M. Jean-Louis Thill, ambassadeur du Luxembourg en Belgique.

S'adressant à un auditoire composé d'étudiants venus de tout le continent, M. Wiseler a souligné que la démocratie n'est pas un acquis, mais un engagement à renouveler chaque jour. Le Président de la Chambre a rappelé que le Traité de Lisbonne a reconnu aux parlements nationaux un rôle clé dans le contrôle du principe de subsidiarité. Mais il a aussi relevé les écueils de cette participation qui ne devrait pas se cantonner à bloquer l'intégration européenne, mais au contraire insister davantage encore sur la formulation de propositions constructives coordonnées entre parlements nationaux.

Comment rendre l'Union européenne plus attractive pour les parlements nationaux et, à travers eux, pour les citoyens ? En réaction aux nombreuses questions des étudiants, le Président de la Chambre a mis en avant plusieurs initiatives européennes du Parlement luxembourgeois : le dialogue avec les institutions

européennes, les avis motivés et politiques transmis à la Commission européenne, la mise en place, en 2024, de la Sous-commission des affaires européennes chargée de définir les priorités européennes de la Chambre et les échanges avec les membres du Gouvernement en amont et en aval des Conseils européens et des réunions du Conseil des Ministres. Une plus grande attractivité de l'Union passe aussi par la coordination entre les présidents des parlements de l'Union européenne, l'échange sur les pratiques, une représentation parlementaire cohérente au niveau

européen, des échanges d'expertise et une participation accrue à la définition des politiques communes.

M. Wiseler a également insisté sur la responsabilité des parlements dans la défense de l'État de droit, la transparence, la confiance citoyenne, soulignant que le rôle des parlements en tant que courroies de transmission de la politique européenne consiste aussi dans l'expression libre des positions européennes de toutes les forces politiques représentées au sein d'un parlement.



Le Président de la Chambre a échangé avec les quatre étudiants luxembourgeois actuellement inscrits au Collège d'Europe ainsi qu'avec une diplomate de l'European Union Diplomatic Academy pour évoquer le rôle des jeunes générations dans la construction européenne.

Conférence de l'Assemblée interparlementaire Benelux à Remich

Le Luxembourg dévoile ses solutions agricoles innovantes



Les membres de la Commission Économie, Agriculture et Énergie et les membres de la Commission Aménagement du territoire, Environnement et Climat de l'Assemblée interparlementaire Benelux à Remich

Troisième volet d'une série de conférences dédiée aux projets innovants dans les pays du Benelux : les membres de la Commission Économie, Agriculture et Énergie et les membres de la Commission Aménagement du territoire, Environnement et Climat de l'Assemblée interparlementaire Benelux se sont rencontrés le 17 octobre 2025 à Remich. La Chambre des Députés était représentée par Mmes Francine Closener, Barbara Agostino et Françoise Kemp ainsi que par M. Jeff Engelen.

Les membres de la délégation luxembourgeoise – qui assure actuellement la présidence de l'Assemblée – avaient invité leur homologues belges et néerlandais à découvrir des projets innovants dans les secteurs agricole et viticole. « Pour construire l'agriculture de demain, nous devons impérativement renforcer notre compétitivité et accélérer la transition du secteur alimentaire et agricole. La recherche et l'innovation représentent les leviers privilégiés pour relever ces défis », a rappelé Mme Francine Closener, Présidente actuelle du Parlement Benelux.

Rester compétitif face aux défis énergétiques et alimentaires

Selon Mme Closener, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg démontrent, à travers cette initiative, leur détermination commune à occuper une place de premier plan dans le développement technologique. Les thématiques choisies – l'énergie lors des deux premières rencontres à Groningue (Pays-Bas) et Ostende (Belgique) et l'agriculture pour cette dernière conférence – reflètent les préoccupations majeures des citoyens du Benelux et l'importance de rester compétitif face aux défis énergétiques et alimentaires actuels.

L'agriculture durable et son avenir constituent en effet une priorité stratégique pour le Parlement Benelux, qui a adopté plusieurs recommandations ces dernières années au sujet de l'avenir agricole et la sécurité alimentaire. Cette série de conférences illustre l'engagement des trois pays à travailler ensemble pour développer des solutions innovantes répondant aux enjeux fondamentaux de nos sociétés, en plaçant l'excellence technologique au service du

développement durable et du bien-être des populations du Benelux.

Trois projets pour adapter l'agriculture au changement climatique

Trois projets innovants ont été présentés pour moderniser l'agriculture luxembourgeoise face au changement climatique :

- le projet « DryVineyard » qui développe des techniques tels les porte-greffes ou l'énergie solaire, visant à renforcer la résilience de la viticulture face aux sécheresses ;
- le projet « Viti-Forst » qui teste la plantation d'arbres dans les vignes pour protéger les cultures du climat tout en augmentant la biodiversité, sans compromettre la qualité des vins luxembourgeois, et
- le robot de champ « Naïo » qui automatise le désherbage dans les cultures maraîchères, permettant ainsi d'augmenter la production locale de fruits et de légumes.

Ces trois innovations illustrent comment la technologie et les pratiques durables peuvent transformer l'agriculture luxembourgeoise. Qu'il s'agisse d'adapter les vignes au climat, d'expérimenter de nouvelles pratiques ou d'introduire la robotique dans les champs, chaque projet démontre une même volonté d'agir concrètement face aux défis du changement climatique.

L'importance de la coopération pour réussir la transition énergétique

En conclusion, les corapportrices de la recommandation sur la transition énergétique et les projets innovants, Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission Économie, Énergie et Agriculture, et Mme Valérie Bluge, députée belge, ont présenté une synthèse des échanges et des réflexions issus de la conférence. Elles ont rappelé l'importance de la coopération et de l'innovation pour réussir la transition énergétique, tout en récapitulant les initiatives et perspectives partagées au cours des débats.

La conférence s'est terminée par une visite du vignoble présenté.

Joresrapporten 2024 vum Europäesche Rechnungshaff

Wéi ass d'Gestioun vun de Finanzen an der Europäescher Unioun 2024 gelaf? De 24. Oktober 2025 huet d'Madamm Joëlle Elvinger, Lëtzebuerger Member vum Europäesche Rechnungshaff, den Deputéierten an der Chamber d'Joresrapporten 2024 virgestallt.



Visite en Chine consacrée à l'environnement et au climat



La délégation luxembourgeoise avec la Vice-Ministre des Affaires étrangères chinoise, Mme Hua Chunying (au milieu), et M. Roland Reiland, ambassadeur du Luxembourg en Chine (3^e à gauche)

Une délégation de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité de la Chambre des Députés, composée de MM. Franz Fayot et Gusty Graas et de Mme Barbara Agostino, a effectué une visite en République populaire de Chine entre le 18 et le 22 octobre 2025. Il s'agit de la deuxième délégation parlementaire luxembourgeoise à se rendre cette année en Chine, signe de l'intensification du dialogue parlementaire bilatéral.

Les députés se sont d'abord rendus en province de Shaanxi, où ils ont notamment rencontré le Vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire provinciale, M. Yang Guangting. L'accent de cette entrevue a été mis sur un échange de bonnes pratiques en matière de politique climatique et environnementale. Ils ont par ailleurs visité les sites de différents projets environnementaux, à savoir une usine de recyclage qui trie et exploite chaque jour les déchets de plus de 2.200 ménages, un centre de production de véhicules électriques et un projet de renaturation de zones dont la faune et la flore ont été dévastées.

La délégation s'est ensuite rendue à Beijing, où elle a eu plusieurs rencontres avec des responsables politiques au niveau national. Les députés luxembourgeois ont notamment été reçus par la Vice-Ministre des Affaires étrangères chinoise, Mme Hua Chunying, ainsi que par le Vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, M. Ding Zhongli. Outre le climat, ces entrevues ont également porté sur la politique internationale, notamment les conflits en Ukraine et à Gaza ainsi que les relations sino-européennes.

Visite du futur bâtiment des Archives nationales à Belval

Le 2 octobre 2025, les commissions parlementaires de la Culture et de la Mobilité et des Travaux publics ont visité, en présence du Ministre de la Culture, M. Eric Thill, et de la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Mme Yuriko Backes, le chantier du nouveau bâtiment des Archives nationales de Luxembourg à Belval.

Ce projet majeur incarne la volonté de préserver et de valoriser notre mémoire collective. Les archives, garantes de la continuité administrative et de la transparence démocratique, constituent un patrimoine essentiel à la compréhension de notre histoire et à la consolidation de notre identité nationale.

Face à l'accroissement constant des fonds et à la hausse du nombre de chercheurs, la construction d'un nouveau bâtiment s'est imposée comme une nécessité. Elle répond également aux missions et obligations fixées par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, qui confère aux Archives nationales la responsabilité de collecter, conserver et mettre en valeur le patrimoine documentaire du pays.

Le nouveau siège des Archives nationales permettra de regrouper sur un même site l'ensemble des dépôts et services actuellement dispersés. Il s'inscrira pleinement dans la Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation de Belval, favorisant ainsi les synergies avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche voisins.

Conçu en bois, verre et béton, le bâtiment offrira 17.224 m² de surface utile et une capacité de 105 kilomètres linéaires de stockage, couvrant les besoins pour les trente prochaines années. Exemple sur le



Les députés ont pu visiter les futurs locaux des Archives nationales de Luxembourg à Belval, actuellement en construction.

plan énergétique, il produira davantage d'électricité qu'il n'en consommera grâce à ses panneaux photovoltaïques, à la géothermie et à un système de pompes à chaleur.

Les infrastructures répondront aux plus hautes normes internationales en matière de conservation, de sécurité et de durabilité. L'ouverture de la salle de lecture est prévue pour mai 2026, tandis que

l'inauguration officielle du site interviendra à l'automne 2026.

Les députés ont salué la qualité du travail accompli par les équipes des Archives nationales, du Fonds Belval et de l'Administration des bâtiments publics, qui œuvrent ensemble à la réalisation de ce projet emblématique pour la mémoire du pays.

Processus de recrutement auprès de la fonction publique

8301 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Le présent projet de loi a essentiellement pour objet de modifier et simplifier la procédure de recrutement des agents de l'État en :

– supprimant l'examen-concours spécial, tel que prévu à l'article 2, paragraphe 2, alinéa 3, du statut général, compte tenu de la réforme de l'épreuve d'aptitude générale de 2018 et du fait qu'en pratique, un tel examen-concours n'a jamais été organisé, faute de besoin ;

– adaptant et mettant à jour la terminologie employée dans les dispositions relatives à la procédure de publication des postes ;

– simplifiant la procédure et les modalités de recrutement au niveau de la mobilité interne par :

- l'inclusion des agents communaux ;
- l'énumération dans la loi des postes et fonctions exclus du changement d'administration ;
- l'élargissement de la procédure du changement d'administration aux postes à occuper par voie de recrutement externe ;

- la mise en place de délais applicables à la prise d'effet du changement d'administration et
- la prise en compte des divergences potentielles entre les tableaux indiciaires des différentes administrations.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 24/08/2023
Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :

24/06/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

09/10/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/10/2025

98^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 13
M. Claude Wiseler, Président	
2. Ordre du jour	p. 13
M. Claude Wiseler, Président	
3. Communications	p. 13
M. Claude Wiseler, Président	
4. Octroi de titres honorifiques à d'anciens fonctionnaires	p. 18
M. Claude Wiseler, Président	
5. Changements de composition de commissions parlementaires	p. 18
M. Claude Wiseler, Président	
6. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 18
M. Claude Wiseler, Président	
7. Dépôt d'une motion par M. Franz Fayot	p. 18
Exposé : M. Franz Fayot	
8. Heure de questions au Gouvernement	p. 19
Question n° 263 du 14 octobre 2025 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'évolution des fouilles et du développement touristique de la villa romaine à Schieren, adressée à M. le Ministre de la Culture	p. 19
M. Jean-Paul Schaaf M. Eric Thill, Ministre de la Culture	
Question n° 264 du 14 octobre 2025 de Mme Paulette Lenert relative à la position du Cercle des médecins généralistes concernant le futur projet de loi sur le droit d'association des médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	p. 20
Mme Paulette Lenert Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	
Question n° 265 du 14 octobre 2025 de M. André Bauler relative à l'analyse de la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi, adressée à M. le Ministre du Travail	p. 20
M. André Bauler M. Georges Mischo, Ministre du Travail	
Question n° 266 du 14 octobre 2025 de Mme Alexandra Schoos relative à la position du Luxembourg sur la proposition d'introduire un « Chat Control », adressée à M. le Premier ministre	p. 21
Mme Alexandra Schoos M. Luc Frieden, Premier ministre	

Question n° 267 du 14 octobre 2025 de Mme Octavie Modert relative à l'exemption pour les micro-entreprises de l'interdiction de distribution de publicité dans les boîtes aux lettres, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	p. 22
Mme Octavie Modert M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	
Question n° 268 du 14 octobre 2025 de Mme Sam Tanson relative aux dépenses pour le 25^e anniversaire du règne du Grand-Duc Henri et les célébrations autour de l'avènement au trône, adressée à M. le Premier ministre	
Question n° 269 du 14 octobre 2025 de Mme Taina Bofferding relative au coût lié aux festivités relatives au changement de trône, adressée à M. le Premier ministre	p. 22
Mme Sam Tanson Mme Taina Bofferding M. Luc Frieden, Premier ministre (interventions de Mme Sam Tanson et Mme Lydie Polfer)	
Question n° 270 du 14 octobre 2025 de M. Gilles Baum relative à l'organisation du projet Alpha dans les communes disposant de plusieurs sites scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 23
M. Gilles Baum M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
Question n° 271 du 13 octobre 2025 de M. Marc Goergen relative à la protection des données des enseignants, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 24
M. Marc Goergen M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
Question n° 272 du 14 octobre 2025 de M. Dan Hardy relative aux demandes administratives en ligne, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation	p. 25
M. Dan Hardy Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation	
9. Question élargie n° 51 de Mme Djuna Bernard au sujet de l'impact environnemental des médicaments	p. 25
Mme Djuna Bernard Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	

10. 8301 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

p. 26

Rapport de la Commission de la Fonction publique : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Gusti Graas | M. Ben Polidori | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8301 et dispense du second vote constitutionnel

11. Interpellation de M. Georges Engel sur la place du travail dans notre société et des valeurs humaines, sociales et économiques qui y sont associées

p. 28

Exposé : M. Georges Engel (interventions de M. André Bauler et M. Luc Emering) (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Marc Spautz (interventions de M. Georges Engel et M. Franz Fayot) | Mme Corinne Cahen | M. Jeff Engelen | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (interventions de Mme Corinne Cahen, M. Claude Haagen et M. Luc Emering)

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Claude Haagen (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Mischo | M. Georges Engel (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Mischo

Motion 1 : Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen | M. Marc Spautz | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | M. David Wagner | M. Georges Engel

Vote sur la motion 1 (rejetée)

12. Dépôt d'une résolution par Mme Joëlle Welfring

p. 42

Exposé : Mme Joëlle Welfring

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op. Ech si frou, Iech an eiser éischter normaler Sëtzung no dem Summer hei alleguer erëmzegesinn, an ech wënschen eis vill gutt an interessant Sëtzen an Debatten hei an der Chamber.

Une voix | Très bien!

2. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | An da komme mer direkt zum éischte Punkt. Den Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Ech gesinn, haut ass den Dynamismus do!

(Hilarité)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens: D'Lëscht mat de Petitounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

A véiertens: Sou wéi dat am Chamberreglement virgesinn ass, wollt ech Iech follgend Kommunikatioun maachen:

D'Presidentin vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement huet d'Demission vum hirem Mandat duerch den Arrêté grand-ducal vum 12. September 2025 accordéiert kritt. Sou wéi et festgehalen ass an den Artikelen 11 a 14 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikel 135 bis 139 vum

Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Remplaçant ze proposéieren, fir dëst Mandat widerzeféieren, deen duerch de Grand-Duc ernannt gëtt. Dëst Mandat geet den 12. Mäerz 2029 dann zu Enn.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspräsident riichten. Fir datt d'Kandidatur fir recevabel kënnen erkläert ginn, mussen se bis spéitstens den 1. Dezember 2025 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleeeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht, datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung müssen hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Staatsrot a vun der Regierung.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Äverständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président – séance publique du 14 octobre 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8571 – *Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1309 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2024 relatif à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux gigabit de communications électroniques, modifiant le règlement (UE) 2015/2120 et abrogeant la directive 2014/61/UE (règlement sur les infrastructures gigabit)*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, le 07/07/2025

8572 – *Proposition de loi portant modification de l'article L. 415-10 du Code du travail*

Dépôt : M. Georges Engel et M. Claude Haagen, Députés, le 08/08/2025

8573 – *Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Londres, le 14 octobre 2005, relatif à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome, le 10 mars 1988 et le Protocole, fait à Londres, le 14 octobre 2005, relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome, le 10 mars 1988*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/07/2025

8574 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 2 mars 2015 et de son Protocole modifiant l'Accord du 2 mars 2015 entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2024*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/07/2025

8575 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière*

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 09/07/2025

8576 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 09/07/2025

8577 – *Projet de loi portant introduction d'une aide financière pour des installations permettant la recharge de véhicules électriques*

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 09/07/2025

8578 – *Projet de loi portant modification de : 1^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; 2^o la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 09/07/2025

8579 – *Projet de loi : 1^o portant création d'un comité de coordination et de coopération en matière de mesures restrictives ;*

2^e portant modification :

- a. du Code Pénal ;
- b. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
- c. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
- d. de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;
- e. de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations ;
- f. de la loi du 3 juillet 2018 sur l'attribution de contrats de concession ;
- g. de la loi modifiée du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2024/1226 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 relative à la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des mesures restrictives de l'Union et modifiant la directive (UE) 2018/1673

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 11/07/2025

8580 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation du fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 11/07/2025

8581 – Projet de loi relative à la création d'un Comité stratégique national de recherche et de sauvetage

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11/07/2025

8582 – Projet de loi fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés de l'État et des fonctionnaires et employés communaux et

- 1^{er} modifiant la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;
- 2^e modifiant la loi du 25 juillet 2018 portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État ; et
- 3^e modifiant la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 14/07/2025

8583 – Projet de loi relative à la mise en place du portefeuille européen d'identité numérique et portant mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1183 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 en ce qui concerne l'établissement du cadre européen relatif à une identité numérique et modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 14/07/2025

8584 – Projet de loi relatif à l'introduction d'un système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation des véhicules et modifiant la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/07/2025

8585 – Projet de loi instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 18/07/2025

8586 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 21/07/2025

8587 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/07/2025

8588 – Projet de loi portant organisation de l'enseignement à domicile et portant modification :

- 1^{er} de la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire ;
- 2^e de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
- 3^e de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/07/2025

8589 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

- a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes ;
- c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;
- d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 24/07/2025

8590 – Projet de loi portant modification :

- 1^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 2^e de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2025

8591 – Projet de loi relative à l'échange automatique des déclarations d'information pour l'impôt complémentaire et portant modification de la loi modifiée du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure en vue de transposer la directive (UE) 2025/872 du Conseil du 14 avril 2025 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2025

8592 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Prestataires de Services sur Crypto-actifs et portant modification :

- 1^{er} de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
 - 2^e de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
 - 3^e de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;
 - 4^e de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
 - 5^e de la loi du 16 mai 2023 relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateforme ;
- en vue de transposer la directive (UE) 2023/2226 du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2025

8593 – Projet de loi modifiant la loi du 9 juin 2022 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 30/07/2025

8594 – Projet de loi relative à la construction de bâtiments administratifs pour l'ESM (European Stability Mechanism) et pour l'État à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/07/2025

8595 – Projet de loi concernant l'exploitation des pompes à chaleur

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 30/07/2025

8596 – Projet de loi relatif à une contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques pour l'année 2026

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 30/07/2025

8597 – Projet de loi relatif à un régime d'aides aux investissements pour des travaux d'assainissement énergétique de bâtiments fonctionnels

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 30/07/2025

8598 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1542 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE, tel que modifié, et modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 30/07/2025

8599 – Projet de loi relatif à l'accès et à la formation des professions d'avocat à la Cour, de notaire et d'huissier de justice et modifiant :

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice et
- 2) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 30/07/2025

8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 et modifiant :

- 1^{er} le Code de la sécurité sociale ;
- 2^e la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 3^e la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
- 4^e la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
- 5^e la loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire ;
- 6^e la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
- 7^e la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- 8^e la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
- 9^e la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques ;
- 10^e la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » ;
- 11^e la loi modifiée relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire ;
- 12^e la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/10/2025
8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/10/2025
8602 – Projet de loi portant création d'un article 490-5 du Code civil

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 30/07/2025

8603 – Projet de loi portant modification des articles 359 et 368-1 du Code civil

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 30/07/2025

8604 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite GovSat-2 destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 30/07/2025

8605 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction pour l'aménagement de la transversale de Clervaux

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/07/2025

8606 – Projet de loi relatif à la profession de conseiller en génétique et portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 30/07/2025

8607 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/07/2025

8608 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 30/07/2025

8609 – Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31/07/2025

8610 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 14/08/2025

8611 – Projet de loi portant création de l'établissement public « Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport » et modifiant :

- 1^o la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ;
- 2^o la loi du 29 juillet 2023 portant création de l'INAPS

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre des Sports, le 14/08/2025

8612 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de siège entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Cour de Justice Benelux, fait à Luxembourg, le 2 juillet 2025

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/09/2025

8613 – Projet de loi portant approbation de l'Accord, fait à Sarrebruck et Luxembourg, le 28 avril 2025, modifiant l'article 3 de l'Accord modifié entre le Gouvernement du

Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/09/2025

8614 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Merzig et Luxembourg, le 28 avril 2025, modifiant l'article 3 du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le « Landkreis Merzig-Wadern » sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl », signé à Perl, le 4 décembre 2006

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/09/2025

8615 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle à la Commission de surveillance du secteur financier

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 16/09/2025

8616 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle au Commissariat aux assurances

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 16/09/2025

8617 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service en cours de validité, fait à Bruxelles, le 14 février 2025

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

8618 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

8619 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Belize et les États du Benelux concernant l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques valables, fait à Bruxelles, le 6 mai 2025

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

8620 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Belize relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 6 mai 2025

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

8621 – Projet de loi relatif à l'augmentation générale du capital callable de la Banque africaine de développement et à l'approbation des amendements de l'Accord portant création du Fonds africain de développement

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

8622 – Projet de loi portant modification :
1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
3^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
4^o de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 30/09/2025

8623 – Projet de loi portant modification :
1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2^o de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
3^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
4^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
5^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ; et
6^o de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 30/09/2025

8624 – Projet de loi portant organisation du transport occasionnel rémunéré de personnes par des taxis et des voitures de location avec chauffeur

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/09/2025

8625 – Projet de loi sur les médias et portant organisation de l'Autorité luxembourgeoise indépendante des médias et portant mise en œuvre de :
1^o Règlement (UE) 2024/1083 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 établissant un cadre commun pour les services de médias dans le marché intérieur et modifiant la directive 2010/13/UE (règlement européen sur la liberté des médias) ; et du
2^o Règlement (UE) 2024/900 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 relatif à la transparence et au ciblage de la publicité à caractère politique ; et portant modification de :

- 1^o la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ; et
- 2^o la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ; et
- 3^o la loi du 27 août 2013 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public « Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel » et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et 2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, le 30/09/2025

8626 – Projet de loi autorisant l'État à acquérir deux parcelles sises à Strassen, rue Thomas Edison, destinées à la réalisation d'une infrastructure scolaire

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 30/09/2025

8627 – Projet de loi portant :
1^o transposition :
a) de la directive (UE) 2024/1619 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les pouvoirs de surveillance, les sanctions, les succursales de pays tiers et les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance ;
b) de la directive (UE) 2024/2994 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 modifiant les directives 2009/65/CE, 2013/36/UE et (UE) 2019/2034 en ce qui concerne le traitement du risque de concentration découlant d'expositions sur des contreparties centrales et du

risque de contrepartie des transactions sur instruments dérivés faisant l'objet d'une compensation centrale ;

2^e mise en œuvre du règlement (UE) 2024/2987 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 modifiant les règlements (UE) n° 648/2012, (UE) n° 575/2013 et (UE) 2017/1131 par des mesures visant à atténuer les expositions excessives aux contreparties centrales de pays tiers et à améliorer l'efficacité des marchés de la compensation de l'Union ;

3^e modification :

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

c) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

d) de la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 02/10/2025

8628 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et

2^o de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/927 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 03/10/2025

8629 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 03/10/2025

8630 – Projet de loi portant création d'un établissement public dénommé « Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle »

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 03/10/2025

8631 – Projet de loi modifiant la loi du 8 septembre 2022 portant création et organisation de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 06/10/2025

8632 – Projet de loi relative à l'adaptation de la loi du 25 mai 2023 relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 06/10/2025

8633 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/10/2025

8634 – Projet de loi portant modification : 1^o du Code de la sécurité sociale ; 2^o du Code du travail ; 3^o de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 10/10/2025

8635 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'une adaptation des mesures en faveur de l'emploi des jeunes

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 10/10/2025

8636 – Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 10/10/2025

8637 – Projet de loi relative à l'adaptation de la loi du 28 juin 2023 relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/10/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3736 – Demande de pétition publique : Lancer un débat à la Chambre sur les effets indésirables du Covid

Dépôt : M. Vincenzo Sportelli, le 07/07/2025

3737 – Demande de pétition publique : Miete

Dépôt : M. Claude Joseph Mertes, le 08/07/2025

3738 – Demande de pétition publique : Donnons une voix aux chiens – non à leur traitement comme des objets

Dépôt : Mme Vânia De Sousa Teixeira, le 08/07/2025

3739 – Demande de pétition publique : Allgemeinverbot von Feuerwerk und Böllern

Dépôt : Mme Maurine Weimerskirch, le 09/07/2025

3740 – Demande de pétition publique : Autorisation des motocycles à emprunter les voies de covoiturage

Dépôt : M. Nicolas Frédéric Jean-Louis Firmin, le 12/07/2025

3741 – Demande de pétition ordinaire : Obligatorisch Registrierung von Aarbeitsstonsen a Verstärkung von de Pouvoir von der ITM

Dépôt : M. Nuno Miguel Boloto Cardoso, le 13/07/2025

3742 – Demande de pétition publique : Non au object écouteur

Dépôt : M. Kevem Pinto Semedo, le 13/07/2025

3743 – Demande de pétition publique : Revoir la circulation sur l'autoroute A3 depuis son ouverture à 4 voies

Dépôt : M. Christian Steiner, le 14/07/2025

3744 – Demande de pétition publique : Pour une loi sur l'équipement moto obligatoire et sécurisé

Dépôt : M. Kevin Conrath, le 15/07/2025

3745 – Demande de pétition publique : Ouverture anticipée des maisons relais à partir de 05.00 heures pour mieux concilier travail et vie familiale

Dépôt : M. Antonio Luis Gonçalves, le 15/07/2025

3746 – Demande de pétition publique : Aféierung von engem nationalen Neibrasilien-Dag

Dépôt : M. Ivan Nizer Gonsalves, le 20/07/2025

3747 – Demande de pétition publique : Pour la prise en charge des traitements orthodontiques adultes par la CNS

Dépôt : M. Dany Coimbra Coelho, le 20/07/2025

3748 – Demande de pétition publique : Pour la création d'une autorité de contrôle des syndicats et d'un mécanisme de protection des copropriétaires au Luxembourg

Dépôt : M. Christophe Christian Marcel Cailloux, le 21/07/2025

3749 – Demande de pétition ordinaire : Informations vitales dont disposent les communes

Dépôt : Mme Nada Demaldé, le 23/07/2025

3750 – Demande de pétition publique : Sanction pour les cyclistes et automobilistes pour non respect du code de la route envers les animaux domestiques

Dépôt : Mme Elsa Alexandra Duarte Frutuoso, le 24/07/2025

3751 – Demande de pétition publique : Égalité fiscale pour les couples liés par un PACS – Attribution de la classe d'impôt 2

Dépôt : M. Babak Rabbani pour Esfahani, le 24/07/2025

3752 – Demande de pétition publique : Soins pédiatriques et soutien parental : pour une couverture juste et humaine

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 27/07/2025

3753 – Demande de pétition ordinaire : Congés des enfants en service d'éducation et d'accueil

Dépôt : Mme Aurore Gouth, le 27/07/2025

3754 – Demande de pétition publique : Rendez-vous en ligne à l'ADEM et pas besoin de résider au Luxembourg pour recevoir le Revis pour les personnes ayant les niveaux de qualification 6, 7 et 8 du cadre luxembourgeois de qualification

Dépôt : M. Ivan Nizer Gonsalves, le 27/07/2025

3755 – Demande de pétition publique : Schöffenger Euro paschoul soll nom Astrid Lulling benannt ginn

Dépôt : M. Yannick Glod, le 28/07/2025

3756 – Demande de pétition publique : Mise en place d'un système de net metering pour les producteurs d'énergie solaire

Dépôt : M. Enrico Campanella, le 29/07/2025

3757 – Demande de pétition publique : Anhebung der staatlichen Essenszulage für Beamte auf 15 Euro pro Arbeitstag

Dépôt : M. Mareck Frantzen, le 30/07/2025

3758 – Demande de pétition publique : Reduce our risky U.S. debt holdings / Réduisons notre exposition risquée à la dette américaine / Reduziert eis riskant Ofhänggekeit von US-Scholden

Dépôt : M. Erjon Begaj, le 30/07/2025

3759 – Demande de pétition publique : Procédure extraordinaire pour les remboursements des traitements de maladies graves

Dépôt : Mme Alexandra Aurélie Léonie Talbot, le 31/07/2025

3760 – Demande de pétition ordinaire : Système de cotisation maladie basé sur l'assiduité

Dépôt : M. Mariano Neves Pires, le 31/07/2025

3761 – Demande de pétition publique : Haass ass keng Meenung – Konsequenze fir Pressesäiten, déi Kommentarer op de soziale Meedien net moderéieren

Dépôt : Mme Vicky Lone Wishof, le 31/07/2025

3762 – Demande de pétition publique : Téléphones portables : Installer des brouilleurs dans les transports en commun

Dépôt : M. Alessandro Donnini, le 02/08/2025

3764 – Demande de pétition ordinaire : Unzureichende Aufklärung über Nebenwirkungen der Steroidtherapie in Luxemburg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 08/08/2025

3763 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant le contrôle des pratiques médicales et la communication des dossiers médicaux

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 08/08/2025

3765 – Demande de pétition ordinaire : Petition zur Verbesserung der Patientenrechte und Überwachung in Radiologiepraxen

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 08/08/2025

3766 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour le rétablissement de la liaison aérienne directe Luxembourg-Turin (aller-retour)

Dépôt : Mme Cecilia Tamarro, le 08/08/2025

3767 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour une proposition de loi : Incitation à la cohabitation solidaire avec des personnes âgées propriétaires

Dépôt : Mme Barbara Parra Baptista Viveiro, le 11/08/2025

3768 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la création de pistes cyclables reliant Luxembourg aux villes situées à jusqu'à 15 km

Dépôt : Mme Barbara Parra Baptista Viveiro, le 11/08/2025

3769 – Demande de pétition ordinaire : Pétition au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour encourager des modèles durables de location de vélos inspirés des Pays-Bas

Dépôt : Mme Barbara Parra Baptista Viveiro, le 11/08/2025

3770 – Demande de pétition ordinaire : Autoriser les véhicules motorisés légers limités à 25 km/h sur les pistes cyclables, inspiré du modèle néerlandais des « Snorfietsen »

Dépôt : M. Philippe Glesener, le 11/08/2025

3771 – Demande de pétition publique : Le Luxembourg pour la paix, la justice sociale, la protection de l'environnement et la stabilité économique

Dépôt : Mme Jeanne Delahaye, le 15/08/2025

3772 – Demande de pétition ordinaire : Gemeinde Capellen

Dépôt : Mme Vanessa Sonia Meyer, le 15/08/2025

3773 – Demande de pétition publique : Zesumme méi staark: Fir d'Aféierung vun enger Fräiwëllege-Reserv zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. David Storck, le 19/08/2025

3774 – Demande de pétition ordinaire : Renforcement de la sécurité des femmes par des patrouilles policières à pied

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 19/08/2025

3775 – Demande de pétition ordinaire : Instaurer un congé pour raisons familiales en cas de maladie grave de son conjoint pour s'occuper des enfants

Dépôt : M. Tarek Zerguine, le 20/08/2025

3776 – Demande de pétition publique : Non à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution

Dépôt : Mme Kelly Edmée Justine Meris, le 21/08/2025

3777 – Demande de pétition publique : Une adaptation de la vitesse des autobus à 100 km/h sur les autoroutes et 80 km/h sur les routes nationales au Luxembourg

Dépôt : M. Sam Reinert, le 25/08/2025

3778 – Demande de pétition publique : Elbit weapon systems

Dépôt : M. Frank Haag, le 25/08/2025

3779 – Demande de pétition publique : Garantir des offres d'emploi réelles et un suivi efficace des assignations ADEM

Dépôt : M. Guelord Manangama Love, le 25/08/2025

3780 – Demande de pétition publique : Droit de travailler pendant tout le long de la grossesse – si refus d'indemnisation du congé maternité par la CNS

Dépôt : Mme Viviane Araujo Da Silva, le 27/08/2025

3781 – Demande de pétition ordinaire : Renforcement du contrôle et de la responsabilité des agents immobiliers, prévention de l'utilisation abusive des actes sous seing privé à des fins non immobilières, et renforcement des exigences relatives aux clauses pénales

Dépôt : M. Filip Oller, le 30/08/2025

3782 – Demande de pétition publique : Schutz für Tiere und Besucher/innen – Verbot von Tieren auf der Schueberfouer

Dépôt : Mme Joséphine Loudvig, le 31/08/2025

3783 – Demande de pétition publique : Accès gratuit ou à prix réduit aux protections hygiéniques dans les lieux publics et régulation de leur coût

Dépôt : Mme Grace Ndzeme Walker, le 31/08/2025

3784 – Demande de pétition publique : Contre les conditions de vie inacceptables des animaux dans les élevages intensifs

Dépôt : M. Nicolas Friden, le 01/09/2025

3785 – Demande de pétition publique : Téléphone dans les transports

Dépôt : M. Alexandre Roche, le 02/09/2025

3786 – Demande de pétition publique : L'accès en fauteuil roulant ne devrait pas coûter plus cher – la culture appartient à tout le monde !

Dépôt : Mme Jessica Kathryn Bauldry, le 03/09/2025

3787 – Demande de pétition ordinaire : De Pensioenssystem ofsécheren, mat enger Indextranche, déi net ausbezueelt gëtt

Dépôt : M. Romain Reiter, le 03/09/2025

3788 – Demande de pétition ordinaire : Luxembourgeois gratuitement

Dépôt : M. Hmad Kemmouch, le 03/09/2025

3789 – Demande de pétition publique : Révision et modification de la loi au sujet du congé parental

Dépôt : M. Hugo Filipe Costa Araújo, le 04/09/2025

3790 – Demande de pétition publique : Interdiction d'effectuer plusieurs travaux sur infrastructures de mobilité en même temps

Dépôt : M. Davide Savini, le 06/09/2025

3791 – Demande de pétition publique : Interdiction des activités de jet-ski sur la Moselle

Dépôt : M. Alexandre Pierre André Doye, le 07/09/2025

3792 – Demande de pétition publique : Pour une réforme des cessions de salaire : protéger les enfants, garantir le droit au logement et préserver la dignité des familles

Dépôt : M. Mondher Ghazel, le 08/09/2025

3793 – Demande de pétition publique : Pour l'interdiction de la clause de voie parée sur les résidences principales et la protection des familles contre les ventes forcées automatiques

Dépôt : M. Mondher Ghazel, le 08/09/2025

3794 – Demande de pétition publique : Exonération fiscale jusqu'à 4.000 Euro brut par mois pour tous les salariés

Dépôt : M. Xavier Batista, le 08/09/2025

3795 – Demande de pétition publique : Instaurer un permis de détention pour certaines races/catégories de chiens à hauts besoins afin de prévenir les abandons et les risques

Dépôt : M. David Laurent, le 09/09/2025

3796 – Demande de pétition ordinaire : Logements abordables et durables sur les terrains publics du Luxembourg

Dépôt : Mme Barbara Parra Baptista Viveiro, le 09/09/2025

3797 – Demande de pétition publique : Petitioun fir d'Installatioun vun engem Streckeradar tëscht Feelen an der Fuussekaul

Dépôt : Mme Mafalda Teixeira Martins, le 10/09/2025

3798 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la modification des conditions d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise pour les résidents de longue durée 12 années

Dépôt : M. Ricardo Da Conceição Pereira, le 11/09/2025

3799 – Demande de pétition publique : Non à l'augmentation des taux des cotisations

Dépôt : M. João-Paulo Ferreira, le 15/09/2025

3800 – Demande de pétition publique : Défense d'entraver les routes pour des courses ou événements publics en dehors des vacances scolaires, weekends ou jours fériés

Dépôt : M. Thierry Fux, le 17/09/2025

3802 – Demande de pétition publique : Droit parental du père

Dépôt : M. Jasmin Rastoder, le 18/09/2025

3803 – Demande de pétition publique : Pétition : Pour le remboursement des traitements d'orthodontie à tout âge au Luxembourg

Dépôt : M. Gilles Fabien G. Jouniaux, le 18/09/2025

3804 – Demande de pétition publique : Adaptation des cours d'études scolaires aux besoins essentiels de vie

Dépôt : Mme Ariane dos Santos Simões, le 20/09/2025

3805 – Demande de pétition publique : Kebab-Deckel

Dépôt : M. Sam Henri Serge Vorselaars, le 21/09/2025

3806 – Demande de pétition publique : Entlaaschtung vum Franséischprogramm op der 1^{ère}

Dépôt : Mme Meliha Skrijelj, le 21/09/2025

3807 – Demande de pétition publique : Pour des espaces publics sans tabac au Luxembourg

Dépôt : M. Babak Rabbani pour Esfahani, le 23/09/2025

3808 – Demande de pétition publique : Immobiliepräisser solle per Gesetz e maximale Präis net iwwerschreiden

Dépôt : M. Joe Schmit, le 24/09/2025

3809 – Demande de pétition publique : Auszahlung der Rente

Dépôt : M. Patrick Kemp, le 24/09/2025

3810 – Demande de pétition publique : Non-participation au ESC 2026 (European Song Contest 2026) si Israël y participe

Dépôt : M. Gérard Joseph Koneczny, le 26/09/2025

3811 – Demande de pétition publique : Fin de congé collectif dans le secteur de la construction

Dépôt : Mme Andreia Patrícia Correia Dos Santos, le 26/09/2025

3812 – Demande de pétition publique : Kee Streckeradar op d'N15 tëscht Feelen an Heiderscheid

Dépôt : M. Gérard Joseph Koneczny, le 26/09/2025

3813 – Demande de pétition publique : Ne plus devoir stopper en tournant à droite

Dépôt : M. Paul Wachs, le 27/09/2025

3814 – Demande de pétition publique : Modification nécessaire de la loi sur les forêts

Dépôt : Mme Christiane Zügel-Jung, le 27/09/2025

3815 – Demande de pétition publique : Retrait du permis de conduire quand on utilise son téléphone !

Dépôt : M. Fabrice Jean-Pierre Mounier, le 28/09/2025

3816 – Demande de pétition publique : Gegen die Chatkontrolle – Für den Schutz unserer digitalen Grundrechte

Dépôt : M. Kevin Putz, le 03/10/2025

3817 – Demande de pétition publique : Introduction d'un mécanisme d'auto-exclusion volontaire pour les machines à sous physiques au Luxembourg

Dépôt : M. Kevin Gomes Da Silva, le 03/10/2025

3818 – Demande de pétition publique : Stop aux appels : Voyageons en paix dans les transports !

Dépôt : M. Alexandre Roche, le 03/10/2025

3819 – Demande de pétition publique : Un ticket resto pour chacun, un avantage pour tous !

Dépôt : M. Alexandre Roche, le 03/10/2025

3820 – Demande de pétition publique : Pour de véritables droits des pères – les enfants ont besoin de leurs deux parents !

Dépôt : M. David Da Silva Pereira, le 03/10/2025

3821 – Demande de pétition ordinaire : Sensibilisierung zur Medikamentenerstattung durch die CNS und Notwendigkeit der Anpassung des Systems an die Bedürfnisse der Patientinnen und Patienten

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 04/10/2025

3822 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'obligation d'immatriculer les vélos et trottinettes

Dépôt : M. David Dominique Jean Colling, le 04/10/2025

3823 – Demande de pétition ordinaire : Betreff: Meldung eines systemischen Problems in der Kommunikation und im Umgang mit Bürgern in der öffentlichen Verwaltung

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 05/10/2025

3824 – Demande de pétition publique : Revenu minimum de 700 EUR-1.000 EUR/mois

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 06/10/2025

3826 – Demande de pétition ordinaire : Garantie de l'usage impartial du terme « agressif » dans le discours public et médiatique

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 06/10/2025

3827 – Demande de pétition publique : Rehazenter am Süden an am Norde vum Land

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 08/10/2025

3828 – Demande de pétition publique : Immatriculation vu Placke fir all Zort vu Veloen

Dépôt : M. Stéphane Hamm, le 08/10/2025

3829 – Demande de pétition ordinaire : Demande d'interdiction d'accès aux réseaux sociaux pour les mineurs de moins de 16 ans

Dépôt : Mme Sonia Cristina Pereira Rodrigues, le 09/10/2025

3830 – Demande de pétition ordinaire : Appel à revoir la gratuité universelle des transports publics et à rétablir une contribution équitable des usagers

Dépôt : M. Christophe Ribeiro Da Silva, le 10/10/2025

3831 – Demande de pétition ordinaire : Dénoncer l'accord concernant la protection réciproque des investissements, conclue entre le Grand-Duché du Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques à Moscou, le 9 février 1989

Dépôt : M. Adrian Leica, le 10/10/2025

3832 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'amélioration de l'accessibilité des transports publics pour les personnes à mobilité réduite dans le nord du Luxembourg

Dépôt : Mme Sandra Santos, le 10/10/2025

3833 – Demande de pétition publique : Free Palestine

Dépôt : M. Joe Martin Schickes, le 13/10/2025

3834 – Demande de pétition publique : Nouvelle génération, nouvelle politique

Dépôt : M. Joe Martin Schickes, le 13/10/2025

3835 – Demande de pétition ordinaire : Petition zur Einführung von Ratenzahlungen und zum Schutz der Wohnungseigentümer vor finanzieller Überbelastung sowie zur Vermeidung finanzieller Gewalt in der Eigentümergemeinschaft

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 13/10/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

4) AVIS OFFICIEL

Communication du Président de la Chambre des Députés (14/10/2025)

Par arrêté grand-ducal du 12 septembre 2025, démission de son mandat a été accordée à la présidente du collège du Centre pour l'égalité de traitement.

Conformément aux articles 11 et 14 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 instituant un Centre pour l'égalité de traitement et aux dispositions des articles 135 à 139 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à proposer à la nomination par le Grand-Duc un remplaçant (m/f/d) afin d'achever le mandat de président du Centre pour l'égalité de traitement. Le mandat viendra à terme le 12 mars 2029.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 1^{er} décembre 2025, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir disposer de la compétence nécessaire dans le domaine de la promotion de l'égalité de traitement.

Les fonctions de président du Centre pour l'égalité de traitement sont incompatibles avec les mandats de député, de membre du Conseil d'État et de membre du Gouvernement.

Les députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent ajouter une pièce du candidat acceptant la candidature.

Pour toute information complémentaire relative à ce poste, veuillez vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Octroi de titres honorifiques à d'anciens fonctionnaires

An da komme mer zu deem nächste Punkt, dat ass den Octroi vun Titres honorifiques u fréier Beamten. Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt folgende Beamten, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss hunn, den Éierentitel vun hire Fonctiounen

zouerkannt, an zwar dem Här Carlo Linden, Conseiller, dem Här Vic Marbach, Inspekter, an dem Här Joe Spier, Attaché. Ech géing hinnen an Ärem Numm villmools Merci soen.

(Applaudissements)

Voilà! Den Applaus weist Iech, datt dee Merci gedeelt gëtt op alle Bänken. Villmools merci.

5. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation ersetzt d'Madamm Nancy Arendt d'Madamm Stéphanie Weydert.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Françoise Kemp den Här Félix Eischen.

An der Commission de la Culture ersetzen den Här Félix Eischen an den Här Ricardo Marques d'Madamm Françoise Kemp an d'Madamm Nathalie Morgenthaler. An den Här Gusty Graas ersetzt d'Madamm Mandy Minella all Kéier fir de Punkt iwwert de Projet de loi 8523 iwwert d'Förderung vun den öffentlichen a spezialiséierte Bibliothéiken, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Françoise Kemp den Här Emile Eicher als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? (Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

7. Dépôt d'une motion par M. Franz Fayot

An dann hunn ech nach d'Demande kritt fir den Depot vun enger Motioun vun der LSAP. Den Här Franz Fayot huet d'Wuert. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 2. September dëst Joer kouw d'Nouvelle, dass d'CSSF e Prospekt fir d'Offer

an Europa vun israeelesche Staatsobligatiounen autoriséiert hätt. De sougenannten „Home Member State“ fir dës Israel Bonds an Europa ass a bleift Irland. Mee Israel huet decidéiert, seng nei Offer zu Lëtzebuerg approvüieren ze loosse fir dat nächst Joer, warscheinlech als Reaktioun op dee considerabelen Drock, deen entstanen ass an Irland géint dës Offer.

De Prospekt an d'Kommunikatioun vun Israel loosse keen Zweifel drun, firwat dës Sue gebraucht ginn, nämlech fir de Krich vun der israeelescher Arméi géint d'Palästinenser ze finanzéieren. Mir konnte während zwee Joer all Dag op eise Handy live verfollegen, wat d'israeelesch Arméi an der Gazasträif verbrach huet. Dat si grav Violatiounen vum internationalen humanitären Recht, Krichsverbrieche, Verbrieche géint d'Mënschlechkeet. Honger ass als Krichswaff agesat ginn.

Déi zoustänneg Enquêtekommissioun vun der UNO huet viru Kuerzem festgestallt, dass véier vun de fënnef Krittäre vun engem Völkermord, engem Genozid, erfëllt sinn. Als Signataire vun der Konventioun géint de Genozid ass Lëtzebuerg verflucht, all rasonabel Mesüeren ze huelen, fir e Genozid ze vermeiden.

Glécklecherweis ass et an deene leschten Deeg zu engem Waffestëllstand, zum Friddensoffkommis an zu der Befreiung vu Geisele komm. Mee deen Ament, wou d'CSSF déi Israel Bonds erlaabt huet, war den Ausgang vum Gazakrich nach ganz offen an ongewëss. An och elo ass d'Bier nach laang net geschickt.

All déi grausam Doten, déi do geschitt sinn, mussen a wäerten opgeschafft ginn. Et ass am Fong en Hon, dass Lëtzebuerg déi Israel Bonds approvüiert huet. Mir riskéieren, wann all déi Krichsverbrieche, déi iwwert déi lescht zwee Jore begaange goufen, opgeschafft ginn – a si wäerten opgeschafft ginn –, als ee vun de Facilitateuren vun Israel musse Konsequenzen ze droen, och juristesche Konsequenzen.

An der Chamberskommissioun hunn déi Responsabelen vun der CSSF eis erkläert, dass hinnen déi néideg legal Basis géif feelen, fir d'Scholdschäiner net fräizeginn. Dofir wëll ech d'Regierung haut mat dëser Motioun, déi mer zesummen als LSAP mat de Kollegee vun deene Gréngen a vun deene Lénken hei deposéieren, opfuerderen, d'Dote vun der israeelescher Arméi am Gazakrich als dat ze qualifizéieren, wat se sinn, nämlech als Krichsverbrieche an als Verbrieche géint d'Mënschlechkeet.

Et ass net un der CSSF, eiser Finanzzipsicht, dës Qualifikatioun ze maachen. Et ass un der Regierung. D'Regierung soll dofir kloer an däitlech politesch Stellung bezéien, fir dass d'CSSF d'Autorisatioun fir dës Israel Bonds kann zrëckhuelen a mer an dësem Dossier op der richteger Säit vun der Geschicht stinn.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés, considérant

– l'avis consultatif émis par la Cour internationale de justice le 19 juillet 2024 sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, jugeant que l'occupation et la colonisation israélienne de territoires palestiniens sont illicites ;

– les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par Israël, dont les bombardements à grande échelle dans des zones densément peuplées et de lieux protégés provoquant des pertes civiles massives, ainsi que la destruction systématique d'infrastructures civiles comme le

rapportent de nombreuses ONGs, notamment Amnesty International et Human Rights Watch ;

– que le blocage systématique et persistant de l'aide humanitaire, de l'accès à l'eau et à l'électricité mis en place par le Gouvernement israélien depuis plusieurs mois constitue une instrumentalisation de la faim comme arme de guerre ;

– les opérations militaires et stratégiques concrètes entreprises par l'État d'Israël dans le but d'annexer la bande de Gaza et la Cisjordanie, impliquant un transfert forcé en masse de la population palestinienne ;

– que la Cour pénale internationale (CPI) a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant le 21 novembre 2024 pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza occupée ;

– que la Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a publié le 16 septembre 2025 ses conclusions relevant qu'Israël commet quatre des cinq catégories de faits qui définissent le crime de génocide définis par la Convention de 1948 pour la prévention du génocide ;

– que, en tant qu'État signataire de la Convention contre le génocide, le Luxembourg est obligé de prendre toutes les mesures raisonnablement possibles pour empêcher qu'un génocide ne se produise ;

– que la Banque centrale d'Irlande n'a pas renouvelé l'approbation des obligations israéliennes en question sous la pression politique et sociétale irlandaise ;

– l'article 20 (8) du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE permettant à l'autorité compétente de l'État membre d'origine de déléguer l'approbation d'un prospectus à l'autorité compétente d'un autre État membre à la demande de l'émetteur ;

– l'approbation du prospectus permettant à Israël d'émettre des obligations d'État sur les marchés financiers européens par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) début septembre 2025 ;

– les déclarations de la CSSF insistant sur le fait qu'elle applique strictement la réglementation européenne en matière de prospectus et qu'il ne lui incombe pas d'apprécier la situation d'un point de vue politique ;

– la volonté exprimée par la CSSF d'adapter sa position si la situation juridique venait à évoluer, notamment en cas d'une condamnation formelle d'Israël par le Gouvernement ou par l'Union européenne,

invite le Gouvernement à

– qualifier les actes du Gouvernement israélien et des forces de défense d'Israël commis durant la guerre de Gaza comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité, afin que la CSSF soit en mesure d'annuler l'autorisation des émissions obligataires israéliennes de septembre 2025.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

8. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer elo zur Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerthen.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 263 vum Här Jean-Paul Schaaf un den Här Kulturminister iwwert

d'Entwécklung vun den Ausgruewungen esou wéi vum Tourismus vun der Réimervilla zu Schieren. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 263 du 14 octobre 2025 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'évolution des fouilles et du développement touristique de la villa romaine à Schieren, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci, Här President. Den Här Minister, un deen ech mech hei direkt adresséieren ... déi réimesch Villa zu Schieren, déi Dir natierlech gutt kennt, esou wéi d'Uertschaft selwer, ass ee vun de wichtegste galloréimesche Standuerten zu Lëtzebuerg. Dee Site, deen heescht „am Schlammgruecht“. En huet eng Fläch vun iwwer aacht Hektar, vun deem awer haut am ënneschten Deel e ganzen Deel bebaut ginn ass. Et ass och schonn zënter 1990 ongeféier ugefaange ginn, do Tracé sécherzestellen. Mee et ass awer nach eng imposant Villa rustica aus dem 1. bis 4. Joerhonnert no Christus, déi elo Géigestand vun den Ausgruewungen ass.

D'Hauptgebai vun där Villa ass, mengen Informatiounen no, ronn 110 Meeter laang, 35 Meeter déif an huet ënner anerem en Hypokaustenheizungssystem, wéi dat am Fachjargon heescht, dekorativ Fresken, polychrom Mosaicken, déi Zeene vu Mënschen an och mythologesche Figuren duerstellen. Dës wichteg Beispiller vu Konscht a Kultur sinn de Moment just vun den Archeologen ze gesinn, sinn interessant fir Historiker, sinn awer och interessant fir d'Mënschen alleguer, fir d'Touristen, a sinn och vu grousser pedagogescher Wäert. Den CNRA, de Centre national de recherche archéologique, verëffentlecht duerfir och reegelméisseg Entdeckungen a senger Fachpublikatiounen.

Deen historiesche Site ass awer leider nach ëmmer net fir d'Ëffentlechkeet zougänglech, och wa sech scho mol Delegatiounen, ënner anerem vun der Kulturkommissioun vun der Chamber, konnte sur place e Bild dovunner maachen. Mee zënter Jore fieren all Dag Dausende vun Autofuerer laanscht e grousst wäisst Zelt, 50 Meeter nieft der A7 respektiv B7, a froe sech, wat dann elo do weiter geschitt.

Dofir hunn ech zwou Froen un de Kulturminister an deem Kontext.

Déi éischt Fro: Zéng Joer nodeems déi Ausgruewungen ugefaangen hu laanscht d'A7 – dat kann een op Geoportail an de Biller nokucken –, respektiv d'B7, kann de Minister eis soen, wéi et weidergeet mat deem Site, wéini mer um Schluss ukomm sinn? Wou sinn d'Pläng dréier eng eventuell touristesch Notzung a wéini kann dat eng kéier en Enn fannen?

Déi zweet a lescht Fro: D'Rumeur hält sech, dass den dréngenden, noutwendegen Ausbau vun der B7 eebe géif duerch dës Ausgruewunge verhënnert ginn oder zrëckgestallt ginn – kann de Minister dat confirméieren oder dementéieren oder soen, ob hien net mat sengen Ausgruewungen dofir verantwortlech ass?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schaaf. Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Minister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här President, merci dem Här Schaaf fir déi dote Fro. Et ass effektiv wouer, dass op deem dote Site zënter zéng Joer geschafft gëtt, ausgegruewe gëtt. Ech wëll op dëser Plaz och nach eng kéier rappeléieren, dass, och wa vläicht de Moment keng Archeologen do ze gesi sinn, dat net heescht, dass do net geschafft gëtt. Well – an dat ass eng Reegel, déi mer applizéieren – ronn 30 % vun

der Aarbecht, déi gëtt um Terrain gemaach, dat sinn d'Ausgruewungen, a 70 % vun der Aarbecht vun eisen Archeologen, déi besteet eeben doranner, déi Vestigen, dee Patrimoine, dee fonnt gëtt, ze dokumentéieren, den Inventaire dovunner ze maachen an en dann duerno eeben och kënnen opzeschaffen.

Fir direkt op déi zweet Fro ze äntwerten, ech fänke mat där un: Déi Rumeur kann ech hei net confirméieren. Ech kann Iech de Contraire soen, well dat weess ech nach aus menger Zäit als Schiereener Buergermeeschter. Wann ech mech nach gutt erënneren, war dat am Joer 2021, wou mer sur place eng Reunion hate mat de Ponts et chaussées, wou mer eebe ganz genau déi Pläng gekuckt hunn. An dat kann ech Iech confirméieren, dass de Site, déi archeologesch Ausgruewungen, net de Grond sinn, firwat dee Chantier vum Ausbau vun der B7 bis elo nach net ugefaangen huet. Dat weess ech nach aus menger Zäit als Schiereener Buergermeeschter, soudass dat hei kann an déi Richtung daitlech gesot ginn.

Erlaabt mer awer vläicht, op déi éischt Fro och direkt antzeogen. Et gesäit een iwwert déi lescht Deeg elo en neie Moment op deem Site, wou elo schwéiert Gefier present ass. Déi Gefierer, déi Baggeren, déi stinn net émsoss do, well mer elo dru schaffen, déi Deeler vun deene Vestigen, déi bis elo nach net iwwerdaacht sinn, eebe mat Geotextil an och mat Buedem, mat Aerd ze iwwerdecken.

Firwat maache mer dat? Ganz einfach, well dat aktuell déi beschte Method ass, fir eeben dee Patrimoine, déi Vestigen do, temporaire ze schützen, engersäits well et besser schützt géint Sonn, géint Hëtzt, géint Fiichtegkeet, an niewebäi gesäit dee wäisse Plastik – an ech mengen, och dat hutt Der ugeschwat – och net immens gutt aus.

Parallèl dozou ass et awer och esou, dass eebe weiderhin alles dat, wat do vu Wësse fonnt ginn ass, och wäert opgeschafft ginn, wéi gesot, wäert dokumentéiert ginn. An dozou parallèl – an dat hutt Der och ugeschwat – si mer amgaangen, zesumme mat engem Etüdebüro verschidde Pisten auszeschaffen, wéi mer dee Site iwwert déi nächst Méint, iwwert déi nächst Jore kënnen revaloriséieren.

Ech mengen, ech hat et och schonn eng Kéier an der Chamberskommission gesot – ech stinn dozou –, dass mer op deem Schiereener Site eppes wëlle maachen, nieft deem Iechternacher Site, der „Petite Marquise“, deem zu Duelem an och den dem Tételbiereg am Fond-de-Gras, fir eeben dee Patrimoine, dee mer hunn, alles dat, wat mer vu wëssenswäerter Archeologie och hunn, fir dat, wat elo schonn dokumentéiert ginn ass, och dem breede Public op esou engem Site zougänglech ze maachen.

Soubal mer déi Informatiounen hunn an déi verschidde Pisten och ausgeschafft hunn, wäert ech dat och ganz gären an d'Chamberskommission presentéieren kommen. Dir hutt et ugeschwat: Et geet net nëmmen drëms, dee ganzen archeologesche Volet ze valoriséieren, mee eeben och doraus zum Deel eng touristesch, kulturell Attraktioun ze maachen, fir eeben de Bierger vun hei, awer och aus dem Ausland dat Wëssen da kënnen mat op de Wee ze ginn, dat op eng flott, modern Aart a Weis, wou mer och probéieren, déi digital Meedie matanzebannen.

Well jo, d'Accessibilitéit ass wichteg. Dir wësst et vläicht nach, dass mer d'lescht Joer fir d'éischte Kéier och am Kader vun de Journées du patrimoine dese Site accessibel gemaach hunn, zesumme mat der Gemeng Schieren, wou eeben iwwer e ganze Weekend do konnte Leit de Site besichtegen. An dat wëlle mer och iwwert déi nächst Méint an déi Richtung nach ausbauen.

Dat gesot, wéi gesot, wann ech weider Informatiounen hunn, wat mat deem Site soll geschéien – dozou stinn ech –, da wäerte mer dat och an d'Chamberskommission presentéieren kommen, dat zesummen awer och mat der „Petite Marquise“ zu Iechternach, Duelem an och dem Tételbiereg. Dat sinn déi véier grouss Sitten, wou mer eeben dru schaffen, fir de Patrimoine erliebar ze maachen an déi ganz Identitéit, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dann och eebe jidderengem zur Verfügung ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 264 vun der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Positioun vum Cercle des médecins généralistes zum zukünftege Gesetzestext iwwert d'Vereenegungsrecht vun den Dokterinnen. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 264 du 14 octobre 2025 de Mme Paulette Lenert relative à la position du Cercle des médecins généralistes concernant le futur projet de loi sur le droit d'association des médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Mir si mat engem Thema haut ennerwee, wou Der wësst, Madamm Minister, dass mer ganz ongedëlleg drop waarden ze gesinn, wat deen neie Projet wäert sinn, deen deen ersetzt, deen déi viregt Regierung op de Wee ginn hat. A wéi engem Beräich? Am Beräich vun der Gesellschaftsform fir Dokterinnen an aner Gesondheetsberuffler.

Eng vun de Kärcharakteristike vun deem viregte Projet war, dass en, och op ausdréckleche Wonsch deemools vun den Dokterinnen, de Beruffler virbehale géif ginn, dass et exklusiv um Niveau vum Kapital just därer Gesondheetsberuffler ginn, dat heescht entweder Dokterinnen oder aner Gesondheetsberuffler. Et ass jo eng Pluridisziplinaritéit, déi do ugeduecht war. Mir sinn och dovun ausgaangen, wou mer de Regierungsprogramm gelies hunn, dass deem nach ëmmer esou ass.

Firwat elo haut eng Fro dozou? Majo well mer an der Press hu kënnen liesen iwwert de Weekend, dass de Cercle des médecins généralistes sech Suerge mécht a seng Positioun verdäitlecht, dass e gären hätt, dass et dobäi bleift. Dat werft natierlech bei esou engem sensiblem Sujet Froen op, wéi Der Iech kennt virstellen, wann ee gesäit, wéi dat Thema do debattéiert gëtt iwwer eis Grenzen eraus, grad am Laf vum leschte Joer no engem relativ rezenten Urteel vum Europäesche Geriichtshaff, dee sech do positionéiert huet an e Verbuut fir Friemfinanzéierung ausgeschloss huet am Kader vun den Affekoten. Da stelle mer eis natierlech och Froen, ob et hei zu Lëtzebuerg en neie Moment gëtt.

Dofir ass meng Fro ganz kloer: Stitt Dir, Madamm Minister, nach ëmmer zu deem, wat mer am Regierungsprogramm kënnen liesen, dass déi nei Gesellschaftsform, déi Der eis wäert deemnächst presentéieren, exklusiv an ausschliisslech de Gesondheetsberuffler virbehale wäert bleiwen? Oder läit do eppes um Dësch, wat eng Ouverture opmécht fir Finanzéierung iwwer Leit, déi eng finanziell Renditt sichen, déi also mam Beruff näischt ze dinn hunn, déi der Deontologie net ennerleien an déi eigentlech mat hirer Participatioun näischt anerers ustriewe wéi e Retour sur investissement, mat allem, wat dat iwwer eis Grenzen eraus bedeit? Mir wëssen, dass an Däitschland a Milliardenhéicht investéiert ginn ass

iwwert déi lescht Joren, dass do erëm zréckgeruddert gëtt, dass vusäite vun den Dokteschgewerkschaften an anere Länner, och a Frankräich, Alarm geschloe gëtt an eng Rei Etüden och weisen, dass dat net esou evident ass. Dofir eng relativ einfach Fro: Gëtt et en neie Moment oder si mer beim Status quo?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci villmools fir déi Fro. Jo, mir schaffen um Societétégesetz zënter enger Rëtsch Méint. A mir haten elo en éischten Tour gedréint mat de Representanté vum der AMMD. An nodeems mer deen Tour gedréint hunn, hu mer dann de 7. Oktober de Bréif vum Cercle des médecins généralistes krut.

De Cercle des médecins généralistes ennersträicht d'Demarche, fir op Societétéiten ze goen, mee gesäit net d'Utilitéit vu verschiddene Punkten, déi opgeworf goufen. Enner anerem gesäit hien net d'Utilitéit, fir e Salarat virzegesinn, wat awer och an deem ale Projet de loi virgesi war. D'Representanté vum der AMMD sinn do anerer Meinung. Déi hätte gären onbedéngt dee Salarat. Dat heescht, do si schonn emol zwou Positiounen, déi auserneeginn.

An déi nächst Fro, déi Dir opgeworf hutt, ass déi, ob finanziell Interëte sollen um Niveau vun den Organes de gestion vun deene Societétéiten vertruete sinn. De Projet de loi, sou wéi mir e verstanen hunn a sou wéi en och am Accord de coalition beschriwwen ass, soll esou sinn, dass en dem Exercice virbehale ass. Dat heescht, dass just Dokterinnen, respektiv Professions médicales oder Professions réglementées sollen an den Organer vertruete sinn. Och do ass kloer ginn, nom éischten Tour, dee mer gedréint hu mat de Representanté vum der AMMD, dass déi dat anescht gesinn, soudatt mer hei och Positiounen hunn, déi sech net ralliéieren.

Fir de Rescht wäerte mer nach en Tour dréine mam Collège médical. Mir wäerten och de Cercle des médecins généralistes nach eng Kéier ruffen an, wann den Text bis finaliséiert ass, probéieren, déi dräi beienenzekréien, fir ze kucken, ob deen Text dann den Erwaardungen vun deenen dräi entsprécht.

Merci fir d'Fro nach eng Kéier.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 265 vum Här André Bauler un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Analys vum der Reform vum der ADEM. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 265 du 14 octobre 2025 de M. André Bauler relative à l'analyse de la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi, adressée à M. le Ministre du Travail

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. De Chômage huet an de leschte Méint zougehol, wéi mer an der Press liesen, an och virun allem de sougenannte „Chômage intellectuel“.

Ech erënneren drun, a mir erënneren eis bal alleguer heibannen drun, dass virun iwwer zéng Joer d'ADEM reforméiert ginn ass. An domat ass deemools aus der Administration de l'emploi eng Agence fir den Emploi ginn. Déi Reform huet eng Partie Ännerungen mat sech bruecht, virun allem, wat d'Begleedung vun Demandeurs d'emploi an natierlech och hir Formatioun ugeet.

Am Januar zejoert hat ech den Aarbechtsminister Georges Mischo gefrot, ob iwwer zéng Joer no der Reform eng Evaluatioun gemaach gi wier a wat där hir Konkusiounen, hir Schlussfolgerunge wieren. Doropshin hat de Minister geäntwert, datt den europäesche Reseau fir ëffentlech Services d'emploi, PES Network, reegelméisseg Assessmenter, also extern Bewäertunge mécht, un deenen d'ADEM deelhält.

Et ass awer bis ewell keng déifgräifend Evaluatioun gemaach ginn, mat eventuelle Verbesserungsverschléi. An an deem Sënn wollt ech dem Här Aarbechtsminister eng Rei Froe stellen.

Ech wollt hie froen, ob e bereet wier, d'Reform vun 2012 emol grondleeënd bewäerten ze loossen. Wat sinn eident Stärken, awer och Schwächen vun där Reform?

A weider weilt ech den Här Minister froen, wéi et mam Personal vun der ADEM ausgesäit, vu eis komplett verännert an och mol méi komplex Aarbechtsgesellschaft. Huet d'ADEM genuch Personal, fir d'Demandeurs d'emploi ze betrieien oder gëtt et mëttlerweil Enkpäss? Wa jo, a wéi enge Services si personell Enkpäss ze versperen?

Wéi gesäit de Moment d'Ausbildung an d>Weiderbildung vum ADEM-Personal aus?

An zum Schluss: Gëtt och dru geduecht, d'Weiderbildung vum ADEM-Personal enger Analys ze ënnerzén, fir se eventuell och op de Leescht ze huelen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här Präsident. Merci och dem honorabelen Deputéierten André Bauler fir dës mëndlech Fro iwwert d'Analys vun der Reform vun der ADEM, déi op d'Gesetz vum 18. Januar 2012 zeréckgeet.

Dëst Gesetz ass d'Grundlag, déi et der ADEM eeben erlaabt huet, sech konstant weiderzuentwéckelen – wat se och mécht –, sech den Erausforderunge vum Aarbechtsmarché ze stellen, dee sech natierlech stänneg an am Moment souwiesou an enger immens grousser Geschwindegeet verännert, a weinst dem technologeschen, ekologeschen, awer och gesellschaftleche Wandel ëmmer méi komplex gëtt.

Zanter 2012 huet d'ADEM esou och eng ganz Rei strukturell an inhaltlech Reformen duerchgefouert. An deem Kontext hutt Der schonn Är Question parlementaire erwänt, déi ech am Januar beäntwert hunn.

D'Hauptelementer vun där Reform ware beispillsweis d'Afféierung vun engem Service employeur am Joer 2013, d'Afféierung vum Parcours personnalisé du demandeur d'emploi am Joer 2014, d'Partenariat mat Representantë vum Patronat a mat Weiderbildungsinstituter zanter 2015, d'Reorganisatioun vun de Finanzdéngschtleeschungen, d'Afféierung vun diversen digitale Services wéi eADEM zum Beispill, wou permanent elo drop geschafft gëtt, fir d'Digitalisatioun och bei der ADEM virunzudreiwen, déi konstant Offer vun adaptéierte Formatiounen, fir d'Agenten natierlech vun der ADEM, net nëmme fir d'Demandeurs d'emploi, mee awer och fir d'Agenten vun der ADEM, am Beräich vun der Formation initiale an der Formation continue. Dann natierlech och d'Strategien ADEM 2025 an och ADEM 2030.

Des Weideren hält, wéi Der och schonn ugemierkt hutt, d'ADEM als Member am europäesche Public Employment Services Network reegelméisseg un deenen Assessmenter deel. Bei där Bench-Learning-Assess-

menter ginn engersäits quantitativ Donnéeën gekuckt an andersäits sur place de Fonctionnement vun der Aarbechtsverwaltung evaluéiert.

Bei der viregten Assessmenter, déi 2016, 2018 an och 2022 – 2022 war et online weinst dem Covid – duerchgefouert gi sinn, ass d'ADEM certifiéiert ginn als Verwaltung, déi sech konstant weiderentwéckelt an déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir sech den zukünftigen Erausforderunge vum Aarbechtsmarché och kënnen ze stellen.

Duerch der rezenten Depot vu verschiddene Projet-de-loie probéiere mer, d'ADEM kontinuierlech un d'Erausforderunge vum Aarbechtsmarché unzepassen, fir Demandeur d'emploien an Employeuren beschtméiglech Hëllefstellungen ze bidden.

Hei géif ech gären zwee rezent Projeten oder Projet-de-loien ernimmen, deen een iwwert den elektronischen Depot vun der Demande, fir Chômageindemnitéiten ze bezéien, an den zweete betreffend d'Harmoniséierung an d'Verbesserung vun der Mesuren, déi de Jugendchômage solle bekämpfen. E ganz, ganz wichteg Projekt de loi.

D'Servicer an der Fonctionnement vun der ADEM ginn also konstant dem jeeweilige Kontext ugepasst.

Ofschléissend géif ech awer och ganz gären nach d'Commission de suivi vun der ADEM erwänen. Dëst Tripartitt-Organ gouf och mam Gesetz vum 18. Januar 2012 kreéiert, huet allerdéngs am Januar 2017 fir d'lescht siegéiert. An op meng Initiativ hi gëtt dëst Organ nees belieft.

D'Nominatiounen ginn an den nächsten Deeg officialiséiert, fir datt déi Missiounen, déi deem Gremium per Gesetz zoustinn, erëm wouergeholl ginn, wouergeholl kënnen ginn, fir d'ADEM an hire Reformprozesser ze guidéieren an awer och ze ënnerstëtzen.

Wat elo d'Personal vun der ADEM ugeet: Mir sinn elo bei knapp iwwer 700 Agenten, déi bei der ADEM agestallt sinn. An natierlech ginn do och permanent Formatiounen, wéi ech et och virdu gesot hunn, fir d'Agenten ugebueden, fir dass se sech un d'Gegebenheete vum aktuellen Aarbechtsmarché upassen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 266 vun der Madamm Alexandra Schoos un den Här Premierminister iwwert d'Positioun vun der Regierung zu där geplangter Aféierung vum Chat Control. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 266 du 14 octobre 2025 de Mme Alexandra Schoos relative à la position du Luxembourg sur la proposition d'introduire une « Chat Control », adressée à M. le Premier ministre

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Präsident. Haut hätt sollen am EU-Rot iwwert d'Veruerdnung zur Preventioun a Bekämpfung vu sexuellem Mëssbrauch vu Kanner ofgestëmmt ginn. Souwäit ech informéiert sinn, ass et net zu deem Vott haut komm.

D'Pedokriminalitéit ass e ganz wichteg Sujet, deen dréngend behandelt muss ginn a bei deem mir d'Aen net dierfen zoumaachen. Allerdéngs verstoppt sech hannert där Veruerdnung awer och eng automatesch EU-wäit Kontroll vun Chatten, mam Zil natierlech, der Pedokriminalitéit entgéintzewierken, duerch d'Detektioun vu kannerpornografeschem Material an den Chatten. Et ginn awer net gezielt bestëmmte Persounen kontrolléiert, mee theoreetesche kann den Chat vu jidderengem esou kontrolléiert ginn. Dowéinst huet Däitschland sech och elo dergéint ausgeschwat.

Als ADR sinn eis de Konsumenteschutz, den Datenschutz an de Schutz vun der Privatsphär immens wichteg an et wäert kee verwonneren, dass mir dowéinst dee Sujet hei uschwätzen.

Den aktuelle Stand ass, dass Lëtzebuerg déi rezent Propos vun der Veruerdnung, esou wéi se elo virläit, net ënnerstëtzt, wat mir als ADR begreifen, an Hisiicht op den Chat Control.

Ech géing awer trotzdem gär an där Hisiicht dem Premierminister véier Froe stellen.

Éischtens: Wat si beziéungsweis ware fir Lëtzebuerg déi rout Linnen, dass mir eis géint déi Veruerdnung ausgeschwat hunn?

Zweetens: Steet d'Regierung hannert dem Bréifgeheimnis, wourenner jo och déi elektronesch Messagë falen, oder gëtt et Situatiounen, wou d'Regierung an Erwägung zitt, d'Bréifgeheimnis opzehiewen? Wa jo, wat fir eng wieren dat?

Dritt Fro: Wéi eng Lëtzebuerger Mesure sinn elo schonn en place, fir der Pedokriminalitéit national an EU-wäit entgéintzewierken?

A véiertens: Wat sinn d'Propose vun der Regierung, fir national an EU-wäit der Pedokriminalitéit an Zukunft nach méi effikass entgéintzewierken? Dat Ganz natierlech, ouni d'Privatsphär an den Datenschutz vun all Mënsch ze verletzen a jidderem ënner Verdacht ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech soen der Madamm Schoos Merci fir déi Fro, mee ech muss soen, datt ech net de richtegen Adressat vun der Fro sinn, well et ass déi delegéiert Ministesch fir d'Meedien, d'Madamm Elisabeth Margue, déi sech eigentlech ëm deenen Dossier bekëmmert. A si ass och haut an engem europäesche Conseil. Mee ech kann Iech awer déi grouss Linne soe vun der Positioun vun der Regierung an deem Kontext.

Et ass richtig, wéi Dir sot, datt der déi Proposition vun der Europäescher Kommissioun, déi och vill am Summer an de Meedien diskutéiert ginn ass, an de Kontext gesat hutt vum Kampf géint d'Pedokriminalitéit. Dat ass schonn e legitime Kampf. An duerfir, mengen ech, muss een alles maachen, fir datt d'Pedokriminalitéit och an deem heite Beräich vun der Sozialer Meedie ka mat alle Mëttele bekämpft ginn.

Mee, an dat ass eng Positioun vun der Regierung, déi mer net nëmme haut geholl hätten – ech weess net, ob dat um Ordre du jour haut war oder net –, mee d'Regierung ass net der Meinung, datt ee kann all d'Bierger onlimitéiert kontrolléieren, wat se an der Sozialer Meedie maachen.

An duerfir ass d'Lëtzebuerger Regierung fir eng cibléiert a proportionell Detektioun vun illegalem Material. Eis Positioun do ass géint eng generell Iwwerwachung an der Sozialer Meedien. Dir hutt geschwat vun Däitschland. Jo, mir sinn do, mengen ech, op der nämmlecher Linn wéi Däitschland, mee och wéi aner Memberstaaten. Mir sinn also net der Meinung, datt een dat alles generell soll iwwerwaachen.

Ech wëll Iech just soen, vu datt der mir d'Fro stellt an deem Gesamtkontext, mee doriwwer eraus, datt et fir mech wichteg ass, datt mer d'Sozial Meedien an och d'Reglementatioun vun der Sozialer Meedien am Schutz vun der Kanner ganz seriö huelen. An net méi spët wéi d'lescht Woch hunn ech mat der EU-Kommissionspresidentin Madamm von der Leyen

doriwwer geschwat a mech derfir ausgeschwat, oder se ënnerstëtzt an hiren Iwwerleeungen, fir eng Alterskontroll oder eng Altersiwwerwaachung ze maache fir Kanner a Jugendlecher, déi Sozial Meedie gebrauchen. Och aner Premierministere an Europa encouragéieren d'Kommissioun op deem Wee.

Dat geet méi wäit. Dat ass e bëssen eng annex Thematik zu deem, wat Dir hei gefrot hutt. Mee zu Ärer Thematik ganz kloer: D'Lëtzebuurger Regierung ass géint eng generaliséiert Iwwerwaachung vun alle private Kommunikatiounen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 267 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Ausnam fir Mikrobeträiber, déi Reklamme kënnen verdeelen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 267 du 14 octobre 2025 de Mme Octavie Modert relative à l'exemption pour les micro-entreprises de l'interdiction de distribution de publicité dans les boîtes aux lettres, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut eng solennel Sitzung. Kleng Suerge bleiwen ëmmer nach am Land, wéi déi vu Mikrobeträiber, déi et ëmmer méi schwéier kritt hu fir ze iwwerliewen iwwert déi leschte Joren, an déi dofir op hir Existenz mussen hiweise kënnen.

Am leschten Offallgesetz war verbuede ginn, datt d'Beträiber Flyeren ausdeelen däerfen. Just Wurfsendunge fir Veräiner sinn – ee Gléck! – erlaabt ginn. Dat heescht zum Beispill, eng Wirtschaft, e Café, e Bistro uechtert d'Land, deem nei opgeet, oder e lokale Restaurant, dee kann dat net bei den Awunner ronderëm bekannt ginn, wat déi awer schonn interesséiere géif. Oder eng Porte ouverte an engem klengen Betrib, dee sech oder säin Handwierk virstellt.

Meng Fro un den Ëmweltminister: De Moment ass eng Evaluéierung vum Offallgesetz vun 2022 amgaangen. Firwat net en Depliant vu Mikrobeträiber an deem begrenzte geografeschen Ëmfeld op x Kilometer zouloossen, begrenzt ënner Konditiounen, geografesch an och vläicht an der Zäit? Dat do mat erafléissen ze loossen, wär e klengt, mee awer e wichtegt Mëttel, fir och kleng Betriber virunzehëllef.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. D'Wuert huet elo den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Merci der Madamm Modert fir hir Fro an och fir hiert Engagement fir déi kleng Betriber, wat si och éiert. An ech mengen, et ass jo och eng Fro, déi ee berechtgerweis ka stellen.

Bon, Dir hutt selwer nach eng Kéier elo déi aktuell gesetzlech Situatioun beschriwwen. Zënter dem 1. Januar 2024 ass u sech all Form vu Reklamm verbueden, ausser Informatiounen, déi et ka ginn. Also dat zielt och fir Mikroentreprisen, wéi Dir dat elo schéi beschriwwen hutt. Wann ee géif e Flyer wëllen erausginn als kleng Restaurant, an et seet een: „Ech hunn elo meng Dieren opgemaach“ oder: „Et ass eng besonnesch Aktioun bei mir“, dann däerf een dat net maachen. Et ass natierlech de Sënn an Zweck gewiescht, fir ze verhënneren, datt soll weider Pabeier

onnëtz ausgedeelt ginn. An ech mengen, dat ass och e Prinzip, deem absolutt novollzéibar ass, well et geet do drëms, datt mer ressourcëschränkend solle verfuere, eeben och um Niveau vun eisen Entrepreneuren.

Dir hutt Recht, datt mer jo amgaange sinn ze kucken, d'Offallgesetz nach eng Kéier e bësse punktuell op de Leescht ze huelen. Bon, dat hei ass elo e Punkt, deem net virgesi war. Dir hutt deem elo hei opgeworf. An ech géif Iech elo mol einfach ubidden, datt een eng Kéier géif a Rou kucken, wat juristescht fir Virdeeler oder Nodeeler domadder géife kommen. Wéi bei allem gëtt et ëmmer Virdeeler, et kann och Nodeeler ginn. Mee à ce stade kann ech mech net dozou prononcieren. Mee dat géif ech awer mol mathuelen an da kucken, wat dobäi géif erauskommen. An da kann ech Iech an deem Moment och e Retour dorobber ginn.

Also, et ass net, datt ech mech géif einfach verschléissen do derzou. Et ass e Punkt, deem elo hei opgeheft ginn ass an deem ech da géif mathuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 268 vun der Madamm Sam Tanson an zur Fro Nummer 269 vun der Madamm Taina Bofferding zum selwechte Sujet, an zwar iwwert d'Käschte vum Trounwiessel, béid un den Här Premierminister geriicht. D'Madamm Sam Tanson huet fir d'éischt d'Wuert. Madamm Tanson.

– Question n° 268 du 14 octobre 2025 de Mme Sam Tanson relative aux dépenses pour le 25^e anniversaire du règne du Grand-Duc Henri et les célébrations autour de l'avènement au trône, adressée à M. le Premier ministre

– Question n° 269 du 14 octobre 2025 de Mme Taina Bofferding relative au coût lié aux festivités relatives au changement de trône, adressée à M. le Premier ministre

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Här Premierminister, mir hu virun zéng Deeg hei ganz feierlech e wichtege Moment fir d'Monarchie zesummen zelebréiert, den Iwwergang vum ale Grand-Duc bei den neie Grand-Duc. Et ware ganz solennel Momenter darbäi an och wierklech staark Riede vum neie Grand-Duc.

Et war awer eng ganz Diskussioun ronderëm opkomm iwwert de Käschtepunkt. An ech denken, an engem moderne Staat ass Transparenz net just eng Formalitéit, net eppes, wat lästeg ass, mee eppes, wat derzou gehéiert a wat sécherlech och zur Stärkung vum Staat an, en l'occurrence, hei vun der Monarchie bäidréit.

Mir wësse bei verschidde Gemengen, wat de Käschtepunkt vun där Zeremonie war. Allerdéngs, an der gréisster Gemeng, mengen ech, sinn nach keng Detailler bekannt, a wat de Budget vum Staat war, wësse mer och net.

Duerfir meng Fro un Iech: Wat huet de Staat hei ausginn, respektiv wat ass vun der Maison du Grand-Duc ausgi ginn? Gouf et Ausschreiwungen? Well do gouf et och vill Diskussiounen. Aus dem Evenementiel huet een héieren, dass och net onbedéngt vill Lëtzebuurger Entreprisé bedeelegt gewiescht wieren.

An den zweeten Deel vu menger Fro: Och an deem Kader sinn elo ganz vill Filmer diffuséiert ginn. An do war och en Documentaire bei RTL vun der Madamm Kater, wou de Vizepremier gesot huet, Dir hätt hien informéiert, en dierft net an deem faméise Film sinn, dee mir alleguerde gewise krute bei de Feierlecheete vum dem Nationalfeierdag, wou och 25 Joer Règne gefeiert gi sinn. An doropshi kënn dann nach

en Extrait vum aktuelle Vizepremier, zéngjäreg Premier vun der Groussherzoglecher Regierung, wou en da seet, e wier réischt méi spët per Communiqué gewuer ginn, dass dee Film e Kaddo gewiescht wier vun der Groussherzoglecher Regierung un de Couple grand-ducal.

An duerfir meng Froen, éischstens: Wisou wousst de Vizepremier näischt dovunner, dass dee Film e Kaddo war vun der Regierung? An zweetens, ob Der et wierklech richteg fannt, dass an engem Film, engem offizielle Film, deem op engem offizielle Moment gewise gëtt – alleguerde, mengen ech, ass et eis opgefall, dass de Xavier Bettel net an deem Film present war –, decidéiert gëtt, vum Staatschef, dass dee Premier, dee bal d'Hallschent vum Règne Premierminister war an deem och elo Vizepremier ass, net dierft an deem Film dra sinn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Wuert d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka mech deem nëmmen uschléissen, wat d'Madamm Tanson gesot huet. Ech wäert dat och net widderhuelen, vläicht just ergänzen. Ech hat am Budget vun deem Joer nogekuckt, ob do en Artikel dra wär. Effektiv gëtt et en Artikel „25 Joer Festivitéite vun der Herrschaft“. An do steet dran, elo haalt Iech un: Also, deem Artikel ass mat 100 Euro dotéiert!

Och wa mer elo nach net de Montant kennen, sinn ech mer zimmlech sécher, dass et awer méi wéi 100 Euro wäert kaschten. Schonn eleng, dass net weider kommuniquéiert ginn ass, da geet ee jo dervun aus, dass et illimité wäert sinn. Dofir och d'Fro hei an aller Oppenheet un Iech, Här Premierminister: Heescht dat, et ass Open End? Et kascht am Endeffekt dat, wat et kascht?

Mir verstinn, dass een net ka bis op de leschten Cent, de leschten Euro, alleguerde déi Rechnunge virleien hunn. Dat ass evident. Wat eis awer interesséiert – an ech mengen, dat weist schonn eleng de Fait, dass grad haut zwou Deputéiert dat zum Thema maachen an déi Fro stellen –, ass déi Fro, déi brennend och d'Leit dobaussen interesséiert: Wat kascht den Trounwiessel?

(Interruption et brouhaha)

Mat mat wéi vill Sue wäert de Staatsbudget dee Moment belaauscht ginn? Well eppes – och wann Dir dohannen am Eck but –, eppes dierft Der net vergiessen: Mir alleguerde bezuelen! Dat sinn öffentlech Gelder, dat si Steiergelder. A wa mir bezuelen, mengen ech, si mer och am Recht, dann duerfe mer och gewuer ginn, wat et kascht.

Dofir, Här Premierminister, sot eis wannechgelift, wat dee ganzen Trounwiessel de Staat wäert kaschten.

Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet elo den Här Premierminister d'Wuert.

(Interruption)

Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, et waren effektiv, wéi d'Madamm Tanson gesot huet, ganz schéin Zeremonien. An ech mengen, mir kënnen alleguerde als Lëtzebuurger stolz sinn, datt mer dat zesumme fäerdegbruecht hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Staat, Gemen- gen, Sécherheetsleit, Artisten – et war e richtegt Vol- leksfest. Heibanne war et fir d'Institutionen. Mee ech muss soen, all déi – an do waren der vill vun Iech och derbäi –, déi gesinn hunn, wéi vill Leit um Glacis an an de Stroosse waren, déi sinn alleguerten Deel vun deem flotten Evenement, wat stattfonnt huet. An ech wëll och duerfir all deene Leit Merci soen, déi un der Organisatioun bedeelegt waren, well dat war net weineg Aarbecht an do sinn och esou munch Stonnen dropgaangen. Well dat entsteet jo alles, wéi mer wësen, net vum selwen!

Grad esou normal ass et, an do sinn ech ganz bei Iech, datt esou eppes muss an der Transparenz ge- schéien. Transparenz gehéiert net nëmme zu enger moderner Demokratie, si ass Deel vun der Demokra- tie a si ass selbstverständlech och d'Aufgab vum Par- lament, well dat jo d'Regierung kontrolléiert.

Ech kann Iech dat à ce jour net am Detail schonn alles soen, well mir sinn amgaangen, dat alles opzelëschen, fir Iech dat duerno an deenen nächsten Deeg am Detail kënne matzedelen.

Ech kann Iech awer zwee ganz grouss Bléck soen: Déi Kontrakter, déi ech am Numm vum Staat ënner- schriwwen hunn an déi e ganz groussen Deel ausge- maach hunn, dat ass éischtens de Kontrakt mat der Firma RTL-BCE. Dat sinn déi, déi d'Iwwerdrounge maachen. Dat sinn déi, déi d'Kameras lounen, déi dat Personal hunn. Dat sinn also zum Deel och Leit, déi am Ausland musse rekrutéiert ginn.

Dat ass e Kontrakt, dee ronn 3 Milliounen Euro kascht huet, fir datt een déi Biller kann zu Lëtzebuerg, mee och am Ausland kucken. An et muss ee soen, datt ganz vill am Ausland gekuckt ginn ass. RTL huet selwer matgedeelt, wéi vill Milliounen Leit hir Säite gekuckt hunn: 34 Milliounen Views hu si kritt. Et ass also eppes, wat vill suivéiert ginn ass, heiheem an am Ausland. Dat ass deen ee grouse Kontrakt, deen de Staat ënnerschriwwen huet.

An da gouf et en anere grouse Kontrakt, dat ware ronn 4 Milliounen, an dat war mam Organisator vun deene ganze Festivitéite vum 4. Oktober. Do war den Organisator de Grupp Atelier an dat war e Kontrakt vu ronn 4 Milliounen. Dat war fir déi ganz Organisa- tioun ronderëm déi Evenementer, déi een a verschi- dene Gemengen a virun allem an der Stad gesinn huet, dee ganzen Zenario op der Roudier Bréck an esou weider, wou ganz vill Aarbecht hannendru war, ganz vill Material, ganz vill Konzept.

Dat ass och e Kontrakt, deen de Staat ënnerschriw- wen huet. An do, wéi mer och schonn der Press geäntwert haten, ass gekuckt ginn: Wie kann iwwer- haapt zu Lëtzebuerg esou eppes organiséieren? An do ass erausfonnt ginn, datt dat deen eenzege war, deen d'Moyenen hätt, fir esou eng massiv Organisatioun, esou eng grouse Organisatioun ze maachen, plus d'Iddien do hannendrun.

Ech wëll och soen, ganz wichteg ass och do – an dat huet mir perséinlech ganz gutt gefall, mee och, mengen ech, anere Kolleegen –, datt ganz vill Lëtze- buerger Artisten do konnten eng Bün offréiert kréie bei där Geleeënheet vum Trounwiessel. Dat war e Choix, dee gemaach ginn ass, fir Lëtzebuerg a senger Diversitéit, och senger kultureller Diversitéit ze wei- sen. An ech fannen dat eigentlech ganz flott.

Dann hunn am Kader vun deem ..., nee, net vum Trounwiessel, mee scho virdru, och eng Rei Ak- tivitéite stattfonnt. Dat ass déi zweet Fro vun der Ma- damm Tanson. Mee Dir wësst, an Dir waart derbäi: Mir hunn de 25. Trounubiläum vum Grand-Duc Henri um Nationalfeierdag gefeiert. A bei där Geleeënheet

huet d'Regierung e Film an Optrag ginn, well mer gesot hunn: „Wat kënne mer do maachen?“ An net nëmme Riede vum Chamberpresident a vu mir, mee mer hu gesot: „Da loosse mer dat och an engem Film dokumentéieren.“

Duerfir ass eng Journalistin beoptraagt ginn, d'Ma- damm Patry, déi scho virdru mol mam Haff zesumme- geschafft huet. Duerfir ass déi erausgesicht ginn. An déi huet ënnert hirer Responsabilitéit, mee an enker Zesummenaarbecht mat der viregter groussherzog- lecher Koppel dee Film gemaach, well déi fréier groussherzoglech Koppel war den Objet vun deem Film, an duerfir huet déi Zesummenaarbecht eis net onlogesch geschéngt.

Wien doranner a wéi enger Längt appaarséiert ass, dat war net d'Aufgab vun der Regierung, mee vun deenen, déi de Film gemaach hunn.

An dann eng lescht Remark betreffend dee Kredit am Budget vun deem Joer iwwert den Trounwiessel: De Budget vun deem Joer ass gemaach ginn am leschte Joer, an dee Moment wousste mir nach guer net, wat am Oktober alles géif op eis zoukommen. An duerfir ass, wéi dat üblech ass, de Choix geholl gi vun der Regierung, eng Linn an de Budget ze setzen, déi e Crédit non limitatif ass, well mer dee Moment guer net woussten – ech soen nach eng Kéier, dat war am Dezember 2024 –, wat am Oktober 2025 géif op eis duerkommen.

Mee wéi gesot, an deenen nächsten Deeg kritt d'Effentlechkeet den Detail och vun deene Käschten, déi nach vun aneren ugefall sinn – Gemengen, Chamber, Maison du Grand-Duc –, mee ech hunn Iech elo déi gréisst Depensé vum Staat genannt, well ech déi selwer am Numm vun der Regierung ënnerschriwwen hunn.

Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech krut keng Änt- wert op meng Fro, Här Premierminister.

(*Interruption par Mme Lydie Polfer*)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing mengen, datt mer net hei an enger ... et deet mer leed, Ma- damm Polfer. Ech weess, datt Der elo wëllt d'Wuert huelen, mee ech mengen, mir sinn net ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, ech wollt der Ma- damm Tanson soen ...

(*Exclamations*)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, nee.

Mir sinn hei am Kader vun ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech wollt der Madamm Tanson op eng Fro äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Mee da maacht Der dat ...

Mme Lydie Polfer (DP) | E Méindeg wäert ech am Gemengerot all d'Opklärunge fir d'Stad Lëtzebuerg ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Mee mir sinn hei an der Question Time, do ass et eng Fro an da kënnt eng Äntwert vun der Regie- rung. An da komme mer zur nächster Fro, an zu där komme mer elo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Oder keng Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass d'Fro Num- mer 270 vum Här Gilles Baum un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Organisatioun vum Alpha-Projet an de Gemenge mat verschiddene Schoulsitten. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 270 du 14 octobre 2025 de M. Gilles Baum relative à l'organisation du projet Alpha dans les communes disposant de plusieurs sites scolaires, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Presi- dent. Et ass eng Fro, déi ...

(*Brouhaha*)

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Ech si frou, wann et roueg ass, well dat heiten, dat wäert, mengen ech, awer eng ganz Rei Leit heibannen, déi an de Gemengen aktiv sinn, interesséieren.

Här Minister, et ass dat heiten: Mir hunn eng Rei Gemengen hei am Land, déi méi wéi ee Schoulsite hunn. Ech huelen d'Gemeng Hesper, déi huet der fënnf. D'Gemeng Walfer huet der dräi. D'Gemeng Jonglënster huet der och dräi. D'Südgemengen, déi kennen ech net esou gutt. Do weess ech net, wéi vill Schoulsitten do sinn.

An dofir ass d'Fro, déi sech stellt, wat d'Organisatioun vum Projet Alpha ugeet ... Meng awer trotzdem laangjäreg Berufserfahrung seet mer, dass een awer fir eng gewësse Gruppendynamik an enger Klass eng Unzuel brauch. Meng politesch Erfahrung seet mer, dass mer awer och Ressourcë brauchen.

Dofir ass d'Fro, déi ech Iech wollt stellen, Här Minis- ter: Mussen d'Coursen an deene Gemengen, déi méi Schoulsitten hunn, op all Site ugebuede ginn oder kann ee gegebenefalls, wann d'Gruppen ze kleng sinn, d'Kanner op engem Schoulsite oder op zwee Schoulsitte fir de Projet Alpha, wann dat bis uleef, regroupéieren?

An déi zweet Fro ass: Et ass mer vu Kolleege vun zwou Landgemengen, déi ganz no bei mir sinn, déi och ganz, ganz kleng Landgemenge si mat enger klen- ger Schoulpopulatioun, och d'Fro gestallt ginn, ob et méiglech wär, dass zwou Gemengen hir Kanner fir de Projet Alpha géifen zesummeleeën.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann huet den Här Minister fir Educatioun d'Wuert.

(*Interruption et hilarité*)

Här Minister, et ass un Iech.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, dat ass eng interessant Fro. A jo, mir wäerten eis natierlech och mussen do- madder beschäftegen, mee ech wëll nach eng Kéier erënneren: De Projet „Alpha – zesumme wuessen“ gesäit jo dräi Saache vir, an déi ware mer allen dräi gläich wichteg.

Dat eent dat ass, datt d'Elteren de Choix hunn tëschent den Alphabetiséierungssproochen: Léieren ech liesen, schreiwen, rechne weiderhin op Däitsch oder op Franséisch?

Dat anert, dat war awer den Zesammenhalt tëscht deenen zwee Gruppen, deen, mengen ech, och jidderengem um Häerz läit, fir datt mer net eng Spléckung no Mammesproochen, no Kulturen, no El- terenhaier kréien, mee datt d'Gesellschaft weiderhin zesummen opwiisst.

An en drëtten Punkt war och, datt d'Lëtzebuenger Sprooch hir Plaz soll hunn, eeben an enger ganzer Rei vu Coursen an och esouguer als Langue véhiculaire, wat haut offiziell jo net de Fall ass, mee wat e wichte- gen Deel vum Projet Alpha ass.

An ech denken, datt dat déi dräi Grondprinzippe sinn, anhand vun deene mer och genau déi dote Froen, wa se sech da praktesch herno sou wéi déi dote stellen, mussen beäntweren an natierlech och am Liicht vun der Machbarkeet kucken an am Liicht vun enger gesonder Allocatioun vun de Ressourcë sollte präiwen.

Wa mer elo higin n a mir kucken, wa mer eng gréisser Schoul hunn, zum Beispill, an eng normal Verdeelung an et sech 50:50 opdeelt bei de Schüler an déi eng, déi ginn op Däitsch alphabetiséiert an déi aner op Franséisch, dann huele mer zwou Klassen a fir d'Sproochen a fir d'Mathematik maache mer den däitsche Grupp beieneen a op der anerer Säit maache mer de franséische Grupp beieneen. A fir all déi aner Fächer, do bleift d'Klass dann zesummen, fir eeben dat Zesummewuesse kënnen ze assurieren.

An dat géif ech eigentlech ganz gären och weiderhin als Prinzipp festhalen, well wa mer elo soen, mir huelen deen ee Grupp, deen op Franséisch alphabetiséiert gëtt, an déi eng Schoul, da wësse mer jo, datt se fir déi aner Stonnen eigentlech och net méi kënnen ..., an dat sinn awer d'Sciencen, dat ass Konscht, dat ass Sport, dat ass Vie et Société, all déi Fächer, wou mer d'Schüler zesummen hunn a wou Lëtzebuerger d'Émgangssprooch ass. Soss ass dat jo och net méi méiglech, dat se dann zesumme kënnen gefouert ginn. An duerfir ass dat emol schonn e ganz wichtige Krittär, no deem mer hei géife fueren.

Ech denken, datt sécherlech Härtefäll wäerten opkommen. Zum Beispill a Schoulen, wou mer just eng Klass pro Joergang hunn, gëtt dat scho méi schwier. Dat hu mer ëmmer gesot: Wa mer méi Ressourcë brauchen, souwuel Personalressourcë wéi och raimlech Ressourcen, da mussen mer och do kucken, datt mer dat assuréiert kréien.

An et kann ee sech natierlech och virstellen, datt e Fall opkënn, wou ech 16 Schülerinnen a Schüler an enger Klass hunn an ech hunn der 15, déi fir déi däitsch Alphabetisierung optéieren, an een eenzen, dee fir déi franséisch optéiert.

Wann een elo, huele mer emol un, als Gemeng dat esou wëllt léisen an et hätt ee fënnf Schoulen an et géif ee soen: „Mir féieren elo all déi, déi op Franséisch wëllen alphabetiséiert ginn, an eng eenzeg Schoul“, hätt ech scho prinzipiell e Problem domadder. Well dat géif sécherlech och de Choix vun den Eltere mat beaflossen: Kann ech weiderhi mäi Kand bei mir am Quartier an d'Schoul ginn oder kënn d'Gemeng all Dag dohner a féiert et an en anere Quartier an d'Schoul, fir dat ze organisieren? An dat ass eppes, wat mer, mengen ech, dee Moment müssen ofweien.

Mir wëllen net nëmmen, datt mer déi Fro vun der Alphabetisierungssprooch hei ugin, mee mir wëllen awer gläichzäiteg – an dat ass eis gradesou wichtig – dat Zesummewuesse weiderhin assurieren.

A finalement si mir d'ëffentlech Schoul. An d'ëffentlech Schoul ass all Schülerinnen, all Schüler déi selwecht Offer schëlleg. A sief dat och an enger klenger Schoul, sief dat och a méi enger klenger Gemeng, a sief dat och an enger Schoul, wou vläicht manner Schülerinnen a Schüler fir déi eng Sprooch vun der Alphabetisierung oder fir déi aner Sprooch vun der Alphabetisierung optéieren.

Mee ech ginn Iech Recht, Dir hutt och als Pedagog hei geschwat a gesot: „Mir brauchen och eng Gruppendynamik an engem Grupp, an enger Klass.“ A wann dat just e Grappvoll ass oder vläicht een, zwee, dann hu mer och déi net.

De Prinzipp gesäit vir, Här President, datt all Schoulorganisatioun vum Minister approvüert gëtt.

A mir kucken och haut scho ganz genau, wéi eng Rei vu Grondprinzipien do, awer och unhand vun der Machbarkeet a vun der Realitéit um Terrain, dann och respektéiert gi sinn oder vläicht net respektéiert konnte ginn. An deementspriedend fält d'Approbatoun vum Minister dann och eng kéier positiv a vläicht eng kéier negativ aus.

An ech denken, datt dat herno deen Dialog muss sinn tëscht dem Ministère an de Gemengen iwwert den Avis vun der regionaler Direktioun, fir dann och dat doten am Interessi vun der Saach a virun allem hei am Interessi vun de Schülerinnen an de Schüler an der Qualitéit vum Enseignement kënnen ze tranchéieren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 271 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Dateschutz vum Léierpersonal. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 271 du 13 octobre 2025 de M. Marc Goergen relative à la protection des données des enseignants, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. An enger moderner Welt ginn d'Daten ëmmer méi wäertvoll. An et ass och esou, dass d'Léierpersonal ëmmer méi exponéiert ass par rapport zu hiren Daten.

Wéi eng Date sinn dat? Dat ass natierlech wéi fréier den Numm, mee hautzudaags fonctionéieren awer och ganz vill Klasse mat engem privaten Handy, deen d'Léierpersonal muss benotzen. Well, ech weess, d'Gemenge stellen e fixen Telefon zur Verfügung, dat ass awer net méi zäitgeméis, soudass immens vill Enseignantë mat der eegener Handysnummer fonctionéieren, wat den Nodeel huet, dass déi Nummer zirkuléiert, dass se kënnen owes ugeruff ginn, wou se ganz Accèsen hunn. Wann een op WhatsApp oder anere Kanäl kuckt, kann ee mat deenen Nummern immens vill Informatiounen fannen.

Da geet dat Ganzt nach méi wäit: Fir dass Klasse fonctionéieren, huele mer elo de Precoc oder d'Spillschoul, muss d'Léierpersonal alt hir Kontosnummern ugin, fir dat ze rembourser, wat se moies als Frühstück maachen, oder Bastelsaachen, déi se kafen.

An dofir hunn ech haut d'Fro matbruecht, wat de Minister wëlls huet, dem Léierpersonal an Zukunft als Alternativ ze ginn, fir dass se net müssen hir privat Handysnummere rausginn, dass se net müssen hir Kontosnummern den Eltere ginn. Well déi zirkuléieren. Rechent emol eng kéier héich, wivill Kanner Der an Ärer Karriär hutt.

Do gëtt et ganz banal Beispiller. Dir kéint einfach higoen an Dir maacht eng zweet Simkaart mat enger Nummer, déi d'Léierpersonal owes kéint ausschalten. Ech weess, Dir hutt den Teams, mee dat fonctionéiert och nach net bei enger breeder Majoritéit vu Leit. Virun allem am Precoc an an der Spillschoul huet een deen net a sech. Teams fonctionéiert, wann d'Kanner dat kënnen selwer benotzen. Mee par rapport zu den Elteren ass dat méi schwier.

Ech weess, Teams verbreet sech. Dir sidd och mat ee vun de beschte Reesende vu Microsoft, fir dass sech déi Plattformen vu Microsoft do wäerten an Zukunft verbreed. Ech hoffen och, dass de Pensionsfond do Aktie wäert hunn.

Mee dat ass awer net dat, wat herno wäert dat sinn, well den Dateschutz do net vill besser ass, wann een herno Teams installéiert. Mee do hunn ech awer net

genuch Zäit, fir Iech dat nach eng kéier ze erklären, wat de Problem ass mat där ganzer Microsoft Cloud.

Dofir ass meng Fro haut: Wat wäert Der an Zukunft maachen, fir dass d'Léierpersonal net méi muss seng Privatnummer benotzen, fir par rapport zu den Elteren d'Kommunikatioun oprechtzhalen, déi immens wichtig ass, an och net müssen seng privat Kontosnummer an Zukunft benotzen? Well dat wär och Dateschutz, wann de Ministère do Formulle géing zur Verfügung stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend d'Wuert erëm. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Datespuersamkeet ass effektiv e ganz wichteg Thema, och an der Schoul, do wou vill Mënsche beieneekommen, do wou jiddere vläicht e puer Daten an d'Deppe leet an et der herno awer ganz, ganz vill sinn.

An den Här Goergen huet absolutt Recht: Natierlech stellt dat och op eemol e Wäert duer. Natierlech kënnen déi Daten aneschtters exploitéiert ginn. Natierlech kéinten och Sourcë vu baussen eeben Accès dorobber kréien. An dat ass absolutt ze evitéieren.

Déi Kommunikatiounsplattform eigentlech, déi de Ministère hei promovéiert a jidderengem zur Verfügung stellt an och ëmmer erëm rappeléiert, och bei all Circulaire de printemps zum Beispill un d'Gemengen ëmmer nees rappeléiert, dat ass d'E-Mail-Adress.

Et kritt een do eng professionell E-Mail-Adress. A mir recommandéieren den Enseignanten, doriwwer dann och ze kommunikéieren, well déi sécher ass a well déi och net privat ass an een domadder natierlech och keng privat E-Mail-Adress muss den Elteren, de Schüler an allen aneren Acteuren, och den Aarbechtskollegen, präisginn. Dat ass dat, wat mir hei garantéieren.

Mir hunn entre-temps eng ganz Rei vun anere Kommunikatiounstoolen entwéckelt, déi och nom Prinzipp vun der Datespuersamkeet fonctionéieren, déi och dateschutzméisseg gecheckt sinn. Ech denken un d'e-Bichelchen-Kommunikatiounsplattform, fir och am Alldag ze kucken: Wat ass d'Hausaufgab? Ass se gemaach ginn?

D'Eltere kënnen e Kommentar draschreiwen, den Enseignant kann dorobber äntweren. D'Educatrice oder den Educateur aus der Maison relais kann dat kucken, kann och do agéieren. An dat ass jo wichtig, datt déi Kommunikatioun do fonctionéiert.

Also mir hunn och déi Informatiounen, déi mir zum Beispill un Eltere weiderginn, éier elo Elteren d'Kand an eng Klass ginn, dat ass den Numm, de Virnumm an och nach vläicht d'Fach an d'E-Mail-Adress, déi professionell E-Mail-Adress, déi mir systematesch ginn. Mee all aner Informatioun ... Vläch nach ob ee Regent ass, vläch nach ob ee Professeur orienteur ass. Also alles professionell relevant Informatiounen. Mee aner Informatiounen gi mer net weider.

Mir hunn awer och all den Enseignanteën an den Enseignanten de Luxhat zur Verfügung gestallt, eeben eng Plattform, wou se kënnen och geséichert kommunikéieren. Mee et ass net onbedéngt dat, wat mer soen, datt se müssen hir privat Telefonsnummer duerfir huelen.

Eis Recommandatioun ass: Fuert iwwert den E-Mail! Jiddereen huet en E-Mail. Jiddereen huet dat op sengem Smartphone an ass domat och permanent ze

erreechen. An et gëtt hei vum Patron zur Verfügung gestallt an och securiséiert geréiert.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 272 vum Här Dan Hardy un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung iwwer online administrativ Demanden. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 272 du 14 octobre 2025 de M. Dan Hardy relative aux demandes administratives en ligne, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. D'ADR trëtt zënter Joren derfir an, dass bei administrativen Demarchen nieft der digitaler Versioun och weiderhin déi klassesch schrëftlech Versioun muss akzeptéiert ginn. Dass elo de Chômage an Zukunft nach just digital kann ugefrot ginn, empfanne mir dofir als Diskriminatioun.

An do sti mir net eleng do mat eiser Kritik. Och de Staatsrot respektiv d'Chambre des Salariés hunn an hire respektiven Avisen e Verstouss géint de Gläichheitsprinzip festgestallt, andeems bestëmmte Bierger ausgeschloss ginn.

Da muss een och feststellen, dass dat, wat d'Regierung am Gesetzesprojet 8089 virgesinn hat, fir de Leit bei administrativen Demarchen ëmmer de fräie Choix ze loossen tëscht enger digitaler oder schrëftlecher Versioun, hei also net méi zoutréift.

Och wann et am Kader vun der Chômage-demande bei der ADEM fir déi Betraffe méiglech ass, sech vum zoustännegen Personal a Saachen digital Ufro hëllefen ze loossen, sou ass et e Fakt, dass an dësem Fall keng schrëftlech Demande méi méiglech ass.

Wann elo d'Regierung hei eng Ausnam mécht, da froen ech mech, wat fir eng Ausnamen an Zukunft nach op eis duerkommen, soudass d'Gefor besteet, dass een ëmmer méi administrativ Demarchen nach just digital ka maachen.

Ech wollt dofir vun der Ministesch fir Digitaliséierung wëssen, ob sech d'Regierung weider un hir eege Virgab hält, fir weiderhi béid Méiglechkeeten unzëiden, oder ob nei Mesüeren an der Maach sinn, wou nach just den elektronische Wee méiglech ass an net méi dee schrëftlechen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. D'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung. Madamm Ministesch.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, villmools merci, Här Hardy, fir dës Fro, déi effektiv e wichtige Sujet vun der digitaler Inklusioun opwerft.

De Gesetzesprojet 8479, deen ënnert der Responsabilitéit vum Aarbechtsminister läit, soll effektiv eng Obligatioun fir d'Demandeuren aféieren, fir d'Chômage-demanden an Zukunft online ze maachen.

Parallèle hunn d'Chômeuren awer och d'Méiglechkeet, op déi informatesch Ekipementer, déi op der ADEM stinn, kënne zeréckzegräifen an och do kënne professionell Hëllef ze kréien, fir op déi Plattformen ze kommen, fir hir Demandé fir Chômage a fir d'Demandé fir weider Chômageindemnitéiten an och hir Akommesdeklaratioun kënne ofzeginn.

Des Weidere bleift och nach ëmmer d'Pabeier-versioun bestoen. D'Demandeure kënne och

handschrëftlech d'Pabeierdemande ënnerschreiwen, falls se, wéi gesot, déi néideg digital Ënnerschreift, déi se da bräichten, fir op déi Plattformen zougegräifen, net hunn.

Am Laf vun der Procédure législative vun deem Gesetzestext, deen Der elo ugeschwat hutt, sinn all dës Elementer nach emol ganz ausféierlech an den Text ageschriwwen ginn. An ech wëll och nach eng Kéier ervirhiewen, dass d'Regierung 2021 den éischten nationalen Aktionsplang fir déi digital Inklusioun op de Wee bruecht huet. Mir wäerten och dëst Joer, wéi gesot, deen zweeten Aktionsplang fir digital Inklusioun an der Regierungsrat huelen, wou mer eng nei Versioun, wéi gesot, ausgeschafft hunn. An och do ass ee vun de wichtige Pilieren, dass an Zukunft déi administrativ Demarchen, déi de Bierger un de Staat mécht, och nach weider op déi traditionell Aart a Weis kënne bestoe bleiwen.

A falls dëst an Eenzelfäll net méi de Fall wär, kann een och hei bei de physischen Guichet goen, fir och do erëm vun den informatischen Equipementer kënne ze profitéieren an och do kënne professionell Hëllef ze kréien, fir dës Demarchen dann och ze maachen.

Och am Koalitiounsaccord hu mer stoen, dass déi physisch Guichete weider wäerten ausgebaut ginn, dass se dezentral wäerten ausgebaut ginn. An do huet de CTIE, wéi gesot, och eng Ausschreiwung lancéiert, fir dass mer dat Konzept vun den dezentrale Guichete kënne, wéi gesot, an deene verschidde Regiounen vum Land dann och op d'Bee stellen. Wéi gesot, dëst ass eng weider, zousätzlech Offer, fir dass mer de Leit méi kënne hëllefen, wann et mat dem digitale Wee nach net esou gutt geet.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

9. Question élargie n° 51 de Mme Djuna Bernard au sujet de l'impact environnemental des médicaments

Domat wäere mer dann um Enn vun eiser Froeston ukomm, mee awer nach net um Enn vun eise Froen, well deen nächste Punkt vun eise Ordre du jour ass déi erweidert Fro Nummer 51 vun der Madamm Djuna Bernard iwwer den Impact vu Medikamenter op d'Ëmwelt. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minuten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minuten. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Et gëtt keng Gesondheet vum Mënsch ouni Gesondheet vum Planéit. Dës Premiss ass eng, déi mer och an eiser Gesondheitspolitik ëmmer erëm an de Mëttelpunkt stelle sollten. Mir schwätzen dacks vun der Gesondheitspolitik als wichteg Fundament vun eise Bien-être, mee mir vergiessen oder verdrängen ze oft, dass de Gesondheitssektor selwer eng bedeitend negativ Auswierkung op d'Ëmwelt huet a soumat och erëm op eis eege Gesondheet.

Wann de Gesondheitssektor e Land wier, da wier en de fënneftgréissten CO₂-Emetteur weltwäit mat 5 % vun de globalen CO₂-Emissiounen. Fir Lëtzebuerg schwätze mer ëmmerhin nach vun 3,6 % vun eise Emissiounen. Op de Kapp erofgerechent leie mer domadder an der Kategorie vun den Émetteurs majeurs.

Besonnenesch concernéiert sinn de Sektour hospitalier mat 38 %, d'Cabinete mat 23 % an d'CIPAE mat 21 %. D'Medikamenter eleng maache 60 % vum CO₂-Ofdrock vun engem Cabinet médical aus. Eng Standardverschreiwung bei enger Bronchite ass den

Equivalent vu 24 Kilo CO₂-Emissiounen oder 110 Kilo-meeter mam Bensinnerauto gefuer.

Dës Zuele stellen eis all virun eng grouss Erausforderung. Madamm Ministesch, kënnt Dir eis soen, wéi eng konkret Moossnamen Dir plangt, fir d'CO₂-Bilanz vun eise Gesondheitssektor ze reduzéieren?

Och d'Medikamenter, déi mer huelen, fannen hire Wee an d'Ëmwelt. Ëmmer méi Medikamenteréckstänn, déi als emergent Polluante klasséiert ginn, sinn an eiser Natur, besonnenesch am Waasser, ganz present. Si beaflossen d'Gesondheet vun der Fauna an der Flora a fanne sech iergendwann natierlech och nees an eise Drénkwaasserzyklus erëm.

Studien hunn an 258 Flëss aus 104 Länner Medikamenteréckstänn nogewisen, ënner anerem Antibiotiken. Och Lëtzebuerg ass dovunner net verschont. Zum Beispill ass am zweeten Antibiotika-Rapport vun 2025 ze liesen, dass am Joer 2023 Residue vun zéng verschidde Antibiotika an eise Uewerflächegewässer nogewise goufen.

Här Minister, sinn eis Kläranlagen op dës Polluante virbereet? Wat gëtt gemaach, fir hei de Monitoring ze maachen? A wéi kënne mer d'Kläranlagen adequat heirobber spezifesch norüsten? Gëtt et Reflexiounen mat der Spidolsfederatioun zesummen, fir hei systematesch technesch nozerüsten, zum Beispill duerch Minikläranlagen oder aner Léisunge bei de Spideeler? An dat selwecht gëllt natierlech och fir eis CIPAE an Altersheemer. Gëtt hei konsequent innovéiert?

Och bei de Verschreiwunge vu Medikamenter gëtt et vill Potenzial fir Verbesserungen. D'Praxis vun der Eco-prescription ass nach net wierklech wäit verbreet. Hei geet et drëms, besser, manner oder anescht ze verschreiwen, fir den Impact op d'Ëmwelt erofzedrécken. Zum Beispill gëtt a Frankräich nëmmen an 22 % vun de Consultatiounen kee Medikament verschriwwen, am Géigesaz zu 70 % a Schweden. Hei kéint een nohalteg Handlungsstrategien entwéckelen, fir méi ëmweltfrëndlech Medikamenter ze verschreiwe respektiv fir Substanzen mat engem niddrege PBT-Index ze favoriséieren.

Gëtt et hei Informatiounen respektiv Sensibilisatiounsmaterial vun der Regierung un d'Dokteren, respektiv wéi eng Efforte mécht de Ministère, fir dass den Ëmweltimpact als Krittär bei der optimaler Verschreiwung berécksichtegt gëtt?

Als Gréng betoune mir, dass eng ëmfaassend an nohalteg Gesondheitspolitik net nëmme d'Mënschengesondheet soll am Bléck halen, mee och déi vun eise Planéit. Mir hoffen, dass Dir, Madamm an Här Minister, dës Constat deelt an eis kënnt soen, wéi eng Efforten Dir am Santésektor an där Hinsicht maacht.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och der Deputéierter Bernard fir déi ganz, ganz wichteg Fro. Mir sinn natierlech dorop beduecht, eise Gesondheitssektor esou CO₂-neutral ze maachen, wéi et nëmme geet. Do muss een op ville Plazen ufänken. Et geet net nëmme ëm Medikamenter, et geet ëm Bauten, et geet ëm d'Triéiere vun Offäll, et geet dorëm, esou mann wéi méiglech Energie ze verbrauchen an esou weider.

All eis Spideeler sinn dorobber sensibiliséiert, hunn inhouse eenzel Dechetsgestiounspläng, sinn och mat

lokale Firmaen amgaangen, ze kucken, fir d'Dechete besser evaküiert ze kriien.

Wat elo méi spezifesch d'Decheten a punkto Medikamenter ubelaangt, sou ass dat jo am Fong geholl en Element, wat an d'Waasser kënnt, wat eist Waasser verknascht. An do huet all Haus intern eng Separation vun eebe Reewaasser an Eaux usées. A bei den Neibaute wäerte mer higoen a probéieren, d'Eaux usées opzebrauchen, dat heescht, nach eng Kéier opzebereeden, fir datt esou mann wéi méiglech Decheten dra sinn, haaptsächlech och Dechete vun de Radiotherapien. Dat leeft besonnesch bei den Neibauten. Wat d'Oprëschtung ugeet vun deene Gebaier, déi existéieren, do huelen déi jeeweileg Verwaltungsreit hir Decisiounen an hunn dat och um Radar.

Wat elo d'Medikamenter spezifesch ubelaangt: Wa se guer net gebraucht ginn, wa se net verbraucht ginn, da komme se och net an d'Ofwaasser. Dat heescht, déi éischt Pist ass, Medikamenter just dann ze verschreiwen, wa se wierklech noutwendeg sinn. An ënner anerem hutt Der d'Antibiotiquen ugeschwat. Do hu mer de Plan national antibiotiques, wou wierklech en Appell gemaach gëtt an ëmmer Formatioune gemaach ginn, datt mer sou mann wéi méiglech Antibiotiqué solle verschreiwen.

Dernieft hu mer – Dir konnt et vläicht gesinn op de Soziale Meedien – elo nach eng rezent Campagne gemaach, datt am Fong e Medikament kee Bonbon ass. Dat heescht, dat soll een net esou huelen, wéi wann et normal wier, datt een et hält, an ëmmer do mat engem sengem Dokter zesumme kucken, datt een esou mann wéi méiglech Medikamenter muss huelen. Déi Campagnë lafe reegelméisseg, lafe systematesch a wäerten och an Zukunft virulafen.

Des Weidere si mer mam Syndicat des pharmaciens am enke Kontakt, fir de Gaspillage vu Medikamenter erfrozeckrien, andeems si och Sammelstelle maache fir Medikamenter, déi net verbraucht gi sinn, fir datt déi net am normalen Haushaltsmüll landen.

Fir de Rescht denken ech, datt mer an der Santé zemools och mussen an engem One-Health-Logik ënnerwee sinn, datt all déi Saachen, déi verbraucht ginn, all déi Saachen, déi an de Spideeler verbraucht ginn, ëmmer esou solle verbraucht ginn, datt se dee klengsten Impakt op d'Ëmwelt hunn. Dat heescht, Saachen, déi kënne recycléiert ginn, Saachen, déi zweemol kënne gebraucht ginn, Saachen, déi kënne steriliséiert ginn, gi privilegiert vis-à-vis vu Saachen, déi d'office mussen ewechgehäit ginn. A wa se mussen ewechgehäit ginn, dann triiere mer se esou, datt se idealerweis nach eng Kéier an de Recyclage kënne kommen. Do wäerte mer och an den nächste Jore bei den Neibauten drop oppassen. A spezifesch fir d'Ofwaassergestioun ginn ech dann elo d'Wuert virun un den Ëmweltminister.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Den Här Ëmweltminister huet d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Merci der Madamm Bernard fir hir Fro. Ech géif zwee Punkte virbréngen: Dat eent ass den Impakt op d'Waasser vun aktive Substanzen vun de Medikamenter an dat anert ass d'Gestioun vun dem Medikamentenoffall.

Wat fir en Impakt huet et op d'Waasser? Ma d'Wasserwirtschaftsamt analyséiert u sech ëmmer ganz reegelméisseg d'Presenz v. bestëmmte Medikamenter hire Substanzen an den Uewerflächegewässer a mécht punktuell Iwwerwaachungen och vun anere pharmazeutesche Substanzen. Dës Analysen

informéieren dann iwwert d'Presenz an d'Konzentratioun vun deene Substanzen.

Allerdéngs, well et fir déi meescht vun deene Substanzen keng offiziell gesetzlech Grenzwärter gëtt, also keng sougenannten Norme fir d'Ëmweltqualitéit, ass et net méiglech, formell ze bewäerten, ob deen Niveau dann elo akzeptabel ass, bedenklech oder geféierlech. Et feelt hei einfach un enger gesetzlecher Referenz op europäeschem Niveau, fir hiren Ëmweltpakt och kënne iwwerall ze standardiséieren an ze beurteilen.

Dann, wat d'Antibiotiqué betrëfft, do weisen déi Daten, déi mer hunn, drop hin, dass just den Azithromycin potenziell e lokalisierten Ëmweltrisiko duerstelle kéint, wann ee sech dann erëm op déi Normes de qualité environnementale do baséiert, déi mat der Aktualiséierung vun enger europäescher Direktiv aus dem Joer 2022 virgeschloe goufen. Dat heescht, et ass eng Direktiv, déi ass amgaangen, déi ass aktualiséiert ginn an déi géif fir deen dote Wäert esou en NQE aféieren. An enger Miesscampagne, déi 2023 gemaach ginn ass vun der AGE, gouf awer kee vun deene Grenzwärter iwwerschritt, déi do festgeluecht gi sinn op europäeschem Niveau. Wéi gesot, nach eng Kéier, et ass deen europäesche legalen Niveau, dee wierklech kann hei en Ennerscheid maachen.

Da gëtt et eng Direktiv fir prioritär Substanzen, an déi befénnt sech elo an der leschter Upassungsphas, déi ass nach net duerch. An déi gesäit eeben dann och d'Aféierung vun esou Norme fir d'Ëmweltqualitéit fir verschidde pharmazeutesche Substanzen vir. Déi zielen ech awer elo net allegueren op. Dat sinn der eng ganz Partie – dat kann een Iech awer ganz gären eng Kéier sou mat op de Wee ginn – fir verschidden Antibiotika, och Hormoner an och entzündungshemmend Stoffe wéi zum Beispill den Diclofenac an den Ibuprofen.

An dës Direktiv, déi etabliert dann och de Prinzip v. der Reduktioun bei der Quell, andeems se bei der Entwécklung, der Produktioun an der Notzung vun de betraffene Substanzen schonn agräift, also e bëssen dat, wat Dir gesot hutt, datt ee schonn am Ufank muss probéieren, dat schonn ze limitéieren oder op d'mannst schonn anzegrenzen an och preventiv do virzegoen.

Dann, parallel dozou gesäit dann elo d'Direktiv iwwert d'Ofwaasser – dat ass jo eng Direktiv, déi et scho méi laang gëtt –, dat wësst Der, déi véiert Reinigungsphas bei alle Kläranlage vir. Bei engem Einwohnerequivalent vun iwwer 150.000 Awunner muss een eng véiert esou Reinigungsphas aféieren. A fir méi kleng Kläranlage kënne zousätzlech Installatioune gefuerdert ginn, jee no de Resultater vun de Risikoevaluatiounen, an déi kënne och bestëmmte Residus vu Medikamenter dann erausfilteren.

Dann d'Gestioun vun den Offäll: Mir hu jo deen nationale Plang vun der Gestion des déchets, deen elo an enger Consultation publique ass, an do gëtt et och e spezifesch Kapitel iwwert d'Objektiver fir d'Fluxe vun de Medikamenter, an zwar sollen do a) duerch Preventioun nees – oder duerch Preventioun iwwerhaapt emol – d'Medikamentenoffall reduzéiert ginn iwwer eng Sensibiliséierung fir eng gutt Gestioun vun der Familienapdik, e sënnavolle Gebrauch vun de Medikamenter an och eng gutt Gestioun allgemeng vun deenen Offäll a b) déi besteeënd Kollaboratioun tëschent den Autoritéiten an den Acteuren weider verbessert ginn, dat heescht klasschescherweis e bessert Zesummeschaffen tëschent de Ministèren, Synergieën sichen, och bei der Collecte.

Bei der Entsuegung selwer, no dem Offallgesetz, ginn ofgelafe Medikamenter oder Medikamenter, déi net méi gebraucht ginn, als problematesch Offäll

klasséiert, well se eebe kënne geféierlech sinn an e Schued urichte kënne. An déi Collecte bei de Privatleit an den Apdikte gëtt jo iwwert d'SuperDrecks-Këscht organiséiert. Dat kennt och jiddwereen. An de Staat iwwerhëlt iwwert dee Wee dann d'Käschte vun der Entsuegung.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht fir Bierger assuréiert also wéi gesot um nationalen Niveau d'Collecte vun all de Medikamenter an dat an der Suerg, eng separat Collecte och flächendeckend am Land kënne ze garantéieren, fir awer och eng sécher Behandlung vun de Medikamenter no de beschte Praktike fir Mënsch an Ëmwelt ze garantéieren.

A sou sinn zum Beispill 2024 insgesamt 209 Tonne Medikamenter/Kosmeetik ofgi ginn. Och dat sinn alles Zuelen, déi public sinn, déi kënne mer Iech soss och gären nach eng Kéier noreechnen. An no engem weideren Tri duerch d'Aktioun SuperDrecksKëscht, dat heescht och d'Trenne vun de Verpackunge, ginn dann déi Medikamenter entsuegt. A bis August vun dësem Joer sinn zirka 129 Tonnen iwwert dee Wee gesammelt ginn, an dovunner 76 % Medikamenter. Also dat heescht, no nach engem weideren Tri, wann d'Vepackunge fortgemaach gi sinn, si mer nach mer bei 129 Tonnen, a 76 % dovunner si Medikamenter. Also wann een dann elo d'Evolutioun bei der Sammlung vun der SDK kuckt, dann ass d'Tendenz steigend a mir leie bei ronn 300 Gramm pro Awunner pro Joer. Voilà.

Dann, laut der Evaluatioun, déi an der Offallanalyse gemaach gouf, kann ee soen, dass u sech och d'Medikamentenoffall an der groer Poubelle ofgehooll hunn. Mee zanter 2020, an de Covidjoren, sinn déi nees op engem méi héijen Niveau, an zwar insgesamt an der groer Poubelle, alles zesumme geholl, bei ronn aacht Tonne pro Joer. Voilà.

Ech wollt elo net nach ze vill aner Zuelen ..., mee wann Der nach soss iergendwou Informatiounen braucht, da kënne mer gären dodriwwer schwätzen.

Mee jiddwerfalls merci nach eng Kéier och, datt Der dee Sujet hei an der Chamber thematiséiert, well et e wichtegen ass, well et een ass, deen effektiv en Impakt op eis Gesondheet, op eis Ëmwelt och huet. An da soll een doriwier schwätzen, da solle mer kucken, wat mer zesumme kënne maachen, fir dat besser ze maachen. Et gëtt schonn eng ganz Partie Strategien, och eng ganz Partie gesetzlech Moossnamen dofir, awer nach net iwwerall. Mir gesinn, um gesetzlechen, um legalen Niveau vun der Europäescher Unioun ass nach Potenzial a Loft no uewen.

Ech mengen, d'Gesondheitsministesch huet och gesot, wat an der Santé alles leeft. Mee mir sollen do konstruktiv un engem Strang zéien, fir déi Problematik weider am An ze behalen op där enger Säit, awer och ganz kloer deen Impakt dovunner op ons an op ons Ëmwelt ze reduzéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. D'Madamm Bernard huet nach, wa se wëllt, eng annerhalfe Minutten Zäit fir eng Zousazfro. Si wëllt keng Zousazfro méi stellen. Dann ass domat dese Punkt ofgeschloss a mir géngen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen.

10. 8301 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

An den nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 8301 iwwert d'Digitaliséierung vum Rekrutierungsprozess beim öffentliche Dénsgsch. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice an dësem Fall huet 10 Minuten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäte hu 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, d'Madamm Alexandra Schoos an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, d'Zil vum Projet de loi, iwwert dee mer haut de Mëtteg diskutieren, ass, d'Afféierung vun engem neie Système d'information „Recrutement“ virzubereeden, deem ënnert der Verantwortung vum CGPO, also dem Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, steet.

Dëse System soll d'Rekrutementsprozedur digitaliséieren: vun der Publikatioun vun de Plazen iwwer d'Umeldung an d'Organisatioun vun den Examen bis bei d'Kommunikatioun mat de Kandidatinnen a Kandidaten. D'Zil ass et, d'Verwaltung méi effikass ze maachen an d'Prozedur weesentlech ze vereinfachen.

Fir dësen neie System kënnen ëmzesetzen, ginn zwee Gesetzter ofgeännert: eng Kéier d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut général des fonctionnaires de l'État an d'Gesetz vum 25. Mäerz 2015, dat d'Modalitéite vum Changement d'administration festleet.

De Gesetzesprojet schaaft den Examen-concours spécial of, vereinfacht d'Publikatioun vun de Plazen a mécht d'Prozedur vum Changement d'administration weesentlech méi einfach. Hien erweidert d'Méiglecheiten vun der Mobilité interne, andeems d'Fonctionnaire sech kënnen op extern ausgeschriwwen Plaz mellen. Eng Dräi-Méint-Frist fir den Iwwergang tëscht de Verwaltung suert fir méi Kloeerheet a Gerechtegkeet an all Kandidatur muss en plus elo elektronesch gemaach ginn. Zousätzlech féiert de Projet de loi eng Bestëmmung an, déi de Klassement vun engem Agent präziséiert, wann de Wiessel vun enger Verwaltung an eng aner sollt e Changement am Tableau indiciaire mat sech bréngen.

De Projet de loi, iwwert dee mir haut diskutieren, gouf de 24. August 2023 an der Chamber deposéiert. Den 2. Oktober 2023 ass de Projet un d'Kommissioun fir d'Fonction publique verwise ginn. D'Kommissioun huet de Projet de 24. Juni 2024 an hirer Sëtzung virgestallt kritt a bei där Geleeënheet sinn ech als Rapportrice designéiert ginn. Duerno huet de Minister fir d'Fonction publique, den Här Wilmes, den 20. Februar 2025 en Amendement gouvernemental deposéiert, deem eng Rei technesch Upassunge virgesäit, fir de Bedenke vum Staatsrot Rechnung ze droen.

A sengem Avis vum 11. Juni 2024 huet de Staatsrot op eng Onkloeerheet am Artikel 3 higewisen, well de Projet net de Fall vum Staatsbeamte virgesäit, deem op eng Gemengeplaz kandidéiert, nodeems e virun an der Fonction publique geschafft huet an entlooss oder revoquéiert gouf. Dat kéint eng Ongläichbehandlung duerstellen an de Staatsrot géing sech dowéinst och virbehalen, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn. De Staatsrot huet sech och géint d'Formuléierung am Artikel 6 gestallt, déi dem Minister e reglementaresche Pouvoir géif ginn.

A sengem zweeten Avis vum 1. Juli 2025 huet de Staatsrot festgestallt, dass d'Erklärung vum der Regierung d'Differenz vun de Situatiounen erkläere kënnen. Domadder huet hie seng Reserv vum zweete Vott a seng Opposition formelle opgehewen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet de Projet an hirem Avis vum 25. Oktober 2023 am Prinzip positiv bewäert, virun allem d'Förderung vun der Mobilité an d'Ofschaf vum Examen-concours spécial. Si huet awer och e puer Kritikpunkten: d'selwecht Onkloeerheet wéi de Staatsrot am Artikel 3 oder d'Obligatioun, beim externe Rekrutement e Concours ze maachen, déi si u sech net gerechtfäerdigt fënnt.

An hirem zweeten Avis vum 10. Mäerz 2025 bedauert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, dass hir fréier Bemerkungen net allegueren iwwerholl gi sinn, mee si betount awer d'Wichtigkeet vun enger oppener Mobilité fir all Fonctionnaire. A si erhält hire favorablen Avis och oprecht.

Den 9. Oktober 2025 huet d'Kommissioun schliisslech de virleiende Rapport ugeholl.

Voilà, an domadder wier ech fäerdeg a menger Missioun als Rapportrice fir dëse Gesetzesprojet an ech géing virufueren als mandatéiert Spriecherin vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Här President, Léif Kolleeginnen a Kollegen, mir wëssen all, dass d'Fonction publique ee vun de Piliere vum Staat ass. D'Fraen an d'Männer, déi am Dénsgsch vum Staat schaffen, droen eng grouss Verantwortung. Si halen d'Verwaltung um Lafen, si garantéieren d'Kontinuitéit vum Service public a si maachen, dass d'Politick, déi mir heibannen decidéieren, och wirklech bei de Biergerinnen a Bierger dobaussen ukënn.

Duerfir ass et eis gemeinsam Verantwortung, sécherstellen, dass d'Weeër, iwwert déi dës Leit rekrutéiert, mobiliséiert a gefërdert ginn, modern, transparent a gerecht sinn. De Gesetzesprojet, dee mir haut diskutieren, geet genee an déi dote Richtung. Et ass e wichtige Schrëtt an der Digitaliséierung an an der Professionaliséierung vun der Personalpolitik vum Staat.

De Gesetzesprojet ass en Deel vun enger méi breeder Dynamik, enger Verwaltung, déi mat der Zäit geet, déi op d'Erwaardungen vun de Biergerinnen a Bierger äntwert an déi hire Mataarbechter e modernen a faire Kader ubitt. Et ass e Projet, deem an d'Logik vun der weiderer Moderniséierung vun der Fonction publique erakënn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dëse Gesetzesprojet zu enger méi effikasser, méi attraktiver a méi zougänglecher Fonction publique bäidréit. Duerfir ginn ech am Nimm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech alleguerter Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Adehm, fir Äre schréfflechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deem nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, d'Digitaliséierung spillt jo an eisem gesellschaftleche Liewen eng ëmmer méi grouss Roll. An dann ass et och evident, dass mer mussen e Staat schafen, deem net nëmmen transparent ass, mee dee ganz effikass ass. An hei ass e Gesetz – wat iwwregens jo vum fréiere Minister Marc Hansen deposéiert gouf –, wat an déi Richtung geet.

Mir sinn der Meinung, dass d'Digitaliséierung hei soll ganz positiv gesi ginn, well et erlaabt, de Rekrutementsprozess nach besser ze organisieren, méi schnell ze organisieren a vläicht déi Angscht ze huelen, déi munchmol e bëssen dorëmmer grasséiert bei Leit, déi elo e bëssleche méi Problemer mat der Digitaliséierung hunn – an deem, deem de Moment schwätzt, ass och net onbedéngt en Expert.

Et muss een awer drop hiweisen, dass mer eis jo hei awer virun allem prioritär och u jonk Leit wenden. Jonk Leit si vill méi verwuess mat der Digitaliséierung. An dowéinst fanne mer dat och gutt, dass iwwert dee Wee elo de Rekrutementsprozess hei beim Staat verbessert gëtt.

À propos Rekrutement: Och do ass eng permanent Evolutioun. Ech ginn e Beispill aus dem Gemengesektor: Wann een d'Fonction vum Gemengesekretär vu virun 30 Joer hält an et vergläicht een déi mat der Fonction vun haut, dann ass do eng immens Differenz. An dowéinst ass et och wichtig, dass eng permanent Evolutioun do deem Rechnung dréit.

Dann ass en zweeten Aspekt vun dësem Gesetz, deem een awer muss ervirhiewen, de Changement d'administration, deem natierlech och elo scho méiglech ass, selbstverständlech. Dat gëtt och elo nach vereinfacht. Do dierf een net vergiessen: D'Motivatioun spillt e ganz grouss Rôle hei, well d'Motivatioun an enger Verwaltung – net nëmmen an enger Verwaltung, mee och an enger Verwaltung – ass vun enger ganz grousser Importenz. Een, dee weess, dass en eng Perspektiv huet, fir emol eng Kéier eng aner Plaz ze briguéieren, deem ass vill méi motivéiert, fir seng Fonctioun auszuféieren. An dowéinst ass dat heiten an deem Sënn och positiv ervirzehiewen.

An da vläicht nach eng drëtt Remark, dass ee jo och duerch dat Gesetz hei, wann een dee Changement d'administration mécht, dee Moment gegebenefalls ka vläicht manner verdéngen. An dass awer esou laang dann d'Differenz bezuelt gëtt, bis een de Retard opgeholl huet, fanne mer och eng ganz normal Saach. Iwwregens gëtt et dat jo awer haut och schonn. Dat ass net onbedéngt eng Neiegkeet, mee et ass awer wichtig, dass een et nach eng Kéier ënnersträicht.

Wéi gesot, ënnert dem Stréch si mir der Meinung, dass dat hei e Gesetz ass, wat wichtig ass, wat de Staat zousätzlech moderniséiert. A mir sinn ugewisen – wéi d'Rapportrice dat jo och scho richtegerweis hei gesot hunn – op en effikasse Staat, op motivéiert Beamten, soudatt mir, wéi gesot, Här Minister, am Nimm vun der DP nëmme kënnen och d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass elo scho quasi alles gesot. Ech wollt just nach bäifügen: Ech mengen, och bei deene jonke Leit ass et vläicht net méi esou, dass déi 40 Joer wellen op där selwechter Plaz schaffen. Dat heescht, och do ass et, mengen ech, gutt an dësem Gesetz, dass mer déi Dynamik einfach och schafen. Fir méi einfach eng Administratioun ze wiesselen oder e Ministère ze wiesselen, maache mer méi op. An ech mengen, dass ass och wichtig an och richtig esou.

Mir schafen domadder och méi eng dynamesch an och méi eng modern Fonction publique. Dat kënnen

mir och als LSAP nümme ennerstützen. An dofir wäerte mer och dëse Projet matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. D'Madamm Alexandra Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Och mir können natierlech nümme fir e Gesetzesprojet stëmme, deen eng Simplification administrative, wéi dat esou schéin heescht, mat sech bréngt. An et ass jo gutt, wann de Staat da fir d'éischt alles och am Kader vun der Digitalisatioun ausprobiert a kuckt, dass et klappt, iert de Privatsektor da vläicht nozitt oder dee souwisou scho virdrun ass.

Dowéinst gëinge mir eisen Accord gi fir dëse Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. D'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Et gouf scho villes gesot. Et ass e Gesetz, wat mer haut ganz gäre matstëmme. Et ass e wichtige Schrëtt an der Moderniséierung vun eiser Fonctioun publique.

Et geet natierlech dréms, de Prozess ze dynamiséieren, och ze digitaliséieren a vum Moment, wou eng Plaz publizéiert gëtt, bis bei d'Bewäertung vun de Kandidaten e kohärenten, moderne System zougänglech ze maachen.

Gläichzäit gëtt och d'Mobilitéit tëscht de Verwaltung vereinfacht. An dat ass eng gutt Noriicht, well mir brauchen eng modern an dynamesch Fonctioun publique, déi beweeglech ass, déi Erfahrungsaustausch an och nei Perspektive férdert. An dat maache mer heimadde ganz sécher méi einfach.

An deem Sënn stëmme mer dëst Gesetz, well et ass ganz sécher e Schrëtt an déi richteg Richtung vun enger moderner an dynamescher Fonctioun publique.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann hunn ech op menger Lëscht nach den Här David Wagner stoen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmme, well mer awer der Meenung sinn, datt et grosso modo e Fortschrëtt ass, datt et d'Fonctioun publique och méi attraktiv mécht, datt et et och méi einfach mécht fir Beamten, déi motivéiert sinn, fir vläicht an eng aner Administratioun ze goen, fir dat méi ze vereinfachen, fir och do hiren Input ze ginn. Dat ass eng gutt Saach. Et ass an eisen Aen awer trotzdeem e bësse schued, datt zum Beispill d'Education ausgeklammert gouf. Dat hätte mer u sech nach léiwer gehat.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär et un der Regierung, wa se wëllt d'Wuert huelen. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, am Numm vun der Regierung soen ech Iech Merci fir déi unanime Ennerstützung vun engem Gesetzesprojet, deen effektiv nach vu mengem Virgänger, dem Här Hansen, deposiert ginn ass an deen dorobber aus ass, weider d'Fonctioun publique, wéi dat elo schonn e puermol hei richteg betount ginn ass, ze moderniséieren.

D'Fonctioun publique huet sech iwwert déi lescht 10, 15 Joer ganz vill verännert. Si ass vill méi divers ginn. Si gëtt eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter vill méi Méiglechkeeten, fir sech och beruflech weiderzuentwéckelen. An dat heiten ass zwar wuel vläicht e kleng Projet um Pabeier, mee e wäert awer eng grouss Auswirkung hunn an der Wierklechkeet, well elo all eis Beamtinnen a Beamte sech net nümme méi intern, wéi dat bis elo d'Reegel ass, können op Poste mellen, déi op sinn, mee och op all déi, déi extern ausgeschriwwen gi sinn. An dat ass e grouss Schrëtt no vir, genauso wéi och déi weider Digitaliséierung vun de Prozeduren heimadde no vir gedriwwen gëtt.

Ech wëlt och e ganz grouss Merci soen der Rapportrice, der Madamm Adehm, déi dee Rapport hei ganz komplett gemaach huet an esou am Detail, datt een och net muss op déi eenzel Punkten agoen, mee wierklech och nach eng Kéier ervirhiewen, datt ech frou sinn, datt hei d'gesamt Parlament hannert der Regierung steet an domadder hannert der Fonctioun publique an hannert eise Beamten a Beamtinnen.

Den Här President war selwer och eng Kéier an där Charge do dranner. An, ech mengen, et ass wichteg – et ass hei gesot gi vun der Madamm Adehm –: Et ass e Pilier vun eisem Land. An dee gëtt mat dësem Projet weider gestärkt. An dowéinst e grouss Merci Iech.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci der Regierung. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Éier mer elo zum Vott kommen, an dat huet nach ëmmer net geännert, géif ech Iech drun erënneren, datt Der musst agelogg sinn, wann Der wëlt matstëmme. Also checkt dat nach eng Kéier alleguer no!

Une voix | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8301. Den Text steet am Document parlementaire 8301⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8301 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmme mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Interpellation de M. Georges Engel sur la place du travail dans notre société et des valeurs humaines, sociales et économiques qui y sont associées

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Interpellatioun vum Här Georges Engel iwwert d'Plaz vun der Aarbecht an eiser Gesellschaft an déi mënschlech, sozial a wirtschaftlech Wäerter, déi domat verbonne sinn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Deemo huet den Interpellateur 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7, an d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorerabelen Här Georges Engel als Auteur vun der Interpellatioun. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Aarbecht muss sech lounen, oder? Dëser Meenung, mengen ech, stëmmt jo jiddwereen heibannen zou. Mee wat ass dann iwwerhaupt de Wäert vun Aarbecht oder vun der Aarbecht? A wéi muss déi sech lounen respektiv wéi muss se entlount ginn?

Doriwwer hu scho ganz vill intelligent Leit sech de Kapp zerbrach: de Jean Charles Léonard Simonde de Sismondi, den Adam Smith, den David Ricardo, de William Petty, de Karl Marx, de Michael Sandel, zulescht och nach den Thomas Piketty, fir nümme si ze nennen.

(Interruptions)

Ech wëll mech iwwerhaupt net an déi dote Rei aschreiwen, mee ech hu mer awer e puer Gedanken gemaach.

Gradesou wéi och d'Hannah Arendt, dat 1958 a sengem Buch „Vita activa“ schreift, dass Aarbecht all Tätigkeet zur Erhaltung vum Liewen ëmfaasst. Ganz nom Motto „Hierstellung, Consummation, Reproduktion“, a ganz kloer och „Schaffe fir ze liewen an net liewe fir ze schaffen“. Dëst fënnt an engem éiwegen Zyklus statt, deen ni ofgeschloss ass, well de Wonsch no neier Consummation ëmmer erëm opdaucht.

Aarbecht steet, dem Arendt no, an der moderner Gesellschaft ëmmer méi am Mëttelpunkt. Dat geschitt, fir de Wuelstand, d'Consummation an de Wuesstum vun der Zäit um Liewen ze halen. D'Hannah Arendt ënnerscheet hei tëschent zwee wichtige Begrëffer: der Nützlechkeet an der Noutwendegkeet.

Ville Leit komme verschidde Berufsgruppen als nützlich vir an eiser Gesellschaft. Mee ass deene Leit hir Aarbecht just nützlich? Wéi géif eis Gesellschaft ausgesinn, wann zum Beispill d'Keessjor oder de Keessjee am Supermarché oder de Serveur oder d'Serveuse am Restaurant op eemol net méi all Dag op hirer Aarbecht wieren, oder wann den Dreckswon op eemol net méi géif fueren?

Op där anerer Säit vun de Berufsgruppe steet d'Tätegkeet vum Denken. De Prinzipp vun der Aarbecht ass hei dee selwechten. Si ënnerscheede sech just an engem wichtege Punkt: D'Aarbecht vum Denke muss net gebraucht oder verbraucht ginn, fir reelle Wäert ze schafen. Se muss gehéiert an erënnert ginn an erhält doduerjer e realen a visibele Charakter an deemno och Wäert, esou wéi eis Aarbecht heibannen. Ech gi mol dovun aus.

Aarbecht beschäftigt eis all dagdeeglech, mee et ass esou vill méi wéi just déi Fro, fir eppes ze erleege. Dofir sinn ech der Fro nogaangen, ob a wat d'Leit wéilt schaffen, wa se net op déi Suen, déi se verdéngen, ugewise wieren. An de meeschte Fäll ass d'Äntwert déi selwecht: „Ech géif a mengem 9-to-5-Job ophalen, mee ech wéilt nach ëmmer schaffen“, an zwar a Beräicher, déi ee sech dacks einfach an de meeschte Fäll net leeschte kann, wann een net niewelaanscht nach eppes verdéngt, ob dat eppes Soziales wéi sech anzebréngen an engem Veräin oder en Hobby zum Beruff ëmzewandelen ass wéi Musek maachen oder Fussball spillen.

Verschiede Leit konnte sech allerdéngs den Dram vum perfektem Job schonn erfëllen, well si hunn eis gesot, egal wéi vill Geld si hätten, géife si ëmmer nach gär an deem selwechten Job schaffe wéi deen, wou se elo am Moment schaffen.

Aarbecht fënn deemno net just all Dag um Büro oder um Chantier statt, mee mir erfëllen och en Deel vun eis selwer domadder. Aarbecht definéiert dofir och ganz dacks eis Stellung an der Gesellschaft. De Leeschtungsbegrëff „Meritokratie“, eng Gesellschaft, wou s de duerch Leeschtung no vir këns, huet meng Generatioun op alle Fall mol staark gepräagt, huet awer an den 80er ugefaange mat änneren.

Fréier hues de deng Meeschterprüfung oder deng Première gemaach an da konnts de dech schonn um Aarbechtsmaart beweisen. Haut brauch s de, fir an der Gesellschaft op engem equivalenten Niveau vu Première oder Meeschterdiplom ugesinn ze sinn, op d'mannst schonn en Diplom vun der Uni.

„Leeschtung lount sech“, sou huet et geheescht. Mee op där anerer Säit si säit den 80er Milliounen a Milliarden op der Wall Street an op anere Bourse verdéngt ginn, ouni iwwerhaapt iergendeng Leeschtung ze bréngen. An d'Bewonnerung fir déi eng, déi vun der Wall Street, déi ass ëmmer méi grouss ginn, a fir déi aner, déi an essenzielle Beruffer schaffen, wéi den Handwierker oder den Infirmier oder d'Infirmière, ëmmer manner, well Leeschtung nämlech mat Geld gemooss gëtt.

Et ass eng Ëmwandlung vun der Leeschtungsgesellschaft an eng Erfolgsgesellschaft ginn. Hues de Erfolg, hues de eppes geleescht. D'Geld gëtt der Recht, egal vu wou dass de et hues. An dat mécht et an eiser Gesellschaft fir den Handwierker a fir den Infirmier ëmmer méi schwéier.

Dat gëtt an enger moderner kapitalistescher geprägter Gesellschaft ganz dacks an den Hannergrond gestallt. Aarbecht gëtt just nach als Pflicht oder als Mëttel zum Zweck ofgeschriwwen, well vill fannen awer eppes Wäertvolles fir sech perséinlech, wéi e Bäitrag zu eppes méi Groussem ze leeschten, oder zu engem wichtege Deel vun der Gesellschaft dozougeheieren. An hei kritt d'Aarbecht par rapport zum Lounverhältnis eng ganz nei Bedeitung, nämlech eng perséinlech.

An der Etüd „Quality of Work Index“ vun 2024 gëtt festgehalen, datt ronn 28,5 % dacks oder bal ëmmer Stress op der Aarbecht empfangen. 17,2 % vun de Befroten souguer, dass si dacks oder bal ëmmer keng Freed un hirer Aarbecht empfangen.

Haaptsächlech Frae souwéi Leit a Féierungspatiounen sinn hei betraff. D'Santé mentale steet bei ville Leit hei enorm ënner Drock.

An hei ass et och wichtig, an ech maachen eng Klammer op ..., e Wuert, iwwert dat dacks geschwat gëtt, dat dacks als Problem genannt gëtt – op alle Fall vun der Patronssäit – an der Aarbechtswelt zu Lëtzebuerg, nämlech den Absenteismus. Besonnesch am Gesondheits-, Bau- oder Industriesecteur ass dee Phänömen méi verbreet. Den Absenteismus zu Lëtzebuerg baséiert sech natierlech och op déi gerechtfäerdigt Absencé vun de Salariéen, mee et ass och ze observéieren, wéi verschide Leit ëmmer erëm a reegelméisseg Ofstänn aarbechtsonfäeg sinn.

An dësem Kontext ass et virun allem wichtig ze hannerfroen, firwat zu Lëtzebuerg déi Leit reegelméisseg op der Aarbecht feelen an ob ënner anere Konditiounen manner Feelstonnen accumuléiert géife ginn. An et ass wichtig, déi Diskussioun net falsch unzegoen. D'Luusspätteren, déi de System ausnotzen, déi mussen identifizéiert a gestoppt ginn, mee dofir muss de System awer net ausgehiewelt an ofgeschafft ginn.

Hei kënn d'Fro op: Wat mécht fir all Einzelne vun eis eis Aarbecht wäertvoll? D'Etüd beseet, dass Leit, déi ënner Konditiounen kënnen schaffen, déi méi agreabel sinn, wéi zum Beispill Homeoffice oder flexibel Aarbechtszäiten oder allgemeng verkierzten Aarbechtszäiten, méi frou op hirer Aarbecht sinn. Och dëst ass e Punkt, dee wichtig fir de Wäert vun Aarbecht ass, well Aarbecht muss engem selwer och derwäert sinn, onofhängeg vum Geld, dat ee verdéngt. D'Work-Life-Balance spilt hei och eng grouss Roll. Besonnesch hei muss opgepasst ginn, well der Etüd no hält de Konflikt tëschent dem Aarbechts- an dem Privatlewen ëmmer weider zou.

Fir och dësem Gedanken nozegoen, ware mer op d'Strooss an hu bei enger klenger – ech ginn et zou – net representativer Ëmfro d'Leit gefrot, wat se maachen a wéi wäit si sech an hirer Aarbecht wäertgeschätzt fillen. Dobäi hu mir och nogefrot, wat fir si selwer hir Aarbecht wäertvoll mécht. D'Zil vun dëser Ëmfro war net eng statistesch Prezisioun, mee d'Gefill an d'Gedanken vun de Leit eng Käier direkt an eierlech ze erfassen.

Hei ass interessanterweis erauskomm: Fir déi grouss Majoritéit, déi mer do gefrot hunn, stinn d'Unerkennung an eng Plus-value un éischter Plaz. Natierlech spilt och de Salaire eng Roll – jiddweree muss jo och liewen, et brauch ee jo och Suen, fir säi Liewensënnerhalt ze bestreiden –, mee vill Leit hunn ënnerstrach, datt dat net alles ass. Vill méi wichtig wier et, Freed un der Aarbecht ze hunn, sech wuel an enger Ekippe ze fillen an en Impakt ze hunn. Geschätzt ze ginn, eng Plaz an der Gesellschaft ze hunn, dat ass fir vill Leit den eigentleche Kär vun der Aarbecht. Nach emol: Schaffe fir ze liewen an net liewe fir ze schaffen!

E jonke Mann huet dat ganz besonnesch schéin op de Punkt bruecht, wéi e gesot huet: „Majo, eppes maachen, wou ee sech sonndes owes net denkt: ‚O nee, muer erëm schaffen!‘“ Dat ass dat, wat fir vill Leit wichtig ass. Dat Bild weist ganz gutt, wéi vill méi d'Aarbecht fir d'Mënsche bedeite kann, wa se als positiv géllt, wa se respektéiert gëtt a wa se als wäertvoll empfongt gëtt.

Mee genee hei leien och Problemer. Et gëtt Beruffer, déi absolutt essentiel fir d'Funktioneieren vun eiser Gesellschaft sinn, déi awer net déi Unerkennung a Belounung kréien, déi se misste kréien an déi se och verdéngen. Dat Spannungsfeld weist, wéi wichtig et ass, d'Diskussioun iwwert de Wäert vun der Aarbecht nees opzemaachen an hei och nei Akzenter ze setzen.

An en interessante Modell, deen zu méi Wäertschätzung a gläichzäiteger Produktivitéit an engem Betrib féiert ass dee vun de Kooperativen. Hei geet et drëms, datt d'Patronen an d'Salariéë partnerschaftlech zesummeschaffen. Meenungen därefen hei oppe kommunizéiert ginn a jidderee gëtt bei wichtege Entscheedungen abezunn a gehéiert. Och d'Salariéë solle sech deemno hei aktiv abréngen. Dat ass e Führungsstil, dee ganz nom Motto „Net vun uewen erof, mee ganz demokratesch“ ass. A besonnesch wichtig: Hei gëtt d'Vertrauen tëschent den Acteuren hiergestallt gradesou wéi Transparenz an Teemaarbecht gefërdert. D'Wäertschätzung vun der Aarbecht, mee och vun der Meinung vun all eenzelem Salarié léisst hei Motivatioun an och Identifikatioun mam Betrib opkommen a verbessert doduerch d'Wuelbefanne vun deene Leit, déi schaffen. Si sinn hei Acteuren a si sinn net nëmmen Executanten.

E Beispill vun enger Entreprise, déi dëse Stil als hir Aarbechtsphilosophie ëmgesat huet ass e bekannte spuenesche Vëloshiersteller hei vir am Baskeland. Dëse Betrib gëtt op kooperativer Basis gefouert. Hei schaffen d'Aarbechter mat de Patrone souwéi de Partner enk zesummen, fir e beschtméiglecht Resultat bei hirer Produktioun ze erreechen. Si setze sech aktiv fir méi demokratesch Wäerter souwéi och méi sozial Gerechtegkeet an der Entreprise selwer an.

De CEO zum Beispill verdéngt net méi wéi sechsmol dat, wat deen niddregste Loun an dem Betrib ass. De „Mir“ steet hei grouss am Vierdergrond a soll dozou féieren, eng ëmmer besser Zesummenaarbecht an e bessert Zesummeliewen ze schafen, ganz nom Motto „Wann enger Persoun eppes gléckt, da gléckt et eis allguerten“. An doduerjer gëtt de Betrib zesumme mam Produit Dag fir Dag e klengt Stéck besser.

D'Leit identifizéieren sech mam Betrib. D'Leit si frou, do ze schaffen. D'Leit ginn eescht geholl. Si gi respektéiert. Et ass eng Wäertschätzung do.

A beim Verloscht vun der Wäertschätzung vun der Aarbecht treëft een op en neie Phänömen, dee besonnesch an der jonker Generatioun ëmmer méi Zoulaaf fënn. Hei gëtt vu „Quiet Quitting“ geschwat.

Une voix | Wat ass dat?

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, wat ass dat dann? Dat hunn ech mer och geduecht, wéi ech dat fir d'éischte Käier gesinn hunn.

(Hilarité)

Hei geet et drëms, dass een als Aarbechtskraaft just genau esou vill mécht, woufir een agestallt ginn ass, also deemno keng Iwwerstonn a keng extra Aarbecht. Leit, déi no dësem Konzept liewen, sinn net op der Sich no enger neier Aarbecht. Nee, per se schaffe si gär op hirer Plaz. Si wëlle sech just aus verschidene Grënn einfach kee Been ausrappen, fir eppes méi ze maachen, dat weeder remuneréiert nach wäertgeschätzt gëtt.

E weidere Facteur, bei deem Lëtzebuerg leider eng traureg Spëtzt duerstellt, ass dee vun de Working Poor. Dëse Begrëff beziecht Leit, déi schaffen an trotzdem ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Dëse Montant läit bei 2.382 Euro pro Mount. 18,3 % vun de Leit, déi hei schaffen, falen dodrënner. Verschide Leit si besonnesch vulnerabel, dorënner Jonker, déi aleng wunnen, Auslänner, Leit mat niddregem Bildungsniveau a Famille mat just engem Elterendeel.

2023 ware mer sougenannte „Champion de la pauvreté“, an dat an engem vun de räichste Länner vun der Welt, woubäi grad dat awer och en Deel vum, ech wëll net soen, Problem ass, mee vun der Diskussioun. Bal all siwent Persoun, déi zu Lëtzebuerg schaffe geet, verdéngt manner wéi d'Aarmutsgrenz. An eisen

Nopeschlänner ass den Taux nëmme hallef esou héich. Dës Wäert ass an deene leschte Joren ëm 45 % geklommen.

Jo, an ier Der lo allegueret jätt, ech weess, wien an där Zäit an der Regierung war. An dofir ass dës Debatte jo hei och keng Scholdzouweisuingsdebatte, mee eng, déi eis an der Aarbechtswelt soll weiderbréngen, déi eis soll no vir bréngen, déi eis soll weiderbréngen an eisen Iwwerleeunge fir en attraktiven Aarbechtsmaart, fir attraktiv Aarbechtsplazen a fir e guut Aarbechtsklima. Grad an dëse Wochen no gescheiterte Sozialronnen ass dat ëmsou méi wichteg.

Aarbecht muss wouergeholl a wäertgeschätzt ginn. Dozou gehéiert all Aarbecht, och déi net monetär. Wa mir iwwer Wäerter a Stabilitéit an eiser Gesellschaft schwätzen, dann dierfe mer eng wichteg Form vum Aarbecht net ignoréieren, an dat ass déi onbezuelt Careearbecht. Onbezuelt Careearbecht ass vill méi wéi eng privat Aufgab. Si ass déi onsiichtbar Stäip, déi eis Gesellschaft an eis Ekonomie funktionéieren deet. Ouni déi Careearbecht hu mer keng funktionéierend Gesellschaft an och keng funktionéierend Ekonomie. Et ass Aarbecht, déi meeschtens vu Frae gedroe gëtt a gläichzäiteg dacks net als wäertvoll ugesi gëtt oder unerkannt gëtt. Mee genau dës Aarbecht hält eis Gesellschaft, eis Gemeinschaft zesummen. Si versuergt, si schützt a si stäerkt. Et ass Zäit, dass mir dës Leeschtung sichtbar maachen, si respektéieren an hir e richtige Wäert ginn.

Mir gesinn haut och nei Formen vum Aarbecht entstoen, déi wichteg sinn, mee dacks onsiichtbar bleiwen. Zum Beispill Digital Labour: Hei gi kleng Aufgab wéi Billerlabelen oder Donnéeën, fir en Algorithmus ze preparéieren, u Leit verdeelt, mee dat geschitt meeschtens an enger Grozon ausserhalb vum Gesetz. Dës Aarbecht gëtt souguer versteet un deen, deen am mannsten dofir fret. Dee kritt se. D'Resultat dovun ass kloer: schlecht Bezuelung, keng Sécherheet, keng Rechter. Obwuel grad dës Leeschtungen d'Basis vum der digitaler Welt solle bilden.

Änlech Problemer hu mer och bei der Plattformarbeit. Bei der Liwwer- a bei de Chauffeursdängschter ginn d'Aarbechter als selbstänneg enregistriert. Mee an der Realitéit sti si ënner stänneger Kontroll vum der App, ouni Schutz a Rechter, déi se sou dréngend bräichten. D'Aarbechter hänken tëschent Ofhängegkeet a falscher Selbstännegkeet. An och hei feelt et u kloer Reegelen, déi fir Gerechtegkeet géife suergen.

De Radiosender 100,7 huet heizou e Podcast erstallt. A momentan dräi Follge belichte si verschidde Schicksaler vu Persounen, déi an der Plattformindustrie beschäftegt sinn. Den Ibrahim an d'Elena, hir Portraite goufe beschriwwen. A si beschreiwen och ganz guut, wéi den Alldag an der Plattformarbeit ausgesäit.

Hei falen e puer Punkten direkt op: éischtens d'Einfachheet, sech op enger Plattform unzemellen an esou Suen ze verdéngen. Dat geet ganz einfach. Et ass vill méi schwéier, sech um richtigen Aarbechtsmaart unzemellen an eng Aarbechtsplaz ze kréien, mee bei der Plattform geet dat an null Komma nix.

An dat Zweet: Doduerch, dass si als Independant gemellt sinn, musse si vum hirem Bruttostonnelloun nach Krankekeess, TVA, Bensinnsgeld an nach aner Saachen ofzéien. Dat féiert dozou, dass hiren eigentleche net esou schlechte Brutto ganz séier ënnert den onqualifizéierte Mindestloun fällt – also net esou schlechte Brutto: ëmmer relativ geduecht.

D'Rechter op zum Beispill eng Majoratioun op Sondesaarbecht oder bezuelt Congé, déi ginn hinnen an deem Kontext natierlech oferkant. De Risiko,

willkürlech vum enger Liwwerplattform blockéiert ze ginn, besteet zu all Moment, dat heescht vum engem Moment op deen anere stinn dës Leit ouni Aarbecht an ouni Akommes do, eppes, wat de Fall vum Elena op eng erschreckend Aart a Weis weist.

Well si als Selbstänneg schaffen, hu si och kee Recht op Ënnerstützung vum de Gewerkschaften. Si stinn also mat hire Problemer eleng virun engem Plattformgigant, wou een elo scho weess, wéi all d'Diskussiounen ausginn. Si sinn ouni Schutz, ouni juristesche Hëllef a wierklech och ouni reell Chance op Gerechtegkeet.

An duerfir meng Fro un de Minister: A wéi eng Richtung ginn d'Gesprécher iwwert d'Plattformarbeit am CPTe, déi jo elo virgesäit? Wouhinne gi se orientéiert? Mir musse jo e Gesetz maachen, well mer jo eng Direktiv mussen ëmsetzen. Wat wëll d'Regierung maachen? Well wa se sech un d'Direktiv a rien que la directive hält, jo, wat soll dann nach am CPTe diskutéiert ginn? Dann ass et jo d'Direktiv, da gëtt déi jo ëmgesat, da muss just e Gesetz gemaach gi mat deenen Termen, déi an der Direktiv stinn, an da geet et relativ séier. Manner wéi d'Direktiv ass jo net méiglech. Dofir, a wéi eng Richtung ginn d'Diskussiounen am CPTe orientéiert, wat d'Plattformarbeit ugeet?

Grouss Problemer gëtt et och am Handwierk. Dës Aarbecht gëtt absolut net genuch valoriséiert a mir riskéieren hei wierklech e Piliere vum eiser Gesellschaft ze verléieren, wa mer net de Wäert vum dëse Beruffer méi unerkennen. D'Handwerksbetriber sinn nämlech ee vun de wichtegste Piliere vum eiser Ekonomie. Mat iwwer 98.000 Aarbechter a bal 8.000 Entrepreneuren ass d'Handwerk nach ëmmer ee vun de gréisste Secteuren an eisem Land a säit den 1990er-Jore wiest d'Zuel vum den Handwerksbetriber och kontinuierlech a mécht haut ronn 21 % vum allen Entrepreneuren zu Lëtzebuerg aus.

Besonnenesch déi vill kleng a mëttelstännesch Betriber droen entscheedend zur Entwécklung an eisem Land bäi. Si schafen Aarbechtsplazen, bilden aus an droen dozou bäi, datt d'Ekonomie lokal verankert bleift. An dat muss geschützt a gestärkt ginn.

D'Chambre des Métiers bestätegt dës Wuesstum, deen och d'Dynamik vum eiser Bevëlkerung erëm pigelt. A grad hei läit e grouss Potenzial fir eisen nationalen Aarbechtsmarché, an zwar och am enken Zesummespill mat eisen Nopeschlänner. Méi wéi d'Hallschent vum eiser Aarbechtskraaft, ronn 52 %, kënnt all Dag als Frontalier hei op Lëtzebuerg schaffen. Dat weist, wéi vernetzt, dynamesch an onersetzbar den Handwerkssektor fir eis Land ass.

Nach méi oder op d'mannst gradesou dramatesch ass d'Situatioun bei de Gesondheetsberuffer. Déi, déi de Film „Die Heldin“ nach net gesinn hunn: Gitt e kucken. Gitt e kucken! Et ass en en absolute Must, fir kënnen iwwert d'Gesondheetsberuffer matzeschwätzen. An et kritt een en exzellenten Androck iwwert den Alldag vum enger Infirmière am Spidol. Enormen Drock, Personalmangel, Schichtdängschter: Et féiert alles zu enger enormer Belaaschtung, déi vill Leit net méi packen. An dobäi ass genau dës Aarbecht fundamental fir eis Gesellschaft. Si erhält eis Gesondheet a si rett Liewen. Wa mir dës Leit net besser schützen, unerkennen a valoriséieren, riskéiere mir, datt de System zesummebrécht. An et gëtt och nach eng Rei aner Beräicher, op déi allegueren ech elo hei net kann agoen.

Eng nei grouss Erausforderung, mee och eng nei Opportunitéit, déi eis awer och enorm Changementer ka bréngen, dat ass d'Kënschtlech Intelligenz. Eis Aufgab ass et, dës Méiglechkeet aktiv a verantwortlech ze

notzen. Mir mussen d'KI an eisem Aarbechtswien integréieren an dobäi d'Leit begleeden a se mathuelen, si informéieren iwwert d'Risiken, mee awer och iwwert d'Chancen, a se esou forméieren, datt se kompetent domat kënnen schaffen.

An hei spillen d'Delegatiounen an de Betriber eng entscheedend Roll. Gläichzäiteg mussen mir eist eegent Wëssen an eis Kompetenzen schützen, fir dass d'Technologie dem Mënsch déngt an net ëmgedréint. An dofir ass et entscheedend an Aus- a Weiterbildung souwéi a gezielten Ëmschulungen ze investéieren. Dat ass ee vun de Schlüsselpunkte fir d'Zukunft vum der Aarbecht an eisem Land.

An all dës Beispiller, déi weisen: Et geet net nëmme ëm d'Fro vum der Produktivitéit, et geet net nëmme ëm de Business First. Et geet ëm de Mënsch. Et geet ëm de Mënsch hannert der Aarbecht, ëm seng Sécherheet, ëm säi Respekt, an ëm déi Wäertschätzung, déi e verdéngt. De Schutz an d'Stärkung vum der Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, waren a si fir d'LSAP eng absolut Prioritéit. Fir eis dierf dës awer net nëmme um Niveau vum Aarbechter stoen, vum Aarbechter als Berufskategorie, well d'LSAP positionéiert sech ganz kloer als Aarbechtspartei, déi alleguer d'Mënschen ënnerstëtzt, déi schaffen, egal ob um Bau, an der Industrie, am Spidol, déi selbstänneg sinn oder an der Fonctioun publique. Iwwerall ass et wichteg, datt d'Leit op hirer Aarbechtsplaz wäertgeschätzt ginn an dass dat och duerch Respekt a gerechte Loun ausgedréckt gëtt. Och fir den Independant, deen esou vill Leit agestellt huet.

An dësem Kontext wollt ech den Här Minister vum der Aarbecht froen, wéi eng Moossnamen d'Regierung an Zukunft virgesäit, fir d'Aarbecht an d'Leit, déi schaffen, esou ze schützen, dass se och kënnen hir Aarbecht ordentlich maachen an datt se och domadder gestärkt ginn, well d'Zuele vum der Working Poor, déi klammen. D'Leit si midd an ëmmer méi zéie se sech aus hirem Beruff zrëck, mat Quiet Quitting an, wéi ech virdrun och gesot hunn, mat Absenteismus.

Dat sinn net d'Zeeche vu Faulheet, mee Symptomer vum enger Gesellschaft, déi d'Wäertschätzung vum der Aarbecht verléiert. Wat wëllt Dir maachen, fir dës Entwécklung ze stoppen an d'Würd, d'Sécherheet an d'Motivatioun vum der Aarbechtswelt do zrëckzebréngen, wou se feelt?

Fir eis als Partei bleift d'Aarbecht eng zentral Valeur. Awer dës Valeur ass a Gefor. Duerch déi ëmmer méi staark Spezialisatioun an Opspléckung vum den Aufgaben, duerch den Drock vum der Individualiséierung, duerch d'Automatiséierung an d'KI verléiert d'Aarbecht ëmmer méi vum hirem kollektive Charakter a vun deem Gefill, zesummen eppes ze bewierken.

An dobäi ass d'Aarbecht vill méi wéi nëmme eng wirtschaftlech Leeschtung. Ech hunn et scho gesot: Aarbecht stëft Zesummenhalt, si ass en Deel vum der sozialer Kohäsioun an huet och eng moralesch Funktioun. Mir stinn awer an enger Zäit vu staarker Transformatioun. Ëmmer méi Leit erliewen onsécher a prekär Verhältnisse, d'Grenze vu Beruffer verschwammen an d'Fro, wien a wéi enge Beruffer gesellschaftlech valoriséiert gëtt, ass ëmmer méi ëmstridden.

Ech hu gesot, et wär keng Scholdzouweisung, an awer muss ech hei eng kleng maachen, et deet mer leed. D'Regierung, déi verfält dobäi awer ëmmer méi an déi neoliberal Rhetorik, wou just Produktivitéit am am Mëttelpunkt steet. An ech hunn et gesot virdrun: Mir wëllen eppes aneres. Mir wëllen, datt och de Mënsch hannert der Aarbecht gesi gëtt, als Individuum, dee Respekt a Wäertschätzung verdéngt, an deen net als Maschinn consideréiert gëtt.

A genau dofir, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Sozialdialog esou wichtig. Well den Impakt vun all Mesür ass net nëmmen op der Aarbecht ze gesinn, mee och an der Gesellschaft an am soziale Liewe vun deene Mënschen, déi schaffen. An duerfir duerf ee mam Sozialdialog och net liichtfankeg ëmgoen. Duerfir ass et jo esou eng ganz precieus Saach, déi ee muss erhalen an déi een net duerf liichtfankeg op d'Spill setzen.

A schreift Iech dat an Äert Bichelchen: Och déi, déi net schaffen oder net schaffen kënnen, hunn eng Plaz an eiser Gesellschaft. A genau hei setzt d'Iddi vum bedéngungslose Grondakommes un. All Mënsch kritt eng sécher Basis, onofhängeg vu senger Aarbecht oder senger Situatioun. Esou e Grondakommes kéint sécherstellen, datt kee méi ouni finanziell Sécherheet dosteet, a géif sécherlech zum Deel d'Fräiheet ginn, sech op déi Aarbecht ze konzentréieren, déi fir ee wierklech e Wäert huet, wéi Careaarbecht zum Beispill oder Fräiwëllegenaarbecht, ouni déi et net geet. Et soll ee sech där Diskussioun oppe stellen. Et soll ee sech där Diskussioun op alle Fall net vu virera verschléissen.

Kloer ass et awer och, dass een déi Diskussioun an engem europäesche Kontext soll féieren, zemoos wann een den Aarbechtsmaart vu Lëtzebuerg kennt. An et ass wichtig, dem Impakt vun der KI an deem, wéi vill Aarbecht iwwerhaapt nach do ass an deenen nächste Joren, och Rechnung ze droen. Am Kär geet et ëm eng wichteg Fro: Ass eis Gesellschaft bereet, all Mënsch e Wäert ze garantéieren, net nëmmen als Aarbechter, mee als Bierger oder als Mënsch?

Et wier sécherlech derwäert, hei eng fundéiert wëssenschaftlech Etüd ze maachen. An duerfir meng Fro un de Minister: Wieren de Minister an d'Regierung, déi groussherzoglech Regierung, bereet, sech Gedanken ze maachen iwwer esou eng Etüd zu engem bedingungslose Grundeinkommen? Ass de Minister bereet, esou eng Etüd unzegoen? Wat sinn d'Piste vun der Regierung, fir den Impakt vun der KI och do ofzefiedere? A wéi begleet d'Regierung dee ganzen Transformationsprozess? Dee kennt méi séier, wéi ee mengt, an et ass duerfir immens wichtig, dass mer virbereet sinn.

D'Geschicht weist: Et war ëmmer d'Gauche, déi d'Aarbechtskonditiounen verbessert huet; méi Congé, e séchere Pensiounssystem, méi Schutz op der Aarbechtsplaz – dat waren eis Erfolleger. An ëmmer nees huet d'Droite éischter mat engem Katastrophenzenario gedreet.

Wann d'Gauche haut iwwer Aarbechtszäitverkierzung schwätzt, da geet et net drëms, de Wäert vun der Aarbecht erofzesetzen oder d'Aarbecht als eppes Negatives duerstellen. Am Géigendeel, mir wëlle weisen, datt d'Aarbecht e wichtige Wäert huet, mee datt si net de ganze Liewensalldag dominéiere soll. D'Aarbechtszäitverkierzung ass dofir net géint d'Leit geduecht, déi schaffen. Si ass fir d'Leit, déi schaffen, fir eng besser Liewensqualitéit a méi Gläichgewiicht tëschent Aarbecht a Privatliwene.

A genau hei ka Lëtzebuerg am Verglach zu sengen Noperen e Virdeel erausschloen. Fréier sinn d'Frontalieren hei op Lëtzebuerg schafft komm wéinst den héije Paien. Haut ass dat zum Deel och nach esou. Mee mat engem Mindestloun bei eisen däitsche Kolleegen, deen ëmmer méi no un dee vu Lëtzebuerg erukënn, freet ee sech, wat deen, deen hanner Tréier wunnt, nach motivéiere soll, all Dag zwou Stonne mam Auto ze fueren, fir heihinner schaffen ze kommen. D'selwecht ass et fir deen aus Frankräich an deen aus der Belsch.

An hei kéint och eng Aarbechtszäitverkierzung, eng 38-Stonne-Woch oder eng aner Reegelung, déi ee

sech kéint ausdenken, mat deem selwechte Salaire natierlech, als e staarkt Standortargument an d'Spill kommen. Lëtzebuerg kéint heidererch erëm un Attraktivitéit gewannen a Leit unzéien, déi bei eis schaffen kommen – oder zumindest mol déi halen, déi och schonn hei schaffen. An dat ass an enger Zäit ...

(Interruption par la présidence)

Ech hunn nach eng Motioun, Här President. Dann huelen ech déi direkt mat.

An dat ass an enger Zäit vun akutem Fachkräftemangel net vu Muttwëll. Mir hunn an der Groussregioun scho ganz vill ofgegrast un Aarbechtskräften, mee wann déi net méi bei eis kommen, da mussen mer eis Gedanken maachen, ob mer net Kooperatiounen mat anere Länner agoe mussen, fir dass hei déi Aarbecht, déi do ass, iwwerhaapt nach ka gemaach ginn.

A wat gedenkt de Minister, do ze ënnerhuelen, fir et derwäert ze maachen, dass weiderhi Leit hei bei eis schaffen kommen? Gëtt et do Strategië vu Kooperatiounen?

Fir eis ass et kloer. Mir hätten och eng ganz Rei vu Proposen ze maachen. Mir mengen, datt d'Erhéijung vum Mindestloun an domat och vun de Salären am Allgemenge wichteg wär, besonnesch och fir déi méi niddereg Léin. Eng Aarbechtszäitverkierzung, déi et de Mënschen erlaabt, Beruff a Privatliwene besser mateneen ze verbannen, ass fir eis och ganz wichteg, gradesou wéi eng manner staark Besteuerung vum Kapital an ..., pardon, eng méi staark Besteuerung vum Kapital an eng manner staark vun der Aarbecht.

(Hilarité)

Pardon, ech hunn hei d'Termen ...

M. André Bauler (DP) | E Freudsche Lapsus.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | ... ëmgedréint. Ech soen et nach eng Kéier: eng méi staark Besteuerung vum Kapital an eng manner staark vun der Aarbecht. An eng besser Vereinbarung vun Aarbecht a Privatliwene. Besser Konditiounen, wann een an d'Pensioun geet, wéi een dat besser ka reegelen. An och déi kleng a mëttelstännesch Betriber am Mëtelpunkt halen, well si sinn d'Piliere vun der Lëtzebuerger Ekonomik.

An duerfir muss een oppassen, wann een de Schutz vun de Salarië schwächt, wann een d'Sonndesaarbecht oplockert an d'Geschäfter ëmmer méi laang opmécht, d'Aarbechtszäit verlängert a refuséiert, eng richtig Erhéijung vum Mindestloun ze maachen.

Mir soen duerfir kloer: Aarbecht muss sech lounen, mee dat däerf net heeschen, d'Aarbechter géint déi, déi net schaffen, auszespillen. Et geet net drëms, deenen, déi net schaffen, eppes ewechzehuelen, mee deenen, déi schaffen, méi ze ginn, natierlech iwwert dat Finanziellt eraus, well dat ass een Deel vum Wäert vun der Aarbecht. Eist Zil sinn net méi Allocatiounen, keng Almosepolitik, mee sécher, gutt, stabil a wäertvoll Aarbechtsplaze mat gerechte Léin. An nëmme esou kënnen mer d'Aarbecht als zentral Valeur an eiser Gesellschaft och an Zukunft stäerken.

Ech hunn duerfir eng Motioun hei ze deposéieren, déi vun de Kolleegen vun der LSAP matënnerschriwwen ass, wou et drëm geet, och de soziale Mindestloun ëm 100 Euro an d'Luucht ze setzen an och manner Besteuerung vun der Aarbecht a méi Besteuerung vum Kapital ze bréngen.

Voilà, merci.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

– que près de 18,3 % des personnes vivant au Luxembourg se trouvent en dessous du seuil de pauvreté, y compris un nombre croissant de travailleurs à temps plein – les « working poor » –, ce qui révèle un déséquilibre profond entre emploi et niveau de vie ;

– que la fiscalité actuelle fait peser une charge disproportionnée sur les revenus du travail, tandis que les revenus du capital et de la fortune restent relativement moins imposés, ce qui crée un déséquilibre structurel et freine la mobilité sociale ;

– que cette situation accentue la concentration des richesses et creuse les inégalités entre les citoyens, mettant en danger la cohésion sociale, la stabilité économique et le principe fondamental d'égalité des chances au Luxembourg ;

– que de nombreux salariés ont le sentiment que leur travail devient de moins en moins rentable face à l'accumulation de richesses concentrée entre les mains d'une minorité, ce qui mine leur motivation et la confiance dans le modèle économique actuel ;

– que rééquilibrer la fiscalité en allégeant la charge sur le travail et en renforçant celle sur le capital permettrait non seulement de rendre le travail plus attractif, mais aussi de garantir une redistribution plus juste des richesses au sein de la société,

invite le Gouvernement à

– augmenter le salaire social minimum de 100 euros, afin de garantir à chaque travailleur un niveau de vie décent, de renforcer le pouvoir d'achat et de valoriser le travail comme pilier de la cohésion sociale ;

– réformer la fiscalité en augmentant la taxation sur le capital et les revenus du patrimoine, tout en réduisant la charge fiscale sur le travail, afin de renforcer l'équité sociale, d'encourager l'emploi et de rétablir un équilibre juste entre le revenu du travail et le revenu du capital.

(s.) Georges Engel, Francine Closener, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen, Ben Polidori.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel.

An den nächsten – oder den éischten – ageschriwwene Riedner ... Dir wëllt dem Här Engel eng Fro stellen? Här Engel, sidd Der d'accord, fir eng Fro unzehuelen? Ech gesinn den Här Engel zeréckkommen, soudatt dat de Fall ass. Jo, Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Ech wollt den Här Engel froen, wéi en déi Aarbechtszäit-reduzéierung wëll kombinéieren mam Fachkräftemangel, dee mer hunn. Ech mengen, dat hutt Der jo selwer richtig gesot, dass eis Fachkräfte feelen, an da schwätzt Der awer gläichzäiteg dervun, Dir hat dat schonn deemools am Walkampf gemaach, déi 40-Stonne-Woch op ech weess net wéi vill Stonnen – et waren der am Ufank 30, du waren et der 35 – erofzesetzen.

Une voix | 38.

M. Luc Emering (DP) | 38. Wéi wëllt Der dat maachen? Mir hu scho keng Leit, déi d'Aarbecht maachen, an Dir wëllt nach, dass ëmmer manner geschafft gëtt. Ech verstinn net, wéi Der dat wëllt kombinéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Här Emering, jo, merci fir déi Fro. Déi ass ganz interessant. Déi gouf mer och ganz dacks am Walkampf gestallt: „Wéi bréngt Der dat dann nëmme fäerdeg? Wéi wëllt Der dat da maachen?“

Ma et ass kloer, Här Emering: Wann een d'Leit besser aasetzt, wann ee se méi geziilt aasetzt, wann een de Leit

de Wäert vun der Aarbecht méi noleet, wann ee se méi wäertvoll behandelt, wann ee se méi respektéiert, wann een hinne seet: „Dir sidd wichteg och fir eise Betrib“, dann ass et och méiglech, datt se an där Zäit, wou se 38 Stonne schaffen oder 40 Stonne schaffen oder 42 Stonnen, wat dann éischter eng Kompensatioun ass, déi se op enger anerer Säit da kënne huelen, duerfir gradesou gutt a gradesou vill Aarbecht leeschte kënne.

Et ass awer och eng aner Iddi: Wa mer nach gären déi Leit, déi mer elo hei hunn, wëlle behalen, da mussen mer deenen och eppes bidden. Well ech hunn et virdu gesot: An deenen anere Länner fänkt de Mindestloun un, un eisen Niveau erunzekommen. A wann Der déi Leit, déi Der elo hei hutt zu Lëtzebuerg, wëllt halen, da musst Der deenen och eppes ginn, well soss si se fort an dann hu mer méi e grouse Problem.

An nach en drëtten Gedanken ass: Mir wäerten an den nächste Jore manner Aarbecht hunn. Mir hu manner Aarbecht, well en Deel vun eiser Aarbecht gëtt vun der KI gemaach. Et wäert en Deel vun Aarbecht ewechfalen, déi mer net an deem Mooss mussen maachen, wéi mer dat haut mussen maachen – wat och zum Deel gutt ass. Aarbecht ass jo kee Selbstzweck. Also wäert sech eng Verlagerung maachen.

An duerfir mengen ech, dass déi Fro vun den 38 Stonnen de Leit sécherlech zeguttkënnt an Der Äre Leit och domadder géngt behalen, amplaz datt Der se an zwee Joer, an dräi Joer, wa se am Ausland um Mindestloun (veuillez lire: um Niveau vun eisem Mindestloun) sinn, un déi verléiert.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel.

An deen éischten ageschriwwene Riedner bei dëser Interpellatioun ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kollegeginnen a Kollegen, d'Fro vun der Plaz vun der Aarbecht an eiser Gesellschaft ass e breet Thema. Eent, dat a vill verschidde Richtunge ka goen. An déi éischt 20 Minutten hunn ech och alles verstanen, wat den Här Engel, deem ech wëll Merci soen, dass hien als fréieren Aarbechtsminister eis haut déi Geleeënheet gëtt, doriwwer ze schwätzen, gesot huet, an ech hunn him bal Recht ginn.

Mat dem Schluss hat ech elo e bësse Problemer, well ech mer déi Fro gestallt hunn, firwat Der dat alles, wat Der elo ënnerstrach hutt, net gemaach hutt, wéi Der an deem Haus souzt ...

Plusieurs voix | A!

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

M. Marc Spautz (CSV) | ... a firwat Der do net d'Geleeënheet wouergeholl hutt, fir alles dat ëmzesetzen. Mee fir de Rescht ginn ech elo net méi do drop an, well Dir hutt gesot ...

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Dir kéint Iech eng Kéier eng aner Plack opleeën, well déi doten ass sou lues ...

M. Marc Spautz (CSV) | Här Engel, Här Engel ...

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | ... ofgelutscht.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Marc Spautz (CSV) | Déi do hutt Der mer awer als Steilvorlage ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann echgelift, e bësse méi roueg.

Une voix | Et war eng Virlag, déi Der eis ginn hutt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dann héiert een och den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Dann hutt Der ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Et ass Lëtzeburger Politick.

M. Marc Spautz (CSV) | Et ass Lëtzeburger Politick, Här Fayot, jo, mee et dierf een awer net och e bëssen de Geck mat de Leit a mat deenen Aussoe maachen.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ëmmerhin ass déi lescht Erhéijung vum Mindestloun an eiser Regierung geschitt.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wäert nach op verschidde Punkten ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dir schwätzt elo net.

M. Marc Spautz (CSV) | ... ech wäert op déi eenzel Punkten nach zrëckkommen, Här Fayot, leet Äre Kapp a Rou.

Här President, léif Kollegeginnen a Kollegen, wéi Der alleguerte wësst, kommen ech aus dem Süde vum Land ...

Une voix | Très bien!

Une autre voix | A!

M. Marc Spautz (CSV) | Dat weess jidderee vun Iech. An ech si genee déi Generatioun, vun där den Här Engel och geschwat huet, déi d'Zäit erlieft huet, wou vill Frontalieren op Lëtzebuerg komm sinn, wou et net méi méiglech war, all déi Aarbecht ze bewältigen, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, a wou mer fro waren, dass déi Leit komm sinn. Déi Zuele sinn enorm an d'Luucht gaangen. A gläichzäiteg hat ech och d'Geleeënheet a mengem fréiere Liewen oder scho ganz fréiere Liewen, mat Leit aus Frankräich, aus der Belsch an aus Däitschland zesummenzeschaffen.

Mir hunn zesumme geschweesst, zesumme Problemer geléist, zesumme gelaacht, och heiansdo matenee gestriden. A vill wichteger ...

(Interruption par M. Franz Fayot)

Ma ech hunn Inox geschweesst, Här Fayot. Mir kënnen eng Kéier kucken, wie vun eis zwee dat am beschte kann. Ech hunn awer och geschweesst ...

Une voix | A!

M. Marc Spautz (CSV) | ... wann et waarm war dobaussen a wa mer vill hu misse schaffen, well ech hunn an engem Betrib geschafft, deen och dobausse geschafft huet, d'Cegedel, e Betrib, deen Dir och kannt hutt, woubäi en haut Enovos/Creos heescht. Do hutt der och misse dobausse kierperlech schafen. An dann hutt Der och dowéinst misse schweesen. An do waren och aner Kollegen dobäi, deenen ass et d'selwecht gaangen. An dat ass eppes, wat och d'Frëndschaft zesummeschweesst, well do muss sech deen een op deen anere kënne verlossen, well wann Der do Kabelen zitt a bestëmmter Héicht, dann ass et wichteg, dass een deem anere ka vertrauen an dass et do och méiglech ass, duerno zesummen, wéi dat och haut verschidde Leit maachen, eppes ze ënnerhuelen, well dat och wichteg ass fir d'Gesellegkeet a fir den Zesummenhalt.

Dat ass nämlech och e soziaalt Bindemittel, wat et do gëtt. Wann een intergenerationell an och mat deene verschiddenen Nationalitéiten zesummeschafft, versteet ee Problemer, déi ee virdrun net kannt huet, wann een ëmmer nëmmen op senger Wiss war ...

mee wann een och generell aner Vuë konnt ophuelen.

A Lëtzebuerg war e Land mat oppenen Dieren an eist Land huet eng ganz besonnesch Situatioun gehat, well mir waren d'Land am Häerz vun Europa a mir stoungen och ëmmer fir dat Zesummeschaffen a fir déi Diversitéit, déi et ginn ass.

Eppes, wat sech awer geännert huet an all där Zäit: Lëtzebuerg hat 2024 489.000 Salariéen an dovun si 47 %, dat heescht 230.000, aus de Grenzgebitter komm, haaptsächlech aus Frankräich. Dat waren der 126.000. Awer wat derbäikomm ass, ass e Problem, dee mir och alleguerte moies erliewen, wa mer sollen um 8.00 oder um 8.30 Auer an enger Kommissiounssitzung sinn. Dat ass nämlech de Punkt vun der Mobilitéit. Dat ass de Punkt, dass mer et duerch déi Erfolgsgeschicht net méi fäerdegbréngen, am Verkéier fléissend virunzekommen, dass mer do Problemer hunn, dass mer do amgaange sinn, d'Politick allgemeng, an do wëll ech keng Partei eraushuelen, ze probéieren, op Iddien an op Proposen ze kommen, wéi mer d'Mobilitéit kënne an enert Verhältnis bréngen, well – an do ass ee Punkt, Här Engel, wou ech Iech e bësse Recht ginn – wann Der elo schonn aacht Stonne schafft an Dir sëtzt zwou Stonne moies an zwou Stonnen owes am Auto, da sidd Der zwielef Stonnen ënnerwee fir déi Pai ze kréien, déi Der virdrun an aacht oder an néng Stonne kritt hutt. Virdrun sidd Der an enger hallwer Stonn hei gewiescht an an enger hallwer Stonn erëm doheem. Dat muss een dann och mat an d'Verhältnis bréngen. An et ass och do wichteg, dass mer dat änneren, well och dat gehéiert zu der Liewensqualitéit vun deene Leit, déi hei schaffen, an och dat gehéiert zu dem Erfolgsmodell Lëtzebuerg. A wa mer do erëm méi Fluiditéit an de Verkéier erakréien, da bleiwe mir och interessant fir d'Aarbechtskräften, déi do sinn.

Wann ee moies schaffe kënnt hei am Land, dann héiert ee vill Sproochen: Lëtzeburgeresch, Däitsch, Franséisch, Portugisesch, Montenegrinesch, Englesch, Italieenesch, ganz vill Sproochen. An dat ass keng Schwächt vu Lëtzebuerg, mee dat ass eng Stärkt. Dat ass nämlech en Erfolleg fir Lëtzebuerg, dass mer et fäerdegbréngen, esou vill Generatiounen (veuillez lire: Nationalitéiten) zesummenzebréngen. An dat ass och ee vun den Erfolleger vum Modell Lëtzebuerg, souwuel am Zesummeliewe wéi och am Zesummeschaffen.

Bei eis huet d'Aarbecht eng Plaz, déi een net nëmmen an Euroe moosse kann, si ass Deel vun eiser Identitéit, si formt d'Gemeinschaft a si finanziert e staarke Sozialstaat, deen op Solidaritéit a Gerechtegkeet baséiert – e Modell, deen nëmme fonctionéiert, well esou vill Leit vun deene verschiddenste Generatiounen a vun deene verschiddensten Nationalitéiten dozou bäidroen.

An dofir mussen mer och driwwer diskutéieren, wat fir e Wäert mir als Gesellschaft der Aarbecht ginn. Ass all Aarbecht gläich wichteg a gläich geschätzt? Gesäit d'Gesellschaft och déi, déi moies ganz fréi opstinn, fir datt d'Land leeft, déi, déi d'Busse fueren, déi eis Kanner betreien, déi d'Büroe botzen oder déi, déi Stroumleitungen flécken? Et kann een och vun Telefonsleitungen schwätzen. Och déi Leit maachen eng Aarbecht, déi wäertvoll ass, well wann déi Aarbecht net géif gemaach ginn, hätten aner Leit Schwierigkeiten, hirer Aarbecht nozegoen. Et geet also drëm, dass all Aarbecht nützlich ass an all Aarbecht noutwendeg ass. An et geet ëm d'Unerkennung vun de Mënschen, déi déi Aarbecht maachen.

An engem Land wéi eisem gëtt et keng onwichtig Aarbecht. All Kategorie spillt hir Roll. D'Gesellschaft

fonctionéiert just, wann all dës Rollen zesummespillen. De Medezinner kann nëmme schaffen, wann d'Infirmière nieft him ass, wann d'Botzpersonal d'Spidol propper hält a wann d'Verwaltung et och fäerdegbréngt, dass d'Rieder vun der Maschinerie um Lafe bleiwen. De Jurist oder de Banker kann nëmme schaffen, well en aner Infrastrukturen huet, well een ëm d'Post bréngt, well d'Busse fueren, fir d'Leit bei en ze bréngen, well d'Kanner an der Schoul betreit ginn a well d'Kanner an der Schoul och eppes léieren.

Eist Land funktionéiert net duerch eng Kategorie aleng. Eist Land funktionéiert nëmmen duerch alleguerten déi Riedercher, alleguerten déi Mënschen, déi do schaffen, fir dass dat anenee gräift.

Wien d'Aarbecht vun engem geréngschätzt, huet d'Fundament vun eiser Gesellschaft net verstanen. Et geet net ëm Hierarchien, et geet ëm Zesammenhalt. Déi, déi d'Land droen, sinn net all op de Plakater, mee si sinn déi, déi d'Rieder um Lafen halen.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Wann ee vun der Plaz vun der Aarbecht an eiser Gesellschaft schwätzt, da geet et net nëmmen ëm d'Wirtschaft. Et geet ëm Aarbechtskonditiounen, ëm Respekt, ëm Zäit, ëm Léin an ëm de Sënn vun der Aarbecht. E gerechte Loun ass d'Basis fir e gerecht Liewen. Hien erlaabt Dignitéit an Onofhängegkeet. An ech wëll hei u konkret Mesuren erënneren: De soziale Mindestloun ass elo viru Kuerzem steierfräi ginn an dat war eng Decisioun, déi de CSV-Finanzminister verantwort huet.

Mir wëssen, dass d'Liewen zu Lëtzebuerg deier ass an datt et ëmmer méi deier gëtt an dass d'Entwécklung och do ass. D'Liewenskäschte klamme bestänneg, virun allem beim Wunnen, mee och am Supermarché. Dat stellt ee fest, wann een heiansdo akafa geet.

Dës Entwécklung spiere mer alleguer, mee si trëfft besonnesch déi Leit, déi e bescheiden Akommes hunn. An ech wëll dofir ënnersträichen, dass d'Regierung deene Mënschen, deenen et manner gutt geet, eng besonnesch Opmierksamkeet schenkt, net nëmme mat Rieden, mee mat konkrete Mesuren. De soziale Mindestloun ass steierfräi ginn, mee et wäert och weiderhin eng reegelméisseg Upassung vum Mindestloun kommen.

Mir wëllen, dass d'Aarbecht sech lount fir jiddwereen, dee säin Deel bäidréit. Dat ass e Prinzip vum Gerechtegkeet an och eng Fro vum Respekt virun de Leit, déi d'Land all Dag dréinen doen. A wann ech vu Léin schwätzen, da kommen ech natierlech net laanscht eng besuergniserregend Entwécklung vun de leschte Joren, an net eréischt déi lescht zwee Joer, mee scho vill méi laang: Dat sinn d'Aarbechtsaarmut an d'Working Poor.

Lëtzebuerg ass haut dat Land an der Eurozon, wou eng Aarbecht am mannste virun Aarmut schützt. An déi Leit, déi, wéi jiddwereen heibannen – dovun ginn ech aus –, de Panorama social vun der Chambre des Salariés vun der leschter Woch, deen do publizéiert ginn ass, gekuckt huet, huet gesinn, dass 12 % vun de Salariéen, déi vollzäit schaffen, dem Risiko vun der Aarmut ausgesat sinn. Bei deenen, déi deelzäit schaffen, klëmmt dës Zuel souguer op 17 %. Dat bedeit konkret: Och wann een e festen Job huet, heescht dat net automatesch, dass een e sécher Liewen huet a sécher lieft. Dat alles soll eis och ze denke ginn.

Zanter enge 15 Jore geet d'Proportion vun de sougenannte Working Poor kontinuierlech an d'Luucht, ëm plus 1,4 % bei de Vollzäitbeschäftegten a plus 2,2 % pro Joer bei deenen, déi nëmmen deelzäit

schaffen. Ech soen et nach eng Kéier: säit ronn 15 Joer!

Déi Zuele si keng abstrakt Statistik. Si spigelen d'Realitéit, déi ëmmer méi Mënsche betrëfft, déi schaffen, bezuelen, bäidroen, awer net iwwert d'Ronne kommen, fir dat alles kënnen ze maachen, an déi op d'Sozialhëllef an aner Hëllefeng ugewise sinn.

Et kann net sinn, dass eng Gesellschaft wéi eis, déi esou vill Räichtum schafft, dës Entwécklung akzeptéiert, a mir mussen do reagéieren. A grad dofir stellt sech eng wichteg Fro: Wann esou vill Leit schaffen an et da schwéier hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wat kënnen mir dogéint maachen?

D'Aarbechtsaarmut ass net nëmmen eng Fro vun Zuelen oder Léin, mee et si Mënschen, déi do hannendru sinn. Ee vun de Problemer ass de bezuelbare Wunraum, well eng gerecht Pai, dat hëlleft nëmmen, wann Der och gläichzäiteg kënnt Är Schold zréckbezuelen oder d'Méiglechkeet hutt, e Loyer ze bezuelen. Et geet ëm sozial gezielte Mesuren, déi do ukommen, wou d'Nout wierklech ass.

An dësem Kontext waarde mer all mat Spannung op den nationale Plang géint d'Aarmut, dee vum Familienministère ausgeschafft gëtt a wou de Minister och net méi spéit wéi leschte Freideg och op RTL ugekënnegt huet, mat wat e wëll kommen. An ech sinn zouversichtlech, dass dat e wichteg Schrëtt ass an déi richteg Richtung. Mee d'Bekämpfung vun der Aarbechtsaarmut geet och iwwert d'Aarbechtskonditiounen. Mir mussen de Leit d'Méiglechkeet ginn, Beruff a Privatlieue besser ze verbannen. Et geet ëm Zäit, ëm Flexibilitéit, ëm Respekt virun de Realitéite vum Alldag.

An dësem Kontext sinn ech gespaant op déi bilateral Diskussiounen, déi geschwënn zwëschent dem Aarbechtsminister, dem Wirtschaftsminister an de Sozialpartner ufänken. Si wäerten iwwert d'Organisation vun Aarbechtszäit schwätzen, e Sujet, dee fir vill Leit ganz konkret ass.

Ech hoffen, nee, ech sinn iwwerzeegt, dass do pragmatisch Léisunge wäerten erauskommen, wou och jiddweree sech dann erëmfënnt an dass een och iwwert d'Vertragswiesen, d'Kollektivvertragswiesen, eng Aarbechtszäitorganisation ka maachen. An ech weess aus mengem perséinleche fréiere Liewen, dass et do och Modeller gouf, wou een déi eng Woch 38 Stonne Woch geschafft huet, déi aner Woch 42 Stonne geschafft huet, wou dat och ëmmer deem ugepasst war, wéi d'Aarbecht grad do war. Well et sinn nach ëmmer och saisonal Punkten do.

An ech mengen, dass dat Diskussiounen sinn, déi ee ka mat de Sozialpartner féieren, wat den Aarbechtsminister mécht. An ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass een do a Kollektivverträge ka Léisunge fannen. Dat gëtt et haut. An, Här Engel, Dir wësst et besser wéi ech: Bei all deene Kollektivverträge, déi deposéiert sinn, déi bei der ITM an am Ministère bekannt sinn, do sinn där derbäi, wou esou eng Aarbechtszäitorganisation mat enger gewëssener Aarbechtsflexibilitéit enthalten ass, wat och gutt ass, wat am Interêt ass vun deene schaffende Leit, an och am Interêt ass vun de Betriber, déi och dann d'Leit hunn, wa se se brauchen an ëmgedréint, wou och jiddwereen deem anere kann entgéintkommen. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Kollektivvertragswiesen hei zu Lëtzebuerg dozou bäigedroen huet an dass et och wichteg ass, dass mer dat um Lafen halen. An ech sinn zouversichtlech, dass déi bilateral Diskussiounen zwëschent dem Minister an de Gewerkschaften respektiv de Patronen och do zu Léisunge wäerte féieren.

Mee mir dierfen an deem Ganzen och net vergiessen: Stress an Iwwerbelaschtung sinn och eng Realitéit.

An de Stress trëfft net nëmmen d'Kaderen, mee och d'Vendeuse, och de Chauffeur, och d'Infirmière, déi heiansdo ..., an dee Film, deen Der erwänt hutt – mir waren e jo zesumme kucken –, deen ass interessant fir ze gesinn, wat do d'Infirmière matmécht. An ech hunn net nëmmen de Film gekuckt, ech hunn och nach eent doheim setzen – oder net méi doheim, et wunnt an Zwëschenzäit fir sech –, dat och nach an deem Beruff schafft. Dat zielt mer och nach allkéiers, dass dat am Film scho schlëmm war, mee dass et an der Realitéit heiansdo an deegweis am Santésecteur nach eng Nummer méi hefteg ass, wéi dat, wat do am Film gewise ginn ass.

D'Liewen dierf sech net nëmmen ëm Aarbecht dréinen. Mir brauchen Zäit fir Famill, fir d'Gesellschaft, fir Frënn a virun allem och fir eis selwer, well och dat ass wichteg. De Mënsch muss d'Recht hunn, no der Aarbecht ofzeschalten. Dat ass och d'Recht op Dekonnektion, e Prinzip, deen ëmmer méi wichteg gëtt. Do huelen ech eis alleguer mat eran. Mir missten och mol heiansdo dee klengen Apparat, vun deem mer eis de ganzen Dag leede loosse, op d'Säit leeën an och mol eng Kéier en Dag oder en Owend soen: „Ech loosse en ewech.“ A wa mer jo mol heiansdo gesellschaftlech zesumme sinn, si jo op d'mannst ëmmer zwee, déi um Apparat hängen.

(Interruption)

Wann ech op Iech weisen, weise véier Fangeren op mech. Ech wëll dat just gesot hunn. Do ass et net anescht. Mee och dat misste mer fäerdegbréngen. Mir missten och fäerdegbréngen, net direkt op all E-Mail, déi mer kréien, ze äntwerten, mee och emol eng Kéier ze soen, mir hätten och zwou Stonnen Zäit oder mir hätten och véier Stonnen Zäit, fir do drop ze äntwerten.

D'Aarbecht soll de Mënsch nämlech net ausbrennen. D'Aarbecht soll de Mënsch stäerken. D'Aarbecht soll dem Mënsch Vertraue ginn an deem, wat e mécht an an deem, wat e fir seng Famill ka maachen.

D'Verännerungen um Aarbechtsmaart, Kolleeginnen a Kolleegen, sinn eng Realitéit. An de Mënsch muss awer do ëmmer am Mëttelpunkt bleiwen. Mir liewen an enger Zäit, wou d'Aarbechtswelt sech séier dréit. D'Digitalisierung, d'Kënstlech d'Intelligenz an den Energieviessel veränneren d'Beruff, d'Fäegkeeten an d'Erwaardungen un d'Aarbecht. Mee och an dëser neier Welt bleift de Mënsch am Mëttelpunkt. D'Technologie sollen d'Aarbecht méi einfach maachen, net de Mënsch iwwerflësseg.

A mir stellen eis bei dëser Entwécklung virun allem vill Froen. Wat bedeit dat fir d'Wäertschätzung vum Mënsch bei senger Aarbecht? An dofir sinn ech frou, dass am Skills-Plang – meng Kolleegin Nathalie Morgenthaler war Rapporteur vun deem Projet – och drop higewise ginn ass, wat alles kënnt a wat alles muss gemaach ginn, fir dass och d'Aarbechtsplazen an d'Formatiounen ugepasst ginn, dass d'Weiderbildung eng ganz grouss Bedeutung huet. An een, deen e Beruff viru 40 Joer geléiert huet, kann en net a senger ganzer Karriär d'selwecht ausüben. Et muss ee sech och domat beschäftigen.

Mir mussen kucken, d'Kompetenze vun eise Salariéen ze stäerken an hinnen och gläichzäiteg d'Méiglechkeet ginn, an all Méiglechkeet ginn, sech och an hirem Beruff weiderzuentwéckelen.

An de Sozialdialog, Här Engel, an do ginn ech Iech Recht, ass d'Häerz vum Lëtzeburger Erfollegmodell. An et wäert och dofir keen iwwerraschen, dass dat fir mech eng Selbstverständlechkeet ass, dass mer de Sozialdialog mussen héichhalen. Eist Gläichgewicht tëscht Produktivitéit a sozialer Gerechtegkeet ass och en Deel vum Sozialdialog. Et ass d'Resultat vum

Gespräch, vum Kompromäss a vum géigesäitege Respekt. Mir hunn hei am Land Patronen a Salariéen, Gewerkschaftler an Entrepreneuren, déi op allen Niveaue nach mateneen schwätzen a sech och géigesäiteg nolauschten. Mir musse kucken, och dat Vertrauen, dat verluer gaangen ass, erëm opzebauen. Well et geet dorëm, erëm Stabilitéit ze kréien. An et ass eng Stabilitéit, déi mer brauchen an der Economie an och fir d'Salariéen, déi an de Betriber schaffen.

An dofir ass et fir mech wichteg, dass mer en oppenen a faire Sozialdialog kréien. An ech sinn dervun iwwerzeugt, dass et dem Aarbechtsminister wäert geléngen, an deene bilaterale Gespräicher dat Vertrauen erëm hierzustellen, fir dass och de Sozialdialog op engem aneren Niveau kann erëm stattfannen. Well dat ass Demokratie am Aarbechtswesen. An esou bleiwen Aarbechtsfridden, Gerechtegkeet an Zesummenhalt erhalen an Zäite vu Verännerung.

Ech kéint och nach schwätze vu Plattformarbecht, vun Handwierk, vu Gesondheitsberuffer an och vun der Schoul, wou ëmmer méi eng grouss Ufuerderung ass un déi Leit, déi d'Kanner betreien, an och un déi Leit, déi allkéiers moies schonn de Schweess op der Stier hunn, fir d'Kanner matzäit an d'Schoul ze kréien. Ech kéint elo nach iwwert dat alles schwätzen, mee da kréien ech vum Här President d'Schell an d'Genéck an dofir ass dat mer elo net méi méiglech.

Mee Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Aarbecht definéiert eist Land, mee si däerf eis net definéieren als eenzeg Identitéit. Mir sinn net nëmmen, wat mir schaffen, mir sinn och, wéi mir zesumme liewen. An ech wëll, dass Lëtzebuerg e Land bleift, wou d'Aarbecht verbënnt, wou si e Wäert huet, mee net d'Mënschlechkeet verdrängt, wou de Wuelstand mat der Gerechtegkeet Hand an Hand geet a wou mer et erëm fäerdegbréngen, de Mënsch an de Mëttelpunkt ze setzen, an dat am Interêt vu Land a Leit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Erlaabt Der, datt den Här Engel Iech nach eng Fro stellt?

M. Marc Spautz (CSV) | Selbstverständlich, Här President.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Merci, Här Spautz, datt ech Iech duerf eng Fro stellen. Dir hutt virdrun als Alleréisch dat zimmlech ofgedroschent Argument bruecht: „Dir waart jo laang an der Regierung.“ Ech wollt Iech froen, ob Der wësst, mat wem datt mir laang an der Regierung waren, wéi eng Partei datt dat war. An Dir hutt och virdru geschwat vum deene grouse Problemer, déi mer am Logement hunn an déi mer an der Mobilitéit hunn, well jo vill Stroosse blockéiert sinn duerch déi vill Leit, déi heihinner kommen an esou weider. Kënnt Der eis och vläicht e bëssen opklären, wien an där Zäit, wou mer mateneen an der Regierung waren, Mobilitéitsminister a Logementsminister war. Déi Problemer, déi si jo net vun haut a vu gëschter. Laang virdrun hätt een déi jo misse erkennen, well et ass jo net säit engem Joer oder säit zéng Joer, wou mer am Stau stinn, mee et ass jo scho vill méi laang. Dofir wollt ech Iech froen, ob Der eis do kéint e puer Erklärungen ginn.

M. Marc Spautz (CSV) | Bon, merci, Här Engel, fir déi Fro do. Dat mécht mer ganz vill Freed, Iech dorop kënnen ze äntweren. Vun 2004 bis 2009 hat d'CSV den Aarbechtsminister an där Koalitioun, déi Der mat eis hat. A vun 2009 u bis virun zwee Joer hat d'LSAP, d'Lëtzeburger Sozialistesch Aarbechterpartei, den Aarbechtsminister. Et war fir d'éischt den Nicolas

Schmit, et war duerno den Dan Kersch an duerno waart Dir et.

Wat d'Mobilitéit ubelaangt a wat de Bau ubelaangt, dat war eng Zäitchen den Här Goebbels – un dee kënnt Der Iech och nach vläicht erënneren –, dat war den Här Wiseler, dat war duerno den Här Bausch. Mee dat war net méi an eng Koalitioun mat eis, muss ech zwar elo fairnesshalber soen, mee dat war mat eng Koalitioun, déi mat Iech war. Do ware mir an der Oppositioun. Well vun deenen 20 Joer, vun deenen Der elo schwätzt, wou Der an der Regierung waart, waart Der zéng Joer mat eis an der Regierung, mee Dir waart awer och zéng Joer mat anere Leit an der Regierung, an do hätt Der jo héchstwahrscheinlech awer all déi Akzenter kënne setzen, op déi Der eis elo hiweist.

Mir wäerte probéieren, verschidde vun deenen Akzenter ..., a mir sinn amgaang, zesumme mat eisem Koalitiounspartner, der DP, am Logement, an der Mobilitéit Projeten ze maachen, fir dass et méi séier geet. Mee ech muss Iech och do soen: Och dat geet net vun haut op muer, an dat wësst Der 100%eg, dass een net alles ka vun haut op muer änneren. Villmools merci awer fir Är Fro.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. An da geet d'Wuert elo un déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt géif ech gärden dem Interpellant Merci soe fir déi Interpellatioun. Ech mengen, mir kéinten alleguete stonnelaang iwwert dat Theema hei schwätzen an Dir hutt jo scho viles gesot – ech probéieren, net alles ze widderhuelen –, d'nämmleche wéi den Här Spautz elo grad.

Mee ech war virun dräi Deeg op d'Musel an eng Doudemass fir eng Fra, déi sécherlech wäit iwwert d'Musel eraus bekannt ass, an do huet d'Enkelin an der Mass eng Ried gehalen. Bon, déi Fra, déi gestuerwen ass – ech mengen, eng richteg Ikon –, hat mat hirem Mann zesummen e Restaurant. An d'Enkelin huet an där Doudemass erzielt, dass nuets, wann de Restaurant dann zou war, d'Boma bei d'Provençale ugeruff huet, fir déi beschte Produkte fir hir Clienten dann dee Moment ze bestellen a wa méiglech ëmmer bei där selwechter Persoun an der Provençale, fir nëmmen dat Beschit fir hir Clienten ze kréien.

Dat huet mech dunn dee Moment, wéi ech do souz, schmunzele geden an awer och interpelléiert, well et fir verschidde Leit kee Feierweng gëtt, well et keen Ënnerscheed tëschent Liewen a Schaffe gëtt, well Schaffen eeben vun Liewe gehéiert dee Moment. An ech hu mer haut eeben e vue vun dëser Interpellatioun do e puer Gedanken driwwer gemaach: Effektiv, jo, wat ass d'Plaz vun der Aarbecht fir ons alleguerten? Ass Aarbecht nëmmen do, fir Suen ze verdéngen? Oder ass Aarbecht och méi? An do hunn ech mat ganz vill Interêt äre Micro-trottoir an der Mëttesstonn gesinn, wou Der d'Leit gefrot hutt: „Wat ass fir Iech eng wäertvoll Aarbecht?“

An dunn hunn ech mer d'Fro gestallt: Gëtt et eng Aarbecht, déi net wäertvoll ass? Also ech hunn dunn, wéi ech mer déi Fro gestallt hunn, keng fonnt. Wann Der haut propper ugedoe sidd, dann huet vläicht een Iech beroden an Iech Kleeder verkaft. Dir hutt e Brëll, deen huet och een Iech recommandéiert respektiv verkaft. Wann een e Piano keeft, gëtt ee beroden. Wa mer anstänneg gekämt sinn, gëtt et Leit, déi dat fir ons maachen, wa mer dat net selwer fäerdegbréngen, well mer zwou lénker Hänn hunn. Bref, ech mengen,

all Beruff ass wäertvoll. Et gëtt kee Beruff, deen net wäertvoll ass!

An iwwerregens muss ech do zum Beispill un eng Geschicht denke vun enger Frëndin, där hire Papp aus Portugal komm ass viru 50 Joer oder e bësse méi, an déi gesot huet: „Mäi Papp, deen huet am Bau geschafft, an deen Houfert, deen dee Mann ëmmer hat, wann en ënner enger Bréck erduerchgaang ass a gesot huet: ‚Kuck emol, déi Bréck do, déi hunn ech matgebaut. Ech si matresponsabel dofir, dass et déi gëtt, dass d'Weeër méi kuerz sinn an dass déi net zesumme fält, well ech do e wichtege Rôle gespillt hunn‘ ...“ An dat, mengen ech, ass de Wäert vun der Aarbecht!

De Wäert vun der Aarbecht ass net nëmmen dee Wäert, deen ee fir sech selwer huet. Dat ass e bëssen an Ärem Micro-trottoir erauskomm. Mee de Wäert vun der Aarbecht ass deen, deen ech fir aneren hunn. Wat kann ech duerch meng Aarbecht bewierken? Wéi gesot, ee méi schéi maachen, ee sech gutt fillen doen, awer och engem hëllefen. Dir hutt – souwuel Dir wéi och den Här Spautz – vun de Santésberuffer geschwat. Dat heescht, do ass e richteg Wäert, wann een engem anere kann d'Liewe besser maachen, méi schéi maachen, engem hëllef kann. An ech hu keng Aarbecht fonnt, déi net wäertvoll ass. Ech hu laang iwwerluecht. Mee ech hunn déi bis haut net fonnt.

Bon, dann héiert een heiansdo, dass ee mat Aarbecht net ka räich ginn. Dat si jo och esou Sätz, déi een dann emol héiert. An ech sinn och effektiv der Meinung, dass déi mannste Leit duerch Aarbecht Multimilliardär ginn. Dat, mengen ech, ass effektiv esou. Mee wann ech dann u meng Elteren denken, déi mat guer näischt ugefaangen hunn, deenen hir respektiv Pappe ganz fréi gestuerwe sinn, da muss ech awer soen: Et huet mir un näischt gefeelt, well meng Eltere vill geschafft hunn, well meng Eltere sechs Deeg d'Woch geschafft hunn an heiansdo souguer siwen Deeg d'Woch. An do géng ech gärden eng kleng Parenthèse maachen oder zwou.

Déi éischt ass déi, dass meng Mamm huet mussen ophale mat schaffen, dee Moment, wéi se mech erwaart huet. Si huet nämlech op der ARBED geschafft. A si huet musse goen, wéi ech op d'Welt komm sinn. A si ass du bei mäi Papp an de Betriber gaangen. An do ass dann och de Wäert vun der Aarbecht fir jiddereen, deen ech hei eng Kéier wëll ënnersträichen: finanziell onofhängeg sinn, eppes erreechen. Dat gëllt souwuel fir Frae wéi och fir Männer. Do solle mer keen Ënnerscheed maachen.

An dann déi zweet Parenthèse, déi ech do wëll maachen, dat ass déi vun der Education. Well mir schwätze vun der Aarbecht. Mee wa mer vun Aarbecht schwätzen, a wa mer dovunner schwätzen, dass mer gärden eng gutt Aarbecht hätten, fir ons, fir ons Kanner, dass mer gärden hätten, dass mer kënnen onst Liewen effektiv bestreiden, andeems mer och schaffe ginn, dass mer Sue verdéngen, da muss mer och vun der Education schwätzen. Déi däerf hei net ze kuerz kommen. Well d'Education ass awer de Schlëssel, fir eng gutt Aarbecht ze hu respektiv eng Aarbecht, déi ee gärde mécht, eng Aarbecht, wou ee moies gärden opsteet a wou een owes och weess, firwat een opgestanen ass.

Dofir mengen ech, hunn déi Leit, déi sechs respektiv och emol siwen Deeg schaffen, fir sech e Liewen opzebauen, dat duerch d'Aarbecht fäerdegbruecht. An da muss een awer och soen, si hunn et net nëmme fäerdegbruecht, Suen ze verdéngen, mee si hunn och – a mir alleguerten – duerch déi Aarbecht eppes erlieft. Aarbecht ass net nëmme Sue verdéngen – quitte dass mer alleguete mussen iessen, wunnen, mir wëllen ons eppes leeschten, mir wëllen ons emol

eppes gënnen. Mee Aarbecht ass awer och eppes erliewen. Aarbecht huet och eng sozial Valeur, eppes erzielen, Leit begëinen, Leit kenne léieren, einfach Geschichten och héieren.

Wann ee schafft, dann huet ee Rechter an et huet een och Flichten. An ech wëll hei e puer Wuert zum Aarbechtsrecht soen. Et ass essentiel, dass et d'Aarbechtsrecht gëtt. An et ass essentiel, dass d'Aarbecht gereegelt ass. An ech mengen, mir sinn ons do eens. D'Fro ass awer déi: Ass déi Aarbecht fir jidderee gereegelt? An Dir hutt de Podcast vum 100,7 schonn ugeschwat iwwert d'Plattformaarbechter, well fir déi gëllt am Fong keen Aarbechtsrecht, wann een éierlech ass. Dat huet virun allem Nodeeler. Dat huet och e puer Virdeeler.

An Dir hat schonn de Virnumm gesot, Dir hutt vum Ibrahim geschwat. Dee seet, en hätt seng Aarbecht gär, well en eebe fräi ass. Ech mengen, do huet eng aner Persoun dat och gesot. Si kann da schaffen, wéini se wëll, an esou vill, wéi se wëll. An déi schaffen normalerweis vill méi wéi déi 40 Stonnen d'Woch. Si soen, se hätten déi Aarbecht gär, eebe well se esou vill schaffe kënnen, wéi se wëllen. Och siwen Deeg op siwen, iwwregens. Do schwätzt da kee méi vu 44 Stonne fräi hannerteneen. Do schwätzt kee méi vu 26 Deeg Congé. Do schwätzt kee méi vu Weekender, vu Sonndesstonnen, vu Sonndesaarbecht.

Déi Independanten, Dir hutt et och scho gesot, déi mussen vill méi schaffe wéi d'Salariéen, fir netto dat selwecht ze verdéngen, well se hunn eeben d'Charge salariale, d'Charge patronale. Si mussen d'TVA bezuelen. Dat heescht, si mussen brutto vill méi verdéngen, fir netto iwwerhaupt dat nammlecht erauszekréien.

Mee am éischten Deel vun deem Podcast, do koume mer awer d'Tréinen, wéi ech den Houfert héieren hu vun eeben deem Ibrahim, deen als Flüchtling op Lëtzebuerg komm ass an deen et duerch seng Aarbecht fäerdegbruecht huet, seng Famill aus dem Flüchtlingsheem erauszekréien an e richtegt Doheem, wou se wunnen, wou d'Kanner hir eege Kummer hunn, jiddwereen. An ech mengen, dat ass awer och eppes, wat ee muss soen: De Fläiss muss sech nach iergendzousch lounen an deen Houfert muss och wierklech gerechtfäerdigt sinn.

An ech géing och dofir gären eng Kéier kuerz iwwert de Fläiss schwätzen, well ech fannen, an der Aarbechtdiskussioun an an der Rechter vun deenen, déi schaffen, do gëtt de Fläiss ganz dacks vergiess. An ech mengen, dass et awer muss erlaabt sinn, dass Jonker a manner Jonker Ambitioune hunn am Liewen. Et muss erlaabt sinn, dass ee wëll schaffen. Et muss erlaabt sinn ze weisen, dass ee wierklech eppes erreeche wëll, dass een eppes wëll fäerdeg maachen, och wann d'Aarbechtszäit vläicht eriwuer ass.

Ech hunn net méi spéit wéi d'lescht Woch nach mat Jonke geschwat, déi am Moment e Stage maachen an enger décker Boîte. Do ass dann e Closing ze maachen. Déi bleiwen da bis hallwer dräi, net well se dat aarbechtsrechtlech dierfen, well am Fong geholl dierf een dat net, mee fir déi Satisfaktioun, déi déi awer dann hunn, fir dee Closing matgemaach ze hunn, fir dat mat erlieft ze hunn. An deen Houfert, deen déi dann hunn, mengen ech, ass wierklech eppes, dat muss och an eiser Gesellschaft nach erlaabt sinn, dass mer dierfe fläisseg sinn an dass mer dierfen houfreg sinn op déi Aarbecht, déi mer maachen.

An dann ass natierlech, Här Minister, d'Fro vun der Studentenaarbecht. Wann een als Schüler an der Vakanz zwee Méint schafft, dann dierf een am Fong geholl de Rescht vum Joer net méi als Student nach jobben. An ech mengen, do sinn der awer och vill,

notamment där Kanner, déi net an d'Vakanz fueren, déi gären esou bäiverdéngen, déi gären hiren Elteren och emol hëllefen. Ech denken do zum Beispill u Leit, déi eeben aus anere Länner heihinner kommen, mat engem Flüchtlingsstatut oder mat engem Statut vun engem BPT. An ech mengen, do mussen mer dann awer och eng Kéier driwwer schwätzen, well déi Fläisseg mussen ënnerstëtzt ginn. Mir mussen déi Leit, déi schaffen, schützen – nach eng Kéier –, mee net nëmmen d'Salariéen.

An ech mengen, et ass scho ganz kuerz ugeschwat ginn, e Salarié muss de Mindestloun verdéngen. A wéi ass et mam Patron? Wéi ass et mam Patron? De Patron bezitt d'Mindestloun. Mee Dir kënnt Iech net virstellen, wéi vill Patronen et gëtt, déi deen net hunn, dee Mindestloun. A wann een da freet, fir dee Mindestloun an d'Luucht ze setzen ... Ech si jo och absolutt fir den Index. Ech hoffen, dass jiddweree vu senger Pai ka liewen an dass se besser gëtt. Mee wann Der fuerdert, dass de Mindestloun an d'Luucht gesat gëtt, da stellen ech Iech awer alt d'Fro: Wie bezitt en dann, de Mindestloun? Well de Staat bezitt deen net an der Privatwirtschaft. Dat muss da schonn de Patron bezuelen. An dee Patron huet dann dacks selwer vläicht mol kee Mindestloun. Et gëtt och där anerer, mee et gëtt och där doter.

An ech mengen, dass mer do wierklech mussen oppassen, wa mer vun Aarbechtsrecht schwätzen, dass mer déi net vergiessen, déi effektiv manner Rechter hunn, wéi déi Plattformaarbechter. Wat ass, wa se krank sinn? Mee da verdénge se näischt. An ech mengen, dass dat wierklech e Problem ass. An op där anerer Säit muss awer de Fläiss och nach ënnerstëtzt ginn.

Mir als Demokratesch Partei sinn der Meenung, dass d'Iwwerstonnen zum Beispill solle steierfräi sinn. Dir hutt héieren, dass vun Recht op Offline geschwat ginn ass vum Här Spautz. Et muss kënnen erlaabt sinn, nuets en E-Mail ze schreiwen, an et muss erlaabt sinn, deen net nuets ze liesen. An ech mengen, do muss een och e bëssen awer eng Differenz maachen. Et ka jo net sinn, dass iergendee vun Iech, vun eis, reprochéiert kritt, en hätt nuets um 2.00 Auer e Mail gemaach, well e grad u eppes denkt an eppes ... Et verlaangt jo keen, dass een deen dann och nuets um 2.05 Auer liest dee Moment. Ech mengen, d'Recht op Offline ass eppes, wat wierklech essentiel ass. Et huet een Aarbechtszäit an et huet een och Recht op Offline. An do sollte mer weider driwwer schwätzen.

De Sozialdialog ass eppes, wat ons als Demokratesch Partei extreem um Härz läit. An ech muss och soen, dass ech iwwerhaupt net verstinn ... Wa mer alleguete gären dat Beschit hätte fir de Betrib a mir hätte gär dat Beschit fir de Salarié, mee da gi mer ons jo eens. Dat ass jo evident, dass mer ons dann eens ginn. Et ass jo keen, deen eppes Schlechtes wëll, weeder de Patron fir säi Salarié nach de Salarié fir säi Patron. Also muss de Sozialdialog funktionéieren. Dat schéngt mir evident ze sinn, dass dee muss funktionéieren!

An da géing ech och nach gäre séier e Wuert zur Flexibilitéit soen. Wiem nëtzt d'Flexibilitéit? Et mengt een ëmmer, dat géing just de Patronen nëtzen. Abee, ech soen Iech aus menger Erfahrung, dass ganz vill Leit gäre flexibel schaffen, dass ganz vill Leit gären dann och fräi hunn, wa se et brauchen, sief et fir eng Carrearbecht, vun där Der geschwat hutt a wou ech elo net méi dozou kommen, fir nach dovunner ze schwätzen, mee Dir hutt et jo gemaach, sief et awer och fir d'Kanner, fir dënschdes an donneschdes mëttes zum Beispill net ze schaffen. Da geet dat mat deene 44 Stonnen natierlech net méi, wou een hannertenee

muss fräi hunn. An ech mengen, och do mussen mer einfach méi modern ginn.

An dat huet näischt domadder ze dinn, dass mer gären eng Flexibilitéit hätten, fir dass jiddwereen auf Abruf bereit ass an dass jiddweree 24/7 muss schaffen an disponibel sinn. Et geet einfach nëmmen dréms, dass mer alleguerten och kënnen ons arrangéiere par rapport zu onsem Liewen. Ons Kanner sinn eng Kéier kleng, iergendwa si se manner kleng, dann ännert d'Liewen, da wëll een anescht fräi, et wëll een anescht Congé hunn an esou weider. An ech mengen, do mussen mer ons déi néideg Flexibilitéit ginn.

Als Konklusioun géing ech gären e Wuert zur Work-Life-Balance soen, well eng Kollegin, dat an den RHe schafft, huet mer eng Kéier gesot, et géing deen Term iwwerhaupt net verdroen, well et géing esou gär schaffe goen, et géing eppes erliewen op der Aarbecht a fir hatt géing am Fong geholl säi Work zu sengem Life gehéieren. An ech mengen, dat ass den Idealfall. Et gëtt jo dee Sproch: „Wann s de gäre schaffe gees, da brauchst de ni ze schaffen“, oder „Wann s de gären op d'Aarbecht gees, brauchst de ni ze schaffen an dengem Liewen.“ Mee et muss een awer soen, dass, wann een d'Aarbecht consideréiert als eppes Schlechtes, wéi ... An Ärem Micro-trottoir huet jo och ee gesot: „Ech wëll mech net sonndes opreegen, dass muer Méindeg ass.“ An dat ass effektiv och meng Devis. Mir sollte kucken, dass dat e Ganz ass. D'Aarbecht gehéiert zum Liewen. D'Aarbecht gehéiert dozou, fir eppes ze verdéngen. D'Aarbecht gehéiert och dozou, fir eppes ze erliewen. An d'Aarbecht gehéiert virun allem dozou, fir anerer an och sech selwer weiderzebréngen an déi Welt hei weiderzebréngen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Cahen. An da wier et elo um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, dat Mënschlecht a sozial a wirtschaftlech Wäerter op enger Aarbechtsplaz sinn immens wichteg an duerfir soe mer dem Här Georges Engel en hærzeleche Merci fir seng Interpellatioun.

De Grondprinzip vum der Aarbecht ass jo deen, dass ee schafft, fir Geld ze verdéngen. Duerfir sollt och all Aarbecht Spaass a Freed maachen, well schlisslech ass ee jo bal zu engem Drëttel vu sengem Liewen hei agebonnen. De Kuch, deen duerno erschafft gëtt, soll jo méiglechst gerecht verdeelt ginn. Dat ass zwar eng Saach, déi muss een dann emol nach kucken, mee et ass awer de Grondprinzip.

Erlaabt mer fir unzefänken e puer allgemeng Iwwerleeungen. Alles op rapide Wuesstum ze setzen, ass e Feeler. Mir brauchen e respektvolle Wuesstum, deen de Mënsch an d'Land souwéi och eis Ressourcë respektéiert. Vill Problemer, déi mer aktuell hunn, kommen duerch dat – entschëllegt den däitschen Term – „Trugbild“, dass nëmmen de Wuesstum all eis Problemer géif léisen. Dat war ni wouer, an esou wéi et an der aktueller Welt ass, ass et e Stéck manner wouer. Den Här Spautz huet dat jo virdrun am Fong geholl ganz lieweg diskutéiert.

Eng fair Gestaltung a Wäertschätzung vun der Aarbecht sinn onabdingbar Voraussetzungen fir d'Wuel vun alle Salariéen, an dat am Interesse vun der Allgemengheet an och der Demokratie. Respekt mussen mer hu virun all Aarbecht, ob déi elo manuell ass oder intellektuell, well mir brauchen se all. Eng ass esou wäertvoll wéi déi aner. Hei mussen mer och nach als Gesellschaft dru schaffen.

D'Aarbecht ass am Fong geholl e Krees. Wie schafft, verdéngt Geld a ka sech dovunner Iessen, Kledung oder Logement oder esou weider kafan a sou weider. Vun deem Geld, dat een duerfir ausgëtt, ginn erëm aner Aarbechtsplaze geschafen. Mee mer mussen oppassen, datt mer do net an en Däiwelskrees erageroden, datt ee sech fir dat, wat erschafft gëtt, och nach munches ka leeschten, well dat ass a leschter Zäit ëmmer méi a Fro gestallt. A mer mussen kucken, datt mer do aus deem Däiwelskrees erauskommen, well d'Zuel vun Aarmut geet ëmmer méi erop an do mussen mer dru schaffen, fir datt mer dat korrigéiert kréien, soss geet et awer eng Kéier moies schif.

Duerfir brauche mer och gutt Aarbechtskonditiounen, eng anstänneg Pai fir eis Salariéen, déi sech asetzen, fir hirer Entreprise zum Erfolleg ze verhëllefen. Hinnen all e grouse Merci. An dës Erkenntnis hëlleft och dem Land, dem ganze Land an Europa.

Et muss een och als Aarbechter oder als Salarié houfreg sinn op dat, wat ee geschafft respektiv erschafft huet. Duerfir si gutt an zefriddestellend Konditiounen op der Aarbecht eng Grondvoraussetzung. Awer och d'mental Gesondheet soll een net ausser Uecht loosseen.

Erlaabt mer vläicht, Iech hei op dëser Bün e puer historesch Gedanken mat op de Wee ze ginn. Een Deel vun eisen Aarbechtskonditiounen gi jo iwwer Gesetzter gereegelt. Ech denken do zum Beispill un d'40-Stonne-Woch. Ech sinn nach ee vun deene weinigen hei am Haus, déi mat enger 48-Stonne-Woch ugefaangen hunn ze schaffen. Mir haten deemools 18 Deeg Congé a keng 26. Och d'Aarbechtssécherheet an all déi aner Konditiounen waren net déi vun haut. Ech mengen, dat huet sech alles verbessert. Dat solle mer alles net vergiessen.

An do dobäi gëtt dann nach an enger Rei Betriber Eenzelnes verbessert duerch Kollektivverträge. Fréier war et och esou: Dat, wat an de Kollektivverträge verankert war a praktizéiert gouf, gouf och dann no Joren duerno an der Gesetzgebung ugepasst. Du koumen d'Krisejoren an et gouf eng Tripartitt agesat, wat eng gutt Voraussetzung war fir de soziale Fridden am Land.

Am haitegen Zäitalter vun der Digitaliséierung stelle sech och eng ganz Rei Froen, well eng ganz Rei vu Leit hunn och heimaddier hir Schwierigkeiten, wat ons all net esou bewosst ass. D'Aarbechtswelt gëtt do-duerjer dacks méi komplizéiert.

An da wëll ech nach op eppes opmierksam maachen. Och dorunner mussen mer schaffen: un der Weiterbildung. Dat kënnt dem Betrib zegutt. Ech selwer hunn och ëmmer Coursé beluecht fir Weiterbildung. Well et muss een och wëssen: Fréier waren déi meescht 40 Joer op enger Aarbechtsplaz an da si se an d'Pensioun gaangen. Haut ass dat net méi dacks esou de Fall. Et gëtt ëmmer manner Leit. Déi mussen dann an der Tëschenzäit eng Kéier wiesselen. An do ass ee gutt beroden, eng Basis ze hu vun enger Weiterbildung, wou een dat da kann erëm opgräifen a sech asetzen.

Opgrond vun der aktueller Lag an der Welt stelle sech och nach eng ganz Rei Froen. E puer Gedanken zur Zukunft: Et wär wichteg, de soziale Fridden am Land ze halen. Do mussen mer kucken, wéi mer do nei Formen kréien. Mee mir hunn do zum Beispill, dat ass jo elo aktuell an der Diskussioun, d'Sonndesaarbecht. Déi soll d'Ausnam bleiwen, well dat wichteg ass am Interessi vum Familljeliewen. D'Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit ass och e Sujet, dee misst ugepasst ginn. D'Zäitspuerkonten am Privatsektor sinn och eng Fro, déi misst diskutéiert ginn. Dat sinn e puer Gedanken, déi ech Iech elo wollt mat op de Wee gi fir d'Zukunft.

Alles kann een net iwwer Gesetz reglementéieren. Och all Entreprise iwwerhëlt oder huet hir eege Responsabilitéiten hei iwwerholl. All Patron ass drun interesséiert, e gutt Aarbechtsklima ze schaffen. Dat ass am Interessi net nëmme vu sengem Betrib, mee vun eis all a souguer och wichteg fir déi mental Gesondheet. An do hëllefe souguer dacks kleng Gesten an engem Betrib, fir dëst Aarbechtsklima ze verbessern. Dat mussen net Lounsaache sinn, Pasaachen, dat kënnen och aner Saache sinn. Dat soll een och net ausser Uecht loosseen an dat soll een och wäertschätzen.

Dës puer Gedanken wollt ech Iech mat op de Wee ginn an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. Ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt dem Här Engel e grouse Merci, fir dëse Sujet op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Ech wëll haut ufänke mat enger Geschicht, enger Geschicht vum Sophie a vum Mattis. D'Sophie ass 24 Joer al. Hatt steet kuerz viru sengem Masterofschloss a mécht sech Gedanken iwwer eng Aarbecht. Hatt schreift iwwer 50 Bewerbungen, geet op dräi Entrepreneuren. An op d'Fro „Hutt Der scho Berufserfahrung?“, jo, do kënnt et ëmmer nees e bësselchen a Verleeëneheet. Wéi soll et dann och eng Erfahrung hunn, wann et ni d'Chance hat, se ze sammelen? Well seng Summerkanzen huet d'Sophie op der Gemeng misse schaffen.

Mee dat ass net déi eenzeg Suerg vum Sophie. Hatt wëll gär enger Wunneng fannen, sech en eegent Liewen opbauen. Mee ouni CDI, ouni Staatsplaz, ouni Elteren, déi kënne biergen, bleift dat fir d'Sophie eng Illusioun. Um private Marché kascht eng kleng Wunneng bal zwee Drëttel vu sengem Nettoloun. An d'Fro, déi hatt sech stellt, ass einfach: Wéi vill Aarbecht ass genuch, fir sech en Daach iwwer dem Kapp leeschten ze kënnen?

D'Sophie wëll schaffen, net nëmme fir ze iwwerliewen, mee fir sech ze verwierklechen, fir bäizedroen. Mee hatt mierkt, dass d'Aarbechtswelt, déi him entgéintkënnt, weineng Raum léisst fir Feeler, Famill oder Fräizäit. Hatt freet sech: „Wéi soll ech da spéider Kanner hunn, wann ech elo schonn all Dag iwwerlaascht sinn? Wéi kann ech mai Benevolat am Sport weidermaachen, wa Flexibilitéit nëmmen nach eng Säit kennt, an zwar déi vum Patron, fir flexibel owes méi laang kënnen ze bleiwen?“

Säi Kandheetskolleeg, de Mattis, steet schonn e puer Joer am Berufsliewen. Hien huet mat 17 Joer opgehele mat der Schoul. Hien huet am Ufank e Joer näischt gemaach. E wousst net wierklech, wouhi mat sech. En hat relativ vill d'Flemm. D'Schoul war fir hien dee Moment keng Optioun. An op d'Fro, wat e Loscht hätt ze maachen oder wat e gutt kéint, konnt hie laang keng Äntwert ginn.

Et war e Volontariat, dat en aus senger Lethargie erausgeholl huet. An uschlëssend huet en als Vendeur ugefaange mat schaffen. Hie weess u sech, datt en eppes aneres wëllt maachen, mee als Erwuesenen erëm op eng Pai verzichten, d'Schoulbänk drécken, jo, dat ass schwéier. An ëmmer erëm stellt e sech d'Fro: Wäer et derwäert, wann en dann erëm géif zrëck an d'Schoul goen?

Iwwert d'Joren huet hien nämlech eng Passioun fir d'Geeschteswëssenschaften entwéckelt. Mee

jiddereen zielt him, dass et hautdesdaags just nach an de Sciencëberäicher eng valabel Zukunft fir hie gëtt. Wann en och ëmmer driwwer nodenkt, wonnert e sech: „Soll ech meng perséinlech Interessen a Begescherungen enger Welt ënneruerdnen, déi just nach op Effizienz, Progrès a Quantifizéierung aus ass, just fir vläicht zum Schluss net am Minus ze sinn? A falls ech dat maachen an enger Welt, wou sech alles esou schnell ännert, besteet net de Risiko, dass d'Technologien, déi ech haut notze léieren, an e puer Joer schon erëm vereelt sinn, soudatt ech u sech erëm misst vu vir ufänken?“

Wat fir Perspektive gëtt et fir Leit wéi hien, déi sech weiderbilde wëllen, déi Upskilling a Reskilling brauchen? Mir schwätzen am Land vill vun der digitaler a grénger Transition, mee u sech awer net genuch iwwert déi Leit, déi dohannert stoe sollen an op déi dës Verännerungen duerkommen.

D'Aarbechtswelt vun haut ass voller Paradoxen. Mir héieren, dass et u Leit feelt an awer bleiwe Jonker wéi d'Sophie méintelaang ouni festen Job. Mir striewen op allen Instanzen Pluralismus un, fir de soziale Progrès ze fërderen, an decouragéieren zäitgläich eis Kanner, Interessen nozekommen, well dës finanziell net genuch valoriséiert ginn. Mir schwätzen iwwer méi Produktivitéit duerch KI a sinn awer net bereet, dës um Finanzement vun eise Pensiounen deelhuelen ze loosseen. A mir héieren vun der Wichtigkeet vu Work-Life-Balance, mee d'Realitéit ass awer fir vill Leit ëmmer méi Work an net ëmmer méi Life.

Vill Jonker hunn Zukunftssueren. Dës si bedénkt duerch Kricher, duerch d'Klimakris, mee och d'Fro, firwat et sech haut nach lount, schaffen ze goen. An d'Prophezeiung, muer méi laang um Büro ze sëtzen, fir iwwermuer manner an der Pensioun erauszekréien, bon, dat ass duerchaus eng frustrant Perspektiv.

An amplaz e richtege Sozialdialog ze féieren, wou Salariatsverrieder a Patronen dës Zukunftssuerge vun de Jonken eescht huelen an iwwer Léisunge verhandelen, do kritt d'Gesellschaft Hallefmoosnamen: de Mindestloun bleift net existenzsicherend, e besseren Equilibre fir béid Elterendeeler tëscht Aarbecht an hire Klengste gëtt net ugaangen an d'sozial Ongläicheet geet weider an d'Luucht.

D'liberal-konservativ Politick huet d'Aarbecht degradéiert zu engem reng wirtschaftleche Mëttel, amplaz se als gesellschaftlech Relatioun, als Basis vum Zesummenhalt a vun der Integratioun ze verstoen.

Mir wëllen eng Aarbechtswelt, déi Perspektiv bitt an net d'Problemer verschäerft. An dat heescht fir eis ganz konkret:

Aarbechtsverhältnissen, déi och ouni Staatsplaz Sécherheet a Gerechtegkeet bidden.

Weiderbildungsprogrammer, déi modern, bezuelbar a praktikabel sinn, net just fir déi, déi schonn alles hunn an en nice Add-on wëllen, mee grad fir déi, déi riskéieren, beim Strukturwandel ënnert d'Rieder ze kommen.

Aarbechtszäiten, déi et erlaben, och Mënsch ze bleiwen: Elteren, Partner, Bierger, Benevollen, ob dat bei enger Weiderentwécklung vum Congé parental ass oder engem Congé fir Benevoller.

Eng Integratioun um Aarbechtsmarché fir d'Leit, déi de Courage haten, net engem Trend, mee hiren Interessen nozegoen, an esou eis Aarbechtswelt a Societéit méi divers ze maachen. Dat heescht och, déijéine, déi an d'Laberente kommen, do ofzehuelen an erëm ze begleeten a kee Pingpong vun Dossierer tëscht dem FNS an der ADEM ze hunn, wéi et leider a ville Fäll am Moment de Fall ass.

Integratioun vun deene Mënschen, déi fräiwëlleg oder duerch Schicksalsschléi hire Wee bei eis fonnt hunn. Si mat hiren Talenter a Kenntnissier esou fit maachen, dass se eist Land mat hirem Kënn beräicheren an hir Defiziter en cours de route opbessere kënnen.

Här Minister, d'Sophie a vill aner Jonker froe sech haut: Wat kritt een zréck, wann een alles ginn huet? Wéi kann de Privatsektor attraktiv sinn a bleiwe fir jonk Mënschen, déi als Single mat klenger Pai net bëlleg lounen an nach vill manner oft kafe kënnen? Wéi kréie mer et hin, dass d'Garantie jeunesse (veuillez lire: d'Garantie pour la jeunesse) fir Jonker wéi de Mattis net just e flotte Label ass, mee reell dem Jonken ënnert d'Äerm gräift an en ënnerstëtzt, wann den optimale Schoulparcours vläicht net gi war?

Här Minister, wou bleift Är Visioun fir eng Aarbechtswelt, déi d'Mënschen net ausbrennt, mee hinne Perspektive gëtt? Wéi e Gesamtkonzept hutt Dir, fir den ökologeschen an digitale Wandel proaktiv mat der Aarbechtswelt vu muer zesummen ze denken?

Ech wëll ofschléissen, wéi ech ugefaangen hunn: mam Sophie a mam Mattis. Si verlaange keng Almosen. Si sichen eng liebenswäert Zukunft, eng Wunneng, déi bezuelbar ass, eng Aarbecht, déi hir Fäegkeete fërdert a wou se dru wuessen a se mat erschafe kënnen, eng Gesellschaft, déi hir Zäit net nëmmen toleréiert, mee wäertschätzt. Déi lescht zwee Joer hunn deenen zwee net wierklech d'Vertraue vermittelt, dass dës Regierung sech ëm hir Zukunft këmmert. An ech fannen, dass sech dat dréngend änneren muss.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vilmools, Madamm Bernard. An d'Wuert kritt elo den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir Geld oder awer fir sech ze verwierkleche schaffe goen, do ass den „Oder“ falsch. Am Beschte wär et, et wär béides: dass ee geet, fir sech ze verwierklechen an dobäi och nach säi Geld verdéngt. Jo, e System vun der Aarbecht muss dat hikréien. E System vun der Aarbecht muss esou opgebaut sinn.

D'Valeur vun der Aarbecht – et gouf elo haut vill driwwer geschwat –, déi ass a sech net ënnerschiddlech. Se gëtt zwar ënnerschiddlech bezuelt, mee all Aarbecht huet fir mech dee selwechte Stewwäert. Ob dat an enger bloer Uniform ass, ob do herno Uelegflecken drop sinn – et ass net well een herno e Kostüm huet an eng Rolex, dass een dofir méi en héije Stewwäert huet. Bien au contraire!

Et ass d'Schaffe selwer. An et ass egal, wéi een Job dass ee mécht, et ass ee wäertvoll. An dat ass och dee Message, deen een als Politick muss weiderginn. Et ass och dee Message, deen een an der Schoul vermësst.

Dat sinn nämlech och Diskussiounen, wann een ... Zu menger Zäit, ech ka mech nach gutt erënneren ... Ech kommen aus enger Handwierksfamill. An der Schoul gouf ëmmer gesot: „Jo, dat ass jo Handwierk.“ Dat ass ëmmer esou e bësse méi erfogemaach ginn, op Lëtzebuergesch gesot.

An ech hunn awer mat anere Jonke geschwat: Ma, dat ass haut nach esou! Jo, wann s de da mol e bëssen deng Formatioun solls maachen, nach e bësse weider, dann orientéiert d'Léierpersonal een och nach meeschtens – mol, mengen ech, net béis gemenzt, well och wann ee mat hinnen herno schwätzt: si ware sech däärs emol guer net bewosst – op aner Beruffer, wou dann an der Schoul, an de Lycée scho gezielt gëtt, dass déi, ech wëll net soe „méi wäertvoll“ sinn, an awer dee Message derbäi ass, obwuel all Aarbecht

d'selwecht ass: vu Botzfrae, Spideeler bis, jo, och Affekoten, Fonctionnaires, Allméigleches. Jiddereen huet seng Daseinsberechtigung, an eist Land, eis Welt géif soss net fonctionéieren.

Elo sinn awer déi eng Leit, déi gi fir hir Stonnen ... An eng Stonn ass ëmmer eng Liewenszäit, well d'Liewenszäit ass endlech. Dir gitt engem Patron, engem Staat elo, wou Der och ëmmer schafft, Är Liewenszäit – eppes ganz Wäertvolles. Déi eng ginn dofir bezuelt mat 15 Euro, déi aner mat 50, déi aner mat 200 Euro. D'Liewenszäit ass awer fir jiddereen endlech.

An do sinn da Leit, déi ginn hir Liewenszäit, mee et geet awer mat der Zäit vum Mount net méi duer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen – Leit, déi schaffe ginn hei am Land, déi net genuch hunn, fir herno hir Famill ze ernären, fir an engem dignë Liewen ze liewen. An dat gesäit een! Ech mengen, d'Gemegepolitik hei mierken, wéi den Office social ëmmer méi Demandë kritt vu Leit, déi schaffen, a vu Leit, déi iwwert dem Mindestloun leien. Mir kënnen laang driwwer diskutéieren, wou ech direkt derfir sinn, de Mindestloun eropzesetzen ëm 100, 200, 300 Euro, mee et sinn déi Schichten driwwer, déi schonn net méi iwwert d'Ronne kommen!

Schaffen an aarm sinn, dat huet e puer Grënn. Also, de Logement ass sécherlech ee vun deene gréissten. Et ass awer op där anerer Säit och bei ville Leit d'Steierlaascht. Well iergendeng Kéier geet ee schaffen an et verdéngt een e bësse méi, da kënn direkt de Pappa Staat an en hëlt et op verschiddenen Eebenen erëm ewech.

An dat wäert jo weidergoen! D'nächst Joer, hutt Der schonn ugekënnegt, wäerten d'Cotisationsen eropgoen. Et sinn erëm déi Äermste vun den Äermsten, déi wäerten eppes ewechgeholl kréien.

Da vu Leit, déi Steiere bezuelen: Ech weess, de Mindestloun ass dës Kéier steierfräi gemaach ginn – eng laang Fuerderung vun der Chamber, déi oft diskutéiert gouf –, mee et sinn awer och vill Leit, déi driwwer leien. Déi wäerten och elo betraff sinn, dass de Barème erëm net un den Index ugepasst gëtt. Dat heescht, d'Leit kréien eppes bäi, d'Regierung hëlt hinnen et op där anerer Säit erëm ewech.

Dat si Moossnamen, wou ee muss higoen an d'Leit schützen! Nieft dem Logement, nieft all deenen anere Käschten – jo, d'Alimentatioun, alles, wat eropgaangen ass – muss een och kucken, dass de fiskale Pak erfoggeet, fir dass d'Leit, déi moies opstinn, méi um Enn vum Mount hu vun hirer Aarbecht.

Virrun ass et hei och ugeklonge mat der KI: Jo, et sinn och vill Leit, mat deenen ee schwätzt, déi einfach Angscht hunn, dass se aktuell Jobbe maachen, déi herno d'KI wäert kënnen ersetzen, ob dat an engem Supermarché ass, ob dat an engem Büro ass. An dat ass eppes, wat een an Zukunft begleet muss. An et muss een och déi Fro stellen, wéi mir Piraten se och hei an der Pensiounsdiskussioun gestallt hunn, ob een net op d'KI eng Aart Robotertax mécht, fir dass och déi Modulen herno cotiséieren, well dat wäert eng ganz grouss Erausforderung ginn.

Virrun ass et och ugeklongen iwwert d'Grondakommes. Jo! Also, dat ass eng Iddi, déi hunn d'Piraten vun der Grënnung un. Et ass keng, déi mir hei zu Lëtzebuerg erfionnt hunn – sou éierlech sinn ech. Et sinn d'europäesch Piraten, déi déi bruecht hunn. Mir hu se e bëssen ëmgebaut op eng negativ Akkommessteuer, déi da géif deementspriedend jidderengem zegutt kommen, deen 18 Joer huet. An ënner 18 Joer wär et da gestaffelt. Ech mengen, et ware 50 %. An dee Montant misst een da kucken.

Sécherlech ass dat eng Pist, iwwert déi ee muss schwätzen. Well op där anerer Säit: Wann ee mat ville Leit schwätzt, si se an engem Alldagsstress gefaange vu moies d'Schmier maachen, d'Kanner schnell ofginn, meeschtens nach ofginn iert d'Schoul op ass. Da gi se an d'Maison relais um siwen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Da probéiert een nach, op seng Aarbecht ze fueren; do verléiert een zwou Stonnen. Dann ass een do, schnell Mëttegpaus, an owes erëm heem. An da geet een d'Kanner um siwen Auer an d'Maison relais sichen. An et huet een awer och näischt vun där wichteger Zäit matkritt, wou d'Kanner kleng sinn.

Et probéiert ee jo awer, fir d'Kanner säi Méiglechste ze maachen. Et geet ee schaffen an et kuckt een, dass um Enn vum Mount genuch iwwreg ass. Trotzdeem huet een awer an deene fënnel Deeg an der Woch seng Kanner net gesinn. Dofir muss ee sech och nach eng Kéier d'Fro stellen, ob dat sënnvoll ass, wann een dat an Zukunft op de Weekend ausbaut, soudass d'Elteren och nach de Weekend hir Kanner net gesinn.

Dofir ass fir eis e Grondakommes eigentlech och do de Wee. Mir haten och schonn e puermol gesot, dass déi Leit, déi keng Plaz an enger Maison relais kruten – aus wéi enge Grënn och ëmmer –, kéinten entschiedegt ginn an deementspriedend déi Stonne kéinten doheem mat de Kanner verbréngen. Och dat wär e Wee vun engem Grondakommes.

Et gëtt nach esou vill Punkten, déi ee muss hei am Land verbesseren. Well et si vill Leit, déi sech net gutt spieren, wa se schaffe ginn. An huele mer d'Gesondheitsberuffer. Et war elo en Artikel am „L'essentiel“: 28 % hunn Depressiounen an de Gesondheitsberuffer. Ech mengen, dat sinn alles Punkten, déi sollten eis ze denke ginn. Mir sollten als Politick an Zukunft méi drop uechten, dass mer de Stewwäert vun der Aarbecht méi héichhalen an de Leit dofir hir Aarbecht méi einfach maachen an dass mer et hinnen an Zukunft och erméiglechen, dass se vun hirer Aarbecht kënnen gutt liewen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn elo ganz laang a ganz intensiv iwwer Aarbecht an iwwert de Wäert vun der Aarbecht geschwat. An ech hunn och de Virriedner ganz intensiv nogelauschert, mat deenen ech deelweis méi averstane sinn, deelweis manner averstane sinn. Eigentlech sinn all déi Gedanken der, déi am Fong eng méi laang Ausenanersetzung brächten.

Duerfir hunn ech geduecht: An der Iddi vun der Économie circulaire recycléieren ech mech selwer, well ech hunn nämlech 2017 eng Interpellatioun ugefrot iwwert d'Working Poor. An ech hunn och ugefaange mat Gedanken iwwert de Wäert vun der Aarbecht. An dat ass esou gaangen, datt ech gesot hunn: „Et ass déi mënschlech Aarbecht, déi Wäerter schafft, déi materiell an déi immateriell. An ëmgekéiert ass d'Aarbecht determinéierend an der Organisatioun vum Liewe vun de Mënschen. Zanter der industrieller Revolutioun an dem Duerchsetze vun der kapitalistescher Produktiounsweis gëtt et eng Ausenanersetzung ëm d'Friichte vun där Lounaarbecht, also wéi een Deel deene Leit zeguttkënn, déi schafen a schaffen, a wéi een Deel deenen zeguttkënn, déi iwwert d'Produktionsmëttel verfügen. Dat war fréier esou an dat ass och haut ëmmer nach esou.“ An esou ass et!

Fir e Lénken huet d'Aarbecht och an enger kapitalistescher Weis ëmmer en Duebelcharakter. Et kann

engersäits déi Plaz sinn oder dee Moment si vun der Selbstverwierklechung, vum Epanouissement op där enger Säit, an op där anerer Säit ass et awer och déi Plaz, wou ee mat senger Aarbecht, mat senger Aarbechtzäit kann ausgebeut ginn a wou een net dee gerechten Deel vun där Aarbecht kritt. A ronderëm genau deen Aspect, nämlech dee vun der Ausbeutung, sinn all déi sozial Konflikter an deene leschten 150 Joer gefouert ginn. Zu Lëtzebuerg hu mer eng ziviliséiert Form vun der Auseinandersetzung vun deene Sozialkonflikter fonnt, déi „Tripartitt“ geheescht huet, déi „Sozialdialog“ geheescht huet.

An natierlech gehéiert zu där Selbstverwierklechung an deem Houfert, vun deem d'Madamm Cahen geschwat huet, vun engem Aarbechter ... Ech kennen d'Beispill vun engem Camionsaarbechter, e Camionschauffer, deen houfereg war op déi Aarbecht, déi e gemaach huet. Mee zu deem Houfert huet awer och dozou gehéiert, datt e sech vun deem Loun eng Wunneng leeschte konnt. Haut ka kee Camionschauffer sech méi vun där Aarbecht, déi e leescht, eng Wunneng leeschten. An och dat ass Deel vum Wäert vun der Aarbecht. Dat huet awer och ganz vill mam Loun ze dinn.

Wéi ech 2017 déi Interpellatioun hei gemaach hunn, dunn hate mer en Taux vu Working Poor vun 11,6 %. Zur Zäit vun där Interpellatioun war den Nicolas Schmit Aarbechtsminister. Duerno war den Dan Kersch Aarbechtsminister. Duerno war de Georges Engel Aarbechtsminister. Elo ass de Georges Mischo Aarbechtsminister. An den Undeel vun de Working Poor ass elo op 13,14 % geklommen. Deemools waren et 10 %, déi vollzäit geschafft hunn an nawell dem Aarmutsrisiko ausgesat waren. Haut sinn et 12 %.

Dat muss een am Hannerkapp hunn, wann een iwert d'Wäertschätzung vun der Aarbecht schwätzt. An ech wëll keen anere wéi de Fraktiounssprecher vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei hei zitieren, deen de Gradmesser ugesat huet a gesot huet: „Wien de Wäert vun der Aarbecht geréngschätzt, dee mëssuecht d'Fundamenter vun eiser Gesellschaft.“ Ech sinn zu 100 % mam Marc Spautz averstanen!

Duerfir verstinn ech eeben net, wéi een als Fraktiounspresident vun där Partei kann zouloossen, datt elo awer zwee Joer laang dee Sozialdialog mat Féiss getréppelt ginn ass, datt et Attacken op d'Kollektivverträge gëtt – also déi Moyenen, déi d'Gewerkschaften hunn, fir besser Léin- an Aarbechtskonditiounen ze negociéieren –, wéi déi Attacke konnte gefouert ginn. Ech verstinn net, firwat dës Regierung sech esou mordicus géint d'Ëmsetzung vun der Mindestloundirektiv wiert, woubäi och nach d'Obligatioun vun engem Plan national drunhänkt, fir d'Kollektivvertrag an d'Luucht ze setzen. Dat wiere Moyenen, déi mer hätten, fir de Wäert vun der Aarbecht wierklech héich ze schätzen!

Et ass keng Héichschätzung vum Wäert vun der Aarbecht, wann de Sonndeg zu engem ëmmer méi normalen Aarbechtstag gëtt. An d'Flexibiliséierung am Commerce féiert och net zu enger Wäertschätzung vun der Aarbecht, mee zu engem méigleche Murks op der Aarbecht. An och wann ëmmer erëm gesot gëtt, datt et jo fräiwëlleg ass, datt kee Betrib gezwonge gëtt, d'Ouvertureszäiten unzepassen, dann ass dat wuel richtig, mee een Aarbechtsverhältnis ass ëmmer e Subordinatiounsverhältnis. A wann et net Kollektivverträge gëtt, déi dat encadréieren, jo, da si mer an der Situatioun vum Zwang a vum Murks!

Dat selwecht gëllt fir déi Diskussiounen, déi am Moment lafe ronderëm d'Aarbechtzäitorganisatioun. Och do huet d'Madamm Cahen vun deene berühmte

44 Stonne geschwat. Mee et ass esou, datt et duerch aus méiglech ass, am Kader vu Kollektivverträge déi 44 Stonnen opzelackeren. Et muss just eng Géigepart ginn. An dat ass dat, wat ëmmer méi a Fro gestallt gëtt, nämlech datt wann een u fundamental Rechter geet, dann awer zumindest d'Salariéen och mussen eppes dofir kréien. Duerfir hu mer e Kollektivvertragswieser!

An dat sinn all déi Attacken, wou ech denken, datt de Wäert vun der Aarbecht net héich geschat gëtt oder net héich geschat gëtt an deem Mooss, wéi mer et awer eigentlech bräichten.

Da gëtt vun der Qualitéit vun der Aarbecht geschwat. An och do, virun aacht Joer an der Interpellatioun, hate mer schonn Usätz vun engem Quality-of-Work-Index, déi gewisen hunn, datt en ëmmer méi groussen Deel vun de Salarieë mat hiren Aarbechtskonditiounen net zefridde sinn oder d'Aarbecht ganz staark als Murks empfangen. Mir gesinn dat aacht Joer drop nach eng Kéier vill méi staark a Phenomeener wéi Burnout, datt d'Leit einfach net méi kennen, huelen zou. An amplaz deem op de Grund ze goen, féiere mer elo Etüden duerch iwwer de sougenannten „Absentéismus“, wou déi wierklech Gefor fir d'Santé publique de Presentéismus ass, nämlech, datt ee sech trotz Krankheet weider op d'Aarbecht schleift.

An dann, e lescht Wuert, ier ech leider ofschléisse muss, ass d'Sécherheet op der Aarbecht. Mir hunn een Instrument bis elo ëmmer gehat: d'ITM, déi och fir d'Sécherheet op der Aarbecht zoustänneg war. An ech ginn et zou, d'ITM war an ass en zanlosen Tiger. Mee alles dat, wat ech bis elo héieren hunn, a wéi eng Richtung et weider soll goen, nämlech datt d'ITM vun engem zanlosen Tiger zu engem kastreierter Schmusekater soll ginn, hëlleft och net, datt d'Sécherheet op der Aarbecht weider assuréiert gëtt an domadder d'Aarbecht selwer u Wäertschätzung gewënnt.

Här President, et géif nach enorm vill ze soe ginn. Ech beloossen et elo mol heibäi. Merci.

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech mengen, Här Baum, d'Madamm Cahen wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ma selbstverständlech!

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här Baum. Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Den Här Emering kéint mer och nach eng Fro stellen, ech hätt nämlech do och eng Äntwert drop. Mee dat ass him iwwerlooss.

M. Claude Wiseler, Président | Provoziert elo net ze vill!

(Hilarité)

Mme Corinne Cahen (DP) | Dir hutt eng Äntwert op eng Fro, déi net gestallt ginn ass. Mee ech wollt Iech am Fong eng Fro stellen elo. Zum Schluss hutt Der geschwat vun deene Leit, déi sech da krank op d'Aarbecht schleifen. Fannt Der net, dass een e bëssen ze vill polariséiert? Op där enger Säit héiert ee vun deenen, déi vläicht dann ze vill Krankeschäiner hunn. Dir schwätzt vun deenen, déi sech krank op d'Aarbecht schleifen. Misst een net vläicht awer e bësse manner polariséieren Ärer Meenung no?

Ech mengen, mir hunn hei e gudd Sozialsystem. Mir kënnen laut Gesetz och emol eng Kéier krank sinn, ouni dass eis eppes geschitt, souguer méi wéi eng Kéier. A fannt Der net, dass dat e bëssen eng pauschal Ausso ass? Ech hu se weeder gären an déi eng Richtung nach an déi aner, well ech mengen, dass wann

et jiddwerengem gutt geet, et dann och dem Betrib gutt geet. Dofir, fannt Der net, dass Der do e bëssen ze vill polariséiert an där doter Ausso?

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Madamm Cahen, fir déi Fro. Ech si ganz bei Iech, wann Der sot, datt mer eigentlech e ganz gutt funktionéierende System hunn. An da muss ee soen, zu där Polariséierung huet awer als Allereischt bäigedroen, datt vu verschiddene Säiten, nämlech vu Patronatskreesser, d'Fuerderung erhuewe ginn ass vun engem Karenztag, dat heescht, datt ee soll, wann ee krank ass, doheem bleiwen, mee dat quasi vu sengem Congé soll ofzëien, respektiv et en Dag soll sinn, wou een net bezuelt gëtt, wat eng Ënnerhielegung ass vun deem aktuelle System, dee mer am Moment hunn.

Ech mengen, domadder huet d'Polariséierung ugefaangen, an d'Salariatskummer huet eng Etüd gemaach, oder maache gelooss, wou si probéiert huet, de Pendant zum Krankestand oppenzeleeën, nämlech wéi vill Leit dann op d'Aarbecht ginn, obwuel se eigentlech krank sinn an e Krankeschäin zegutt hätten, justement well se vläicht ënner Drock sinn oder awer well se verschidden Aufgaben hunn, wou se wëssen, datt et fir d'Entreprise wichteg ass. An dat ass d'Géigesäit zu där eesäiteger Interpretatioun, datt d'Leit ëmmer méi krank feieren.

Den Här Emering wollt mer nach eng Fro stellen, mengen ech.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Also, Dir musst elo net, Här Emering. Ok, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Jo, ...

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Haagen (LSAP) | Déi hate mer nach net, déi do!

(Interruptions et hilarité)

Ou, kann een elo froen, ob een drukënt?

M. Luc Emering (DP) | Ech sinn effektiv erstaunt, dass Dir mech invitéiert, Iech eng Fro ze stellen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech hunn e gutt Wuert ageluecht.

M. Luc Emering (DP) | Merci. Ech hunn effektiv eng Fro, déi ech mer gestallt hunn, wéi ech Iech elo gutt nogelauschtert hunn. An zwar hunn ech mech gefrot, bei wéi engem Privatpatron Dir sollt geschafft hunn déi lescht Joren, datt Dir esou ausgebeut gi sidd, datt Der esou en düstert Bild hei vun der Aarbechtswelt zeechent. Dat hunn ech mech wierklech gefrot. Ech fannen deen Discours e bësse geféierlech, zemoos och fir déi jonk Generatioun. Wann déi dat dote lauscheren, da kréien déi en extreem negatiivt Bild vum Schaffen.

Ech mengen, et sinn haut och aner Positionen hei ugeklongen, déi dat e bëssen anescht belicht hunn. An ech fannen dat net ongeféierlech, muss ech soen, wéi ech de Mëtteg gelauschtert hunn, wat Dir elo hei gesot hutt par rapport zum Schaffen.

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Also, d'Fro war jo dann, bei wéi engem Privatpatron ech geschafft hunn. Nun, wësst Der, ech sinn an där ganz virdeelhafter Situatioun, datt ech bis elo an deenen dräi Regimenter geschafft hunn. Dat heescht, ech hu bei engem Privatpatron geschafft. Ech sinn aktuell als Deputéierten an der Fonction publique, wou ech meng Cotisation-sociale bezuelen. An deen allergréissten Deel vu mengem Liewen hunn ech als Independant geschafft.

Wat ech beschriwwen hunn, an dat, wat een als Ausbeutungsverhältnis beschreiwe kann, ass näischt anescht wéi dat, wéi Betriber funktionéieren. An d'Fro ass jo net, datt elo jiddwer Betrib mordicus seng Leit wëllt ausbeuten, mee et geet drëms, wéi en Deel vun der erwirtschafteter Plus-value an d'Léin geet a wéi en Deel vun der erwirtschafteter Plus-value an d'Kapital geet. An dat ass dat fundamentaalt Verhältnis, dat d'Grondlag vun eiser Ekonomie duerstellt.

Dat muss net ëmmer en Ausbeutungsverhältnis sinn, mee an der Wierklechkeet kënn dat awer ganz dacks vir, och net majoritär, mee et kënn schonn zolidd vir. An duerfir mengen ech, datt dat eng Fro ass, mat där mer eis wierklech ëmmer erëm beschäftege mussen.

Merci fir d'Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Ech ginn dem Aarbechtsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Deputéierte fir dës Interpellatioun, déi, mengen ech, ganz wichtig ass, déi mer jo och de Mëtten hei esou gefouert hunn, dass jidderee seng Meinung esou konnt ausdrécken, wéi en dat och fir richtig hält, a ganz vill verschidden Theemae sinn hei ugeschwat ginn.

Ech hunn net esou vill Zitater, besser gesot guer keen Zitat, mee ech hu mer awer eng ganz Rei Froe gestallt an der Preparatioun vun dëser Interpellatioun.

Als Éischt emol géif ech, an d'Madamm Cahen huet et schonn ugeschwat, jidderee respektéieren, dee schafft, ob dat intellektuell oder kierperlech ass. Well all Aarbecht ass wäertvoll. An do ginn ech der Madamm Cahen zu 100 % Recht. An den Dram vum perfekten Job: Do huet net jiddereen d'Chance, deen ze verwierklechen. Et sinn eng ganz Rei Jonker, déi eeben d'Chance hunn, aus hirem Hobby, aus hirer Virstellung, deen Job ze maachen, dee se sech virstellen. Mee et ass net ëmmer méiglech. Ech hu menge Schülerinnen a Schüler ëmmer gesot: „Maacht dat, wat iech Spaass mécht. Well wann et iech Spaass mécht, da sidd der och gutt dran.“ Ech mengen, dat ass e Saz, deen ech ëmmer erëm an ëmmer erëm géif soen, well et ass ganz schwierig, en Job ze fannen, deen ee wierklech ee ganz Liewe laang frou mécht an engem och Satisfaktioun gëtt.

Mee wat fir eng Plaz huet d'Aarbecht iwwerhaapt an eiser Gesellschaft? A wéi en mënschlech, sozial an ekonomesch Wäerter sinn domadder verbonnen? Jo, dat sinn am Fong och keng einfach Froen an Zäiten, an deenen op ville Plazen an Europa, natierlech och hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus, politesch Onsécherheet besteet an den Aarbechtsmarché an d'Ekonomie viru ganz, ganz groussen Erausforderungen stinn.

A wann ee vum Wäert vun der Aarbecht schwätzt, huet all Mënsch seng eege Virstellungen – dat hu mer de Mëtten och héieren, wat fir eng Virstellungen datt dat sinn –, geprägt eeben duerch seng Erzieung, duerch seng Erfarungen an der Berufswelt an natierlech awer och duerch seng Iwwerzeugungen.

Vill vun eis hunn duerch hir Elteren eng gewëssen Astellung zur Aarbecht mat op de Wee kritt. Verschiddener hu sech gesot: „Ech wëll dee selwechte Beruff maache wéi mäi Papp oder wéi meng Mamm“, oder „Ech wëll eppes ganz aneres maachen!“, eebe fir net an déi Schinn ze goen. A verschiddene Famillje gëtt e Beruff oder souguer eng Berufung vu Generatioun

zu Generatioun weiderginn, wéi dat bei ville Familljebetriber jo glécklecherweis och nach de Fall ass, leider ëmmer manner.

Anerer hunn dogéint vläicht gesot: „Dëst ass näischt fir mech, ech wëll net dat selwecht maache wéi meng Elteren an ech orientéiere mech komplett anescht.“ Eis eege Liewenserfahrungen beaflossen, wéi wichtig d'Aarbecht fir eis allegueren ass, a fir Verschiddener weist Chômage, wéi séier d'Feele vu beruflecher Aktivitéit zu sozialer Isolatioun féiere kann. Och wann d'Aarbecht an eiser moderner Gesellschaft net méi onbedéngt déi selwecht Roll spillt, déi se fréier gespillt huet, huet se weiderhin e ganz, ganz héije Stellenwäert.

Et ass wichtig, dës Evolutioun ze verstoen, fir dass Lëtzebuerg attraktiv bleift, souwuel bei der Talentattraction wéi och bei der Talentretention. Do hu mer nach net driwwer geschwat.

Aarbecht ass ëmmer virun allem eng ekonomesch Noutwendegkeet. Si erlaabt et, eise Liewensënnerhalt ze sécheren, ze wunnen, z'essen, Rechnungen ze bezuelen an esou virun. Si spillt awer och eng zentral Roll bei der sozialer Integratioun an der perséinlecher Entwécklung vu virun allem deene Jonken, mee vun all Mënsch selwer. Dat gesäit ee besonnesch gutt bei Persounen mat enger Behënnerung, fir déi den Zougang zur Aarbecht dacks nach méi schwéier ass wéi bei deene valide Leit. Duerch d'Aarbecht kënnen si awer hiren eegene Wäert weisen, Verantwortung iwwerhuelen a sozial Relatiounen opbauen an natierlech och Relatiounen stärken.

Zënter den 80er-Jore gëtt d'Aarbecht dann ëmmer méi als Form vu Selbstverwierklechung, Kreativitéit am sozialen Sënn gesinn. D'Leit wëlle sech net méi just hire Liewensënnerhalt verdéngen, mee sech duerch d'Aarbecht selwer verwierklechen. Dës Tendenz huet sech nom Covid, mengen ech, nach méi verstärkt.

Vill Leit hunn an där Zäit iwwert de Sënn vun hirer Aarbecht nogeduecht oder iwwert de Sënn, dee se hirer Aarbecht wëlle ginn. Europäesch Ëmfroen, ënner anerem vum Eurofound, bestätegen, datt d'Generatiounen Y an Z vill méi Wäert op de Sënn an d'Nützlecheit vun hirer Aarbecht leeën. D'Aarbecht also ass e Wäert, well se et erlaabt, sech gebraucht ze fillen an eppes fir d'Gesellschaft bäizetroen. Si ass en Deel vun der perséinlecher Identitéit.

Vill Leit definéiere sech als dat, wat se beruflech maachen. Soen, wéi eng Aarbecht ee mécht, ass dacks eng Manéier fir ze soen, wien een ass. Déi nei Generatiounen gesinn dat méi nuancéiert, vu dass si d'Aarbecht net méi an de Mëttelpunkt vum Liewe stellen, wéi et virdru bei hiren Eltere war. Hautdesdaags gëtt se vill méi par rapport zum Impakt op d'Privatliewe bewäert.

Teletravail a flexibel Aarbechtszäite ginn ëmmer méi vun de Salariéen als Qualitéitszeeche vun enger Aarbechtsplaz ugesinn. D'Aarbecht huet also e Wäert, wa se nach Plaz fir de Rescht vum Liewe léisst, also Work-Life-Balance.

Dir Dammen an Härren, an enger Zäit, an där d'Aarbechtswelt sech esou rasant entwéckelt opgrond vun der Digitaliséierung, kënschtlecher Intelligenz an neie Beruffer, Teletravail an neien Aarbechtsformen, ass eis politesch Verantwortung, derfir ze suergen, datt de wirtschaftleche Fortschritt am Dëngscht vum Mënsch bleift. Mir müssen derfir suergen, dass trotz dem Wandel vun der Aarbechtswelt jidderee seng Plaz an eiser Societéit huet, och déi Vulnerabelst.

D'wirtschaftlech Dynamik an d'sozial Gerechtegkeet müssen am Gläichgewicht bleiwen, also Hand an Hand, fir dem Besoin vun den Entrepreneuren an dem Besoin vun de Salariéer gerecht ze ginn.

D'Aarbechtsplaz am Betrib ass e kollektive Liewensraum, an deem d'Reegelen am Aklang mat de Prinzipien vum Sozialdialog an der Personalverriedung festgeluecht ginn. Si soll e Klima vu Gerechtegkeet, Respekt an Zesummenhalt schaffen, deen d'Zusammenaarbecht tëscht Employeur a Salariéer stärkt.

De Code du travail dréit zum Erhale vun dësem Gläichgewicht bäi, andeems en déi noutwendeg Instrumenter och virgesäit. Dës Instrumenter hunn zum Zil, e konstruktiven Austausch ze féieren, sozial Konflikter ze vermeiden an eng nohalteg Zesammenaarbecht am Betrib ze garantéieren.

Mir däreifen awer net vergiessen, datt d'Aarbecht och um wirtschaftleche Plang eng entscheidend Roll fir de Wuelstand vun eisem Land spillt. Eng nohalteg a performant Wirtschaft brauch Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi motivéiert a gesond sinn a respektéiert ginn. Eng Gesellschaft, déi nohalteg a gerecht funktionéiere wëll, brauch Betriber, déi sech weiderentwéckele kënnen, déi innovéieren, investéieren an hir sozial Verantwortung eescht huelen. Dat eent geet net ouni dat anert. Eng dynamesch Wirtschaft a sozial Kohäsioun si Komplementaritéiten, keng Géigesätz.

D'Bestëmmungen vum Code du travail schützen de fundamentale Wäert an déi zentral Bedeitung vun der Aarbecht an eiser Gesellschaft. Si garantéieren, datt d'Salariéen an engem gerechte Kader schaffen kënnen, mat engem fairen Aarbechtsvertrag, enger korrekter Bezuelung, engem gesonden a sécheren Aarbechtsëmfeld an zuverlässige Konditiounen.

Eng zentral Roll bei der Uwendung an och dem Respekt vum Aarbechtsrecht spillt d'Inspection du travail et des mines, op déi ech méi spët nach aginn. Mee och eng ITM muss sech weiderentwéckelen, fir de verännerte Realitéiten um Aarbechtsmarché gerecht ze ginn. Nei Aarbechtsforme suerge fir nei Erausforderungen. Dofir muss d'ITM net nëmmen iwwerwaachen, mee virun allem och preventiv handeln, informéieren, sensibiliséieren an och Dialog féiere mat den Entrepreneuren an de Mataarbechteren.

Et ass evident, datt de Code un d'Erausforderungen vun eiser Zäit ugepasst muss ginn, vun digitaler Transformatioun a flexibelen Aarbechtsformen bis hin zu neie berufleche Risiken, fir dass seng Prinzipien vu Gerechtegkeet, Sécherheet a Respekt och an Zukunft hir voll Wierkung kënnen weisen.

An dësem Kader ass eng Extenssioun vun der Sonndesarbecht eng gerecht a noutwendeg Upassung un eis haiteg Gesellschaft. Et geet hei a kengster Weis drëm, Aarbecht a Fräizäit géinteneen auszespillen, mee éischer, d'Chancëgläicheit tëscht de Betriber ze garantéieren, d'Realitéit vum de schaffende Leit unzuerkennen an dem tatsächleche Besoin vun de Leit, déi um Terrain schaffen, och Rechnung ze droen.

Zesumme mussen mir grouss Efforte maachen, fir eng Aarbechtswelt ze gestalten, déi den Erausforderungen vun haut gerecht gëtt. Dëst ëmfaasst digital Transformatioun, flexibel Aarbechtsformen, nohalteg Preventioun vu Risiken a fair Konditiounen fir all d'Salariéen.

D'Zil ass et also, eng equilibréiert, innovativ an inklusiv Aarbechtswelt ze schaffen an ze féieren, wou d'Betriber effizient kënnen schaffen an d'Bedierfnesser vun de Salariéer respektéiert ginn. Wann d'Konjunktur stagnéiert an d'Zukunftsvisiounen onsécher si wéi am Moment, kënn et drop un, d'Aarbechtsplazen ze stabiliséieren an de Mënschen eng Perspektiv ze bidden. Dofir ass et entscheidend, datt d'Leit net eleng gelooss ginn, mee aktiv begleet a geféiert ginn.

D'ADEM ass dobäi natierlech e ganz wichtige Partner, dee mat Kompetenz an Engagement dozou bäidréit,

datt jiddweree seng Plaz um Aarbechtsmarché fénnt. D'Zil vun engem resilienten Aarbechtsmarché ass et, jiddereen esou gutt wéi méiglech op d'Aarbecht vu muer virzebereeden. An deem Sënn ass de Skills-Plang, deem am Juni (veuillez lire: Mee) 2025 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, e ganz wichtegt Instrument.

Et geet drëms, de Skills-Gap vun de Leit méi kleng ze maachen an hinnen nei Méiglechkeeten um Aarbechtsmarché ze bidden, fir sech engem Aarbechtsëmfeld unzupassen, dat sech permanent verännert. Et ass donieft eng Mesür, fir dem Chômage entgéintzewierken. Duerch esou Initiative suerge mer derfir, datt de Fortschritt inklusiv, nohalteg a gerecht bleift.

Mir schwätzen hautdesdaags och vill iwwer Produktivitéit, Iwwerstonnen an Effizienz op der Aarbechtsplaz, mee mir däerfen net vergiessen: De Mënsch steet am Mëttelpunkt! De Salaré steet am Mëttelpunkt. De Bien-être au travail ass kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet. Eng Gesellschaft, déi gesond a gerecht funktionéiere soll, brauch Aarbechtsplazen, wou d'Leit sech respektéiert, sécher a wäertgeschätzt fillen.

D'Politik huet hei eng kloer Verantwortung. Et geet net duer, just iwwer Work-Life-Balance ze schwätzen. Et muss och konkreet gehandelt ginn, duerch besser Gesetzter, méi Kontroll an eng Kultur, déi Preventioun a mental Gesondheet eescht hält.

Mir müssen als Land weisen, datt d'Wuelbefanne vun de Salaréien net eng zweet Prioritéit ass, mee eng Basis fir de soziale Fortschritt. Nëmme esou kënnen mir eng Aarbechtswelt opbauen, déi gerecht, nohalteg an awer och mënschlech ass.

De Lëtzebuurger Modell huet ëmmer op Dialog a Gerechtigkeit an Zesummenhalt opgebaut. Och wann de Sozialdialog net ëmmer einfach ass, sinn ech fest dervun iwwerzeugt, datt et e wichtegt Instrument ass, fir zesumme fir Stabilitéit, Zesummenhalt an en attraktiven Aarbechtsmarché ze suergen.

Lëtzebuerg muss der Evolution vum Wäert vun der Aarbecht Rechnung droen, fir attraktiv ze bleiwen. Attraktiv sinn heescht hautdesdaags, net just e gudder Salaire ze bidden, mee och Sënn, Flexibilitéit a Work-Life-Balance. D'Regierung hält déi nei Erwaardungen – an d'Besoinen natierlech – vun de Salaréie ganz eescht a mir müssen hautdesdaags dës Wënsch gesinn, verstoen an eng Äntwert dorop ginn, wa mer weiderhi wëllen déi Talenter unzéien, déi eis Ekonomie brauch, a se natierlech och hei zu Lëtzebuerg halen. Dofir geet et drëms, modern Aarbechtskonditiounen, Oppenheet vis-à-vis vun neien Aarbechtsorganisatiounen an d'Wuelbefannen op der Aarbecht ze fërderen. Esou wäert Lëtzebuerg och an Zukunft um europäeschen an awer och internationalen Niveau attraktiv bleiwen.

A wa mer vun attraktiv schwätzen, ginn ech dem Här Engel och Recht, dass Beruffer wéi d'Handwerker an och d'Infirmieren, awer och de Gesondheits- a Flegesektor musse méi promovéiert gi bei eise jonke Leit an natierlech och méi valoriséiert musse ginn.

Absenteismus ass natierlech e grouse Problem, dee wéi e roude Fue dem duerch all Sektour derduerchgeet. Mee do ass och d'Sécurité/Santé au travail vun der ITM, déi ganz, ganz vill doranner schafft a probéiert, do Léisungen ze fannen.

Identifikatioun mam Betrib ass natierlech wichteg an natierlech zülfënd fir all Betrib, an natierlech och, fir am Betrib selwer eng ordentlech Atmosphär ze hunn an och ordentlech kënnen ze schaffen.

D'Plattformaarbecht ass ugeschwat ginn. Mee bei der Plattformaarbecht gëtt ëmmer de Liwwerant vu Pizza a vun Iesse beschriwwen. Mee och a ganz villen anere

Sektore gëtt am Moment vu Plattformaarbecht geschwat. Am Moment si mer bei 43 Milliounen Leit an Europa, déi an der Plattformaarbecht sinn. An déi Direktiv ass do, fir de Statut ze definéieren, ob et e Salaré ass oder ob et en Independant ass. An do musse mer als Lëtzebuerg Krittere festleeën, fir éischters emol dee Statut ganz kloer ze definéieren, ouni awer déi Plattformen hei zu Lëtzebuerg allegueren ze vergaalen, Krittere, wéi gesot, wou d'Zil muss sinn, de Salaré maximal ze schützen, ouni Lëtzebuerg vun der Landkaart vun de Plattformen ze sträichen.

D'Frontalieren – an ech mengen, Dir wësst et allegueren, wann Der all Dag bis hei an d'Stad gefuer kommt – sinn natierlech, wéi den Här Spautz et och ugeschwat huet, am Traffick ëmmer omnipresent mat 224.000 Leit, déi vu ronn 500.000 schaffende Leit hei wierklech bal 50 % ausmaachen. An och do muss am Transport no Méiglechkeete gesicht ginn, fir dass Lëtzebuerg weider attraktiv bleift.

D'Direktiv Plattformaarbecht ass awer e bësse méi speziell, well d'Direktiv net genuch Virgäbe gëtt, fir tel quel transposéiert ze ginn. An dofir, nach eng Kéier, muss Lëtzebuerg seng Krittere esou definéieren, dass se fir Lëtzebuerg gutt sinn.

D'KI ass ganz dacks ugeschwat ginn an den Interventiounen hei. D'KI ass eng enorm Erausforderung, eng enorm Chance fir den Aarbechtsmarché, mee et dierf awer och keng Excuse sinn, fir Leit ze entloosen, just well d'KI eng Aarbecht iwwerhëlt. Fir der KI entgéintzewierken, ass et natierlech extreem wichteg, dass mer de Reskilling an den Upskilling, deem och d'ADEM ubitt, méi fërderen, an de Skills-Plang, mengen ech, wou mer de Kleng- a Mëttelbetriber d'Chance ginn, hir Leit elo schonn esou ze forméieren, dass se net Demandeurs d'emploi ginn, mee dass se kënnen an de Betriber bleiwen, dass se sech kënnen forméieren, fir déi nei Erausforderunge vum Aarbechtsmarché kënnen unzegoen.

Produktivitéit ass net dat eenzeg Zil, dat mer sollen um Aarbechtsmarché hunn. D'Aarbechtszäitverkierzung ass natierlech ugeschwat gi vum Här Engel, mee dat ass net am Koalitionsaccord virgesinn.

De Mindestloun oder d'Mindestloundirektiv wäert den 11. November moies um 9.40 Auer hei an der Stad verhandelt ginn a mir sinn elo scho ganz gespannt, wéi dat Urteel wäert ausgesinn.

Et sinn natierlech ganz, ganz vill Froen opkomm, och virun allem vum Här Engel, an dofir müssen an der Regierung déi néideg Iwwerleeungen a Reflexiounen gemaach ginn, ier een elo Analysen oder Etüde wëll lancéieren. D'Unzéie vun neien Aarbechtskräfte gëtt an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp ënnert dem Lead vum Ministère de l'Économie scho gemaach, virun allem fir Talentattraction, mee awer och fir méiglech Mesuren, fir eebe Leit hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Dann, zu dem Här Spautz senger Meenung, dass de Sozialdialog soll héichgehalte ginn, do sinn ech zu 100 % senger Meenung. An de Bilaterale wäert ech drop oppassen, dass mer als Regierung d'Vertraue vun de Sozialpartner erëm kënnen opbauen, dass mer de Lëtzebuurger Sozialmodell, un deem ech zu 100 % gleewen, erëm esou kënnen opbauen, dass mer kënnen Diskussiounen féieren, och wa se vläicht heiansdo méi haart sinn, mee dass mer kënnen ënnert deenen dräi Partner esou diskutéieren, zum Wuel vun de Salaréien, awer och vun den Employeuren.

D'Madamm Cahen huet iwwert d'Studentenarbecht geschwat, wou virun allem am Evenementiel eng Demande do ass bei Concerten, bei gréisseren Manifestatiounen. Do soll ech och elo Propositionen kréie vun

engem Grupp, dee sech do Gedanken gemaach huet. Mee et gëtt elo schonn d'Méiglechkeet vun engem CDD fir déi Jonk vu maximal 15 Stonnen pro Woch an der Moyenne, en plus zu deem Studentekontrakt.

D'Madamm Bernard huet vun der Penurie an alle Sektore geschwat. Natierlech, all d'Sektore si vun der Penurie concernéiert, souwuel d'Main-d'œuvre qualifiée wéi och d'Main-d'œuvre non qualifiée. An d'Schéier geet leider, leider ëmmer méi auserneen zwëschen den Demandeurs d'emploien an den oppene Plazen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Am Summer 2022 hate mer genau sou vill Demandeurs d'emploi wéi oppe Plazen. An déi Schéier geet elo ëmmer méi auserneen, wat mir als Aarbechtsminister natierlech ganz, ganz vill Suerge mécht. Mir si bei ronn 18.000 Demandeurs d'emploien an zwëschen 7.000 an 8.000 oppene Plazen.

D'Perspektive sinn natierlech fir Jonker ganz schwierig, ganz kloer. Mee ech mengen, dass mer mat Reskilling an Upskilling an awer och an der Bildung Visiounen kënnen presentéieren, awer och Projet-de-loie wéi d'Mesures jeunes, déi ech elo leschte Freiden op den Instanzewege geschéckt hunn, wat eng Harmonisierung an och eng Verbesserung vun de Mesuren, fir géint de Jugendchômage virzegoen, mat sech bréngt.

Den Här Baum huet nach déi vill a gutt Aarbecht am Fong e bessen a Fro gestallt, déi d'ITM leescht am Beräich vun der Sécurité/Santé au travail. Et ass sécher – sécher! – keen zanlosen Tiger an och kee kastrierte Schmusekater! Et ass ganz, ganz wichteg, dass mer d'Sécurité/Santé au travail nach héichhalen, dass d'ITM weider do hir Aarbecht mécht, déi se gutt mécht, déi se wierklech mat allem, wat se huet vun Agenten, all Dag an de Betriber och héichhält. An d'Preventioun, mengen ech, ass do extreem wichteg, och de Kontakt an den Dialog mat den Employeuren, awer och mat de Salaréien, fir dass mer esou vill wéi méiglech Sécuritéit an awer och gesond Aarbechtsplaze virfanne fir eis Salaréien hei zu Lëtzebuerg.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. Här Minister, et gëtt nach eng Fro, déi den Här Haagen Iech wëllt stellen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här Minister, fir déi Explikatioun. Ech hunn eng Fro iwwert d'Plattformaarbecht. An der Kommissioun hu mer schonn doriwwer diskutéiert. Dir hutt selwer gesot, datt d'Ziel vun de Leit, déi op Plattformaarbecht zréckgräifen, elo bei 43 Milliounen läit. Do ass d'Tendenz steigend an deene leschte Joren: Mir si vu 25 Milliounen fortgaangen op elo 43 Milliounen.

An der Kommissioun hu mer notament doriwwer diskutéiert, wéini d'Ëmsetzung vun där Direktiv och fir Lëtzebuerg kënnt. Do hutt Der drop geäntwert, datt et Schwierigkeete géif ginn innerhalb vun der EU. Jiddweree kuckt op deenen aneren, wat dee fir d'éischt mécht. An ech hu jo du proposéiert, datt et jo och gutt wier, wa Lëtzebuerg, wéi et an anere Sektoren, notament an der Finanz- an an der Steuerwelt, First Mover ass, och eng Kéier am Soziale First Mover wier. Duerno, mengen ech, war e Conseil oder et kënnt e Conseil, wou doriwwer soll diskutéiert gi fir déi Ëmsetzung.

Ass d'Regierung der Meenung – a sidd haaptsächlech Dir der Meenung –, datt mer hei als Lëtzebuerg, well mer dat do awer duerch d'Dimensioun vun der Plattformaarbecht warscheinlech méi séier reglementéiert kréien am Kader vun där Direktiv, och do First Mover am Soziale spille sollen?

Merci.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, merci fir déi Fro. Et ass esou, dass, wéi gesot, Lëtzebuerg eng ganz speziell Situatioun huet bei der Plattform-aarbecht. Dee Conseil war nach net, deen ass elo eréischt, mengen ech, am Dezember, ech mengen, den 1. oder 2. Dezember, wann ech elo genau no-kucke kann. Mee, wéi gesot, do ass d'Méiglechkeet, als Lëtzebuerg First Mover ze sinn. Mir hate jo schonn an der Chamberskommissioun driwwer geschwat, dass am Moment e bëssen een op deen anere waart, mee ech ginn Iech awer Recht, dass mir bei verschidde-
denen Theemen esou Krittäre kënnen festleeën, dass mer First Mover sinn, ouni dass Lëtzebuerg do – jo, wéi soll ech soen? – eng Rechnung bezilt, déi vläicht ze vill batter wäert sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn nach eng Fro vum Här Engel, Här Minister.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Merci och, Här Minister, fir déi Ausféierung, déi Der elo hei gemaach hutt. Ech hunn och nach eng Fro zu de Plattformarbechten, notament déi: Dir sot, der Direktiv no misst all Land sech jo selwer Krittäre ginn. Voilà, do gëtt et eng ganz Rei Krittären, déi scho bekannt sinn. Et gëtt Proposition-de-loien, et gëtt Gesetzestexter, déi am Ministère fäerdeg do leien. A wéi eng Richtung wëllt Der dann am CPTe mat de Sozialpartner diskutéieren? Sinn do déi Krittären, déi Der do schonn hutt, d'Basis vun der Diskussioun oder a wéi eng Richtung orientéiert Der dann Äert Gespréich? Dat ass meng éischt Fro.

Déi zweet: Dir hutt virdru vun Talentattraction a vu -retail geschwat, also fir d'Leit och ...

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Retention.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | ... Retention, also fir d'Leit och ze halen.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ech hunn net richteg eraushéieren, wat do Är Mesüre sinn an ob Der do Kooperatiounen, esou wéi ech Iech gefrot hat, mat anere Länner géingt agoen, fir eeben, och wa mer hei an der Groussregioun schonn alles ofgegraast hunn, an dat hu mer, do hu mer vill Leit jo schonn heihinner drainéiert ..., ob mer do aner Kooperatiounen géingen agoen.

An eng drëtt Fro, dat ass meng lescht: Dir hutt gesot, et misst ee besser Gesetzter hunn, fir datt mer eng besser Work-Life-Balance hunn. Dat hutt Der an Ärer Ried gesot. Wat sinn do déi Gesetzter, déi Iech virschwiewen, déi ee misst änneren, fir datt mer och eng besser Work-Life-Balance hunn? Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo. Dann äntweren ech direkt op déi lescht Fro. Aarbechtszäitorganisatioun ass, mengen ech, den Theema schlechthin, fir d'Work-Life-Balance hinzekréien, déi ech elo wäert mat de Sozialpartner an der Bilaterale diskutéieren, fir dass mer do déi beschtméiglech Aarbechtszäitorganisatioun kréie fir all d'Salariéen. An ech mengen, dat ass en Haaptzil vun deene Bilateralen, dass mer do e Konsens fannen, dass mer de Salariéen do entgéintkomme bei der Aarbechtszäit-reduktioun ouni Aarbechtszäitreduzéierung.

Dann d'Plattformarbecht natierlech: Déi Iddien, déi bis elo op den Dësch komm sinn, gi mer bestëmmt net einfach esou an d'Poubelle geheien. Et ass jo och esou, dass meng Beamte vum Aarbechtsministère an deem europäesche Grupp vun der Kommissioun mat vertruete sinn, wou iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv Plattformarbecht diskutéiert gëtt a wou

verschidden Iddien op den Dësch kommen. An ech hat jo virdru gesot, dass déi Krittären, déi mer elo am Moment diskutéieren, de Salarié hei zu Lëtzebuerg maximal schützen sollen, ouni awer da vun der Landkaart vun de Plattformarbechten ze verschwannen, well wéi Der et jo wësst, ka Plattformarbecht eeben och an engem anere Land sinn. Wa mer op eemol esou onattraktiv wäeren, wéi et nëmme ka sinn, dann hätte mer natierlech och eiser Economie e Bären-dienst erweisen, eeben déi Plattformen hei ze vergraulen. An ech mengen, dass mer do genuch Krittäre wäerte kënnen fixéieren, fir d'Salariéen ze schützen, ouni awer hei ze vill restriktiv ze sinn, wou een dann herno ... Virun allem mengen ech awer, dass et wichteg ass, de Statutt vum Salarié ze definéieren. Dat ass dat Allerwichtigst, well de Statutt vum Independant vun der Plattformarbecht huet, mengen ech, bei der Plattformarbecht net vill ze sichen.

An Är zweet Fro war?

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Talentattraction.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | A Talentattraction, jo. D'Talentattraction geet natierlech iwwert d'ADEM, wou d'ADEM sech och vill Gedanken mécht, eebe fir Talenter unzezeien. Ech hat eng Entrevue mam Andrea Nahles, fréier Aarbechtsministesch aus Däitschland, déi och eeben elo, jo, eist Isabelle Schlessler aus Däitschland ass, also d'Direktesch vun der Bundesagentur für Arbeit, déi déi selwecht Problemer huet wéi mir. An do hu mer e reegen Austausch tëscht deenen zwou Administratiounen, well mer ganz vill änlech Problemer hunn. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer och mat eisen Nopeschlänner, mat Däitschland, mat Frankräich a mat der Belsch, intensiv Gespréicher hunn an en Austausch hunn, fir kënnen och ..., net dass een deem aneren d'Leit ewechhëlt oder een deem aneren d'Talenter ewechhëlt, mee dass mer kucken, wéi mer eis kënnen organiséieren, fir dass all Land do gagnant ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn en Depot vun enger Motioun vum Här Engel gehat. Den Här Engel, mengen ech, huet seng Motioun scho während senger Ried virgestallt, soudatt ech elo géif froen, wien dozou wëllt d'Wuert huelen. Ech gesinn d'Madamm Cahen, den Här Goergen, den Här Spautz. Da fänke mer u mat der Madamm Cahen. Madamm Cahen.

Une voix | An d'Madamm Bernard?

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Bernard, ok.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Merci och fir déi Motioun. Also ech mengen, op deen éischten Turet, op den éischten Invite hat ech scho geäntwert a menger Ried. Also ech mengen, dës Regierung huet scho vill gemaach, wat eeben an hirer Kompetenz ass, notament huet se zum Beispill de Mindestloun steierfräi gemaach. An ech hunn Iech gesot: Mir mussen och kucken, dass mer Aarbechts-plazen erhalen an dass d'Betriber sech d'Aarbecht an d'Aarbechter och nach kënnen leeschten. An dofir, mengen ech, mécht d'Regierung, wat se kann: de Mindestloun ass elo steierfräi, de Once-Only, wou d'Leit dann och Hëllef kréien, wa se der da brauchen.

An dann, wat Ären zweeten Invite ugeet, do kënnt elo souwisou déi grouss Steuerreform, wou de Finanzminister amgaangen ass, drun ze schaffen. Ech mengen, en hat och Är Fraktioun gesinn, en huet ons Fraktioun gesinn an all déi aner. An do an deem Kontext, mengen ech, kënnt Der Iech jo bestëmmt och

abrëngen am Kader vun där Steuerreform, vun der Individualiséierung, an der Chamberskommissioun, fir dann eeben do vläicht och ze kucken, dat eent oder dat anert ze suggeréieren.

An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net unzehuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also beim éischten Turet, wou Der iwwert de Mindestloun schwätzt, sinn ech direkt derbäi: E kann och 100, 200 eropgoen. Mir sinn nämlech der Meinung, dass wann een de Leit méi Geld gëtt fir ze liewen, da wäerte se och méi konsuméieren, anstatt dass ee se kleng hält a se da manner konsuméieren. Da géif et nämlech och de Patronen zeguttkommen.

Beim zweeten Turet hunn ech e bësse méi Bauchwee, virun allem well et och ëm de Revenu du patrimoine geet, wou een a sech och de Loyer kéint drënner verstehen. An da géingen herno d'Loyeren nach eng Kéier an d'Luucht goen, wann déi géinge méi besteiert ginn. Well dat ass jo a sech dat: Wann een e Patrimoine huet an et verlount een en, dann ass de Loyer mat dran. Esou hunn ech et verstanen. Wann Dir mer elo sot, d'Loyere wäeren explizitt net mat dran ..., well wann Der d'Loyere géingt méi besteieren, gëtt et herno awer erëm fir déi Leit, déi musse loune goen, méi deier. Dat wär deementspreechend schlecht.

A „réduisant la charge fiscale sur le travail“, also do sinn ech direkt dermat averstanen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Et wäert Iech elo net wonneren, mee dat vun de Steieren ass scho gesot ginn. D'Steuerreform wäert de Gilles Roth ... En huet schonn Diskussiounen mat eis alleguerter gefouert an e wäert och nach weider Diskussiounen féieren. Dofir si mer der Meinung, dass een dat de Moment net brauch ze ënnerstëtzen. An och fir dësen Zäitpunkt si mir der Meinung, dass beim Mindestloun nach näischt soll änneren. Dat schléisst awer net aus, dass och duerno, wéi de Minister et scho gesot huet, reegelméisseg Upassungen wäerte kommen. Duerfir wäerte mir déi Motioun hei net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir géifen dës Motioun ënnerstëtzen. Och villmools merci dofir. Ech mengen, et ass eng Tatsaach, an dat wësse mer, dass den Taux vun de Working Poor extreem héich ass zu Lëtzebuerg. Mir schwätze vun 12,2 % vun de Leit, déi voll schaffen an déi ënnert dem Taux de risque de pauvreté leien. Domat ass deen Taux duebel sou héich wéi am europäeschen Ausland. Dat ass eppes, wat eis wierklech muss Suerge maachen a wou eng Unhiewung vum Salaira social minimal duerchaus eng Pist ass, déi mer an deem Sënn ënnerstëtzen. Mir mengen och, datt dat eng Mesür ass, déi eng Plaz misst fannen am zukünftege Plan pauvreté vun der Regierung. Ech héieren elo, dass dat warscheinlech net an déi Richtung wäert goen, mee mir géifen dës Mesür op jidde Fall wëllen doranner gesinn.

An och par rapport zu der Fro vun der Schéier tëscht Aarm a Räich, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, do, mengen ech, komme mer net derlaanscht, d'Fro vum Kapital awer trotzdem hei ze traitéieren an och do e méi gerechte Besteuerungssystem en place ze setzen, wou een dat en compte hält. Mir mengen, dass dat eng

wichtig Geleeënheet wier, fir grad um Niveau vun de Superräichen och hei kënnen unzesetzen. An an deem Sënn géife mer dës Motioun wëllen ënnerstëtzen, well se, mengen ech, wierklech do zwee wichteg Punkte géing attackéieren, déi awer zum Ecart tëscht den Aarmen an de Räichen zu Lëtzebuerg bäidréit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir géifen eis bei dëser Motioun enthalen. Mam éischten Alinea si mer d'accord, hu mer keng Problemer. Beim zweeten Alinea vun de Steiererhëijungen, do hu mer eis Bedenken oder do si mer dergéint, well déi schueden eiser Wirtschaft. An duerfir géife mer eis bei dëser Motioun enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also jidderee weess jo ganz genau, datt zu Lëtzebuerg de Mindestloun, och wann en an absoluten Zuele vill méi héich wéi an eisen Nopeschlänner ass, u sech ënnert der Aarmutsgrenz ass. An ech mengen, jiddereengem, deen der Meenung ass, datt een de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg net erhéije soll, datt dat net néideg ass, deem schloen ech emol vir, zéng Joer laang mam Mindestloun iwwert d'Ronnen ze kommen an niewebäi och nach e Loyer ze bezuelen, vu datt déi heite Regierung jo och kee Mietdeckel wëllt maachen oder op jiddwer Fall esou mécht, wéi wa se vläicht eppes géif maachen. Dat heescht probéiert eng Kéier emol, zu Lëtzebuerg mat engem Loyer plus mat engem Mindestloun iwwert d'Ronnen ze kommen. Et ass onméiglech. Et ass ganz einfach onméiglech!

An dat schuet och en plus der Kompetitivitéit, well et dierf ee jo ni vergiessen, datt wann d'Leit besser verdéngen, si déi Suen aneschtens wéi déi Superräich, déi hir Suen horten a guer net produktiv investéieren ... Déi Leit, d'Salariéen, déi 100, 200, 300, 500 Euro méi verdéngen, déi wäerten dat an der realer Wirtschaft erëm investéieren. D'Privatwirtschaft kann doduerch nëmme gewinnen.

An dat wär e Cercle vertueux, dee mer do géife schafen. Dat heescht dat heiten: Ze refuséieren, d'Mindestloun eropzesetzen, mat deenen een hei zu Lëtzebuerg net iwwert d'Ronne kënn, ass einfach inhuman par rapport zu de Salariéen, déi de Räichtum hei zu Lëtzebuerg schafen, an et ass ekonomesch absurd, well de Privatsektor och näischt dovunner huet, wann d'Leit hei zu Lëtzebuerg net genuch verdéngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung. Da ginn ech dem Auteur vun der Motioun d'Wuert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Dir wësst allegueren: De Mindestloun, dee gëtt adaptéiert duerch den Index. Dee geet also regelméisseg an d'Luucht. Mee déi lescht strukturell Erhéijung vum Mindestloun, déi hate mer 2018. Dat waren 100 Euro méi Mindestloun. Dat war, Här Spautz, ënner engem sozialisteschen Aarbechtsminister, fir dass Der dat och kënn an Äert Bichelche schreiwen.

(Hilarité)

Dat hei si ganz, ganz konkret Mesüeren, fir de Leit um Terrain effektiv ze hëllefen. Et gouf hei elo vum Här

Wagner a vun der Madamm Bernard ganz kloer gesot: 100 Euro méi, dat ass d'Kafkraaft vun deene Leit stäerken, déi déi Suen och ausginn um Terrain, déi d'Ekonomie och weiderdréie loosse. Dat ass also eng ganz konkret Moossnam fir déi Leit selwer an awer och, fir d'Ekonomie unzekuerbelen, gradesou wéi och eng Reform vun der Fiskalitéit. Jo, et gëtt vill geschwat dovunner: Dat misst ee maachen, dat misst ee maachen. Um Terrain gesäit een awer net déi konkret Moossnamen.

Hei ass eng Motioun, wou Der Mesüeren dran hutt, wou Der konkret kënn zu deem stoen, wat Der och dobaussen zielt. Also hei wär eng Motioun, wou Der net nëmme e Lippenbekenntnis kéint maachen, mee wou Der Iech konkret kéint engagéiere fir 100 Euro méi Mindestloun an och, fir d'Kapitalbesteuerung méi no bei d'Aarbechtsbesteuerung ze kréien. Dir wësst, datt d'Aarbechtsbesteuerung vill méi héich ass wéi déi vum Kapital. Hei wär eng Mesür, fir dat méi no beieneen ze kréien. Wann Der dat net wëllt matstëmme, dann hu mer dat emol op alle Fall ... Wann d'Motioun dann eppes Guddes huet, dann dass Der dat net matgestëmmt hutt.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Domat wär keng weider Wuertmeldung méi do. Da géif ech dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme, 7 Abstentionen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 7 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

12. Dépôt d'une résolution par Mme Joëlle Welfring

Éier mer elo zum Schluss vun der Sëtzung kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Welfring fir den Depot vun enger Resolutioun. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo, merci. Ech faasse mech kuerz. Ech weess, Dir sidd um Sprong. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Ofschluss vun haut wollt ech heimat eng Resolutioun deposéieren, déi eigentlech sollt iwwerflësseg sinn.

Résolution

« visant à renforcer l'égalité des genres et l'égalité de traitement de toutes les personnes au sein de la Chambre des Députés »

La Chambre des Députés,

– considérant que l'égalité des genres ainsi que l'égalité de traitement de toutes les personnes sont des droits humains fondamentaux et des conditions essentielles d'une société démocratique et inclusive ;

– considérant que la lutte pour l'égalité des genres et la lutte pour l'égalité de traitement de toutes les personnes est un effort permanent qui requiert vigilance et engagement ;

– préoccupée par la diffusion, à l'échelle internationale et nationale, de discours populistes, antiféministes et hostiles aux politiques d'égalité, qui dénaturent les objectifs de cette lutte et fragilisent des acquis ;

– rappelant sa résolution du 18 novembre 2021 relative à la lutte contre le discours de haine ;

– rappelant sa motion adoptée le 1^{er} juillet 2020 soutenant l'élaboration d'une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg ;

– rappelant sa résolution du 1^{er} juillet 2020 relative au renforcement du Centre pour l'égalité de traitement (CET) ;

– considérant qu'elle s'est déjà engagée à travers l'initiative « Vers un Parlement plus sensible au genre », visant à renforcer la prise en compte de la dimension de genre dans l'ensemble de ses activités ;

– considérant que dans ce contexte, le Bureau de la Chambre a mis en place un « Gender comité » qui a pour mission de concevoir, coordonner et réaliser un audit de genre visant à dresser un état des lieux des pratiques en matière d'égalité des genres et à formuler des recommandations ;

– considérant que cet audit se déroulera en deux phases :

• la première, consacrée exclusivement à l'Administration parlementaire de la Chambre des Députés qui devrait s'achever fin 2025,

• la seconde, qui portera sur l'institution parlementaire dans sa dimension politique et qui devrait être finalisée d'ici fin 2026,

réaffirme

– sa responsabilité d'exemplarité en matière d'égalité et de non-discrimination ;

– sa volonté d'être un employeur garantissant l'égalité des chances et un environnement de travail inclusif,

décide

– de renforcer la prise en compte systématique des principes de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion aussi bien dans les pratiques de l'Administration parlementaire que dans la dimension politique du travail de la Chambre ;

– dans le cadre des travaux du « Gender comité », et en particulier pour l'analyse et le développement de recommandations relatives au travail politique de la Chambre, de fournir une base permettant de mieux aligner les décisions et les prises de position – internes comme externes – sur les principes des droits humains ;

– d'intégrer une approche systématique de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion dans la révision de son Règlement et dans ses pratiques internes ;

– d'inviter des expert.e.s externes à apporter un regard extérieur et indépendant sur les efforts entrepris dans le cadre de l'initiative « Vers un Parlement plus sensible au genre », notamment afin :

- d'identifier les éventuelles lacunes en matière d'égalité, d'accès et de non-discrimination,
- de proposer des recommandations pour renforcer encore la cohérence des pratiques avec les standards nationaux et européens en matière d'égalité de traitement et d'accessibilité, tant pour le volet administratif que pour le volet politique de ces travaux ;

– de demander au Bureau de la Chambre de présenter un plan d'action fondé sur ces recommandations et d'en assurer le suivi annuel.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | An dat wär och de Fall, jo, wa mer an enger Welt géinge liewen, an där net op ville Plazen d'Auer vum Progrès nees géif zrëckgedréint ginn, an enger Welt géife liewen, an där wichteg Acquisen a punkto Mënscherechter, Inklusioun a Chancëgläichheet net géifen a Fro gestallt ginn oder souguer ofgeschaaft ginn, wa mer an enger Welt géife liewen, an där d'Verbredung vun Desinformatioun a Falschinformation net dagdeeglech an Antifeminismus net salonsfäeg wier.

Mee leider, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, liewe mer net an esou enger Welt. An dofir si mer der Meinung, dass mir als Chamber sollen en Zeeche setzen, an dat ëmmer nees, wann et muss sinn, an eisen Asaz fir Mënscherechter, Inklusioun a Gläichberechtigung nach emol kloer ënnersträichen.

Mat dëser Resolutioun, déi Der kënnst noliessen, solle mer en Zeeche setzen, dass mer eis als Chamber

selwer eescht huelen an eist Handeln heibannen an dobausse systematesch mat de Mënscherechter an Aklang bréngen an domadder mam gudden Beispill virginn, well d'Rechter vun de Fraen an d'Gläichstellung tëscht de Geschlechter si Mënscherechter, net méi an awer och net manner.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. D'Resolutioun gëtt elo nach ausgedeele an da kënnen mer se muer oder iwwermuer, sou fréi et geet, op den Ordre du jour setzen, fir iwwert se ofzestëmme fir iwwert se ze diskutéieren.

Voilà. Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukommen.

Ech hiewen d'Sëtzung op.

(La séance publique est levée à 17.58 heures.)

99^e séance

Sommaire

- | | |
|--|--------------|
| 1. Ouverture de la séance publique
M. Claude Wiseler, Président | p. 43 |
| 2. Question élargie n° 49 de M. Laurent Mosar au sujet de la position du Luxembourg face au compromis du G7 sur la taxe minimale OCDE
M. Laurent Mosar M. Gilles Roth, Ministre des Finances M. Laurent Mosar M. le Ministre Gilles Roth | p. 43 |
| 3. Question élargie n° 52 de Mme Sam Tanson au sujet de l'évolution de l'emploi dans le secteur bancaire
Mme Sam Tanson M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. André Bauler) Mme Sam Tanson M. le Ministre Gilles Roth | p. 45 |
| 4. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de la politique pénitentiaire au Luxembourg
Exposé : M. Dan Biancalana (dépôt des motions 1 et 2) (interventions de M. Tom Weidig)
Débat : Mme Stéphanie Weydert M. Guy Arendt M. Dan Hardy (intervention de M. Georges Engel) Mme Sam Tanson | p. 47 |
| 5. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Sam Tanson
Exposé : Mme Sam Tanson | p. 53 |
| 6. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de la politique pénitentiaire au Luxembourg (suite)
Débat (suite) : Mme Sam Tanson M. Marc Baum | p. 53 |

- | | |
|---|--------------|
| Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice M. Dan Biancalana (parole après ministre) Mme la Ministre Elisabeth Margue Mme Sam Tanson (parole après ministre) Mme la Ministre Elisabeth Margue
Motion 1 : Mme Stéphanie Weydert M. Dan Hardy Mme Sam Tanson M. Guy Arendt M. Dan Biancalana
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : Mme Sam Tanson M. Dan Hardy Mme Stéphanie Weydert
Vote sur la motion 2 (adoptée) | |
| 7. Ordre du jour
M. Claude Wiseler, Président | p. 58 |
| 8. Résolution de Mme Joëlle Welfring relative au renforcement de l'égalité des genres et de l'égalité de traitement de toutes les personnes au sein de la Chambre des Députés
Discussion générale : M. Gilles Baum M. Fred Keup Mme Nathalie Morgenthaler Mme Claire Delcourt (intervention de M. Fred Keup) M. Marc Goergen M. Marc Baum (intervention de M. Fred Keup) M. Gérard Schockmel Mme Joëlle Welfring
Vote sur la résolution modifiée (adoptée) | p. 58 |
| Présidence : M. Claude Wiseler, Président | |
| Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Elisabeth Margue, Ministres | |

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 49 de M. Laurent Mosar au sujet de la position du Luxembourg face au compromis du G7 sur la taxe minimale OCDE

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet d'erweidert Fro Nummer 49 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Positioun vu Lëtzebuerg zum Kompromiss vum G7 iwwert d'OECD-Mindeststeuer.

Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro an d'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, Här Minister, den Exit vun den USA aus dem zweete Pilier suergt am Moment an der Welt, besonnesch vun der Wirtschaft, fir ganz vill Opreegung a Chaos.

Ech wëll och direkt nach eng Kéier betounen, dass jo a sech dësen Exit um G7-Sommet diskutéiert ginn ass an dass et eigentlech och do zu engem Accord komm ass. Dat heescht, déi sechs aner Länner, déi nach mat den USA an deem G7 setzen, waren eigentlech d'accord mat deem doten Exit.

Ech muss Iech soen, ech – an et si warscheinlech vill Kolleeginnen a Kolleegen, déi déi Meinung och dann

hoffentlech hei an deem Sall deelen – sinn eigentlech katastréiert iwwert déi Decisioun, déi do geholl ginn ass, och wëssend, dass et eigentlech zu deem Pilier 2 komm ass op Drock vun den USA, déi ëmmer wollten, dass et do zu enger Minimalbesteuerung géif kommen. Déi Minimalbesteuerung vu 15 % ass dann och vun der OCDE decidéiert ginn. An elo, wou mir déi Reegelung dann och an eiser Legislatioun hunn a ganz vill aner Länner se applizéieren, decidéieren dann d'Amerikaner einfach esou mol, erëm do erauszeklappen.

Wat kann dat alles fir Konsequenzen hunn? Ganz schnell: Éischstens gëtt dat natierlech e Problem um Niveau vun der Kompetitivitéit vun den europäeschen Entrepreneuren, déi vill méi schlecht wäerten dostoe wéi hir amerikanesch Homologen. Zweetens wäert dat natierlech och op d'Revenuen, ganz besonnesch vun

Drëtt-Welt-Länner, substanzieel Repercussione kréien. Déi Länner hätte warscheinlech elo méi Recettë kritt, dat wäert awer elo leider net méi de Fall sinn. Et wäert och an der Welt zu enger grousser Onsicherheit kommen, well et natierlech ganz vill multinationale Firme gëtt, déi op verschiddene Kontinenten operéieren, wou et elo net méi sécher ass, wat déi eigentlech wou musse vu Steiere bezuelen. En plus hu mer hei och eng Gefor, datt et zu enger gewëssener Flucht an d'USA kënn vum enger ganzer Rei vun Entrepreneuren, well do awer am Moment d'Besteuerung vill méi interessant ass wéi zum Beispill an Europa.

Aus dëser Situatioun eraus wollt ech dann och haut dem Finanzminister eng Rei Froe stellen:

Fir d'alleréischte natierlech wéi et elo virugeet, wéi et natierlech virugeet um Niveau vun der OECD. Ech hunn nach net genau erausfonnt, mee dat kann de Minister mer beäntweren, ob eigentlech schonn deen Exit elo fonctionéiert, dat heescht, datt dee sech och elo schonn applizéiert.

Zweet Fro: Gëschter si mer gewuer ginn an der Finanzkommissioun, datt duerch déi Minimalbesteuerung de Budget eng ronn 80 Milliounen méi opweist. Ech géif also och wëllen elo vum Minister wëssen, ob hien dann dervun ausgeet, datt déi 80 Milliounen an Zukunft wäerten erëm ewechfalen.

Drëttens: Wat geschitt och um Niveau vun der Europäescher Unioun? Ech gi jo fest dervun aus, datt et hei zu enger Concertatioun wäert kommen. Wat fir eng Contre-mesure ginn eventuell do geholl?

Viert Fro: Wat maache mer, fir deenen europäeschen Entrepreneuren hir Kompetitivitéit awer ze stäerken, wësend, datt déi amerikaneschen Entrepreneuren natierlech wäerten elo vill besser dostoos?

Fënneft Fro: Wat ënnerhuele mer eventuell, fir eng Kapitalflucht oder eng Flucht vun Entrepreneuren an d'USA an den nächste Méint ze verhënneren?

Sechstens: Ech hunn och elo matkritt, datt d'Amerikaner decidéiert hunn, eng richteg Deregulatioun virzehuelen am Finanzsektor. Déi wäert also hei nach derbäikommen. Also och eis Finanzetablissementer wäerten do ënner Drock kommen. An do stellt sech also generell d'Fro, wéi mer domadder ëmginn.

An dann eng allerlescht Fro: Deen zweete Pilier sollt jo eigentlech och derzou déngen, Drock op Steuerparadäiser op der Welt ze maachen. Duerch déi Decisioun vun den USA wäert natierlech deen Drock verschwannen, wat dann och erëm wäert leider derzou féieren, datt méi Entrepreneuren hiert Gléck an esou Steuerparadäiser wäerte versichen.

Voilà, Här President, dat sinn emol alleguerten déi Froen, déi ech an enger ganz wichtiger Thematik wollt un de Finanzminister riichten. Ech freeë mech och schonn op seng Äntwerten a soen him och schonn am Virfeld e grouse Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Mosar. An dann huet elo de Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt dem Här Mosar merci fir seng Fro. Dat huet ganz technesch geklongen, ass awer eppes, wat wichteg ass, och wichteg fir eis Finanzplaz. Kuerz: Ëm wat geet et? Dat huet den Här Mosar, well hien Insider ass, net esou duergeluecht. Dat ass: Et geet ëm eng Minimalbesteuerung vu 15 % op multinationale Gruppen, déi e Chiffre d'affaires hu vu 750 Milliounen Euro oder méi, weltwäit operéierend.

Elo sot Der: „Hu mer där da vill zu Lëtzebuerg?“ Jo, mir hunn Duechtergesellschaften oder Succursalle vun esou multinationale Gruppen a mir hunn der

eigentlech ronn 7.500 zu Lëtzebuerg. Dat ass also eppes, wat en net onweesentlechen Impakt op eis Finanzplaz huet an och en net onweesentlechen Impakt op d'Steiereinnahmen, déi mer zu Lëtzebuerg vun de Betriber kréien.

Wat ass de Problem? Viru véier, fënnef Joer huet ee sech – dat huet den Här Mosar richteg ënnerstrach – um Niveau vun der OECD vu Paräis – dat sinn eigentlech déi wirtschaftsförderend Länner, wou Lëtzebuerg derzougehéiert – gëeeneegt, dass een esou eng Minimalsteuer aféiert, och, wéi e richteg ënnerstrach huet, fir Steierschlupflöcher, besonnesch a Steuerparadäiser, wéi hien dat genannt huet, ze ënnerbannen.

Nun, mat der neier Administratioun an Amerika hunn d'USA eng aner Approche. Si soen: „Ma mir hu bei eis Reegelen an de Vereenegte Staaten, déi eigentlech dat ëmsetzen, wat gefuerdert gëtt um Niveau vun dem Pilier 2, nämlech eng 15 %-Minimalbesteuerung.“ A si wëllen hire System koexistéiere loosse mat dem System vun dem Pilier 2, wéi en an der OECD ofgemaacht ass. Dat nennt een am Fachjargon eng sougenannte Side-by-Side – een niewent deem aneren – Koexistenz-Approche.

De Problem ass awer deen, dass dat natierlech zu enger ënnerschiddlecher Konkurrenz féiert. D'Approche vu Lëtzebuerg, dat hutt Der jo gefrot, dat ass déi: Mir maachen do mat. Mir hunn och direkt beim Amtsuntrëtt vun där neier Regierung déi Gesetzgebung ëmgëssat, fir dass se fristgerecht 2024 zu Lëtzebuerg a Kraaft trieden.

Firwat? Well een no de Standarden, déi um Niveau vun der OECD gesat goufen, an der Europäescher Unioun wollt déi selwecht Reegelen applizéieren. An doduerch sinn déi Standarde vun der OECD, wat also op engem Weltniveau spillt, an der Europäescher Unioun duerch eng Direktiv a Kraaft gesat ginn. An do halen och alleguerten déi Länner sech drun.

Ech wëll Iech soen, dass de Moment weltwäit ronn 40 Länner déi Pilier-2-Reegelung bei sech applizéieren. De Punkt ass natierlech deen – an ech ginn e konkret Beispill –: Wa mir eng multinational Firma hunn aus Amerika, déi zu Lëtzebuerg eng Filial oder en Deel vun hirem Betrib huet, da gëtt do argumentéiert: „Majo, déi bezuele jo schonns hir Minimalsteuer an den USA an da brauche se eigentlech keng Steuer (veuillez lire: keng Minimalsteuer) méi zu Lëtzebuerg op deem Benefiz ze bezuelen.“

Elo sot Der: „Wat mécht dat fir Lëtzebuerg aus?“ De Berechnung vun der Steierverwaltung ... Ech hunn net déi Asicht, well do spillt d'Steiergeheimnis. Déi hu gepréift. Dat hunn ech Iech och gëschter an der Finanzkommissioun gesot. Déi hunn einfach déi 100 gréisste Betriber gepréift, déi mer zu Lëtzebuerg en termes vu Steueropkommess hunn, an do si se zur Konkursioun komm, dass den Impakt vun där Minimalbesteuerung, déi mer elo hunn, mat 15 %, e Plus vun 80 Milliounen Recettë pro Steuerjoer ausmécht, Stand haut.

Et ass natierlech esou: Wa vun eenzele Jurisdictionen, spréich an dësem Fall den Amerikaner, drop gepocht gëtt, dass da keng Steiere (veuillez lire: keng Minimalsteiere) méi zu Lëtzebuerg ze bezuele sinn, jo, da spillt en Deel vun deenen 80 Milliounen, déi ech Iech genannt hunn, net méi.

Elo kommt Der: „Wou sinn da lo déi Verhandlungen drun?“ D'Verhandlung lafe parallel nach ëmmer zu Paräis an der OECD, wou d'Amerikaner selbstverständlech mat, an dat fannen ech och richteg, um Dësch setzen.

De Punkt ass awer och deen, dass natierlech dat, wéi ech virdru gesot hunn, en Impakt op d'europäesch

Direktiv huet, an duerfir sinn och parallel Verhandlungen um Niveau vun der Europäescher Unioun zwëschen deenen eenzelne Memberstaaten. Dir verstitt, dass dat reng technesch a schwierig Diskussioun sinn.

Firwat? Well d'Europäer generell natierlech net wëllen, dass si an enger Situatioun wieren, wou d'Wettbewerbsfäegkeet vun Europa doduerch vermindert géif gi par rapport zu anere Jurisdictionen, déi sech net méi wëllen un déi sougenannte Pilier-2-Reegelen halen.

Duerfir musse mir eis ustrengen, éischstens, fir dass mer gemeinsam Standarden halen, zweetens, fir dass déi och um Niveau vun der europäescher Direktiv spillen, drëttens, fir dass ee Vereinfachung mécht am Kontext vun der besteender Pilier-2-Reegelung, sou wéi se am Kontext vun der Direktiv an der Europäescher Unioun spillt, well dat ass „ein Dickicht“, wou just nach, ech soen, Expert-Experte sech erëmfannen. Et gëtt also versicht, dat administrativ ze vereinfachen an eng eenheetlech Approche um Niveau vun der Europäescher Unioun ze hunn. Dat ass dat, wat probéiert gëtt.

A mir hunn als Lëtzebuerg, soen ech och ganz kloer, Interêt drun, dass déi Wettbewerbsfäegkeet – dat nennt een op Neilëtzebuergesch Level-Playingfield, dat heescht en eenheetleche Standard, dee sech weltwäit applizéiert – weiderhin hir Gültigkeet huet.

Dir hutt och gefrot: „Wat gëtt gemaach fir d'Kompetitivitéit?“ Bon, Dir wësst, dass an der Europäescher Unioun déi Diskussioun sinn iwwert déi sougenannte Spuer- an Investitiounsunion. Jo, opgrond vun de geopoliteschen Tensiounen, déi et gëtt, opgrond vun de makroekonomeschen Auswirkungen, déi dat op d'Weltwirtschaft huet, gëtt dat an Europa, an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus als Standpunkt ugesinn, deen de Moment och seng Chance ka spillen, well een eng politesch Stabilitéit kann an der Europäescher Unioun duerleeën, wann een dat ka maachen a wann een och kloer previsibel Reegelen an de weesentleche Wirtschaftsbereicher fënn.

Do spillt natierlech och d'Mobiliséierung vun dem Privatkapital. Als Lëtzebuerger sti mer do derzou, well e weesentleche Kompetitivitätsdefizit, deen d'Europäesch Unioun huet par rapport zu den USA, dat ass deen, dass an der Europäescher Unioun d'Finanzierung vun Aktivitéiten vun der Wirtschaft haapt-sächlech iwwert d'Bankefinanzierung, dat heescht mat Kreditter, geschitt, an an den USA geschitt dat zu 85 % iwwer sougenannte Private Equity, dat heescht, dass Leit hiert Privatverméige selwer an d'Betriber investéieren. Dat ass also eppes, deem ee muss Rechnung droen.

An net méi spéit wéi d'lescht Woch hate mer zu Lëtzebuerg déi europäesch Finanzministeren, déi och konkret Elementer gesicht hunn, fir d'Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber ze ënnersträichen. Eng vun de konkrete Moosnamen wier déi vun enger sougenannter „Loi Rau bis“. „Loi Rau bis“, dat heescht, dass, wa Leit kéinten en Deel vun hiren Erspuerrisier investéieren fir an d'Realwirtschaft, iwwer Fongen, SICAVen oder aner Instrumenter, se dat steuerlech kéinten avantagéiert kréien. Dat gouf et an der Zäit. Mir sinn och am Finanzministère amgaang, doriwwer nozedenken. Et ass och en Deel vun dem Regierungsaccord. An ech sinn och gewëllt, fir dat zäitno ëmzesetzen.

Dann ass eng leschte Saach. Do frot Der: „Wat sinn nei Elementer?“ Jo, mir kënnen och eis Fongeninndustrie stäerken. Do zielen zum Beispill déi REIT. Dat si Real-Estate-Investment-Trust-Fongen. Et muss

ee kucken, ob een do net e weidere Wettbewerbs-
avantage kéint zu Lëtzebuerg schafen.

An dann deen drëtte Punkt, wou ech mengen, dass
mer net d'ärfen schlofen, dat ass um Niveau vun de
sougenannten digitale Finanzen, well d'Welt gëtt
ëmmer méi digital an dat Digital leeft och un der
Finanzwelt zu Lëtzebuerg net laanscht. Duerfir sinn
ech och frou, dass mir mat der Zesummenaarbecht
vun der ganzer Chamber déi Direktiven, déi sech ëm
d'Digitaliséierung vun der Finanzwelt bekëmmere,
schnell ëmsetzen.

An ech hunn nach 1 Minutt 20. Dir hutt mer d'Fro ge-
stellt: „Wéi ass et mat der Dereguléierung?“ Ech soen
och do ganz kloer: D'Amerikaner, dat ass richteg,
déi wëllen zum Beispill, besonnesch an deem, wat
Stablecoins ass, also, jo, Bitcoinen, Stablecoins, dat
heescht déi reng digital Währung an digital Approche,
eigentlech soen: „Ma de Marché soll emol maachen a
mir kucken, wou mer da mussen anengen.“

Déi europäesch Approche, an dat ass déi, déi mir pri-
vilégéieren, dat ass déi: Mir setze fir d'éischt emol e
Reegelmierk, wat den Acteuren, an deem Fall den
Investisseuren, d'Méiglechkeet gëtt fir ze agéieren,
mee net an engem loftleere Raum, wou och de Schutz
vun deem Eenzen, vun dem Investisseur a virun
allem vun dem Konsument, vum Consommateur,
muss garantéiert sinn. An dat ass eng weesentlech a
fundamental aner Approche, déi mer hu par rapport
zu den USA. An et ass och dat, wat mer wëllen um
Niveau vun dem sougenannten digitalen Euro – well
dat muss mer hunn –, wou mer e Kader setzen, wou
d'Leit geschützt ginn, mee wou et awer méiglech ass,
all deenen neien Technologie Rechnung ze droen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci,
Här Minister. Den Här Mosar huet nach Recht op eng
Zousazfro an en huet och nach Zäit fir eng Zousazfro.
Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci. Merci villmools och
dem Här Finanzminister fir déi ganz kloer Ausféierun-
gen, och nach eng Kéier alleguerten déi Propositionen,
déi en hei widderholl huet, fir d'Kompetitivitéit
vum lëtzebuergesche Finanzsektor ze stäipen. Ech
denken natierlech do virun allem un déi Loi Rau bis,
wat e ganz wichteg Instrument ass. Ech denken awer
och un de Carried Interest, wou mer elo amgaange
sinn, an der Finanzkommissioun ze diskutéieren.

Ech denken awer och elo ganz besonnesch un eppes,
wat de Finanzminister elo nach gesot huet, dee REIT,
e speziell Instrument, wat och nach soll d'Kompeti-
tivitéit an eisem Land verstärken. Dat geet also alles
an déi richteg Richtung.

Ech begrëssen och ganz staark, wëll ech och emol
eng Kéier hei soen, datt de Finanzminister während
senger Budgetsriede deklaréiert huet, datt 1 %
vun deem Fonds intergénérationell géif a Bitcoins
investéiert ginn. Ech fannen, mir sinn dat éischt Land
an der EU, wat déi Initiativ geholl huet. Ech kann do
nëmme soen: Bravo!

Ech wollt awer nach ganz kuerz nofroen: Dir hutt elo
och ganz vill vun europäeschen Initiative geschwat.
Wou si mer mam digitalen Euro drun, Här Finanzmi-
nister?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Den digitalen
Euro ass eng Noutwendegkeet. Den digitalen Euro
gëtt op zwee Niveau begleet. E gëtt diskutéiert an
dem Eurogroup, dat heescht vun de Finanzministere
vun de Länner, déi an der Eurozon sinn. Dat sinn am
Moment 20. Do gëtt d'Reglementéierung gemaach

op Initiativ vun der Europäescher Kommissioun. Déi
praktesch Ëmsetzung dovunner gëtt gemaach um
Niveau vun der Europäescher Zentralbank. Et gëtt vun
alle Säite gesot, dass eng Urgence ass, fir dat esou
schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Op eng Zäitschinn
leeën ech mech net fest. Ech kéint mer awer virstel-
len, dass dat bannent deenen nächste 24 Méint kéint
de Fall sinn.

Firwat? Well dat Digitalt am Dollar natierlech vun
Dag zu Dag, och am Kontext vun enger net ëmmer
esou preziser Reglementéierung, wéi dat um europä-
esche Plang ass – dat hunn ech virdru gesot –, viru-
gedriwwen gëtt. A mir kënnen net dostoe mat enger
Weltwährung, wat den Euro awer ass, déi deen digitale
Charakter net beinhalt.

Ech mengen och, dass ee sech politesch eens ass um
Niveau vun dem Eurogroup iwwert déi Froen, déi
opstoungen. Dat heescht: Wéi garantéieren ech, dass
d'Leit Accès hunn zu dem digitalen Euro, ouni dass
d'Liquiditéit vun deene sougenannte kommerzielle
Banken – ech zielen dozou bei eis eng Spuerkeess
oder aner Retailbanken – a Gefor ass? Ech mengen,
déi politesch Hürden, déi si geléist.

Et ass elo, fir séier mat deem Projet virunzekommen.
An der Presidentin vun der Europäescher Zentralbank
hire Wonsch – ouni dass ech elo een devoiléieren –
ass deen, dass eigentlech den digitalen Euro nach vi-
rum Enn vun hirem Mandat a Kraaft ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.
Domat wär dese Punkt dann ofgeschloss.

3. Question élargie n° 52 de Mme Sam Tanson au sujet de l'évolution de l'emploi dans le secteur bancaire

Da komme mer zum nächste Punkt, der erweidert
Fro Nummer 52 vun der Madamm Sam Tanson iwwert
d'Evolution vun den Aarbechtsplazen am Bankese-
ktor. Déi selwecht Zätreegelunge wéi beim Punkt vir-
drun zielen. An d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Presi-
dent. Mëtt September si mer alleguerten aus der
Press dat gewuer ginn, wat schonn ënnerschwellig
bekannt war. Dat ass, dass Aarbechtsplaze géinge bei
der ING verluer goen. An zwar sollen 124 Plazen am
Kader vun engem Sozialplang ofgebaut ginn an et
sollen och nach Agencen zougemaach ginn.

An des Noriichte sinn net isoléiert. Si kommen no
änleche Sozialpläng bei der Commerzbank 2022 oder
och nach bei UBS Credit Suisse zejoert. An dat si keng
isoléiert Entwécklungen, an dat, obwuel d'Banken
eigentlech zënter 2022 ganz gutt Resultater gemaach
hunn, och duerch déi héich Zënsen. Dat heescht,
den aktuelle Plazenaufbau erkläert sech net duerch
eng Krisensituatioun, mee ass e strukturellen Ëmbau
an deem Sektor, deen natierlech eis als Lëtzebuerg
muss speziell Gedanke maachen.

Laut verschiddene Statistike stagnéiert den Emploi
an de Lëtzebuerg Banken zënter engem Joer-
zéngt – dat ass also näischt ganz Rezent – , obwuel
de Finanzsektor als Ganzt weider wiest. An de
Beschäftigungswuesstum am Sektor kënn deem-
no aus anere Sektoren: FinTech, Technologien,
Déngschtleschtungen. Dat heescht, de Schwéier-
punkt vun Emploi verlagert sech fort vun de Banken
an op nei Branchen, déi méi flexibel sinn, awer
och méi kuerzzykleschen an och eeben doduerch
stabil kënnen sinn. A fir Lëtzebuerg kéint dat natier-
lech wäitreechend Konsequenzen hunn.

D'Finanzplaz gëtt méi divers, mee awer och méi frag-
mentéiert, mat vill méi spezialiséierten Entrepreneuren a
mat méi Personalfluktuatioun. D'Aarbechtsplazen am
Bankesektor ware laang Zäit besonnesch stabil a
qualitativ héichwäerteg, well se op stabile Karriärs-
perspektiven, gudder Bezuelung an natierlech och
staarke Kollektivverträge opgebaut waren. An déi nei
Plazen dogéint, déi riskéieren, manner erreechbar
fir eis lokal Populatioun, méi onbestänneg a manner
kollektiv ofgeséichert ze sinn. An domat riskéiert e
Stéck vun der lokaler Verankerung vum Sektor, och
verluer ze goen.

Dir hutt jo schon oft, Här Minister, de Wonsch zum
Ausdrock bruecht, dass d'Finanzplaz déi international
Wäertschöpfungskette soll eropklammen, awer d'Ent-
wécklungen am Bankesektor weisen och de Risiko
vum Géigendeel, a Form vun Automatiséierung an
Outsourcing. Mir wëssen och alleguerten, dass d'KI
mëttlerweil och eng ganz wichteg Roll am Sektor
spilt an eeben och Aarbechtsplazen ersetze kann.
An des Entwécklung riskéiert op Dauer, net nëmme
d'Beschäftegung, mee och d'Steierbasis, d'Kompeten-
zen an d'Verankerung eebe vum Sektor am Land ze
schwächen.

D'Diskussioun ginn och méi wäit wéi de rengen
Emploi. Net méi spéit wéi d'lescht Woch huet d'Union
des consommateurs drop higewisen, dass de Risiko
vu manner physischen Agencen, op déi d'Leit kënnen
zréckgräifen, natierlech net nëmme Chancë bitt, mee
eebe fir en Deel vun der Bevëlkerung och kann direkt
de mënschlechen Accès verluer goen an dat eeben
och kann d'Vertrauen an de Sektor schwächen.

D'Fro ass also net nëmme eng vun Aarbechtsplazen,
mee och eng Fro vum Lien tëscht der Finanzplaz an
onsem Land. An déi verschidde Sozialpläng bei de
Banke féiere bei ganz ënnerschiddleche Leit zu Suer-
gen; Suerge, déi an eisen Aen de Finanzminister och
oppe muss adresséieren.

An et soll jo net drëms goen, den Däiwele un d'Mauer
ze molen, mee mir sinn awer der Meenung, dass de
Minister, Dir, Här Finanzminister, an d'ganz Regie-
rung, och Verantwortung huet vis-à-vis vun deene
Leit, déi iwwer Joren a Joerzéngten och zum Räichtum
vun eisem Land bäigedroen hunn.

Ech hunn elo e puer ganz konkret Froen. Déi éischt
wäert natierlech déi: Wéi huet den Emploi genau evo-
luéiert iwwert déi lescht Joren?

A wéi sidd Der implizéiert an esou Diskussiounen?
Wann eeben e Sozialplang bei der ING zum Beispill
war, wéi sidd Der doriwwer informéiert ginn?

Hutt Der och vläicht eng Iwwersicht vun de Profillen
a Kompetenzen, déi méi am Risiko stinn, eeben iww-
ert d'Automatiséierung oder d'Restrukturéierung
elo an deene leschte Joren?

A wéi ënnerstëtzt och d'Regierung konkret déi ent-
loosse Mataarbechter, elo net just am Dossier ING,
mee insgesamt, duerch Weiterbildung, Ëmklasséie-
rung an och den Dialog mam Sektor?

Dann natierlech och d'Fro: Ass dem Minister bekannt,
ob et och nach aner änlech gelagert Fäll ka ginn? Et
gëtt Rumeure bei anere Banken – oder enger anerer
Bank virun allem, wou de Staat Aktionär ass –, dass et
soll zu Ëmstrukturéierung komme respektiv zu Out-
sourcing vu verschiddenen Aktivitéiten. A mir wollten
Iech do froen, ob Der eis dozou vläicht kënn eppes
soen. Et gëtt do konkret Suerge bei de Leit, déi na-
tierlech betraff sinn an déi sech Suerge ëm hir Aar-
beitsplaze maachen.

Haalt Der och am A, wéi d'Agencen um Territoire
couvéiert sinn?

An dann eng lescht Fro: Plangt Der och am Kader vun Ärer Finanzplatzstrategie eng gesamtwirtschaftlech Analys iwwert d'Emstrukturéierung am Finanzsecteur a wéi dat sech op d'Beschäftegung, d'Steierrecetten an d'Verankerung vum Secteur auswierke kann?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här Präsident, Dir Dammen an Dir Härren, ech soen och der Madamm Tanson Merci fir hir Fro. Dat ass eng wichteg Fro. An ech mengen, et ass och wichteg, dass se um Niveau vun der Chamber diskutéiert gëtt.

Mir brauchen eng Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft am Generellen zu Lëtzebuerg a mir brauchen och eng Diversifikatioun vun eiser Finanzplatz. Si muss sech permanent den Erausforderungen, déi sech op engem geoeconomiesche Plang stellen, upassen, well, wéi Der richteg ënnerstrach hutt, d'Finanzplatz e weesentleche Bäitrag zu onser Wirtschaftsleeschtung mécht – dat si 25 % vun eise PIB –, well d'Finanzplatz zu 75 % vun eiser Betrëbssteuer, an net nëmmen zu där, bäidréit. Dat sinn einfach Facteuren, déi een net kann ignoréieren, dat als Finanzminister, mee ech mengen, och als gesamt Regierung.

Mir kéinten net esou vill investéieren. Mir kéinten och net – dat wësst Dir als fréier Ministesch – esou vill Sozialleeschtungen zu Lëtzebuerg ginn, wa mer net eng, ech soen, „normal“ Steigerung vun eise Steuerrecetten halen, well et kann een ëmmer nëmme mat deene Sue schaffen, déi een huet.

Den zweete Punkt ass deen: „Wéi gitt Der domadder ëm?“ Jo, mir kucken – an dat rejoignéiert e bëssen dat, wat den Här Mosar a senger Fro gesot huet – natierlech an deem Kader, deen eis virgezechent ass op OCDE-Niveau, mee virun allem am Kontext vun den europäesche Reglementatiounen, dass mer zu Lëtzebuerg, an och, an ech wëll dat wierklech ënnersträchen, mat der ganzer Chamber, déi Gesetzgeebungen, déi europäesch Direktiven ëmsetzen, déi héich komplex sinn, dass mer et fäerdegbréngen, bei eis an der Finanzkommissioun, zesumme mat dem gesamte Chamberplenum, dat an engem schnellen Tempo iwwert d'Bün ze kréien, fir dass mer, wéi mer dat oft soen, de First Mover sinn, dat heescht deen Fëschen, deen déi Gesetzgeebungen ëmsetzt, wat natierlech dann nei Wirtschaftsberäicher op Lëtzebuerg unzitt. An dat sinn zum Beispill déi sougenannten E-Payment-Lizenzen, dat heescht digital Payementer, wou mer einfach weltwäit federführend sinn. All déi grouss international digital Banken, déi hunn hir Lizenzen zu Lëtzebuerg.

Natierlech schwätzt Der e richtige Problem un: Wat geschitt mat deene sougenannte clientsorientéierte Banken, dat heescht de Retailbanken, wéi mer soen, dat heescht, déi en traditionelle Bezug direkt zu engem Privatclient hunn, och Agencë bedreiwen? Do hutt Der de Fall – ech dierf dat och elo soen op der Chambertribün, vu dass et souwiso public ass – vun der ING, déi natierlech gesot hunn an hirem Grupp: „Mir maachen net méi dat traditionellt Agencëgeschäft zu Lëtzebuerg.“ Do kann natierlech de Finanzminister, eng Politik sech do net an hir Geschäftspolitik amëschen. An et ass och e Sozialplang, deen doropshin amgaangen ass, negociéiert ze ginn.

Ech soen als Finanzminister: All Sozialplang, dee muss gemaach ginn, ass ze vill – ass ze vill! An duerfir kucke mer dat och enk. Mir sinn am Austausch gewiescht mat de Verantwortleche vun der ING-Bank. Am Ufank war dat bei hirer Kommunikatioun, muss ech soen, e bëssen derniewentgaangen. Si hunn dat verbessert

an et ass eis dru geleeën, dass déi Leit, déi do riskéieren, hir Aarbechtsplazen ze verléieren, op der Bankplatz mat hire Kompetenzen an hiren Eegeschaften, déi se hunn um Niveau vun der Force de travail, och kënne séier eng aner Plaz kréien.

Et ass och duerfir e Chiffer, deen een trotzdem muss ... Dat gesitt Der an dem Budget: Mir hunn 1,3 Milliarden Euro, wat de järeleche Volume vun eise Fonds pour l'emploi ass. Dat ass natierlech net nëmmen, fir Chômage ze bezuelen, mee dat ass och fir Beschäftigungsmoossnamen. A wat de Finanzberäich ubelaangt, do gëtt natierlech an deene Beräicher gekuckt, Formatiounen unzébiden, wéi zum Beispill den AML, dat heescht: „Wéi wäit sinn ech konform mat de Geldwäsche-Richtlinien?“, also d'Connaissance vun de Clientsdaten an d'Compliance, wat wichteg nei Metiere sinn. A mir kucken, dass déi Leit och kënne do nei Plaze fannen.

Da muss mer eis natierlech och upassen un déi nei Ufuerderungen. Mir hunn net méi traditionell Banken, Assurancen, Reassurancen a Fongen, mee mir hunn och zum Beispill nei FinTech-Beräicher, wou mer ganz vill jonk Leit, déi entweder schon zu Lëtzebuerg sinn oder déi op Lëtzebuerg kommen, kënne zu Lëtzebuerg ausbilden, fir dass se och do hir Plaz fannen. Dat ass eppes, mengen ech, wat zukunftschrähteg ass.

A mir mussen déi Émwendung vun der Approche vun engem traditionelle Bankemetier zu engem moderne FinTech-Metier kënne matvollzéien. Dat maache mer och. Dat gëtt och vum Secteur appreciéiert. Zum Beispill Coinbase: Dir hutt et gesinn, virun e puer Méint sinn déi op Lëtzebuerg komm. Déi kommen net einfach, well Lëtzebuerg Lëtzebuerg ass, mee déi kommen, well se en attraktivt Ëmfeld hei fannen. Duerfir muss mer och weider investéieren an zum Beispill Startappen, déi mer steuerlech begleeten. Mir hunn och duerfir e Startup Action Plan, deen, mengen ech, gutt opgehooll gouf.

An Dir hutt mat Recht gesot: Och am Fongegeschäft, do ass et net méi einfach d'Domiciliatioun vu Fongen oder d'Administratioun vu Fongen, mee mir muss kucken, dass mer d'Manager vu Fongen op Lëtzebuerg kréien. Well wann déi bis zu Lëtzebuerg sinn, da bréngen déi de Rescht mat. Ech weess, dass een an enger Welt, wou ee méi op dat Sozialt fokusséiert ass, vläicht ëmmer muss déi néideg Balance fannen, mee mir brauchen och – an dat ass eng vun deenen Initiativen – Initiative wéi déi vum Carried Interest. Wa mer Fongemanager wëllen op Lëtzebuerg kréien, muss mer och steuerlech Ureizer hunn, fir déi op Lëtzebuerg ze kréien.

Ech mengen, dat ass och eppes, wat breet – iwwerens och um Niveau vu Gewerkschaften, vu Syndikater – gedeelt ass, well déi soen: Wann nei Beräicher kommen, komme jo och nei Aarbechtsplazen heihinner, déi sech u méi e breede Publikum adresséieren.

M. André Bauler (DP) | Ganz richtig!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Elo hutt Der mech och nach eng Rei vu Statistike gefrot. De Banksecteur ass mat 36 % dee gréissten Employeur am Finanzsecteur. Eis Finanzplatz insgesamt, dat sinn 73.000 Aarbechtsplazen. Dat ass all siwent Aarbechtsplatz zu Lëtzebuerg. De Fongebereich huet eng Steigerung vun 18,1 % vun den Aarbechtsplazen. Dat si ronn 6,7 % pro Joer. Also dat ass schon eng beträchtlech Zomm. Mir hu Bezuelungsdéngschtleeschter ënnert anerem. Dat ass dat, wou ech gesot hunn: E-Payment-Lizenzen. Dat sinn och 7 % pro Joer. Dat ass richtig vill! Dann hu mer d'Déngschtleeschungen, déi am Beräich vum Audit, vun der Berodung, vun den Affekote sinn. Do hu mer och pro Joer 5 % méi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg.

Dat ass eigentlech, mengen ech, och eng Explikatioun: well d'Finanzbranche eigentlech méi eng héich Steigerungsrate huet wéi den normalen Emploi zu Lëtzebuerg. Well an der Finanzplatz awer méi Léin, besonnesch an héich spezialisierte Beruffer, bezuelt ginn, wéi dat am Duerchschnitt ass vun der normaler Aarbechtswelt, bréngt et mat sech, dass d'Lounsteuer, obwuel den Emploi, also d'Beschäftegung, zu Lëtzebuerg an deene leschten zwee, dräi Joer net esou an d'Luucht gaangen ass, obwuel mer Entlaaschtungen ginn hunn, progressiv nach ëmmer an d'Luucht gëtt.

Dat ass fir mech eng Explikatioun, dass et net e reng mechanesch Link, also eng Verbindung, ass zwëschen engersäits „Wivill Aarbechtsplaze sinn zu Lëtzebuerg nei geschafe ginn?“ a „Wivill kréie mer do méi um Niveau vun der Lounsteuer?“. Neen, et ass och den Niveau vun dem Loun, deen och bei neien Aarbechtsplaze spillt, deen eng Inzidenz huet op de Volume vun der Lounsteuer.

Eng lescht Saach: Dir hutt ugeschwat ... Ech kann net op eng spezifesch Situatioun agoe vun enger Bank, wou de Lëtzeburger Staat zënter Laangem eng Participatioun huet. Ech deklaréiere mech awer bereet, am Kontext vun deenen neie Reglementéierungen, Här Präsident – dat ass notament den Artikel 84 vun eise Chamberreglement –, den Deputéierte vun der Finanzkommissioun déi Informatiounen le moment venu zoukommen ze loosser, fir dass se net mussen iwwer aner Meedien Informatiounen kréien, déi eigentlech der Chamber am Virfeld sollten zougänglech gemaach ginn. Ech hu fonnt, dass dat an engem Dossier, dee mer am Ufank vum September haten, an aller Confidentialitéit richteg gutt geklappt huet, dass mer déi Echanen an der Commissioun haten, déi noutwendig waren. An ech wëll dat och an där Transparenz weiderféieren. Méi kann ech op dëser Plaz, och aus gesetzleche Grënn, net soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Wann d'Madamm Tanson nach eng Zousatzfro huet, huet si nach e ganz e bëssen Zäit. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci villmools, Här Präsident. An och merci, Här Minister, och nach eng Kéier fir déi Ouverture elo zum Schluss.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wësst, dass mer dat absolutt begrëissen, wéi Dir mat der Chamber verfuert, an dass mer natierlech kënne an engem Dialog an der Commissioun ëmmer déi Saachen uschwätzen.

Ech hätt nach eng Fro zu den Agencen, wéi Der dat monitort och als Finanzministère – ech weess, Dir hutt och do net dee gréissten Impakt, ausser iwwert déi Banken, wou Der natierlech Aktionär dra sidd, fir vläicht e bësse kënne matbestëmmen, a wéi eng Richtung et geet –, fir dass am ländleche Raum awer och nach physisch Persounen heiansdo do sinn, fir kënne engem Client ze begéinen.

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat ass eng wichteg an et ass eng richtig Fro. D'Land besteet net nëmmen aus der Stad Lëtzebuerg. D'Land besteet och ...

(Interruption)

Jo, jo.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Land besteet och aus dem ländleche Raum. A wou Der mat Recht sot, well ech mengen, déi Froe si mat Recht opgeworf ginn: „Wéi ass et mat de Steuerbüroen an

den einzelnen Kantone?“ Ech sinn och do e bëssen zréckgeruddert, ech mengen, am Interess vum der Saach.

Richtig ass, dass de Staat eigentlech indirekt en Afloss drop huet, wat geschitt um Niveau vum den Agencé vum der Spuerkeess a wat geschitt um Niveau vum den Agencé vum der Post. Um Niveau vum der Spuerkeess kann de Staat matschwätzen, well den Artikel 5 vum dem Spuerkeess-Gesetz seet, dass, wann et ëm ekonomesch Entwécklung geet, an dat kann een am wäiteste Sënn vum dem Wuert och esou ausleeën ... De Finanzminister versteet natierlech, dass och eng Staatsbank muss no enger Rentabilitéit kucken. En ass awer der Meenung, dass och do, fir dat emol op Lëtzebuergesch ze soen, d’Kierch am Duerf sollt bleiwen, dass op de regionale Plazen och Spuerkeess-Agencé weider sollte bestoe bleiwen. Dat selwecht zielt fir mech och do op eenzelne Plaze fir eng Post, quitte dass ech als Minister net eleng dofir zoustänneg sinn. Dat ass de Wirtschaftsminister.

Also, fir déi zwou Institutionen, wou de Staat méi oder manner federführend ass, sollt net ëmmer d’Rentabilitéit eleng predominant sinn. Mir wëssen och, dass den Zougang zu Finanzdéngschtleeschunge fir d’Leit net nëmmen eppes ass, dat si iwwer hire Smartphone musse maachen. Et gëtt och Leit, déi net esou familiariséiert sinn, an och déi mussen Accès zu deenen elementaren Déngschtleeschungen hunn. An duerfir steet dës Regierung, gradewéi d’Virgängerregierung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dës Punkt dann ofgeschloss.

4. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de la politique pénitentiaire au Luxembourg

Da géinge mer zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d’Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert d’Prisonspolitik. D’Riedezäit ass de Modell 1. Den Interpellateur huet 30 Minuten, d’CSV 15,5, d’DP 12, d’LSAP 11, d’ADR 7,5, déi gréng, d’Piraten an déi Lénk 7, d’Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: d’Madamm Stéphanie Weydert, den Här Guy Arendt, den Här Dan Hardy an d’Madamm Sam Tanson. An d’Wuert huet elo den honorablen Här Dan Biancalana als Auteur vum der Interpellatioun. Här Biancalana, Dir hutt d’Wuert.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Madamm Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwer e Sujet, dee méi déif geet wéi all Zuel an all Paragraf. De Sujet ass vast. An a menger Interpellatioun iwwert d’Politique pénitentiaire wäert ech op Punkten agoe ronderëm d’Untersuchungshaft, d’Exécution des peines, d’Alternativen zum Prisong, d’Reinsertioun vu Verurteilten an d’Plaz vum den Affer.

Et stelle sech virop eng Rei Froen: Wéi wëlle mir als Gesellschaft mat deene Mënschen ëmgoen, déi e Feeler gemaach hunn a mam Gesetz a Konflikt gerode sinn? Gleewe mer nach un d’Premiss vum enger zweeter Chance? Oder hale mer nach ëmmer un der Illusioun fest, datt de Prisong déi eenzeg richteg Äntwert op all Verbrechen ass? Bidde mer Perspektiven, fir dass déi Verurteilten erëm Member an eiser Gesellschaft ginn oder wëlle mer se weider stigmatiséieren?

Wéi vill a wéi oft op de Prisong zréckgegraff gëtt, läit virun allem an der Hand vum der Justizautoritéiten, vum Pouvoir judiciaire. Och wann an eisem System

d’Prisongsstrof d’Referenzstrof ass, hu mer donieft awer gläichzäiteg eng ganz Rei vum alternative Strofmooßsamen, déi net d’Zell, d’Prisongszell, mee d’Verantwortung an d’Responsabiliséierung vum de Betreffenen an de Mëttelpunkt stellen. D’Bewährung, gemengnëtzeg Aarbechten, elektronesch Iwwerwaachung, Fräiuloosung ënner Oplagen, all dat sinn Instrumenter, déi de Wee zréck an d’Gesellschaft opmaachen.

D’Alternativen zum Prisong ginn awer och fälschlecherweis oft als kleng Brudder respektiv kleng Schwëster vum Prisong gesinn. Awer wéi vill schwätze mer wierklech iwwert dës Alternativen?

D’Alternative sinn onsiichtbar. Am imaginäre Kollektiv gi se net als richteg Strof gesinn, éischter als Faveur, a kréien d’Opmierksamkeet just dann, wann eppes schifgeet respektiv schifleeft. Wann eng Situatioun eskaliert, da gëtt ganz séier geschriwwen: „Et gesäit ee jo, datt et näischt bréngt an datt et net klappt!“, an et bitt och eng Virlag, fir alles a Fro ze stellen, fir méi punitiv virzegoen an am Sënn vum engem penale Populismus eng Null-Toleranz-Politik ze fuerderen. Mee déi 100 Beispiller, wou et fonctionéiert, wou eng Strof net nëmme bestrooft, mee wou och de Betreffenen an der Gesellschaft Fouss faasst, vum deene gëtt recht wéineg, quasi ni, geschwat respektiv geschriwwen. An do läit de Problem.

International an europäesch kriminologesch Recherchë weisen, dass bei Alternativstrofen d’Recidivegefor, also d’Réckfallquot, méi kleng ass wéi bei feste Prisongsstrofen. Bewährungsstrofe wirken also hei ganz kloer wéi en Damoklesschwäert iwwert dem Kapp vum de Betreffenen.

Mir hu vergiess, datt d’Justiz net nëmmen d’Strof, d’Vergaangenheet, mee och d’Zukunft vum de Mënsche betrëfft. An d’Funktioneen, philosophesch gesinn, an de Sënn vum der Strof si jo ganz verschidden, deemno wéi se och ausgeluecht gëtt: Dissuasioun, Reinsertioun, Incapacitatioun, Reparatioun vis-à-vis vum Affer. Déi Betraffe sollen d’Strof spieren a si soll „Kierper a Séil“ disziplinéieren, sou wéi de Michel Foucault dat a sengem Buch „Surveiller et punir“ geschriwwen huet.

D’Amende honorable steet am Vierdergrond. Et gëllt, seng Schuld ze begläichen. De Wëllen, sech wëllen ze änneren. Matschaffen an u sech schaffen, grad och dann, wann et Affer betrëfft.

De verstuerwene franséische Justizminister Robert Badinter, deen d’lescht Woch am Pantheon bäigesat gouf, huet emol gesot: „Déi éischt Ursach vum der Recidive, dat ass de Prisong selwer.“ De Winston Churchill sot: „Fir den Zoustand vum enger Gesellschaft ze kennen, muss een den Zoustand vum de Prisonge kucken.“ E Saz, deen d’Basis vum all moderner Justizpolitik, vum all moderner Politique pénitentiaire sollt sinn.

De Prisong kann e Mënsch aspären. De Prisong trennt. De Prisong schneit of. Wie Mënsche brécht, fir Gerechtegkeet ze weisen, mécht natierlech och d’Gerechtegkeet selwer zerbréichlech. De Robert Badinter sot och: „Pour l’opinion publique un détenu doit être traité un peu moins bien que le plus pauvre des hommes libres.“

D’Prisongsreform vum 2018 verschreift sech engem humanen a mënscherechtskonforme Strofvollzuch, mee d’Premiss, dass ee seng Fräiheet verdéngt, déi bleift omnipresent. D’Strof bezitt sech aleng op de Fräiheetsentzuch, eebe grad well se en aschneiden den Effekt huet op d’Autonomie vum Mënsch, op d’Aarbecht, op d’Famill, op déi sozial Lienen. An et gëllt, déi och besser opzefänken.

Här President, als LSAP wëlle mir eng Justiz, déi Sécherheet schaaft, eng Justiz, déi konsequent ass, awer och intelligent, eng Justiz, déi net op Reflexer, mee op Resultater an op Effikassitéit setzt. D’Zil soll net sinn, „soft“ oder „tough on crime“ ze sinn, mee „smart on crime“. Net méi haart, mee méi effizient. Net méi Prisong, mee manner Recidive.

Här President, an deem Sënn däerf d’Prisongsstrof net déi eenzeg Äntwert sinn, well si ass net ëmmer effikass. Si ass sécher effikass, wann enger Persoun temporär d’Méiglechkeet ewechgeholl gëtt, sech fräi ze beweegen, dëst och fir d’Gesellschaft ze schützen, fir weider Fäiten ze verhënneren a weider potenziell Affer ze schützen.

Mee den „tout carcéral“ ass sécher net d’Léisung an och net déi adequatsten Äntwert op deviant Verhalten, well oft de Prisong als eenzeg richteg Strof duergestallt gëtt, wat definitiv net de Fall ass. Mee ewechspären heescht jo awer och net onbedéngt, a soll et net sinn: „Aus den Augen, aus dem Sinn.“

Laut Europarat kascht zu Lëtzebuerg e Prisonéier de Steierzueler all Dag ongeféier 440 Euro. Dat sinn 160.000 Euro d’Joer pro Prisonéier. Fir dat selwecht Geld, mengen ech, kéint ee sécherlech aner Investor maachen: an Ausbildung, an Therapie respektiv an Alternativen. D’Etüde weisen, dass déi alternativ Mesüre méi bëlleg sinn. Och do leien Zuele vir vum Europarat. Si sinn dofir manner recidiv, wa se och uerdentlech encadréiert ginn, ouni awer och deementsprechend eppes un der Sécherheet ze verléieren. Au contraire, Recherchë weisen, dass do d’Sécherheet duerch d’Recidive, déi erofgeet, eropgeet.

Zu Lëtzebuerg besteet kloer eng Diskrepanz tëschent de Gesetzter an der Praxis. Am Gesetz sinn alternativ Moosname virgesinn, mee et gëtt ze wéineg op si zréckgegraff. D’Prisongs- an d’Probatiounsdeingschter si mat Dausende vum Dossieren iwwerlaascht, obwuel och an der Lescht ëmmer méi Leit agestallt goufen. Mee de System mécht et och net ëmmer einfach, well et effektiv och wichteg ass, dass Leit, déi agespaart goufen oder an enger Mesür sinn, deementsprechend qualitativ gutt begleet ginn.

Här President, ech kommen zum éischte Punkt, zu der Détention préventive. Wann een d’Zuelen hei am Land kuckt, da muss ee sech eigentlech froen: Ass de Prisong nach ëmmer déi lescht Léisung oder net éischter en arodéierte Reflex? Zu Lëtzebuerg si ronn 760 Leit am Prisong, dovunner bal d’Hallschent an Untersuchungshaft, an der sougenannter „détention préventive“, also op hiert Urteel waardend. Dat ass deen héchste Prozentsaz an Europa. Och do weisen d’Statistike ganz kloer Zuelen.

D’U-Haft – ech hunn et virdu gesot – ass net per se schlecht. Si bleift a verschiddene Fäll néideg a legittim, besonnesch wann eng averéiert Fluchtgefor besteet a wann et ëm de Schutz vum Affer geet. Mee wat eng Ausnam ass, soll net zum Normalfall ginn.

De Comité contre la torture vum der UNO an de Comité européen pour la prévention de la torture vum Europarat hu Visitt gemaach hei zu Lëtzebuerg an hunn an hirem Rapport am Joer 2023 Lëtzebuerg fir eng Rei Verbesserung geleeft. Si hunn awer och net u Kritik gespuert, zemoos hei beim Sujet vum der Untersuchungshaft. Si soen, dass en ze vill breede Gebrauch gemaach gëtt vum der Untersuchungshaft an och d’Dauer ze laang ass, dass am Fong en ze vill massive Recours op d’Détention préventive geholl gëtt.

Zu Lëtzebuerg mécht d’Untersuchungshaft 48 % vum der Prisongspopulatioun aus. Am europäesche Verglach ass dee Prozentsaz bei 30 %. 75,4 % sinn Netlëtzebuurger. Am europäesche Verglach ass den Undeel vum den Netnationale bei 25 %.

De CPT seet kloer: D'Détention préventive soll just als „moyen de dernier recours“ agesat ginn. Dat heescht, d'Justiz soll fir d'éischt all aner Weeër ausschöpfen, eier mir engem d'Fräiheet ewechhuelen. An dës Haltung erfuerdert natierlech och e Mentalitéitswiesse.

Wat awer e bëssen ernüchternd war, muss ech soen, ass d'Äntwert vun der Regierung am Februar 2024 op d'Recommandatione vum CPT. Si bezitt am Fong eigentlech net richteg Position, mécht Referenz op de Koalitionsaccord mam Recours op de Bracelet électronique an d'Afféiere vun der Comparution immédiate. Dat aleng als Äntwert ass sécher net d'Léisung fir dat systematescht Zréckgräifen op d'Untersuchungshaft.

De CPT huet och drop higewisen, datt och auslännesch Bierger net automatesch sollen an U-Haft gesat ginn, respektiv just well si net Resident sinn oder guer kee Lien mam Land hunn. Dat dierf also kee Grond sinn, fir d'office ze soen, dass e Risque de fuite besteet.

Wéi gesot, an deem Kader wëllt ech hei och eng Motion deposéieren, ënnerstëtzt och hei vun de Kolleege vun deene Lénken, dass mer engersäits eng Reform virundreiwen, dass mer en Délai maximal asetze fir eng Persoun, wa se an Détention préventive gesat gëtt, an dass awer och effektiv dee Mentalitéitswiesse – dofir hunn ech virdru vum Mentalitéitswiesse geschwat – stattfénnt an dass een net d'office, wann een net Lëtzeburger ass respektiv wann een net hei seng Residence huet – vill wunnen effektiv a Grenzregionen –, dann effektiv an d'Détention préventive gesat gëtt. D'Gesetz gesäit dat zwar net vir, mee et gëtt effektiv esou ausgeluecht. Dofir hei emol eng éischt Motion.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

– que selon le rapport annuel 2024 du Contrôle externe des lieux privés de liberté (CELPL), 43 % des personnes incarcérées au Luxembourg le sont dans le cadre d'une détention préventive ;

– que le Luxembourg est, selon les observations finales incluses dans le huitième rapport périodique du Luxembourg du Comité contre la torture de l'ONU (2023), le seul État membre européen à ne pas fixer de durée maximale à la détention préventive ;

– que le même Comité exprime son inquiétude quant à l'existence d'une présomption automatique de risque de fuite à l'égard des personnes étrangères ou sans résidence légale au Luxembourg, ce qui contrevient au principe d'évaluation individualisée ;

– que la détention préventive constitue une mesure privative de liberté exceptionnelle, qui ne devrait être appliquée qu'en dernier recours ;

– que l'absence d'un encadrement légal clair, combinée à des ressources judiciaires limitées, peut conduire à des durées excessives de détention préventive, susceptibles de porter atteinte aux droits fondamentaux,

invite le Gouvernement à

– étudier les modalités d'une réforme législative permettant d'introduire un délai maximal légal de détention préventive, conforme aux standards internationaux ;

– supprimer toute présomption automatique de risque de fuite fondée sur la nationalité ou l'absence de résidence légale au Luxembourg, et garantir qu'une évaluation individualisée fonde toute décision de placement en détention avant jugement.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Dës Motioun, mengen ech, ass awer net nëmme vun internationalen Acteure monéiert ginn. Si gouf och monéiert vum Ombudsman a senger Fonctioun als Contrôleur des lieux privés de liberté, deen dat d'ailleurs deementspriedend och ëmmer alljoers a senge Rapporten ënnerstrach huet.

Dofir, mengen ech, och hei d'Froen un d'Madamm Justizministesch:

Ass eng Intentioun do, fir den Délai maximal bei der Détention préventive anzeféieren? Well et gi Länner, do gëtt et dat ganz kloer, wou eng Limitatioun dran ass – tëschent 1 bis 2 Joer, tëschent 2 bis 5 Joer. Also, wéi gesot, do gëtt et Länner, déi sech verschidde wäerteg positionéiert hunn, notament Frankräich, Holland, Däitschland, fir nëmme déi ze nennen.

Effektiv awer och: Wéi gëtt evaluéiert, dass eng Persoun eng Gefor duerstellt, fir dass se och an Détention préventive gesat gëtt? Wat sinn do d'Krittären?

A wëlle mer wierklech dann och garantéieren – dat wier och eng Fro –, dass de Prinzip vum „dernier recours“ och wierklech deementspriedend zur Geltung kënnt?

Här President, mir wëssen alleguerten heibannen, dass d'Festlee vum enger Strof fir d'Justiz ni eng Routine ass. Et ass e komplexe Prozess, dee vill Nuancen an och Mënschlechkeet verlaangt. D'Individualiséierung vun der Strof ass de Kärprinzip vun eisem Rechtssystem. All Fall, all Situatioun ass eenzegaarteg, an et brauch ëmmer en Equiliber tëschent Proportionalitéit, Gerechtegkeet a Verantwortung, dee fonnt muss ginn. A genau do kommen d'Alternativen, wéi gesot, an d'Spill, well si berouen op Verantwortung, si bidden Zukunftsperspektiven a bidden och Hoffnung op eng Verbesserung.

Ier ech awer heimadder ufänken, wëllt ech och betounen, dass ech effektiv hei op Zuelematerial vum Rapport annuel vum Joer 2024 zréckgräifen, deen net méi spët wéi leschte Freide public gouf. Et ass ni schlecht ... Mir haten e puermol nogefrot, wéini dee Rapport publizéiert gëtt. Just virun der Interpellatioun ass et gemaach ginn. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg, dass ee sech op déi lescht, tout au moins, effentlech Date ka baséieren, par rapport zu deenen aktuellen, déi och ëmmer deementspriedend variéieren.

Ben, virun der Verurteilung hu mer de Contrôle judiciaire – och eng Moosnam, déi d'Balance tëschent Fräiheet a Verantwortung sicht. Si ass eng vun deene wéinege Formen vun Alternativen, déi am Laf vum Prozess kënnen agesat ginn, och als Alternativ zu der Détention préventive, wou eng Persoun ënner Oplage fräigestallt gëtt a sech bei der Police oder beim SCAS muss mellen. Et ass also net Fräiheet am absolutte Sënn, mee si ass ganz kloer ageschränkt. An et ass natierlech och eng Form vu Verantwortung an och eng Form vu Vertrauen.

No der Verurteilung gëtt et natierlech och eng Rei Elementer, déi d'Reinsertioun erméiglechen.

Et gëtt en Travail d'intérêt général. Amplaz sechs Méint am Prisong ze setzen, mécht de Verurteilten Aarbechte fir d'Allgemengheet. D'Statistike weisen do e ganz positiven Trend: 269 Fäll am Joer 2012, 465 am Joer 2024. D'Ziel geet also deementspriedend erop, an dat ass positiv.

D'Suspension vum Prononcé vum der Strof ass, mengen ech, och net oninteressant. Hei erkennt d'Gericht d'Schold un, mee sprécht keng definitiv

Strof. Dat ass och eng Chance, Verantwortung ze iwwerhuelen. Si gëtt awer zimmlech wéineg agesat, och wa se licht eropgeet. An och dat ass ze bedauern.

Dann awer eent vun de Kärelementer, dat ass de Sursis probatoire, d'Stof mat Bedéngungen a mat Oplagen. De Sursis ass do effektiv eng vun deene bekanntsten Alternativen, virun allem de Sursis probatoire. Hei gesi mir awer leider e kloer Réckgang vu 46 % a just zéng Joer: vu bal 800 Fäll 2012 op nach 432 am Joer 2024, déi vum Service de probation suivéiert goun.

Dobäi ass et genee dës Mesur, déi duerch d'Gesetz vun 2018 als „Norm“ sollt gëllen. Zu enger Lawinn respektiv enger Inflation vu Sursis-probatoir kouw et net, trotz dem Paradigmewissel, deen do effektiv sollt stattfannen. Do hu mer elo och e Projet de loi virleien, deen och grad dës Paradigmewissel soll réckgängig maachen. D'Gesetz vun 2018 gouf d'ailleurs bis haut net evaluéiert, an et wier natierlech ganz kloer néideg. Well et muss een awer och soen: An deene meeschte Fäll ginn d'Oplagen agehal. Et gëtt ganz wéineg Revocationen. D'Mesur fonctionéiert. Amplaz se méi konsequent unzewennen, gi se ëmmer manner.

An dofir, mengen ech, och d'Fro: Firwat gëtt op dës Moosnam esou wéineg zréckgegraff, wann eebe grad d'Resultater esou positiv sinn a wéineg Echecke virzeweise sinn? Huet dat mam Profil vun de Leit ze dinn? Huet dat domat ze dinn, dass eng gemengt gëtt, dass de Risiko ze héich ass? Oder ass et e System, deen ze dacks ze séier verurteilt, mee vill ze lues verzeit? Ech mengen, déi Fro muss ee sech haut hei stellen.

Här President, d'Fro stellt sech och, wéi déi Zäit am Prisong am sënnavollste genotzt ka ginn, well eng Entloossung, ob mat Oplagen oder nom Verbësse vun der integraler Strof, déi fénnt ëmmer statt. D'Prisongsdieer ginn iergendwann eng Kéier op. An et muss ee sech d'Fro stellen, ënner wéi enger Form d'Leit entlooss ginn. Bon, déi villfältig therapeutesch Programmer, edukativ Mesuren, Aktivitéite sozialer, kultureller, sportlecher Natur sinn do natierlech am Alldag e wichteg Element, souwéi och d'Formatioun, d'Aarbecht an d'Gesondheet. Och si bidde Perspektiven.

Enger Aarbecht kënnen nozegoen, sief et am Prisong selwer wéi och ausserhalb am Kader vun enger Semi-liberté oder am Kader vun enger Libération conditionnelle oder och am Kader vun engem Sursis probatoire, erméiglecht nient der Reinsertioun och, d'Affer finanziell ze entschiedegen, wann en Affer do ass. Och si dierfen an deem Kader net ze kuerz kommen. Och den Afferschutz an d'Indemnitéite vun den Affer, déi se zegutt hunn, sollen ausbezueelt ginn.

D'Virbereedung op d'Entloossung mat der ganzer Prise en charge vun deene Betreffene verantwortliséiert a gëtt natierlech och nei Kompetenzen. Och dat, mengen ech, spillt eng ganz, ganz wichteg Roll, fir d'Reinsertioun aktiv virzereeden, sief et am Kader vun engem Congé pénal, wou ee kann erëm mat der Famill zesummekommen, awer och am Kader vun der Semi-liberté, wou een engersäits schafft a gläichzäitig seng Strof ofsetzt.

Bei der Semi-liberté, jo, do kann ee soen: Si ass och eng Bréck zréck an d'Liewen, effektiv, an och eng Transitioun. Si erlaabt engem Verurteilten, de Prisong deelweis ze verloossen, fir schaffen ze goen, enger Formatioun kënnen nozegoen. An all déi, déi dovunner profitéieren, déi ginn op Giwenech verluecht. Dat ass am Fong deen eenzege semi-oppene Prisong hei am Land an en ass och geduecht fir déi, jo, déi weider Verantwortung am Kader vum Strof-vollzuch wëllen iwwerhuelen.

Mee wann een awer méi genee op d'Zuele kuckt – an dofir vläicht och e puer weider Froen un d'Madamm Justizminister –, gesäit ee bei den Zuele vun der Semi-liberté, dass se progressiv ofhëlt. An d'Fro stellt sech do: Wat sinn do d'Grënn? Ginn der manner accordéiert? Oder kann een et vläicht esou interpretéieren, dass der vill accordéiert ginn, wëssend awer, dass zu Giwenech den Taux d'occupation am Joer 2024 just bei 60 % läit? An do kann ee sech dann awer d'Fro stellen: Firwat ass Giwenech net um Maximum vu senger Capacitéit, well grad vun do aus – grad vun do aus! – d'Virbereedung op d'Entloossung besser ka geplangt ginn?

D'Zuele stagnéieren zanter Joren. An dat selwecht Bild gesäit een och bei anere Moosnamen, notamment och bei der Libération conditionnelle, déi ënner kloer definéierten Oplagen och d'Méiglechkeet gëtt zu der Reinsertioun an och zu der sozialer Kontroll.

An och hei, mengen ech, d'Fro: Firwat hu mer hei eng Stagnatioun? Huet et mat de Capacitéiten ze dinn, mam Personalmangel oder mat de Prioritéiten? A virun allem: Gëtt et e Plang, gëtt et eng Volontéit, des Instrumenter méi konsequent an och méi breet unzewenden?

Wann dës Moosnamen eng Bréck an d'Gesellschaft solle sinn, dann därefe se net bei guddem Wëllen a schéine Prinzippien ophalen. D'Fro ass net nëmme, wéi mir d'Reinsertioun insgesamt moderniséieren, mee wéi mer och garantéieren, dass dës Instrumenter och wierklech agesat ginn, fir d'Transitioun tëschent bannen a bausse beschtméiglech ze gestalten, an dat zesummen tëschent all den Acteuren a mat deem Verurteilten.

Ech kommen op e weidere Punkt: déi elektronesch Foussfessel. Et ass am Fong déi bescht a modernst Form vun Instrument am Arsenal vun den Elementer ronderëm den Aménagement de peine, eng Mesür, déi a ganz, ganz ville Länner genotzt gëtt, eng modern Technologie. D'Exekutioun vun der Strof fënnt net méi am Prisong statt, mee an den eegene véier Wänn, doheem, an et gëtt engem d'Méiglechkeet ze schaffen, d'Famill ze gesinn, ënner Bewaachung ze bleiwen, d'Affär ze indeminiséieren.

Eisen Informatiounen no, och wann d'Gesetz d'Méiglechkeet bitt, ass bis dato awer nach kee Preventu an deem Dispositif placéiert ginn. An do och, Madamm Justizminister, d'Fro: Wat sinn do Grënn, dass dat nach net gegräff huet?

Mat der Reform vun 2018 goufen déi elektronesch Foussfessele jo legal an eiser Legislatioun verankert, obwuel et virdru jo als Projet pilote amgaange war. An och do mierke mer, dass d'Notzung mol méi oder manner zouhëlt. Wat sinn do d'Grënn? A wéi steet et awer och mam Bracelet électronique an de Fäll vun der haislecher Gewalt?

Wann een awer och e Bléck op d'Statistike werft, do gesäit een awer, dass d'Erfollegsquot 86 % ass – also eng Mesür, déi och deementspreechend wierkt, wat, mengen ech, och positiv ass.

Am Koalitiounsaccord steet, dass Der wëllt méi systematesch op d'Surveillance électronique zrëckgräfen. Och dann hei d'Fro: Wat ass de leschte Stand vun deem dote Punkt am Koalitiounsaccord?

Här President, ronn 43 % vun de Prisongsstrofe leien am Joer 2024 laut de Statistike vun der Administration pénitentiaire ënner dräi Joer, toutes catégories confondues. Et gëtt europäesch Länner, déi am Fong déi sougenannt „kleng“ Strofen – well alles, wat ënner dräi Joer ass, gëtt als kleng Strof ugesinn – méi systematesch an d'Bewährung respektiv an d'Alternativen transferéieren. Do besteet och eng volontaristesche Approche an deene Länner.

Dofir, mengen ech, misst een och hei d'Fro stellen, firwat dat hei effektiv net esou systematesch gehandhaabt gëtt. Mir fannen am Fong, dass et eng verpasste Chance ass, eng verpassten zweet Chance, déi ee ka ginn, well een, ech mengen, och hei an dëser Situatioun och deementspreechend begleet gëtt, anstatt dass een agespaart gëtt. Well et hei och ëm Infraktiounen geet, déi en net allze schwéiere Charakter hunn, mengen ech, kann een och do zu enger Erfollegsquot deementspreechend bäidroen, wann een dat méi konsequent duerchzitt.

An deem ganze System ass och de Service vun der Bewährungshëllef, dee jo och ganz komplex Fäll hei suivéiert. 78 % vun den alternative Moosnamen – dat mierke mer och an de Statistiken – ginn erfollegräich ofgeschloss. D'Reinsertioun fonctionéiert also, wa se professionell begleet gëtt, och mat den zousätzlechen Missiounen, déi de Service mécht.

Mee et mierkt een awer, dass de Recours op d'alternativ Moosnamen ofhëlt, och wa se awer – d'Statistike weisen et – effikass sinn. An dofir wëllt ech hei och wëssen: Wéi ass et ze erklären, dass generell de Recours op alternativ Moosnamen effektiv säit 2018 zrëckgeet, obwuel de SCAS méi Personal kritt huet? An effektiv: Gëtt et do Evaluatiounen? Gouf et do Etüden, fir och dat ze begleeten?

Well wann d'Probatioun e Pilier vun eiser Prisongspolitik soll sinn oder en Deel dovunner soll sinn, da brauche si natierlech och Moyenen, Zäit an och Personal. An dëst gëllt natierlech och fir dat psychosozialt an edukatiivt Personal, dat am Prisong schafft, souwéi och fir d'Membere vun der Administration pénitentiaire, notamment dann och d'Gardiener.

Also wéi wëllt d'Regierung – dat ass d'Fro – dës Services stäerken, fir dass se beschtefalls sou gutt wéi méiglech hirer Aufgab kënnen nogoen, wëssend, dass d'Dossieren och komplex sinn?

D'LSAP gesäit hei kloer Handlungsbedarf. Eng modern Strofrechtspolitik brauch méi Ressourcen, eng kloer Strategie an eng Struktur, déi sech op Donnéeën, op Evaluatioun an op d'Realitéit stäipt. An do stellt sech natierlech och d'Fro: Wéi huele mir déi Donnéeën iwwerhaupt systematesch op a wéi gi se interpretéiert? Mir hunn eng Panoplie vu Statistiken, an ouni Analys gëtt och déi bescht Politik séier eng Politik, wou een am Däischteren tappt.

An duerfir kommen ech zum nächste Punkt, dem Observatoire national de la délinquance. Ech wëllt hei eng weider Dimensioun an deem Sënn uschwätzen, déi fir eise Justizsystem entscheedend ass: d'Fuerchung an d'Analys. Zu Lëtzebuerg feelt ganz kloer eng systematesch Analys vum Strofrecht samt Statistiken um Niveau vun der Politique pénitentiaire.

An eisen Nopeschlänner, a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland, gëtt d'Politik am Strofrecht ëmmer méi an ëmmer erëm op wëssenschaftlechen Erkenntnisser opgebaut. D'Donnéeën ginn net nëmme gesammelt, mee och analyséiert, fir ze verstoen, wéi eng Mesüre wierken a wéi eng Mesuren net wierken.

Zu Lëtzebuerg feelt esou eng Approche nach ze dacks. Mir hunn Zuelen – déi leie vir, mer fanne se an de Rapporten oder wa mer Question-parlementaire maachen –, mee et feelt un engem Observatoire, deen och vu verschiddene Justizautoritéite gefuerdert gëtt. De viregte Procureur général d'État huet et méi wéi eng Kéier och an de Justizkommissiounssitzungen ënnerstrach, an den neie Procureur général d'État huet et net méi spët wéi d'lescht Woch nach eng Kéier an der Justizkommissioun kloer ënnerstrach an de Constat gemaach, dass et eis un Analyse feelt an dass d'Justizautoritéite frou wäeren, wa se op déi

kéinten zrëckgräfen. Dofir ass et och Zäit, deem eng strukturell Äntwert ze ginn.

An duerfir, mengen ech, fuerdere mer och als LSAP d'Schafung vun engem sougenannten Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Esou eng Struktur géif eenheetlech Statistiken zesummefféieren, d'Analys op eng wëssenschaftlech Basis stellen an och Police a Justiz mat reellen Donnéeën ënnerstëtzen. Eng Politik ouni Daten ass wéi eng Gerechtheet ouni Luucht. Si tappt also, wéi ech virdru gesot hunn, am Däischteren. A mir hunn natierlech Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi eis do ënnerstëtze kéinten, ob dat d'Expertise ass vun enger Uni Lëtzebuerg oder vum LISER. Ech mengen, do kënnen mer d'Donnéeën mat hinne opschaffen, déi och sécherlech zu enger Evaluatioun kënnen bäidroen.

An dofir, mengen ech, wëllt ech hei effektiv och eng Motioun ofginn, déi am Fong esou en Observatoire fuerdert. An och merci de Kollege vun de Piraten, vun déi Lénk, vun der CSV, der DP an och vun déi gréng, dass se déi mat ënnerstëtzen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– l'absence de statistiques harmonisées dans le domaine de la justice et de la police ;

– la nécessité de se doter d'outils permettant d'analyser l'impact des décisions judiciaires dans la durée ;

– l'absence d'indicateurs fiables sur les taux de récidive, selon les types de peines appliquées ;

– le manque de données consolidées concernant les profils des justiciables, leur parcours pénal et les effets des différentes peines sur leur réinsertion ;

– que le recueil, l'analyse et la publication régulière de données objectives sont indispensables à l'évaluation et à l'ajustement de la politique pénale,

invite le Gouvernement à

– étudier la création d'un Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, chargé de recueillir, analyser et publier régulièrement des données statistiques et qualitatives sur la délinquance, les condamnations et les modalités d'exécution des peines ;

– mettre en place un cadre légal clair pour garantir la transparence, la fiabilité et la comparabilité des données judiciaires, tout en respectant les principes de confidentialité ;

– intégrer dans cette démarche une analyse systématique des taux de récidive, afin d'évaluer l'efficacité comparée des peines privatives de liberté et des peines alternatives ;

– favoriser la collaboration interinstitutionnelle entre les acteurs judiciaires, les services concernés, l'Université du Luxembourg et le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), afin d'alimenter l'élaboration et l'orientation de la politique pénale et pénitentiaire sur des bases empiriques solides.

(s.) Dan Biancalana, Guy Arendt, Marc Baum, Marc Goergen, Sam Tanson, Stéphanie Weydert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Fir d'LSAP ass et kloer: Nëmme mat Daten, Analysen an Evaluatiounen kënnen mir eng gerecht, effikass a mënschlech Strofrechtspolitik maachen.

Esou en Observatoire kéint sech d'ailleurs och mam Phänomeen vun der Récidive befaassen, mat all de Facteuren, déi och zu der Récidive féieren.

Kriminologesch Studie weisen, dass d'Aschätzung vun der Geféierlechkeet, also vun der Dangersitéit, d'Natur vun Delikt, den Alter, d'Aarbecht, d'Wunneng, d'Famill an d'soioekonomesch Situatioun Elementer sinn, déi ganz kloer en Afloss hunn op d'Recidence oder op d'Netrecidence. Si weisen op alle Fall och, dass d'Reckfallquot bei Bewärgungsstrofe manner héich ass wéi bei feste Prisongsstrofen. An en Observatoire kéint och dat besser analyséieren.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hätt eng Fro, wann et méiglech ass.

M. Claude Wiseler, Président | Ee Moment, Här Weidig.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Kann ech vläicht mäin Discours fäerdeg maachen? Da kënnst Du herno Är Fro stellen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Deen Observatoire weist notament, dass an der Belsch – déi hunn de Moniteur de la récidive agefouert – d'Reckfallquot bei Bewärgungsstrofe manner héich ass wéi bei feste Prisongsstrofen. Lëtzebuerg misst sech hei déi néideg Moyenne ginn. Op alle Fall als LSAP géife mer dat ënnerstëtzen a wieren och frou iwwer weider Ënnerstëtzung.

Eng weider Fro, déi sech awer stellt am Prisong: D'Reform vum Prisongsgesetz vum 2018 huet mat dem Plan volontaire d'insertion, Ofkierzung PVI, e wichtegt Instrument geschaf, dat d'Reinsertioun scho während der Detentoun soll virbereeden. All Condamnéierte soll a Begleedung vum psychosozialen an edukative Service esou e Plang kréien, op d'mannst an der Theorie. An der Praxis stellt sech awer d'Fro, wéi systematesch dëse Plang wierklech ëmgesat gëtt an ob bis elo schonn eng Evaluatioun vun dëser Mesur stattfonnt huet.

An dofir, mengen ech, och hei eng Rei Froen: Wéi vill Detenuen hu schon esou e PVI gehat, ginn och do aktiv suivéiert? Ass dee standardiséiert? Gëtt deen evaluéiert? A vläicht awer och d'Fro: Wéi en Impakt huet dee Plan volontaire d'insertion um Niveau vun der Exécution des peines, um Niveau vum Aménagement des peines, um Traitement pénologique? A gëtt et do en Ënnerschied tëscht de Gefaangenen, déi esou e Plan volontaire ënnerschréien, an deenen, déi et net maachen? Op alle Fall, mengen ech, huet hei dee Plan volontaire jo e legale Charakter.

Ech hunn awer hei um Internetsite vun der Administration pénitentiaire gelies, dass fir déi Persounen, déi an der Détention préventive sinn, eng sougenannte Convention d'accompagnement op fräiwëlleger Basis op d'Bee gestallt gëtt an dass se och déi kënnen ënnerschréien.

Dofir ass vläicht och hei d'Fro un d'Madamm Justizminister: Op wéi enger legaler Basis ass déi Convention d'accompagnement fundéiert, par analogie zum Plan volontaire d'insertion, deen am Gesetz verankert ass? A wat ass am Fong och den Inhalt vun där Convention d'accompagnement? A wéi dacks ass dës Mesur ugefrot an och effektiv ënnerschréiwe ginn? Do fënnt een am Fong keng Informatiounen. Awer wat vläicht net oninteressant ass: Wat fir eng Repercussiounen huet dës Convention d'accompagnement op eng eventuell Liberté provisoire, op en eventuelle Contrôle judiciaire, op en eventuelle Bracelet électronique oder op de Prononcé vun der Strof tout court?

Här Präsident, ech kommen zum Schluss. D'LSAP steet dofir, dass d'Alternativstrofen net de Géigendeel vum Rechtssinn sinn, sou wéi ech et probéiert hunn, virzeféieren, mee säi weidere Schrëtt – vun der

Repressioun zur Responsabilitéit, vun der Ofschreckung zur kloer Reinsertioun.

Här Präsident, mir bauen eng méi gerecht Gesellschaft net mat méi Maueren, mee mat méi Courage. An et ass, mengen ech, méi wéi jee Zäit, Courage ze weisen.

Dofir och merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech hätt nach eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Et war nach eng Wuertmeldung vum Här Weydert do, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | ... fir Iech eng Fro ze stellen, Här Biancalana, wann Der se unhuet. Ech gëssen, dat maacht Der.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet den Här Weydert kuerz d'Wuert.

(Interruptions)

M. Tom Weidig (ADR) | Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | Weidig, pardon.

(Hilarité)

M. Tom Weidig (ADR) | Dir hutt jo gesot, dass et ganz wichteg ass, Daten ze sammelen, fir dass een och d'Dynamik versteet a sou weider. Elo gëtt et awer zwou Aarte vun Daten, déi menger Meenung no net an de Statistike gesammelt ginn. Dat sinn d'Nationalitéit vun der Persoun an och de Residenzstatus. Dat gëtt am Ausland iwwerall gemaach. An hei zu Lëtzebuerg ... Mir hunn den Här Gloden oft gefrot, ob en eis déi Statistike géif liwweren. Dat huet en net gemaach. An duerfir wollt ech Iech froen, ob Dir mengt, dass, wann Der Date sammelt iwwert de Profil vun de Kriminellen oder Tatverdächtegen, do dann och d'Nationalitéit an de Residenzstatus sollten erhuewe ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här Weidig. Ech sinn net de Virspriecher vum Här Gloden. Ech mengen, en Observatoire huet den Avantage, dass eng Rei Donnéeë kollektéiert ginn. Do gëtt et verschidde Modeller am Ausland mat Erfaassung vun de Strofdoten, déi stattfannen, vun der Läng vum Strofdoten, vun der Recidence. Do hutt Der eng ganz Rei Elementer, op déi ee sech baséiere kann, fir effektiv eng effizient a modern Strofrechtspolitik kënnen ze maachen. An ech mengen, dass dat Elementer sinn, déi wichteg sinn, fir effektiv eng Politik kënnen ze bedreiwen a fir d'Date kënnen ze kollektéieren. A wann, mengen ech, deen Observatoire bis en place ass – well ech spiere jo hei, dass déi Volontéit jo do ass –, da sollt deen dann och kucken, wat wichteg ass ze kollektéiere vu pertinenten Donnéeën.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

Dann ass déi éischt ageschriwwe Riednerin d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Débat

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här Präsident. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Här Dan Biancalana villmools Merci fir dës Interpellatioun iwwert d'Prisongspolitik, well d'Prisongspolitik ass e Spigel vun eiser Gesellschaft. Wéi mer mat deene Mënschen ëmginn, déi Feeler gemaach hunn, dat seet vill doriwwer aus,

wéi gerecht a mënschlech mir als Staat sinn. Et ass e Sujet, deen immens vast ass an iwwert deen ee ganz laang an an all Richtunge kéint diskutéieren.

Eng effikass Justiz an donieft eng gutt opgestallte Prisongsverwaltung sinn awer weesentlech, fir d'Rechtsstaatlechkeet an d'Sécherheet an der Gesellschaft ze garantéieren. Donieft sinn d'Dignitéit vum Prevenu an Untersuchungshaft, vum Gefaangenen, deen eng Fräiheitsstrof ofsetzt, awer och d'Rehabilitatioun an d'Reintegratioun an d'Gesellschaft nom Prisongsopenthalt wichteg.

De fréiere franséische Garde des Sceaux Robert Badinter – en ass och scho virdru mat aneren Zitater zitéiert ginn –, dee sot emol: „On oublie que la prison est une période transitoire de leur vie. [...] La conception de la prison doit être, bien sûr, la sanction, mais aussi l'amendement et la réinsertion.“

Jo, d'Prisongsstrof ass en Deel vum Liewe vun engem Täter. An dofir ass et eis Verantwortung, all Persoun während hirem Openthalt am Prisong sou gutt wéi méiglech op déi Zäit duerno virzubereeden.

2018 koum déi grouss Prisongsreform betreffend de Strofvollzuch an d'Schafung vun enger neier Prisongsverwaltung. D'Reform huet d'Fundament geluecht fir nei alternativ Mesuren. Ech mengen, den Här Biancalana, deen ass och schon drop agaang, wéi déi evoluéiert hunn an deene leschte Joren. A weider Ziler vun där Reform waren, d'Fäll vu Recidiv vum Täter ze reduzéieren a virun allem och d'Resozialiséierung vun den Detenuen ze stäerken.

Am Artikel 1 Paragraf 2 vum Gesetz vum 2018 iwwert d'Prisongsverwaltung steet: „L'objectif de la mise en œuvre des peines privatives de liberté est de concilier la protection de la société, la sanction du condamné et les intérêts de la victime avec la nécessité de préparer l'insertion de la personne détenue afin de lui permettre de mener une vie responsable et de prévenir la commission de nouvelles infractions.“

Dat resüméiert dat, wat ech virdru sot: Also, et gëllt net just déi ze bestrofen, déi eng komme gelooss hunn am Sënn vun der Gerechtegkeet fir d'Äffer an zum Schutz vun der Gesellschaft, mee gläichzäiteg huet all Mënsch eng zweet Chance verdéngt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Wa mer de Joresrapport vum 2024 vun der Prisongsverwaltung kucken, da gesi mer, dass Lëtzebuerg en Taux de détention vun 92,67 Prisonéier op 100.000 Awunner huet. Dat ass däitlech manner wéi nach 2023 an et läit och ënnert dem europäesche Medianwäert vun 106,5 Prisonéier. Wat essentiell ass, ass, déi richteg Mesur, den appropriéierte Strofgéim am richtige Moment fir eng Persoun ze huelen, déi eng Strofdot begaangen huet.

Zënter Enn 2022 ass de Prisong um Uerschterhaff a Betrib an accueilliéiert exklusiv Männer, déi an Untersuchungshaft sinn. E funktionéiert soumat complementaire zum zouene Prisong zu Schraasseg, an deem Männer a Fraen hir Prisongsstrof ofsetzen a Fraen an Untersuchungshaft sinn. Donieft gëtt et de Prison semi-ouvert zu Giwenech. Dee kennen ech e bësse besser, well en a menger Gemeng läit an ech am Nopeschduerf dovunner wunnen.

D'Fro vun de Mineuren dierfe mer och net vergiesen. Et kënnst ëmmer nach vir, dass Mannerjäreg provisoresch zu Schraasseg am Prisong ënnerbruecht ginn, well zäitweis net genuch Plaz an der Unisec zu Dräibuer fräi ass. Natierlech sinn déi Jonk während hirem Openthalt am Erwuesseneprisong strikt vun den Erwuessene getrennt a gi professionell an individuell begleet. Dat entsprécht leider nach dem aktuelle

Kader, mee dës Léisung däerf net d'Reegel ginn a muss den allerleschte Recours sinn a sou kuerz wéi méiglech daueren.

Mat der grousser Reform vum Jugendschutz an dem Schafe vum Jugendstroferecht verfolge mir ganz kloer d'Zil, datt keng Mannerjäreger méi am Erwuesenepriisong mussen ënnerkommen, an en eegene Centre pénitentiaire fir Mineuren ass a Planung. Dat ass eppes, wat mer zu 200 % ënnerstëtzen.

Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech sinn der fester Iwwerzeugung, datt nieft dem Fait, datt ee sech net méi fräi beweegen kann, dat Schlëmmst fir e Gefaangenen am Prisong d'Isolatioun an d'Gefill vun Onnotze sinn. Ouni Austausch, Ausgang oder Beschäftegung verléiert de Mënsch net nëmme säin Alltagsrhythmus, mee och de Sënn fir d'Verantwortung an d'Zukunft. An eise Prisongen zu Schraasseg, um Uerschterhaff an zu Giwenech gëtt dowéinst eng breet Pallett un Aktivitéiten ugebueden, net just fir datt den Dag ëmgeet, mee och fir datt de Gefaangenen aktiv u sengem Neistart no der Zäit am Prisong schaffe kann.

Zesumme mat geschultem Personal gëtt fir all Persoun e personaliséierte Betreuungs- a Bildungspiang ausgeschafft, deen hire Wee zréck an d'Gesellschaft begleet soll. Dat ëmfaasst Weider- a Formatiounsoffer, beruflech Ausbildungen, sportlech a kulturell Aktivitéiten, awer och eng Aarbecht an de verschiddenen Ateliere vun de Prisongen. Hei kann ee verschidde Beräicher nennen: vun der Wäscherei iwwer Schräiner- a Produktiounsarבעchte bis hin zu de landwirtschaftlechen Aktivitéiten zu Giwenech.

Giwenech ass e wichteg Scharnier an der Reintegratioun vun de Gefaangenen an d'Gesellschaft, well et d'Verbindung tëscht zwou Phase mécht, nämlech dem Liewen am Prisong an dem Liewen dobaussen. D'Detenuë kënnen hei ausserhalb vum Prisong schaffe goen a gi just nach nuets dohinner schlofen, fir sech lues, awer sécher nees e Liewen ausserhalb vum Prisong opzebauen.

An hei wëll ech Défi-job ernimmen. Dat ass eng ASBL, déi zu Giwenech am Prisong ugesidelt ass an eng immens wäertvoll Aarbecht leescht, fir d'Gefaangen weiderzubilden, a si an der Schafung vun neie Perspektiven ënnerstëtzt, dëst duerch déi Ateliere, déi op der Plaz sinn an der Schräinerei oder an de Bitzatelieren. An Dir hutt och vläicht scho vun de Produkter vun „Jailbird“ héieren. Dat ass eng Mark, déi awer e bësse bekannt ass. Déi ginn zu Giwenech konzepéiert an och fabrizéiert, fir och einfach de Lien zu der Bausewelt ze schafen. D'Associatioun peekt donieft eng Hand un, fir datt d'Detenuen eng Aarbecht ausserhalb vun de Mauere vum Prisong fannen. Béd Mesüeren hëllefen der Persoun, nees Fouss dobaussen ze faassen.

Fir d'Prevenuen an Untersuchungshaft um Uerschterhaff, déi op hiert definitiiv Urteel waarden, ass et wichteg, hir Zäit sënnavoll ze notzen an datt och si sech weiderbilden a schaffe kënnen. Et ass an der Praxis natierlech méi schwierig, hinnen eng Aarbecht unzëbidden, well de gréissten Deel vun de Prevenuë manner wéi ee Joer an Untersuchungshaft ass. An awer ass e gudden Deel vun hinnen an de verschiddenen Ateliere daagsiwwer beschäftegt.

Déi Zäit am Prisong dierf keng verlueren Zäit sinn a muss effikass genotzt ginn. Dat gëllt natierlech virun allem fir déi, déi méi eng laang Prisongsstrof zu Schraasseg ofsëtzen. Ech wëll awer och nach ënnersträichen, datt d'Prisonéier net zum Nulltariff schaffe mussen. Allerdéngs gouf d'Bezuelung elo schonn e puer Joer net méi ugepasst, well e veraalte Règlement grand-ducal do ass, mee am Kader vun den Upassungen, déi an dëser Legislatur un der

Prisongsreform vun 2018 gemaach wäerte ginn, kënn en neie Règlement grand-ducal, deen eis dann d'Méiglechkeet gëtt, méi eng fair Bezuelung vun de Prisonéier ze maachen.

Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, d'soziaalt Liewen innerhalb vum Prisong gradewéi d'Ouverture no bausse si wichteg fir d'Preparatioun vun de Gefaangenen op d'Liewen a Fräiheet an no hirer Strof. Déi gréissten Erausforderung fir de Gros vun de Prisonéier, déi hei aus dem Land oder aus der Groussregioun kommen, ass awer, wa se bis un d'Enn vun hirer Strof kommen, en Dag iwwert dem Kapp ze fannen. Déi Entwécklung mécht eis natierlech Suerge: Wéinst der prekärer Logementssituatioun am Land froe Leit zum Deel, fir fräiwëlleg méi laang zu Giwenech ze bleiwen, fir net op der Strooss ze landen.

An hei gouf 2021 e Pilotprojet an d'Liewe geruff fir eng sozioedukativ Begleedung vun deenen, déi fräigelooss ginn, awer zum Zäitpunkt vun der Fräilöschung nach keng Wunneng hunn. Dëst ass e ganz wichteg Meilesteen an der Resozialiséierung. Vill Mënschen hei am Land sinn op der Sich no enger Wunneng – a mir schwätzen et jo, mengen ech, all Dag an der Chamber iergendwann un –, awer als fréieren Detenu huet een et nach méi schwéier wéi all déi aner, déi op der Sich no enger Wunneng sinn. An ouni den néidege Support an d'Begleedung duerch d'Servicer klëmmt de Risiko vun enger Recidive, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dofir profitéieren ech vun dëser Geleeënheet, fir d'Madamm Ministesch ze froen, wéi et weidergeet mat dësem wichtegem Projet.

Mee och déi beschte Statistike wäerten ni d'Reintegratioun ganz erfaasse kënnen. Et sinn oft déi kleng Projeten, déi grouss Wierkung hunn, zum Beispill déi therapeutesch Spadséiergäנג „Natur pur“, Hondsvissiten am Centre pénitentiaire zu Schraasseg ënner Opsicht, eng staark Partnerschaft mat der Association luxembourgeoise des visiteurs de prison, Abri-gado, den Addictologie-Servicer a Quai 57 vun arcus fir déi komplex Profiller mat Sucht a Gewalt. Dat ass einfach, mënschlech a virun allem, et funktionéiert.

Ofschlëssend wëll ech nach eng Kéier soen: D'CSV steet ganz kloer fir eng Prisongspolitik, déi gläichzäiteg konsequent a mënschlech ass. D'Gesetzesprojeten, déi um Instanzewege sinn, brénge Kloerheet, wat d'Exekutioun vun de Strofen ugeet, an d'Reintegratioun vum Prisonéier bleift dat iewescht Zil. Déi beschte Gesetzter bréngen näischt, wann d'Leit um Terrain – déi, déi an de Prisonge schaffen – se net droen.

Eis Giischtercher, d'Ekippe vun de psychosozialen a soziopedagogesche Servicer souwéi déi vun der Probatioun, all d'Mataarbechter aus der Prisongsverwaltung, d'Polizisten, d'Riichter, d'Gemengen, d'Associatiounen an d'Entreprise: Si sinn et, déi all Dag d'Bréck schloen tëscht dem Gesetz an der Realitéit. Si maachen aus Prinzippien a Reegelen d'Praxis. A wa jidderee seng Roll spillt, mat Konsequenz a Matgefill, da schafe mir dat, wat d'Biergerinnen a Bierger sech erwaarden: méi Sécherheet, méi Gerechtegkeet a méi Chancen op en neien Ufank a Fräiheet.

Ech schlëssen of. Mir komme virun. D'Zuelen aus dem Joresrapport vun 2024 weisen eng mobiliséiert Administratioun. Fuere mir mat der selwechter Exigenz weider: besser schützen, besser reintegréieren a bei der einfacher Iddi bleiwen, datt a ville Fäll kee Wee laanscht de Prisong geet, mee et net duergeet, de Mënsch just an de Prisong ze setzen. Entscheedend ass dat, wat mir ronderëm opbauen: d'Evaluatioun, d'Begleedung, d'Verantwortung, d'Preparatioun op d'Fräilöschung an, ganz wichteg, e konsequente Suivi no der Fräilöschung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, d'Politique pénitentiaire verfollegt verschidden Ziler, a mir hunn dat jo schonn elo erkläert kritt, virop, an dat ass dat allgemengt Versteesdemech, Krimineller bestrofen an esou Affer schützen.

Mee fir eis als DP ass et kloer: Eng erfollegräich Strofjustiz soll rasonabel an effikass sinn, mee och mënschlech a preventiv. Si soll d'Sécherheet an eiser Gesellschaft garantéieren, mee och d'Reintegratioun erméiglechen. Och haut gëtt nach oft – muncher géife soe systematesch – op d'Prisongsstrof zréckgegraff. Mee eng Strof mécht eiser Meenung no nëmmen och da Sënn, wa se Réckfäll verhënnert – dat ass dat, wat den Dan Biancalana jo och scho gesot huet – an déi concernéiert Persoun aus dëser Strof och eppes ka léieren.

Trotz positiven Entwécklungen an de leschte Joren – den Taux d'incarcération am Land ass vun 2023 op 2024 ëm bal 15 % gefall – gëtt et awer nach eng Rei vu Probleemer.

Datt d'Capacitéite vun eise Prisongen ëmmer erëm un hir Limite stoussen, dat ass bekannt. Och wann den neie Centre pénitentiaire Uerschterhaff de System sécherlech entlaascht, ass de Bau vun neie Prisongen aleng keng nohalteg Léisung. Dat huet och de CPT, also den Europäesche Komitee fir d'Preventioun vu Folter an onmënschlechtem Traitement, a sengem Rapport vun 2023 iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg betount.

Den Taux d'occupation an eise Prisonge war am August 2025 follgendermoossen: Am CPL zu Schraasseg waren 330 vu 486 Plaze beluecht, am CPU Uerschterhaff 345 vu 416 an zu Giwenech waren et der 85 vun 115. Deemno wieren also ronn 75 % vun de Plazen an de Lëtzeburger Prisonge beluecht.

Net onwichtig ass dobäi, ze wëssen, dass net all Inhaftéierte scho verurteelt ass. Aktuell ass bal d'Hallschecht vun den Insasse bei eis zu Lëtzebuerg an Untersuchungschaft. Domat leie mir daitlech iwwert dem EU-Duerchschnitt vun zirka 28 %. Iwwert d'Joer 2024 eleng koumen 1.324 Persounen zu Lëtzebuerg an de Prisong. Insgesamt ware vun hinnen allerdéngs just 421 Persounen scho verurteelt. Beim Gros war deemno nach keen Urteel gesprach.

Dobäi kënn, dass et zu Lëtzebuerg keng gesetzlech virgeschriwwen Maximaldauer fir eng Untersuchungschaft gëtt. Dem Ombudsmann no wier dat bedenkelech, an dëst gouf och vun internationale Gremie schonn daitlech kritiséiert. Ganz onofhängeg vum finanziellen Impakt fir de Staat huet dat nämlech och fir de Prisonéier bedeitend Follgen. Follgen, déi duerno eng erfollegräich sozial Reintegratioun erschwéieren. Allerdéngs muss ee soen, dass een ëmmer ka virun d'Chambre du conseil goen, fir ze froen, fir kënnen aus dem Prisong entlooss ze ginn.

Dass esou vill Leit an Untersuchungschaft sëtzen, ass deels och op aner Probleemer zréckzuféieren. Zënter Jore leit de Service de police judiciaire ënner chronischem Personalmangel. D'Konsequenz dovunner ass, dass net all Dossier an engem rasonablen Zäitraum kann traitéiert ginn. Den neie Procureur général d'État John Petry war schonn am Abrëll dëst Joer um Radio op d'Delaiien am Stroferecht als ee vun den Hauptproblemer agaan.

Sécher gi schonn Efforte gemaach, fir um Niveau vum Personalschlëssel, besonnesch och an der

Magistratur, nozebesseren, mee en attendant stellt sech awer och d'Fro, ob een net méi systematesch op aner Moyene bei Strofe sollt zréckgräifen. Där gëtt et der jo eng ganz Rei. Ech denken elo zum Beispill un den Travail d'intérêt général, un d'Probatioun, un d'Semi-liberté oder d'Surveillance électronique, also den elektronische Bracelet, fir der just e puer ze nennen.

Ofhängeg natierlech vun der Dot, déi enger Persoun virgeworf gëtt, sollt een zum Beispill grad bei Primo-délinquants oder eebe bei méi klengen Affären doriwwer nodenken, ob alternativ Strofen a Moossnamen net méi Sënn géifen erginn. Dëst hätt engersäits en Afloss op d'Prisonsgesamtheit an d'Géif dës Strukturen entlaaschten. Anerersäits kéint een iwwert dës Wee a konstruktiv Mesure besser zu der Resozialisierung vun de Leit bäidroen.

D'DP huet sech an der Vergaangenheet derfir ausgeschwat, déi elektronesch Iwwerwaachung och am Kader beispillsweis vun enger Détention préventive anzesetzen. Och am Koalitionsaccord hu mir eis zesumme mat eise Koalitionspartner engagéiert, de Strofe katalog ze analyséieren an do, wou et noutwendeg ass, ze adaptéieren. Och d'Kritikäre, déi en Accuséierte muss erfëllen, fir iwwerhaupt fir de Bracelet eligibel ze sinn, sollten an deem Kontext nach emol op de Leescht geholl ginn.

Dës Optioun soll méi systematesch genotzt ginn, mam Zil eebe just, engersäits eis Prisongen ze entlaaschten an anersäits d'Agglidderung vun de Persounen an d'Gesellschaft ze erliichteren.

Laut der Äntwert op eng parlamentaresch Fro wieren 2024 zéng nei Bracelete bestallt ginn. Fir eis ass dat e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mee tëschent 2020 an 2024 wiere beispillsweis awer keng Braceleten am Kader vum Contrôle judiciaire an den Asaz komm. Dofir géing ech kuerz profitéieren, fir d'Madamm Justizminister bei där Geleeënheet ze froen, ob weider Commandé fir Bracelete virgesi sinn, fir dass an Zukunft méi op dës Alternativ zum Prisong als Strofmossnam kann zeréckgegraff ginn.

Et muss een dobäi wëssen, dass et zwou Zorte vu Bracelete gëtt: déi eng mat Radiofrequenz an déi aner mat GPS. Potenziell also eng sënnavoll Alternativ zur Fräiheitsstrof am Kader beispillsweis vun enger Untersuchungshaft.

Natierlech gëllt bei eis d'Séparation des pouvoirs, an d'Richter decidéieren, ob a wat fir eng Strof ubruecht ass. Mee d'Politik setzt de legale Kader a schafft esou déi néideg Moyenen. Dofir an deem Sënn nach eemol d'Fro un d'Madamm Justizminister: Wéi spiert si d'Volontéit an der Justiz, méi op alternativ Strofmessuren zréckgräifen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat ufanks d'Delaien ugeschwat an ech kéim nach emol kuerz dorobber zréck. Eng Fräiheitsstrof, ob „préventive“ oder feste Prisong, ass ëmmer e massiven Aschnëtt an enger Persoun hiert Liewen, mat deels laangfristige Konsequenzen.

Stellt Iech emol vir, eng Persoun kritt no méintelaangem Waarde gesot, si misst elo an de Prisong. Entretemps huet déi Persoun awer assuméiert, sech en neit Liewen opgebaut an ass um richtege Wee. Wann et no engem laangen Delai finalement zu enger Prisongstrof kënnt, riskéieren dës Fortschrëtt, ëmsoss gewiescht ze sinn.

Dacks heescht eng Fräiheitsstrof de Verloscht vun der Wunneng, der Aarbecht, dem sozialen Ëmfeld a Famillje geroden a Schwierigkeeten. No Méint oder Joren am Prisong sinn d'Schied leider oft grouss. D'Reintegratioun gëtt komplizéiert, de Risiko vun

enger Recidive klëmmt. An dat gëllt et ze verhënnere.

Domat komme mir och scho bei den nächste Punkt, deen den Här Biancalana a senger Interpellatioun thematiséiert huet: d'Réinsertion sociale. Déi fänkt schonn am Prisong un. Mir brauchen Therapien a gezielt individuell Betreueg bei engem groussen Deel vun de Strofdoten, well do handelt et sech ëm Drogendelikter. Et ass also wichteg, deene Leit ze hëllef an hinne Perspektiven ze bidden, fir e Réckfall ze verhënnere. Beispill: Beschafungskriminalitéit an alles, wat do mat drunhänkt.

An deem Kader géif ech kuerz eppes opgräifen, wat d'Madamm Justizminister am Kontext vum Budget 2025 gesot hat, speziell zum Sujet Psychiatrie. An der Kommissioun deemools hat Dir gesot, dass do verschidden Artikelen regroupéiert gi waren an och dass Negociatiounen mat der Psychiatrie géife lafen, zu deenen der deen Ament awer nach keng weider Detailler hat. Mengersäits dofir d'Fro, ob Dir eis eventuell haut dozou kënnt dat eent oder dat anert erzielen.

Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, spillt virun allem awer och d'Aarbecht während der Prisongstrof eng wichteg Roll. Si vermëttelt Struktur, bitt Stabilitéit a fërdert d'Verantwortung. Och dat ass eng Schrauf, un där eis Politik well a soll dréinen: dass ee beispillsweis, wéi am Koalitionsaccord festgehalen, de Statut du travailleur détenu analyséiert a Weeër fënn, d'Detenué schonn am Prisong um richtege Wee ze begleeden.

Eng realistesch Reinsertioun brauch och eng sozial Ofsecherung. Leit, déi Méint oder Joren am Prisong geschafft hunn, dierfen duerno net ouni Grondlag doston.

Zu dësem Thema hat och den Direkter vun der Administration pénitentiaire, den Här Legil, ufanks des Joers geschwat. Aarbechtsplaz wieren do. Si sinn natierlech begrenzt. Deels géif et dann och Waardezäite vun zwou bis dräi Wochen, mee allgemeng géif en Interesse bei den Insasse bestoen.

An deem Kontext meng Fro un d'Madamm Ministesch: Sinn éischt Evaluatiounen zu dësem Sujet duerchgefouert ginn? Falls net, ass do awer schonn eppes méi Konkreetes virgesinn?

Här President, ier ech zum Schluss kommen, géif ech dës Geleeënheet gären notzen, an zwar fir nach eemol d'Wichtigkeet vum Jugendschutz a vum Jugendstroferecht ze ënnersträichen. Dir wësst, do sinn eng ganz Rei Texter ënnerwee, an als DP läit eis wierklech drun, dass mir gutt an dësen Dossieren virukommen. D'Separatioun vum Jugendschutz an engem Droit pénal fir Mineuren, gradewéi Prozeduren, déi souwuel u manerjärege Auteurs wéi och Affer ugepasst sinn, mussen eng politesch Prioritéit bleiwen.

Och international Instanze kritiséieren zënter Joren, dass Lëtzebuerg keng differenzéiert an och keng altersgerecht Texter fir Manerjäreger huet. Dofir bleift dëst fir eis als DP e wichteg Sujet. Mir brauchen eng Justiz, déi och deene Jonke gerecht gëtt, déi si an hir Familljen an de Prozeduren begleet, déi awer och eng grouss Gewichtung op d'Preventioun leet, well mer ënner anerem esou hoffentlech viles vun deem, wat mir haut hei beschwätzen, och kënne vermeiden.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen domadder zum Schluss. Als DP si mir der Meinung, dass, fir effikass ze sinn, eng Strofpolitik verhältnisméisseg muss sinn. Si soll d'Affer schützen an eng Reinsertioun vun den Auteurs erméiglechen. D'Capacitéit vun eise Prisonge si limitéiert, mee net just dowéinst soll an Zukunft méi op alternativ Strofen zeréckgegraff ginn. Mënsche kënnen aus

deene verschiddenste Motiver stroffälleg ginn. Eng Prisongstrof ass dann awer net ëmmer déi sënnavollste Äntwert. Et gëtt nach eng ganz Rei aner Messuren, mat deenen een d'Leit och ka strofen, ouni si awer direkt komplett aus dem Liewen erauszerrappen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Arendt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e Merci un den Här Biancalana fir dës interessant Interpellatioun iwwert den Zoustand an eise Prisongen an d'Situatioun vun den Detenuen. Et ass awer schonn e bëssen erstaunlech, datt dës Initiativ grad vun enger Partei kënnt, déi selwer an deene leschte Regierung war an also definitiv d'Moyenen hat, fir déi villfälteg Problemer an eiser Stroffvollzuchspolitik unzuegoen.

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, Här Engel, ...

M. Georges Engel (LSAP) | Leet emol eng aner Plack op!

M. Dan Hardy (ADR) | ... Dir kënnt meckeren, mee dat ass awer esou.

Hei schwätze mer leider vun engem Beräich, dee reegelméisseg an der Kritik steet, an dat net ouni Grond. Rapporte vun deene leschte Joren ënnersträichen ëmmer erëm, wéi komplex, dysfunktionell an urgent d'Situatioun am Lëtzebuergesche Strofsystem ass. D'Problemer si bekannt, d'Diagnos ass gestallt, mee d'Therapie bleift nach ze definéieren.

Ganz rezent huet d'ADR eng parlamentaresch Fro un d'Justizministesch geriicht, dat, fir endlech méi Kloerheet iwwert d'Situatioun an eise Prisongen ze kréien. Aus hirer Äntwert geet ervir, datt de 17. August vun dësem Joer 760 Prisonéier an eise Strukturen waren, bei enger maximaler Kapazität vu licht iwwer 1.000 Plazen. Den Occupatiounstaux läit deemno bei bal 75 %. Ronn d'Hallschent vun de Prisonéier si keng Awunner vum Land a bal 80 % hunn eng auslännesch Nationalitéit.

Dat sinn Zuelen, déi een net grad berouegen. Genesou wéineg wéi d'Reckmeldung, datt, falls et net duergeet mat der Plaz, d'Situatioun kéint ugepasst ginn. Dës Logik ass symptomatesch fir e System, dee scho laang seng Limiten erreecht huet.

Dofir kann ee sech froen, ob et net ubruecht wär, d'Persounen, déi net vun hei sinn an zu Lëtzebuerg verurteelt ginn, wa méiglech an hirem eegene Land d'Strof ofsätzen ze loossen. Esou kann och de Steierzueler entlaascht ginn. Do géif ech ganz gär vun der Madamm Justizminister wëssen, wéi si dozou steet.

Eng aner Dimensioun vum Problem ass déi héich Zuel vu Prisonéier, déi an Untersuchungshaft sinn. Mir hunn et schonn héieren. Laut engem Zeitungsartikel vun dësem Joer op Franséisch mam Titel „De plus en plus de prisonniers au Luxembourg : la moitié d'entre eux n'ont jamais été condamnés“ ass bal d'Hallschent vun all de Prisonéier an Untersuchungshaft. Dat sinn am Ganzen 260 Leit. Fakt ass, datt et kee gesetzleche Maximum fir d'Dauer vun der Untersuchungshaft gëtt. Dat bedeit, datt ee méintelaang oder jorelaang seng Fräiheet verléiere kann, ouni datt en Urteel virläit.

Dëst ass net just e juristesche Problem, mee e Mënscherechtsproblem, deen de Conseil de l'Europe och schonn zejoert schaarf kritiséiert huet. Vun den

1.324 Persounen, déi dee Moment zu Lëtzebuerg an Untersuchungshaft souzen, goufen der nëmmen eng 420 verurteelt, iwwerdeems der iwwer 900 nach ëmmer op hir Verurteilung gewaart hunn. Dat ass d'Spigelbild vun enger iwwerlaaschter Justiz, déi elo och versicht, d'Lächer mat Leit aus dem Privatsecteur ze stoppen. Bis dat Ganzt awer an d'Praxis ëmgesat gëtt, dat kann nach daueren.

D'ADR huet nach ëmmer gesot: E Justizapparat, dee gutt fonctionéiere soll, brauch genuch Kapazitéiten. Awer amplaz ze handelen, huet een iwwer Joren einfach de Kapp an de Sand gestach, bis sech d'Situatioun ëmmer weider verschlëmmert huet.

Mee et gëtt nach aner Problemer, déi iwwert d'Mauere vun de Prisongen erausginn, dat virop, wat d'Konditiounen vum Vollzuch an d'Perspektiven no der Strof uginnt. D'Associatioun „Eran, eraus ... an elo?“ huet am August 2024 dorobber higewisen, datt d'Desozialisatioun vun de Prisonéier duerch vill Facteurs verstärkt gëtt – vum Manktem un Dialog iwwer Isolatioun bis hin zu kenger Liewensperspektiv méi.

All Prisonéier huet natierlech en Urecht op eng psychologesch a sozial Assistenz, an déi gëtt an deene meeschte Fäll och ugebueden. Mee d'Fro bleift: Geet dat duer? Wéi vill vun dësen Efforte féiere wierklech zu enger Reintegratioun vun deene Betraffenen an net just zu enger temporärer Berouegung vum Gewësse vun der Politik?

Dann nach e puer Wieder zu der Aarbecht am Prisong. Zu Schraasseg kréien d'Prisonéier fir eng 35-Stonnes-Woch aktuell tëscht 350 a 750 Euro de Mount – eng Zomm, déi der Associatioun „Eran, eraus ... an elo?“ bei Wäitem net duegeet. Ma mir hunn et virun häre vum der Madamm Weydert: D'Montante gi jo geschwënn an d'Luucht. Et dierf een awer net vergiesse, datt de Staat scho fir sämtlech Käschten am Kader vum Ennerhalt vun de Prisonéier opkënn, gradewéi och fir d'Fonctionnementskäschte vum Prisong.

Fakt ass, eis Gesellschaft iwwerhëlt schonn haut e ganz groussen Deel vun all dëse Käschten. An deem Kontext muss een och soen, datt eis éierlech Bierger esou gesinn duebel bestrooft ginn: Nieft dem Onsécherheetsgefill komme si och nach fir déi op, déi fir ëmmer méi Kriminalitéit am Land suergen. Et vergeet kaum en Dag ouni Niegkeeten iwwer Abréch, Iwwerfäll oder Akte vu Gewalt, déi de Bierger ëmmer méi veronsécheren.

Eng Justiz, déi net gutt genuch fonctionéiert an iwwerlaascht ass, an eng Reintegratioun vu Mënschen, déi am Strofvollzuch waren, an eis Gesellschaft, déi hiert Zil verfeelt, dat alles dréit zu engem Klima vun Ongerechtegkeet an Onsécherheet bäi. Eis Bierger hunn awer d'Recht, an engem Land ze liewen, wou d'Sécherheet net nëmmen e Versprechen ass, mee garantéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Och ech soen dem Dan Biancalana Merci fir déi Debatt. Et ass en extreem wichteg Sujet, dee leider oft ze kuerz kënnt an der Gesellschaft, well et ëm Mënsche geet, déi keng Lobby hunn, wou mer och gären, mengen ech, kollektiv net wëllen drun denken. An dobäi ass et ... Et ass schonn ugeklongen, de Robert Badinter ass zitéiert ginn, dass grad wierklech dat ausmécht, wéi mer mat deene Mënschen ëmginn, wéi mer als Gesellschaft dostinn. Well eng Gesellschaft, déi Hoffnung gëtt, déi kritt Sécherheet zréck.

De Prisong soll eigentlech d'Ausnam sinn. An ech hat mer och nach eng Kéier d'Debatten an Erënnerung geruff. Mir hate virun e puer Joer hei eng änlech Diskussioun. An ech hat och do eigentlech d'Impressioun, dass mer eis doriwwer eens wieren, dass de Prisong wierklech soll eng Ausnam duerstellen an net zur Reegel soll gi bei Infraktiounen.

Eng modern Prisongspolitik soll d'Gesellschaft schützen, andeems se d'Recidive verhënnert. Mee dat geet och nëmmen, wann déi Leit, déi agespaart ginn, dat ënner mënschleche Konditiounen kënnen maachen, richtig begleet ginn a sech och op en neien Ufank kënnen virbereeden. E Prisong muss eng Plaz vu Verantwortung, vu Léieren, mee och vu Rehabilitatioun sinn an net just eng Plaz vun Isolatioun.

Bal d'Hallschent vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg an engem Prisong sëtzen – déi Zuel ass schonn ugeklongen –, hunn nach guer keen Urteel. A jo, Madamm Minister, dat ass wierklech näischt Neies. An d'Situatioun hei am Land ass eeben eng speziell – ech mengen, den Här Biancalana weist a senger Motioun dorobber hin, wou mer nach wäerten dorobber agoen –, well mer extreem vill Grenzgänger hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mee de Fait, datt esou vill Leit hei am Prisong op hiert Urteel waarden, dierf eis net egal sinn, well d'Fräiheitsstrof dierf net erëm zur Norm ginn, zumools déi, wou nach keen definitiiv Urteel virläit. An de Projet de loi, iwwert dee mer sécher nach wäerten diskutéieren, den 8486, deen de Sursis nees zur Ausnam mécht, stellt dëst Gläichgewicht a Fro. Wa mer eng Justiz wëllen, déi konsequent a gläichzäiteg mënschlech ass, dann dierfe mer net riskéieren, datt automatesch méi Leit agespaart ginn. De Sursis, richtig agesat, ass e wichtegt Instrument fir d'Preventioun a fir d'Reinsertioun, eppes, wat zu enger equilibréierter Justizpolitik gehéiert.

Et ass an deem Geescht, wou mer haut och iwwert d'Prisongspolitik schwätzen, och am Liicht – si si scho vill ugeklongen haut – vun de Recommandatiounen vum Contrôleur, deen ëmmer nees op d'Mësstänn, awer och op d'Léisungen hiweist. An eng vun deene Proposen – och den Här Biancalana, entre autres, ass dorobber agaangen – ass déi, eng maximal Dauer fir d'Preventivhaft festzeleeën.

5. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Sam Tanson

Exposé

Fir déi Diskussiounen och unzestoussen, hunn ech eng Proposition de loi ausgeschafft, déi ech Iech elo ofginn, Här President. Voilà.

8639 – Proposition de loi portant modification du Code de procédure pénale

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Ech proposéieren a menger Propos, wéi et och a Frankräich de Fall ass, d'Détention préventive gestaffelt jee nodeem, wéi eng Infractioun begaange gouf an en fonction vun der Gravitéit vun de Faïten an och vun de Circonstancen, déi déi Situatioun ëmginn, notament och d'Sécherheet vun de Leit a vun de Bienen, déi kënnen metafléisse bei ganz graven Infractiounen, op véier Méint bis zu maximal zwee Joer a véier Méint ze limitéieren.

Dat ass an der Logik vun deem, wat ech scho gemaach hat beim Projet de loi iwwert de Jugendstrof-text, wou och eng Limitatioun vun der Détention préventive drasteet. Et ass an der Logik, och dat ass schonn ugeklongen, vun deem, wat notament

Frankräich ganz kloer a sengem Code d'instruction criminelle stoen huet, den Artikel 145-1, un deem ech mech och inspiréiert hunn. Et ass an der Logik vu Limitatiounen, déi et a ville Länner gëtt. An ech sinn der Meinung, datt et wichteg ass, datt een, wann een am Prisong sëtzt an nach keen definitiiv Urteel huet, op d'mannst weess, wéi laang dat maximal kann daueren, bis een en definitiiv Urteel kritt.

Wéi gesot, dat hei ass fir mech virun allem och geduecht, fir en Denkestouss ze ginn. An ech sinn och frou, dass d'LSAP dat an hirer Motioun och esou gesäit.

6. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de la politique pénitentiaire au Luxembourg (suite)

Débat (suite)

Zu engem Prisong vum 21. Joerhonnert gehéiert awer och eng gutt Infrastruktur. Am Koalitionsaccord 2023–2028 ass och d'Moderniséierung vun de Prisongen an d'Schafe vun den Alternativen zur Haft festgehalen. Och déi Moderniséierung ass begrëssenswäert. Do si scho ganz vill Aarbechten an deene leschte Jore gelaf. Ech krut schonn e Projet virgestallt fir de CPL, deen e ganz héije Käschtepunkt hat. Natierlech steet och d'Fro vum Émbau vum Jugendprisong a vun enger Schafung vun engem richtege Jugendprisong am Raum. Ech hoffen, Dir kënnt eis do elo e bëssen Detailler ginn. Well e Gebai kann eng Mentalitéit veränneren an huet och en Impakt op déi mental Gesondheet.

Ech ka mech ganz gutt erënneren: Viru véier Joer war hei am Kader vum LuxFilmFest d'Projektioun vum Film „Frank Gehry: Building Justice“, wou skandinavesch Prisonge gewise goufen, mat klengen Unitéiten, oppene Raim a Strukturen, déi vill méi no um reelle Liewe si wéi dat, wat mer zu Schraasseg kennen. An do gesäit een: Eng human Architektur féiert einfach zu méi Gerechtegkeet. A wann eng Plaz richtig fonctionéiert, ka se de Mënschen och hëllefen, sech erëm opzebauen.

An duerfir bleift déi Renovatioun vum CPL essentiel fir d'Detenuen allgemeng, mee och fir d'Fraen, fir verschidde Kategorië vu Prisonéier, wéi eeler Detenuen, Drogésüchtger, a fir méi Plaz, fir Aarbecht, Formatioun a psychologesch Betreiwung ze kréien. Duerfir, ech si frou, Madamm Minister, wann Der eis do kënnt soen, wou déi zwee Projekte vun der Unisec a vun dem CPL-Neibau dru sinn.

Dann ass natierlech d'Fro vun der Aarbecht, vun der Formatioun scho vill ugeklongen. Bei der Formatioun gouf iwwert déi lescht Joren och vill dru geschafft. Do war ee Moment och de Projet am Raum vun deene moduläre Formatiounen, déi sollten ugebuede ginn am CPL. Vläch kënnt Der eis do och nach eng Kéier e bëssen Detailler ginn. Well e Prisong, deen nëmme Strof ass, mécht aus de Leit keng Mënschen, déi de Wee an d'Gesellschaft zréckfanne wëllen. E Prisong, dee Chancë gëtt duerch Aarbecht, duerch Formatioun a Begleedung, kann e Liewe veränneren. Eng Persoun, déi am Prisong schafft an och eng kleng Pensioun zum Beispill opbaut, déi baut net nëmmen eng Mauer oder e Miwwel, mee déi baut och eng Zukunft.

An och iwwert d'Pensiounen an de Statutt vum Detenu hate mer schonn eng ganz Rëtsch Viraarbechten iwwert déi lescht Jore gelescht. An do wollt ech och wëssen: Wou ass dat drun? Dat ass och haut scho vill ugeklongen, eeben dee Statutt vum Travailleur am Prisong, d'Fro vun de Pensiounen, déi ee kann opbauen. Ech weess, Madamm Minister, dat si keng einfach Froen. Mir haten eis deemools och de Statutt vum Prisonéier a Frankräich ugekuckt. An ech denken, dass

dat schonn en Travail de longue haleine ass, deen awer derwäert ass, gefouert ze ginn.

Natierlech stellt sech och d'Fro vun der Reinsertioun an der Transitioun no der Haft. Do ass d'Agence de transition, déi mer agefouert haten. Dat war e Projet pilote. An och do interesséiert mech natierlech: Wou ass dee Projet genau drun? Ass d'Evaluatioun gemaach? A wann net, wou muss dann eventuell nach nogebessert ginn?

Ech wollt awer och nach e Wuert fir all déi Leit soen, déi an de Prisonge schaffen. Dat ass eng extreem schwéier Aarbecht, déi ëmmer méi och eng sozial Aarbecht ass an déi och e bëssen am Däischteren ofleef. A mir kënnen awer och deene Leit wierklech dankbar sinn, dass se déi Aarbecht fir eis alleguete maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Sécherheet kënnt net aus de Maueren, mee aus de Méiglechkeeten, déi mer de Leit ginn. A wann een no senger Fräilöschung eng Plaz an der Gesellschaft fënnt, dann hu mer all zesumme gewonnen. An dofir denken ech, dass et extreem positiv ass, ze héieren, dass hei esou vill Leit fir eng human Prisongspolitik an och Alternativen zum Prisong plädéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Biancalana fir dës Interpellatioun, well sech am Fong eng ganz zentral Fro stellt, nämlech wéi mer mat Mënschen ëmginn, déi Feeler gemaach hunn, jo, déi och vläicht ganz grouss Feeler gemaach hunn. A wat mat deene Mënsche geschitt, ass iergendwéi e Spigel vun eiser Gesellschaft. An duerfir entschëllt vläicht, wann ech an där kuerzer Zäit, déi mer zur Verfügung steet, net op all déi Dimensiounen aginn, déi och den Här Biancalana, mengen ech, ganz gutt a senger Interpellatioun thematiséiert huet, a mech éischter op zwee, dräi Beräicher konzentréieren: Formatioun, Aarbechtsméiglechkeeten a Reinsertioun.

Ech hoffen – a bei deenen allermeeschten hunn ech dat hei eraushéieren –, dass mer eis parteiwwergräifend eens sinn, dass eng Gesellschaft méi dovunner huet, wa mer geziilt op Preventioun setzen. Dat heescht, Strofdote verhënnere muss d'Prioritéit sinn, an dat heescht och alles maachen, fir dass d'Leit net op déi sougenannte „schief Bunn“ geroden, oder awer, wa se bis eng Kéier drop waren, hëllefen erauszekommen a virun allem verhënnere, dass se nees dohinner kommen, also kuerz: Recidive verhënnere. An dat geschitt am beschte mat enger performanter Reinsertioun.

Déi sozial Reinsertioun ass da gelongen, wann eng Persoun no hirer Zäit am Prisong d'Méiglechkeet huet, en dezent, autonomt Liewen ze féieren a sech eng eegen Existenz opzebauen, mam néidegen Halt, deen eng Wunneng, eng Aarbecht a sozial Kontakter kënnen bidden. Ass dat erfëllt, ass och de Risiko vun enger Recidive sécherlech weesentlech méi geréng.

Zu Lëtzebuerg – an dat ass schonn e puermol ugeklongen – gëtt et awer keng seriö Datebasis iwwer all déi Phenomeener, notament och iwwer dee vun der Recidive. An domadder ass et natierlech och schwéier, den Erfolleg vu Reinsertiounsmaassnahmen iwwerhaupt moossen oder novollzéien ze kënnen.

A wéi erfollegräich déi iwwerhaupt kënnen sinn, hänkt och net aleng vun der Politique pénitentiaire

of. Hei kënnen zwar Efforte gemaach ginn, mee och déi komme séier un d'Limiten, wann en Detenu bei senger Sortie aus dem Prisong op sech aleng gestallt ass a vun engem Problem bei deen nächste leeft a sougenannt „al Scheemen“ oder „Geschichten“ sech widderhuelen – zumindest riskéieren, sech ze widderhuelen.

An deen éischte grouss Problem, och dat hu vill Leit ugeschwat, ass de Logement. Hei gouf e Pilotprojet gestart mat konventionéierte Partner, fir de Logement vu fréieren Detenuen ze erméiglechen. Mee d'Offer ass, wéi ëmmer, wa mer zu Lëtzebuerg iwwer Logement schwätzen, net grouss genuch. Hei sollt eng Evaluatioun gemaach ginn. Ech widderhuelen dat, wat vill Kollege scho gesot hunn. Wou si mer do drun?

Eng Wunneng ze fannen, ass souwiesou, ouni e reegelméisseg Salaire virweisen ze kënnen, bal eng Onméiglechkeet. An eng Aarbecht ouni fest Adress oder mat enger Adresse de référence ze fannen als fréieren Detenu, ass och éischter just Gléckleche virethalen. Fréier Detenuë riskéieren hei, an en Däiwelskrees ze geroden, wou all Problem zu engem weidere Problem féiere kann.

Um Aarbechtsmaart si fréier Detenuë sécher net gutt situéiert, fir séier eng Aarbecht ze fannen. D'Fro ass hei natierlech mol an éischter Linn déi vun der Qualifikatioun. War den Detenu virun der Zäit am Prisong schonn an der Aarbechtswelt integréiert oder net? Huet en eng qualifizéierend Formatioun oder en Diplom? An och hei mengen ech, dass mer net genuch Daten hunn, fir wierklech adaptéiert kënnen en Ugebuet ze schafen.

De Service enseignement et formation des centres pénitentiaires spillt hei sécher eng wichteg Roll a se maachen och eng wichteg Aarbecht. D'Formatiounen si personaliséiert op d'Besoinen vun den Detenuen. A wéi bei der Aarbecht gëtt d'Participatioun remuneréiert. Als déi Lénk gesi mer awer nach Potenzial, besonnesch bei der Erweiterung vun den Offeren an der Ouverture fir E-Learning. An de Rapport vum Ombudsman recommandéiert zousätzlech, d'Formatioun am Prisong mat där am Enseignement général an am Enseignement professionnel ze harmoniséieren, soudatt Léierweeër no ofgeschlossener Strof och kënnen weidergefuert ginn.

Wann Detenuen am Prisong schaffen, da si mer der Meinung, dass och si konform mam Aarbechtsrecht solle behandelt ginn, also och e Loun kréien an enger bestëmmter Form, déi een nach definéiere muss, a genesou – an dat ass fir eis ganz wichteg – sozial verséichert solle si wéi e Klassenlohn. Et ass evident, dass dat d'Reinsertioun ze vereinfache géif, well en Detenu engersäits e Minimum op der Säit kann hunn, wann en erauskënnt aus der Haft, an – an dat ass fir eis ganz wichteg – och vermëttelt kritt iwwer déi Cotisatioun, déi e vu senger Aarbecht bezitt, dass en Deel vun engem solidareschen Sozialsystem ass, also och dass en Deel vun der Gesellschaft ass.

Eise Système pénitentiaire gesäit natierlech eng Retsch Mesure vir, fir d'Reinsertioun ze erméiglechen. De Suivi social am Centre pénitentiaire erschafft do mam eenzelnen Detenu e Plan de réinsertion ab deem Moment, wou en incarceréiert gëtt. Dese Plang misst eigentlech ausgeschafft ginn an zesummenaarbecht mat soziale Services ausserhalb vum Prisong – SCAS – an iwwer den Zäitraum vun der Haft erausgoen, fir direkt d'Interaktivitéit tëscht de soziale Services am ausserhalb vum Prisong ze verbessern.

Den oppene Strofvollzuch vu Giwenech ass och eng Méiglechkeet, fir d'Reinsertioun ze vereinfachen. An och den Här Biancalana ass, mengen ech, an enger

Question parlementaire schonn drop agaangen, gradessou wéi elo och anerer hei an dëser Debat, dass do nach Sputt ass, dass deen net ausgelascht ass – ech mengen, 50 oder 60 % am Moment just, wat d'Auslaschtung betrëfft. An dat wërft da fir eis awer och eng Retsch Froen op ronderëm d'Exécution des peines an d'Urteiler, déi domadder zesummenhänken.

An e weidere Punkt ass natierlech deen, dass mer am europäesche Verglach iwwerduerchschnëttlech vill Leit an der Untersuchungshaft setzen hunn, bal d'Hallschent, déi do setzen, eigentlech e Fräiheitsentzuch hunn, ouni dat e gerichtelecht Urteel virläit. Ech mengen och, dass dat eng Situatioun ass, déi mer wierklech mussen an de Grëff kréien a wou mer mussen aner Mesure fannen.

Ech mengen, wann ee seet: „D'Situatioun vun eiser Politique pénitentiaire ass e Spigel vun der Gesellschaft“, da gëllt dat, wat och fir d'Gesellschaft am Ganze stëmmt, nämlech dass se just dann erfollegräich a solidaresch ass, wa se och nees Perspektive bitt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun eise Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Justizministeresch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An ech géing mech direkt de Mercien un den Här Biancalana usschléissen, deen dës Interpellatioun op den Ordre du jour gesat huet, déi eis dann d'Méiglechkeet gëtt, och eng Kéier iwwer eis Politique en matière pénitentiaire ze schwätzen.

Ech mengen, d'Madamm Weydert hat et ugeschwat: Wat waren d'Ziler vun der Reform vun 2018, wou eng ganz Rei Prinzippien an de Vierdergrond gestallt goufen, nämlech d'Protektioun vun der Gesellschaft, awer och gläichzäiteg d'Sanctioun vum Condamné souwuel wéi d'Interête vum Opfer an awer och d'Néidegkeet, d'Liewen nom Prisong zesumme mat dem Detenu ze preparéieren?

An de But vun dëser Reform war effektiv eng individuell Preventioun géint Recidive, dass eent vun den Hauptziler vun dëser Reform gewiescht, awer och gläichzäiteg den Detenu anzubannen duerch eeben de Plan volontaire d'insertion, genausou wéi awer op där anerer Säit dann d'Protektioun vun der Allgemengheet an awer och d'Responsabilisatioun vum Detenu. An dat, wat wichteg an deem Kontext ass, ass natierlech – a mir schwätzen och ganz vill an oft iwwer Afferschutz –, dass een och d'Interête vum Affé an deem Kader mat a Consideratioun hält.

An d'Hauptprinzippien sinn am Fong déi, dass d'Prisongsstrof déi eenzeg Strof muss sinn an dass net nach kënnen zousätzlech camoufléiert Strofen derbäikommen, wéi zum Beispill de Fakt, keng Adress ze hunn. A gläichzäiteg ass ee vun de Prinzippien, dass och d'Liewen am Prisong sou wäit wéi méiglech soll un d'Liewen dobaussen ugepasst sinn a sou normal wéi méiglech kënnen sinn.

An ech muss soen, zu Lëtzebuerg hu mer an deem Sënn am Moment kee Problem vu Surpopulation carcérale. Ech mengen, wann ech mat mengen auslänneschen Homologe schwätzen, dann ass dat an anere Länner definitiv net de Fall. Mir hunn eng Auslaschtung vun deene verschiddene Prisongen – Dir sidd zum Deel schonn drop agaang –, déi tëscht 60 a 85 % Auslaschtung läit. Dat heescht, mir kënnen am

Moment am Prisong awer mat relativ mënschleche Konditiounen schaffen.

Ee Problem, deen Der alleguer ugeschwat hutt, ass deen, datt mer vill Leit an der Détention préventive hunn. Dat läit dorun, datt se dann och deementsprechend d'Konditiounen vun der Détention préventive erfëllen. Dat gött allkéiers gekuckt: Sinn déi erfëllt oder sinn déi net erfëllt? An Dir wësst, datt de Risque de fuite natierlech och eent vun den Elementer ass, déi do a Consideratioun geholl ginn. A wéi Der och all richteg erkannt hutt, ass et esou, datt eng ganz Rei vun deene Leit, déi a Détention préventive sinn, kee Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn, wat natierlech de Risk vun der Fuite definitiv méi héich mécht.

Dir hat an Ärer Motioun och proposéiert, en Délai maximal fir d'Détention préventive ze maachen. Wann een d'Chiffere kuckt, dann ass et esou, datt déi meescht Leit, déi an der Détention préventive sinn, manner wéi e Joer an der Détention préventive sinn a ganz selte méi wéi zwee Joer. A Frankräich hu se notament dee Cap vun zwee Joer festgehalten, deen natierlech och nach ka verlängert ginn. Et ass awer esou, datt am Moment jo zu all Moment eng Mise en liberté provisoire ka gefrot ginn. Dat gött och ganz reegelméisseg gemaach. An dee Moment kuckt d'Chambre du conseil dat.

A wat wichteg ass, ass, datt eng Appréciation au cas par cas gemaach gött an datt hei keen Automatismus virläit. Ech mengen, et ass wichteg, datt de Richter ka kucken: Sinn d'Konditiounen nach ëmmer erfëllt, jo oder nee? Well wat fir mech awer wichteg ass – an dat ass déi aner Säit vun der Medail – ass, datt mer och d'Aarbecht vun eise Justizautoritéiten hei net onnéideg beanträchtegen. Wéi gesot, déi meescht sätze fir eng ganz kuerz Period do an oft sätze se och fir Vol simple, Vol qualifié oder Drogendelikt do.

Wat wichteg ass, ass d'Preparatioun op d'Liewen nom Prisong. An do gött et jo – Dir hat et ugeschwat – de Plan volontaire d'insertion. Dee muss proposéiert ginn. Bon, Dir hutt awer och am Wuert selwer de „volontaire“. Dat heescht, de Condamné muss matmaachen. Et ass esou, datt 2024 eng 113 Plans volontaires d'insertion zesummen ausgeschafft goufen. Dat gött, wéi gesot, zesumme mat der Persoun gemaach.

Déi Mesüre ginn opgrond vun enger individueller Evaluatioun vum Detenu geholl. Do gött säi Profil psychosocial gekuckt, mee awer och seng familiär Situatioun, seng Verméigenssituatioun, seng intellektuell Capacitéiten. An et geet, wéi gesot, drëm, gemeinsam Ziler festzeleeën, fir Mesüeren ze huelen, déi eeben erlaben, och duerno d'Liewen nom Prisong ze preparéieren.

An der Untersuchungschaft ass dat net obligatoresch, mee do ginn awer och schonn eeben änlech Prinzipien ugewannt duerch eeben dee Contrat d'accompagnement, wou dat dann op fräiwëlleger Basis proposéiert gött, fir sech eeben déi Zäit ze huelen an och ze kucken: Wat kënnen mer maachen, fir d'Liewen nom Prisong ze preparéieren?

Een Element, wat an deem hei Kontext natierlech ganz wichteg ass, ass dat vun der Aarbecht an der Untersuchungschaft. Do gött et zum Deel och scho Méiglechkeete fir ze schaffen, notament och an der Kichen, mee et gött awer och haaptsächlech d'Méiglechkeet, Sproochen ze léieren a Coursen, notament och an der Informatik an an der Mathematik, kënnen ze maachen.

An duerno, wann d'Leit da condemnéiert sinn, da si se, wéi gesot, zu Schraasseg, wou wierklech e groussen Deel vun de Leit och schafft, wou se och d'Recht op Aarbecht hunn, wou d'Aarbecht och kann

imposéiert ginn, zum Beispill an der Buanderie, mee awer och an den Atelieren.

An herno, wa se dann an der Semi-liberté zu Giwenech sinn, ass dann, wéi gesot, d'Aarbecht obligatoresch. Et kann een nëmmen op Giwenech goen, wann een och entweder an Aarbechtskontrakt huet oder eeben an deenen Atelieren do schafft. An Dir hutt zu e puer och richteg soulevéiert, datt am Moment d'Capacitéit zu Giwenech natierlech éischter bei 60 % läit.

Bon, ech mengen, d'Zil vun engem Justizminister soll ni sinn, datt d'Capacitéit vun de Prisonge maximal ausgelaaßt ass, mee et ass awer esou, datt an deem hei Fall d'Leit d'Konditiounen net erfëllen, fir op Giwenech ze kommen. Wéi gesot, si mussen eng Aarbecht hunn. Et gött och d'Behuele vum Detenu gekuckt. A wann am Moment net méi Leit do sinn, da läit dat un de Profiller, déi aktuell och zu Schraasseg sinn, wou et deementsprechend eeben net a Fro kënn, fir kënnen op Giwenech ze goen.

Bon, de manière générale hutt Der allgemeng och déi alternativ Mesüeren oder d'Amenagementer vun de Peinen ugeschwat. Bon, et ass net um Justizminister, elo déi eenzel konkret Decisiounen ze kommentéieren. Och do bei all deene verschiddene Méiglechkeete sinn ëmmer Konditiounen virgesinn. An oft läit et effektiv drun, datt d'Konditiounen net erfëllt sinn. Dir wësst, datt mer eng ganz gemëschte Populatioun am Prisong hunn, och mat verschiddenen Nationalitéiten. A vill Prisonéier, wéi eebe schonn ugeschwat, sinn Netresidenten, wat et oft och schwéier mécht, déi Panoplie vu verschiddene Mesüeren, déi méiglech sinn, kënnen ëmzesetzen. Et ass och esou, datt eng Rei Detenuë Problemer mat Drogen hunn, wat natierlech och net kompatibel ass mat enger alternativer Moossonam.

Dir hutt och de Bracelet électronique ugeschwat. Fir do vläicht dem Här Arendt ze äntweren: Do sinn 2025 am Juni nach eng Kéier 30 Bracelete bestallt ginn. Mir schaffe weiderhin drun, fir dat, wat am Accord de coalition steet, ëmzesetzen, datt mer nämlech och kucken, dat an der Détention préventive méiglech ..., also méiglech ass et, mee ze verstärken. Et ass awer esou, datt een, wann ee wëll méi um dee System zréckgräifen – a mir hunn hei och schonn e puermol driwwer diskutéiert, iwwer op där enger Säit de System vun der Radiofrequenz an op där anerer Säit dee vum GPS –, natierlech och méi Ressourcen op där anerer Säit brauch an datt ee kloer muss decidéieren, wat a Fro kënn. Mee och hei sinn et erëm Konditiounen. Dat heescht, et muss een entweder eng Aarbecht hunn oder soss e Motiv. Zum Beispill aus familiäre Grënn oder aus medezinnesche Grënn kann een dorobber zréckgräifen. An d'Behuele vum Detenu gött natierlech och gekuckt.

A wat awer wichteg ass, ass och, datt all déi Mesüre jo och kënnen gefrot ginn. A wa se net accordéiert ginn, da kann och Recours gemaach gi virun der Chambre de l'application des peines, déi, wéi gesot, 2024 mat 162 Demandé saiséiert war.

En anert Element ass och d'Justice restaurative, wou et 2024 néng Facilitateurs en justice restaurative gouf, déi eeben och déi Demanden, déi erakomm sinn, traitéiert hunn. Do hu mer jo och e Projet de loi ënnerwee, fir d'Base légale do nach e bëssen unzepassen, fir den Accès zur Justice restaurative, wéi gesot, ze facilitéieren.

Fir elo d'Fro vun der Réinsertion sociale: Ech mengen, datt ass, wéi gesot, ee vun deene wichtigste Punkte vun der Reform vun 2018, wou wierklech awer eng ganz aner Approche elo ass, eng ganz aner Begleitung, eng perséinlech a professionell Begleitung

eeben duerch dee Plan volontaire d'insertion an dann awer och duerch ASBle wéi Défi-job, déi eeben och zu Giwenech eng ganz grouss Roll spillen duerch déi Atelieren eeben, déi se mat de Prisonéier maachen.

Och de Pilotprojet iwwert d'Maisons de transition, dee schlussendlech e Programme de transition gi war, deen hu mer verlängert gehat. Dee war ursprénglech fir zwee Joer ofgeschloss ginn. Deen hu mer ëm ee Joer verlängert. A mir sinn och elo, mengen ech, an der Situatioun, fir ze soen, datt mer do positiv Retouren hunn. Dat ass, wéi gesot, eng Conventioun tëscht dem Justizministère an dem Comité national de défense sociale, wou et, wéi gesot, ëm e puer Phase geet. An enger éischter Phas geet et drëm, eng Wunneng an der Urgence ze fannen, an dann an enger zweeter Phas eng Wunneng, wou d'Persoun da ka sechs Méint liewen.

An ech géing och an deenen nächste Wochen dem Regierungsrot d'Propos maachen, dese Projet pilote ze perenniséieren, och wann ee sech natierlech nach aner Méiglechkeete muss ginn, fir u Wunnengen ze kommen. Et ass schonn ugeschwat ginn, d'Logementskris trëfft am Moment jiddwereen dobaussen. An deementsprechend ass et ëmsou méi schwéier fir Leit, déi aus dem Prisong kommen, eng Aarbecht ze fannen. An do muss ee kucken, ob een iwwert d'Gestion locative sociale oder iwwer kleng Wunneenheete vläicht kann zousätzlech Méiglechkeete schafen, fir kënnen och Prisonéier en Daach iwwert dem Kapp ze ginn, wa se dann aus dem Prisong erausginn.

En anere Punkt, deen der haut vill ugeschwat hunn, ass dee vun der Formatioun an de Revenue vun den Detenuen. Wéi gesot, am Fong schonn an der Untersuchungschaft sinn eng ganz Rei Méiglechkeete fir Sproochecoursen. Och d'Diskussiounen mat der Educatioun lafe weider – dat ass entre-temps d'Voie préparatoire –, fir do kënnen ze kucken, dat och an deem Kontext ze maachen.

Wéi gesot, 50 % vun de Prisonéier zu Giwenech hunn e festen Aarbechtsvertrag, wat jo, mengen ech, awer ee vun de beschten Trampolinnen ass, fir duerno och en normaalt Liewe kënnen ze féieren.

D'Fro vum Revenu ass an deem Sënn esou, datt ... Bon, d'Prisonéier profitéieren jo och am Prisong vun der Gratuité médicale. Si bezuelen net an d'Krankekeess an, si kréien awer all hir Prestation-médicallé gratis zur Verfügung gestallt.

Fir d'Cotisiounen an d'Pensiounskeess sinn eng ganz Rei Iwwerleeunge scho gefouert ginn. An ech mengen, d'Madamm Tanson huet och richteg ënnerstrach, datt déi Fro komplex ass. Et ass nämlech d'Fro: Wann s de géings Cotisiounen bezuelen, da misst de déi op de Mindestloun rechnen. Et ass awer esou, datt d'Prisonéier oft ganz onreegelméisseg schaffen an och keng 40 Stonnen. A wa se een Dag net schaffe ginn, dann huet dat och an deem Sënn keng Konsequenz. Do ass och erëm awer d'Schwierigkeet, datt eng Rei Leit net zu Lëtzebuerg wunnen. An do ginn d'Rechnungen gemaach, mee am Fong ass et esou, datt opgrond vun deene verschiddenen Hypotheesen, déi all duergerechent gi sinn ... Et muss ee jo dann och kucken, wann een abezilt: Wat kënn herno dobäi eraus? An do kënn, wann een abezilt, ëmmer eppes hanneren eraus, wat am Endeffekt nach ënnert dem REVIS läit.

Gläichzäiteg kann ee soen: „Ok, da bezuelt hinnen de Mindestloun.“ Mee et muss een awer och erëm oppassen, datt een net an eng Ongerechtegkeet kënn par rapport zu deene Leit, déi ausserhalb vum Prisong fir de Mindestloun schaffe ginn. Et ass wichteg, datt d'Konditiounen och net besser an deem sinn. An

e separate Regimm vun der Pensiouskeess géif och erëm Froe vun enger Diskriminatioun soulevéieren, well een do zwou verschidde Saache géing anescht traitéieren.

Dowéinst ass dat, wat, mengen ech, wichteg ass, an enger éischt Etapp op alle Fall mol, d'Montanten an d'Luucht ze setze vun deem, wat d'Prisonéier am Prisong verdéngen. D'Madamm Weydert hat et scho kuerz ugeschwat. Do ass en ale Règlement grand-ducal, deen et nach gëtt. A fir kënnen en neie Règlement grand-ducal ze maachen, brauche mer déi Amendementer um Prisongsgesetz, wou mer nach, wéi gesot, am Juli zesummen an der Justizkommissioun Amendementer ugeholl hunn.

Eng aner vun Äre Suergen, an eng Suerg, déi ech och deelen, ass déi vun de Statistiken. Et ass esou, datt d'Grondvoraussetzung awer déi ass, datt d'Donnéen och vun Ufank un opgeschriwwen ginn. An do ass d'Digitalisatioun vun der Justiz e Kärelement, well d'JU-CHA-Applikatioun, déi, wéi Der wësst, jo amgaangen ass, ganz frëschgemaach ze ginn, muss esou opgestallt sinn, datt déi Donnéen och mat deem néidegen Detail dès le départ kënnen opgeschriwwen ginn. A wa mer dat dann hunn, da kann een natierlech déi Reflexiounen maachen, fir esou en Institut ze schafen. Ech mengen, de Procureur général huet et jo och am Rapport 2024 gefuerdert. Ech sinn op alle Fall prett, mat Iech op dee Wee ze goen, dat ze analyséieren, wéi mer dat kéinte maachen. Mee wéi gesot, dat kann een nëmme maachen, wann d'Donnéen och dès le départ agespeist ginn. An ech mengen, do komme mer awer lues a lues der Saach ëmmer e bësse méi no.

D'Evaluatioun vum Gesetz vun 2018 gëtt am Fong kontinuierlech gemaach. Iwwer e Groupe de travail, wou all déi néideg Acteuren och dra sinn, gëtt déi gemaach. An am Fong den éischten Outcome vun deem Groupe de travail ass, wéi gesot, och dat Gesetz, wat um Instanzewee ass, fir d'Gesetz vun 2018 eeben unzepassen opgrond vu praktesche Schwierigkeiten, déi konnte festgestallt ginn a wou mer jo elo nach am Juli iwwert d'Amendementer gemeinsam diskutéiert hunn.

D'Gebailechkeeten, do ass et esou, datt och scho méi laang geschafft gëtt un enger integraler Rehabilitatioun vum Site zu Schraasseg. Déi ass och nach ëmmer an der Diskussioun. Dir hutt awer selwer och, Madamm Tanson, eng Kéier op de Käschtpunkt dovunner higewisen, dee relativ impressionnant kéint sinn, doduerjer datt dee Chantier misst gemaach gi bei laufendem Betrib, wat natierlech eng gläichzäitig Erausforderung mat sech bréngt. A gläichzäitig ass et, mengen ech, e Prisong, wou d'Leit méi laang bleiwen natierlech oder och aner Besoinen hu wéi elo vläicht den Untersuchungshaftprisong zu Suessem, wou op enger grénger Wiss konnt eppes gebaut ginn, wou awer aner Besoinen waren. A mir schaffe weiderhin drun, e Projet de loi och kënnen iergendwann eng Kéier ze deposéieren. Mee do muss mer mat der Commission d'analyse critique déi Aarbechte weiderféieren.

Dat verhënnert awer net, datt mer och elo schonn eng ganz Rei Renovatiounen ënnerhuelen um Site vu Schraasseg, notament de Fraeblock, wou och d'Kiche frëschgemaach ginn ass, e Sportssall ageriicht ginn ass. All dat sinn awer Aarbechten, déi trotz allem nach ëmmer weiderlafen an déi och wichteg sinn, genauso wéi un enger Kiche geschafft gëtt, fir datt awer d'Aarbechtskonditiounen an d'Konditiounen fir d'Detenuen esou gutt wéi méiglech op där Plaz sinn.

Och de Jugendprisong, iwwert dee mer schonn eng ganz Rëtsch Kéiere geschwat hunn, do erwaarde mer

eis den Avant-projet définitif am Januar an da komme mer, wéi gesot, an d'Chamber mam Finanzéierungsgesetz. Deen entsteet, wéi gesot, um Site, wou déi aktuell Unisec ass. An dee wäert och aus engem Émbau vun deenen aktuelle Gebailechkeete bestoen.

Jo, an dann zum Schluss, mengen ech, eppes, wat wichteg ass, ass: Mir hunn elo vill vun den Detenuë geschwat. Et ass awer och wichteg, datt déi Leit, déi do schaffen, kënnen an de beschtméigleche Konditiounen schaffen. Ech mengen, si schaffen an engem Émfeld, wat definitiv net ëmmer einfach ass. Mir hunn och entre-temps e Service de bien-être au travail um Niveau vun der DAP (ndlr: Direction de l'Administration pénitentiaire), fir eeben déi Leit, déi do schaffen, och ze encadréieren.

Mir haten och scho verschidden Diskussiounen hei an der Froestonn iwwert d'Sécherheet vun de Giischercher an hir Aarbecht. An an deem Sënn géif ech och gären ofschléissen, andeems ech och hinne Merci soen, souwuel de Giischercher wéi och dem Personal vun de Prisongen an der Prisongsverwaltung, fir déi Aarbecht, déi si leeschten an déi dozou bäidréit, datt déi Leit, déi am Prisong sinn, déi beschtméiglech Chancen duerno dobaussen hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Dir hutt eng Fro un d'Madamm Minister?

(Assentiment)

Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Merci, Madamm Minister, fir Är Äntwerten. Ech mengen, mir waren eis alleguerten heibannen eens an den Interventiounen, déi mer haten, dass d'Politick d'Responsabilitéit huet, de Kader ze setzen, de legislative Kader, an deem d'Justizautoritéit sech da beweegen kënnen, an dann emol méi oder emol manner verschidden Instrumenter deementspreechend notzen.

Bon, an deem Kontext hat ech Iech Froe gestallt par rapport zum Plan volontaire d'insertion an zu der Convention d'accompagnement, déi och Instrumenter si vun der Administration pénitentiaire, awer och vun der Politique pénitentiaire. Op déi gëtt dann zrëckgegraff vun de Justizautoritéiten. Mee wat sinn d'Erfahrungswäerter vun der Administration pénitentiaire, wann e Plan volontaire d'insertion ënnerschriwwen gëtt? Huet dat en Impakt op den Aménagement des peines, wann eng Convention d'accompagnement ënnerschriwwen gëtt? Mierke mer, dass dat am Kader vun der Détention préventive en Impakt huet op e Contrôle judiciaire, op eng Liberté provisoire? Ech mengen, dat si jo Erfahrungswäerter, déi d'Administration pénitentiaire huet. Mir si jo deementspreechend net ofhängeg vun de Justizautoritéiten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Absolutt. An do ass jo dee Groupe de travail och en place, wou all d'Acteuren dra sinn, wou sech eeben och echangéiert gëtt iwwert déi dote Froen, wou bis elo de Feedback och positiv ass. Also bis elo ass net de Feedback, datt ee misst eppes un deem dote System änneren. An ech mengen, datt jo bei deene Mesuren, déi dodra virgesi sinn, nämlech d'Aarbecht ze kucken, wat d'Situatioun ass, wat kann ee maachen,

datt dat duerchaus positiv ass. Mir hunn awer elo keng kriminologesch Etüd gemaach, fir ze kucken, ob dat doten da lo seng Friichten dréit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann hunn ech nach eng Fro vun der Madamm Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci villmools fir d'Erklärungen. Vlächcht nach eng Kéier méi speziell zu der Timeline fir de CPL. Also et ass effektiv komplizéiert, wéi Der gesot hutt, well et um Site soll nei gebaut ginn. Nawell war dat – dat sinn awer elo zwee Joer hier – awer scho relativ wäit fortgeschritt. Elo schwätzt Der erëm vun der CAC. Duerfir, hutt Der awer nach wëllen, e Finanzéierungsgesetz an dëser Legislaturperiod ze deposéieren? Well dat ass e Projet, deen och ganz, ganz laang wäert daueren.

An déi zweet Fro ass par rapport zu deem Règlement grand-ducal, deen d'Madamm Weydert jo och ugeschwat huet, deen ënnert der viregter Regierung nach ausgeschafft gouf, dee scho ganz laang um Instanzewee ass an deen eeben och wäert erméiglechen, déi Salären an d'Luucht ze setzen. Kënnt Der eis do och vlächcht nach d'Timeline gi vun deem Règlement grand-ducal?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Also beim Site zu Schraasseg: Jo, mee Dir wësst och, a wéi enge Gréisstenuerdunge mer geschwift si bei deenen éischte Projeten. An ech mengen, et muss een e Projet fannen. Et ass souwiesou eppes, wat an Etappe wäert misse gemaach ginn. Dat schéngt mer kloer, datt dat verschidde Lote wäerte sinn. Eist Zil ass et nach ëmmer, e Projet kënnen ze deposéieren. Mee et muss natierlech e Projet ginn, deen déi néideg Balance och fënnit an deen e Käschtpunkt huet, deen och akzeptabel ass. Am Moment hu mer nach kee Feu vert vun der Commission d'analyse critique. Ech hoffen, datt mer deen awer deemnächst eng Kéier kréien. Mee am Moment ass dat nach net de Fall. A vun deem si mer ofhängeg, well ouni dee maache mer och kee Projet de loi.

An ech mengen, datt mer jo och bei deem Gesetz, wou mer d'Gesetz vun 2018 op de Leescht geholl hunn, awer och op der leschter Ligne droite si mat den Amendementer, déi mer gemeinsam ugeholl hunn am Juli. An ech rechnen domadder, datt mer do awer iergendwann eng Kéier en Avis vum Staatsrot kréien. A soubal dat gestëmmt ass, wäert de Règlement grand-ducal geholl ginn. Mee wéi Der wësst, läit dat net a mengen Hänn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Minister. Ech gesinn elo keng Fro méi. Merci.

Motions

Da sinn zwou Motiounen am Kader vun dëser Interpellatioun deposéiert ginn, zwou Motiounen vum Här Dan Biancalana.

Motion 1

Dir hutt se scho während enger Ried erkläert. Ech ginn dovunner aus, Här Biancalana, datt Der no deenen aneren Intervenanten nach eng Kéier wëllt d'Wuert huelen. Dofir géing ech zu der éischter Motioun froen: Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Weydert, den Här Hardy, d'Madamm Tanson, den Här Arendt. Jo, da ginn ech fir d'éischt emol der Madamm Weydert d'Wuert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. A merci och fir déi Motioun hei. Jo, ech

mengen, „étudier les modalités d'une réforme législative“, fir dat hei op de Leescht ze huelen, wat den Délai maximal vun der Détention préventive géng erofsetzen, dat ass e Beispill, wéi d'Madamm Tanson an hirer Proposition de loi gesot huet, wéi se et a Frankräich gemaach hunn. Mee wann een hei awer kuckt am Land: Déi ganz grouss Majoritéit vun deene Prevenuen, déi an der Détention préventive sinn, déi sinn awer manner wéi ee Joer an der Détention préventive. Dat heescht, mir mussen och kucken, dass mer esou séier wéi méiglech Urteeler kréien. Dat ass och schonn hei ugeklongen.

An des Weideren, wat déi Présomption automatique ugeet fir de Risque de fuite, huet een awer ... Ech mengen, ech hu selwer als Affekt verschidde penal Affäre gemaach. Do freet ee reegelméisseg eng Mise en liberté provisoire. Déi steet engem och ëmmer zou. Do kann een an d'Chambre du conseil goen, fir déi unzefroen, an dann analyséiert déi au cas par cas, ob effektiv dee Risiko vun enger Fuite ginn ass. An ech géif do op kee Fall op en Automatismus goen. An dowéinst géng ech menger Fraktioun proposéieren, déi hei Motioun net matzedroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Bon, et ass schonn ugeklonge bei der Madamm Weydert. Bon, mir kënnen dës Motioun wierklech net matdroe wéinst deem zweeten Tiret och bei „invite le Gouvernement“. Fir eis ass et wierklech evident, dass et e Risk vu Flucht gëtt, wann de Betraffenen aus dem Ausland kënnt. Voilà, dofir enthalte mir eis bei dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci der LSAP fir déi Motioun. Also mat deem éischten Tiret sinn ech natierlech absolut d'accord. Duerfir hunn ech och déi Proposition de loi deposéiert, well ech der Meenung sinn, dass et extrem wichteg ass, dass deejéinegen, deen an Untersuchungshaft sëtzt, weess, wéini de spéitste Moment ass, wou e weess, wat mat em geschitt. An dat ass eng Fro vu Sécherheet, vu mentaler Gesondheet, vu Previsibilitéit. An zemoos wann een eeben nach keen Urteel huet, denken ech, dass dat extrem wichteg ass. A wéi gesot, et si ganz vill Länner, déi op deen dote Wee gaange sinn. An den Délai minimal och a Frankräich ass net ee Joer, mee véier Méint. An dat ass och dat, wat ech zum Beispill a menger Proposition de loi virschloen. A wa mer jo der Meenung sinn, dass et souwisou kee Problem ass, well d'Leit net laang an der Untersuchungshaft sëtzen, da kann ee jo och ganz gutt op dee Wee goen, fir dat doten a méi en enke Kader ze faassen, eeben dee vun der Previsibilitéit.

Bei der zweeter Fro, do ... Bon, ech hunn elo dem Här Biancalana seng Explikatiounen nach net héieren zu deem Tiret, mee ech stelle mer do d'Fro, wéi e sech dat genau virstellt. Well wa mer eng ... Éischstens, mir hu keng Présomption automatique an eisen Texter stoen, duerfir froen ech mech, wéi ee se ka suppriméieren. Et ass eng Appréciation au cas par cas, déi vum Richter gemaach gëtt. Duerfir, fir mech ass e bëssen eng Onkloerheet domat verbonnen. Ech verstinn absolut de Gedanken. Ech fannen och, dass et eng Ongerechtegkeet ass, wann een d'office, well een op 20 Kilomeeter vun der Grenz wunnt zum Beispill, dann net kéint dodrënner falen. Mee et ass à ce stade eng Appréciationsfro vun de Richter. An duerfir géng ech elo mol – ech hunn d'Erklärungen, wéi

gesot, nach net héieren – menger Fraktioun éischer proposéieren, dass mer eis géngen enthalten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Merci och fir déi Motioun. Ech ka mech am Fong ureien un dat, wat d'Madamm Weydert virdru gesot huet. Mir hunn d'Méiglechkeet, fir d'Mise en liberté provisoire unzefroen. Also et kann een à tout moment probéieren, déi Prisongsstrof ze reduzéieren respektiv a Klammeren ze setzen. D'Richter decidéieren, ob se gi gëtt oder net. Dat heescht, et ass eng weider Reevaluation do vun der Situatioun. An dat zielt och fir deen zweete Punkt, fir den zweeten Tiret. Duerfir géng ech och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Ech gesinn zu dësem Sujet elo keng weider Wuertmeldung. Da géng ech d'Motioun Nummer 1 vum Här Dan ...

(Interruptions)

Pardon, Här Biancalana, selbstverständlech musst Der nach eng Äntwert ginn.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Merci och fir déi verschidde Stellungnamen. Ech mengen, den éischte Volet par rapport zu der maximaler Durée vun der Détention préventive, do gëtt et eng ganz Rei Elementer. Ech hunn et virdru gesot: Mir si monéiert ginn engersäits vum Contrôleur des lieux de privation de liberté an och vun internationale Gremien, déi gesot hunn, effektiv, dass d'Détention préventive insgesamt ze laang dauert. Bon, elo hu mer e Beispill, dass et Beispiller gëtt, wou et net laang ass. Ech mengen, et ass e kloert Zeechen, wann de Legislatuer e Kader setzt, an deem d'Justizautoritéite sech och beweegen kënnen. Ech mengen, et ass och dat, wat mer virdrun hei gesot hunn. An d'Madamm Tanson huet et jo och gesot: Wann et effektiv net esou oft ugewannt gëtt an der Durée, dann dierft et jo och kee Problem sinn, e maximale Kader ze setzen. Mee dat gëtt eng gewësse Perspektiv. An an deene Länner ... Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner an Europa, wou et nach net an der Applikatioun ass. A ville Länner ass deen Delai gesat, e ka mat engem Argumentaire och deementspriedend verlängert ginn, mee dat gëtt e ganz kloer Kader, an deem ee sech ka beweegen.

An ech akzeptéieren awer och net dat Argument, wou een da seet: „Natierlech, mir sinn an engem Rechtsstaat. Do kann een ëmmer eng Demande de liberté provisoire maachen. Do kann een ëmmer virun d'Chambre du conseil goen.“ Dat soll eis awer net dovun dispenséieren, e maximalen Delai dranzesetzen. Dat ass effektiv en elementaart Element vun engem Rechtsstaat, wa Fräiheitsentzuch deementspriedend stattfännt. Dat ass emol par rapport zum éischte Punkt.

Par rapport zum zweete Punkt: Mir wëssen, dass déi Leit, déi an der Détention préventive sinn, och hei zu Lëtzebuerg ... Wa mer d'Residenté kucken, sinn et haaptsächlech Netlëtzebuurger, déi dra sinn. Dofir steet d'Nationalitéit dran. Mir wëssen awer och, dass et vill Non-résidenté sinn, déi net dra sinn. An och wann am Gesetz net drasteet – dofir hunn ech virdru vun engem Mentalitéitswessel geschwat –, dass et dorobber fousst, fousst et awer ganz oft dorobber, wéi de Risque de récidive ausgeluecht gëtt. An och bei deenen doten zwee Elementer ass et net esou, dass de Risque de récidive onbedéngt un der Nationalitéit respektiv un der Non-résidence hänkt, grad

wann een an engem Grenzberäich deementspriedend wunnt. Et steet effektiv net schwaarz op wäiss am Gesetzestext dran, mee mir wëssen awer, dass eng Mentalitéit present ass, wou et esou ausgeluecht gëtt. An hei geet et iwwert deen dote Passus och ëm e Mentalitéitswessel, deen ee sollt deementspriedend undreiwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldung méi zu dësem Sujet.

Da géng ech d'Motioun Nummer 1 vum Här Dan Biancalana zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wann Der nach wëllt kucken, ob Der all ... Voilà. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 14, Neen: 37, Abstentoun: 9. Dës Motioun ass also mat 37 Nee-Stëmme géint 14 Jo-Stëmme bei 9 Abstentounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Alex Donnersbach), Jeff Boonen (par M. Marc Lies), Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Françoise Kemp), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cohen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 2

An da kéime mer zu der zweeter Motioun vum Här Dan Biancalana. Do froen ech, wien dozou wëllt d'Wuert huelen. Ech gesinn d'Madamm Tanson, den Här Hardy. Madamm Tanson, da fänkt Dir un.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech fannen dat eng exzellent Motioun. Ech mengen, mir haten dat als Gréng, wéi, denken ech, och vill aner Kolleegeen, an eise Walprogramm stoen. Natierlech, d'Explikatiounen, déi d'Justizministesch ginn huet, déi sinn och pertinent. Et brauch een déi richteg Daten, fir kënnen eng Analys dovunner ze maachen. An ech sinn awer ganz frou, ze gesinn, dass hei ganz vill Leit dat mat ënnerschrivwen hunn. Da schéngt dat jo e Schrëtt an déi richteg Richtung ze sinn. Dofir nach eng Kéier merci fir d'Initiativ.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci fir dës Motioun, déi mir och begreissen. Mir als ADR sinn och der

Meenung, datt genee Statistiken a soss prezis Donnée souguer blutnoutwenneg sinn, fir d'Situatioun an eisem Strofvolzuch ze verbessern. Dofir ginn ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Also, ech schlësse mech deene Wierder, déi scho gefall sinn, un. An den Här Biancalana huet ... Mir haten och scho Récksprooch am Virfeld geholl, dofir kënne mer dat och absolutt ënnerstëtzen, fir einfach hei mol d'Fro vun der Kreatioun vun deem Observatoire do ze studéieren, fir dass een einfach weess, op wat ee sech aléisst. Mee ech mengen, dass et op alle Fall sënnvoll ass, och fir eebe genee Statistiken ze hunn a genee ze wëssen, wat d'Fall sinn, fir och wat enger konsequenter Politick a Legislatioun do deem entgéintzewierken. Dofir kënne mir dat hei ënnerstëtzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Wëllt den Auteur nach eng Kéier d'Wuert huelen? Dat ass net de Fall.

Vu d'Ënnerschrëften, déi ech elo liesen, an dat, wat ech elo héieren hunn, géing ech Iech proposéieren, dass mir iwwert dës Motioun par main levée ofstëmmen. Sidd der d'accord, fir doriwwer par main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Jo.

Vote sur la motion 2

Wien ass mat dëser Motioun d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht strecken.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugehall.

7. Ordre du jour

An da si mer awer nach net um Schluss vun eiser Sëtzung vun haut ukomm, well ech géing Iech proposéieren, wann Der domat d'accord sidd, datt mer nach eng Resolutioun, déi gëschter deposéiert ginn ass vun der Madamm Welfring, elo op den Ordre du jour huelen, well mer nach e bëssen Zäit hunn, fir dat elo a Rou ze maachen.

(Assentiment)

8. Résolution de Mme Joëlle Welfring relative au renforcement de l'égalité des genres et de l'égalité de traitement de toutes les personnes au sein de la Chambre des Députés

(Motion déposée en séance publique n° 98 du 14 octobre 2025 – à consulter en page 42 de ce compte rendu)

Ech géing d'Auteure vun der Resolutioun froen, ob se elo direkt oder duerno wëllt Stellung huelen. Si wëllt duerno Stellung huelen. Da géing ech Iech froen, wien zu der Resolutioun vun der Madamm Welfring iwwert de Renforcement de l'égalité des genres et de l'égalité de traitement de toutes les personnes au sein de la Chambre des Députés wëllt Stellung huelen. Ech gesinn den Här Gilles Baum, dee sech mell. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Hei geet et effektiv ëm eng Resolutioun, déi eis ënnerbreet ginn ass, fir d'Initiativ „Vers un Parlement

plus sensible au genre“ ze renforçéieren. Do huet de Chambersbureau en Gender-Komitee en place gesat, fir déi Aarbechten ze koordinéieren an och fir en Audit ze realiséieren. Eng éischt Phas vun deem Audit soll 2025 ofgeschloss ginn an eng zweet Phas vum Audit 2026.

Elo ass et esou, dass bei den Decidé proposéiert gëtt, auslännesch Experten hei mat dobäizehuelen, fir eventuell Lacunnen erauszefannen, nodeems deem Audit fäerdeg ass, an da Propositionen ze maachen. Ech fannen, dass ee sollt mol waarden, wat den Audit ergëtt, éier ee virgräift, éier ee seet: „Lauschtert, do wäerte vläicht Lacunne sinn oder do wäerte Recommendationen musse gemaach ginn.“ An ech wollt proposéieren, dass mer hei géifen de véierte Punkt bei „décide“ eraushuelen. Wa mer eis dorop kéinten eenegen, da géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Resolutioun matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Resolutioun huelen? Den Här Keup, d'Madamm Morgenthaler. Jo, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här Präsident. Léif Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass dës Resolutioun am Allgemengen zimmlech iwwerflësseg ass, well dat, wat do drasteet, dat ass ganz vill schonn hei a Kraaft. A wann den Artikel vum Här Schockmel e Samschden net gewiescht wier, da géife mer hei och guer net doriwwer diskutéieren. An et beweist jo, dass de Grond dovunner net iergendwéi eng Verbesserung vun der Situatioun ass, mee et ass eng Reaktioun op dat, wat e Samschden am „Lëtzebuerger Wort“ stoung. Dat ass d'Realitéit.

Mir hunn, dat wësst Der, fir elo kuerz drop anzegoen, e puer Welle vu Feminismus gehat. Et ass am Ufank ganz kloer drëms gaangen, Gerechtegkeet ze schafen, de Fraen déi selwecht Rechter ze gi wéi de Männer. Duerno ass dat ëmmer méi wäit gaangen. A mir sinn ukomm haut an engem System, wou et Quote gëtt a wou souguer op der Uni Lëtzebuerg verschidde Plazen explizitt just fir Fraen ausgeschriww ginn a Männer fir déi Plazen net zougelooss sinn.

An ech mengen, do si mer natierlech an engem ganz anere Feminismus wéi deem, wou mer vläicht an de 70er-, 80er-, 90er- oder um Ufank vun den 2000er-Jore waren. An da kann een och do, wann een éierlech ass, ganz kloer en Ënnerscheid maachen tëscht deene verschidde Formen vu Feminismus. An ech sinn iwwerzeugt, dass der hei sinn, déi sech nach vill besser do auskenne wéi mir.

Et ass och esou, ech mengen, wéi ech sot: Et geet hei net ëm déi Saach do. Et geet drëms, dass den Här Schockmel en Artikel geschriwwen huet. An deem huet do seng Meenung am „Wort“ geschriwwen. An déi Meenung, déi gefält eebe Verschiddenen net. Wéi kënne mer da virgoen? Mir kënne dann eng aner Meenung derzou ginn. Mee dat wier vläicht e bësse méi einfach. Da maache mer et mat Resolutiounen oder mat Opriff, dass esou eppes guer net geet. Ech kommen nach drop zrëck.

Wat mir dann och hei an där Resolutioun feelt, dat ass einfach mol am Ufank e Bekenntnis zur Demokratie an e Bekenntnis zur Meenungsfräiheet, der Meenungsfräiheet vun engem Deputéierten. Et pour cause feelt dat, well ganz oft eebe Meenunge vu verschidde Leit, déi eis vläicht net esou passen, deene Gréngen, wéi déi sech d'Welt virstellen, systematesch als mënschefeindlech, als fraefeindlech gebrandmarkt ginn. Dat ass Politick mat Schlagwierder. Dat ass Politick mat Totschlagargumenter, fir d'Debatt ze erstécken am Keim. Et ass bëlleg, et ass populistesch, et ass ondemokratesch. Et ass awer dat, wat déi gréng ganz oft maachen.

Et ass typesch, dee ganze Langage, deen och hei virkënt an där Resolutioun. Erëm eng Kéier mussen ... Et gëtt da populistesch a lauter Schlagwierder gi benotzt, ...

(Interruption)

... an da kommen alleguerten déi Fuerderungen: Da mussen Audite gemaach ginn, da mussen nei Gremie kommen, da musse Gremie méi Pouvoir kréien, da mussen Experte kommen a lauter Leit musse warscheinlech aus iergendenger obskurer, grénger Zivillgesellschaft zu Wuert kommen an decidéieren duerno, wat en Deputéierten nach schreiwen dierf a wat en net schreiwen dierf.

(Interruption)

Dat ass d'Realitéit, an där mir haut liewen. A gleeft mer et: Och heibanne sinn der ganz vill, déi déi Meenung ganz staark deelen, well mir kréien dat säit Jore vun Iech gewisen!

Elo ass dann hei den Här Schockmel, dee sech getraut huet, seng Meenung ze soen. „Jo, et dierf ee seng Meenung soen“, gëtt da gesot, „mee et muss ee mat de Konsequenze liewen.“ Wat geschitt elo? Den Här Schockmel gëtt un de Pranger gestallt, gëtt duerch d'Strooss gezunn. Jiddweree klappt op en. Kee steet op a seet: „Dach, dee Mann huet d'Recht, seng Meenung ze soen. A vläicht ass dat, wat hie geschriwwen huet, jo och méi nuancéiert, wéi et do duergestallt gëtt a verschidde Medien oder vu verschiddenen Organisatiounen.“

An de Combél vun deem Ganzen ass: Den Här Schockmel huet jo gesot, dass ee sech quasi net méi traue kann, esou eng Meenung haut ze soen. A wat geschitt dann och nach? Da kënnt d'JIF, Journée internationale de la femme, déi Organisatioun, wou déi gréng Member sinn, an an engem Communiqué gräife se d'„Lëtzebuerger Wort“ un, dass déi sech getraut hunn, den Artikel vun engem Deputéierten do ze publizéieren, a fuerderen d'„Wort“ op, esou Saachen net méi ze maachen. Dat wier net gutt.

(Interruption)

A wat ass da méi ondemokratesch wéi genee dat: enger Zeitung virzwerfen, si hätt esou en Artikel vun engem Deputéierte publizéiert, deen do seng Meenung wëll soen, dat ze verbidden? Dat ass am Fong Zensur. Dat ass aner Meenungen ënnerdrécken. Dat ass, eng reell demokratesch Debatt net ze wëllen hei am Land. An dat ass a mengen Ae vill, vill, vill méi eng grouss Geför fir d'Demokratie wéi d'Meenung vum Här Schockmel, déi doriwwer eraus, mengen ech, nach vu ganz ville Leit gedeelt gëtt!

Mee dorëms geet et guer net, ob ee se deelt oder net. Eng Meenung soll ee kënnen zouloossen, och wann een net domat averstanen ass. An duerfir soe mer hei ganz kloer: Mir maachen déi Hetzjuegd géint den Här Schockmel net mat! Et ass nämlech ëm näischt aneres, wou et hei geet. An duerfir stëmme mer dat hei och net mat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här Präsident. Ech ginn elo net laang op dat an, wat den Här Keup hei gesot huet. Et geet guer net ëm eng Hetzjuegd. Hei geet et drëms, dat ze bestärken, wat mer fréier schonn a Resolutiounen an a Motiounen hei an der Chamber matgedroen hunn. An do sti mir ganz kloer als CSV weider dohannert.

Virop geet et hei ëm d'Initiativ „Vers un Parlement plus sensible au genre“, wou jo dann, wéi den Här Baum och gesot huet, en Audit wäert gemaach ginn. Ech kann do och déi gréng berouegen, dass och aktuell schonn am Kader vun deem Audit och extern Experte consultéiert ginn, dat heescht Partner a Partnerinne vum Terrain. Dat heescht, dat ass an deem Sënn och scho ginn. Ech schléisse mech do dem Koalitionspartner och un, dass mir och frou wäeren, wann deen zweeteschten Tiert, dee Punkt do, kéint erauskommen, well deen eis och esou virkënn, wéi wa mer do e bësse virun de Won géife sprangen, well d'Resultater vun deem Audit a vun deenen Initiativen effektiv nach net virleien. An do scho vu Lacunnen ze schwätzen, dat ass eis och e bësse virgraff.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Dann hunn ech elo nach zwou Wuertmeldungen: d'Madamm Delcourt an duerno den Här Goergen. An dann den Här Baum, dräi also. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, also ech hunn elo dem Här Keup nogelauschert an ech denken, dat ass genau de Grond, firwat esou eng Resolutioun wichteg ass.

(Hilarité)

Jo, et stellt ee sech dann ëfters d'Fro, firwat mer elo esou en Discours halen. Bon, op alle Fall fannen ech d'Initiativ gutt, déi vun deene Gréng geholl gouf. An et ass och de Grond, firwat esou eng Bewegung wéi Feminismus wichteg ass. Well ech mengen, wann esou Leit wéi dir, Här Keup, géifen Decisiounen huelen, da kéinte mir warscheinlech nach ëmmer net eisen eegene Bankkonto opmaachen ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass bëllege Populismus. Dat ass net wouer!

(Hilarité et exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Delcourt huet d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | ... an da kéinte mir och nach ëmmer net wéi goen. An ech mengen, alleguerten déi Rechter, déi dee sougenannte Feminismus bruecht huet, dat heescht och, dass mir déi Rechter hei wëlle verteidegen. An et ass en Acquis, dee mer hunn. An ech fannen dat ganz schlëm, dass hei elo e ganz aneren Discours gefouert gëtt. Mee bon, op alle Fall, dee Backlash, deen amgaangen ass, weist sech jo dann an deem Fall bei Iech.

Mir géifen natierlech déi Resolutioun hei matdroen, wäeren och domat d'accord, wann de véierte Punkt géif erausgeholl ginn. Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech wäert d'Resolutioun och matstëmmen. Alles, wat Der gëschter och schonn an Ären Erklärungen gesot hutt, ass richtig. An et gëllt och, et ze schützen. Ech muss awer op där anerer Säit soen, dass et och muss méiglech sinn, als Deputéierte seng Meinung an engem Lieserbréif kënnen ze soen. Et ass eppes, wat een heibannen oft vermësst, dass d'Deputéiert keng eege Meinung méi hunn, mee dass dat glatgewäsch ass duerch d'Fraktiounen an ëmmer nëmmen ee Spriecher, sief et zu engem Gesetz oder zu enger Motioun, schwätzt.

Elo ass dem Här Schockmel seng Meinung guer net meng Meinung, mee als Demokrat akzeptéieren ech dat awer. Jiddereen dierf seng Meinung heibanen hunn. A mir sinn och 60 Einzelner. Mir sinn net

glatgewäsch duerch déi Parteikaart, déi ee vläicht huet.

Dofir fannen ech et och net richtig, dass herno nëmmen op ee geklappt gëtt, wann ee sech eng Kéier getraut huet, déi Meinung ze soen, déi ech guer net deelen. An ech hätt am léifsten e Lieserbréif gemaach, fir eng aner Meinung ze verrieden, mee dat ass eeben d'Demokratie. Dat ass eeben och dat, wat eist Parlament brauch: méi Diskussiounen. Well ouni esou e Lieserbréif géinge mer jo och net driwwer diskutéieren an dann hätte mer och net esou eng Resolutioun kritt. Dat heescht, deementspriedend géing et eis gutt doen, wa mer och méi kontrovers géingen iwwert d'Theemen diskutéieren, wa mer géingen op Problemer opmierksam maachen. Well hei ass och op e Problem opmierksam gemaach ginn. Dir hutt Är Meinung vertrueden an et ass drop opmierksam gemaach ginn, dass vläicht awer d'Rechter vun de Fraen nach net esou unerkannt sinn, wéi se et sollte sinn, dass déi Diskussioun awer nach muss gefouert ginn.

Heiansdo huet een d'Gefill gehat, et wär op d'liicht Schëller geholl ginn. Nee, et ass bewise ginn, dass et aner Meinungen gëtt. Et ass vun engem Virriedner bewise ginn, dass et aner Meinungen gëtt. Mee dann ass et och eis demokratesch Aufgab, fir eng aner Meinung anzestoen an ze soen: „Nee, mir müssen d'Rechter nach méi stäerken!“ Mee dat gehéiert och derzou. An ech mengen, dofir war Äre Bréif den Ausléiser. An ech denken, dat Theema wäert och an Zukunft nach weidergoen, mee ech si frou, wann d'Deputéiert och an Zukunft weiderhin hir Meinung kënnen äusseren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, iergendwéi hunn ech d'Gefill, dass ech net ganz onschëlleg sinn un där Debatt, well Ausgangspunkt ass jo eng Propositioun, fir ze legiferéieren, déi vun eis ausgaangen ass, déi iwwer ee Joer diskutéiert ginn ass a ganz laang Zäit op eng ganz éierbar a manéierlech Aart a Weis diskutéiert ginn ass.

Duerfir wëll ech dee konstruktiven Esprit weiderféieren a Merci soen. Ech wëll dem Kardinol Hollerich Merci soen, ech wëll dem Deputéierte Schockmel Merci soen an ech wëll dem Deputéierte Keup Merci soen, well se gewisen hunn, datt d'Chamber kapabel ass, eng grouss Majoritéit ze rassembleieren ronderëm e Sujet, a well se och gewisen hunn an hiren Interventiounen, datt déi Gefor, vun där mer schwätzen an déi eng grouss Majoritéit vun der Chamber gesäit, keng abstrakt ass. An datt mer dat nach eng Kéier virgewise kritt hunn, dofir soen ech hinne Merci. An dee leschten Intervenent ass den Här Keup.

Dat wat ech awer net wëll gëlle loossen, dat ass deen Discours, et kéint ee seng Meinung net méi soen. De Kardinol Hollerich huet seng Meinung während enger Stonn op RTL-Radio-Prime-Time gesot. Den Här Schockmel huet seng Meinung, déi och sai ganz gutt Recht ass, am „Lëtzebuerger Wort“ op enger ganzer Säit kënnen soen. Den Här Keup huet seng Meinung hei op der Chambertribün viru mir während fënnf Minutte kënnen soen. Dat sinn hir Rechter. A kee Mënsch stellt déi Meinungsfräiheet a Fro! Just ech hunn awer och d'Recht ze soen: „Ech si mat där Meinung net averstanen.“ Och dat gehéiert zur Demokratie an och dat muss eng Demokratie aushalen!

Merci.

Fir de Rescht sinn ech heimadder averstanen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Baum, den Här Keup wëllt Iech eng Fro stellen,

wann Der domat d'accord sidd. Dir musst se net unhuelen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd selbstverständlech d'accord.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Dir hutt mech jo och ernennt, dann ...

M. Claude Wiseler, Président | Mee mir maachen dat elo kuerz, Här Keup, wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, natierlech, Här President. Nee, ech wollt ganz kuerz ..., well ech mengen, déi Lénk sinn och Member an där JIF, Journée internationale de la femme, déi sech effektiv de Weekend awer an engem Communiqué esou geäussert huet an dem „Wort“ virgeworf huet, esou en Artikel iwwerhaupt ofgedrécken. An domadder geet dat awer natierlech méi wäit. An dat ass e bësse contraire zu deem, wat Der grad gesot hutt, dass een all Meinungen soll zouloossen. Ech mengen, wann d'JIF kloer seet, dass d'„Wort“ dat net soll ofdrécken, dann ass dat awer eeben trotzdem, dass ee wëll soen, eng Meinung soll net dobausse publizéiert ginn.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mee, Här Keup, wësst Der, dat ass der JIF hir Meinung. Dat ass hir Positioun, woubäi een och ze akzeptéieren huet, datt dat hir Positioun ass. Ech hunn och par rapport zu Artikelen a Meinungsartikelen, déi am „Lëtzebuerger Wort“ ofgedréckt gi sinn, Här Keup, Meinungen, och redaktionell Meinungen, well Fotoe vu Leit, iwwert déi et iwwerhaupt net gaangen ass, dovunner beträff waren. Jo, dat ass an enger Demokratie esou. An, Här Keup, wann Der kritiséiert gitt an enger Demokratie, da musst Der dat aushalen. Esou ass dat! A gleeft mer et, ech weess, vu wat ech schwätzen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn elo nach eng Wuertmeldung vum Här Schockmel. Den Här Schockmel kritt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Villmools merci, Här President. Also, ech wollt e puer Wuert soen zu deem Text, deen ech geschriwwen hunn. Emol fir d'éischt: Ee Sujet vum Text ass natierlech, datt een elo d'Recht op Ofdreiwung an d'Konstitutioun schreift. Dat ass u sech eng relativ komplex Thematik. Ech hunn op verschidden Defien higewisen, rechtlecher Natur, eethescher Natur. Dat ass meng perséinlech Meinung. Ech fannen et gutt, dat hei jiddweree fir sech, ouni Fraktiounszwang, kann ofstëmmen a seng perséinlech Responsabilitéit hält. Ech denken, et ass esou, wéi dat och soll sinn.

Dann hunn ech, wéi ech mäin Text ugefaangen hunn, vun enger ganz grousser Damm geschwat, an zwar vum Simone Veil, déi sech wierklech als KZ-Iwwerliewend am Geescht vun engem déiwen Humanismus fir d'Rechter staarkgemaach huet, fir d'Mënscherechter staarkgemaach huet, fir d'Fraerechter staarkgemaach huet. An et ass deen humanistesche Feminismus, deem eis Gesellschaft ganz vill ze verdanken huet. Dat ass meng Meinung. Dat war ëmmer scho meng Meinung. An duerfir hunn ech och domat ugefaangen. Et ass deen Humanismus. Een, deen am KZ war, dee weess, wat d'Dignité humaine ass, dee weess, wéi wäertvoll d'mënschlecht Liewen ass.

Deen Humanismus, dee fannen ech och erëm a menger Partei. Mir hunn eng grouss Traditioun schonn zënter bal 70 Joer, fir eeben am Sënn vun de Fraerechter, am Sënn vun der Famill, am Sënn vun de Kanner Neierungen ze maachen, Reformen ze maachen. Mir hunn – ech géing se nennen – grouss

Dammen a menger Partei. Wann ech un d'Anne Brasseur denken, un d'Colette Flesch, wann ech un d'Lydie Polfer denken, dat elo wierklech scho Joerzénge am Asaz ass, wann ech un déi méi nei Generatioun denken, un e Corinne Cahen, da kann ech soen, datt ech an dëser Partei ganz gutt opgehuewe sinn, well dat sinn och meng Wäerter. Dat ass dat, wat ech wollt soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da ginn ech der Auteure, wa se dann nach wëllt, eng Kéier d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo, zur Iwwerflëssegkeet an zur Noutwendegkeet vun dëser Resolutioun, mengen ech, hunn ech gëschter scho gesot, wat dozou ze soen ass. An ech denken, déi Debatt, déi mer elo hei haten, weist, dass et net iwwerflësseg ass, heiriwwer ze schwätzen. An et goug net ëm d'Ofdreiwungsrechter an där heiter Resolutioun, mee et goug wierklech drëm, wéi een de Feminismus dobaussen duerstellt a wéi ee sech dozou positionéiert. An do muss ech soen: Wann een den Asaz fir d'Verteidigung vun de Mënscherechter schlechtriit, da muss hei och eng Reaktioun kommen. An dat ass am Fong den Objet vun dëser Resolutioun.

Zu der Resolutioun selwer: Ob een do dee véierte Punkt ewechléisst oder och net, ass elo net dat, wat fir mech an d'Gewicht fällt. Tatsächlech ginn och eng extern Evaluatioun, och schonn deen interne Volet, deen administrative Volet vun deem Audit och elo scho genotzt. A mir war et wichteg, dass mer et fir de Volet politiq, dee jo elo kënnt, weiderféieren an eis iwwert d'Schëller kucke loosse vun engem Bléck vu baussen. Ech denken, dat gëtt esou oder esou gemaach, mee et war awer wichteg, dass mer dat hei nach eng Kéier bestärken.

Et ass net schlëm, wa mer dat ewechloossen. D'Essenz dovun ass fir mech, dass mer an eisem Handeln heibannen an dobaussen als Präifsteen de Respekt vun de Mënscherechter hunn. Jo, d'Meenungsfräiheet ass eppes Wichteges, mee och d'Meenungsfräiheet muss aushalen, dass et aner Meenunge gëtt. An dat ass eeben hei anscheinend net ëmmer de Fall. Dofir fanne ech et ganz wichteg, dass mer dat awer nach eng Kéier hei aktéieren an eis och an Zukunft do Leitplanke ginn, nämlech de Respekt vun de Mënscherechter. Ech mengen net, dass een dogéint kann en Awand fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wann ech richteg verstanen hunn, sidd Der d'accord, fir dee véierten Tiret ewechzeloossen. Da géinge mer dat och esou festhalen.

An ech géing also d'Resolutioun vun der Madamm Welfring ouni dee véierten Tiret vun den Deciden elo zum Vott stellen.

Résolution modifiée

« visant à renforcer l'égalité des genres et l'égalité de traitement de toutes les personnes au sein de la Chambre des Députés »

La Chambre des Députés,

– considérant que l'égalité des genres ainsi que l'égalité de traitement de toutes les personnes sont des droits humains fondamentaux et des conditions essentielles d'une société démocratique et inclusive ;

– considérant que la lutte pour l'égalité des genres et la lutte pour l'égalité de traitement de toutes les personnes est un effort permanent qui requiert vigilance et engagement ;

– préoccupée par la diffusion, à l'échelle internationale et nationale, de discours populistes, antiféministes et hostiles aux politiques d'égalité, qui dénaturent les objectifs de cette lutte et fragilisent des acquis ;

– rappelant sa résolution du 18 novembre 2021 relative à la lutte contre le discours de haine ;

– rappelant sa motion adoptée le 1^{er} juillet 2020 soutenant l'élaboration d'une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg ;

– rappelant sa résolution du 1^{er} juillet 2020 relative au renforcement du Centre pour l'égalité de traitement (CET) ;

– considérant qu'elle s'est déjà engagée à travers l'initiative « Vers un Parlement plus sensible au genre », visant à renforcer la prise en compte de la dimension de genre dans l'ensemble de ses activités ;

– considérant que dans ce contexte, le Bureau de la Chambre a mis en place un « Gender comité » qui a pour mission de concevoir, coordonner et réaliser un audit de genre visant à dresser un état des lieux des pratiques en matière d'égalité des genres et à formuler des recommandations ;

– considérant que cet audit se déroulera en deux phases :

• la première, consacrée exclusivement à l'administration parlementaire de la Chambre des Députés qui devrait s'achever fin 2025,

• la seconde, qui portera sur l'institution parlementaire dans sa dimension politique et qui devrait être finalisée d'ici fin 2026,

réaffirme

– sa responsabilité d'exemplarité en matière d'égalité et de non-discrimination ;

– sa volonté d'être un employeur garantissant l'égalité des chances et un environnement de travail inclusif,

décide

– de renforcer la prise en compte systématique des principes de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion aussi bien dans les pratiques de l'administration parlementaire que dans la dimension politique du travail de la Chambre ;

– dans le cadre des travaux du « Gender comité », et en particulier pour l'analyse et le développement de recommandations relatives au travail politique de la Chambre, de fournir une base permettant de mieux aligner les décisions et les prises de position – internes comme externes – sur les principes des droits humains ;

– d'intégrer une approche systématique de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion dans la révision de son Règlement et dans ses pratiques internes ;

– de demander au Bureau de la Chambre de présenter un plan d'action fondé sur ces recommandations et d'en assurer le suivi annuel.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard.

Vote sur la résolution modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme, 5 Nee-Stëmme, keng Abstentiuon. Dës Resolutioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen (par M. Marc Lies), Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Alex Donnersbach), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Voilà, domat wäre mer dann zum Schluss vun eisem Ordre du jour vun haut de Moie komm. An déi nächst Sëtzung ass de Mëtten um 14.00 Auer.

Ech maachen d'Sëtzung zou.

(La séance publique est levée à 11.45 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Accès, usage et gestion des défibrillateurs publics au Luxembourg	2383	Meris Sehovic, Djuna Bernard	62	État des lieux et perspectives d'intégration du projet « Zesumme renovéieren » et du Plan social climat	2661	Joëlle Welfring	81
Rôles et responsabilités dans le recrutement des enseignants	2432	Nathalie Morgenthaler	63	Leasing social	2662	Joëlle Welfring	82
Hausse importante des prix des chambres en CIPA malgré la loi sur la prise en charge des coûts énergétiques	2435	Ricardo Marques	63	Aides financières et sociales pour bénéficiaires de la protection temporaire	2667	Nathalie Morgenthaler, Laurent Mosar	83
Diplôme de fin d'études en luxembourgeois	2436	Fred Keup	64	Intégration professionnelle des demandeurs de protection internationale et des réfugiés	2672	Nathalie Morgenthaler, Marc Spautz	83
Avenir des maîtres-nageurs	2438	Fred Keup	64	Utilisation d'insecticides néonicotinoïdes au Luxembourg	2673	Gusty Graas	84
Temps moyen passé à la retraite	2465	Marc Baum	65	Coordination entre le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement	2675	André Bauler, Luc Emering	85
Profils des bénéficiaires de l'allocation de vie chère au Luxembourg	2471	Georges Engel, Ben Polidori	65	Présence d'écrevisses invasives dans les eaux	2676	André Bauler, Luc Emering	85
Vagues de chaleur	2482	André Bauler, Luc Emering	66	Conséquences de l'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis sur l'économie luxembourgeoise	2677	Laurent Mosar	85
Soutien aux jeunes issus de foyers durant leurs études supérieures	2484	David Wagner	67	Groupe de sauvetage animalier (GSAN)	2678	Dan Biancalana	86
Financement des ONG au Luxembourg	2517	Laurent Mosar	67	Accès et financement des structures d'hébergement pour personnes âgées	2679	Nancy Arendt	87
Mise en œuvre des normes d'accessibilité dans l'espace public	2523	Jean-Paul Schaaf	67	Situation de la minorité druze en Syrie	2680	Laurent Mosar	87
Service de bilan écologique simplifié et gratuit	2529	Alex Donnersbach	68	Conflit d'intérêts au niveau communal en matière de construction	2681	Marc Goergen	87
Mesures contre les nuisances sonores liées au trafic et aux chantiers	2533	Claire Delcourt, Liz Braz	69	Mesures contre les cyberattaques suite à l'attaque contre les réseaux de POST	2682	Marc Goergen	88
Développement de l'industrie manufacturière	2536	André Bauler	69	Inhumation hors commune de résidence	2683	Marc Goergen	88
Position luxembourgeoise par rapport à l'objectif climatique 2040 de l'Union européenne	2546	Joëlle Welfring	70	Conséquences de l'accord commercial transatlantique du 27 juillet 2025	2685	Franz Fayot	88
Ligne gouvernementale pour la prise de décisions lors d'alertes rouges dans le ressort scolaire	2554	Marc Goergen	71	Audit de l'Office national de l'accueil (ONA)	2687	Joëlle Welfring	88
Deepfakes	2557	Françoise Kemp	72	Dispositifs de protection des jeunes dans l'éducation non formelle	2689	Djuna Bernard	89
Centre de soins pour la faune sauvage	2569	Marc Goergen	73	Remboursement des soins pour patients atteints de maladies rares, chroniques ou incurables	2690	Sven Clement	90
Canicule et infrastructures scolaires	2572	Fred Keup	73	Groupe de travail sur la dépsychiatisation des personnes trans et abinaires	2691	Nathalie Morgenthaler	90
État d'avancement du nouveau plan d'études pour l'enseignement fondamental	2576	Meris Sehovic, Djuna Bernard	73	Mise en œuvre du Plan d'action national LGBTIQ+	2692	Nathalie Morgenthaler	90
Logements étudiants et avenir du projet Porte de France à Belval	2585	Alex Donnersbach	74	Conséquences de l'accord commercial entre l'UE et les États-Unis sur l'agriculture luxembourgeoise	2693	Joëlle Welfring	90
Projets photovoltaïques en attente faute de capacité réseau	2598	Stéphanie Weydert, Jeff Boonen, Octavie Modert	75	Implications de l'accord-cadre commercial conclu entre l'Union européenne et les États-Unis sur la politique énergétique luxembourgeoise	2694	Joëlle Welfring	91
Résistance du réseau électrique aux extrêmes climatiques	2601	Françoise Kemp	75	Dépenses de la Caisse nationale de santé	2696	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	91
Différents types de races bovines au Luxembourg	2617	André Bauler, Luc Emering	76	Recouvrement des amendes pour stationnement interdit en France	2697	Marc Baum	92
Augmentation des cas de burn-out	2635	Nathalie Morgenthaler	77	Assurance pension volontaire pour les fonctionnaires	2699	Sven Clement	92
Faible de sécurité dans le logiciel Sharepoint de Microsoft	2636	Marc Goergen	77	Arnaques sur de faux sites Internet	2700	Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori	92
Projet ALPHA	2637	Fred Keup	77	Comité interministériel de suivi du PANAS	2701	Yves Cruchten, Franz Fayot	93
Cas de discrimination et d'homophobie au Luxembourg	2641	Marc Goergen	79	Protection des eaux et des sources d'eau	2703	André Bauler, Gusty Graas	94
Paiement immédiat direct (PID) dans les hôpitaux	2642	Marc Goergen	80	Rassemblements non autorisés de type rave party	2704	André Bauler	94
Position du Gouvernement par rapport aux voitures électriques	2643	Marc Goergen	80				
Mesures à mettre en œuvre afin de combattre la pollution de notre environnement par les PFAS	2656	Joëlle Welfring	81				

« Gesondheetsapp »	2706	Mars Di Bartolomeo	95	Capacité carcérale	2712	Dan Hardy, Fred Keup	97
Pollution sonore	2707	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	95	Mise en place d'un deuxième intervenant au cycle 1	2715	Gilles Baum, Barbara Agostino	97
Sanction infligée par la CSSF à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État dans le cadre de l'affaire Caritas	2710	Sam Tanson, Djuna Bernard	96	Bilan des radars	2719	Jeff Engelen	98
Personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire	2711	Tom Weidig, Fred Keup	97	Prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les décisions d'expulsion de structures d'hébergement	3064	Djuna Bernard, Meris Sehic	98

Accès, usage et gestion des défibrillateurs publics au Luxembourg | Question 2383 (27/05/2025) de M. Meris Sehic | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Selon les informations du CGDIS, plus de 600 personnes sont victimes d'un arrêt cardiaque chaque année et dans 70 % des cas, les arrêts se produisent devant un témoin. Selon le rapport « Out-of-Hospital Cardiac Arrest attempted resuscitations Annual report 2021 », 263 arrêts cardiaques ont été pris en charge par le CGDIS en 2021. Seulement 43,7 % des réanimations ont été initiées par des témoins, et cela malgré l'importance cruciale d'une intervention rapide en cas d'arrêt cardiaque.

Les défibrillateurs automatisés externes, que l'on trouve dans des centres commerciaux, gares, mairies, salles polyvalentes ou grandes entreprises du pays, peuvent jouer un rôle important dans l'intervention rapide en cas d'arrêt cardiaque.

Dans le cadre de la Journée mondiale du cœur, le LRC Luxembourg Resuscitation Council, avec le soutien du Ministère de la Santé, a lancé la campagne de sensibilisation « réagis! » qui vise à enseigner au grand public les premiers gestes qui sauvent en cas d'arrêt cardiaque. Le site y afférent contient une carte répertoriant les défibrillateurs accessibles au public au Luxembourg et en compte actuellement 714.

Or, le site précité explique que le manque de précision des systèmes de géolocalisation peut fausser l'emplacement des appareils et qu'aucune mesure contraignante en matière de suivi et de maintenance des appareils n'a été mise en place. Néanmoins, le règlement grand-ducal du 19 novembre 2008 relatif à l'utilisation des défibrillateurs externes automatisés impose un entretien régulier à tout possesseur.euse d'un défibrillateur.

Selon nos informations, le Gouvernement ne donne pas de consignes aux communes quant au nombre et au lieu d'installation.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Est-ce que des statistiques sont disponibles quant à l'usage effectif des défibrillateurs publics au Luxembourg ? Combien d'interventions avec un tel appareil ont été documentées au cours des cinq dernières années (chiffres ventilés par année) ?

2) Le nombre de défibrillateurs indiqué sur le site reagis.lu est-il exact ? Dans la négative, combien de défibrillateurs sont actuellement accessibles au public au Luxembourg ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de rendre obligatoire la déclaration et l'enregistrement de tout défibrillateur public ou semi-public dans une base de données centralisée, pour en assurer le suivi et la maintenance ?

4) Le Gouvernement juge-t-il opportun d'élaborer des consignes à l'attention des communes quant au nombre et à l'emplacement des défibrillateurs à installer ?

Dans l'affirmative, quelles consignes sont envisagées ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

5) Une coordination est-elle prévue entre les services de secours, les communes et le Gouvernement pour optimiser l'implantation stratégique des défibrillateurs en fonction de données démographiques ou géographiques (temps d'intervention moyen, densité de population, accessibilité) ?

6) De manière générale, comment Madame et Monsieur les Ministres évaluent-ils la maintenance et la sécurisation des appareils ? Est-ce que des inspections ponctuelles sont effectuées afin de contrôler la conformité des défibrillateurs installés ? Est-ce que des règles supplémentaires ou incitations à l'égard des communes devraient être mises en place afin d'améliorer la situation ?

7) Comment la population est-elle sensibilisée à la présence et à l'utilisation des défibrillateurs ? De quelle manière le Gouvernement soutient-il les communes dans leurs éventuels efforts de sensibilisation ?

8) Existe-t-il des règles spécifiques quant à la mise à disposition d'appareils défibrillateurs dans les bâtiments publics (étatiques et communaux) ? Dans la négative, une obligation d'installation de défibrillateurs serait-elle souhaitable aux yeux du Gouvernement ?

9) Quel est le rôle exact du Ministère de la Santé dans la gestion et le fonctionnement du site reagis.lu ? Existe-t-il une convention, un accord ou un partenariat formel avec les gestionnaires du site ? Si oui, quelles sont les responsabilités respectives des parties prenantes et les modalités de collaboration ?

Réponse (25/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Il n'existe pas de statistiques recensant toutes les utilisations effectives des défibrillateurs externes automatisés (DEA) au Luxembourg. Cependant, le CGDIS dispose d'un relevé des arrêts cardiaques depuis 2021¹.

Il résulte des études Cardlux 1 (période du 01/10/2017 au 30/09/2018) et Cardlux 2 (période du 01/09/2022 au 31/08/2023)² que le taux d'utilisation d'un DEA s'élevait respectivement à 14 % (236 patients avec un arrêt cardiaque confirmé avec 32 utilisations d'un DEA) et 17 % (375 patients avec un arrêt cardiaque confirmé avec 63 utilisations d'un DEA) des cas.

ad 2) Le site reagis.lu recense les défibrillateurs externes qui ont été déclarés. En l'absence d'une obligation légale de déclaration, il y a lieu de relever qu'au moins 714 défibrillateurs sont à la disposition du public selon les données disponibles sur le site reagis.lu.

Le CGDIS travaille actuellement sur un projet pour établir un recensement plus fiable, notamment via

l'application nommée « Staying Alive »^{3 4 5}, déjà utilisée en France. Celle-ci permettra une mise à jour dynamique.

ad 3) Comme indiqué à l'art. 3 du règlement grand-ducal du 19 novembre 2008⁶ relatif à l'utilisation des défibrillateurs externes automatisés : « Le contrôle du défibrillateur externe automatique se fera conformément aux instructions du fabricant. Le propriétaire ou le détenteur d'un défibrillateur externe automatique est tenu de vérifier ou de faire vérifier une fois par mois l'état de son défibrillateur automatique et, en particulier, de noter les éventuels messages d'alerte concernant la batterie de l'appareil. La présence d'une paire d'électrodes intacte sera vérifiée. Il documente l'ensemble de ces vérifications dans un registre. »

ad 4) Le Gouvernement n'a pas donné de consignes spécifiques quant au nombre et à l'installation des défibrillateurs.

Conformément au principe de l'autonomie communale, il appartient aux communes de décider l'installation de défibrillateurs sur leur territoire.

De nombreuses communes prennent depuis des années l'initiative d'équiper leurs lieux publics, notamment des endroits stratégiques, avec des défibrillateurs.

Pour rappel, la législation en vigueur n'impose pas l'installation obligatoire des défibrillateurs externes automatisés dans les lieux accessibles au public. Ces dispositifs relèvent de l'initiative des exploitants ou propriétaires des lieux concernés.

L'implémentation prochaine de l'application « Staying Alive » garantira une cartographie précise permettant aux autorités de visualiser clairement la situation et d'adapter en fonction et si nécessaire les politiques nationales de santé publique sur cette thématique.

ad 5) À travers le projet « Staying Alive », le CGDIS vise à coupler :

- La cartographie des arrêts cardiaques (données CGDIS)
- Le temps d'accès estimé aux DEA

Ces sources de données permettraient d'optimiser les emplacements selon les besoins réels via une coordination entre les différentes parties prenantes.

ad 6) Il est renvoyé à la réponse apportée à la question 3.

ad 7) La sensibilisation de la population luxembourgeoise à l'utilisation des défibrillateurs externes automatisés repose sur plusieurs initiatives, coordonnées à la fois au niveau national et local :

– Le site reagis.lu⁷ constitue une plateforme de référence, promouvant l'apprentissage des gestes de

¹ <https://112.public.lu/fr/publications/rapports/annual-report-2021-ohca.html>

² <https://www.eureca-202.eu/>

³ <https://apps.apple.com/lu/app/staying-alive-lu/id6740692583>

⁴ <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.fdbb.stayingalive.lu>

⁵ <https://stayingalive.lu> (en cours de construction)

⁶ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2008/11/19/n1/jo>

⁷ <https://www.reagis.lu/#/defibrilateur>

premiers secours, notamment la réanimation cardiopulmonaire et l'utilisation du DEA.

– Chaque année, des actions spécifiques sont menées à l'occasion de la Journée mondiale du cœur⁸, le 28 septembre, afin de mieux faire connaître les facteurs de risque cardiovasculaire et les gestes qui sauvent en cas d'arrêt cardiaque.

– Le CGDIS⁹, en étroite collaboration avec les communes, propose des actions de sensibilisation et de formation à l'utilisation des DEA. Il est proposé une formation gratuite, variable en contenu et en durée (GOAL Sessions¹⁰, BLS & DEA¹¹, cours de premiers secours¹²).

– Parallèlement à cette offre, de nombreux organismes de formation des secours agréés (OFA)¹³, reconnus par le Ministère des Affaires intérieures, proposent également des actions de formation et de sensibilisation. Ces formations, accessibles à un large public, incluent tant des sessions gratuites que payantes. Ces OFA sont consultables sur le site du 112.

En moyenne le CGDIS forme annuellement 8.000 personnes à l'utilisation du défibrillateur ainsi que des gestes de réanimation. À cela s'ajoutent environ 15.000 participants formés par les OFA, soit un total d'environ 23.000 personnes formées par an.

– Des formations sont aussi dispensées dans certains établissements scolaires¹⁴.

ad 8) Le règlement grand-ducal du 19 novembre 2008 relatif à leur utilisation ne prévoit pas d'obligation légale pour la présence de DEA dans des lieux spécifiques.

L'installation de ces dispositifs relève donc de l'initiative des communes, de particuliers ou d'autres acteurs issus du secteur public ou privé.

ad 9) Depuis 2012 le ministère soutient la campagne « réagis ! » qui est destinée à apprendre les gestes qui sauvent en cas d'arrêt cardiaque. Le soutien du ministère s'est notamment exprimé par des publications destinées à promouvoir tant l'apprentissage des gestes qui sauvent que l'utilisation correcte d'un défibrillateur externe automatique.

Rôles et responsabilités dans le recrutement des enseignants | Question 2432 (10/06/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

D'Bildung an Erziéung vun eise Kanner ass eng vun de fundamentale Responsabilitéite vum Staat. Fir d'Sécherheet an d'Wuel vun de Kanner ze garantéieren, muss d'Astellung vu Personal am Enseignement fondamentale net nëmmen op Basis vu fachlechen an didaktische Kompetenz geschéien, mee och ënnert strenger Berécksiichtigung vun de moralesche Qualitéite vum-n der Kandidat-in. Dëse Prozess muss kloer gereegelt a streng iwwerwaacht gi fir ze garantéieren, dass nëmmen déi Persounen, déi allen Aspekter vun den Ufuerderungen entsprechen, an d'Funktioun vum-n der Enseignant-e ernannt ginn.

Zousätzlech gëtt ëmmer erëm d'Fro opgeworf, wéi eng Roll d'Gemengen an deem Recrutementsprozess spillen an ob si entscheidend Rechter hunn oder ob hir Roll éischter consultative Charakter huet.

⁸ <https://santesecu.public.lu/fr/agenda/2024/septembre/journee-du-coeur-2024.html>

⁹ https://cours.cgdis.lu/online/www/nav_content/home/FRE/index.html

¹⁰ <https://cours.cgdis.lu/page/course/6/FRE/index.html>

¹¹ <https://cours.cgdis.lu/page/course/4/FRE/index.html>

¹² <https://cours.cgdis.lu/page/course/1/FRE/index.html>

¹³ <https://112.public.lu/fr/legislation/organismesagrees.html>

¹⁴ <https://ljbm.lu/news/campagne-reagis/>

Besonnenesch Bedenke ginn och opgeworf am Fall, wou eng Persoun en Extrait vum Casier judiciaire virleet, deen Delikter enthält, déi d'Integritéit vun der Funktioun vum-n der Enseignant-e kéinten a Fro stellen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Educationnsminister stellen:

1. Wat fir Delikter gëllen als Ausschlusskrittär fir eng Funktioun am Enseignement fundamental?

2. Ass geplangt, d'Ausschlusskrittären aus dem Casier judiciaire am Recrutementsprozess ze verschärfen? Beispillsweis d'office am Fall vu bestëmmten Delikter?

3. Vu dass d'Gemenge keen Abléck an d'Dossiere vum zukünftege Léierpersonal hunn, ass eng Reform vun der Roll vun de Gemengen am Recrutementsprozess am Gespréich?

4. Vu dass d'Gemengen d'Léierpersonal guer net méi selwer bezuelen, wär et net méi sënnvoll, de ganze Recrutementsoflaf géif bei den Educationnsministère eriwiergoen?

Réponse (04/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Den Artikel 2 vun der Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État respectivement den Artikel 3 vun der Loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État gesinn am Kader vun engem potenzielle Recrutement als Staatsbeamten oder Employé de l'État vir, datt den Agent, deen an de Staatsdëngscht opgeholl gëtt, am Besët vun de biergerlechen a politesche Rechter ass an déi néideg Garanties de moralité virweist. Dëst geschitt ënner anerem duerch d'Virleed vum engem Auszuch aus dem Casier judiciaire, fir déi stroferechtlech Vergaangenheet vum Kandidat ze iwwerpräiwen.

Laut dem Artikel 49 vum Staatsbeamtstatut verléiert ee Beamten automatesch seng Plaz, säin Titel an ënnert verschiddene Konditiounen säi Recht op Pension, wann e weinst enger virsätzlech begaangener Dot zu enger Fräiheitsstraf vu mindestens engem Joer ouni Sursis oder zu engem Entzuch vun allen oder engem Deel vun de Rechter, déi am Artikel 11 vum Code pénal opgelëscht sinn, verurteelt gëtt. Aus deem Grond ginn d'Kandidature vu Stroftäter mat enger entsprecherender Verurteilung d'office refuséiert.

Well d'Schütze vun de Kanner ëmmer am Vierdergrond steet, gëtt an deem Zesummenhang am Secteur vun der Enfance an Education am Kader vum Recrutementsprozess zousätzlech zum Bulletin N° 3¹⁵ nach de Bulletin N° 5¹⁶ vum Casier judiciaire vun de Kandidaten gepréift. Kandidaten, déi kee vieregge Bulletin N° 5 kënnen virweisen, ginn d'office net ugeholl.

Opgrond vun de festgeluechte Krittären, wéi se an de gültege gesetzleche Bestëmmunge verankert sinn, an am Hibleck op d'Praxis, no där aktuell Kandidature weinst bestëmmten Delikter net zeréckbehalen ginn, schéngt d'Opstelle vun enger ëmfaassender Lëscht mat Delikter, déi automatesch zu engem Ausschluss am Kontext vun engem Recrutement féieren, net erfuerderlech.

ad 3. a 4. D'Gemengen hunn eng droend Roll bei der Selektioun an der Verdeelung vum Léierpersonal, dat duerch de Staat gestallt gëtt, bedéngt duerch

hir Responsabilitéiten um Niveau vum Vote – deen natierlech och negativ ka sinn – vun de jeeweilege Kandidaten a vun der Elaboratioun vun der Schoulorganisatioun. Als Unhaltspunkt fir d'Selektioun an d'Verdeelung vum Léierpersonal kritt d'Gemeng, wéi am Règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental festgehalten, vun der zoustänneger Regionaldirektioun Referenzen zu den ënnerschiddlechen Agenten. Dës Referenzen ëmfaassen nieft der Lëscht vun de Präferenzen, déi d'Kandidaten fir déi ënnerschiddlech Posten uginne hunn, och e Klassement vun de Kandidaten, dat jeeweils déi zoustänneg Direktioun erstellt. Fir d'Erstelle vun deem Klassement ginn nieft dem leschte Rapport d'appréciation des performances professionnelles (respectivement der neitster Note d'inspection) och d'Anciennetéit vun den Agenten mat abezunn.

Eng Reprise vum gesamte Recrutementsoflaf duerch den Educationnsministère géif zu enger Ëmverdeelung vun de Kompetenzen tëscht dem Staat an de Gemengen féieren. De Regierungsprogramm 2023–2028 gesäit ënnert anerem och Diskussiounen ronderëm d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëscht de Gemengen a mengem Ministère vir. Och d'Gestioun vun de Ressourcen humaines gëtt an deem Zesummenhang explizit ernimmt. An deem Kontext wäerte Gespréicher mam Syvicol gefouert ginn; an der Vergaangenheet konnt bei deenen Diskussiounen keng Eenegung fonnt ginn.

Hausse importante des prix des chambres en CIPA malgré la loi sur la prise en charge des coûts énergétiques | Question 2435 (11/06/2025) de M. Ricardo Marques (CSV)

Mengen Informatiounen no sinn a verschiddene Centres intégrés pour personnes âgées d'Basizëmmerpräisser zanter Ufank vum Joer massiv eropgesat ginn. An eenzelnen Haiser läit d'Hausse bei bal 10 Prozent, ë. a. am CIPA zu Jonglënster. Dobäi huet d'Chambre de 4. Dezember 2024 mat der „loi du 13 décembre 2024 portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique“ e Gesetz gestëmmt, dat seet, datt de Staat gezielt d'Hausse vun den Energiekäschte bei der Struktur fir eeler Leit iwwerhëlt fir ze verhënnern, datt d'Käschten zu Laaschte vun de Pensionäre ginn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwien an Accueil stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Präisser fir e Basizëmmer am CIPA zu Jonglënster an de leschte Méint däitlech eropgesat gi sinn?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës massiv Hausse, vu datt d'Gesetz vum 13. Dezember eebe grad soll verhënnern, datt d'Energiepräisser zu Laaschte vun de Pensionäre ginn?

3. Koum et och an anerem Haiser zu esou enger massiver Hausse?

4. Huet d'Regierung Donnéeën doriwwer, wéi vill Strukturen eng Präiserhéijung applizéiert hunn, déi

¹⁵ Art. 2 vum Règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin n° 2 ou n° 3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée

¹⁶ Art. 9 vum der Loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne

net un eng Hausse vun den Energiekäschte gebonnen ass?

5. Sinn d'Pensionnairen am Virfeld detailléiert informéiert ginn, datt a firwat d'Präisser eropgesat ginn?

6. Wat gedenkt den Här Minister ze maachen, wann d'Hausse net sollt konform mam Gesetz sinn?

Réponse (02/09/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Virop ass ze präziséieren, dass de Ministère net an d'Präisgestaltung vun den eenzelnen Träger kann agräifen. Et ass zudeem wichteg ze rappeléieren, dass de Gestionnaire déi Fraisen, déi net vun der Assurance dépendance gedeckt ginn, iwwer de Pensionsprais couvréiere muss. Dozou gehéieren, ënner anerem, den Hebergement, d'Restauration an den Nettoyage.

Mam modifizéierte Qualitéitsgesetz vum 23. August 2023 ass en ëffentleche Regëster vun de Services fir eeler Leit (www.infosenior.lu) geschaf ginn, op deem d'Gestionnairen hir Präisser verëffentlechen an à jour hale mussen, mam Zil, fir präislech Transparenz um Marché ze schafen an et de Clienten ze erméiglechen, en informéierte Choix ze treffen. Weiderhi gesäit d'Gesetz a sengem Artikel 11 vir, datt de Bewunner, oder säi Représentant légal, op d'mannst 2 Méint virum Akraafttriede vun enger Präishaussé informéiert gëtt.

Laut den Informatiounen, déi dem Familljeministère virleien, ass de Pensionsprais an der Wunnstruktur fir eeler Leit zu Jonglënster effektiv an de leschte Méint gehéicht ginn.

ad 2. Am Kader vum Ukrain-Krich an der domat verbanner Energiekris huet d'Regierung eng Rei u Mesuren decidéiert, fir den Impakt vun der staarker Präishaussé op d'Kafkraaft vun de Stéit ofzefiedere, dorënner en Energiepräisdeckel fir Privatstéit a parallel dozou eng Energiehëllef fir Gestionnaire vum Altersheemer, Logements encadrés a Centres de jour, fir och d'Bewunner vun dese Strukturen ze schützen. Wann d'Energiehëllef un de Gestionnaire ausbezuelt gëtt, engagéiert sech dës awer am Géigenzuch, de Pensionsprais net während der ganzer eligibeler Period ze erhéijen, mat der Ausnam vun enger Upassung un den Index.

Dës Hëllef gouf zënter hirer Aféierung bis elo zweemol verlängert, fir am Ganzen 3 eligibel Perioden ze ëmfaassen:

- 1. eligibel Period: vum 1. Oktober 2022–31. Dezember 2023
- 2. eligibel Period: vum 1. Januar 2024–31. Dezember 2024
- 3. eligibel Period: vum 1. Januar 2025–31. Dezember 2025

An deem Kader ass wichteg ze betounen, dass engersäits dës Energiehëllef eng Offer ass, déi d'Gestionnairen ënner der genannte Bedéngung kënnen ufroen, awer net müssen.

Anerersäits ass ze consideréieren, dass sech nieft den Energiepräisser och d'Präisser a Käschte vun anere Produiten a Services an de leschte Jore staark entwéckelt hunn, mat Repercussiounen an alle Beräicher, wéi z. B. bei de Liewensmëttel, de Services vun externe Prestataire, oder nach bei de Personalkäschten, déi net iwwer d'Fleegeversécherung finanziert ginn, grad ewéi Kichen-, Botz- oder administrativ Personal. All dës Facteuren droen dozou bäi, dass d'Gestionnairen am ganze Secteur mat däitlech méi héije Käschte konfrontéiert sinn, déi wäit iwwer d'Energie erausginn.

Déi genannte Struktur huet fir d'Perioden 1 an 2 och déi finanziell Hëllef ugefrot an sech domat engagéiert, d'Präisser net ze héijen tëscht Oktober 2022 an Dezember 2024. Doduerch, dass déi genannte Struktur am Joer 2025 eng Hausse vun de Pensionspräisser decidéiert huet, ass dës och net méi eligibel fir déi finanziell Bähëllef vum Staat fir déi 3. Period.

ad 3. D'Gestionnaire sinn net verpflichtet, de Ministère iwwer eng Präishaussé ze informéieren. Allerdéngs sinn d'Gestionnairen dozou verpflichtet, hir Donnéeën, an dorënner och hir Präisleschten à jour ze halen um ëffentleche Regëster vun de Services fir eeler Leit. Hei gesäit een, dass et an de leschte Méint bei 6 Träger Pensionspräisupassunge gouf. Vu dass de ganze Secteur mat den uewe genannte Präishaussé konfrontéiert ass, ass net ausgeschloss, dass d'Pensionspräisser bei weidere Gestionnaire fréier oder spéider ugepasst kéinte ginn.

ad 4. Ewéi uewe beschriwwen, gestalten d'Gestionnairen hir Präispolitik selwer an informéieren de Ministère net d'office iwwer eng Präiserhéijung, gegebenefalls och net iwwer d'Grënn vun dëser Hausse.

ad 5. Dat modifizéiert Gesetz vum 23. August 2023 gesäit vir, dass d'Bewunner respektiv hire Représentant légal op d'mannst 2 Méint am Voraus vum Gestionnaire informéiert ginn.

ad 6. Ewéi heidriwwer beschriwwen, schléisst d'Gesetz keng Präishaussé aus. Allerdéngs ass de Gestionnaire an deem Fall net méi eligibel, fir eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi concernéiert Period ze kréien.

Diplôme de fin d'études en luxembourgeois | Question 2436 (11/06/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zu Lëtzebuerg ginn d'Premiërsdiplomer souwuel vum klassesche wéi och vum technesche Secondaire an dräi Sproochen ausgestallt: Franséisch, Däitsch an Englesch. Dës méisproocheg Ausstellung huet den Zweck, déi international Unerkennung vun den Diplomer ze erliichteren an den Absolventen den Zougang zu Héichschoulen am In- an Ausland ze erméiglechen. Déi betreffend Reegelung gouf am Kader vun der Reform vum Secondairesunterricht agefouert, déi duerch de RGD vum 21. August 2017 ëmgesat gouf.

Nieft dem eigentleche Premiërsdiplom kréien d'Absolventen nach weider Dokumenter, déi hiren Ausbildungswee detailléiert beschreiwen. Dozou gehéieren ë. a. eng Noutenattestatioun, eng Beschreiwung vun der schoulescher Karriär mat den ugestriefte Kompetenzniveauen an de Sproochen an eng Attestatioun iwwer ausserschoulesch Aktivitéiten.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister an un den Här Kulturminister:

1. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, d'Premiërsdiplomer vum klasseschen an technesche Secondaire an déi domat verbonnen Dokumenter zousätzlech an eiser Landessprooch, nämlech Lëtzebuergesch, auszustellen? Géif doduerch de Status vun eiser Nationalsprooch an hir Visibilitéit am ëffentleche Liewen net gestärkt ginn?

2. Wa Lëtzebuergesch an de Schoulen enseignéiert gëtt, wann och a limitéierter Form, wier et dann net e logesche Schrëtt, eis Nationalsprooch och bei offiziellen Diplomer ze benotzen – op d'mannst ergänzend?

Réponse (09/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

De Premiërsdiplom, souwuel vum Enseignement secondaire classique wéi vum Enseignement secondaire

général, gëtt an dräi Sproochen ausgestallt, dës, wéi den honorabelen Deputéierten et richteg bemierkt, fir déi international Unerkennung vum Diplom ze erliichteren, an den Absolventen vun der Première den Zougang zu den Universitëten an Héichschoulen ze erméiglechen.

Et ass sécher richteg, de Status an d'Visibilitéit vun der Lëtzebuurger Sprooch wellen ze stäerken. An de leschte Jore si vill Efforten an deem Kontext ënnerholl ginn; d'Ausstellung vum Premiërsdiplom op Lëtzebuergesch géif awer net onbedéngt dozou bäidroen. Ausserdem gëtt kee vun eisen normativen Texter a keent vun eisen offiziellen Dokumenter op Lëtzebuergesch ausgestallt; och beim Premiërsdiplom ass an där Hisiicht keng Ännerung geplangt.

Et sief bei dëser Geleeënheet drop opmierksam gemaach, datt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend den Ament, gradewéi vill aner Ministère a staatlech Verwaltungen, mam Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch u sengem spezifesch Glossaire schafft, mat de besonnesche Bezeichnungen op Lëtzebuergesch vun de Begrëffer, déi grad am Kontext vu sengen Aufgabeberäicher dacks gebraucht ginn.

Avenir des maîtres-nageurs | Question 2438 (11/06/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Säit der Schouleform vum 2009 sinn d'Lëtzebuurger Primärschoulen net méi dozou verpflichtet, fir zertifizéiert Schwammmeeschteren anzustellen. Dat huet zu engem Qualitéitsverloscht vum Schwammunterricht an zu demotivéierte Schwammmeeschtere gefouert. Sou erënnert de President vun der Association luxembourgeoise des instructeurs de natation (ALIN) an engem Online-Artikel vu „Luxtoday“ („In Luxemburg können Kinder nicht mehr schwimmen – wegen der Reform und des Mangels an Fachkräften“) vum 20.4.2025 drun, datt de Ministère schonns 2009 versprach hat, d'Gesetz ze iwwerschaffen, mee säitdem hätt sech näischt geännert. D'Gemengen hätten no an no keng zertifizéiert Schwammmeeschtere méi agestallt a vill Kanner géifen haut just nach all zwou Wochen eng hallef Stonn schwammen. D'Resultat dovun geséich een am 6. Schouljoer: „Ein großer Teil der Schüler verfügt nicht über grundlegende Schwimmkenntnisse und weiß einfach nicht, wie man sich im Wasser hält.“

An engem Artikel vum „Lëtzebuurger Journal“ vum 3. Juni 2025 („Personal fehlt, Perspektive auch: Schwimmmeister*innen im Ungewissen“) beschreift e Schwammmeeschter dës „nivelement vers le bas“ folgendermoossen: „Man hat mit Leuten gesprochen, wo man sich sagt: Bei allen guten Absichten, mit allem Respekt gegenüber dieser Person, aber man kann sie nicht einfach so auf Kinder loslassen!“ A weider heescht et: „Bei anderen seien die Luxemburgischkenntnisse stark begrenzt, sie sollen dann aber später ein Kind, das Angst hat, im Stress ist, beruhigen oder erklären, wie es schwimmen soll...“

An deem Kontext erliewe privat Schwammschoulen e Boom. Ëmmer méi Elteren optéieren fir Privatunterricht (deen net ëmmer bëlleg ass), fir datt hir Kanner iwwerhaupt nach anstänneg schwamme léieren ...

Am „Luxtoday“-Artikel heescht et weider: „Die Anforderungen an die Lehrkräfte im Bildungssystem sind jedoch nach wie vor minimal: ein Rettungsschwimmer-Zertifikat ist ausreichend. [...] Die beiden Fachleute fordern, dass der Staat das Meisterschwimmen wieder in das Grundschulsystem einführt. Nur so könne man das Vertrauen und die Sicherheit der Kinder im Wasser gewährleisten. Andernfalls besteht die Gefahr, dass Luxemburg zu einem Land wird, in dem Schwimmen

wieder zu einem Luxus wird, den sich nur diejenigen leisten können, die dafür bezahlen können.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op déi uewen zitéiert Suerge vun der ALIN, souwuel wat d'Ausbildung vun de betreffende Léierpersounen wéi och wat d'Qualitéit vum Schwammunterrecht am Fondamentall ugeet? Wéini ass an deem Zesammenhang mat enger Reform vum Gesetz vun 2009 ze rechnen?

2. Zu Lëtzebuerg stellt, wéi een um Site vu GovJobs noliere kann (https://govjobs.public.lu/fr/nous-decouvrir/berufe-entdecken/wussten-sie-das-etwa-nicht-das-beherrschen-der-drei-amtssprachen-ist-kein-ausschlusskriterium.html?utm_source=chatgpt.com), „das Nicht-Beherrschen aller drei Amtssprachen kein Ausschlusskriterium für eine Beschäftigung im öffentlichen Dienst“ duer. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt et zwéngend noutwenneg wier, datt all Schwammmeeschter, deen hei zu Lëtzebuerg mat Kanner ze dinn huet, perfekt Lëtzebuergesch schwätzen a verstoe misst?

Réponse (04/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Nieft dem Enseignant ass obligatoresch ee Schwammmeeschter während dem Schwammunterrecht present.

Zanter 2013/2014 huet d'Gemeng bedéngt duerch eng Ofännerung vum Gesetzestext Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental zousätzlech nees d'Méiglechkeet, fir direkt méi Schwammmeeschteren an der Schwämm ze engagéieren, fir d'Enseignant vum Schwammkurs beim Développement vun de Kompetenze vun deene Kanner, déi nach net schwamme kënnen, ze ënnerstëtzen. De Staat bedeelegt sech am Fall vun der Interventioun vun de Schwammmeeschteren un de Fraisen, déi duerch hir Presenz entstinn, an ënnerstëtzt domat d'Assistenz vun Léierpersounen duerch zousätzlech Personal an der Schwämm. Entsprechend gouf iwwert dëse Wee am Kontext vum Schoulschwamme mat Bléck op den urspréngleche Gesetzestext d'Méiglechkeet geschaf, fir den Encadrement vun de Kanner, déi net schwamme kënnen, duerch eng Interventioun vun engem zousätzleche Schwammmeeschter ze ergänzen.

D'Schwammmeeschtere gi vun de Gemengen agestallt, déi deemno och fir déi gesichte Profiller zoustänneg sinn.

Temps moyen passé à la retraite | Question **2465** (16/06/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La plupart des chiffres et des études montrent que l'espérance de vie moyenne a augmenté au cours des dernières décennies. Au Luxembourg, les chiffres les plus récents fournis par l'Observatoire national de la santé indiquent une espérance de vie moyenne de 83,4 ans pour l'année 2023. Depuis une quinzaine d'années, on peut pourtant observer une décélération voire une stagnation de l'espérance de vie moyenne dans tous les pays industrialisés dont le Luxembourg.

L'augmentation de l'espérance de vie a certes entraîné un lent vieillissement de la société, mais cela ne permet pas de tirer des conclusions sur la qualité de vie des personnes qui atteignent en moyenne un âge plus avancé. Des données mises à disposition par Eurostat permettent justement de conclure que l'augmentation de l'espérance de vie ne se traduit pas par une prolongation de la durée de vie moyenne en bonne santé marquée par l'absence de limitations d'activités ou

d'incapacités. Ainsi, ces chiffres – également repris par les administrations publiques luxembourgeoises – montrent que le nombre d'années de vie en bonne santé à la naissance a baissé pendant les dernières années et est passé de 63,3 ans en 2013 à 60,2 ans en 2022. Cette tendance à la baisse ne s'explique d'ailleurs pas par la pandémie de la Covid-19.

Des études menées dans certains pays européens dont la France et la Belgique ont montré dans ce contexte que le nombre d'années de vie en bonne santé à la naissance varie en fonction du statut socioéconomique. Ainsi, en Belgique l'écart d'espérance de vie à la naissance entre le groupe socioéconomique le plus élevé et le groupe socioéconomique le plus bas était de 9,3 ans pour les hommes et de 6,3 ans pour les femmes en 2020. En ce qui concerne l'écart en matière d'espérance de vie sans incapacité à 25 ans, la différence est encore plus nette : entre les niveaux d'instruction les plus élevés et les plus bas l'écart était de 10,5 ans pour les hommes et de 13,4 ans pour les femmes au cours de la décennie 2011-2020. Pour la France des études similaires ont également montré que le nombre d'années passées en retraite dépend du statut socioprofessionnel des personnes. Ainsi, des chercheurs ont trouvé que les cadres passent en moyenne deux ans de plus en retraite que les ouvriers.

À ma connaissance, il n'existe pas d'études de ce type sur la situation au Luxembourg. L'IGSS a certes publié un cahier statistique sur les départs en retraite entre 2011 et 2023 qui comporte des informations utiles sur les profils des différents groupes socioéconomiques et -professionnels qui partent à la retraite, mais elle ne fournit pas de détails sur le temps moyen passé en retraite des personnes appartenant à ces différents groupes.

Partant je voudrais poser les questions supplémentaires à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir l'âge moyen de départ à la retraite ainsi que le nombre d'années passées en retraite des assurés ayant exercé une activité professionnelle salariée en fonction du secteur d'activité économique (NACELUX Rév. 2) ?

2) Madame la Ministre peut-elle également me fournir pour toutes les années entre 2011 et 2024 et par secteur d'activité économique (NACELUX Rév. 2) le pourcentage des assurés qui continuent de percevoir leur retraite à ce jour ?

3) Madame la Ministre est-elle en mesure de me fournir des chiffres mettant en évidence le lien entre les différents quintiles (ou déciles) de revenu des personnes en retraite et le temps qu'elles passent en retraite en moyenne ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle la commande d'études détaillées et instructives sur les écarts en matière d'espérance de vie et de qualité de vie entre les différentes catégories socioéconomiques et -professionnelles ainsi en vue de la réforme du système de pension annoncée par le Gouvernement ?

Réponse (26/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le tableau ¹⁷ suivant renseigne, par secteur d'activité économique (NACELUX Rév. 2), l'âge moyen de départ en retraite de 2010 à 2024 pour les nouveaux retraités du régime général d'assurance pension, ayant quitté la vie active après une activité professionnelle au Luxembourg.¹⁷

¹⁷ Aperçu no 30 - Analyse de survie des nouveaux retraités du régime général d'assurance pension sur la période 2010-2024 - Inspection générale de la sécurité sociale - Le gouvernement luxembourgeois*

En vue d'étudier les écarts en matière d'espérance de vie et de qualité de vie entre les différentes catégories socioéconomiques et professionnelles, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) a étudié, dans le cadre de la publication « aperçu n° 30 » précitée, l'impact du secteur d'activité du dernier emploi avant le départ en retraite sur la probabilité de survie des assurés retraités du régime général d'assurance pension.

Cette analyse ne révèle aucune association statistiquement significative entre le secteur d'activité du dernier emploi et la probabilité de décès sur la période étudiée, ni entre cette probabilité et le revenu moyen ayant servi de base au calcul de la pension. Cependant, le genre est un prédicteur statistiquement significatif.

Profils des bénéficiaires de l'allocation de vie chère au Luxembourg | Question **2471** (17/06/2025) de **M. Georges Engel** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Aarmut huet vill Gesiichter. Persounen, déi keng Aarbecht fannen oder opgrond vun engem Handicap oder enger Erkrankung net schaffen kënnen, Elengerzéiender a Famille mat méi Kanner, déi trotz enger fester Aarbechtsplaz mat den héije Liewenskäschte kämpfen, Persounen mat Migratiounshannergrond, eeler Leit oder Kanner – de Risk, an d'Aarmut ze rutschen, ass fir all dës Persounengruppe ganz reell zu Lëtzebuerg.

Fir dass d'Politick d'Aarmut geziilt bekämpfe kann ass et wichteg, méiglechst vill Informatiounen iwwert d'Liewensemstänn vun deene Leit ze hunn, déi engem besonnesch héijen Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Zu Lëtzebuerg sinn dat bspw. ënnert anerem d'Beneficiär vum der Allocation de vie chère (AVC).

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil follgend Froen stellen:

1. Wéi vill Beneficiär vum der AVC kréien dës Hëllef automatesch ausbezuel, well se och de REVIS bezéien? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

2. Wéi vill Leit, déi d'AVC kréien, bezéien och Kannergeld? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

3. Wéi vill Leit, déi d'AVC kréien, bezéien och den RPGH? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

4. Wéi vill Leit, déi d'AVC kréien, profitéieren och vun enger Loyerssubventioun? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

5. Wéi vill Leit, déi d'AVC kréien, hunn och e Revenu aus enger Aarbecht? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

6. Wéi vill Leit, déi d'AVC kréien, kréien och eng Altersrent ausbezuel? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

7. Wéi vill Leit, déi d'AVC kréien, kréien och eng Invaliditént ausbezuel? Wéi vill mécht dat par rapport zu der Gesamtzuel u Beneficiär vum der AVC aus? Wéi gesinn dës Zuelen opgeschlëselt op déi lescht 5 Joer aus?

Réponse (02/09/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Fir den Exercice 2025 hu Stand 1. Juli 2025 25.013 Persounen, déi de REVIS kruten, d'Allocation de vie chère automatesch ausbezuelt kritt. Dat entsprécht 55,49 % vun all de Leit, déi dësen Exercice d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm schonn accordéiert kritt hunn. Et muss een allerdéngs ënnersträichen, dass nach bis den 31. Dezember 2.025 Demanden eragereecht kënne ginn.

Et gëtt keng Zuele fir déi lescht Joer, well dësen Automatismus eréischt den 1. Januar 2025 agefouert gouf.

ad 2. Tablo [↑]

ad 3. Tablo [↑]

ad 4. Dës Informatioun gëtt net vum Fonds national de solidarité erhuewen. Am Kader vun der Bekämpfung vum Non-recours vun de Sozialleeschunge gëtt et allerdéngs Beméiungen, weider Synergien tëscht de concernéierte Ministère ze schafen an den Zougang zu de finanziellen Hëllefren ze vereinfachen. Ee wichtige Schrëtt an déi Richtung ass notament d'Schafe vun engem Guichet social, wou d'Leit all d'Informatiounen zu den existente Hëllefren op enger Plaz kënne fannen, inklusiv engem Simulateur fir erauszefannen, fir wéi eng Aidë si eligibel kéinte sinn.

ad 5. Tablo [↑]

ad 6. a 7. D'Invalidierten, d'Altersrenten an d'Iwwerliewensrente gi vum FNS beim Traitement vun den Allocation-de-vie-chère-Dossieren net separat erfaasst. [↑]

Vagues de chaleur | Question **2482** (18/06/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Temperaturen, déi wäit iwwer 30 Grad Celsius klammen, sinn an de leschte Jore keng Seelenheet méi hei zu Lëtzebuerg a wäerten och an Zukunft ëmmer méi dacks virkommen. Virun allem a gréissere Stied geet duerch de „Wärmeineleffekt“ de Risiko fir grouss Hëtzt an d'Luucht. Dësen Effekt ka virun allem duerch méi Begréngung op verschidde Plazen hëllefren; méi Schiet, méi kal Loft a besser Loftzirkulatioun. Zousätzlech kënnen och duerch verschidde Baumaterialien an duerch d'Ausrichtung vun de Gebaier d'Temperaturen nowieslech reduzéiert ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi gutt sinn eis Stied hei zu Lëtzebuerg op Hëtztwelle virbereet?

2. Wat ass geplangt, fir d'Begréngung vun eise Stied an d'Luucht ze setzen?

3. Wat fir Mesurë plangt den Här Minister ze huele bzw. si scho geholl ginn, fir eis Stied besser virun Hëtztwellen ze schützen?

Réponse (02/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Konsequenze vum Klimawandel weise sech haut scho weltwäit an och zu Lëtzebuerg. Wéinst dem Klimawandel ginn Hëtztwelle méi heefeg, méi laang a méi intensiv. Hëtztwelle kënnen d'Gesondheet vun de Leit impaktéieren. Den zukünftege Plan national santé environnementale, deen aktuell vum Service santé environnementale vum Gesondheitsministère ausgeschafft gëtt, wéi och déi national

Klima-Adaptatiounsstrategie (Projet de stratégie et plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg (2025–2035)) vum Ëmweltministère, befaasse sech dowéinst och mat den Aspekter vum urbanen Aménagement an der Reduktioun vun den Hëtztinselen (Îlots de chaleur). Dës Moossname si wichteg am Kontext vum Klimawandel an de potentiellen Auswierkungen op d'mënschlech Gesondheet.

D'Begréngung am urbane Raum ass allgemeng eng vun deene wichtegste Moossnamen, fir sech an de Stied op Hëtztwelle virzubereeden. D'Vegetatioun dréit dozou bäi, Schiet ze spenden an d'Loft duerch d'Evapotranspiratioun ofzekillen. D'Uplanze vu Beem, déi genuch Plaz hunn, fir hir Wuerzelen ze entwéckelen an doduerch eng grouss Bamkroun kënne bilden, schafft vill Schiet a reduzéiert lokal d'Temperaturen. Och d'Begréngung vun de Gebaier hëllef, fir d'Temperatur ze reduzéieren, sief et duerch ee grénge Daach oder eng vegetaliséert Fassad.

An de Stied gëtt et vill versigelt Flächen, déi een anescht gestalte kann, ouni datt si doduerch hir Funktioun verléieren. Parkplaze kënnen zum Beispill entsigelt ginn an duerch vegetaliséert a waasserduerchlässege Parkplazen ersat ginn. D'selwecht kënnen och z. B. Schoulhaff begrängt ginn.

Eng weider Moossnam ass et, fir d'Reewaasser an den Uertschafte besser ze geréieren. Doduerch, datt ee Reewaasser infiltréiere léisst, entstet méi gréng Flächen, déi sech net esou staark opwiermen. De sougenannte „Schwammstadt“-Prinzip kann esouwuel bei Hëtzt wéi och bei der Reduzéierung vun Iwwerschwemmungen hëllefren.

Gréng- a Frëschloftkorridore bei an den Agglomeratiounen si vu grousser Wichtegkeet, fir och d'Klimabannen an den Uertschaften a besonnesch an de Stied agreabel ze halen.

Während den Hëtztwellen ass et och wichteg, datt een dofir suergt, datt d'Temperatur an de Gebaier an Haiser esou niddreg wéi méiglech bleift. D'Renovatioun an d'Isoléierung vun de Gebaier ass eng ganz wichteg Moossnam, déi d'Privatleit a Gemenge kënnen ëmsetzen. Eng thermesch Isolatioun hëllef, fir d'Gebaier am Summer kill ze halen, a gläichzäitig hält se am Winter d'Hëtzt dobannen. Doduerch spuert ee Stroum a Käschen. D'Renovatioun vun Haiser gëtt vum Ëmweltministère subventionéiert duerch d'Klimabonus-Primmen. Och d'Gemenge gi vum Staat ënnerstëtzt, fir ëffentlech Gebaier ze renovéieren.

Den Ëmweltministère bitt de Gemengen an all dëse Beräicher eng ganz Partie Finanzéierungsméiglechkeeten: Klimabonus-Primmen, Naturpakt, Klimapakt, Appels à projets „Méi Natur an eise Stied an Dierfer“ asw. (cf. Äntwert op d'Fro 2).

Verschidde Gemenge sinn an de leschte Joren aktiv ginn, fir sech op d'Impakter vum Klimawandel unzepassen, dorënner och Hëtztwellen. Als gutt Beispill kann een d'Gemengen aus dem ProSud erwänen, déi rezent eng bioklimatesch Etüd fir déi ganz Region verëffentlecht hunn. Dës Aarbecht huet vill Informatiounen geliwwert, wéi z. B. d'Identifikatioun vu vulnerabele Plaze fir Hëtztinselen. Dës Informatiounen kënnen d'Gemengen elo benotzen, fir urbanistesche Ännerungen ëmzesetzen. D'Gemeng Esch-Uelzecht huet zum Beispill ee lokale „Resilienzplang“ ugeholl an ee „Resilienz Manager“ agestallt.

ad 2. Fir d'Gemenge bei der Begréngung ze ënnerstëtzen, huet den Ëmweltministère den Appel à projets „Méi Natur an eise Stied an Dierfer“ [↑] lancéiert. An deem Kader kënne Gemenge Projeten areeche, fir ëffentlech Plazen ze entsigelen an ze begrénge.

Dës Projekte kënnen bis zu 500.000 € vum Ëmweltministère cofinanzéiert ginn. Dësen Appell gëtt all Joer widderholl an an deem Kader hu bis elo schonn 12 konkret Projeten eng Finanzéierung zougesprach kritt. Well dës Thematik ëmmer méi wichteg gëtt, huet den Ëmweltministère de Budget erhéicht, an dëst Joer wäerten nees op d'mannst 12 weider Projeten ee Subsid vu bis zu 500.000 € kënne kréien. Hei sollen dës Kéier ëffentlech Plazen, Schoulhaff an ëffentlech Parkingen entsigelt a begrängt ginn.

Iwwert den Naturpakt [↑] ginn d'Gemengen incitéiert, naturno Begréngung am urbane Raum an d'Luucht ze setzen, och fir hir Resilienz géint de Klimawandel ze erhéien, duerch z. B. Krittäre wéi dem Undeel vu geschützte Biotopen am urbane Raum, dem Undeel vum Couvert boisé am urbane Raum, der ökologescher Gestiou vun naturnoe Gréngflächen oder dem Undeel u Gemengegebaier, déi e vegetaliséerten Daach oder eng vegetaliséert Fassad hunn asw.

Doriwwer eraus beroden d'Naturpakt-Beroder an d'biologesch Statiounen hir Gemengen, fir Hecken a Beem am urbane Raum ze setzen, an hir Gréngfläche méi naturno ze gestalten an ze ënnerhalen. Et gi Formatiounen a Sensibiliséierung vum de Gemengeresponsabel an Techniker organiséiert, fir Beem net just ze setzen, mee se och esou ze setzen, datt se hir Funktiounen kënne maximal erfëllen a laang erhalen bleiwen.

Iwwert de Klimapakt [↑] ginn d'Gemengen och motivéiert an ënnerstëtzt, fir sech un de Klimawandel unzepassen. Verschidde Moossnamen aus dem Katalog si spezifesch fir d'Upassung virgesinn, an et ass och eng thematesch Zertifikatioun agefouert ginn, wou d'Gemengen eng Auszeechnung kréie kënnen, well se eng Partie Moossnamen ëmgesat hunn an deem Beräich.

All dës a weider Mesurë stinn och am Projet vun der Klima-Adaptatiounsstrategie [↑]: Projet de stratégie et plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg (2025–2035) (cf. Äntwert op d'Fro 3).

ad 3. All déi uewe genannte Moossname befanne sech an der nationaler Klima-Adaptatiounsstrategie. Den Ëmweltministère schafft aktuell en enger neier Strategie an en engem konkreten Aktionsplang fir d'Period 2025–2035. Am Februar 2025 gouf ee Projet virgestallt mat 131 konkrete Moossnamen, fir sech op déi negativ Konsequenze vum Klimawandel virzubereeden.

Well et wichteg ass, Klimaschutz zesumme mat de Leit ze maachen, gouf vu Februar bis Mee eng ëffentlech Consultatioun organiséiert. Insgesamt goufe 7 thematesch Workshoppen a 5 Bierger-Öwender organiséiert, wou méi wéi 500 Leit aus alle Beräicher (privat an ëffentlech) aktiv matgeschafft an hir konkret Iddie formuléiert hunn. Ënner anerem war d'Bekämpfung vun Hëtztwelle reegelméisseg ugeschwat ginn. Dës wäertvoll Aarbecht gëtt momentan ausgewäert.

D'Klima-Adaptatiounsstrategie soll an engem nächste Schrëtt vum Regierungsrot no der Rentrée ugeholl ginn. Well déi negativ Konsequenze vum Klimawandel all Beräicher impaktéieren, wäerten si Moossnamen an alle Beräicher virgesinn an dëst Dokument wäert vun der ganzer Regierung an de jeeweilege Ministère ëmgesat ginn.

Et ass och wichteg, an deem Kontext de Projet de loi n° 8449 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ze erwänen, deen ech am Oktober d'lescht Joer an der Chamber deposéiert hunn. Mat deem Projet schreiwe mir fir d'éischte Kéier verbindlech an e Gesetz, datt PAP nouveaux

quartiers vun enger Surface vun op d'mannst 20 Ar aus 10 % Gréngfläch mussen bestoen. Zu dëser Gréngfläch sollen notament déi uewe genannte Begrëngungsmossname vum ëffentlechen Raum zielen. Doriwwer eraus wëlle mir duerch dëse Projet de loi de Couvert boisé urbain stäerken an ausbauen, grad ewéi och kommunal Flächepoolen aféieren, fir datt dat wat zerstéiert gëtt esou no ewéi méiglech um Lieu d'intervention ka kompenséiert ginn an esou de Gemengen an hire Bierger zegutt kënn.

Soutien aux jeunes issus de foyers durant leurs études supérieures | Question 2484 (19/06/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénx)

Lorsque de jeunes mineurs sont placés ou accueillis dans un foyer, ils n'habitent plus chez leurs parents biologiques : leur adresse officielle devient celle du foyer. Ce qui selon mes informations peut poser problème plus tard, lorsqu'ils souhaitent aller à l'université et logent ailleurs dans le cadre de leurs études : ils perdent alors leur place au foyer car ils sont considérés comme autonomes, et n'ont plus de lieu où rentrer pendant les weekends ou les vacances le temps de leurs études.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comme les études sont une phase de transition importante et que des jeunes ayant grandi dans un foyer pourraient bénéficier psychologiquement d'un soutien matériel et psychologique prolongé pendant leurs études, Monsieur le Ministre envisage-t-il de garantir à ces jeunes un lieu d'attache et une adresse luxembourgeoise fixe en dehors de leur logement étudiant ? Dans la négative, pourquoi pas ?

2) Pourrait-il préciser si l'État a déjà mis en place certaines mesures d'accompagnement, formelles ou informelles, pour de jeunes adultes ayant grandi dans un foyer et qui se sont engagés dans des études ? Dans l'affirmative, pourrait-il détailler lesquelles ? Dans la négative, pourrait-il expliquer pourquoi ?

3) Dans le cas où une jeune adulte luxembourgeoise précédemment placée dans un foyer (et qui a dû rompre les liens qui la rattachent à sa famille) déménage à l'étranger pour ses études, y a-t-il un dispositif prévu pour qu'elle puisse tout de même parfois rentrer au Luxembourg ?

4) Dans le cas où un tel dispositif ne serait pas prévu et que son adresse serait alors à l'étranger, il deviendrait impossible à cette étudiante de demander des aides financières de l'État pour ses études supérieures car il faut résider au Luxembourg pour le faire. Monsieur le Ministre voit-il ici matière à amélioration ?

Réponse (04/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Un lieu d'attache et une adresse luxembourgeoise fixe peuvent être proposés à des jeunes poursuivant des études à l'étranger. Ce service est offert par le Service national de la jeunesse (SNJ) à travers la structure Maison Eisenborn (www.maison-eisenborn.lu).

Cette structure permet aux étudiants résidant temporairement à l'étranger de conserver une adresse administrative au Luxembourg. L'offre comprend :

- la mise à disposition d'une adresse administrative luxembourgeoise stable ;
- des chambres réservées pour des séjours occasionnels ;

- la possibilité de stockage des affaires personnelles ;
- une boîte aux lettres ;
- un soutien administratif ;
- un accompagnement en fonction des besoins du jeune.

À noter que les jeunes peuvent conserver leur adresse de référence jusqu'à six mois après la fin de leurs études.

ad 2) Dans le cadre de la structure Maison Eisenborn du SNJ, une formule de logement autonome est proposée. Les jeunes peuvent y établir leur adresse de référence. Lors de leurs séjours au Luxembourg, par exemple pendant les vacances ou pour effectuer un stage dans le cadre de leurs études, ils y vivent de manière indépendante tout en pouvant bénéficier, sur rendez-vous, du soutien d'un agent éducatif référent.

Une collaboration étroite avec l'office social de la commune de Junglinster complète ce dispositif, afin de garantir un accompagnement adapté aux besoins des jeunes.

Le dispositif vise à garantir un ancrage administratif et relationnel au Luxembourg afin de soutenir la réussite du parcours d'études à l'étranger ainsi que de faciliter leur retour et leur insertion professionnelle et sociale.

Actuellement plus de 60 jeunes bénéficient de cette offre. À noter que, dans le cadre du réaménagement d'une partie de la Maison Eisenborn, la capacité d'accueil sera augmentée.

ad 3) Au sein de la Maison Eisenborn du SNJ, trois chambres sont en permanence réservées aux jeunes poursuivant des études à l'étranger.

ad 4) Vu qu'un dispositif existe, la question ne se pose pas.

Financement des ONG au Luxembourg | Question 2517 (25/06/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon un rapport de la Cour des comptes européenne, le financement accordé par la Commission européenne aux organisations non gouvernementales (ONG) manque de transparence. Selon la Cour des comptes européenne, l'information sur les financements européens des ONG actives dans les politiques internes des Vingt-Sept reste imprécise et incomplète. La Commission européenne n'a pas correctement divulgué certaines activités de sensibilisation financées, telles que du lobbying. Ce rapport a déclenché un débat sur la transparence du financement public des ONG dans de nombreux États-membres de l'UE, dont nos pays voisins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Le Gouvernement entend-il se pencher sur la transparence du financement des ONG au Luxembourg ?
- Le cas échéant, le Gouvernement réfléchit-il à introduire des critères de transparence pour les ONG qui reçoivent des deniers publics ?
- Le Gouvernement entend-il créer un registre de transparence des ONG qui renseigne sur leur source de financement ?

Réponse (05/09/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Il est rappelé qu'en ce qui concerne les associations sans but lucratif et les fondations en général, la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations (ci-après la « loi du 7 août 2023 » ou « la

nouvelle loi ») a introduit un nouveau régime comptable applicable aux associations sans but lucratif (ci-après « ASBL » ou « associations ») et aux fondations.

Les fondations étaient déjà soumises sous le régime de l'ancienne loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique à l'obligation de déposer leurs comptes annuels auprès du registre de commerce et des sociétés (RCS) où ils peuvent être consultés par le public. La loi du 7 août 2023 a dans ce domaine eu pour principale effet d'étendre l'obligation de dépôt des comptes auprès du RCS à l'ensemble des ASBL.

Un règlement grand-ducal du 17 février 2025 établissant l'annexe à joindre aux documents comptables annuels des associations sans but lucratif est venu compléter le cadre législatif en arrêtant le contenu de l'annexe à joindre aux comptes donnant quelques informations globales supplémentaires telles que par exemple le pourcentage des transferts de fonds vers les autres pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen et en dehors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen.

Ces mesures commenceront à s'appliquer pour la plupart des ASBL à l'exercice commençant au 1^{er} janvier 2026, de sorte que les dépôts consécutifs interviendront pour la première fois en 2027.

Pour plus de détails à ce sujet, il peut être utile de consulter le site Internet myasbl.lu.

Il est également rappelé que les ASBL et les fondations sont dans l'obligation d'inscrire leurs bénéficiaires effectifs au Registre des bénéficiaires effectifs en application de la loi modifiée du 19 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs.

Avant de pouvoir bénéficier de subventions publiques, les ONG actives dans la coopération au développement doivent, quant à elles, obtenir un agrément. Cette procédure repose sur des critères stricts.

Dans le cadre de son approche fondée sur les risques, le Gouvernement a instauré des procédures ciblées visant à assurer une surveillance renforcée et à promouvoir la transparence des ONG agréées. Il recueille des informations détaillées sur la structure de leur financement, la répartition de leurs dépenses annuelles, ainsi que sur leurs pratiques en matière de transparence financière et de gouvernance. Il analyse également la répartition géographique du financement du Gouvernement pour les projets de développement, ainsi que la part consacrée aux activités de sensibilisation et d'éducation au développement (SENS/ED). Ces données permettent de s'assurer de l'utilisation responsable des fonds publics et de promouvoir les bonnes pratiques au sein du secteur.

Mise en œuvre des normes d'accessibilité dans l'espace public | Question 2523 (26/06/2025) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

De 7. Januar 2022 gouf an der Chamber d'Gesetz fir eenheetlech Krittäre fir een handicapgerechten Accès zu ëffentlechen Gebaier, ëffentlechen Plazen a Stroossen gestëmmt. D'Zil vun dësem Gesetz ass et, d'Accessibilitéit an d'Mobilitéit vun all Bierger ze garantéieren, besonnesch vu Persounen mat enger Behënnerung, fir datt si sech autonom, sécher a komfortabel am ëffentlechen Raum beweegen kënnen. D'Reegele gëlle fir nei Konstruktiounen, mee och fir Modifikatiounen a Moderniséierungen vu bestoenden Infrastrukturen. An dësem Kontext spillt och de „Vademecum à l'usage des architectes et ingénieurs-conseils pour la mise en accessibilité des lieux ouverts au public et des voies publiques“, vum Oktober 2022 vum Ministère de la

Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, eng wichteg Roll, well e konkreet Richtlinn fir d'Ëmsetzung vun der Accessibilitéit definéiert.

Niewent der Accessibilitéit vun de Gebaier, kënn dem ëffentleche Raum eng besonnesch Bedeitung zou. Besonnesch fir Leit mat enger visueller Aschränkung ass d'Bewegung an urbanen Zonen ouni oder mat wéineg Verkéier vu grousser Wichtigkeet.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froe betreffend d'Zones de rencontre, d'Foussgängerzonen an d'ëffentlech Plazen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil stellen:

1. Geet et an enger Zone de rencontre, wou keng Trottoiren existéieren an de Stroosseraum vu jidderengem gedeelt gëtt, duer, wann d'Adaptatiounen vun de Marquagë fir Persounen mat enger visueller Behënnerung op de Kräizungen a bei den Zougäng an dëser Zon gemaach ginn – oder musse keng taktill Placken agebaut ginn?

2. Wéi eng konkreet Reegelen gëllen am Beräich vun den taktill Placke fir eng Foussgängerzon a fir ëffentlech Plazen?

3. Bis wéini hunn d'Gemengen nach Zäit, fir hir ëffentlech Stroosseräim no de Reegelen vum Gesetz unzepassen?

4. Ween ass en charge vun der Kontrolle vun de baulechen Upassungen am ëffentlechen an am private Beräich?

5. Gesäit de Minister nach eng Informatiounscampagne fir all Bauträger vir?

Réponse (01/09/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 viséiert den Neibau oder gréisser Ëmbaute vum ëffentleche Stroosseraum, an net de Bestand vun de Voies publiques.

De Règlement grand-ducal du 8 février 2023 relatif à l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public et des voies publiques schreift net spezifesch vir, dass Leitlinn musse benotzt ginn, just, dass wann der benotzt ginn, dës der am Règlement beschriwwener Norm entspreche mussen. E Grondprinzip vum enger Féierung fir Persounen mat enger visueller Beanträchtiigung ass awer, dass dës duerchgeend garantéiert ass an net nëmme punktuell.

Leitlinn sinn awer en règle générale déi manner gutt Léisung. Architektonesche Elementer ewéi eng Mauer, eng Fassad oder den taktill Kontrast tëschent engem Makadam an enger Wiss sinn an der Reegel mam Bengel vill méi liicht ze erfassen ewéi 5 mm héich Noppen oder Linnen.

ad 2. Déi konkreet Reegelen, déi am Beräich vun den taktill Placke gëllen, ginn am Artikel 22 „Système de guidage tactile“ vum Règlement grand-ducal du 8 février 2023 relatif à l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public et des voies publiques beschriwwen.

Fir en Zougang zu konforme Materialien ze garantéieren, entspreche déi opgefouert Reegelen der däitscher DIN 32984 „Bodenindikatoren im öffentlichen Raum“. D'Gesetz erlaabt grondsätzlech awer ëmmer eng Solution d'effet équivalent. Dës heescht, dass all Léisung ka gebraucht ginn, déi et erméiglecht, d'Ufuerderungen ze erfëllen, andeems aner Mëttel wéi déi, déi am Gesetz an an de Règlementen virgesi sinn, kënnen benotzt ginn, soulaang d'Féierung fir Persounen mat enger visueller Beanträchtiigung garantéiert ass.

ad 3. Wéi virdrun erkläert, ass de Bestand vum ëffentleche Stroosseraum net vum Accessibilitéitsgesetz

betraff, mee eréischt wann et sech ëm en Neibau oder gréisser Ëmbauten handelt. Als solches brauch den am Gesetz als „voie publique“ opgefouerte Stroosseraum net ugepasst ze ginn.

ad 4. D'Kontroll vun de baulechen Upassungen ass garantéiert duerch e „Certificat de conformité des exigences d'accessibilité“, dee vun engem Contrôleur technique en accessibilité ausgestellt gëtt. An enger éischter Phas als „Certificat de conformité des plans“, dee bei der Baugeneemegung muss bäileien an, an enger zweeter Phas, als „Certificat de conformité des travaux“, wann d'Aarbechten ofgeschloss sinn.

ad 5. Reegelméisseg Informatiounscampagnë goufen a gi weiderhin organiséiert. Zesumme mam OAI ginn Erfahrungswärter a Beispiller vu „good practices“ an engem Vademecum vum OAI zesummegesat.

Cibléiert Informatiounscampagnë fir divers Beräicher vum ëffentleche Liewe goufen a ginn och weiderhin no an no organiséiert, fir op déi verschidden Terminer a Fristen opmierksam ze maachen. Des Weidere sinn um Internetsite www.accessibilite.lu all déi relevant Informatiounen ze fannen.

Service de bilan écologique simplifié et gratuit | Question 2529 (26/06/2025) de M. Alex Donnersbach (CSV)

Am Avis vun der Chambre de Commerce betreffend de Projet de loi n° 8525 modifiant l'article 82 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelle gouf drop higewisen, dass et zwar offiziell e „service de bilan écologique simplifié et gratuit“ gëtt, den d'Administration de la nature et des forêts (ANF) proposéiert, dës Service awer a Praxis wéineg bekannt ass an d'Porteure vu klengen Projete reegelméisseg trotzdem op privat Bureaux d'études verweise ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Kann de Minister erklären, wéi genau d'Prozedur ausgesäit, fir Zougang zu dësem vereinfachten a gratisen Service vun der ANF ze kréien?

2. Wéi vill Projeten hu konkreet an der leschte fënnf Joer vun dësem Service profitéiert?

– Kann de Minister déi Zuelen no Projetyypen oder Gréisstekategorië verdeelen?

3. Sinn dem Minister konkreet Beispiller bekannt, wou Porteure vu klengen Projeten, trotz der Existenz vun dësem Service, awer hu misse privat Studie bezuelen? Wa jo, wéi kann sech de Minister dat erklären?

4. Ass geplangt, d'Informatiounen iwwert dës Service méi breet a méi verständlech ze kommunizéieren, besonnesch a Richtung kleng a mëttelgrouss Entreprises oder Privatleit?

5. Ass de Minister bereet, d'Accessibilitéit an d'Konditiounen vun dësem Service nozekucken an eventuell unzepassen, sou wéi d'Chambre de Commerce et recommandéiert huet?

Réponse (15/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir Zougang zum gratisen Service fir d'Erstelle vun Ekobilanzen ze kréien, kann sech all ëffentlechen oder private Bauhär informell un de Service Compensation vun der Naturverwaltung wenden – entweder per Mail iwwer ecopoints@anf.etat.lu oder per Telefon. Zur Erstellung vun enger Ekobilanz brauchen d'Agenten vum Service folgend Informatiounen:

– Nummer vun der concernéierter Kadasterparzell,

– Beschreiwung vum Bauprojet (fir festzestellen wat fir Vegetatioun a Biotope vum Bauprojet impaktéiert ginn),

– Lëscht un „in situ“-Kompensatiounen, déi am Projet ëmgasat ginn.

D'Naturverwaltung analyséiert op dëser Basis de Projet a kann eng Ekobilanz erstellen, wann d'Envergure vum Projet kleng ass. D'Agenten vun der Naturverwaltung maachen dann op dem Terrain eng Bestandsopnam vun de Biotopen, déi op der Plaz existéieren iert de Bauprojet uleef, an erstellen d'Ekobilanz anhand vun der standardiséierter Applikatioun EcoPoints.

De Bauhär muss da just nach déi Ekopunkten, déi nach ausstinn, iwwert eng sougenannten Taxe de remboursement abzuuelen.

ad 2. Tëscht 2020 a 2024 goufen am Ganze 485 Ekobilanzen bei der Naturverwaltung ugefrot. ↑

– Vun alle realiséierten Ekobilanzen tëscht 2020 an 2024, waren déi gréisst Demandeur d'Gemenge mat 44 %, dono Privatleit a privat Bauhären, déi 43 % vun allen Demanden ausmaachen. 8 % vun den Demandë goufe vum Staat gestallt a 5 % vum Gemengesyndikater. ↑

ad 3. Wann de Service Compensation kontaktéiert gëtt, fir eng Ekobilanz ze erstellen, prüft dës, ob d'Envergure vum Projet kleng ass an och ob seelen, geschützten Déieren oder Planzenaarte vum Bauprojet betraff sinn. D'Naturschutzgesetz vum 2018 gesäit zwee Ausgläichsmechanisme vir. Wa geschützte Biotopen zerstéiert ginn, da gräift de klasschesche Prinzip vun der Kompensatioun. Wann awer essenziell wichteg Liewensraim vu seelenen, geschützten Déieren- oder Planzenaarten zerstéiert ginn, musse virgezunnene Ausgläichsmoosnamen, och CEF-Moosname genannt, ëmgasat ginn. Am Géigendeel vun de klasschesche Kompensationsmoosnamen mussen d'CEF-Moosnamen an nächster Géigend zum Agrëff vum Bauhär selwer ëmgasat ginn.

Och wann dës CEF-Moosname kënnen an d'Ekobilanz mat afléissen, ass ee spezialiséiert Bureau vum Bauhär ze kontaktéieren, fir méi cibléiert Etuden ze maache respektiv géeeegent CEF-Moosnamen ze proposéieren.

ad 4. D'Naturverwaltung informéiert reegelméisseg iwwert dës Service, dës am Kader vu Formatiounen an Echangë mat Gemengen, wéi och Bureau d'étuden. Och am alldéeglechen Kontakt mat Privatleit an Entreprisë gëtt d'Informatioun iwwer de Service verbreet. Op der Internet-Säit www.compensation.lu kann een d'Informatioun och fannen.

Gëtt am Kader vun enger Autorisationsprozedur festgestallt, dass ee Biotop betraff ass an eng Ekobilanz muss gemaach ginn, gëtt och anhand vun engem schrëftleche Courier op dës Méiglechkeet opmierksam gemaach falls déi uewe genannte Kritären erfëllt sinn.

Doriwwer eraus gesäit de Projet de loi n° 8449, den d'Naturschutzgesetz ëmännert, vir, dass d'Naturverwaltung fir Projeten, déi eng Surface vu manner ewéi 10 Ar hunn, d'Ekobilanz mécht an dass de Staat d'Fraisene dovunner iwwerhëlt.

Dës wäert zu engem méi breeden Notze vum Service, den d'Naturverwaltung ubitt, féieren.

ad 5. All Bierger kann op dës gratisen Service zougräifen, wann de Projet eng kleng Envergure huet. Dës Service ass also fir jidderengem accessibel. Op Grond dovunner an och op Grond vun de geplangten Adaptatiounen vum Projet de loi n° 8449 ass net virgesinn, e simplifiéierte Formulaire – esou ewéi vun

der Chambre de Commerce gefuerdert – anzeféieren. Wéi heidiwwer ugedeit, wäerten déi geplangten Adaptatiounen vum Projet de loi n° 8449 déi néideg Klärung bréngen.

.....

Mesures contre les nuisances sonores liées au trafic et aux chantiers | Question 2533 (27/06/2025) de Mme Claire Delcourt | Mme Liz Braz (LSAP)

De rezente Rapport, Environmental noise in Europe vun der Europäescher Ëmweltagence (EEA) weist, datt iwwer 112 Milliounen Persounen an Europa enger Kaméidibelaaschtung ausgesat sinn, déi iwwer de Schwellwäerter vun der EU läit. D'Haaptursach dofir bleift de Stroosseverkéier.

Zu Lëtzebuerg geet déi, haaptsächlech Lärmbelaaschtung, op de Stroosseverkéier, d'Eisebunn, d'Aviatioun, d'Industrie an d'Chantieren zeréck. An der Agglomeratioun ronderëm d'Stad Lëtzebuerg si méi wéi 165.000 Persounen dem héije Kaméidi ausgesat. Dëst stellt e konkrete Gesondheitsrisiko fir déi betrafte Leit duer.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Sinn am nationalen Aktiounsplang géint de Kaméidi Moosname virgesinn, fir d'Kaméidibelaaschtung duerch Chantieren – besonnesch während der Nuecht an a Wunngebidd – ze reduzéieren oder besser ze kontrolléieren?

2. Ass d'Regierung gewillt, de Règlement grand-ducal vum 13. Februar 1979 betreffend de Kaméidi ronderëm Chantieren an Etablissementer ze aktualiséieren, fir dësen un déi aktuell technesch Normen a wëssenschaftlech Erkenntnisser unzepassen?

3. Wéi vill Demandë betreffend d'Derogatiounen fir Chantiersaarbechten an der Nuecht, baséiert op den Artikel 6 vum uwee genannte Règlement, goufen an de leschte fënnef Joer agereecht, a wéi vill dovun goufen accordéiert? A wéi enge Situatiounen goufen dës Derogatiounen zougeloo?

4. Plangt d'Regierung, fir op eng generell Manéier d'Vitessen op den Autobunnen respektiv op nationale Stroossen zu bestëmmten Zäiten erfzesetzen? Gëtt et Beméiungen, fir d'Verbreedung vun 30er-Zonen an Uertschaften a Stied virunzedreien?

Réponse (11/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Georges Mischo, Ministere du Travail | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi national Aktiounspläng géint de Kaméidi baséieren op der europäescher Direktiv 2002/49/CE, déi sech spezifesch op de Kaméidi vum Stroosseverkéier, Schinnerverkéier, Flugverkéier an de grouse Betriber bezitt. Dowéinst gëtt an den nationalen Aktiounspläng d'Kaméidibelaaschtung duerch Chantieren net weider thematiséiert. Ganz allgemeng ass ze soen, dass d'Kaméidibelaaschtung duerch d'Chantieren net iwwert déi an der jeeeweileger Gesetzgebung virgeschriwwen Grenzwäerter daerf goen.

Betreffend d'Chantiere vun der Stroossebauverwaltung, esou ginn dës am Reegelfall während dem Dag duerchgefouert. Bei verschiddenen Aarbechten op vill befuerene Stroossen – wéi zum Beispill Autobunnen – souwéi am Fall vun Accidenter oder aner dréngenden Interventiounen, ass et net ze evitéieren, dass Aarbechten och an der Nuecht musse stattfannen. Dëst stellt awer éischter d'Ausnam duer.

ad 2. Aktuell gëtt un enger Revisioun vum genannte Règlement geschafft an dobäi gëtt och gekuckt, inwifern dësen un de leschte Stand vun den Normen an der Wëssenschaft kann ugepasst ginn.

ad 3. Op Basis vum Artikel 6 vum genannte Règlement goufen agereecht: [†]

Am Kader vum Dossier muss den Demandeur eng Motivatioun liwweren, wiesou d'Aarbechten net an der Dagesperiod kënnen gemaach ginn.

90 % vun de Projekte kruten eng Geneemegung. Fir déi aner 10 % ass den Demandeur, jee no Sachlag, informéiert ginn, dass keng Geneemegung néideg ass, well de Projet net ënnert den Artikel 6 vum Kaméidisreglement fält, oder datt d'Ufro ze spéit agereecht an dofir ouni Suite klasséiert ginn ass. En explizitte Refus ass fir keng Demandé ausgesprach ginn.

Ongeféier d'Hallschent vun den Ufroen betrëfft Polieraarbechte vu Bëttonsballen. Dës Schrëtt mécht maner Kaméidi wéi d'Betonéierungsaarbechte selwer, déi zwéngend am Dag musse gemaach ginn. Technesch ass et heiansdo net méiglech, all d'Aarbechte komplett am Dag ofzeschléissen. Déi aner Hallschent vun den Ufroen betrëfft Ënnerhaltsaarbechten op der Autobunn, dem Eisebunnnetz, dem Tram oder den ëffentlechen Kanalisatiouns- an Telekommunikationsnetzwerker, fir déi et essenziell ass, d'Dagesperiod ze evitéieren.

ad 4. D'Vitess op den Autobunnen gëtt net pauschal erfzesat, mee differenziéiert a konsequent un déi jeeeweileg Situatioun ugepasst – dorënner héijen Trafick, erhéicht Ozonwäerter, Accidenter oder bei zousätzleche Spueren fir den ëffentlechen Transport oder de Covoiturage. Dës Moosname ginn am Sënn vun enger optiméierter Verkéiersfluiditéit an der Erhéijung vun der Stroosesecherheet ëmgesat. Op besonnesch staark belasteschte Streckenofschneetter gëlle schonn haut während de Spëttestonnen gezielte Vitesslimitatiounen.

Och bei de kommunale Vitessbestëmmungen begleet a beréit de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten (MMTP) d'Gemenge bei der Ëmsetzung vu Verkéiersberouegungskonzepter. Zu dësem Zweck huet den MMTP ministeriell Richtlinnen ausgeschafft, déi de Gemengen als Basis fir hir Projeten déngen. Mëttlerweil hunn och iwwer 90 % vun de verschiddene Gemengen 30er-Zonen an hire Wunn- a Schoulberäicher agefouert.

Déi rezent Publikatioun „Apaisement de la circulation“¹⁸ beschreift doriwwer eraus och d'Aféierung vun 20er-Zonen a vun der Vitess 30 op verschiddene Staatsstroossen (routes nationales, chemins repris).

Als Ënnerstëtzung offréiert de Ministère Formationen fir d'Gemengepersonal, fir d'Konzepter a Prozeduren fachgerecht ëmzesetzen. Mee och wann den MMTP d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun hire Pläng ënnerstëtzt, sief hei awer betount, dass dës an d'Kompetenz vun der jeeeweileger Gemeng fält an d'Initiativ deemno vun de responsabele Gemenge muss ausgehen.

.....

Développement de l'industrie manufacturière | Question 2536 (30/06/2025) de M. André Bauler (DP)

L'industrie manufacturière a joué et continue à jouer un rôle majeur dans l'évolution économique et sociale de notre pays. Ce développement est également dû à des décisions politiques diverses qui ne concernent pas

seulement la fiscalité, mais également les adaptations progressives du cadre réglementaire et infrastructurel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quels sont les facteurs d'attraction principaux qui ont sensiblement conduit au développement continu et à la diversification de notre industrie manufacturière depuis l'an 2000 ? Existe-t-il une analyse spécifique à ce sujet, laquelle met en évidence l'impact de certaines décisions sur la croissance de ce secteur ? Quels sont les principaux instruments déployés par l'État en vue de soutenir ce processus de diversification et de transformation technologique ?

2) Dans quelle mesure l'État a-t-il favorisé l'encadrement infrastructurel de l'industrie manufacturière ? Autrement dit, quels ont été, depuis le début du siècle, les projets principaux ayant permis d'accompagner au mieux cette industrie afin de moderniser régulièrement son environnement digital et technologique ?

3) Quelles sont les mesures prises depuis le début du millénaire pour attirer davantage de talents innovateurs et spécialisés dans le domaine de l'industrie au sens large du terme ?

4) Comment le poids de l'industrie dans l'économie nationale a-t-il évolué en termes d'emplois, de recettes fiscales et de valeur ajoutée brute depuis 2000 ?

5) Quelles sont les différentes branches de notre industrie manufacturière en distinguant selon les branches traditionnelles et les branches nouvelles ?

6) Finalement, quels sont, selon Monsieur le Ministre, les défis majeurs à relever par l'État afin de pérenniser nos structures industrielles ?

Réponse (01/09/2025) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) et 2) Les débuts de l'industrie luxembourgeoise remontent à la sidérurgie vers le milieu du dix-neuvième siècle. Cette prédominance a ensuite persisté jusqu'au choc pétrolier dans les années 1974-1975.

Dès les années 1960, les responsables politiques ont œuvré à une diversification industrielle, notamment en mettant en œuvre un environnement et des moyens propices à l'investissement. La diversification industrielle a alors favorisé l'émergence d'un deuxième pôle industriel orienté notamment autour de l'industrie de la chimie, du caoutchouc et des matériaux.

Aujourd'hui le pays compte des entreprises industrielles de toutes tailles, souvent nées sur la base d'investissements de capitaux étrangers, dans les branches d'activité les plus diverses et utilisant pour la plupart des technologies de pointe. La diversification industrielle à travers l'implantation de filiales étrangères au Luxembourg est un phénomène de longue date et persistant.

Le Gouvernement mène depuis les alentours du milieu de la première décennie des années 2000 une politique de développement et de diversification active du tissu économique selon une stratégie de « multi-spécialisation », ayant pour objectif de développer divers secteurs économiques et de diversifier l'économie du pays qui repose largement sur le secteur financier, qui reste le pilier économique prépondérant.

Cette stratégie de multi-spécialisation, maintenue jusqu'aujourd'hui dans ses grandes orientations, se caractérise par une attention particulière envers des secteurs prioritaires surtout axés sur les nouvelles technologies et vers l'exportation : les technologies de l'information et des communications, avec un rôle de plus en plus affirmé des données et de l'IA, les

¹⁸ <https://transports.public.lu/fr/planifier/outils/apaisement.html>



technologies de la santé, les écotéchnologies, les technologies de l'espace et la logistique. Ces secteurs prioritaires sont axés autour des avantages compétitifs du pays et de pôles de compétence à forte valeur ajoutée, ainsi que liés à la compétence et au savoir-faire existant.

L'accord de coalition actuel réitère que le Gouvernement stimulera la diversification économique du pays, afin de créer, voire de renforcer, des écosystèmes intégrés dans les secteurs prioritaires, à savoir la logistique, les technologies de santé, le cleantech, l'espace et l'économie des données y compris le domaine de l'intelligence artificielle.

Les leviers du Luxembourg en matière de diversification économique et donc également de diversification du secteur de l'industrie sont :

- les différentes aides publiques (aides à l'investissement, aides à la recherche, au développement et à l'innovation, aides à la protection de l'environnement...) dans le respect de l'encadrement communautaire des aides d'État et adaptées à l'environnement économique et aux défis de l'industrie au fil des années ;
- les terrains, dans les différents types de zones d'activités économiques, ainsi que le développement et l'encadrement de ces zones d'activités ;
- les infrastructures (accès aux réseaux et connectivité digitale, centres de recherche, centre de données et capacités de calcul, réseau de transport...) ;
- la réglementation (régimes d'aides adaptés au cadre communautaire, réglementation relative aux autorisations, encadrement de l'environnement économique national et européen...) ;
- l'animation de l'environnement économique (grâce aux stratégies de promotion, à des clusters et campus dédiés, à des entités publiques de support telles que Luxinnovation, à des comités de concertation) ;
- la coordination (entre les différents acteurs impliqués dans le suivi, l'implantation et le développement des entreprises, notamment au sein du Haut comité pour l'industrie et du comité de conjoncture).

En ce qui concerne le secteur industriel manufacturier traditionnel au Luxembourg, tout comme dans une large majorité des États membres de l'UE, la part de l'industrie manufacturière dans le total de la valeur ajoutée brute a diminué au fil des années. Ce recul relatif est surtout dû à une croissance plus importante des services, avec la tertiarisation de l'économie. Par contre, en chiffres absolus, contrairement à la situation dans d'autres États membres de l'UE, l'industrie manufacturière reste assez stable au Luxembourg, plus de précisions à ce sujet sont données dans la réponse à la question 4.

Aujourd'hui, dans un contexte de transition énergétique, les investissements que le Gouvernement souhaite soutenir et voir accélérer dans les domaines de l'industrie concernent le développement des énergies renouvelables et les projets de décarbonation. La politique énergétique et les aides à l'investissement et à la R&D actuellement en vigueur vont en ce sens. L'accord de coalition reconnaît explicitement l'importance de l'industrie pour le Luxembourg et mise plus particulièrement sur les efforts de décarbonisation et de digitalisation des processus de production.

Le Gouvernement soutient également la politique de l'Union européenne visant à soutenir et renforcer la compétitivité de l'industrie européenne par rapport à la concurrence mondiale.

En outre, le Ministère de l'Économie anime et coordonne les travaux du Haut comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'industrie au Luxembourg (HCI) en vue d'améliorer l'environnement des affaires pour les entreprises manufacturières.

Instauré en 2013 afin d'orienter et de coordonner les choix et actions gouvernementales affectant le secteur industriel au Luxembourg, ce comité permet un échange entre des représentants du monde industriel luxembourgeois et les ministres concernés. L'objectif est de préserver le tissu industriel existant tout en créant un environnement propice à l'implantation et au développement de nouvelles activités.

De plus, le Digital Innovation Hub pour l'industrie 4.0, initié par le Ministère de l'Économie et géré par Luxinnovation, propose différents services aux industries dans le but de contribuer à leur transformation digitale : mise en réseau, formation, conseil, accompagnement des investissements, etc.

ad 3) La situation du Luxembourg au cœur de la Grande Région a été un atout essentiel pour permettre à l'industrie du pays de recruter dans une zone élargie la main d'œuvre nécessaire à son activité au cours des dernières décennies. Cette position stratégique au cœur de l'Europe reste aujourd'hui un atout essentiel.

Au-delà, pour attirer les talents nécessaires au développement économique du pays, le Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents impliquant tous les départements ministériels concernés a été mis en place.

L'action gouvernementale en matière d'attraction, de rétention et de développement de talents est guidée par 6 axes stratégiques :

- améliorer la disponibilité des données et des statistiques pour mieux prendre des décisions et orienter les actions ;
- promouvoir le Luxembourg comme « Talent Hub » ;
- faciliter l'accueil des talents internationaux ;
- faciliter l'accès au travail des frontaliers ;
- améliorer le vivre-ensemble pour les nouveaux arrivants et favoriser la rétention de talents ;
- favoriser le développement des talents.

ad 4) Le poids de l'industrie manufacturière dans l'ensemble du tissu économique luxembourgeois a sensiblement diminué depuis 2000. Les chiffres qui suivent et illustrent ceci sont basés sur les données de comptabilité nationale du Statec.

En termes de valeur ajoutée, la part de l'industrie manufacturière dans l'économie totale est passée de 11 % en 2000 à environ 4 % en 2024. Parmi les pays de la zone euro, le Luxembourg est celui où cette part est la plus faible, ce qui était cependant déjà le cas au début des années 2000. Néanmoins, la part de l'industrie manufacturière tend à diminuer dans l'ensemble des pays de la zone euro sur cette même période, à l'exception de l'Irlande, où la valeur ajoutée de l'industrie est très largement gonflée sur les dernières années par des distorsions statistiques liées aux activités des multinationales.

En termes d'emplois, la part de l'industrie manufacturière dans l'économie luxembourgeoise est passée d'environ 13 % en 2000 à quelque 6 % en 2024. Les effectifs en nombres absolus de cette branche sont cependant très comparables entre ces deux années, de l'ordre de 38.000 personnes. C'est donc l'évolution beaucoup plus dynamique de l'emploi dans les autres branches qui explique la baisse de la part relative de l'industrie manufacturière sur cette période et ce même constat s'applique pour la valeur ajoutée.

En outre, l'évolution du classement des principaux employeurs du pays peut être intéressant à observer. Le classement le plus actuel, représentant la situation au 1^{er} janvier 2025¹⁹ fait état de deux grands acteurs

industriels dans le top 10, le groupe ArcelorMittal avec 3.520 salariés et Goodyear Dunlop Tires Operations SA avec 3.390 salariés. Même si la position précise de ces deux acteurs dans ce classement statistique a varié au fil des années, il est intéressant d'observer que ces deux acteurs industriels figurent en permanence dans le top 10 (depuis 2003, année jusqu'à laquelle le classement est disponible en ligne)²⁰. En outre, plus d'acteurs industriels apparaissent au classement si on étend celui-ci au top 20 ou au top 50.

En matière de recettes fiscales de l'industrie manufacturière, le tableau ci-dessous donne un aperçu :

ad 5) La distinction entre branches traditionnelles et branches nouvelles de l'industrie n'existe pas en tant que telle, elle est difficile à appréhender dans les données statistiques. Néanmoins, les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec proposent une classification en fonction du niveau de technologie.

En 2022, sur les 819 entreprises recensées de l'industrie manufacturière, on comptait ainsi :

- 15 entreprises de haute technologie (2005 : 54 entreprises) ;
- 122 entreprises de moyenne-haute technologie (2005 : 107 entreprises) ;
- 349 entreprises de moyenne-basse technologie (2005 : 261 entreprises) ;
- 333 entreprises de basse technologie (2005 : 394 entreprises).

La différence entre branches traditionnelles et branches nouvelles dans l'industrie manufacturière peut difficilement être faite puisque ce sont parfois les mêmes branches de l'industrie qui peuvent être considérées comme des activités de production traditionnelles et aujourd'hui innovantes et à haute valeur ajoutée. À titre d'exemple général, le secteur de la production de matériaux reste une branche traditionnelle au Luxembourg, mais ces mêmes activités reposent sur la recherche et l'innovation, une technicité et digitalisation de plus en plus poussées des matériaux eux-mêmes et des procédés de fabrication, ainsi que sur des modèles d'affaires innovants, tenant par exemple compte de l'économie circulaire, ce qui en fait des activités industrielles modernes et hautement technologiques.

La cartographie de l'industrie manufacturière²¹ réalisée par Luxinnovation en 2024 donne également un bon aperçu de l'industrie du Luxembourg.

Position luxembourgeoise par rapport à l'objectif climatique 2040 de l'Union européenne | Question 2546 (02/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (délégation)

La Commission européenne prévoit de présenter le 2 juillet sa proposition concernant l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2040. Cet objectif, annoncé à -90 % d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, sera le cap intermédiaire vers la neutralité climatique prévue d'ici 2050.

Or, afin de rallier les États membres, la Commission semble envisager plusieurs formes de flexibilisation de

¹⁹ https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2025/stn23-principaux-employeurs-2025.html?utm_campaign=Newsletter%2010.07.2025%20-%20Principaux%20employeurs%202025&utm_medium=email&utm_source=Mailjet

²⁰ Tableau historique du classement des principaux employeurs : [https://lstat.statec.lu/vis?tm=D1500&pg=0&snb=1&vw=tb&df\[ds\]=ds-release&df\[id\]=DF.D1500&df\[ag\]=LU1&df\[vs\]=1.4&q=A.ETAT%2BVDL%2BCFL%2BDUSS%2BPOST%2BAMZN%2BCACTUS%2BBGL%2BPWC%2BAM%2BGY%2BCARGO%2BCHL%2BUNI%2BDELOIT%2BSERVIOR%2BSODEXO%2BHRS%2BELISA%2BWEBER%2BCOMPASS%2BCEM%2BEY%2BHD%2BCACEIS%2BKPMG%2BBCEE%2BLUXAIR%2BBIL%2BPROVENC%2BCROI%2BNETTO&p=2003%2C2025&to\[TIME_PERIOD\]=false](https://lstat.statec.lu/vis?tm=D1500&pg=0&snb=1&vw=tb&df[ds]=ds-release&df[id]=DF.D1500&df[ag]=LU1&df[vs]=1.4&q=A.ETAT%2BVDL%2BCFL%2BDUSS%2BPOST%2BAMZN%2BCACTUS%2BBGL%2BPWC%2BAM%2BGY%2BCARGO%2BCHL%2BUNI%2BDELOIT%2BSERVIOR%2BSODEXO%2BHRS%2BELISA%2BWEBER%2BCOMPASS%2BCEM%2BEY%2BHD%2BCACEIS%2BKPMG%2BBCEE%2BLUXAIR%2BBIL%2BPROVENC%2BCROI%2BNETTO&p=2003%2C2025&to[TIME_PERIOD]=false)

²¹ <https://luxinnovation.lu/fr-fr/resources/cartographie-ecosysteme-industrie-luxembourg>



l'objectif, notamment la possibilité d'utiliser des crédits carbone internationaux au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris. Une telle approche permettrait aux États membres de financer des projets de réduction d'émissions dans des pays tiers pour compenser une partie de leurs propres émissions, au lieu de les réduire sur le territoire européen.

Le Conseil scientifique consultatif européen sur le changement climatique, qui a la mission de fournir des avis scientifiques indépendants et des rapports sur les mesures climatiques de l'UE, recommande un objectif de réduction des émissions de 90 à 95 % d'ici 2040, à atteindre par des actions domestiques. Dans son avis concernant l'amendement de la loi européenne sur le climat, le Conseil scientifique explique que le recours aux crédits carbone internationaux pour atteindre l'objectif de 2040 risquerait de détourner les ressources des investissements nationaux et de nuire à la cohérence environnementale.

Le Conseil a également souligné qu'un objectif clair et crédible pour 2040 soutiendrait le déploiement de technologies propres, renforcerait la sécurité énergétique et accélérerait l'innovation et l'investissement dans l'ensemble de l'économie européenne.

L'idée de la flexibilisation a également suscité de nombreuses inquiétudes au sein de la société civile, notamment de la part du Climate Action Network (CAN) Europe, dont fait partie le Mouvement écologique. CAN Europe estime qu'il s'agirait d'une rupture avec la logique actuelle des objectifs climatiques européens, qui repose sur des efforts essentiellement domestiques, que le principe reposerait sur des mécanismes encore très incertains en matière de transparence et de cohérence environnementale, et met en garde que la possibilité de recours à des crédits internationaux affaiblirait l'incitation à investir dans des technologies vertes sur le territoire européen.

Selon la presse internationale, la France a remis en question la nécessité même d'un objectif pour 2040, étant d'avis que cet objectif pourrait affaiblir la compétitivité européenne.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'introduction de crédits carbone internationaux pour atteindre l'objectif climatique 2040 de l'UE ?

2) Monsieur le Ministre soutient-il que cet objectif doit être atteint par des réductions d'émissions sur le territoire de l'UE ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant au report de la mise en place d'un objectif 2040 ?

4) De manière plus générale, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux possibilités de « flexibilisation » de l'objectif 2040 ?

5) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il exprimé, dans les échanges au sein du Conseil de l'UE, des réserves ou des conditions par rapport à la flexibilisation de l'objectif 2040, notamment par rapport à l'intégration de mécanismes de compensation carbone, ou encore par rapport à un report dans le cadre des objectifs climatiques futurs ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails ?

6) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'usage de ces crédits serait compatible avec le programme gouvernemental, les engagements climatiques internationaux du Luxembourg et la transition écologique nécessaire au niveau national ?

Réponse (10/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le 2 juillet 2025, la Commission européenne a proposé une modification de la « loi européenne sur le climat » (règlement (UE) 2021/1119), visant à fixer un objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) de 90 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2040.

Cette proposition qui repose sur une analyse d'impact approfondie et sur des consultations exhaustives, définit une nouvelle approche pour atteindre l'objectif de 2040. L'un des éléments centraux de cette approche est la prise en compte par la Commission de différentes flexibilités lors de l'élaboration des futurs instruments législatifs visant à mettre en œuvre cet objectif climatique pour 2040 :

1) À partir de 2036, les États membres pourront investir dans des projets de réduction des émissions dans des pays en dehors de l'UE et attribuer une partie des crédits générés à leurs objectifs nationaux, grâce à une contribution limitée (3 % des émissions nettes) de crédits internationaux de haute qualité visés à l'article 6 de l'Accord de Paris.

2) Reconnaissance du rôle des absorptions permanentes dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union (EU ETS) pour compenser les émissions résiduelles des secteurs où il est difficile de réduire les émissions. Cela permettra notamment de recourir à des technologies d'utilisation et de stockage du dioxyde de carbone (CCUS) pour contrebalancer les émissions résiduelles de gaz à effet de serre et d'atteindre, à terme, l'objectif de zéro émission nette.

3) Permettre une plus grande flexibilité entre les secteurs afin de favoriser la réalisation des objectifs de manière efficace sur le plan des coûts.

Le Luxembourg a toujours plaidé en faveur d'un alignement du niveau d'ambition général sur les recommandations scientifiques, tout en assurant la prévisibilité nécessaire pour toutes les parties prenantes concernées et en renforçant la compétitivité des entreprises.

Le Luxembourg n'a pas formulé de demandes spécifiques concernant les flexibilités. Il est toutefois important de veiller à ce qu'elles n'affaiblissent pas le niveau d'ambition. Le recours éventuel à des crédits externes doit être modéré et lié à des critères de qualité très stricts.

ad 2) La très grande majorité des réductions d'émissions devra inévitablement être réalisée sur le territoire de l'UE. Un recours excessif à des crédits carbone internationaux risquerait de détourner des financements au détriment d'investissements sur le territoire européen.

ad 3) Le Gouvernement s'est toujours exprimé en faveur d'une adoption dans les meilleurs délais de l'objectif 2040. Il soutient ainsi pleinement la présidence danoise du Conseil afin de parvenir, le 18 septembre, à un accord politique sur le niveau d'ambition pour 2040 et à une compréhension commune du rôle que les flexibilités pourraient jouer.

ad 4) Il est fait référence à la réponse à la première question.

ad 5) Il est fait référence à la réponse à la première question.

ad 6) En attendant la proposition de la Commission européenne, attendue pour le deuxième semestre 2026, concernant les objectifs de réduction nationaux pour contribuer à l'objectif de l'UE, ainsi que la définition des critères précis encadrant le recours à ces crédits internationaux, il est prématuré de répondre à cette question.

Ligne gouvernementale pour la prise de décisions lors d'alertes rouges dans le ressort scolaire | Question 2554 (02/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

100 Gemengen existéieren zu Lëtzebuerg. 100 Gemenge mat 100 verschiddene Gemengereglementer. D'Hëtztwell vun dëser huet erëm gewisen, dass et fir d'Bierger:innen net iwwersichtlech ass, wann all Gemeng eng aner Entscheidung hält. Esou hunn all d'Gemengen zäitversat ënnerschiddlech Moossname kommunizéiert oder nach a leschter Minutt geännert, wat fir vill Elteren a Kanner net iwwersichtlech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wat hunn déi ënnerschiddlech Gemengen haut, den 2. Juli, decidéiert?

2. Am Januar 2024 hat d'Regierung opgrond vun enger Alerte rouge weinst Schnéi an Äis direkt decidéiert, dass d'Schoulen een Dag zou sinn.

Firwat huet d'Regierung net selwer eng Entscheidung fir haut getraff, esou wéi et am Januar 2024 fir de Schnéifräi gemaach gouf?

Réponse (04/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. 44 Gemengen hunn decidéiert, den 2. Juli 2025, de Schüler aus hire jeeweilege kommunale Grondschoule fräizeginn. Heibäi huet sech d'Majoritéit vun dëse Gemengen (38) dofir decidéiert, just de Cours vum Nomëtten auszesetzen.

Gemengen, déi den 2.7.2025 de ganzen Dag schoulfräi ginn hunn:

- Dudelange (C1 précoce)
- Feulen
- Kayl
- Mertert
- Roeser
- Rumelange

Gemengen/Schoulsyndicator, déi den 2.7.2025 just nomëttes schoulfräi ginn hunn:

- Beckerich
- Bertrange
- Bettendorf
- Betzdorf
- Billek
- Bissen
- Biwer
- Clervaux
- Consdorf
- Dalheim
- Dippach
- Dudelange (C1-C4)
- Echternach
- Ell
- Frisange
- Garnich
- Grevenmacher
- Groussbus-Wal
- Hobscheid
- Junglinster
- Kehlen
- Kopstal
- Lenningen
- Lintgen
- Mersch
- Mertzig
- Mondereange
- Niederanven
- Prëizerdaul
- Redange

- Rosport-Mompach
- Sandweiler
- Schiffflange
- Schuttrange
- Stadbredimus
- Steinfort
- Synecospport
- Troisvierges
- Useldange

ad 2. D'Méiglecheet, fir op nationalem Niveau schoulfräi ze ginn, ënnerläit effektiv de Kompetenze vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend. Dëse baséiert seng Entscheedung an dësem Zesammenhang ëmmer op d'Decisiounen vun de staatlechen Instanzen, déi heifir déi entspreichend Responsabilitéit droen. Dëst ass an éischter Instanz d'Cellule d'évaluation des risques intempéries-inondations (CERI), déi sech aus Vertrieeder vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), MeteoLux, der Administration de la gestion de l'eau (AGE) an dem Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) zesummesetzt. Dës Cellule ass an der Woch vum 30. Juni 2025 zweemol zesummekomm, fir déi der Situation entspreichend Mesuren a Recommandatiounen festzehalen.

Am Kader vun dëse Reunionen gëtt sech ënnert anerem och d'Fro gestallt, wéini et ee Risiko ass, iwwerhaupt virun d'Dier ze goen. An dësem Zesammenhang gouf dann och bei Iwwerschwemmungen, Glëtz oder Schnéi, also dann, wann de Schoulwee geféierlech ass, decidéiert, op nationalem Niveau schoulfräi ze ginn. Bei den héijen Temperaturen, wéi se den 2. Juli 2025 stattfonnt hunn, ass d'Situatioun eng aner. Déi meescht Schoulgebaier si gutt isoléiert a bidden dofir dacks besser Temperaturen, wéi bei de Familljen doheem an de Kannerzëmmer. Zousätzlech ass net sécher gestallt, datt all d'Schüler bei engem ausgeschwate Schoulfräi vun enger ugepasster Betreuung kënne profitéieren. D'Schoul bitt an dësem Zesammenhang ee séchere Kontext fir d'Kanner, well d'Enseignanten d'Schüler hei entspreichend encadréieren an drop oppasse kënnen, datt déi vun der Santé recommandéiert Gesten (vill Waasser drénken, net an d'Sonn goen, physischen Effort reduzéieren etc.) vun de Schüler respektéiert ginn.

An dësem Kontext si situatiounsugepasste Mesuren op lokalem Niveau, déi vun der Gemeng decidéiert ginn, méi opportoun. D'Gemeng sinn duerch hiert Wëssen iwwert déi lokal Situatioun an d'Begeebtheete vun de jeeeweilege Schoulgebaier an der néideger Positioun fir ze evaluéieren, ob d'Ausschwätze vun engem Schoulfräi am Interêt vun der Schoulpopulatioun ass.

Deepfakes | Question 2557 (02/07/2025) de Mme Françoise Kemp (CSV)

D'Entwécklung vun technesch fortgeschrittene Methoden am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz féiert zu neie juristeschen Erausforderungen, besonnesch am Zesammenhang mat sougenannten „Deepfakes“. Dës manipuléiert Video- oder Audiocontenue, déi authentesch Material noamen, kënnen domat potenziell Persounen schiedegen.

Dës Technologie kann net nëmmen de Ruff oder d'Privatsphär vun enger Persoun verletzen, mee och fir Bedruch oder Identitéitsmissbrauch genotzt ginn. Och wann et am lëtzebuergesche Strofrecht an Zivilrecht Dispositiounen zur Diffamatioun, zum Droit à l'image an op d'Privatlieue gëtt, stellt sech d'Fro, ob dës aktuell gesetzlech Grondlagen ausrechend sinn, fir Deepfake-Phänomeener wierksam ze encadréieren a géint Missbrauch virzegoen.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Sinn der Regierung Fäll bekannt, an deenen Deepfake-Contenue zu Lëtzebuerg scho géint eenzel Persounen benotzt goufen? Falls jo, wéi goufen dës Fäll juristesch behandelt, a gouf et Strofe respektiv zivilrechtlech Konsequenzen?

2. Ass de Ministère der Meinung, dass déi aktuell gesetzlech Dispositiounen duerch, fir d'Risiko vun Deepfakes an de Grëff ze kréien? Oder ass eng Reform vum gesetzleche Kader ugeduecht?

3. Wéi gi Police- a Justizpersonal zu Lëtzebuerg sensibiliséiert an ausgebild, fir mat Fäll vun Deepfakes ëmzegoen? Gëtt et intern Richtlinnen oder technesch Tools, déi d'Erkennung an d'Beweissicherung vun esou Fäll verbessern?

4. Gesäit de Ministère eng Noutwendegkeet, fir d'Bierger besser iwwert d'Existenz an d'Risiko vu manipuléierte Contenue ze informéieren, an z. B. eng national Sensibilisierungscampagne an d'Weeër ze leeden?

Réponse (05/09/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. En Deepfake ass eng digital Manipulatioun vu Bild oder Toun op Basis vu Kënschtlecher Intelligenz („deep learning“), déi realistesch, awer komplett gefälschte Contenue erstellt. Doduerch kann eng Persoun falsch duergestellt ginn, wéi wann si eppes gesot oder gemaach hätt, wat net de Fall ass.

D'Problemer entstinn, wann Deepfakes benotzt ginn:

- fir Falschinformationen ze verbreed, an
- fir Leit ze diffaméieren oder ze verleumden, an
- fir net erlaabte pornographesch Inhalter ze schafen, an
- oder am Kontext vu politescher oder juristescher Manipulatioun.

Wéi eng Strofen hei am Kader vun engem Deepfake verhaange ginn, hängk vum Kontext of a vum méiglechen Delikt wéi z. B. der Diffamatioun oder der Verletzung vun der Privatsphär. D'Dispositiounen am Code pénal si bewosst méiglechst technologieneutral gehalen.

Den informatesche System JU-CHA vun der Justiz erlaabt haut keng Differenzéierung erauszeseien tëscht deene Strofdoten, déi mat Hëllef vun Deepfakes begaange ginn, a Strofdoten, wou keng Deepfakes am Spill sinn (z. B. bei Diffamatioun oder Bedruch).

Niewent der Justiz hunn och d'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) an d'CNPD (Commission nationale pour la protection des données) a spezifesch Situatiounen bestëmmte Kompetenzen, fir sech mat Fäll ze beschäftegen oder fir saisiert ze ginn, déi Deepfakes betreffen – d'ALIA op Basis vum Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwer d'elektronesch Medien, an d'CNPD op Basis vum Dateschutzreglement (RGPD).

Dës Autoritéite goufe bis elo nach net saisiert a si hunn sech och net, am Kader vun hiren aktuelle Missiounen, misse selwer saisiieren.

ad 2. Geméiss Artikel 50 (4) vum AI Act muss ee Benotzer vun engem KI-System ugin, wann dee vum System generéierten Inhalt een Deepfake ass. Geméiss Artikel 99 kann d'Netanhale vun dëser Bestëmmung mat enger administrativer Geldstrof bestrooft ginn, déi bis zu 15.000.000 EUR ka goen oder, wann den Täter eng Entreprise ass, bis zu 3 % vum weltwäite Joresëmsaz vum viregte Geschäftsjoer – jee no deem, wat méi héich ass.

Well den Artikel 50 (4) awer eréischt ab dem 2. August 2026 uwenbar gëtt, ass et de Moment nach net méiglech, fir seng Wierksamkeet ze bewäerten. Dës Problematik an en effikasse legislativen Encadrement dovun sinn och weiderhin e wichtege Punkt am Austausch mat de Ministeren aus den aneren EU-Memberstaaten.

Wat d'Strofrecht betrëfft, gëtt do dernieft am Kader vum etappeweisen Iwwerschaaf vum Code pénal awer iwwerpréift, ob aktuell sou Verbrieden adäquat ofgedeckt sinn. Dobäi ass wichtege, nach eng Kéier ze betounen, datt d'Dispositiounen vum Code pénal allgemeng méiglechst technologieneutral gehale ginn.

ad 3. Wat d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun de Magistraten ugeet, ass et wichtege ze betounen, datt dës fräien Zougang zu enger breeder Pallett u Formatiounen hunn, och am Ausland, besonnesch bei der École nationale de la magistrature a Frankräich. All Joer kënnen si do Formatiounen besichen, déi speziell op hir Kompetenzberäicher zougescnidde sinn.

Am Gesetzesprojet N° 8476, deen d'Ëmsetzung vu bestëmmte Bestëmmungen vum AI Act assuréiert, gëtt am Artikel 7 (8) d'ALIA als Maartiwverwaachungsautoritéit designéiert, déi zoustänneg ass fir d'Iwwerwaache vum Respekt vum Artikel 50 (4) vum AI Act.

Schonn haut schenkt d'ALIA dem Thema Deepfakes eng besonnesch Opmierksamkeet. Si analyséiert d'Opkommen, d'Verbreedungsweeër an déi potenziell Auswierkunge vun dëse Phänomeener, fir esou besser op dës Menacen zu Lëtzebuerg virbereet ze sinn.

D'ALIA huet eng rigouréis Methodologie ausgeschafft, fir Deepfakes ze identifizéieren an ze behandelen, déi d'politescht a gesellschaftlecht Liewe kéinte steieren. Dës Approche respektéiert voll a ganz d'Meenungsfräiheet, baséiert awer gläichzäiteg op präzisen Indicateuren, déi et erlaben, verbueden Notzunge vu kënschtlech generéierte Contenue ze erkennen.

Operationell Prozeduren a Mechanisme fir d'Interventioun sinn och an Entwécklung bei der ALIA. Hiert Zil ass et, eng séier an effektiv Reaktioun op Deepfakes ze garantéieren, fir hiren Impakt souwuel op déi betraffe Persounen, wéi och op d'Fäegkeet vun de Bierger bei Walen, eng informéiert Wiel ze treffen, ze limitéieren.

ad 4. D'ALIA an d'CNPD hunn Initiativen, déi zum Zil hunn, d'Bierger iwwer d'Risiken am Zesammenhang mat Deepfakes ze informéieren.

D'ALIA plangt eng Campagne, déi sech un d'Bierger adresséiert, fir d'Risiko vun onerlaabten Aflëss duerch Deepfakes ze mitigéieren. Dës Initiativ soll de kritesche Geescht vun de Bierger vis-à-vis vu visuellem Online-Contentu stäerken.

D'ALIA wäert och en FAQ-Dokument publizéieren, dat op zougänglech Aart a Weis d'Risiken am Zesammenhang mat Deepfakes erkläert, fir d'Bierger ze informéieren an ze sensibiliséieren.

Zousätzlech schafft d'ALIA un engem pedagogesche Flyer fir d'Bierger. Dëst spillerescht an informatiivt Dokument soll d'Hannergrënn vun Deepfakes erklären, op gutt Praktiken hiweisen an hëllefen, legal Deepfakes vun onerlaabte manipuléierte Contenue ze ënnerscheeden.

Nieft hire klassesche Kontroll- a Regulatiounsaufgaben am Kader vum RGPD ass d'CNPD och zoustänneg fir d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung iwwert den Dateschutz, besonnesch andeems si d'Risiken am Zesammenhang mat der Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën erkläert.

Am Kader vun der Ëmsetzung vum AI Act kritt d'CNPD duerch de Gesetzesprojet N° 8476 zousätzlech

Missiounen, déi speziell op Kënschtlech Intelligenz bezu sinn.

Als Äntwert op dës nei Erausforderunge plangt d'CNPD konkreet Aktiounen, fir d'Bierger op en date-schutzkonformen Émgang mat Kënschtlecher Intelligenz ze sensibiliséieren. Eng Serie vu Publikatiounen wäert d'Bierger iwwer déi potenziell Gefere vun digitale Manipulationen – inklusiv Deepfakes – opklären. An de kommende Méint wëll d'CNPD dës Publikatiounen duerch praktesch Recommandatiounen an/oder Informationsblieder ergänzen, déi de Bierger hëllef sollen, sech géint béiswëlleg Notzunge vu KI ze schützen.

Schliisslech huet d'CNPD en eegene Service fir Kënschtlech Intelligenz agericht, deen de Bierger zur Verfügung steet, fir Froen ze beäntweren an d'Verstoe vun neien Technologien ze ënnerstëtzen.

Centre de soins pour la faune sauvage | Question 2569 (04/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Leit, déi ee verletzten Déier fannen, kënnen dëscht an eng Déierestatioun bréngen, wou d'Déier op der Plaz ka gehollef kréien. An de Statiounen sinn zwar Drop-Off-Statiounen, wou d'Déiere kënnen ragesat ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wéi solle Leit, déi ee verletzten Déier fannen, reagieren?
2. Ass d'Déierestatioun och owes oder an der Nuecht op, fir den Déieren direkt kënnen ze hëllefen?

Réponse (04/09/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Leit, déi ee verletzten wëllt Déier fannen, sollen am beschten zu Diddeleng an der Fleegestatioun (26 51 39 90) uuffan an d'Situatioun beschreiben. Net all Déier, wat an enger Noutlag ass, muss op Diddeleng bruecht ginn. Éfters kann een och iwwer Telefon eng Hëllef kréie resp. berode ginn, wat ee ka maachen. Et ass all Kéier eng aner Äntwert a Method wéi ee soll handelen, jee nodeem wat fir eng Déierenart beträff ass, also ob et sech z. B. ëm een accidentéiert Déier, ee jonkt Déier, ee Vull oder ee Mamendéier handelt. Am Zweifel also ëmmer an der Fleegestatioun uuffan. Wa méiglech soll d'Déier dann an eng Këscht oder ee Behälter an der passender Gréisst p. r. zum Déier gesat ginn, fir datt et am Däischter an roueg ass, a bei Bedarf e bësse Waasser kréien.

Wann dat Déier op Diddeleng bruecht an och agefaang muss ginn, da sollen d'Leit op sech selwer oppassen: z. B. entsprechend dem Déier (Mamendéier, grouse Gräifvull, ...) Händchen undoen, fir sech selwer ze schützen. Verletzten Déieren, an am Spezielle wëll Déieren, kënnen onerwaart reagieren.

Um Internetsite vum Centre de soins pour la faune sauvage ASBL stinn all Explikatiounen, wéi a wat een an deenen eenzelne Fäll maache kann an et gëtt och eng explizit Broschür zu deem Thema.

ad 2. Iwwert 90 % vun den Déieren an Nout kommen op Diddeleng an der Zäit vum Abrëll bis September/Oktobre, d'Fleegestatioun ass deemno vum hallwen Abrëll bis hallwe September vun 8.00 bis 20.00 Auer op an d'Leit ginn do an Empfang geholl.

Nom hallwe September, a weekends a Feierdeeg, ass et op vun 8.00 bis 17.00 Auer.

D'Déierefleeger sinn awer an der Statioun iwwert déi Zäiten ewech do, esoulaang bis all Déier versuergt

ass (an nuets schlofen d'Déiere jo och dobaussen an der Natur).

No den Öffnungszäiten oder wa kee méi an der Statioun ass, kann awer och een Déier virum Zenter zu Diddeleng an een Drop-Off (Container) gesat ginn, wat dann direkt mueres fréi gefleegt gëtt.

Zousätzlech, fir ganz Lëtzebuerg ofzeddecken, gëtt et nach 3 aner Drop-Offen am Land (Niederfeulen, Clervaux, Junglinster), déi och 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg zougänglich sinn. Hei kann een dat Déier an Nout hisetzen, an eng grouss Ekip vu fräiwëlleger Mataarbechter spillt dann Taxi, fir d'Déier esou schnell wéi méiglech op Diddeleng ze bréngen.

Canicule et infrastructures scolaires | Question 2572 (04/07/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Zu Lëtzebuerg si Primärschoulen a Lycéeën aus diverse Grënn bis elo net flächendeckend mat Klimaanlagen ausgerüst, obschonn gewosst ass, dass a verschiddene Gebaier d'Klassesäll am Summer sech extreem erhëtzen, zumools wann se Richtung Südsäit ausgeriicht sinn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Am bevölkerungsräichsten däitsche Bundesland Nordrhein-Westfalen gëllt eng Raumtemperatur vu 27 Grad Celsius laut NRW-Schulministerium als Grenzwäert, deen d'Schouldirektiounen berechtigt, d'Kanner heemzeschécken. Vu wéi enger Klassesäll-Temperatur u geet den Här Minister dervun aus, dass den Unterrecht schwiereg gëtt, a vu wéini u gesondheetlech geféierlech (zu Lëtzebuerg gëtt et Schoulen, wou d'Temperaturen a verschiddene Klassesäll am Summer nomëttes all Joer iwwer 30 Grad Celsius klammen)? Ass de Ministère an deem Kontext scho vu Lycéeën kontaktéiert ginn?
2. Ass virgesinn, an Zukunft en Thermometer an de Klassesäll opzehänken an d'Temperaturen ze moossen? Wann net, wat schwätzt géint esou eng Moossnam?
3. Kann den Här Minister preziséieren, ob ugeduecht ass, a verschiddene Schoulen a Lycéeën, bei deene gewosst ass, dass d'Klassesäll am Summer sech extreem erhëtzen, Klimaanlagen ze installéieren respektiv bei neie Gebaier grondsätzlech Klimaanlagen ze installéieren?

Réponse (04/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Weeder am Enseignement fondamental nach am Enseignement secondaire sinn an der aktueller Legislatioun Grenzwäerter fir Temperature virgesinn, ab deenen d'Schoulaktivitéiten automatesch géifen ofgesot an d'Schülerinnen a Schüler heemgeschéckt ginn. Dëscht ass och fir d'Zukunft net geplangt.

Villméi sollen d'Schoulen an d'Lycéeën op lokalem Plang eng Adaptatioun vun den Aktivitéiten, vum Sonneplang oder vun de raimlechen Dispositiounen virhuelen, fir d'Wuelbefanne vun de Schülerinnen a Schüler a vum Personal ze garantéieren.

Meng Servicer vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire hunn an deem Kontext jeeeweils zwou Kommunikatiounen erausgeschéckt, dëscht den 30. Juni an den 1. Juli 2025.

ad 2. Während der Corona-Pandemie si Multifunktionsgeräte, déi ënnert anerem d'Raumtemperatur an d'Lofftfeuchtigkeit moossen, un all d'Schoulen an d'Lycéeën am Land verdeelt ginn. Et ass hinne

fräigestallt, dës Apparater weiderhin ze benotzen, fir d'Raumklima an de Klassesäll ze iwwerwaachen an zousätzlech Mesuren ze ergreifen, wann dat sollt néideg sinn.

ad 3. Bei der Fro no zousätzlechen Equipementer an de Klassesäll muss een tëscht Fondamental a Secondaire ënnerscheeden.

Enseignement fondamental

Wéi an den Artikel 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, fällt et ënnert d'Kompetenz vun de Gemengen, déi néideg Infrastrukturen an Equipementer fir de Fonctionnement vun den öffentlechen Grondschoulen zur Verfügung ze stellen an ze ënnerhalen. Deemno ënnerläit et och de Gemengen, déi am beschten iwwert déi jeeeweileg spezifesch Begebenheete vun hire Schoulgebaier informéiert sinn, ze entscheeden, ob d'Abaue vun enger Klimaanlag sënnvoll ass.

Enseignement secondaire

Meng Servicer stinn an engem reegelméissegem Austausch mat de Lycéeën, fir – an deene Fäll, wou et néideg ass – Mesuren auszeschaffen, fir den technischen oder baulechen Equipement der klimatescher Situatioun unzupassen.

État d'avancement du nouveau plan d'études pour l'enseignement fondamental | Question 2576 (07/07/2025) de M. Meris Sehovic | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

L'introduction d'un nouveau plan d'études dans l'enseignement fondamental figure parmi les projets les plus importants de la législature actuelle en ce qui concerne le domaine de l'éducation.

Le cadre essentiel du plan d'études actuel remonte à 2011 et les travaux préparatifs en vue du projet « plan d'études 2025 » remontent à 2020. Le plan d'études de l'enseignement fondamental détaille pour chacun des domaines de développement et d'apprentissage les socles de compétences à atteindre par les élèves à la fin de chaque cycle d'apprentissage, les compétences à développer, des exemples de performance et des recommandations de contenus ainsi que le nombre annuel de leçons à répartir sur l'ensemble des domaines en question. Une large consultation impliquant plus de 1.200 acteurs scolaires a été entamée en 2020 pour réformer le plan d'études en profondeur. La synthèse de ce processus de consultation a été publiée sous forme de livre blanc en septembre 2023.

Selon le site www.curriculum.script.lu, le projet a été dès le départ encadré par un calendrier par étapes précis, qui ne fournit toutefois plus d'informations au-delà de la rentrée 2024-2025, date à laquelle cinq groupes de travail thématiques devaient entamer leurs activités.

Pour la rentrée 2023, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait annoncé que le nouveau plan d'études serait finalisé en 2025, en vue d'une entrée en vigueur à la rentrée 2026-2027.

La généralisation de l'option d'alphabétisation en langue française (projet ALPHA) désormais annoncée pour cette même rentrée 2026-2027 est susceptible d'avoir un impact sur le plan d'études futur.

Dans ce contexte, nous souhaitons obtenir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quel est l'état d'avancement actuel du nouveau plan d'études pour l'enseignement fondamental ? Quelles



sont les étapes qui restent à franchir et quel est le calendrier prévu par le MENJE ?

2) La décision de généraliser le projet ALPHA à partir de la rentrée 2026-2027 a-t-elle eu des répercussions sur le processus d'élaboration du nouveau plan d'études ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nouveau plan d'études pour l'enseignement fondamental sera achevé en 2025 et qu'il entrera en vigueur à la rentrée 2026-2027 ?

4) Quelles seraient les répercussions d'un éventuel retard, notamment en ce qui concerne la nécessité pour les enseignants de disposer d'un temps suffisant afin de se préparer à la mise en œuvre du nouveau plan d'études ?

5) Toujours dans l'hypothèse d'un éventuel retard du nouveau plan d'études, celui-ci serait-il susceptible d'avoir une incidence négative sur la généralisation du projet ALPHA telle qu'elle est actuellement prévue ?

6) De manière générale, quels sont les textes législatifs et réglementaires que Monsieur le Ministre devra modifier en vue de la généralisation du projet ALPHA ?

Réponse (04/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Un premier projet du nouveau plan d'études a été élaboré sur la base des contributions des groupes de travail qui se sont penchés sur les différents domaines de développement et d'apprentissage, et complété par une première révision interne ainsi que par des ajustements issus de concertations au sein du ministère. Ce projet respecte la structure annoncée (finalités, socles et niveaux avancés par cycle, programmes, grilles horaires, glossaire) et sera finalisé au cours de l'été.

Le calendrier prévoit :

- une finalisation du texte à la fin de l'été 2025 ;
- une concertation avec les parties prenantes au début de l'automne ;
- une introduction dans la procédure réglementaire d'ici la fin de l'année 2025 ;
- un accompagnement progressif de la mise en œuvre en 2026 ;
- une entrée en vigueur à la rentrée scolaire 2026-2027.

En parallèle, une plateforme numérique spécifique est en développement, destinée à outiller et accompagner les enseignants dans la mise en œuvre du nouveau plan d'études.

ad 2) Les projets ALPHA – zesumme wuessen et Plan d'études ont été conçus de manière autonome, sans dépendance structurelle. Les objectifs fondamentaux de l'enseignement fondamental restent inchangés, et le texte du nouveau plan d'études n'a pas été modifié en raison de la réforme ALPHA.

Toutefois, la généralisation de l'option d'alphabetisation en langue française et l'introduction corrélatrice de l'allemand comme deuxième langue pour les élèves concernés ont requis une approche pédagogique partiellement différenciée, en particulier dans les domaines de développement et d'apprentissage où les deux langues sont utilisées. Ces éléments ont été encadrés juridiquement par l'avant-projet de loi introduit dans le cadre de la réforme ALPHA.

Par ailleurs, bien que le contenu du plan d'études reste commun à toutes les options linguistiques, sa mise en œuvre via la plateforme numérique associée requiert une prise en compte explicite des deux parcours aux cycles 2 et 3. En particulier, les illustrations, exemples

de tâches et de performances liés aux descripteurs et aux étapes de progression s'afficheront de manière dynamique en fonction du choix de la langue d'alphabetisation, afin de garantir un ancrage pédagogique concret pour les enseignants. Cette différenciation ne relève pas d'un changement de fond du curriculum, mais bien d'une contextualisation pédagogique dans les outils d'accompagnement.

ad 3) Oui, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) confirme que le nouveau plan d'études sera finalisé en 2025 et qu'il entrera en vigueur à la rentrée 2026-2027, conformément au calendrier annoncé.

ad 4) et 5) Ces questions se fondent sur une hypothèse de retard qui n'est pas envisagée à ce stade. Le projet respecte le calendrier prévu. Les étapes à venir (concertation, finalisation réglementaire, développement de la plateforme, préparation de la mise en œuvre) ont été planifiées précisément pour garantir une entrée en vigueur dans les délais, tant pour le plan d'études que pour le projet ALPHA – zesumme wuessen.

ad 6) Les adaptations législatives et réglementaires nécessaires à la généralisation du projet ALPHA – zesumme wuessen sont clairement identifiées et font l'objet du projet de loi n° 8587, déposé à la Chambre des Députés le 24 juillet 2025. Ce projet de loi modifie la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental afin de :

- introduire une nouvelle offre de langue d'alphabetisation (article 7) ;
- encadrer le choix parental sur base d'une recommandation professionnelle (article 21bis) ;
- adapter l'organisation scolaire communale aux nouvelles modalités (article 38).

En parallèle, plusieurs règlements grand-ducaux devront également être ajustés :

- le règlement du 14 mai 2009 relatif à l'organisation scolaire communale (article 2) ;
- le règlement du 11 août 2011 fixant le plan d'études (articles 4 et 4bis) ;
- le règlement du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves (articles 4 et 10).

L'ensemble de ces modifications est détaillé dans l'exposé des motifs et le texte coordonné du projet de loi précité.

Logements étudiants et avenir du projet Porte de France à Belval | Question 2585 (09/07/2025) de M. Alex Donnersbach (CSV)

L'Université du Luxembourg continue de se développer et d'attirer un nombre croissant d'étudiants. Selon les données officielles, elle compte quelque 6.700 étudiants, dont environ 60 % d'étudiants internationaux. Cette évolution s'accompagne de nombreux défis dont celui en matière de logement. Bien que l'université dispose de plusieurs résidences universitaires, la capacité d'accueil actuelle reste insuffisante pour répondre à une demande croissante.

Afin d'augmenter cette capacité, le projet « Porte de France » à Belval, composé de quatre bâtiments, prévoit notamment la construction de deux tours offrant 140 unités de logement destinées aux étudiants. En réponse à une question parlementaire du 21 mars 2023 le Gouvernement avait indiqué que la mise en exploitation de ces logements était prévue pour l'année 2027. Or selon mes informations, le projet susmentionné serait actuellement suspendu, voire abandonné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à

Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le projet précité a-t-il été officiellement abandonné ?

2) Si oui, pour quelles raisons ?

3) Si le projet est toujours d'actualité, quel est le calendrier de sa mise en œuvre ?

4) Quels sont les projets en cours ou prévus pour diminuer la pénurie de logements étudiants à l'Université du Luxembourg et quels sont les délais estimés pour leur réalisation ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il des solutions alternatives, telles que des partenariats avec des acteurs privés, pour faciliter l'accès au logement pour les étudiants ?

Réponse (25/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

L'honorable Député souhaite obtenir des informations sur le projet « Porte de France » à Belval.

ad 1) et 2) En tant que gestionnaire responsable des deniers publics, le projet est devenu sujet de discussions pour être remplacé par d'autres éventuels projets à réaliser, en raison du devis estimatif du coût de construction exorbitamment élevé notamment par rapport à d'autres projets de logements pour étudiants.

Ce coût résulte d'une part d'une géométrie du projet, dictée par le résultat du concours lancé en 2008 pour la construction de la Maison des Sciences humaines sur laquelle sont mises les 4 tours de logements (projet pas compact et développant 4 façades pour chacune des quatre tours) et, d'autre part, le choix constructif pris avant la période de hausse exceptionnelle des prix de la construction, notamment une réalisation des immeubles de 39 m de hauteur en construction bois.

ad 3) Actuellement, des pourparlers pour la recherche de projets alternatifs sont en cours entre les instances concernées, dont le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et la Ville d'Esch-sur-Alzette, respectivement la commune de Sanem.

ad 4) L'Université du Luxembourg procède à l'heure actuelle à la rénovation de la résidence « Les Dominiennes », sise au Limpertsberg, afin d'offrir 72 logements étudiants d'ici 2027.

Par ailleurs, l'université souhaite étendre son parc de logements pour les étudiants et travaille sur plusieurs projets immobiliers, notamment trois projets dont l'étude de faisabilité est avancée :

- Le projet « Dominicaines II », situé à Limpertsberg et porté par l'ASBL des Sœurs dominicaines, vise la transformation d'un bâtiment existant en 7 à 10 logements étudiants d'ici fin 2027.
- Le projet « Parc du Canal – Phase 2 », à Esch-sur-Alzette, est porté par un promoteur privé (la société Hive Finance), et prévoit la création de 98 logements à l'horizon 2028.
- Le projet JUPAI, à Esch-sur-Alzette, à proximité de la justice de paix, est porté par CFL IMMO. Le projet vise la construction d'une résidence neuve de 124 logements pour 2030.

Actuellement, les parties sont en cours d'évaluer quel montage du projet pourrait convenir pour permettre la réalisation de la résidence étudiante.

Quatre autres projets (avec un potentiel de 320 logements supplémentaires) font l'objet d'une analyse d'opportunité. L'implication de l'université dans ces

projets dépendra de sa volonté et de sa capacité à financer une partie de ces projets. En vue des discussions concernant l'évolution du Campus Kirchberg, l'université a entamé des échanges avec la Ville de Luxembourg et des promoteurs de projets de futurs logements au Kirchberg.

ad 5) Pour bénéficier des aides à la pierre, les acteurs privés doivent prendre la forme d'un promoteur sans but de lucre (p. ex. ASBL, fondation, société d'impact sociétal). À défaut, ils doivent élaborer des stratégies alternatives de financement, voire obtenir une participation financière de l'Université du Luxembourg au financement des travaux.

L'université pourrait également prospecter le marché foncier pour identifier un terrain à bail emphytéotique disponible sur lequel la Fondation « La Luxembourggeoise » viendrait ériger un immeuble à usage locatif pour les étudiants. Cette fondation est déjà propriétaire d'une résidence étudiante à Belvaux, louée à l'Université du Luxembourg. Un tel projet permettrait d'étendre le parc immobilier disponible pour les étudiants.

Enfin, l'université pourrait prendre en location des immeubles vides (type maison unifamiliale, immeuble de rapport) et y réaliser des travaux sur fonds propres pour les transformer en logements étudiants. Il faut souligner que cette stratégie risque de démultiplier le nombre de bâtiments et pourrait être remise en question par la Cour des comptes, dans la mesure où l'article 3 de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ne prévoit pas une telle mission, à moins d'une convention avec le Gouvernement autorisant une nouvelle mission (financer les travaux de développement de logements étudiants) comme étant « susceptible de faciliter la réalisation de l'objet de l'université ».

Projets photovoltaïques en attente faute de capacité réseau | Question 2598 (11/07/2025) de Mme Stéphanie Weydert | M. Jeff Boonen | Mme Octavie Modert (CSV)

Am Kader vun der Entwécklung vun erneierbaren Energie stousse Projeten am Beräich vun der Fotovoltaik leider ëmmer méi dacks op logistesche oder technesch Limitatiounen beim Usschluss un d'Stroumnetz. An deem Zesammenhang ginn d'Projeten op Waardelëscht gesat, well aktuell keng Injektiounskapazitéiten disponibel sinn.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Wéi vill Projete mat wéi enger Gesamtleschtung konnten an de leschte 5 Joer net realiséiert ginn? Kann de Minister dëst jee no Héich-, Mëttel- an Nidderspannung opleschten?

2. Wat sinn déi heefegst Ursachen?

3. Kann de Minister en zäitleche Plang nennen, fir den Ausbau vun onsen Netzinfrastukture virunzedriewen, fir esou Limitatiounen an Zukunft ze evitéieren? Wéi ginn hei Héich-, Mëttel- an Nidderspannungsnetzer prioriséiert?

Réponse (03/09/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Ganz favorabel Conditiounen fir Fotovoltaik- a Wandprojeten hu rezent zu enger grousser Demande fir den Usschluss vun esou Projete gefouert. De gréissten Netzbetreiber aus dem Land, Creos, huet aktuell Demandë fir Anlage vun enger zousätzlecher Kapazitéit vun insgesamt 558 MW Fotovoltaik an 1.004 MW Wandenergie approvéeiert. Dës konkreet Projete

sinn an der Ausaarbechtung, an hunn eng Garantie kënnen um Netz ugeschloss ze ginn, wann se ëmgesat ginn. Ginn all dës Projete gebaut, bedeit dat eng Erhéijung vun der installéierter PV-Kapazitéit am Land ëm 87 %, a bal eng Verfenneffachung vun der haut installéierter Wandenergie.

Trotz kontinuëerlechen Efforte vun den Netzbetreiber, huet Creos opgrond vun der héijer Demande a kuerzer Zäit an 136 Fäll missen den Usschluss vun enger Fotovoltaikanlage retardéieren, dat heescht, dem Bedreier matdeelen, datt säi Projet réischt kann ugeschloss ginn, nodeems d'Netz an der betraffener Regioun verstärkt ass. Dës 136 Projeten entsprechen enger Leeschtung vun 266,6 MW, déi sech wéi follegt op déi verschidde Spannungsniveaue verdeelen:

– 61 Ufroen an der Nidderspannung mat enger totaler Leeschtung vun 1,63 MW

– 75 Ufroen an der Mëttelspannung mat enger totaler Leeschtung vun 265 MW

Am Beräich Wandenergie huet Creos bis elo bei 50 Ufroen missen de Projet retardéieren. Déi 50 betraffe Projeten entsprechen enger Leeschtung vu 574 MW a verdeelen sech wéi follegt op déi verschidde Spannungsniveaue:

– 6 Ufroen an der Héichspannung mat enger totaler Leeschtung vun 155 MW

– 44 Ufroen an der Mëttelspannung mat enger totaler Leeschtung vu 419 MW

Sollten sech Projeten, déi eng Usschlussautorisation hunn, aus iergendengem Grund net realiséieren, an doduerch rëm Kapazitéiten um Netz fräiginn, kréien dës Projeten eng Usschlussautorisation. Dëst an der Reiefolleg vun den Demanden.

Déi aner dräi Netzbetreiber, Sudstrom, d'Stad Dikrech an d'Stad Ettelbréck, hunn op Nofro hi bestätegt, datt an hiren Netzer bis elo all Anlage konnt ugeschloss ginn.

ad 2. De Grund firwat Demandë fir Wand- a Fotovoltaikanlage mussen op eng Waardelëscht gesat ginn ass, datt d'Zomme vun de besteeënden Anlagen an deene vun Netzbetreiber autoriséierten, mee nach net gebaute Projeten, d'Netzkapazitéit op verschidde Plazen am Land ausschöpft. Et kënnen also keng zousätzlech Projete fest autoriséiert ginn, well et soss zu Netzengpäss komme géif. Besonnesch betraff sinn d'Regiounen am Norden an am Oste vum Land, wou déi autoriséiert Kapazitéiten un d'Grenze vun der verfügbarer Leeschtung vun de 65 kV-Posten an den dozou gehéierende 65 kV-Leitunge stoussen.

ad 3. D'Erausforderung unzuegoen, fir den Netzausbau mat den Ausbauziler fir erneierbar Energien an d'Elektrifikatioun vun der Gesellschaft méi generell an Aklang ze bréngen, ass fir d'Regierung scho méi laang eng Prioritéit a war, ënnert anerem, ee Grund, firwat mam Stroumgesetz vu Juni 2023 eng Obligatioun fir Netzbetreiber agefouert ginn ass, Netzentwécklungspläng op alle Spannungsniveaue auszeschaffen. Dës sollen all Moyene vun Netzverstärkung a Betruuecht zéien, dorënner och Flexibilitéit a Stockage. Duerch ëffentlech Consultatiounsprozesser ass och séchergestallt, datt dës mat der néideger Transparenz ausgeschafft ginn. Zousätzlech dozou huet d'Regierung sech Ufank 2025 am Kader vum Prozess „Einfach – Séier – Erneierbar“ (ESE) mat alle relevanten Acteuren vum Secteur zum Thema ausgetoscht. Nächst Schrëtt an dëser Hisiicht wäert de Minister och a Gespréicher mam Netzbetreiber Creos thematiséieren.

Den Ausbau vum 380/220 kV-Héichspannungsnetz an déi domat verbonne Prioritéit ginn am zéngjäregen Entwécklungsplang fir d'Transportnetz vu Creos

beschriwwen, dee consultéiert a verëffentlecht gëtt. De Schwéierpunkt läit haaptsächlech op der Verstärkung vun der Verbindung mam däitsche Stroumnetz, dem sougenannten 380 kV-Projet, dee viraussichtlech 2029 soll a Betrib goen.

Weider wichteg Prioritéite betreffen den Ausbau vun de besteende 65 kV-Infrastrukturen am Norden an Oste vum Land op 110 kV. Dësen Ausbau geet genau déi Limitatiounen un, déi haut zu Verspéidunge vu Projete féieren. Déi eenzel Moossnamen zum Netzausbau op den Niveaue 110/65 kV an 20 kV wäerten an den Netzentwécklungspläng fir d'Veerdeelnetz dokumentéiert ginn. Dës sinn aktuell an der Ausaarbechtung a wäerten Enn 2025 an d'Consultation publique goen.

Preparatiounen fir de Wiessel vu 65 kV op 110 kV lafen op Héichtouren. An der betraffener Regioun si sämtlech Kabelstrecken als 110 kV-Kabel verluecht. 55 % vun den Isolatorketten op den Héichspannungsleitungen sinn ëmgebaut, an d'Hallschent vun den Transformatorstationen ass prett fir d'Ëmstellung vu 65 kV op 110 kV. Gläichzäitig suergen d'Envergure, déi technesch Komplexitéiten an ugespaant Liwwerketten dofir, datt et schwiereg ass, déi technesch Ëmsetzung mat der dynamescher Entwécklung vun der aktueller Demande ze alignéieren. Doriwwer eraus gëllt et och, finanziell Repercussiounen op den Endclient opgrond vun deenen Investissementen ze consideréieren.

Ausserdem ass de gréissten Netzbetreiber amgaang Analysen duerchzuféieren, fir d'Complementaritéit vun den zwou gréissten erneierbare Produktiounsquellen, der Wandenergie an der Fotovoltaik, ze belichten, fir esou eventuell weider Kapazitéiten an de Stroumnetzer fräizekréien. D'Netzbetreiber ënnersichen och d'Roll vun der Flexibiliséierung vun der Demande an der Produktioun, ënnert anerem duerch den Asaz vu Batterien, fir d'Netzer kënnen méi effizient ze bedriewen. Duerch dës Approch soll séchergestallt ginn, datt d'Netzer optimal ausgelaascht sinn, fir d'Käschte vum Ausbau, déi iwwert d'Netztariffer op d'Endclienten ëmgeluecht ginn, op e raisonnablen Niveau ze begrenzen.

D'Problematisierung vum Netzausbau an der Reservéierung vun Netzkapazitéiten ass scho méi laang eng Prioritéit, an ass ënnert anerem och am Kader vum Prozess „Einfach – Séier – Erneierbar“ (ESE) zesumme mat alle betraffenen Acteuren belicht ginn. Nieft dem schnelle Virundriewe vum traditionellen Netzausbau, goufen do och weider Prioritéite festgehalen, fir den Ausbau vun den Erneierbaren ze beschleunegen:

– Eng reegelméisseg a méi streng Iwwerpréiung, ob autoriséiert Projeten och effektiv ëmgesat wäerten ginn, fir, am Fall wou Projeten annulléiert gi respektiv net weidergedriwwen ginn, déi reservéiert Leeschtung kënnen engem Projet vun der Waardelëscht ze attribuieren,

– d'Veëffentlechung vun den disponiblen Kapazitéiten um Stroumnetz, déi fir méi Transparenz suerge soll,

– d'Beschleunegung vun der Usschlussprozedur.

Dës Mesurë ginn an deenen nächste Méint ëmgesat a wäerten derzou bäidroen, datt den Ausbau vun den erneierbaren Energien och an Zukunft ka weidergedriwwen ginn.

Résistance du réseau électrique aux extrêmes climatiques | Question 2601 (11/07/2025) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Wéi an der Press ze liese war, ass et während der Hëtztwell vun Ufank Juli a Frankräich zu Stroumausfäll komm, well de Stroossebelag esou waarm ginn

ass, dass dat ënnerierdescht Stroumnetz beschiedegt gouf. Well et mat der Äerderwärmung och hei am Land ëmmer méi oft zu Hëtztwelle kënn, stellt sech d'Fro, ob eist Stroumnetz der Belaaschtung gewuess ass.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus stellen:

1. Wéi resistent ass eist Stroumnetz bei laange Periode vun héijen oder ganz nidderegen Temperaturen?

2. Gëtt et Oplage fir den Netzbedreier, fir d'Stroumnetz méi resistent ze maachen op extreem Temperaturen?

Réponse (03/09/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den Informatiounen vun den Netzbedreier no, ass d'Lëtzebuurger Stroumnetz geplangt a gebaut, datt et och bei extremer Hëtzt oder Keelt zuverlässeg funktionéiert. Dëst gëtt duerch e puer Schlüsselfacturen garantéiert. Engersäits si praktesch 100 % vum Nidderspannungsnetz an iwwer 80 % vum Mëttelspannungsnetz ënnerierdesch verluecht, wat d'Kabeln effikass virun thermeschen a physischen Aflëss schützt. D'Kabele leien an enger Déift (meeschtens iwwer 80 cm), wou d'Buedemtemperatur relativ konstant bleift an net staark duerch Hëtztwelle beaflosst gëtt, a kënnen eng dauerhaft Temperatur vu bis zu 70° C aushalen. Ënnerierdesch Verkablung hëlleft och bei extreem kalen Temperature well sou d'Veräisung vu Leitungen evitéiert ka ginn.

Anerersäits sinn och déi aner, iwwerierdesch Deeler vum Stroumnetz fir extreem Konditiounen ausgeleecht.²² D'Fräileitunge vum Héichspannungsnetz kënnen Temperature vu bis zu 80° C aushalen. D'Transformatoren am Netz sinn am Normalbetrib fir Ëmfeldtemperaturen tëschent -25 a 40° C entworfen, kënnen awer och bei méi héijen Temperature bedriwwen ginn, och wann dat déi technesch Liewensdauer beaflosst. Doriwwer eraus kann den Netzbedreier gegebenefalls duerch gëeegent Schaltungen am Netz d'Stroumfluss an domat d'Belaaschtung vun deenen Anlage reduzéieren.

Zousätzlech ass ze bemierken, dass d'Netz mat enger héijer Redundanz entwéckelt a gebaut gëtt. Dëst bedeit, datt déi verschidde Komponenten am Normalzustand ni bis zur Nennleeschtung ausgelascht sinn a soumat grouss Reserve verfügbar sinn, och bei méiglechen Ausfäll. Doriwwer eraus erlaabt Wiederprovisiounen a Miessungen am Netz (Smart Grid) e kontinuéierleche Monitoring a wann néideg Upassungen am Betrib vun de Reseauen. Dës Mesuren droen zu der genereller Resilienz vum Stroumnetz bäi.

ad 2. D'Entwécklung an de Betrib vum Stroumnetz zu Lëtzebuerg gi vum Stroumgesetz encadréiert. Dëst schreift vir, datt d'Netzbedreier fir d'Versuerungssecherheet vun hire Clientë suerge mussen. Op Nofro hin, gouf vun den Netzbedreier bestätegt, datt d'Netzer no internationalen Normen entwéckelt a gebaut sinn, déi e sécheren a stabile Fonctionnement, och ënnert extreeme klimatesche Bedéngungen, garantéieren, an och vun anere Stroumnetzbedreier an Europa applizéiert ginn, an am Aklang mat den techneschen Richtlinne vun ENTSO-E (Europäesch Associatioun vun den Netzbedreier), de VDE-Normen an de Reegele vun der IEC (International Electrotechnical Commission) sinn.

Zousätzlech zu dësen Normen gëtt et verschidden europäesch Texter, déi souwuel d'Memberstaaten, wéi och d'Netzbedreier, dozou verpflichten, fir Risiken am Stroumsecteur ze analyséieren an entsprechend Moossnamen ze huelen, fir déi Risiken ze reduzéieren. Am Kader vum EU-Reglement 2019/941 gouf e Risikovorbereedungsplang fir de Stroumsecteur entwéckelt, deen ënnert anerem den Impakt vun Hëtztwellen a Keeltperioden op d'Lëtzebuurger Stroumnetz bewäert.²³

Doriwwer eraus schafft d'Regierung aktuell un enger Mise à jour vum der Klimaadaptatiouns-Strategie²⁴, déi ënnert anerem och den Energiesecteur ofdeckt, fir d'Land nach méi resilient géint zukünfteg Auswierkungen vum Klimawandel ze maachen.²⁵ Ënner anerem gesäit dës Strategie vir, datt déi kontinuéierlech Entwécklung vum Klimawandel mat sengen Impakter op d'Energieversuerungssécherheet reegelméisseg soll evaluéiert ginn. Eng Rei Moossname si geplangt, fir d'Stroumnetz weiderhi resistent ze hale géint extreem meteorologesch Evenementer.

Différents types de races bovines au Luxembourg |

Question 2617 (17/07/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An eiser Lëtzebuurger Landwirtschaft gëtt et méttlerweil verschidde Rassen u Ranner, déi ënnerschiddlech genotzt kënnen ginn.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Rassen u Ranner gëtt et an eiser Landwirtschaft a wéi gi si agesat?

2. Wéi grouss ass de respektive Contingent u Ranner pro Rass?

3. Wéi sinn dës Ranner an eise Bauerebetreiber opgedeelt, andeems en Ënnerscheid tëscht haapt- an nieweberuffleche Bauere gemaach gëtt?

4. Wat fir eng Rasse ginn haaptsächlech fir ekologesch Zwecker agesat?

5. Wéi vill Züchter gëtt et hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun eiser Véiwirtschaft?

6. A wat fir engem Mooss ginn d'Bauere subventionéiert, wa se bestëmmte Rasse fir ekologesch oder aner méi spezifesch Zwecker asetzen?

7. Wéi vill Ranner gëtt et duerschnëttlech an den haaptberuffleche Betreiber?

8. Wéi vill Ranner gëtt et duerschnëttlech an den nieweberuffleche Betreiber?

Réponse (26/08/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Landwirtschaftsministère mécht keng statistesch Erhiewunge vun de Rassen, déi op de landwirtschaftleche Betreiber gehale ginn. D'europäesch Tierzuchtgesetzgebung definéiert wat eng Rass ass an enthält Bestëmmungen, wéi eng Ranner dem Status vun engem „rengrassegen Zuchtbeisch“ entsprechen a soumat duerfen eng offiziell

EU-Tierzuchtbescheinigung ausgestallt kréien. D'Lëscht vun de Rassen, fir déi offiziell unerkannten Zuchtprogrammer hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn, ass ënnert folgendem Link um Portail vun der Agriculture ze fannen: <https://agriculture.public.lu/de/tiere/nutztiere/zucht.html>.

Et sinn dat aktuell folgend Rassen:

– Fleeschrannerrassen: Angus, Aubrac, Blanc bleu, Blonde d'Aquitaine, Charolais, Galloway, Highland, Limousin, Murray Grey, Wagyu, Welsh Black
– Mëllechrannerrassen: Braunvieh, Fleckvieh, Holstein Frisian, Jersey, Montbéliarde, Normande, Salers

(Remark: verschidde Rassen dovunner sinn Zweenotzungsrasen)

ad 2. Am Joer 2024 waren 1.255 Limousin-Kéi am Herdbuch ageschriwwen (61,3 % vun den ageschriwwene Kéi), 285 vun der Rass Angus (13,9 %), 153 vun der Rass Aubrac (7,5 %), gefolgt vun de Rasse Charolais (6,0 %, 122), Blonde d'Aquitaine (3,5 %, 71), Wagyu (2,4 %, 49), Highland (2,3 %, 47) an aner Rasse mat engem klengen Effectif. Am Ganze waren den 1. Abrëll 2024 2.046 aktiv Fleeschranner am Herdbuch ageschriwwen.

Bei de Mëllechrannerrassen hunn am Joer 2023/2024 488 Betriber un der Mëllechkontroll deelgeholl, mat engem Total vun 51.333 kontrolléierte Mëllechkéi, dovu ware 74,0 % vun der Rass Holstein-Schwarz-bunt an 11,8 % vun der Rass Holstein-Rotbunt. (Quell: Déierenzuchtorganisatioun Convis)

ad 3. Dozou leien dem Landwirtschaftsministère direkt keng Informatiounen vir. Heifir wär et noutwendeg, fir Date betreffend de Status „haapt- oder nieweberuffleche Bauer“ mat den Informatiounen aus den Zuchtprogrammen ze rekombinéieren. Aus dem Rapport vun der Generalversammlung 2025 vun der Déierenzuchtorganisatioun Convis geet ervir, dass aktuell 488 Mëllechvéibetreiber un der Mëllechkontroll deelhuefen, mat enger duerschnëttlecher Kouzuel vun 105. Bei de Fleeschranner-Zuchtprogrammer huelen aktuell 71 Betriber un der Leeschtungskontroll deel.

ad 4. Vill vun eise Fleeschrannerrasse sinn „all-rounder“: eng ökologesch Beweedung ass esouwuel vun engem Limousin, also eiser Haaptrass hei zu Lëtzebuerg, ze bewierkstellegen, wéi och vu Rassen, déi gängeg als Robustrassen oder extensiv Rasse bezeechent ginn, wéi Aubrac, Galloway, Highland ...

ad 5. Am Joer 2024 huet de Service d'économie rurale 1.120 Betriber mat insgesamt 183.165 Ranner gezielt. Dovunner „Züchter“ am Sënn vun der EU-Tierzuchtgesetzgebung sinn dann déi wéi am Joresbericht vu Convis vermierkte 488 Mëllechvéibetreiber an 71 Fleeschrannerbetreiber.

ad 7. Am Joer 2024 huet de Service d'économie rurale 883 haaptberufflech Betriber mat insgesamt 177.398 Ranner gezielt. Domat kënn een op eng Moyenne vu ronn 201 Ranner pro Betrib. All Betrib mat op d'mannst 1 Rand gouf an dëser Auswärtung berücksichtegt. Als haaptberuffleche Betrib gëllt all Betrib mat engem Gesamtstandard-Output vu méi wéi 75.000 €.

ad 8. Am Joer 2024 waren dat 237 nieweberufflech Betriber mat insgesamt 5.767 Ranner. Domat kënn een op eng Moyenne vu ronn 24 Ranner pro Betrib. All Betrib mat op d'mannst 1 Rand gouf an dëser Auswärtung berücksichtegt. Als nieweberuffleche Betrib gëllt all Betrib mat engem Gesamtstandard-Output vu manner wéi 75.000 €.

Déi folgend Tabell[†] enthält weider Detailler zu de Froen 7 an 8.

²³ <https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/le-ministere/fonctions/energie/electricite/riskpreparednessplan-lu-update-20221207-en.pdf>

²⁴ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2025/02-fevrier/07-strategie-changement-climatique.html

²⁵ <https://environnement.public.lu/fr/actualites/2025/02/approche-holistique.html>

²² Et ass ze bemierken, datt et aus techneschen an ekonomeschen Grënn Sënn mécht, Leitungen ab engem gewësse Spannungsniveau och weiderhin iwwerierdesch ze verleeën.

Augmentation des cas de burn-out | Question 2635 (22/07/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

D'Zuel vun de psycheschen Erkrankungen huet an de leschte Joren däitlech zougeholl. Enner anerem leiden ëmmer méi Leit ënner engem Burn-out-Syndrom. Allerdéngs huet d'Weltgesundheitsorganisatioun WHO de Burn-out net als medezinnesch Krankheet klasséiert, mee en ass am ICD-11 (International Classification of Diseases) als „Occupational phenomenon“ definéiert, also als e Phänomeen, dee mat der Aarbecht verbonnen ass. Och zu Lëtzebuerg gëllt Burn-out net als unerkannte Krankheet.

An deem Zesammenhang wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Bei wéi vill Leit gouf an de leschten 12 Méint d'Diagnos Burn-out gestallt?
2. Wat fir Alterskategorieë waren am meeschte be-
trafft?
3. Wéi hunn sech dës Zuelen an de leschte 5 Joer
verännert?
4. Wéi vill Leit hu misse wéinst Burn-out krank-
geschriwwen ginn a wéi laang?
5. Wéi wäit iwwerhëlt d'Gesondheitskeess d'Käsch-
ten am Fall vun enger Burn-out-Diagnos?
6. Denkt d'Regierung driwwer no, de Burn-out als
Berufskrankheet unzeerkennen, vu datt d'WHO en
als „Occupational phenomenon“ definéiert?
7. Ass d'Regierung bereet, eng spezifesch Etüd zum
Theema Burn-out ze maachen, fir méi genee Don-
néeën ze kréien?

Réponse (25/08/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. bis 4. Aktuell gëtt et am Cahier des charges
tëscht der CNS an der AMMD kee spezifesch Code
diagnostic fir de Burn-out oder den „Occupational
phenomenon“, deen Doktere kéinten um Krankeschäin
uginn. Ënnert de Code 78 – „Dépression“ kënnen ver-
schidde psychesch Erkrankungen falen, hei gëtt et keng
weider Granulatioun fir de Burn-out. An der Lëscht „Af-
fections de longue durée“ erlaabt de Punkt 23 – „Trou-
bles dépressifs récurrents ou persistants chez l'adulte“,
am Kontext vum Médecin référent verschidden
„troubles dépressifs“ ze erfassen, mee ouni Gewëss-
heet, ob et sech ëm ee Burn-out handelt. Dowéinst
kann de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet
och keng genau Zuele liwweren.

ad 5. Et gëtt kee Code diagnostic fir de Burn-out, mee
d'Konsequenze vun engem Burn-out, wei zum Beispill
Krankeschäiner am Kader vun enger Depressioun, gi
vun der Gesondheitskeess (CNS) iwwerholl.

ad 6. D'WHO huet 2022 an der 11. Versioun vun der
„International Classification of diseases (ICD11-QD85)“
de Burn-out folgendermoossen definéiert:

– Burn-out ass e Syndrom, deen duerch chronesch
Stress op der Aarbechtsplaz ervirgeruff gëtt an deen
net erfollegräich konnt bewältigt ginn. En zeechent
sech duerch 3 Facteuren aus.

1. Gefill vun Erschöpfung a Manktem un Energie
2. Eng gesteigert mental Distanz zur eegener Aar-
becht oder ee Gefill vun Negativismus beziéungsweis
Zynismus betreffend déi eegen Aarbecht
3. Gefill vun engem Manktem u Leeschtungskapazitéit

– Burn-out bezitt sech spezifesch op Phenomeener an
Zesammenhang mam Beruff a sollt net geholl ginn,
fir Erleefnesser aus anere Liewensberäicher ze be-
schreiwen.

– Net dorënner falen:

1. Upassungs-Stéierungen (6B43)
2. Stéierungen, déi speziell mat Stress a Verbindung
stinn (6B40-6B42)
3. Angscht-Stéierungen
4. Affektiv Stéierungen (6A60-6A8Z)

Aktuell gi keng Demarchë gemaach, fir de Burn-out als
Berufskrankheet unzeerkennen. Den ICD-10 respektiv
den zukünftigen ICD-11 huet genuch Diagnosen, an
deen déi klinesch Symptomer, déi am Kader vum
Burn-out opgezielt ginn, aklasséiert kënnen ginn. Et ass
wichtig, dass een eng Diagnos vum Burn-out net sollt
liichtfäerteg stellen, dës soll am beschte vun engem
Spezialist (Psycholog/Psychiater) gestallt ginn, deen
och d'Méiglechkeete vun den Differentialdiagnose ge-
kuckt huet.

ad 7. De Moment ass keng sou eng Etüd geplangt.

Verschidden Initiative fir Leit, déi vum Burn-out be-
trafft sinn, méi genee ze begleeten, gi vun Entrepri-
sen, konventionéierten ASBLen an anerem Acteuren
geholl. An deem Kader verweise mer zum Beispill
op eng Initiativ vun der Association pour la santé au
travail des secteurs tertiaire et financiers (ASTF). Am
Kader vun dësem Service goufen 2024 eng 35 Leit be-
treit, déi vun engem Burn-out betrafft waren, an dës
duerch ee spezifesch Pilot-Programm (Lighthouse),
dee vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécher-
heet finanziell ënnerstëtzt gëtt. Bei dësem Programm,
dee méi wéi 3 Méint dauert, kënnen déi betraffe
Leit vun engem medezinneschen Check-up, enger
psychologescher Betreuung, Sophrologieseancen a
Gesprächsgruppe Gebrauch maachen (cf. Annex:
Brochure „Comment garder le cap face à l'épuisement
professionnel ? – Lighthouse – Un programme au
service de votre reconstruction“).

**Faill de sécurité dans le logiciel Sharepoint de
Microsoft** | Question 2636 (22/07/2025) de **M. Marc
Goergen** (Piraten)

„L'essentiel“ informéiert an engem Artikel vun haut
iwwert eng Sécherheetslück bei Microsoft. Betrafft ass
d'Software Sharepoint an et gouf vereenzelt Hacker-
attacken op staatlech Serveren an deene vu Betriber.
Microsoft huet d'Sécherheetsproblemer och scho be-
stätegt.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir
Digitalisatioun dës Froen stellen:

1. Sinn och staatlech Serveren zu Lëtzebuerg vun dë-
ser Sécherheetslück betrafft gewiescht? Falls jo, wéi
eng Verwaltung waren hei betrafft?
2. Ass gewosst, ob och lëtzebuergesch Betriber vun
der Sécherheetslück impaktéiert goufen?

Réponse (08/09/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Digitalisation

ad 1. De CTIE geréiert eng ganz Rei vu Serveren op
Basis vun der Software Sharepoint vun der Firma
Microsoft fir d'Ministèren an d'Administratioune
vum Staat. Et ass ze ënnersträichen, datt et Admi-
nistratioune gëtt, déi hir eege Sharepoint-Plattform
geréieren. Deemno kënnen mir eis nëmmen op dat
engagéieren, wat fir déi Plattformen konstatéiert an
ënnerholl gouf, déi vum CTIE bedriwwen ginn.

Déi komplementär Sécherheetsmesuren, déi de CTIE
fir seng Serveren en place huet, hunn en direkten Im-
pakt vun der rezenter Sécherheetslück bei Microsoft
evitéiert.

Vun deem Moment, wou de CTIE informéiert gouf,
datt Sharepoint-Serveren duerch e „Zero-Day Exploit“

vulnerabel waren, ass de CTIE a Kontakt mat Micro-
soft bliwwen, fir all hir Recommendatiouneën emze-
setzen an d'Correctiffen ze applizéieren, esoubal se
disponibel waren.

D'Analys vun de Serveren an de Kommunikatiouns-
Loggen huet keng Trace d'intrusion gewisen, esou
datt d'Serveren net duerch eng Attack kompromet-
téiert gi sinn. De CTIE ass weiderhin en alerte a bleift
mat Microsoft a Kontakt fir de Suivi vun der Situa-
tioun.

ad 2. Déi dofir zoustänneg Instanzen hu keng Tësche-
fäll oder Impakter vu lëtzebuergesche Betriber notifi-
zéiert kritt.

Projet ALPHA | Question 2637 (22/07/2025) de **M.
Fred Keup** (ADR)

An der gemeinsamer Äntwert vun den Härre Schoul-
an Inneminister op d'parlamentaresch Fro Nr. 1945
vun der honorabeler Deputéiert Francine Closener
zur landeswäiter Aféierung vum „Projet ALPHA – Ze-
summe wuessen“ heescht et:

„Wéi am ad 1. schonn erkläert, kruten d'Regional-
direktiounen den Opdrag, fir zesumme mat de Ge-
mengen déi Raimlechkeeten ze identifizéieren, ze
amenagéieren a gegebenefalls ze kreéieren, fir datt
et an all Schoul déi néideg Raimlechkeete gëtt, fir eng
Alphabetiséierung op Däitsch an op Franséisch kën-
nen unzebiden.“

Am Virfeld vun der geplangter Aféierung vun der
Optioun „Alphabetiséierung op Franséisch“ an alle
Primärschoule vum Land vun 2026 un huet den Här
Schoulminister d'Gemengen an d'Regionaldirek-
tiounen also elo schonns beoptraagt, fir d'Schoulen
op dës Projet „virzubereeden“, an dat, obschonns
en entsprechend Gesetz nach net am Parlament
gestëmmt gouf. Doraus ergi sech net just Froen am
Zesammenhang mat der legaler Basis vun deem
„Opdrag“, mee och Froen am Hëbléck op de Fall, wou
e Gesetz zur landeswäiter Aféierung vum „Projet
ALPHA – Zesumme wuessen“ iwwerhaupt net, oder
net an der geplangter Form, gestëmmt géif ginn.

Zugläch goufe viru Kuerzem déi offiziell „Rapports
d'évaluation du projet pilote „ALPHA – Zesumme
wuessen““ virgestallt, déi eng Aart Legitiméierung
vun deem Projet duerstelle sollen, obschonns déi
laangfristeg Konsequenze vun enger landeswäiter
Aféierung vum „Projet ALPHA“ no enger just dräijäre-
ger Testphas naturgeméis net ofzeschätze sinn.

Dofir wëllt ech dem Här Schoulminister gär folgend
Froen stellen:

1. Op wéi enger legaler Basis kruten d'Regional-
direktiounen deen uewe mentionéierten Opdrag,
wuel wëssend, datt et nach kee Gesetz zur landes-
wäiter Aféierung vum „Projet ALPHA – Zesumme
wuessen“ gëtt? Wat géif passéieren, wann dat nach
net bestoend Gesetz zur landeswäiter Aféierung vum
„Projet ALPHA“ a verännert Form, oder guer net,
gestëmmt géif ginn?

2. Verschidde Léierpersounen aus dem Fundamental
äusseren och d'Befierchtung, datt op ville Plaze keng
richteg Kllassesäll zur Verfügung stoe wäerten an
datt een dann an d'Schoulbibliothék, d'Fotokopies-
zëmmer, den Appui-Sall an, nach méi schlëmm, an
d'Maison relais „auswäiche“ muss. Wéi kann den Här
Minister am Hëbléck op déi vill beschwuere Chancé-
gläichheet vun alle Schüler garantéieren, dass keng
Kanner a „mannerwäerteg Säll“ (mir zitieren déi
betreffend Léierpersounen) während 10 oder 16 Ston-
nen ënnerriicht ginn?

3. Wéi kann eng effikass Virbereedung zur landeswäiter Ëmsetzung vum „Projet ALPHA“ iwwerhaapt geléngen, wann zentral Punkten, wéi Personalbedarf, Klasseneffektiv oder Unterrichtsstruktur nach net gesetzlech definéiert sinn? Wéi sollen déi verantwortlech Instanzen (Gemengen a Schoulen) sech beispillsweis op Klasse virbereeden, wou just ee Schüler fir déi franséisch Alphabetiséierung optéiert?

4. Et besteet keen Zweifel drun, datt de „Projet ALPHA“ en immensen Afloss op d'Schoul wäert hunn. Am Moment gëtt et awer nach vill aner Problemer (z. B. Inklusioun, Gewalt an de Schoulen, Ëmsetzung vum Smartphone-Verbuet, Manktem u Léierpersonal asw.), déi musse geléist ginn. Dobäi kënn, datt de Pilotprojet ALPHA bis elo keng schlësseg Resultater bruecht huet, well e just a véier Gemengen applizéiert gouf, déi kengesweegs representativ fir d'Gesamtstruktur vun der Bevëlkerung sinn. Wéi steet den Här Minister an deem Kontext zur Iwwerleeung (déi eisen Informatiounen no vu ville Léierpersounen aus dem Fondamental formuléiert gëtt), dee Pilotprojet op aner Gemengen am Land (mat anere sozioekonomesche Verhältnissen wéi déi véier Pilotgemengen) auszedeeen an doduerch méi fiabel Resultater ze erméiglechen, wat d'Effikassitéit oder Ineffikassitéit (am Sënn vu senge proklaméierten „Ziler“) vum „Projet ALPHA“ ugeet?

5. Kann den Här Minister preziséieren, ob et senges Wëssens aner Länner oder Regiounen op der Welt gëtt oder gouf, wou d'Primärschüler an zwou (oder méi) Gruppen opgespléckt ginn oder goufen, wat d'Alphabetiséierungssprooch ugeet?

6. Den Dossier „Rapports d'évaluation du projet pilote „ALPHA – Zesumme wuessen“, dee viru Kuerzem virgestallt gouf, enthält siwe Rapporten, ënner anerem de „Rapport intermédiaire ÉpStan du Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET) sur les caractéristiques, les résultats scolaires et la motivation des élèves, ainsi que le soutien parental“. An der Zesummefaassung vun deem Rapport gëtt drop higewisen, datt Schüler, déi op Franséisch alphabetiséiert ginn, „une motivation scolaire plus élevée, une meilleure image d'eux-mêmes et moins d'anxiété“ ënner Beweis stelle wéi „vergläichbar“ Schüler aus Net-Pilotprojet-Gemengen. D'Regierung geet hei also vun engem konkreeten a moossbare pedagogeschen Effekt aus. Lo sinn eis awer am Zesummenhang mat deene mentionéierte „rapports d'évaluation“ Reaktiounen zu Ouere komm, déi suggeréieren, datt et sech bei deem „pedagogeschen Effekt“ éischter ëm e „Placebo-Effekt“ géif handeln. Déi vun der Regierung beschriwwen Verbesserung wier net direkt dem pedagogeschen Inhalt oder der Methodik ze verdanken, mee verännerten Erwaardungen, enger méi grousser Opmierksamkeet, engem méi geschützten Léierëmfeld, also psychologesche Faktoren. Wéi steet den Här Minister an deem Kontext zu folgenden Iwwerleeungen: Pilotprojete genéissen eng besonnesch Opmierksamkeet – Léierpersounen sinn dacks méi motivéiert, Klasse méi kleng, Eltere méi implizéiert oder interesséiert. Kanner spieren d'„Sonderbehandlung“ – a verhale sech méi oppen a selbstsécher.

7. An der Zesummefaassung vum „Rapport intermédiaire ÉpStan du Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET) sur les caractéristiques, les résultats scolaires et la motivation des élèves, ainsi que le soutien parental“ steet, dass déi Schüler, déi um Pilotprojet deelgeholl hätten, „une compréhension suffisante du luxembourgeois“ hätten. No wéi enge konkreete Krittäre gouf hei „decidéiert“, datt déi Kanner „une compréhension suffisante du luxembourgeois“ hätten?

8. Am Artikel „Generalisierung im Regierungsrat beschlossen“ vum 12.7.2025 an der „Zeitung vum

Lëtzebuurger Vollek“ heescht et (S. 3): „Blättert man durch die Jubelberichte über den überwältigenden Erfolg des Pilotprojekts, mit dem die Zahl der Zyklus-Verlängerungen um ein Viertel reduziert wurde, ist es allerdings schockierend, wenn plötzlich zu lesen ist, mit der Alphabetisierung auf Französisch könnten frankophone Eltern ihren Kindern besser helfen, und es sei gewusst, das sei für den Schulerfolg äußerst wichtig. Die Eltern behalten in dieser Pädagogikform also immer noch die Rolle als Hilfslehrer, womit daher zwar den Frankophonen geholfen ist, aber nicht allen anderen vielen Sprachen, die es auch hierzulande gibt.“ Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt déi uewen zitéiert mental Verbesserung vun de Kanner („une motivation scolaire plus élevée, une meilleure image d'eux-mêmes et moins d'anxiété“), asouwäit se iwwerhaapt objektiv moossbar ass, primär dem Ëmstand ze verdanken ass, datt déi frankophon Elteren hire Kanner besser Hëllef konnten an datt et „ein Skandal [ist], wenn es immer noch nicht gelingt, die Grundschulkinder so zu unterrichten, daß es zu Hause keine Hilfslehrer braucht!“ („Generalisierung im Regierungsrat beschlossen“ vum 12.7.2025 an der „Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek“)?

Réponse (04/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Instruktioun un d'Regionaldirektiounen a Gemengen ass Deel vun der logistescher an organisatorescher Virbereedung, déi fir all gréisser schoulesch Reform noutwenneg ass. Et ass üblech, verschidden Organisatiounsmodalitéiten am Virus ze analyséieren, fir eng gutt geplangten a kontrolléiert Transitioun ze erméiglechen – ouni doduerch dem Resultat vum demokratesche Prozess virze-gräifen. Et gouf dobäi zu kengem Zäitpunkt en Engagement agaangen, deen net reversibel wier. Solt de Gesetzesprojet net gestëmmt oder awer substanzuell geännert ginn, géifen och d'Preparatiounen deem-entsprechend ugepasst ginn. Et handelt sech hei ëm eng Moossnam vu gudder a responsabeler Gouvernance, an net ëm e Vir- oder Agräifen an d'demokratesch Prozeduren.

ad 2. „ALPHA – zesumme wuessen“ gesäit zu kengem Zäitpunkt vir, datt d'Schülerinnen an d'Schüler permanent an net adäquate Raimlechkeeten enseignéiert ginn, wéi an der Fro suggeréiert gëtt. De Prinzip vun engem Unterrecht an adäquaten, pedagogesch ugepassten Raimlechkeeten gëllt fir all Schülerin a fir all Schüler, an dat an all Schoul.

D'Regionaldirektiounen schaffe mat de Gemengen-autoritéiten zesummen, fir déi beschtméiglech Léisungen ze identifizéieren, am Respekt vun dësem Prinzip. An de Piloteschoulen huet iwwregens keng Klass an och keen ALPHA-Grupp an enger Bibliothék oder an engem Fotokopieszëmmer missen enseignéiert ginn.

ad 3. D'Reform huet grad zum Zil, e kloer gesetzleche Kader ze schafen, deen d'Organisatioun vun den ALPHA-Gruppen a vun de Klasse reegelt. Am Virfeld ginn d'Schoulen an d'Gemengen opgefuerdert ze analyséieren, wéi se d'Reform kéinten ëmsetzen. Se ginn dobäi vun de Regionaldirektiounen ënnerstëtzt a begleet.

Och wann d'Eltere vun nëmmen engem Schüler oder enger Schülerin sech fir eng Alphabetiséierung op Franséisch respektiv op Däitsch fir hirt Kand entscheeden, muss dëse Choix respektéiert ginn. Et geet hei ëm e fundamentaalt Recht am ëffentleche Schoulsystem a gläichzäiteg ëm eng Fro vun der gerechter Behandlung op nationalem Niveau. De MENJE

engagéiert sech dofir, datt all Schoul, ouni Ausnam, ab der Rentrée 2027/2028 fir de Cycle 2.1 déi zwou Alphabetiséierungssproochen ubidde kann.

D'Aféierung geschitt progressiv: vun 2026/2027 u gëllt se fir de Cycle 1.2 – wou se awer nach keen Afloss op d'Schoulorganisatioun huet –, an duerno gëtt se all Joer ëm ee Joergang ausgebaut, bis 2032/2033 de Cycle 4.2 erreicht ass. Dës progressiv Aféierung gëtt de Gemengen an de Schoule genuch Zäit, fir d'Noutwendegkeete lokal anzeschätzen a sech adequat virzubereeden.

Zousätzlech ass et wichteg ze ënnersträichen, datt an de meeschte Schoule keng gréisser strukturell Ännerungen ze erwaarde sinn. An de meeschte Fäll wäerten Adaptatiounen minimal bis guer net néideg sinn, well eng Majoritéit vu Schoulen elo scho genuch Flexibilitéit huet, fir déi zwou Alphabetiséierungssproochen pedagogesch a logistesche ze integréieren.

ad 4. Eng gestaffelt Aféierung vum Pilotprojet an „interesséierte Gemenge“ géif zwangsfleeg an direkt zu Ongläichheeten tëschent den Elteren zesumme mat hire Kanner féieren, jee no Wunnuert. Fir dës Inegalitéit ze vermeiden, ass eng koordinéiert national Implementatioun virgesinn. D'Reform gëtt no an no, Schouljoer fir Schouljoer, awer simultan fir all Schoul am Land agefouert. Et gëtt am zweete Joer vun éischter Cycle ugefaangen. Domat ass garantéiert, datt all Elteren déi selwecht Méiglechkeeten hunn, e passende Wee fir hirt Kand ze wäelen, onofhängeg vum Wunnuert.

ad 5. Modeller, déi op méi wéi eng Alphabetiséierungssprooch setzen, existéieren a verschiddene Länner, dorënner der Schwäiz, Spuenien (besonnesch Katalounien), Kanada an och Regiounen vu Südwestdäitschland, déi u Frankräich grenzen. An dës Systemer respektiv a vereenzelte Schoulen an deene Systemer léieren d'Schülerinnen an d'Schüler an ënnerschiddleche Sproochen Liesen a Schreiwen, jee no hirem Profil, an dobäi gëtt oft och vill Wäert op gemeinsam Klassen- a Schoulzäite geluecht, fir sproochlech Differenzéierung mat sozialer Kohäsioun ze verbannen.

Am Kader vum Pilotprojet huet d'Léierpersonal zesumme mat Membere vun de Regionaldirektiounen Schoule mat dëse Modeller besicht, fir dës pädagogesch a strukturell Approchen aus éischter Hand an am Alldag ze gesinn.

Et ass wichteg drop hinzewiesen, datt dës auslännesch Modeller an nationale respektiv regionale Kontexter funktionéieren, déi oft staark vum Lëtzebuurger System ofwäichen. D'Zesummensetzung vun eiser Schülerpopulatioun, déi d'Diversitéit vun der Gesellschaft reflektéiert, erfuerdert e Modell sur mesure, deen un d'Realitéit vun eisem Land ugepasst ass. Dës schléisst natierlech net aus, datt relevant international Erfarunge berécksichtegt ginn, och net d'Erkenntnesser aus den europäeschen an internationalen ëffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg.

ad 6. Déi positiv Effekter, wéi d'Motivatioun, d'Selbstvertrauen an d'Erhéijung vun der Elterenimplicatioun, sinn d'Resultat vun engem Zesummespill vu ville Facteuren, an net nëmmen aleng en Effekt vun enger méi héijer Opmierksamkeet weinst dem Pilotstatus. Iwwerdeems si se perceptibel, se kënnen objektiv u Fortschreitter an de Resultater festgemaach ginn, z. B. am Liesen oder am Héiervirstoen.

D'Frostellung, ob dat Ganz just e „Placebo-Effekt“ wier, stellt indirekt d'Glafwierdegkeet vun der wëssenschaftlecher Aarbecht a Fro an och de Sënn vun all Pilotprojet als politescht Instrument. Fir eng



Bildungspolitik, déi sech op Evidenze baséiert („evidence-based policy“), brauch et esou Pilotprojeten an dëst niicht enger detaillierter Literaturanalis, Vergläicher mat anere Länner, wëssenschaftlecher Begleedung an enger geziilter Formation vum de Schoulacteuren. De Projet „ALPHA – zesumme wuesen“ ass genee an esou engem methodesche Geescht entwéckelt ginn, seriö, verantwortlech a laangfristeg.

ad 7. D'Donnéeën iwwert d'Lëtzebuergesch-Héierverstoë bei de Schülerinnen a Schüler stamen aus de standardiséierten EpStan-Tester am Cycle 2.1. Dës Resultater ginn am Kontext mat anere Schülercharakteristiken a Leeschtungen interpretéiert, dorënner och en Test zu den éischte Schrëtt zum Schrëftsproocherwerb an an der Mathematik. Am Rapport gëtt kloer festgehalen, datt déi meescht Schülerinnen a Schüler gutt Basiskonntnisser hunn, egal wéi eng Sprooch doheem geschwat gëtt oder wéi eng Alphabetiséierungssprooch gewielt gouf.

Et ass drun ze erënneren, datt et sech ëm en onofhängege wëssenschaftleche Rapport handelt, dee vum LUCET ausgeschafft gouf. D'Formuléierung stamen net vum Ministère, dofir missten all weiderféierend Froen un d'Wëssenschaftler vum LUCET gericht ginn.

ad 8. Et ass richtig, datt vill Kanner besser virukommen, wa si doheem an enger Sprooch ënnerstëtzt ginn, déi se gutt beherrschen. „ALPHA – zesumme wuesen“ setzt genee hei un a probéiert, d'Differenzen tëschent de Familljen ze kompenséieren, ouni d'Leierverantwortung op d'Elteren ze verlageren. D'Grondverantwortung fir d'Leiere bleift beim ëffentleche Bildungssystem, mee d'Konditiounen sollen esou gestallt sinn, datt all Kand, egal a wéi enger Famill, fair Chancë kritt, fir säi Potenzial an der Schoul ze entwéckelen.

Cas de discrimination et d'homophobie au Luxembourg | Question 2641 (23/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Verschidden Zeitungen hunn iwwert ee Fall vun Homophobie bericht, deem sech dëst Joer um Pride Festival zougedroen huet. Hei gouf ee Kënschtler, deem op der Pride deelgeholl huet, nom Festival vun zwou Persounen diskriminéiert an aggresséiert. D'Police bestätegt, dass eng Plainte géint d'Aggresseure gemaach gouf.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministère fir den Interieur a fir Justiz dës Froen stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Homophobie gouf et an de vergaangene 5 Joren, opgeléicht pro Joer?
2. Wéi vill Fäll vun Diskriminierung gouf et an de vergaangene 5 Joren, opgeléicht pro Joer?
3. Gëtt et zu Esch méi där Fäll wéi am Rescht vum Land?
4. Ass d'Situatioun insgesamt fir d'LGBTIQ-Communautéit méi schlëmm ginn?

Réponse (03/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministere de la Justice | Mme Yuriko Backes, Ministere de l'Égalité des genres et de la Diversité

Homophobie ass Géigestand vun Definitioune vun internationalen Organisatiounen, wéi beispillsweis den Europarat oder d'Fundamental Rights Agency vun der Europäescher Unioun. Dës Definitioune stellen eng wichteg Grondlag vun eiser gläichstellungspolitescher Aarbecht duer. Dobäi beziechent Homophobie Virurteeler, Ängschten, Aversiounen, ofleendend Haltungen oder den Haass géint iwwer homosexuellen, bisexuellen an Transpersounen. Streng geholl fält

och de Begrëff vun der Lesbophobie dodrënner. Op Basis vun dëse Motiver kënne konkret Diskriminatiounen entstoën, wéi och psychesch wéi och physisch Gewalt. Doriwwer eraus geschéien Diskriminatiounen net nëmmen offensichtlech, mä kënne subtiler, systemescher a repetitiver Natur sinn.

Zu dëse Motiver bestinn am Lëtzebuergesche Stroferecht eng Rei Artikelen, déi sech konkret op Diskriminatiounen a Bezuch zur sexueller Orientéierung an zur Transidentitéit bezéien, dorënner d'Artikele 454, 455 a 456 aus dem Code pénal. Doriwwer eraus gëtt et den Artikel 80, deem erschwéierend Ëmstänn virgesäit, wann eng Dot opgrond vun den Artikele 454 a 455 geschitt. Zu gudder Lescht hu mer eng Constitutioun, déi de Gläichheetsprinzip vum alle Bierger-Inne festschreift.

D'Äntwerten op d'Froen 1–3 baséieren op Donnéeën vun aktéierte Faite vun Diskriminatiounen a Strofodote vun der Police bzw. de Justizautoritéiten, wat d'Condamnatiounen ugeet. Et gëtt awer och doriwwer eraus Fäll, déi sech net an dësen Zuelen erëmispigelen, well déi betreffen Affere keng Plainte gemaach hunn, mee sech awer z. B. un e Berodungs-service oder un e Consultatiounsorgan wéi z. B. de Centre pour l'égalité de traitement gewant hunn (Fro 4).

ad 1. bis 3. Spezifesch Statistiken zu Faite vun Homophobie an de vergaangene 5 Jore leien net vir.

Homophobie fält rechtlech gesinn an d'Kategorie „Diskriminierung“ a gëtt an den Datebanke vun der Police net separat opgeléicht.

D'Police féiert zanter 2022 eng intern Datebank vun aktéierte Faite op Basis vu Procès-verbaux.[†]

Déi aktuell JU-CHA-Applikatioun vun der Justiz erlaabt och keng Ventilatioun, weeder vun der regionaler oder geographescher Natur, nach vun der Typologie vun den Diskriminatiounen. Déi disponibel Donnéeën concernéieren all Zort vun Diskriminatiounen, net nëmmen déi géint d'LGBTIQ+-Communautéit.

Den Tableau[†] heidrënner zielt d'Condamnatiounen op, déi déi lescht 5 Jore op Basis vum Artikel 457-1 vum Code pénal (CP) (Incitation à la haine) an déi schonn genannt Artikelen 454, 455 a 456 vum CP gesprach goufen.

Et ass nach wichteg ervirzehiewen, dass déi Zuelen hei sech eleng op rechtskräfteg Urteeler bezéien, an net Urteeler an 1. Instanz. Doriwwer eraus gëtt et och nach Dossieren, wou nach eng Enquête leeft.

Betreffend den Artikel 457-1 vum Code pénal gëtt des Weideren op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1934 vum 15. Abrëll 2025 zum Thema „Online-Hatespeech“ verwisen²⁶.

ad 4. De Kontakt an d'Zesummenaarbecht mat Organisatiounen vum Terrain si vu grousser Wichtigkeet fir erauszefannen, ob sech Diskriminatiounen vu Persounen aus dem LGBTIQ+-Spektrum verschlëmmert hunn. De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit schafft an deem Kontext mat enger ganzer Partie Organisatiounen a Servicer zesummen, déi d'Besoinen vun den LGBTIQ+-Persounen an de Mëttelpunkt vun hirer Aarbecht stellen²⁷, an déi och am interministerielle Comité LGBTIQ+ élargi²⁸ vertruete sinn. An dësem Comité sinn och Consultatiounsorganer vertruete, déi sech am Kader vun hirer Aarbecht ënnert anerem och op dës Theemen an Zilgruppe fokaliséieren, wéi z. B. de Centre pour l'égalité de traitement,

d'Commission consultative des droits de l'homme, de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle oder de Cid-Fraen an Gender.

Virop ass ze soen, datt sech aus deenen Informatiounen, déi mer deelweis vun dësen Acteuren kruten, kee Gesamtbild zeeche léisst, ob d'Liewenssituatiounen vun LGBTIQ+-Persounen sech verschlechtert hunn oder net. Allerdéngs hunn d'Diskussiounen ronderëm eng Bicherliesung vun der Tatta Tom 2023 wéi och ronderëm d'Petitioun 3198 (2024, 2025) dozou bäigedroen e Klima ze schaffen, besonnesch an de sozialen Netzwerker, wat d'Veebreede vun Haassried mat zum Deel konkrete Gewaltopgriff géint LGBTIQ+-Communautéiten op d'mannst begënschtegt, wann net souguer promovéiert huet. Als Konsequenz do-robbert huet de Centre CIGALE an der Folleg en Ustig vu Consultatiounen sur place, iwwer Mail oder iwwer Telefon enregistriert.

Am Kader vum éischten nationale Colloque LGBTIQ+ am März 2025 huet d'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) d'Resultater vun enger rezenter Enquête iwwert d'Situatioun vu Persounen aus dem LGBTIQ+-Spektrum zu Lëtzebuerg presentéiert. D'Enquête huet zum enge gewisen, datt d'Lëtzebuergesche Gesellschaft eng grouss Oppenheet géint LGBTIQ+-Communautéiten huet. Gläichwuel bestinn nach ëmmer Diskriminatiounen am Alldag, dëst souwuel am ëffentleche Raum wéi och an de soziale Medien.²⁹

De Comité interministériel LGBTIQ+ élargi³⁰ huet sech an de Reuniounen 2024 an 2025 mat dëser Thematik auserneegesat, fir mat deenen eenzelnen Organisatiounen a Berodungsorganen de Point ze maachen. Am Joresrapport 2024/2025, dee vum Regierungsrot an der Reunioun vum 20. Juni aktéiert gouf, huet de Comité ënnert anerem duerfir och festgehalen: „Par ailleurs, le Comité a évoqué les deux pétitions n° 3198 (Exclure les thématiques LGBT de l'éducation des mineurs) et n° 3281 (Développer davantage encore les thématiques LGBT+ et du Vivre ensemble dans l'éducation des mineurs) [...] pour aider à élaborer une stratégie de réaction par les deux ministères concernés³¹ en vue du débat parlementaire de janvier 2025, une réaction qui prend également en compte les expériences faites par les organisations représentant les communautés LGBTIQ+ au moment du dépôt des pétitions. Au-delà des questions relatives à l'intégration des thématiques LGBTIQ+ dans le système d'éducation luxembourgeois, le comité a souligné la montée du discours de haine. En effet, les pétitions ont suscité des réactions ouvertement hostiles à l'égard des communautés LGBTIQ+ qui ont été véhiculées sur les réseaux sociaux, ainsi que sur les sites en ligne de certains médias luxembourgeois. [...] Le Comité recommande [...] que le Gouvernement réagit de manière conséquente sur les pressions pesant sur les personnes appartenant aux communautés LGBTIQ+ en termes de montée du discours de haine en adoptant une attitude résolue et non ambiguë pour faire face aux mouvements anti-genre et anti-LGBTIQ+ et leurs discours dévastateurs véhiculés en ligne et hors ligne.“³²

²⁹ EU LGBTIQ survey III – LGBTIQ Equality at a Crossroads: Progress and Challenges, Country Data – Luxembourg, FRA – European Union Agency for fundamental rights

³⁰ De Comité interministériel LGBTIQ+ besteet aus Vertrieeder-Innen aus alle Ministèreen. De Comité interministériel LGBTIQ+ élargi setzt sech aus dem Comité interministériel LGBTIQ+ an de Vertrieeder-Inne vun den Organisatiounen aus der Zivilgesellschaft zesummen.

³¹ Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance

³² Comité interministériel LGBTIQ+, Rapport annuel 2024-2025

²⁶ QP n° 1934 du 15 avril 2025 (https://wdocs-pub.chd.lu/docs/expanded/2025/04/QP_58533_1744698174044.pdf)

²⁷ Rosa Lëtzebuerg, Centre CIGALE, ITGL, LEQGF, queerlook, Familljencenter.

²⁸ <https://legilux.public.lu/eli/etat/adm/agg/2024/04/15/b1788/jo>



De MEGA wéilt doriwwer eraus nach gären zwou aner Sourcen ervirhiewen, déi beleeden, datt Diskriminatiounen a Strofdoten opgrond vu sexueller Orientéierung an Transidentitéit duerchaus eng Realitéit zu Lëtzebuerg duerstellen.

De Centre CIGALE geréiert säit 2024 de Projet LILI³³ (Luxembourg Institute for LGBTIQ+ Inclusion), deen am Juli 2025 een éischte Rapport publizéiert huert, iwwert geliefte an erliefte Diskriminatiounen vu Persounen aus den LGBTIQ+-Communautéiten. Dëse Projet steet jidderengem, deen den LGBTIQ+-Communautéiten ugehéiert, zur Verfügung an ass duerfir do, konkreet Diskriminatiounen an/oder Gewalterfahrungen ze rapportéieren. Déi doranner ausgewäerten Donnéeën kommen zu engem eendeitege Schluss, datt LGBTIQ+-Persounen am alldiegleche Liewen an a ganz ville Liewensberäicher Diskriminatiounen erliewen.³⁴ De Rapport mécht och eng Rei Recommendationen a Saachen Datenerhiewung. D'Weiderféierung vun dësem Projet steet och als konkreet Aktioun am Nationalen Aktionsplang fir d'Promotioun vun de Rechter vun LGBTIQ+-Persounen.

De Centre pour l'égalité de traitement (CET) publizéiert a senge Joresrapporten³⁵ Zuelen iwwert déi Dosseren, déi sech op Diskriminatiounen opgrond vun der sexueller Orientéierung bezéien:

2020: 12 gemellte Virfäll – bei 203 traitéierten Dossier-en³⁶

2021: 9 gemellte Virfäll – bei 245 traitéierten Dossier-en³⁷

2022: 5 gemellte Virfäll – bei 240 traitéierten Dossier-en³⁸

2023: 11 gemellte Virfäll – bei 250 traitéierten Dossier-en³⁹

Fir de Fuersungsstand an d'Qualitéit vun de statisteschen Donnéeën zu dësen Theemen ze verbessern, gesäit souwuel den Nationalen Aktionsplang fir d'Promotioun vun de Rechter fir LGBTIQ+-Persounen⁴⁰, wéi och den Nationalen Aktionsplang iwwert

geschlechtsbaséiert Gewalt⁴¹ Mesuren a konkreet Aktiounen vir, déi de Gläichstellungsministère an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren an de kommende Jore wäert ëmsetzen.

Paiement immédiat direct (PID) dans les hôpitaux | Question 2642 (23/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

No jorelaangem Waarden ass et zënter 2024 endlech méiglech, dass d'CNS d'Käschte vun den Dokteschrechnungen direkt op der Plaz iwwerhëlt. Doduerch muss de Patient op der Plaz just nach säin eegenen Undeel bezuelen an net méi méintelaang op ee Remboursement vun der CNS waarden.

De Service vum Tiers payant direct ass bei ëmmer méi Doktere méiglech (57 %, wéi d'Gesondheitsministesch an der Äntwert op d'Fro N° 2565 informéiert).

De Service ass awer nach net komplett ausgebaut. E feelt zum Beispill nach an de Spideeler, wéi dem CHEM. An der Äntwert op d'Fro N° 1164 hat d'Gesondheitsministesch bestätegt, dass de Service nach net integral an alle Spideeler ugebuede gëtt.

Esou muss een als Patient:in, jee no Spidol, d'Rechnungen aus der Radiologie oder vum Dokter ëmmer nach virstrecken a fir de Remboursement bei d'CNS eraschécken (oder an engem physesche Guichet vun der CNS ee Rendez-vous huelen).

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi enge Spidolsgruppen a fir wéi eng Servicer gëtt den Tiers payant direct aktuell ugebueden?

2. A wéi enge Spidolsgruppen a fir wéi eng Servicer gëtt den Tiers payant direct aktuell nach net ugebueden?

3. Wäert et an noer Zukunft méiglech sinn, dass all d'Servicer an alle Spidolsgruppe vum Tiers payant direct gedeckt ginn?

Falls jo, bis wéini?

Falls nee, fir wéi eng Servicer wäert dëst net de Fall sinn?

Réponse (26/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Gebrauch an d'Ubidde vum Paiement immédiat direct („PID“) an de Services ambulatoires vun de Spideeler lafen net ëmmer zentral iwwer déi eenzel Spideeler. Sou ass et zum Beispill sou, dass do wou d'Dokteren hir Aktivitéit an de Spidolsservicer liberal praktizéieren a facturéieren, si selwer, d'selwecht wéi an der privater Praxis, decidéieren, ob si ee Remboursement iwwer PID ubidden. Do wou d'Spidol eng Facturationslösung ubitt, sou wéi dat fir de Grupp vun ugestallten Doktere vum CHL de Fall ass, kann de PID progressiv fir déi eenzel Servicer zentral ugebuede ginn.

Säit dem 1. Juli 2025 ass vun der CNS alles ëmgesat ginn, fir dass déi meescht Dokteren de PID, fir déi Akten, déi am „Outil de calcul PID“ dra virgesi sinn, kënnen ubidden. Heifir geet et duer, dass den Dokter eng PID-kompatibel Versioun vu sengem Logiciel méier notzt.

ad 2. Allgemeng ginn an de Spideeler Moosnamen ergraff, fir de PID op méiglechst vill Servicer a Prestatiounen auszewäiten. De PID gëtt deemno och, haapt-sächlech fir Soins ambulatoires, ëmmer méi benotzt.

⁴¹ <https://gouvernement.lu/dam-assets/images-documents/actualites/2025/06/30-backes-rapport-violence/pan-violences-genres.pdf>

E gëtt aktuell awer nach net fir all Spidolsgruppen a Servicer ugebueden.

Eng Generalisatioun vum PID bleift deelweis ofhängeg vun techneschen an organisationelle Bedéngunge souwéi och vum Status vun den Dokteren, déi liberal praktizéieren.

ad 3. Och wann aktiv mat de Spideeler geschafft gëtt, fir d'Digitalisatioun ëmzesetzen, notament wat d'Facturatioun betrëfft, wäert de PID net déi eenzeg Voie de prise en charge sinn. Et wäerten och weiderhin de Remboursement, le cas échéant op digitaalem Wee, an den Tiers payant ginn.

An de Fäll wou den Tiers payant net ugewant gëtt, wäert den Dokter weiderhin zesumme mam Patient entscheeden, ob PID oder Remboursement, le cas échéant op digitaalem Wee, benotzt gëtt.

Et gëtt och Fäll, an deenen de PID net kann ugebuede ginn. Fir dës Fäll ass um Internetsite vun der CNS eng Lëscht ze fannen⁴². D'Ausschlëss kënnen technesch oder juristesche begrënn sinn. Et gëtt dru geschafft, dës Lëscht ze reduzéieren, fir sou vill wéi méiglech kënnen de PID unzébiden.

Den M3S rechnet mat enger signifikanter Erhéijung vun der Notzung vum PID an de Spideeler an den nächste Méint.

Position du Gouvernement par rapport aux voitures électriques | Question 2643 (23/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Äntwert op meng Froen, schreiwen d'Regierungsmemberen, dass si vun de Virdeeler vun den Elektroautoen iwwerzeegt sinn (QP N° 2459). Et fält awer op, dass zënter dem Amtsuntreitt vun der CSV/DP-Regierung net méi Elektroautoen am Fierpark vun de Ministere ze fanne sinn a si weider op Plug-in-Hybriden, also Verbrenner, setzen. D'Regierung erkläert dëst mat „operationellen a sécherheetstechnesche Grënn“, déi et verhënnere géifen, op e voll elektresch bedriwwene Fierpark ëmzesteigen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill nei Plug-in-Hybriden a Verbrenner goufen zënter 2024 fir de Fierpark vun der Regierung souwéi de Service de protection du Gouvernement kaf?

2. Wéi eng operationell a sécherheetstechnesche Grënn verhënnere et, dass een op d'mannst den Undeel u rengen Elektroautoen am Fierpark erhéicht?

3. Wéi wëll d'Regierung de Bierger:innen d'Virdeeler vun der Elektromobilitéit am Alldag gleefhaft maachen, wann am Fierpark vun der Regierung grad mol 4 E-Autoe genotzt ginn?

4. Firwat ënnerstëtzt d'Regierung d'Verbrennerverbu, wann ee selwer zougëtt, dass den Elektroauto net ka fir all Gebrauch genotzt ginn?

Réponse (26/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Am Joer 2024 si 4 Plug-in-Hybridautoe fir de Fierpark vun der Regierung an de Service de protection du Gouvernement kaf ginn. Et goufe keng reng Verbrennerautoe kaf. Dës Autoe fueren elektresch, ëmmer wann et méiglech ass. Dëst erméiglecht

⁴² <https://cns.public.lu/fr/professionnels-sante/dossiers-thematiques/digitalisation/paiement-immédiat-direct.html>

³³ <https://www.lili.lu/>

³⁴ « Les personnes LGBTIQ+ continuent de vivre, trop souvent, dans un climat de crainte, d'invisibilité et de désengagement. Les chiffres parlent, mais ce sont surtout les voix, les récits, les silences et les évènements qui témoignent d'un vécu marqué par la méfiance, l'épuisement psychique et l'absence de reconnaissance. Il ne s'agit pas ici de faits divers isolés, ni d'une addition de souffrances individuelles. Les discriminations documentées, les symptômes de psychotraumatisme complexe décrits, les stratégies d'évitement et les repliements sociaux observés sont les effets directs d'un environnement qui reste inégal, institutionnellement fragile, et culturellement ambivalent à l'égard des minorités de genre et d'orientation. L'enjeu est collectif. Les conséquences ne s'arrêtent pas aux personnes concernées. Elles affectent la santé publique, l'éducation, la cohésion sociale, la confiance dans les institutions. Une société où certaines identités doivent se cacher pour exister est une société où l'égalité est conditionnelle – donc partielle. Mais ce rapport ne se veut pas uniquement un constat. Il est aussi un appel à l'action. Les recommandations formulées – sur la formation, la santé mentale, la visibilité – sont concrètes, réalistes et alignées avec les engagements européens. Elles peuvent être mises en œuvre, dès maintenant, par les pouvoirs publics, les institutions, les acteurs de terrain. Car ce que demandent les personnes interrogées n'est pas un traitement de faveur. Elles demandent à pouvoir vivre, apprendre, aimer, circuler, exister – sans avoir à se justifier, se cacher ou se défendre. Le Luxembourg en a les moyens. Il reste à en faire une priorité. », dans Enquête sur les violences et discriminations LGBTIQ+ au Luxembourg, LILI – Luxembourg Institute for LGBTIQ+ Inclusion, Centre LGBTIQ+ Cigale, p. 61 <https://www.lili.lu/wp-content/uploads/2025/07/Rapport-LILI-ok.pdf>

³⁵ <https://cet.lu/publications-2/>

³⁶ Rapport-annuel-2020.pdf* (Säit 27 vum Rapport)

³⁷ Rapport d'activités 2021* (Säit 29 vum Rapport)

³⁸ Rapport d'activités* (Säit 51 vum Rapport)

³⁹ A4_Rapport_d'activités_version-fin.pdf* (Säit 41 vum Rapport)

⁴⁰ <https://gouvernement.lu/dam-assets/images-documents/actualites/2025/07/21-backes-pan-lgbtiq/documents/20250723-pan-lgbtiq-2025-mega.pdf>

eng optimal Nutzung vum Fierpark am Sënn vum Klimaschutz, an am Respekt vun de Sécherheetsufoerderungen.

ad 2. D'Gefierer, Déngschtautoe fir e Regierungsmitglied, déi vu Persouneschützer*innen (Policebeamten*innen) am Kader vum Regierungsschutz agesat ginn, erfëllen eng Rei u spezifesch Viraussetzungen. Si bilden eent vun den Haaptinstrumenter an der dynamescher Schutzstrategie vu Perséinlechkeete wéi Minister. Dës Gefierer sinn e wichtegen taktesche Bestanddeel vum Sécherheetskonzept an erfëllen hire Rôle am Fierpark.

Zesummegekuckt muss de Fierpark esou opgebaut sinn, datt eng Majoritéit vun den Déngschtautoen eng Rei vu spezifesch Parametere erfëllen:

– Héich Motorleeschtung a beschleunegungsfäeg Kapazitéiten, fir spontan Auswäichmanöveren an taktesch Positionswisselen zu all Moment ze erméiglechen.

– Autonomie bei laangen oder onerwaarten Asätz, ouni op extern Infrastrukturen ugewisen ze sinn.

– Sécherheetsausrüstung, dorënner Run-Flat-Pneuen a spezifesch technesch a kommunikativ Systemer (z. B. Funk).

– Genuch Laaschkapazitéit, fir déi néideg Asazequipementer ze transportéieren – inklusiv medezinnescher Ausrüstung, perséinlech Schutzmaterial a perséinlech Equipement vum Beamten.

ad 3. Wéi an der 2. Fro beschriwwen, muss de Fierpark vun de Regierungsmemberen eng Partie Konditiounen erfëllen, fir de beschtméigleche Schutz ze garantéieren.

De Fierpark vun der Regierung wäert mat der weider Entwécklung vun den Elektroautoen och weider mat méi Elektroautoen ausgestatt ginn.

ad 4. D'Entwécklung vun der Elektromobilitéit konnt an de leschte Jore kontinuierlech Fortschrëtt virweisen, esouwuel am Beräich vun der Reechwäit, der Luedkapazitéit a -vitess, der Diversitéit u Modeller um Marché ewéi och dem Präis. Dës Entwécklung huet mat derzou bäigedroen, datt schonn haut a ville Fäll en 100 % Elektroauto am direkte Verglach mam Verbrenner besser ofschneit.

D'Regierung ass zouversichtlech, datt weider Entwécklungsspréng an der Elektromobilitéit an deenen nächste Jore derzou féiere wäerten, datt déi wéineg Fäll, wou haut nach e Verbrennerauto néideg ass, da komplett verschwannen. Doriwwer eraus soll drun erënnert ginn, datt de Verbuet fir d'Umeldung vun neie Gefierer mat Verbrennungsmotor an der EU eréischt am Joer 2035 a Kraaft trëtt – also eréischt an 10 Joer an net schonn haut.

Mesures à mettre en œuvre afin de combattre la pollution de notre environnement par les PFAS | Question 2656 (24/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Suite à la demande urgente de mise à l'ordre du jour pour le mois de juillet 2024 déposée par notre sensibilité politique, la problématique des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), et plus particulièrement celle du trifluoroacétate (TFA), a été abordée pour la première fois au sein de la Chambre des Députés lors d'une réunion de la Commission de l'Environnement en octobre dernier. À cette occasion, Monsieur le Ministre a informé qu'un groupe de travail interministériel informel, réunissant des représentant·e·s du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Santé et de la Sécurité

sociale, ainsi que de leurs administrations respectives, a été instauré début octobre. La mission du groupe était de mettre en place un état des lieux des connaissances disponibles et de formuler des recommandations concrètes en vue d'une stratégie nationale cohérente de lutte contre la pollution aux PFAS.

Ce groupe, selon les propos de Monsieur le Ministre, devait présenter ses conclusions au printemps 2025, afin de permettre au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires. Or, à ce jour, aucun rapport ni recommandation officielle ne semble avoir été communiqué aux membres de la Commission ou au public.

Par ailleurs, notre groupe politique avait présenté une motion en faveur de l'élaboration d'un plan national anti-PFAS, qui visait précisément à anticiper et coordonner des actions ambitieuses pour protéger la santé humaine et l'environnement contre ces polluants éternels. Cette motion a été rejetée par la majorité au motif que les travaux du groupe interministériel étaient en cours et qu'il convenait d'attendre leurs résultats avant toute décision politique au niveau national.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le groupe de travail interministériel sur les PFAS a-t-il finalisé ses travaux comme annoncé ? Si oui, quand ses résultats ont-ils été transmis au Gouvernement ? Les résultats ont-ils d'ores et déjà fait l'objet de discussions au sein du Conseil de Gouvernement ?

2) Quels sont les principaux constats du groupe de travail par rapport aux sources de pollution par les PFAS au Luxembourg et le niveau de la pollution ?

3) Quelles conclusions et recommandations ont été formulées par le groupe de travail ?

4) Quelles suites Monsieur le Ministre entend-il donner à ces recommandations, tant au niveau national qu'au niveau européen et international ? Une stratégie nationale de lutte contre les PFAS est-elle en préparation ?

5) Enfin, à quelle échéance Monsieur le Ministre compte-t-il informer le public de l'avancement de ce dossier et des mesures concrètes envisagées ?

Réponse (03/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les travaux du groupe de travail interministériel sont en cours de finalisation.

ad 2) Voir réponse à la question n° 1.

ad 3) Les conclusions et les recommandations n'ont pas encore été finalisées.

ad 4) Les recommandations du groupe de travail seront présentées au Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ainsi qu'à la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale au cours du mois de novembre. Les ministres concernés vont par après présenter les suites à donner à ces recommandations.

ad 5) Voir réponse à la question n° 4.

État des lieux et perspectives d'intégration du projet « Zesumme renovéieren » et du Plan social climat | Question 2661 (25/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La Ville de Differdange, avec le soutien du Ministère de l'Énergie et du Ministère de l'Environnement, ainsi que de la Klima-Agence et de l'INPA, a lancé le projet « Zesumme renovéieren » en avril 2023. Le projet

s'inscrit dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ainsi que la stratégie nationale de rénovation à long terme, et vise à promouvoir la rénovation énergétique des maisons existantes, grâce à un accompagnement personnalisé fondé sur une analyse des typologies de bâtiments. Les propriétaires bénéficient d'un soutien renforcé, notamment via un gestionnaire de quartier et un catalogue « prêt-à-rénover » adapté aux spécificités locales, ainsi que d'un soutien aux démarches de demande d'aides « Klimabonus ». Les résultats serviront à élaborer une approche standardisée pour d'autres communes.

En réponse à ma question parlementaire n° 1585, Monsieur le Ministre de l'Économie avait expliqué que le Gouvernement dresserait un bilan définitif du projet d'ici fin 2025. Monsieur le Ministre de l'Économie avait également précisé qu'afin de mieux comprendre les raisons de désistement des propriétaires initialement intéressés par la réalisation de projets de rénovation, la Klima-Agence aurait mandaté le LISER pour réaliser une étude qualitative dont les résultats sont attendus pour début 2025. Selon la réponse à la question parlementaire, la Klima-Agence serait également en train d'élaborer un guide d'identification des types de bâtiments au Luxembourg afin de préparer l'extension de l'approche « Zesumme renovéieren » à l'échelle nationale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les résultats de l'étude qualitative menée par le LISER au sujet du désistement des propriétaires initialement intéressés par la réalisation de projets de rénovation ? Quelles pistes Messieurs les Ministres considèrent-ils pour y remédier ?

2) Est-ce que le guide d'identification des types de bâtiments a été finalisé ? Dans l'affirmative, comment le guide sera-t-il diffusé et quel est le public cible ?

3) Est-ce que le calendrier pour la finalisation du bilan du projet demeure le même ? Dans la négative, quand le bilan sera-t-il finalisé ?

4) Étant donné que Monsieur le Ministre de l'Environnement souhaite finaliser le Plan social climat d'ici fin 2025, est-ce que les conclusions du projet « Zesumme renovéieren » pourront être intégrées dans le Plan social climat ? Dans l'affirmative, par quelle procédure les conclusions provisoires seront-elles intégrées ?

5) Quels seront les moyens financiers et personnels (p. ex. en termes de gestionnaires de quartier) nécessaires afin d'étendre l'approche « Zesumme renovéieren » à l'échelle nationale ?

Dans leur prise de position commune en vue de l'élaboration du Plan social climat, la CSL, l'OGBL, le LCGB et le Mouvement écologique ont revendiqué que les acteurs étatiques fournissent l'état des lieux en matière de précarité énergétique et de degré d'efficacité des mesures existantes, afin qu'il existe une base de discussion partagée avec les acteurs sociaux.

6) Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de fournir l'état des lieux en matière de précarité énergétique et de degré d'efficacité des mesures existantes revendiqué par les partenaires sociaux pour ce qui est du domaine du logement ?

Afin d'inciter davantage les propriétaires de logements destinés à la location à réaliser des rénovations énergétiques, la mesure n° 324 du PNEC prévoit « la mise en place d'exigences minimales à respecter pour la classe de performance énergétique de tout logement

mis en location ou destiné à être mis en location. [...] Il est ainsi prévu de créer un lien entre la classe de performance énergétique d'un logement mis en location et le droit de le louer et/ou le montant maximal autorisé du loyer. Ce type d'incitatif est préféré à l'idée de faire participer un propriétaire directement aux coûts de l'énergie (chauffage + ECS) qui sont à la charge du locataire. »

7) Quel est le calendrier prévu pour l'analyse voire la mise en œuvre de la mesure précitée ? Quels travaux ont d'ores et déjà eu lieu dans ce contexte et quels mécanismes concrets Messieurs les Ministres considèrent-ils à cet égard ?

Réponse (16/09/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'objectif de l'étude réalisée en début d'année par le LISER pour le compte de Klima-Agence dans le cadre du projet « Zesumme renovéieren » à Differdange était de mettre en évidence les motivations individuelles des ménages en lien avec la rénovation énergétique, d'identifier les raisons ayant conduit certains à abandonner leur projet, ainsi que les difficultés rencontrées tout au long du processus. Pour ce faire, les collaborateurs du LISER ont réalisé des entretiens qualitatifs avec une sélection de résidents ayant participé au projet pilote « Zesumme renovéieren ». Les résultats montrent que de manière générale, les principales motivations des participants en faveur de la réalisation d'un projet de rénovation énergétique sont surtout l'amélioration du confort de vie, notamment en matière de régulation thermique, même si les avantages économiques jouent un rôle important.

Au-delà des défis en lien avec le financement de tels projets, un obstacle évoqué par les ménages interrogés est la concrétisation d'un projet avec un artisan. La « Quartiersmanagerin » de Klima-Agence, chargée de l'accompagnement impartial jusqu'à la concrétisation du projet, s'est révélée un élément clé dans le bon déroulement de la rénovation énergétique. Son rôle de facilitatrice a apporté une réelle valeur ajoutée, notamment dans les échanges entre les habitants, les artisans et les autres acteurs (INPA – Institut national pour le patrimoine architectural, conseillers en énergie, banques...).

ad 2) L'approche méthodologique d'identification des types de bâtiments, débutée dans le cadre des travaux menés à Differdange depuis 2023, constitue une base systématique pour analyser le potentiel de rénovation énergétique à l'échelle communale. Elle permet de générer des fiches bâtiments avec des mesures prêtes à l'emploi et calibrées entre les différentes parties prenantes (notamment administration communale, INPA...) afin de faciliter une communication personnalisée avec les ménages concernés, ainsi qu'entre les acteurs professionnels impliqués (cf. <https://www.klima-agence.lu/fr/tdb-differdange>).

Cette approche initiée à Differdange dans le cadre du projet pilote a démontré sa pertinence et se développe désormais dans d'autres contextes architecturaux et urbanistiques. Avec l'objectif de mettre en place à moyen terme une typologie nationale, la méthodologie initialement appliquée à Differdange a depuis été optimisée, notamment grâce au simulateur de rénovation de Klima-Agence.

Les éléments identifiés comme facteurs de succès à Differdange pour encourager les citoyens à rénover sont repris et rendus plus efficaces pour être reproduits à l'échelle nationale. Cette approche est actuellement testée dans les communes du SIAS. (cf. https://www.klima-agence.lu/fr/tdb_niederanven).

Le déploiement progressif à l'échelle nationale contribue à définir une approche nationale, adaptable à différents contextes à moyen terme, qu'il s'agisse de communes urbaines ou périurbaines. Dans ce contexte, les synergies avec des programmes existants comme le Pacte climat avec les communes sont également valorisées, afin de soutenir de manière structurée la réalisation des politiques climatiques et énergétiques locales et régionales.

ad 3) Le projet pilote « Zesumme renovéieren » à Differdange arrivera à son terme à la fin de l'année. Au-delà de la clôture de l'accompagnement des projets actuellement en cours, il est également prévu de faire des premières expériences en matière de rénovation énergétique collective, par le biais d'un cahier de charges standardisé à Differdange.

Un bilan final pour le volet Differdange est prévu au cours de l'année 2026, en fonction de l'avancement des projets planifiés.

ad 4) L'élaboration du Plan social pour le climat est en cours et les mesures y relatives sont actuellement discutées avec les parties prenantes. L'évolution du rôle de Klima-Agence vers un accompagnement renforcé pour les différents groupes cibles constitue une priorité afin de rendre les sujets de la transition énergétique et climatique plus accessibles à l'ensemble de la société luxembourgeoise.

ad 5) À ce jour, Klima-Agence occupe deux managers de quartier dans le contexte de la démarche « Zesumme renovéieren ». Un renforcement supplémentaire de l'équipe est envisagé et planifié d'ici 2027. Il est à ce jour prématuré de déterminer avec précision les moyens financiers et de personnel nécessaires à un déploiement à l'échelle nationale.

ad 6) Le Luxembourg dispose d'une définition nationale de la précarité énergétique, élaborée par le Statec en concertation avec le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions et inscrite dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), au chapitre 2.4.4. « Précarité énergétique ». Le taux de précarité énergétique est publié annuellement dans le rapport « Travail et cohésion sociale » 2024 – Statistiques – Luxembourg.

En général, la précarité énergétique est caractérisée par un niveau élevé des dépenses énergétiques, des revenus modestes et une faible performance énergétique du logement. Son mesurage repose sur deux indicateurs quantitatifs : le taux d'effort énergétique (TEE) et le BRDE (bas revenu, dépense élevée). Le TEE exprime la proportion du revenu disponible consacrée aux dépenses énergétiques et renseigne directement sur la charge financière que représentent les coûts énergétiques pour les ménages. Le BRDE identifie les ménages dont le revenu se situe en dessous d'un seuil établi et dont les dépenses énergétiques sont supérieures à la médiane observée pour l'ensemble de la population. En 2023, 4 % des ménages au Luxembourg étaient en situation de précarité énergétique.

De manière générale, le Plan social pour le climat, en cours d'élaboration et s'inscrivant dans une approche globale du Gouvernement de lutte contre la pauvreté, a pour objectif de soutenir les ménages et microentreprises vulnérables, notamment ceux en situation ou à risque de précarité énergétique, par le déploiement d'un ensemble de mesures ciblées face aux effets socio-économiques potentiels induits par la mise en œuvre du SEQE-2. Par ailleurs, le Statec procédera à une analyse approfondie de l'impact du SEQE-2 sur ces ménages et microentreprises vulnérables ainsi que de l'efficacité des différentes mesures identifiées dans ce cadre.

ad 7) La rénovation énergétique, qu'il s'agisse de bâtiments résidentiels, fonctionnels ou publics, constitue un élément central de la transition énergétique et demeure une priorité dans le cadre de la mise en œuvre du PNEC. S'agissant de la mesure n° 324 relative à l'introduction d'exigences minimales de performance énergétique pour des logements mis en location, ce type de dispositif fait actuellement l'objet d'analyses approfondies.

Parallèlement à ces travaux, une série de projets et d'initiatives en faveur de la rénovation et de l'efficacité énergétique est déjà mise en œuvre, visant aussi bien les propriétaires occupants, propriétaires bailleurs que les locataires. Le Gouvernement entend combiner différents mécanismes, associant incitations économiques, assistance technique et instruments réglementaires, en collaboration étroite avec les acteurs concernés. Parmi les exemples figurent le régime d'aides « Klimabonus Wunnen » avec son « top-up social », le préfinancement des aides financières, un « upscaling » du projet pilote « Zesumme renovéieren », la facilitation des rénovations énergétiques dans les bâtiments en copropriété, ou encore le projet de loi n° 8597 relatif à un régime d'aides aux investissements pour des travaux d'assainissement énergétique de bâtiments fonctionnels.

En outre, le Plan social pour le climat définira des mesures complémentaires dans ce domaine.

Leasing social | Question 2662 (25/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En réponse à ma question parlementaire n° 1258, Monsieur le Ministre de l'Environnement a indiqué que le Gouvernement entendait lancer, avant la fin de l'année 2024, une étude visant à identifier le potentiel, les modalités et les opportunités de l'introduction d'un régime de leasing social automobile.

Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble :

1) Est-ce que l'étude précitée a d'ores et déjà été finalisée ? Dans l'affirmative, quand le Gouvernement prévoit-il d'en publier les résultats ?

2) Quels critères ont-été utilisés pour évaluer les opportunités et les modalités de mise en place du leasing social ?

3) Quelles parties prenantes ont été impliquées dans l'élaboration de cette étude ?

4) Quelles sont les principales conclusions au sujet du potentiel, des modalités et des opportunités de l'introduction d'un tel régime au Luxembourg ?

5) Quelles seront les étapes suivantes en vue de la mise en œuvre des conclusions de l'étude ? Quel est le calendrier prévu dans ce contexte ?

Par ailleurs, dans leur prise de position commune en vue de l'élaboration du Plan social climat, la CSL, l'OGBL, le LCGB et le Mouvement écologique ont revendiqué que les acteurs étatiques fournissent l'état des lieux en matière de précarité énergétique et de degré d'efficacité des mesures existantes, afin qu'il existe une base de discussion partagée avec les acteurs sociaux.

6) Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de fournir un tel état des lieux pour ce qui est du domaine de la mobilité ?



Réponse (16/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) L'étude en question a été lancée au début de l'été 2025. Ses résultats sont attendus pour la fin de l'année.

ad 2) À ce jour, l'étude n'en est qu'à sa phase initiale. Cette première phase vise à déterminer, sur base du contexte socio-économique et géographique spécifique du Luxembourg, les besoins et conditions pour intégrer efficacement un régime de leasing social automobile destiné aux personnes vulnérables, tout en évaluant son potentiel national.

Concernant ce potentiel, sont notamment pris en compte :

- les instruments complémentaires actuellement en place ou prévus au Luxembourg pour permettre aux foyers les plus défavorisés de recourir à un véhicule 100 % électrique ;
- l'offre du marché automobile luxembourgeois et régional en matière de véhicules électriques.

Le coût potentiel d'un véhicule électrique pour les ménages sera également analysé durant cette première phase.

Dans un deuxième temps, les modèles les plus adaptés au contexte luxembourgeois seront étudiés et discutés avec les parties prenantes clés.

ad 3) Comme mentionné sous la mesure 422 du PNEC, l'étude est menée en impliquant tous les acteurs concernés, notamment les offices sociaux ainsi que les entreprises de leasing. De plus, il convient de noter qu'au vu de l'intérêt que suscite la mise en œuvre d'un tel régime dans plusieurs États membres dans le cadre du Plan social pour le climat, différents échanges ont déjà eu lieu au niveau européen ainsi qu'au sein du Benelux.

ad 4) Il est prématuré de se prononcer à ce sujet.

ad 5) Il est prématuré de se prononcer à ce sujet.

ad 6) Le Plan social pour le climat, en cours d'élaboration et s'inscrivant dans une approche globale du Gouvernement de lutte contre la pauvreté a pour objectif de soutenir les ménages et microentreprises vulnérables. Il vise en particulier ceux en situation ou à risque de précarité énergétique ou de précarité en matière de transport par le déploiement d'un ensemble de mesures ciblées face aux effets socio-économiques potentiels induits par la mise en œuvre du SEQE-2. Dans ce contexte, le Statec procédera à une analyse de l'impact du SEQE-2 sur ces ménages et microentreprises vulnérables ainsi que de l'efficacité des différentes mesures identifiées dans ce contexte.

Aides financières et sociales pour bénéficiaires de la protection temporaire | Question 2667 (25/07/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

En l'état actuel de la législation, les bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'un État tiers ne peuvent prétendre au Revenu d'inclusion sociale (REVIS) qu'après avoir résidé pendant cinq ans au Luxembourg. Toutefois, cette condition de résidence, prévue à l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 28 juillet 2018 relative au REVIS ne s'applique pas aux bénéficiaires de la protection internationale originaires d'États tiers.

Ainsi, bien que les bénéficiaires de la protection temporaire soient autorisés à travailler et puissent avoir droit à une indemnité de chômage en cas de

licenciement, ils risquent de se retrouver sans ressources financières une fois que la durée maximale de l'indemnité de chômage est arrivée à échéance.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelles sont les aides financières et sociales dont un bénéficiaire de la protection temporaire peut bénéficier au cas où la durée de son indemnité de chômage est arrivée à échéance ?

2) Selon Monsieur le Ministre, l'exclusion des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'un État tiers du REVIS pendant cinq ans est-elle conciliable avec l'obligation des États membres de l'Union européenne de prévoir que ces personnes reçoivent le soutien nécessaire en matière d'aide sociale et de subsistance, telle qu'énoncée à l'article 13 de la directive européenne 2001/55 ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les bénéficiaires d'une protection temporaire devraient, à l'instar des bénéficiaires de la protection internationale, être dispensés de la condition d'avoir résidé pendant cinq ans au Luxembourg pour pouvoir prétendre au REVIS ? Envisage-t-il de modifier l'article 2, paragraphe 2, de la loi précitée en ce sens ?

Réponse (01/09/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Les aides financières et matérielles accordées aux bénéficiaires de la protection temporaire (BPT) par l'Office national de l'accueil (ONA) se présentent comme suit :

- 32 € par mois au titre d'argent de poche mensuel ;
- 49,67 € par mois pour la couverture des besoins en produits d'hygiène ;
- Les femmes enceintes peuvent bénéficier d'une aide mensuelle supplémentaire de 77,40 €, sur présentation d'un certificat médical attestant de la grossesse. Cette aide est versée jusqu'à l'accouchement ;
- Pour les nourrissons, une aide spécifique de 249,76 € est versée mensuellement pendant une durée de deux ans à compter de la naissance ;
- 249,76 € par mois au titre d'une aide à l'alimentation, pour autant que la fourniture de repas n'est pas assurée par l'ONA ;
- Tous les BPT reçoivent une aide vestimentaire semestrielle d'un montant de 62,44 €. Pour les mineurs, cette aide est doublée, soit 124,89 €, versés tous les six mois ;
- Une aide scolaire annuelle de 124,89 € est accordée aux mineurs scolarisés dans l'enseignement primaire ou secondaire, sur présentation d'un certificat de scolarité en cours de validité. Par ailleurs, une aide supplémentaire de 50 € peut être octroyée pour la location d'un iPad, sous réserve de la présentation de la facture ainsi que de la preuve de paiement correspondante.

ad 2) L'article 13 (2) de la directive européenne 2001/55 dispose en effet que les États membres prévoient que les bénéficiaires de la protection temporaire reçoivent le soutien nécessaire en matière d'aide sociale et de subsistance, sans néanmoins détailler les éléments précis de ce soutien.

Conformément aux dispositions de l'article 14, paragraphe 9, de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, les bénéficiaires de la protection temporaire ont accès aux mêmes conditions matérielles d'accueil octroyé par l'Office national de l'accueil que les demandeurs de protection internationale (DPI).

ad 3) Les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) sont des personnes auxquelles une protection internationale a été accordée, leur conférant une autorisation de séjour de longue durée (cinq ans) au Luxembourg. Cette stabilité juridique et administrative leur permet non seulement d'accéder au marché du travail, mais également au Revenu d'inclusion sociale (REVIS) ainsi qu'à divers dispositifs favorisant leur insertion socio-professionnelle. Ces mesures visent à favoriser leur intégration à long terme et à leur permettre de construire un projet de vie durable au Grand-Duché.

En revanche, les bénéficiaires d'une protection temporaire (BPT) ne disposent pas du même statut. Leur statut est limité dans le temps, actuellement jusqu'au 4 mars 2027, à la suite de la décision de l'Union européenne de prolonger la durée initialement prévue jusqu'en mars 2026. Il s'agit d'un statut exceptionnel et provisoire, accordé en réponse à des circonstances de crise, telle que l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Cependant, il convient de souligner que les BPT bénéficient d'un ensemble de soutiens adaptés à leur situation. Ils ont accès à un hébergement et aux conditions matérielles d'accueil assurées par l'ONA, à une affiliation à la CNS pour la prise en charge des soins de santé, ainsi qu'un accès au marché du travail. Ces dispositifs visent à assurer un niveau de soutien conforme aux exigences du droit européen.

Selon l'article 72 de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, les personnes bénéficiaires de la protection temporaire disposent d'une attestation spécifique leur permettant de rester sur le territoire mais ne conférant pas un droit au séjour conformément à la législation en matière d'entrée et de séjour des étrangers.

L'article 2 (1) a) de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit que les personnes disposent d'un droit de séjour afin de pouvoir prétendre au REVIS.

L'article 2 (2) de la loi modifiée du 28 juillet 2018 concernant la création d'un revenu d'inclusion sociale n'autorise pas de dérogation à la condition de résidence de cinq années aux personnes bénéficiaires de la protection temporaire. Un changement de ce paragraphe ne permettrait finalement pas l'accès au REVIS aux personnes visées puisque l'article 2 (1) a) les exclut de toute façon.

Intégration professionnelle des demandeurs de protection internationale et des réfugiés | Question 2672 (28/07/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Am Kader vun enger inklusiver Aarbechtsmaart-politick hat d'ADEM den 8. Oktober 2024 en „Jobday Handicap + Reclassement professionnel externe“ organiséiert, un deem méi wéi 1.500 Participanten a ronn 30 Entreprises deelgeholl hunn. Zil vun dësem speziellen Jobday ass et, déi betrafte Leit an d'Patrone beieneen ze bréngen, fir datt Persounen mat engem Handicap nees um Aarbechtsmaart kënnen Fouss faassen.

Asylbewerber-inne kënnen ënner gewësse Bedéngunge schaffen, mee si hunn et besonnesch schwéier, fir eng Aarbecht ze fannen. Dat gëllt och fir unerkannte Flüchtlingen. Divers Studie beleeeën, datt d'Integratioun vill méi einfach ass, wann déi betrafte Persounen kënnen enger gereegelter Aarbecht nooen.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Feststellung, datt en Aarbechtsverhältnis eng vun de beschte Méiglechkeeten ass, fir datt Asylbewerberinnen an unerkannte Flüchtlingen sech kënnen gutt an d'Gesellschaft integrieren?

2. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Employabilitéit vun de betraffene Leit ze verbesseren?

3. Denkt d'Regierung drun, fir e speziellen Jobday fir Asylbewerberinnen a Flüchtlingen oder Migrantinnen ze organisieren?

Réponse (31/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Dës Feststellung gëtt selbstverständlech vun der Regierung gedeelt.

ad 2. D'Regierung ass sech der Wichtigkeet bewosst, d'Employabilitéit vun den Demandeuren (DPI) a Beneficiäre (BPI) vun der Protection internationale ze stäerken, fir hir Integratioun an d'lëtzebuergesch Gesellschaft ze erliichteren. An dësem Kader ginn ënnerschiddlech Aktiounspiste verfollegt, besonnesch a Beräicher wéi der Formatioun, der Kompetenzevaluatioun an der Vermëttlung op den Aarbechtsmaart.

Iwwer Pilotprojeten am Beräich vun der beruflecher Formatioun wëll d'Regierung den Upskilling a Reskilling vu BPIe fërderen. Konkreet goufen an de CNFPen, zu Esch-Uelzecht an Ettelbréck, Formatiounen „Agent de nettoyage“ an „Aide-cuisinier“ organiséiert. Dës Formatiounen kombinéieren d'Formatioun an engem Beruff mat Franséischcoursen, fir déi global Kompetenze vun de Participanten ze stäerken. No der Formatioun ginn dës Persounen u Patrone vermëttelt, ënner anerem duerch Jobdays, déi speziell fir dës Zilgrupp organiséiert ginn, souwéi am Kader vun der individueller Begleedung duerch d'ADEM.

Doriwwer eraus bitt d'ADEM eng Rei weider Projeten un, déi speziell fir BPIen a BPTen (Bénéficiaires d'une protection temporaire) entwéckelt goufen. Dës Formatiounsoffere sinn ënnert anerem:

- Dress4Success (Dress fir Success Luxembourg ASBL),
- Projet d'accompagnement „Inter-C“ (Fondation EPI ASBL),
- „Ready4Work“ (NAXI-Femmes en détresse ASBL),
- „Work integration Luxembourg“ (Zarabina ASBL).

D'BPIen an d'BPTen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, hunn zousätzlech Zougang zu anere Formatiounsmaassnamen, wéi z. B. Sproocheformatiounen, sektoriell Formatiounen, Formatiounen an digitale Kompetenzen asw.

Des Weideren ass en interministerielle Groupe de travail en place gesat ginn, dee vum Familljeministère (MFSVA) koordinéiert gëtt. Dës Grupp versammelt verschidde Ministèren an Administratiounen, déi an den Accueil an d'Integratioun vun DPIen involvéiert sinn. D'Acteure si folgend:

- Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA),
- Office national de l'accueil (ONA),
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (MENEJ),
- Direction générale de l'immigration (DGIMM) relevant du Ministère des Affaires intérieures (MAINT),
- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM),
- Ministère du Travail (MT).

Dës Grupp huet d'Missioun, eng effizient Koordinatioun tëschent de betraffene ministeriellen Acteuren ze garantéieren. All Instanz ass zoustänneg fir

d'Ëmsetzung vu Moosnamen an hirem Beräich a schafft enk mat de verantwortleche Projets-Cheffen zesummen. Ënnert den Haapttheemen, déi an de Reunione behandelt ginn, fannen sech:

- den Impakt vun der neier EU-Direktiv iwwer den Accueil, déi e friieren Zougang zum Aarbechtsmaart fir DPIen iwwer eng Autorisatioun temporaire d'occupation (AOT) virgesäit;
- d'Opstelle vu Kompetenzevaluatiounssystemer, fir d'Employabilitéit sou fréi wéi méiglech kënnen anzuschätzen;
- d'Afféierung vun engem Sproocheformatiounsparcours fir DPIen.

ad 3. Fir d'DPIen an hirem Berufsintegrationsprozess ze ënnerstëtzen an hinnen de Wee zu méi Autonomie ze erméiglechen, hunn den ONA an d'ADEM en innovatiivt Konzept am Zesummenhang mat der leschter Editioun vum Jobday am Horeca-Secteur entwéckelt.

Am Kader vun dëser Initiativ gouf moies eng speziell Plage exklusiv fir DPIen reservéiert, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, mat Patronen a Kontakt ze trieden, déi bereit waren, si ënner favorable Konditiounen anzustellen. Dësen Usaz huet e favorablet Ëmfeld geschaf, deen de geziilten an direkten Austausch tëschent DPIen an Employeuren gefërdert huet.

Virum Event gouf eng Informatiouns-Sessioun speziell fir d'DPIen organiséiert, fir hinnen den Oflaf vum Jobday ze erklären an si iwwer d'Erwaardunge vum Aarbechtsmaart ze informéieren. Op dës Manéier goufen si zilgericht op dës professionell Rencontrer virbereet.

No dëser éischter, positiver Erfahrung, stinn den MFSVA an d'ADEM a Kontakt, fir weider Evenementer mat deem Format ze organisieren.

Et ass och wichteg ze bemerken, datt all BPIen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, un den Jobdays an aneren Evenementer, déi vun der ADEM organiséiert ginn, kënnen deelhuelen.

Utilisation d'insecticides néonicotinoïdes au Luxembourg | Question 2673 (28/07/2025) de M. Gusty Graas (DP)

La décision récente de la France de réautoriser l'usage d'acétamipride, un insecticide de la famille des néonicotinoïdes connu pour ses effets nuisibles sur l'environnement, la biodiversité, et la santé humaine, a suscité une vive inquiétude ainsi qu'une mobilisation notable tant au sein de la communauté scientifique, que parmi la population de notre pays voisin.

Au Luxembourg, l'utilisation des pesticides demeure également source de préoccupation. Selon des statistiques publiées par l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), des résidus de pesticides sont présents dans plus de 50 % des aliments analysés. Malgré les risques bien documentés liés à l'usage de l'acétamipride, cet insecticide reste autorisé au Grand-Duché. Il est employé chaque année en quantité entre 50 et 60 kg dans le secteur agricole, une tendance qui est à la hausse. Cela survient en dépit de l'existence du Plan d'action national de réduction des pesticides (PAN), dont une mise à jour est actuellement en préparation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Comment justifiez-vous le maintien de l'autorisation d'un insecticide dont les effets délétères sur la

biodiversité, l'environnement et la santé humaine sont largement documentés, comme c'est le cas de l'acétamipride ?

2) Quels sont les autres pesticides actuellement autorisés et utilisés au Luxembourg qui présentent des risques similaires pour l'environnement ou la santé humaine ?

3) L'organisation natur&ëmwelt estime que la mise en œuvre du Plan national de réduction des pesticides demeure incomplète. Quelle est votre évaluation de l'état actuel de la mise en œuvre de ce plan ? Quelles mesures concrètes sont prévues par vos ministères respectifs pour mieux protéger la biodiversité, l'environnement et la santé publique ?

4) Une interdiction des insecticides néonicotinoïdes, dont l'acétamipride, est-elle envisagée dans le cadre de l'actualisation du Plan d'action national de réduction des pesticides ?

Réponse (18/09/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Au moment où le Gouvernement français a décidé de retirer l'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques contenant de l'acétamipride en 2018, le Gouvernement luxembourgeois de l'époque n'a pas jugé nécessaire de prendre une décision en ce sens.

Nous appliquons, en conformité avec le cadre réglementaire européen, les dispositions du règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. À ce titre, les autorisations de produits contenant de l'acétamipride ont été délivrées par reconnaissance mutuelle sur base d'autorisations accordées par d'autres États membres, qui ont fondé leurs décisions sur l'analyse de risque effectuée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESa), complétée éventuellement par une analyse de risque nationale.

Lors de la dernière actualisation de son analyse de risque de la substance active acétamipride, l'AESA n'a identifié aucune preuve scientifique concluante, indiquant un risque pour la santé humaine ou l'environnement.

Soucieux de répondre aux attentes croissantes en matière de protection de la santé publique, de l'environnement et de la biodiversité, le Gouvernement actuel s'engage à réévaluer l'usage de substances actives, telles que l'acétamipride, dès lors que de nouvelles données scientifiques ou des décisions prises au niveau européen le justifieront, et ce dans le respect du règlement (CE) n° 1107/2009.

À cet égard, il convient de souligner que l'AESA s'est récemment vu confier un nouveau mandat (EFSA-Q-2025-00364) portant sur la réévaluation de l'acétamipride au niveau de l'Union européenne.

ad 2) On entend par « pesticides » aussi bien les produits utilisés en agriculture pour protéger les cultures (appelés produits phytopharmaceutiques) que ceux utilisés pour désinfecter ou lutter contre les nuisibles dans d'autres contextes (appelés biocides).

La liste complète des produits phytopharmaceutiques autorisés au Luxembourg, ainsi que leur classification en fonction de leur danger pour la santé humaine ou l'environnement – selon le règlement (CE) n° 1272/2008 –, est disponible sur le site de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) sous ce lien : https://saturn.etat.lu/tapes/tapes_fr_mnu_pdt.htm.

ad 3) Nous invitons à consulter le point 6 de la réponse à la question parlementaire n° 2185 du 3 avril 2025 de

l'honorable Députée Joëlle Welfring, qui apporte des précisions sur la mise en œuvre actuelle du Plan national de réduction des pesticides.

Ce plan d'action prévoit plusieurs mesures concrètes visant à mieux protéger la biodiversité, l'environnement et la santé publique. Parmi celles-ci, on peut notamment citer les programmes écologiques 514 et 513, qui encouragent respectivement les agriculteurs à réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et à créer ou préserver des habitats favorables à la faune et à la flore sauvages. Ces dispositifs sont détaillés sur le site du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : <https://agriculture.public.lu/de/bei-hilfen/oeko-regelungen.html>.

ad 4) Cette question sera examinée lors de la révision du Plan national de réduction des produits phytopharmaceutiques prévue en 2027.

Coordination entre le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement | Question 2675 (28/07/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

L'hebdomadaire « Lëtzebuerger Bauer », organe de presse de la Centrale paysanne, vient de suggérer récemment la création d'un ministère unique regroupant à la fois l'agriculture et l'environnement. Dans un article récent, l'éditorialiste a développé en effet tout un argumentaire qui plaide clairement en faveur d'une fusion des deux ministères. Il estime entre autres qu'une telle opération assurerait davantage de sécurité en matière de planification et conduirait à une coordination meilleure des différents travaux ou projets voire à une solution plus rapide des problèmes qui se posent dans les deux domaines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre partagent-ils l'avis de l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Bauer » ?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils d'avis qu'à l'avenir – et au vu des défis actuels et futurs à relever – une telle fusion pourrait améliorer la coordination des différents chantiers concernant les domaines de l'agriculture et de l'environnement tout en réduisant voire évitant les conflits d'intérêt potentiels ?

3) Dans les entretiens menés avec les responsables de la Centrale paysanne, Madame la Ministre a-t-elle déjà évoqué voire discuté l'opportunité d'une telle fusion ?

4) Serait-il envisagé, comme le laisse penser l'éditorialiste de l'hebdomadaire en question, de procéder à un éventuel remaniement au sein du Gouvernement afin de fusionner les deux ministères pendant cette législature ?

5) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir des informations concernant la communication et les échanges de vue entre les deux ministères depuis début l'an 2024 ? Peut-on constater une véritable amélioration de la concertation entre les deux ministères au bénéfice et de l'agriculture et de la nature ?

Réponse (03/09/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'éditorial auquel vous faites référence relève de la liberté d'expression journalistique, que nous ne commentons pas.

ad 2) et 4) Un remaniement ministériel en ce sens n'est pas à l'ordre du jour de cette législature.

Je renvoie les honorables Députés à l'accord de coalition conclu entre le CSV et le DP, ainsi qu'à la formation du Gouvernement, convenue conjointement, avec la répartition correspondante des départements ministériels.

ad 3) Non.

ad 5) Les deux ministères entretiennent des échanges réguliers et constructifs, tant au niveau ministériel qu'au niveau des services et des administrations.

Présence d'écrevisses invasives dans les eaux | Question 2676 (28/07/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Den amerikanische Signalkribs verbreitet sich weider ganz staark a verschiddene Regioune vu Westeuropa, sou z. B. am „Ahrtal“ an der Äifel. Dat féiert dozou, datt sech ëmmer manner Fësch an de Gewässer befannen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi steet et ëm d'Ausbreedung vum Signalkribs an eise Géigenden? Wat fir eng Flëss a Baache si betrafft? Hu misse Moosnamen ergraff ginn, fir seng Ausbreedung anzudämmen?

2. Wéi huet sech d'Populatioun vun den eenheemesche Kribsen déi lescht Joren heiheim entwéckelt?

3. Wéi steet et allgemeng ëm d'Qualitéit vun eise Gewässer an ëm d'Biodiversitéit, déi fir si spezifesch ass?

Réponse (08/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Signalkribs (*Pacifastacus leniusculus*) ass zënter den 1960er- an 1970er-Joren duerch aktiv Besatzmoosnamen a Mëtteleuropa an och bei eis a Baachen a Flëss agefouert ginn. Duerch seng Wanderaktivitéiten an tolerant Liewensweis vis-à-vis vun Temperaturerhéijung an niddregem Sauerstoffgehalt a strömungsarme Beräicher huet e sech mëttlerweil an de meeschte gréissere Baachen a Flëss zu Lëtzebuerg ausgebreet. Schonn Ufank den 2000er-Jore war de Signalkribs déi am meeschte verbreete Kribsaart mat Reproduktiounsnöweis an eise Gewässer.

Aus dësem Grond war schonn deemools en Andämme vun dëser Aart op nationalem Niveau duerch geziilt Moosnamen net méi méiglech. Am Kader vun Aarteschutzprogrammer fir Aarten, fir déi Signalkribs e Risiko duerstelt, ginn allerdéngs op lokalem Niveau Moosnamen ergraff, fir de Signalkribs aus sensibele Milieuen erauszehuelen.

ad 2. An eise Gewässer koumen zwou eenheemesche Kribsaarte vir: den Edelkribs (*Astacus astacus*) an de Steekribs (*Austropotamobius torrentium*). Déi lescht Noweiser vum Steekribs goufen an engem Inventaire Enn den 1990er-Joren an zwee Muselzouflëss gemaach. Am Kader vun nationale Bestandsopname vun eise Flëssgewässer aus dem Joer 2005 gouf et keen Noweiser vun deenen zwou eenheemesche Kribsaarten an eise Baachen a Flëss. 2010 hunn Experten drop higewisen, dass souwuel de Steekribs wéi och den Edelkribs mat gréisster Warscheinlechkeet an de Flëssgewässer zu Lëtzebuerg als ausgestuerwe gëllen. Dëst läit virun allem un der laangjäregger Verbreedung vum invasive Signalkribs, deem am Géigesaz zu den eenheemesche Kribsaarte resistent géint d'Kribspescht ass. Allerdéngs ass den Edelkribs no enger Aussetzung nach an engem relativ isoléierte Komplex u Weieren am Norde vum Land ungetroffen.

Et ass nach dat eenzegt dokumentéiert Virkomme vun dëser Aart zu Lëtzebuerg. Eng Presenz op weidere Plazen ass opgrond vun der wäiter Verbreedung vun den invasive Kribsaarten onwarscheinlech.

ad 3. Duerch ettlech Renaturéierungsmaassnamen a Moosnamen zur Verbesserung vun den Infrastrukturen am Ofwaasserberäich wéi zum Beispill de Kläranlagen ass d'Waasserqualitéit an de leschten 20 Joer a ville Baachen a Flëss daitlech besser ginn. Allerdéngs sinn eis Gewässer engem héije Sidlungsdruck ausgesetzt.

Dës Entwécklung gëtt duerch déi topographesch Lag vu Lëtzebuerg op der Waasserscheed tëscht Rhän a Meuse ëmsou méi verstärkt, well eis Gewässer kleng an dofir ëmsou méi vulnerabel sinn. Wéi an der leschter Zoustandsbewäertung am Kader vum drëtte Bewirtschaftungsplang beschriwwen a festgehal⁴³, erreicht kee vun den 106 Uewerflächewässerkierper de gudden ökologeschen Zoustand.

Dës Tatsaach spillt och eng grouss Roll am Zesammenhang vun de Klimaauswierkungen op d'Biodiversitéit allgemeng an am speziellen op déi aquatesch Liewensraum, déi duerch déi global Erwärmung a méi heefeg an extreem Wiederevenementer (Staarkreen an Drécheperioden) engem besonnenen Drock ausgesetzt sinn.

Ëmsou méi wichteg ass et, de Baachen a Flëss déi néideg Plaz an den néidegen Entwécklungsraum ze loossen, do wou d'Gewässer nach naturno virzefanne sinn an duerch geziilt Renaturéierungsmaassnamen d'Baachen a Flëss méi resilient géigeniwwer dësen Auswierkungen vum Klimawandel ze maachen, do wou d'Konditiounen net méi naturno sinn. An dësem Sënn gëtt niewent den nationale Strategien, wéi der Waasser- a Klimastrategie an der europäescher Biodiversitéitsstrategie, och op d'Ëmweltziler an de Moosnameprogramm vum aktuellen⁴⁴ an dem zukünftege Bewirtschaftungsplang verwisen.

Doriwwer eraus, a fir Renaturéierungsprojete méi séier a méi effizient ëmzesetzen, invitéiert de Ministère am November op e Renaturéierungsdësch. Dëse soll eng gemeinsam Dynamik an d'Weeër leeden, fir déi néideg Instrumenter ze schaffen.

Conséquences de l'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis sur l'économie luxembourgeoise | Question 2677 (28/07/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Suite à l'accord commercial intervenu hier entre l'Union européenne et les États-Unis, les droits de douane sur certains produits européens vont augmenter à 15 % tandis que les droits de douane pour une grande partie des produits américains entrant dans l'Union européenne resteront à 0 %. Ces mesures risquent d'avoir des suites considérables pour de nombreuses entreprises européennes et luxembourgeoises. C'est la raison pour laquelle cet accord suscite beaucoup d'inquiétudes, tant dans les milieux économiques que politiques. Ainsi, le Premier ministre français vient de parler d'une capitulation de l'UE face aux États-Unis.

Il convient d'ajouter que récemment, le G7 a accordé une dérogation aux entreprises américaines concernant les dispositions du pilier 2 sur l'imposition minimale.

⁴³ [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html).

⁴⁴ [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html).

Toutes ces mesures risquent d'avoir un impact considérable sur la compétitivité de l'économie européenne et luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis de cet accord commercial ?

2) Le Gouvernement partage-t-il les réticences exprimées par un certain nombre de dirigeants européens ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des dispositions ou d'élaborer une stratégie pour atténuer leurs effets négatifs sur les entreprises établies au Grand-Duché ?

4) Quelles pourraient être les conséquences pour l'économie luxembourgeoise en général et pour la place financière en particulier ?

5) Existe-t-il une estimation ou une évaluation spécifique de l'impact potentiel de ces mesures tarifaires sur les entreprises domiciliées au Luxembourg, notamment les multinationales opérant dans le commerce ou la production de biens concernés ?

6) Le Gouvernement est-il en contact avec la Commission européenne afin d'étudier des contre-mesures pour atténuer les effets des accords précités ?

Réponse (27/08/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) L'accord évite de continuer une escalade tarifaire entre les États-Unis et l'Union européenne. Un commerce international basé sur une relation de confiance et un libre échange doit être la volonté commune, et la prévisibilité du cadre commercial est essentielle pour les entreprises.

ad 2) Le Gouvernement salue qu'un accord ait pu être trouvé. L'impact sur l'économie européenne et luxembourgeoise reste à évaluer en fonction de la mise en œuvre concrète.

ad 3) Le renforcement du marché intérieur et une diversification des relations commerciales de l'UE représentent des mesures prioritaires permettant d'amortir l'impact négatif pour nos entreprises exportatrices.

ad 4) La stabilisation de l'environnement commercial devrait atténuer les effets perturbateurs pour l'économie luxembourgeoise.

ad 5) Un tarif de 15 % crée des coûts supplémentaires pour les échanges commerciaux transatlantiques. L'impact sur l'économie européenne et luxembourgeoise reste à évaluer.

ad 6) Le Gouvernement soutient les mesures de la Commission européenne visant à approfondir le marché intérieur et à diversifier les relations commerciales de l'UE.

Groupe de sauvetage animalier (GSAN) | Question 2678 (28/07/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Un récent article paru dans le « Luxemburger Wort » décrit les interventions du Groupe de sauvetage animalier (GSAN), une unité spécialisée du CGDIS chargée d'intervenir lors de situations d'urgence impliquant des animaux en détresse. Il y est précisé que le GSAN compte environ 20 volontaires répartis sur l'ensemble du territoire, dont plusieurs vétérinaires, et intervient en moyenne deux à trois fois par mois, fonctionnant sur la base d'une disponibilité 24h/24.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de l'Agriculture :

1) Quel est le statut exact du GSAN au sein du CGDIS ? Sous quelle autorité relève la décision de déclenchement d'une intervention ?

2) Combien d'interventions ont été réalisées par le GSAN au cours des cinq dernières années ?

3) Quels sont les moyens matériels et logistiques mis à disposition du GSAN (véhicules, équipements de capture, systèmes d'alerte, budget dédié) ?

4) Comment s'organise la coordination opérationnelle et institutionnelle entre le CGDIS, l'Administration de la nature et des forêts ainsi que les vétérinaires publics ou communaux lors des interventions ?

5) Qu'advient-il des animaux pris en charge ?

6) Existe-t-il une collaboration entre le GSAN et le Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange ? Si oui, sous quelle forme ?

7) Quelle autorité décide et quels sont les critères relatifs à la prise en charge desdits services vétérinaires à Berdorf et du centre de soins ?

8) Le Gouvernement prévoit-il un développement du GSAN à moyen terme ? Quelles sont les perspectives en matière de :

- a) renforcement des effectifs, notamment les vétérinaires et bénévoles ;
- b) acquisition de nouveaux équipements et véhicules ;
- c) soutien financier, sous forme de formation continue et de remboursement des frais engagés ?

Réponse (04/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le groupe de sauvetage animalier (GSAN) fait partie des 9 groupes d'interventions spécialisés (GIS) du CGDIS rattachés à la direction de la coordination opérationnelle.

La base légale des GIS se trouve à l'article 79 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, dont l'exécution est assurée par le règlement grand-ducal du 27 juin 2018 relatif à l'organisation opérationnelle et aux règles de commandement des opérations de secours et le règlement opérationnel du CGDIS. La décision de déclenchement relève du CSU-112 selon la situation sur le lieu d'intervention et les procédures internes.

ad 2)	
– 2020	14 interventions
– 2021	8 interventions
– 2022	16 interventions
– 2023	8 interventions
– 2024	24 interventions
– 2025	13 interventions (janvier-juin)
Total :	83 interventions (janvier 2020-juin 2025)

Ces interventions concernent essentiellement les sauvetages d'animaux domestiques ou de bétail en cas d'accident ou d'incendie, des captures ou relevages d'animaux blessés ou tombés dans des fosses à lisier.

ad 3) Le CGDIS met à disposition du GSAN différents véhicules ainsi que du matériel approprié aux missions spécifiques du GIS (capture d'animaux, transport, premiers soins, équipement du personnel d'intervention adapté aux missions, etc.). Le GSAN est réparti sur 3 sites à travers le pays, à savoir Wiltz, Berdorf et Bettembourg, où les différents véhicules et le matériel sont stockés.

Le GSAN est alerté par le biais du système d'alerte commun du CGDIS (alerte des responsables du GIS pour renseignements, de la permanence pour les interventions ou alerte générale au besoin) et financé par le budget annuel du CGDIS, comme c'est le cas pour l'ensemble des dépenses du CGDIS.

ad 4) La collaboration entre le CGDIS et les différents acteurs, tels que l'Administration de la nature et des forêts (ANF) et les services vétérinaires de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), se fait selon les besoins de l'intervention et des compétences spécifiques requises.

Il n'existe pas de coordination institutionnalisée entre le CGDIS et les vétérinaires publics/praticiens. Le vétérinaire public/praticien de confiance du propriétaire de l'animal concerné peut être présent sur le lieu d'intervention si le propriétaire le souhaite et l'aura averti lui-même. Le CGDIS n'a pas recours à des vétérinaires publics/praticiens. Le CGDIS ne participe et n'intervient pas dans le cadre des services d'urgences des vétérinaires publics/praticiens.

ad 5) En exécution de la loi précitée du 27 mars 2018, les missions du CGDIS comprennent la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement contre les événements calamiteux, les sinistres et les catastrophes.

Selon le règlement opérationnel du CGDIS, « le groupe de sauvetage animalier a pour missions essentielles le sauvetage et les soins d'urgence aux animaux blessés ou en danger », ce qui signifie que la prise en charge ne fait pas partie des missions du CGDIS ou encore du GSAN.

ad 6) Le Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange est agréé pour accueillir des animaux sauvages, des espèces invasives et des animaux exotiques. En dehors des heures d'ouverture, un système dénommé « Wëlldéier Drop-off » est en place près du centre de soins, accessible 24/24. Ce système permet à la population de déposer un animal sauvage à tout moment de la journée assurant ainsi une prise en charge adaptée de l'animal par le centre d'accueil à Dudelange.

Un « Wëlldéier Drop-off » existe à trois autres endroits du pays, sur des sites du CGDIS (à Clervaux, à Niederfeulen et à Junglinster). La prise en charge est effectuée par le personnel du Centre de soins pour la faune sauvage, sans l'intermédiaire du GSAN.

ad 7) La prise en charge de l'animal incombe au propriétaire, à la Police grand-ducale ou à la commune.

ad 8) Les développements stratégiques des groupes d'interventions spécialisés sont arrêtés dans le Plan national d'organisation des secours (PNOS).

– Les perspectives en matière de renforcement des effectifs, notamment les vétérinaires et bénévoles :

Un renforcement éventuel du groupe est fait selon besoins et selon les procédures habituelles du CGDIS.

– Les perspectives en matière d'acquisition de nouveaux équipements et véhicules :

L'acquisition de nouveaux équipements est faite selon une planification pluriannuelle. Le remplacement du charroi et du matériel s'effectue selon les procédures internes du CGDIS et selon les besoins.

– Les perspectives en matière de soutien financier, sous forme de formation continue et de remboursement des frais engagés :

Les membres du GSAN, ainsi que les membres de tous les autres GIS, sont formés par le biais de formations internes et externes (au niveau national par des acteurs d'autres administrations et services tel que l'ANF



et, au niveau international, par des experts en leur matière).

La planification des formations se fait selon la planification budgétaire pluriannuelle d'après les procédures internes habituelles du CGDIS et selon les besoins identifiés.

Les frais de formation sont pris en charge selon les modalités communes du CGDIS.

Accès et financement des structures d'hébergement pour personnes âgées | Question 2679 (28/07/2025) de Mme Nancy Arendt (CSV)

Wéi eis Bierger an Dignitéit kënnen al ginn, dat ass a bleift eng ganz grouss Erausforderung. D'Liewenswaardung klëmmt weiderhin a stellt d'Gesellschaft viru Froen. De Gesondheits- a Sozialsysteem steet doduerch ënner Drock, awer och d'Famillje selwer, déi haut ëmmer méi ënner der Dräifach-Belaaschtung stinn, Schaffen an d'Versuerge vu Kanner a vun Elteren ënnert een Hutt ze bréngen. Derbäi kënnst och de Präisdruck op d'Betreiungsinstitutionen, deem zum Deel muss un déi Beneficiärë weidergi ginn.

Et héiert een ëmmer méi vu Leit, déi duerch hir kleng Rent net d'Méiglechkeet hunn, sech iwwerall betreiben ze loossen.

1. Här Familljeminister a Madamm Sozialministesch, gëtt et Waardelëschten, fir Accès an en CIPA ze kréien?

2. Wéi laang dauert et momentan an der Moyenne?

3. Wéi vill Leit hunn am Alter Schwierigkeeten, fir hir Betreuerin kënnen ze bezuelen a wéi hunn sech dës Chifferen an de leschte Joren entwéckelt?

4. Wei kréien déi Leit gehollef, déi sech d'Institution vum hirem Choix net kënnen leeschten?

5. Wéi wäit gëtt hinnen zougemutt, an eng Institution méi wäit ewech vun hirer Famill oder hirem gewinnenden Ëmfeld ze goen?

Réponse (02/09/2025) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. an 2. De Familljeministère huet Kenntnis vun der Existenz vu Waardelëschte bei den einzelnen Gestionnaire vum agreéierte Wunnstrukture fir eeler Leit. Dës Waardelëschte ginn individuell vun de jeeeweilige Gestionnaire geréiert. Et gëtt keng national Waardelëscht.

Vu dass vill Leit sech op méi wéi eng Waardelëscht aschreibe loossen oder sech schonn a jonke Jore preventiv umellen, soen dës Waardelëschten net vill aus iwwer de Besoin an d'Demande u Better, oder iwwer den Delai, deem eng Persoun misst ofwaarden, fir an eng Wunnstruktur opgeholl ze ginn.

ad 3. a 4. Déi Persounen, déi net déi néideg finanziell Mëttel hunn, fir de Pensionspräis ze bezuelen, kënnen eng finanziell Participatioun beim Fonds national de solidarité ufroen. De sougenannte „Complément accueil gérontologique“ enthält nieft dem mensuelle, plafonéierte Pensionspräis och Gelder fir zousätzlech Depensen.

Am Kader vun der genereller Evolutioun vun de Pensionspräisser iwwer déi lescht Joren ass festgestallt ginn, datt de System vum Accueil gérontologique net méi zäitgeméis war. Effektiv hunn déi plafonéiert Montanten, déi 1999 festgehal goufen, net méi mat de reelle Präisser um Marché iwwereneegestëmmt.

Fir datt weiderhin all Persoun vun enger adequater Prise en charge ka profitéieren a fir jidderengem en

Accès an eng Wunnstruktur fir eeler Leit ze erméiglechen, huet d'Chamber den 9. Juli 2025 eestëmmege d'Gesetz⁴⁵ fir d'Schafe vum „Complément pour personnes âgées“, dat den aktuelle Regime vum Accueil gérontologique ersetzt, gestëmmt. Dëst Gesetz trëtt den 1. Januar 2026 a Kraaft.

Mam neie Gesetz ass och en neie Mechanismus fir d'Berechnung vum Montant vum Complément geschaf ginn, deem sech op eng, alljärelech nei berechent, national Moyenne vun de Pensionspräisser vun all den Einzellogementen baséiert. Zousätzlech ginn iwwer d'Majoratioun fir essenziell Services a Produite Käschten iwwerholl fir Produiten an Déngschtleeschungen, déi noutwendeg sinn, fir Dignitéit kënnen am Alter ze liewen: den Entretien an d'Bereetstelle vun der Wäsch, Hygiènesproduiten an den Accès zu Kommunikatiounsméiglechkeeten. Och de Montant vum sougenannten Täschegeld ass ëm bal 80 Euro de Mount gehéicht ginn.

D'Unzuel u Beneficiäre vum Complément Accueil gérontologique huet sech iwwer déi lescht Joer folgendermoossen entwéckelt: ↑

ad 5. Et ass wichteg an deem Kader ze rappeléieren, dass de Staat net intervenéiert bei der Admissioun vun engem Resident. All Gestionnaire geréiert seng Waardelëscht selwer an decidéiert no eegene Krittären, wien hien ophëlt.

Situation de la minorité druze en Syrie | Question 2680 (28/07/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

De 26. Juli hunn sech Memberen aus der drusescher Communautéit zu Lëtzebuerg virum Staatsministère zesummeefonnt, fir an engem friddleche Protest op déi aktuell Entwécklungen a Südsyrien, virun allem an der Region Suwaida, opmierksam ze maachen. D'Protestaktioun huet sech géint déi eskaléierend Gewalt a Syrie gerichtet, bei där – laut internationalen Organisatiounen a Medien – Honnerte vu Mënschen ëm d'Liewe koumen, dorënner vill aus der drusescher Minoritéit. Verschidden Enquête schwätzen och vu Bedeelegung vu syrescher Regierungstruppen un dëse Gewaltakten. Déi drusesch Diaspora zu Lëtzebuerg fuerdert dofir mat Nodrock, datt d'international Gemeinschaft – dorënner och Lëtzebuerg an d'EU – kloer Positioun hält, an sech fir de Schutz vun der betroffener Zivilbevëlkerung an eng nohalteg politesch Léisung an der Region Suwaida aetzt.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung déi aktuell Situatioun an der syrescher Region Suwaida an, besonnesch am Zesummenhang mat der drusescher Minoritéit?

2. Ass der Regierung déi rezent Protestaktioun virum Staatsministère bekannt, a gouf et Kontakter mat Vertrieber vun der drusescher Communautéit zu Lëtzebuerg?

3. Gesäit d'Regierung Méiglechkeeten, sech op europäeschem Niveau fir eng kloer Positioun zur Situatioun vun der drusescher Minoritéit a Syrien anzusetzen?

4. Huet Lëtzebuerg bis elo diplomatesch Schrëtt ënnerholl oder Initiativen am Kader vun der EU, dem Europarat oder de Vereenten Natiounen ënnerstëtzt, fir d'Lag an der Suwaida-Region unzeschwätzen?

5. Gesäit d'Regierung aktuell oder zukünfteg Méiglechkeeten, besonnesch vulnerabel Persounen aus der drusescher Minoritéit iwwer zousätzlech Opnam- oder Schutzprogrammer an d'Land ze huelen?

Réponse (22/08/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

Lëtzebuerg ass ganz besuergt iwwer déi rezent Gewaltausbruch an der Region Suwaida am Süde vu Syrien. Dowéinst huet Lëtzebuerg och déi EU27-Deklaratioun vum 24. Juli 2025 matgedroen, déi déi Gewaltakte verurteilt an d'Regierung opriff, eng transparent, credibel an onparteiessch Investigatioun ze lancéieren. Et ass Lëtzebuerg immens wichteg, datt d'Mënscherechter respektéiert ginn an d'Zivillbevölkerung, dorënner all Minoritéiten am Land geschützt ginn. Dat gëllt och fir déi drusesch Communautéit a Syrien, déi besonnesch uerg vun de rezenten Attacke betraff war.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin d'Approche vun der EU, dass déi syresch Iwwergangsregierung eng friddlech an inklusiv Transitioun soll ëmsetzen. D'EU rëfft och all extern Acteuren dozou op, d'Unitéit, d'Onofhängegkeet, d'Souveränitéit an déi territorial Integritéit vu Syrien ze respektéieren. Souwuel d'Resolutioun 2254 vum Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen wéi och d'Ofkomme vun 1974 tëschen Israel a Syrie mussen weiderhi respektéiert ginn.

Dem Ausseministère ass bekannt, dass rezent eng Aktioun vun der syresch-drusescher Communautéit zu Lëtzebuerg virum Staatsministère organiséiert gi war. Den Ausseministère krut eng Rëtsch Maile vu Membere vun der drusescher Communautéit zu Lëtzebuerg, déi hir Suerge mam Minister schréftlech gedeelt hunn. Fir de Moment si keng speziell Opnam- oder Schutzprogrammer an deem Kontext vun der Regierung geplangt.

Conflit d'intérêts au niveau communal en matière de construction | Question 2681 (29/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Gemengen entscheeden zu groussen Deeler selwer iwwer hir Bautepolitik. Bauen ass gläichzäiteg och ee lukratiiv Geschäft, bei deem vill Steiergelder a privat Investissementen implizéiert sinn.

An der Vergaangenheet gouf et souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland ëmmer erëm Fäll, wou politesch Verantwortlech oder Beamte selwer Interessien u Bauteprojeten haten. Dëst ass ee morale-sche Problem a féiert och dozou, dass Vertrauen an de Wunnengsmaart verluer gaangen ass. Ee Marché, wou kee Vertrauen ass, ass och ee Marché, deem net optimal ka funktionéieren.

Wann ee méi a méi séier baue wëll, da muss dofir gesuergt ginn, dass d'Bautepolitik an enger Gemeng esou transparent wéi méiglech a fräi vu potenziellen Interessekonflikter ass.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froen stellen:

1. Ass den Inneminister der Meenung, dass et een Interessekonflikt duerstelt, wann ee Verantwortlech an der Gemeengepolitik Undeeler un enger Immobilienfirma huet an den Associé iwwer aner Firme mat der Gemeng Geschäfte mécht?

2. Ass den Inneminister der Meenung, dass den Interessekonflikt aus der Welt ass, wann ee Verantwortlech an der Gemeengepolitik dës Undeeler un eng Persoun aus sengem direkten oder indirekte familiären Ëmfeld verkeeft?

⁴⁵ Loi du 18 juillet 2025 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés
<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2025/07/18/a336/jo>

3. Wéi eng gesetzlech Dispositiounen a wéi eng Kontrolle beim Inneministère schützen virun, dass Schäntransaktiounen duerchgefouert ginn, bei deenen d'Beneficiairen (an deem Fall politesch Verantwortlech oder Beamten) zu engem spéideren Zäitpunkt nom Mandat an de Genoss vu Favere kommen?

4. Dierf ee Buergermeeschter eng Baugeneemegung fir ee Projet ginn, an deem hien oder seng Famill selwer een Interessi hunn?

Réponse (12/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. D'gesetzlech Basis vun den Interessekonflikter vun de Gemengeconseillere steet am Artikel 20 vum Gemengegesetz an am Artikel 245 vum Code pénal.

Vun Interessekonflikt, op Basis vum Gemengegesetz, schwätzt een, wann e Conseiller e bestoenden, direkten a materiellen Interessi un enger Affaire vun der Gemeng huet.

ad 3. Déi uewe genannte gesetzlech Dispositiounen erlaben et, am Kader vun der administrativer Kontroll vum Inneministère iwwert d'Gemengen, ze iwwerpräwen, ob et Interessekonflikter bei Immobilientransaktiounen gëtt.

ad 4. De Fall ass net vum Artikel 20 vum Gemengegesetz viséiert, awer vum Artikel 245 vum Code pénal. Et ass also méiglech, dass en Interessekonflikt kéint bestoen an de Buergermeeschter muss appreciieren, ob hien d'Geneemegung ka ginn, ouni penal Strofen ze riskéieren. D'Servicer vum Inneministère sinn disponibel, fir d'Buergermeeschteren am Kader vun hirer Appreciatioun ze beroden.

Mesures contre les cyberattaques suite à l'attaque contre les réseaux de POST | Question 2682 (29/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Cyberattack op Servicer vu POST huet gewisen, dass d'Infrastruktur hei am Land méi ufälleg ass, wéi een sech wëncht. Aus dem Tëscheffall mussen a wäerte Léiere fir d'Zukunft gezu ginn, grad well et sech ëm kritesch Infrastruktur fir eist Land handelt. Wéi d'„Wort“ an engem Artikel vum 25. Juli beriicht, kann ee vun der Gemeng Hesper e puer gutt Saache léieren:

„Was den Internetausfall anging, so hatte die Gemeinde zwei Vorteile. Zum einen verfügt sie über einen Multioperatorzugang. ‚Das bedeutet, wenn ein Internetanbieter ausfällt, springt ein anderer ein. Es kommt also nicht zu einem Totalausfall‘, so Nicoletti. Andererseits verfügt Hesperingen über einen Zugang zum Funknetz, der speziell für Notfälle eingerichtet wurde.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Wéi eng weider Gemengen hei am Land hunn esou ee System wéi zu Hesper?

Réponse (12/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Nieft der Gemeng Hesper hunn och aner Gemengen esou e System en place gesat. Den Inneministère verfüügt de Moment awer net iwwert eng detailléiert Lëscht vun all de Gemengen an där Saach. Et ass geplangt, fir eng digital Plattform anzeriichten, op där d'Gemengen hir Equipementer a Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi am Fall vun enger aussergewöhnlecher Situatioun an den Asaz kënnen kommen, kënnen matdeelen.

Inhumation hors commune de résidence | Question 2683 (29/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemenge sinn zoustänneg fir d'Begräfnisser an den Ennerhalt vun de Kierfechter. Normalerweis ass et esou, dass d'Leit an der Gemeng begruewe ginn, wou se wunnen. Et gëtt awer Fäll, wou d'Leit an där Gemeng wëlle begruewe ginn, wou si sech zougehéierig gefillt hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Erlaabt d'Gesetz et, dass eng Persoun an enger anerer Gemeng ka begruewe ginn, wéi där wou se wunnt?

2. Ass et de Gemenge selwer iwwerlooss, ob si eng verstuerwe Persoun aus enger anerer Gemeng op hirem Territoire bäisetze wëllen?

Réponse (07/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Gesetz vum 1. August 1972 iwwer d'Begräfnisser an d'Verbrenne vu Läiche gesäit am Artikel 4 just vir, dass Begräfnisser mussen op engem Kierfecht stattfannen ouni ze präzisieren, ob et ee bestëmmte Kierfecht muss sinn.

ad 2. Déi Entscheedung ënnerläit der Autonomie vun de Gemengen.

Conséquences de l'accord commercial transatlantique du 27 juillet 2025 | Question 2685 (29/07/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 27 juillet 2025, la présidente de la Commission européenne et le président des États-Unis ont annoncé la conclusion d'un accord commercial transatlantique prévoyant, entre autres mesures, l'instauration de droits de douane à hauteur de 15 % sur la majorité des produits européens exportés vers les États-Unis. De plus, l'Union européenne se serait engagée à augmenter substantiellement ses achats d'énergie fossile américaine (gaz naturel liquéfié et pétrole), et donc à investir 600 milliards de dollars sur le territoire américain, et à se fournir davantage en matériel militaire auprès des États-Unis.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'impact de cet accord sur les exportateurs luxembourgeois, notamment dans les secteurs potentiellement touchés par les droits de douane de 15 % ?

2) Le Gouvernement estime-t-il cet accord commercial équilibré du point de vue des intérêts européens, et en particulier luxembourgeois ?

3) Quel est le positionnement du Luxembourg concernant l'engagement des États membres à accroître les importations de pétrole et de gaz américain, à la lumière des objectifs climatiques et des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

4) Vu que l'accord commercial n'a pas permis de lever la surtaxe de 50 % sur les exportations européennes d'acier et d'aluminium vers les États-Unis, quelles conséquences le Gouvernement anticipe-t-il pour le secteur luxembourgeois concerné ?

5) Le Gouvernement a-t-il été consulté ou informé en amont de la signature de cet accord ? Quelles positions

a-t-il défendues dans le cadre des discussions européennes préalables ?

6) Quelles mesures sont envisagées pour amortir les effets potentiellement négatifs sur l'économie luxembourgeoise, notamment pour les entreprises exportatrices concernées par cette nouvelle politique douanière ?

Réponse (27/08/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) L'accord évite de continuer une escalade tarifaire entre les États-Unis et l'Union européenne. Un commerce international basé sur une relation de confiance et un libre échange doit être la volonté commune, et la prévisibilité du cadre commercial est essentielle pour les entreprises.

ad 2) Le Gouvernement salue qu'un accord ait pu être trouvé. L'impact sur l'économie européenne et luxembourgeoise reste à évaluer en fonction de la mise en œuvre concrète.

ad 3) Les engagements de l'UE et du Luxembourg en matière de changement climatique restent inchangés.

ad 4) Le Gouvernement soutient les efforts de la Commission européenne visant à trouver une solution pour les exportations sidérurgiques prochainement.

ad 5) Les États membres ont été régulièrement informés par la Commission européenne sur l'état des négociations. Le Luxembourg a plaidé pour une position unifiée et forte de l'UE.

ad 6) Le renforcement du marché intérieur et une diversification des relations commerciales de l'UE représentent des mesures prioritaires permettant d'amortir l'impact négatif sur nos entreprises exportatrices.

Audit de l'Office national de l'accueil (ONA) | Question 2687 (29/07/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Il ressort d'un article de presse publié ce mois-ci que Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil aurait mandaté un audit de l'Office national de l'accueil (ONA).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser quel est l'objectif de cet audit ?

2) Où en sont les travaux dudit audit ?

3) Est-ce que les bénéficiaires direct-e-s des services de l'ONA, en particulier les demandeur-e-s de protection internationale, seront consulté-e-s dans le cadre de cette évaluation ?

4) Est-ce que les gestionnaires des structures d'hébergement, à qui l'ONA délègue certaines responsabilités, seront entendu-e-s par les auditeur-e-s ?

5) Quels autres partenaires du Ministère de la Famille et/ou organisations actives dans le domaine de l'accueil seront consultés dans le processus d'audit ? Dans ce contexte, le Collectif Réfugiés Lëtzebuerg sera-t-il consulté ?

6) À quel stade de la procédure d'audit les consultations prévues avec les parties prenantes – telles que les bénéficiaires, les gestionnaires de structures d'hébergement et les partenaires associatifs – auront-elles lieu ?

7) Quel est le calendrier prévu pour la réalisation de l'audit, y compris les principales étapes et la date estimée de finalisation ?

Réponse (01/09/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tel qu'annoncé en date du 1^{er} juillet 2024 lors d'une session de la Commission parlementaire de l'exécution budgétaire, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a chargé l'Inspection générale des finances (IGF) de réaliser une évaluation globale de l'ONA sur deux axes : organisationnel et financier. Les résultats de l'audit devront permettre d'émettre des recommandations pour améliorer la performance organisationnelle et financière de l'entité.

ad 2) Selon les informations de l'IGF, les travaux font actuellement l'objet d'une consultation par l'ONA dans le cadre de la phase contradictoire. Cette étape permet de présenter les constats établis, de recueillir les prises de positions des responsables concernés et, le cas échéant, d'intégrer des éléments de clarification ou de contextualisation.

ad 3) à 6) L'audit a été conduit sous la responsabilité de l'IGF, en étroite collaboration avec un cabinet d'audit indépendant mandaté à cet effet. La méthodologie retenue a été définie conjointement par l'IGF et le cabinet d'audit.

Tel que détaillé ci-dessus, l'audit se concentre exclusivement sur les aspects organisationnels et financiers internes à l'ONA. Il repose sur l'analyse des documents disponibles et les échanges réalisés avec les équipes concernées ainsi que les responsables de l'entité. Ce choix méthodologique vise à garantir une évaluation ciblée des processus internes et permet de dresser un état des lieux précis du fonctionnement de l'ONA. Ainsi, ni les bénéficiaires, ni les gestionnaires des structures, ni les partenaires externes, ne sont consultés dans le cadre de cette évaluation.

ad 7) Tableau [↑]

Dispositifs de protection des jeunes dans l'éducation non formelle | Question 2689 (29/07/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans le domaine de l'éducation non formelle, qui englobe toutes les activités éducatives structurées organisées en dehors du cadre scolaire, les dispositifs de contrôle de l'honorabilité des adultes encadrant des enfants et des jeunes apparaissent hétérogènes.

Ainsi, selon les informations dont nous disposons, la Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg (FNEL) introduira, à partir de septembre, l'obligation pour tous les adultes actifs auprès de jeunes de fournir un extrait du casier judiciaire. En revanche, d'autres organisations de jeunesse continueront à s'appuyer sur des déclarations sur l'honneur. Cette disparité soulève des questions quant à l'uniformité des standards de protection dans le secteur de l'éducation non formelle.

À titre de comparaison, le secteur de l'Aide à l'enfance et à la famille (AEF) impose des exigences plus rigoureuses. Son cadre de référence indique que des procédures de recrutement strictes sont essentielles pour limiter les risques, et précise qu'« il est notamment essentiel de demander le casier judiciaire (bulletins n° 3 et 5) luxembourgeois ainsi que le casier judiciaire de tout autre pays ». Le projet de loi n° 7994 ayant vocation à réformer le domaine de l'AEF, prévoit de façon explicite le recours aux bulletins n° 1, 3 et 5 ou à des documents équivalents pour évaluer l'honorabilité de personnes majeures en contact avec des mineur.e.s.

Dans ce contexte, nous souhaitons obtenir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles sont, dans le domaine de l'éducation non formelle, les obligations actuelles en matière de contrôle de l'honorabilité des personnes en contact avec des enfants et des jeunes ?

2) Quelles associations ou structures conventionnées relevant de l'éducation non formelle demandent systématiquement un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 5 ou autre) lors de l'engagement de personnel ou de bénévoles ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de généraliser cette exigence pour toutes les associations et structures conventionnées travaillant avec des mineur.e.s ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (17/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'éducation non formelle, qui constitue un pilier essentiel du système éducatif luxembourgeois, regroupe un ensemble d'acteurs chargés de l'encadrement et de l'accompagnement des enfants et des jeunes en dehors de l'enseignement formel.

Quel que soit l'acteur concerné, l'honorabilité représente un enjeu fondamental pour assurer la protection des enfants ainsi que la création d'un environnement sûr, respectueux et propice à leur développement. Par conséquent, des obligations strictes en matière d'honorabilité s'imposent à ces acteurs, indépendamment des cadres législatifs spécifiques qui leur sont applicables, afin de garantir un environnement sûr et respectueux pour les enfants et les jeunes.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) exerce un contrôle rigoureux en matière d'honorabilité, tant a priori – lors de l'examen des demandes d'agrément – qu'a posteriori, à travers des contrôles réguliers auprès des acteurs de l'éducation non formelle.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de 12 ans, ou n'ayant pas encore quitté l'enseignement fondamental ou différencié, les acteurs principaux de l'éducation non formelle sont les services d'éducation et d'accueil, les mini-crèches et les assistants parentaux.

Pour les services d'éducation et d'accueil pour enfants et les mini-crèches, un contrôle d'honorabilité a priori est effectué par le ministère tant dans le cadre de la demande d'agrément initiale, ainsi que, selon les cas, lors d'une demande de renouvellement d'agrément. Ce contrôle porte sur l'honorabilité du gestionnaire et du personnel dirigeant. Dans ce contexte, les personnes concernées doivent fournir des extraits récents de leur casier judiciaire, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, respectivement du règlement grand-ducal du 19 octobre 2018 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de mini-crèches.

Une fois l'agrément délivré, le gestionnaire demeure pleinement responsable du recrutement de l'ensemble du personnel. Il lui revient de s'assurer que chaque engagement est précédé d'un contrôle rigoureux de l'honorabilité, en exigeant notamment la remise des extraits récents des bulletins n° 3 et n° 5 du casier judiciaire du ou des pays dont la personne concernée possède la nationalité. Lorsque les fonctions exercées impliquent le transport des enfants, le bulletin n° 4 doit également être sollicité. Pour les candidats résidant ou ayant résidé à l'étranger, le gestionnaire doit

également veiller, le cas échéant, à obtenir les extraits ou documents équivalents du casier judiciaire, émis par les autorités compétentes des pays concernés.

En sus, tout membre du personnel faisant l'objet d'une inculpation ou d'une condamnation pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur est légalement tenu d'en informer sans délai le gestionnaire.

La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (loi ASFT) introduit l'obligation d'être en possession d'un agrément écrit du ministre compétent pour les activités visées par ladite loi. Dans le secteur de la jeunesse, des agréments sont délivrés pour les services de rencontre, d'information et animation pour jeunes (maisons de jeunes), les services vacances, les services d'encadrement de logements pour jeunes, les services d'information pour jeunes et les services de formation.

La loi précise que les conditions d'honorabilité doivent être remplies par les membres des organes dirigeants des services concernés, ainsi que par le personnel dirigeant et d'encadrement.

Les règlements d'exécution de la loi ASFT précisent que le gestionnaire d'un service pour jeunes est responsable du contrôle de l'honorabilité de son personnel sous peine de retrait de l'agrément en question. Pour ce qui est des services vacances, le contrôle s'étend à l'entière des intervenants et inclut des vacataires et bénévoles. Le gestionnaire doit, en toutes circonstances, être en mesure de démontrer, notamment lors d'un contrôle ministériel, que les conditions d'honorabilité applicables sont respectées.

ad 2) Les exigences en matière d'honorabilité s'appliquent de manière uniforme à l'ensemble des acteurs conventionnés, conformément aux dispositions légales en vigueur (voir ci-dessus).

À ce titre, le gestionnaire est tenu, lors de chaque recrutement, de vérifier l'honorabilité du personnel engagé sous contrat de travail, en sollicitant la remise d'extraits récents du casier judiciaire.

Ces obligations s'étendent également aux personnes intervenant à titre bénévole. Le gestionnaire doit, en toutes circonstances, être en mesure de démontrer, notamment lors d'un contrôle ministériel, que les conditions d'honorabilité applicables à ces personnes sont également dûment respectées.

ad 3) Il est vrai que l'exigence d'honorabilité ne s'applique pas de la même manière à toutes les associations et structures conventionnées. C'est actuellement le cas, par exemple, des organisations qui ne sont pas directement visées par une convention. Or, si elles ne procèdent pas toujours à un contrôle systématique de l'honorabilité de leurs bénévoles intervenant auprès de mineurs, celles-ci ont pour la plupart mis en place des dispositifs de protection de l'enfance ou participent à des programmes de prévention encadrés par des organisations internationales, tels que l'initiative Safe from harm de l'Organisation mondiale du scoutisme.

La protection des enfants constituant une priorité pour le Gouvernement, il est prévu de mettre en place de manière systématique des dispositifs de protection des mineurs (Kinderschutzkonzept) dans les services destinés aux jeunes sous tutelle du MENJE. Une telle mesure va au-delà du simple contrôle de l'honorabilité, puisqu'un tel concept devra notamment inclure un code de conduite, des actions de sensibilisation, ainsi que la désignation de points de contact pour signaler d'éventuels problèmes. Dans ce contexte, il n'est pas à exclure qu'à l'avenir le contrôle de l'honorabilité soit généralisé.

Remboursement des soins pour patients atteints de maladies rares, chroniques ou incurables | Question 2690 (29/07/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 0446 hat ech Froe gestallt zum Remboursement bei der Krankekeess vun 12 Consultatiounen iwwer 6 Méint bei engem Generalist oder Spezialist. Fir all weider Consultatioun freet d'Krankekeess eng Justifikatioun, respektiv et muss een am Viraus ëm Erlabnis froen. Fir Persounen mat raren oder chronesch Krankheeten, déi dacks och onheelbar sinn, kann et awer heefeg virkommen, dass si méi wéi 12 Consultatiounen innerhalv vu 6 Méint brauchen, well hir Krankheet ganz enk medezinnesch muss suivéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Plangt de Ministère, fir bei de Krankekeese speziell Servicer fir Leit mat raren oder chronesch an onheelbare Krankheeten anzeféieren, déi de concernéierte Patient:inne mat engem séieren Encadrement hëllefen, fir esou onnéideg administrativ Hürden ofzebauen an dësen dacks vill geplote Patient:innen et méi einfach ze maachen? Wann nee, firwat net?

2. Plangt de Ministère aner Mesuren am Kader vun der Krankekeess, fir Patient:innen, déi ënnert enger rarere oder chronescher onheelbarer Krankheet leiden, de Remboursement vu Consultatiounen a Medikamenter méi einfach, méi onkomplizéiert a méi séier ze maachen? Wann nee, firwat net?

3. Plangt de Ministère, fir et Patient:inne mat raren oder chronesch an onheelbare Krankheeten ze erméiglechen, och ouni weider administrativ Demarché méi wéi 12 Consultatiounen innerhalv vu 6 Méint rembourséiert ze kréien?

4. Verschidde concernéiert Patient:inne brauchen dann och méi wéi just ee groussen Examen pro 6 Méint. Vun de Krankekeesse gëtt allerdéngs just 1 rembourséiert. Ass hei geplangt, eng Ausnam fir Patient:inne mat raren oder chronesch an onheelbare Krankheeten ze maachen? Wann nee, firwat net?

Réponse (21/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Als éischt ass ze bemierken, dass maximal 12 Consultatiounen beim Generalist oder beim Spezialist (vun der selwechter medezinnescher Disziplin) pro Semester (6 Méint) rembourséiert ginn, fir Abusen ze evitéieren an och dem Legislatuer säi Wëllen ze respektéieren vun enger „bonne gestion des deniers publics en matière d'assurance maladie-maternité en garantissant une prise en charge suffisante et appropriée des prestations de soins de santé sans que celle-ci ne dépasse l'utile et le nécessaire“.

Fir méi wéi 12 Consultatiounen pro Semester kënnen rembourséiert ze kréien, brauch d'CNS eng Justifikatioun vum Dokter, déi eng präzis medezinnesch Erklärung ugëtt oder eng Erlabnis am Viraus.

ad 2. Sait September 2023, wann den Dokter de Paiement immédiat direct („PID“) benotzt, brauch de Patient selwer net méi Fraisen, déi vun der CNS iwwerhol ginn, virzestrecken. An deem Fall muss den Assuré just nach seng Eegebedeelegung bezuelen.

Bei Leeschtungen, fir déi kee PID oder Tiers payant virgesi sinn, muss weiderhin iwwer de Remboursement gefuer ginn.

ad 3. D'CNS suivéiert reegelméisseg de Leeschtungskatalog an d'Prise en charge a wäert do, wou et néideg ass, ëmmer iwwerleeën, Ännerungen ze proposéieren, fir dem Assuré am Sënn vum „utile et

nécessaire“ déi Prise en charge ze garantéieren, déi néideg ass.

ad 4. D'Nomenclature vun den Akten a Leeschtungen vun den Doktere limitéiert am Artikel 5 Alinea 7, d'Prise en charge vun der „consultation majorée“ vum Generalist a vu verschiddene Spezialisten op eemol bannent sechs Méint fir déi selwecht Persoun. Dësen Delai spillt allerdéngs net, wann d'„consultation majorée“ vun engem Neurolog, engem Neuropsychiatre esouwéi vun engem Rhumatologue am Kader vun enger Knachendichtmiessung, verrechent gëtt.

D'CNS erlaabt sech ze bemierken, dass eng Prise en charge vu méi wéi enger „consultation majorée“ innerhalv vu 6 Méint net strikt refuséiert gëtt, ma dass all weider „consultation majorée“ zum Tarif vun enger „consultation normale“ en charge geholl ka ginn, conformément zum Artikel 36 Alinea 3 vun de Statute vun der CNS.

Groupe de travail sur la dépsychiatisation des personnes trans et abinaires | Question 2691 (29/07/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Lors de la présentation du PAN (Plan d'action national) LGBTIQ+ par Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, cette dernière a fait savoir qu'un groupe de travail serait mis en place sous l'égide de Madame la Ministre de la Santé afin de discuter notamment de la dépsychiatisation des personnes trans et abinaires.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Où en est la mise en place du groupe de travail décrit ci-dessus ? La composition de ce groupe est-elle déjà connue ?

2) Quels seront les sujets abordés lors des différentes consultations ?

3) Dans quel délai le groupe de travail devra-t-il remettre ses premières conclusions/propositions ?

Réponse (19/09/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La mise en place de ce groupe est prévue pour le début de l'année 2026. Sa composition initiale réunira le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (M3S), la Caisse nationale de santé (CNS) et le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS). Les acteurs de la société civile seront pleinement associés aux travaux afin de contribuer activement à l'élaboration des adaptations nécessaires.

ad 2) Le groupe de travail portera sur la révision des conditions et modalités prévues dans la législation de l'assurance maladie concernant la prise en charge des traitements hormonaux ainsi que des interventions chirurgicales de réassignation sexuelle dans le cadre d'un parcours de transition de genre (statuts de la CNS, annexe C, article 15).

ad 3) La conclusion et, le cas échéant, l'adaptation des dispositions seront planifiées selon l'avancement des travaux du groupe de travail, avec l'objectif de les mener à bien le plus rapidement et efficacement possible.

Mise en œuvre du Plan d'action national LGBTIQ+ | Question 2692 (30/07/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Une des mesures du nouveau PAN (Plan d'action national) LGBTIQ+, qui a récemment été présenté, consiste à « Introduire la possibilité d'une inscription de la

qualification “neutre” pour les personnes non binaires dans leurs documents d'identités » ainsi qu'à « Supprimer la mention du sexe dans les documents où cette mention n'est pas pertinente ».

Ce même PAN, contrairement au précédent, ne prévoit plus expressément une nouvelle loi protégeant les enfants intersexués et ceux-celles présentant des variations des caractéristiques sexuelles, mais seulement de « Suivre de près et analyser le cadre légal des autres pays de l'UE relatifs aux opérations d'assignation de sexe pratiquées chez les enfants intersexués dès leur naissance ainsi que les traitements hormonaux administrés par la suite » et « Afin de tenir compte des recommandations internationales et de l'accord de coalition, mettre en place un groupe de travail interministériel, lequel sera élargi aux parties prenantes, pour évaluer les modalités applicables à l'assignation de sexe chez les personnes intersexuées et les adapter aux besoins ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Où en sont les travaux législatifs en matière d'introduction d'une qualification « neutre » ou l'abandon de la mention du sexe aux endroits non nécessaires ?

2) Est-il toujours prévu d'introduire une interdiction et sanction pénale en cas de non-respect de l'intégrité physique de personnes intersexuées et/ou présentant des variations des caractéristiques sexuelles ?

3) Est-il prévu d'interdire et de sanctionner pénalement le non-respect de l'intégrité morale (notamment le « deadnaming ») de personnes transgenres ?

Réponse (15/09/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) En ce qui concerne les documents d'identité, un groupe de travail interministériel, réunissant le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, le Ministère des Affaires intérieures et le Ministère de la Digitalisation a été mis en place au premier semestre 2025, afin d'analyser les différentes implications légales et administratives. Ce groupe de travail interministériel avance dans ses travaux dans le respect du Plan d'action national LGBTIQ+.

ad 2) Le PAN LGBTIQ+ met l'accent sur l'analyse des pratiques légales dans d'autres pays de l'Union européenne et sur la création d'un groupe de travail interministériel, élargi aux parties prenantes, afin d'évaluer les modalités applicables et de proposer, le cas échéant, des adaptations conformes aux recommandations internationales et aux besoins des personnes concernées.

ad 3) Actuellement, une interdiction et sanction pénales spécifiques ne sont pas prévues.

Conséquences de l'accord commercial entre l'UE et les États-Unis sur l'agriculture luxembourgeoise | Question 2693 (30/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déli gréng)

En date du 27 juillet 2025, le Président américain Donald Trump et la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé un accord-cadre entre les États-Unis et l'Union européenne visant à redéfinir les relations commerciales transatlantiques, notamment en matière de droits de douane et d'accès au marché. Dans ce cadre, l'Union européenne a choisi de ne pas appliquer de mesures de rétorsion tandis que les États-Unis annoncent une augmentation des droits de douane sur de nombreux produits européens, tout en exemptant certaines exportations

agricoles jugées stratégiques. Parallèlement, il semble que les deux parties se sont engagées à travailler à la réduction d'obstacles non tarifaires dans le secteur agricole, le Président Trump allant jusqu'à déclarer que l'agriculture figurait parmi les secteurs les plus avantagés par cet accord.

Dans ce contexte, il convient de noter que la National Cattlemen's Beef Association (NCBA), l'une des principales organisations professionnelles représentant les éleveurs de bovins aux États-Unis, a d'ores et déjà salué cet accord comme une avancée majeure pour l'accès de la viande bovine américaine au marché européen, en visant expressément les barrières non tarifaires liées aux normes sanitaires de l'Union.⁴⁶ Cette déclaration ravive les inquiétudes de nombreux consommateurs et agriculteurs européens quant à une possible remise en cause des standards alimentaires européens, notamment en matière de viande et d'élevage.

De son côté, la Commission européenne a indiqué que certains produits agricoles dits « non sensibles » pourraient bénéficier de droits de douane nuls à l'importation. Dans un secteur agroalimentaire européen déjà préoccupé par les répercussions potentielles de l'accord commercial avec les pays du Mercosur, ces annonces, et le flou qui les entoure, suscitent de vives inquiétudes, auxquelles les gouvernements européens devront répondre dans les meilleurs délais.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) De manière générale, comment Madame la Ministre évalue-t-elle, du point de vue de l'agriculture luxembourgeoise, l'accord-cadre conclu entre les États-Unis et l'Union européenne ?

2) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant une libéralisation accrue des échanges de produits agricoles entre l'Union européenne et les États-Unis ? Qu'en est-il particulièrement de la réduction des obstacles non tarifaires dans le secteur agricole ?

3) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations concrètes sur les produits agricoles « non sensibles », susceptibles de bénéficier d'une exemption tarifaire à l'importation ?

4) Quelle est la position de Madame la Ministre sur les produits qualifiés de « non sensibles » par la Présidente de la Commission européenne ?

5) Quels mécanismes de protection sont prévus pour garantir le respect des normes européennes en matière de sécurité alimentaire, de santé animale et de conditions d'élevage ?

6) Dans le cadre des négociations à venir sur la mise en œuvre de l'accord, Madame la Ministre a-t-elle entamé, ou envisage-t-elle d'entamer, une concertation avec les organisations agricoles luxembourgeoises afin de faire remonter leurs préoccupations auprès des instances européennes ?

Réponse (26/08/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) L'accord évite de continuer une escalade tarifaire entre les États-Unis et l'Union européenne. Un commerce international basé sur une relation de confiance et un libre échange doit être la volonté commune, et la prévisibilité du cadre commercial est essentielle pour les entreprises.

ad 2) L'accord prévoit une amélioration de l'accès au marché de l'UE, soumis à des contingents tarifaires, pour des produits non sensibles tels que l'huile de soja,

les semences de culture, les céréales ou les fruits à coque ainsi que certains aliments transformés (ketchup, cacao, biscuits). Les importations de viande de bœuf et de volaille ne sont pas touchées par l'accord.

ad 3) (cf. question 2)

ad 4) (cf. question 2)

ad 5) L'accord n'a pas d'impact sur les normes sanitaires et phytosanitaires de l'UE qui resteront applicables à tous les produits importés dans l'Union.

ad 6) Les membres du Gouvernement resteront à l'écoute des préoccupations de tous les secteurs impactés par les mesures adoptées par les États-Unis et l'Union européenne.

.....

Implications de l'accord-cadre commercial conclu entre l'Union européenne et les États-Unis sur la politique énergétique luxembourgeoise | Question 2694 (30/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (dégring)

En date du 27 juillet 2025, le Président américain Donald Trump et la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé un accord-cadre entre l'Union européenne et les États-Unis visant à redéfinir les relations commerciales transatlantiques.

Alors que les désavantages économiques potentiels en termes de compétitivité-exportations de cet accord pour l'Union européenne dominent actuellement l'actualité, certaines dispositions risquent de nuire à la transition énergétique de l'Europe et aux objectifs environnementaux et climatiques poursuivis par l'UE. Ainsi, selon plusieurs sources médiatiques concordantes, l'UE prévoirait d'importer de l'énergie à raison de 750 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, dont la très grande majorité proviendrait de sources fossiles.

Or, il est à craindre que ces achats massifs d'énergies fossiles abaissent leur prix relatif aux énergies renouvelables, et que la transition énergétique vers des sources renouvelables en est freinée, mettant en péril les objectifs climatiques et environnementaux européens.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis selon lequel les achats massifs d'énergies fossiles américaines par l'UE risquent de freiner la transition énergétique européenne ? Dans la négative, pourquoi ?

2) Selon le ministre, les engagements pris dans le cadre de cet accord sont-ils compatibles avec le Pacte vert européen ainsi qu'avec les trajectoires nationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

3) Selon le ministre, quel serait l'impact de ces importations sur l'atteinte des objectifs climatiques et environnementaux nationaux, notamment en ce qui concerne la réduction de la part des énergies fossiles dans la consommation finale de l'énergie d'ici 2030, tel que défini dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ?

4) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse selon laquelle, au-delà des considérations de court terme ou des équilibres politiques, les investissements dans les énergies renouvelables sont préférables en vue de renforcer à la fois la compétitivité et la souveraineté énergétique de l'Europe ?

Réponse (02/09/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

La Commission européenne a publié, le 21 août 2025, une déclaration commune avec les États-Unis établissant un cadre concernant un accord sur des échanges commerciaux réciproques, équitables et équilibrés. Ce cadre inclut notamment une coopération renforcée dans le secteur de l'énergie. Le Commissaire européen Maroš Šefčovič a qualifié cet accord de stratégique, soulignant qu'il permettra de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique de l'Union européenne.

Comme indiqué dans les réponses du 26 août 2025 aux questions parlementaires 2685 et 2677, les engagements de l'UE et du Luxembourg en matière de changement climatique, et donc de transition énergétique, restent inchangés. Le Gouvernement salue qu'un accord ait pu être trouvé, l'impact sur l'économie européenne et luxembourgeoise reste à évaluer en fonction de la mise en œuvre concrète.

Le Gouvernement maintient son engagement en faveur des objectifs climatiques nationaux et européens et réaffirme son soutien au Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg (PNEC) qu'il mettra en œuvre, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

.....

Dépenses de la Caisse nationale de santé | Question 2696 (30/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Récemment, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) a critiqué l'évolution des dépenses pour les hôpitaux suite à un accord signé dans le cadre du renouvellement de la convention collective de travail applicable au personnel hospitalier. L'AMMD relève que cet accord prévoit une hausse des salaires ainsi que des primes rétroactives qui représenteraient une charge financière importante pour les hôpitaux. Or, en ces temps de pénurie de personnel hospitalier, il est évident qu'un salaire approprié est non seulement mérité mais aussi nécessaire, ceci d'autant plus que lors de la crise de la Covid-19, il y avait consensus souligné par de forts applaudissements pour améliorer le cadre de travail du personnel soignant et médical.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'évolution des dépenses de la Caisse nationale de santé (CNS) en général et des différents secteurs en particulier depuis 2020 ?

2) Quelle est l'évolution des dépenses pour les médecins en général et les différentes spécialités en particulier ?

3) Madame la Ministre partage-t-elle notre avis qu'une polémique n'est pas de mise, ceci dans l'intérêt de notre système de santé ainsi que de tous les acteurs impliqués et des assurés ?

Réponse (02/09/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Sur la période allant de 2019 à 2024, la part relative des soins hospitaliers dans l'ensemble des dépenses des prestations en nature au Luxembourg prises en charge par l'assurance maladie-maternité (AMM) a légèrement diminué en passant de 48,6 % en 2019 à 44,6 % en 2024. Et par conséquent la part relative des dépenses pour soins de santé non hospitaliers a augmenté sur la même période. En effet, les autres soins de santé représentent 29,1 % en 2024, contre 27,0 % en 2019, les soins de médecine représentent 21,6 % de ces dépenses en 2024, contre 20,2 % en 2019 et les soins de médecine dentaire représentent 4,7 % en 2024, contre 4,2 % en 2019.

⁴⁶ <https://capitalpress.com/2025/07/28/trump-strikes-deal-with-eu-rates-u-s-farmers-high-on-list-of-winners/>



Sur la période analysée le taux de croissance annuel moyen (TCAM) des dépenses des prestations en nature au Luxembourg prises en charge par l'AMM est de 7,6 %. La croissance la plus prononcée est observée au niveau du poste de médecine dentaire avec un TCAM de 10,0 %, suivi du TCAM observé pour l'ensemble des dépenses des autres soins de santé et des soins de médecine avec des TCAM de 9,3 % respectivement de 9,1 %. Les soins hospitaliers affichent un TCAM de 5,8 % sur la période observée. Le graphique 1[†] présente l'évolution des prestations en nature au Luxembourg prises en charge par l'AMM et ceci selon différents postes de dépenses de 2019 à 2024.

ad 2) En 2024, les prestations des médecins généralistes représentent 19,7 % des dépenses de l'AMM pour soins de médecine, contre 19,5 % en 2019. En revanche, les prestations des médecins spécialistes représentent 80,3 % des dépenses de l'AMM pour soins de médecine en 2024, contre 80,5 % en 2019.

Concernant en particulier les dépenses pour soins des médecins spécialistes, les prestations des radiologues représentent 8,4 % des dépenses en 2024, contre 7,9 % en 2019. La part des cardiologues dans les dépenses a augmenté sur la période observée en passant de 6,5 % en 2019 à 7,5 % en 2024. En revanche, la part des anesthésistes dans les dépenses a diminué sur la période observée en passant de 7,4 % en 2019 à 7,0 % en 2024.

Sur la période analysée le TCAM des dépenses pour soins de santé des médecins généralistes est de 9,3 % et celui des médecins spécialistes de 9,0 %.

Les spécialités médicales des cardiologues, dermatovénérologues et radiologues présentent les évolutions les plus prononcées sur la période observée, ceci avec des TCAM respectifs de 12,4 %, de 11,8 % et de 10,5 %. En revanche, les internistes et les neurologues présentent les évolutions les plus modérées sur la période observée, avec des TCAM respectifs de 2,3 % et de 6,9 %.

Le graphique 2[†] présente l'évolution des dépenses pour soins de médecine pris en charge par l'AMM par spécialité médicale de 2019 à 2024.

ad 3) Face à une croissance soutenue des dépenses de santé, Madame la Ministre réaffirme son engagement pour un système de soins de qualité accessible et durable.

Recouvrement des amendes pour stationnement interdit en France | Question 2697 (30/07/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Il apparaît que certaines communes françaises limitrophes du Luxembourg sont confrontées à un problème croissant de stationnement interdit de véhicules immatriculés au Luxembourg. Si les communes sont bien en mesure d'envoyer les contraventions aux propriétaires à leur adresse luxembourgeoise, ceux-ci seraient de plus en plus nombreux à ne pas s'acquitter des amendes. Or, selon mes informations, les communes françaises ne seraient pas en mesure de procéder à un recouvrement effectif des amendes dues. L'impunité ressentie qui en découle rendrait inefficace les efforts de ces communes de réglementer la voie publique de manière efficace et nourrirait un sentiment d'injustice auprès des administrés locaux.

Par ailleurs, selon les autorités d'une de ces communes, de nombreux véhicules luxembourgeois seraient abandonnés sur la voie publique côté français. La police municipale française procéderait à leur mise en fourrière, mais ces véhicules ne seraient jamais réclamés. Cette situation engendrerait une charge financière particulièrement lourde pour les collectivités locales françaises sans perspective de remboursement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre est au courant de cette problématique ? Si oui, quelle en est l'ampleur ?
- 2) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que les communes françaises en question n'ont aucune voie légale à leur disposition pour procéder à un recouvrement effectif des amendes ? Dans la négative, peut-elle me détailler les possibilités à leur disposition ?
- 3) Est-ce que les autorités luxembourgeoises collaborent avec les autorités françaises pour faciliter le recouvrement effectif des amendes et si non, est-ce qu'une telle collaboration serait envisageable ?

Réponse (29/08/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Le ministère ne dispose pas de données statistiques concernant les éléments soulevés par la question parlementaire.

La loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires permet sous certaines conditions la reconnaissance et l'exécution au Grand-Duché de Luxembourg d'une sanction pécuniaire infligée dans un autre État membre de l'Union européenne. Le Procureur général d'État est l'autorité centrale compétente pour la reconnaissance de décisions infligeant à titre définitif une sanction pécuniaire, prononcées dans un autre État membre, et leur exécution sur le territoire national à l'égard d'une personne physique ou morale qui possède des biens ou des revenus au Grand-Duché de Luxembourg, et y a sa résidence habituelle ou son siège statutaire.

L'article 10 de la loi précitée dispose encore que l'Administration de l'enregistrement et des domaines bénéficie du droit de procéder à une sommation à tiers détenteur conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale.

Lorsqu'il n'est pas possible d'exécuter une décision, en tout ou en partie, le Procureur général d'État peut appliquer des peines de substitution, y compris la contrainte par corps, si l'État requérant a prévu cette possibilité dans le certificat transmis aux autorités luxembourgeoises.

La loi modifiée du 23 février 2010 précitée est la loi de transposition de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

Les autorités françaises disposent donc également de cet instrument de coopération, prévu aux articles D48-6 à D48-36 du Code de procédure pénale français, leur permettant de faire procéder au recouvrement d'amendes pénales impayées.

Les autorités judiciaires luxembourgeoises coopèrent avec les autorités étrangères dans le cadre de telles demandes de reconnaissance et d'exécutions d'amendes pénales, si les conditions légales de la loi modifiée du 23 février 2010 précitée sont remplies.

Assurance pension volontaire pour les fonctionnaires | Question 2699 (30/07/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Abrëll 2024 hunn ech eng parlamentaresch Fro (N° 588) iwwer d'Pensiounscotisationen fir Fonctionnair gestallt. Mir hunn drop higewisen, datt Fonctionnair am Géigesaz zu anere Leit net

d'Méiglechkeet hunn, fräiwëlleg Cotisationen op Basis vun nëmmen 1/3 vum Mindestloun ze leeschten.

De 7. Mee 2024 huet de Minister geäntwert an unerkannt, datt bei der Modifikatioun ee Feeler geschitt war. Hien huet confirméiert, datt de Ministère fir sozial Sécherheet iwwersinn hat, datt dat groussherzoglecht Reglement vum 25. Juni 2009 „an der selwechter Logik hätt misse modifizéiert ginn“, fir dës Dispositionen och op Fonctionnair ze applizéieren. De Minister huet versprach, dës Modifikatiounen „esou séier wéi méiglech virzehuelen“.

Iwwert ee Joer no dem ministerielle Versprechen, dës Ännerung „esou séier wéi méiglech“ ze maachen, ass nach ëmmer näischt geschitt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Firwat ass iwwer ee Joer nom Versprechen, dës Modifikatiounen „esou séier wéi méiglech“ ze maachen, nach ëmmer näischt geschitt?
2. Wéini gëtt dat groussherzoglecht Reglement vum 25. Juni 2009 endlech modifizéiert, fir dës Feeler ze korrigéieren?

Réponse (16/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Dat ugekënnegt Reglement ass nach net um Instanzewee well an der Tëschenzäit eng ganz Rei aner Texter, virun allem Gesetzesprojeten, virbereet an deposéiert gi sinn an de Suivi dovun respektiv vun deenen, déi schon deposéiert waren, gemaach ginn ass vu mengen Servicer am Ministère. De Kalenner vun deene Projeten ass schwierig ze plange well ënnert anerem net gewosst ass, wéini se aviséiert ginn an ob a wéi vill se mussen adaptéiert ginn.

ad 2. Ech sinn zouversichtlech, dass zäitno de Projet, fir dat beträffend Reglement ze änneren, op den Instanzewee wäert goen.

Arnaques sur de faux sites Internet | Question 2700 (30/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Ben Polidori (LSAP)

Rezent Berichter an der Press an Aussoe vu Beträffene weisen op e reegelrechte Bedruch duerch gefälscht Internetsäiten hin, déi souwuel déi offiziell Websäit vun der BIL wéi och LuxTrust imitéieren. D'Affer hu gréisstendeels net gemierkt, datt si op engem Fake-Site waren, a goufen esou ëm Dausende vun Euroe geprellt, déi vun hire Kontoe geklaut goufen. Dobäi ass et besonnesch beunroegend, datt trotz gesate Plaintë wéineg schéngt ënnerholl ginn ze sinn, fir dës Säite séier zouzemaachen a weider Attacken ze verhënneren.

Dofir eis Froen un den Här Finanzminister, un d'Madamm Justizministesch an un d'Madamm delegéiert Ministesch fir Medien a Connectivitéit:

1. Wéi erkläert sech d'Tatsaach, datt sou gefälschte Säiten iwwer Wochen oder souguer Méint kënnen aktiv bleiwen, trotz engem séieren Hiwäis duerch d'Affer a Plaintë bei de Beamten?
2. Wéi eng Mesurë si vun de Betriber selwer (z. B. BIL, LuxTrust) an den zoustännegen Autoritéiten ënnerholl ginn, fir esou Bedruch ze verhënneren an d'Sécherheet vun de Clienten ze garantéieren?
3. Wat gesäit d'aktuell Gesetzgebung vir, fir esou Attacken ze bekämpfen? A wéi eng Sécherheitsmoossnamen existéieren am Kader vum digitale Schutz vun de Bierger?
4. Wou gesäit d'Regierung eventuell Lacunne bei der Uwendung vun deenen Instrumenter, déi verfügbar sinn?

5. Wéi wäit geet d'Responsabilitéit vun de betraffene Plattformen, wa Clienten duerch esou Bedruch finanziell Schied erliden? Gëtt et Richtlinn fir Entscheedungen?

6. Wéi oft goufen an der rezenter Vergaangenheet Täter an esou Fäll ermëttelt respektiv verurteelt?

7. Wat solle betraffe Persounen maachen, fir séier a virun allem onbürokratesch Hëllef ze kréien?

8. Wéi gesäit d'Koordinatioun tëscht de betraffene privaten Acteuren (z. B. Banken, LuxTrust) an de staatlechen Instanzen aus, fir zesummen eng effizient Reaktioun géint esou Bedruchsfäll ze garantéieren?

Réponse (08/09/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Generell stellen d'Justizautoritéiten fest, dass déi Verdächtige, déi fir dës Zort vu Bedruch a Fro kommen, ëfters aus dem Ausland eraus operéieren. An dëse Fäll ass d'Kooperatioun mat den auslänneschen Autoritéiten erfuerderlech, fir dass d'Ermëttlung kënne weidergefëhrt ginn.

Am Kader vun enger Enquête zu engem Flagrant délit oder enger Instruction préparatoire hunn de Procureur d'État an den Untersuchungsrichter d'Méiglechkeet, d'Dateien an d'Donnéeën, déi an engem automatiséiert System fir Dateveraarbechtung oder -iwwerdroung gespäichert, veraarbecht oder iwwerdroe ginn, ze saiséieren – entweder duerch d'Beschlagnamung vum physische Medium, wou d'Daten drop gespäichert sinn oder duerch eng Kopie vun dësen Daten. Et ass awer ze bemerken, dass dat informatesch Equipment sech oft am Ausland befënnt, an dësem Fall mussen d'Justizautoritéiten op déi international Rechtshëllef zeréckgräifen, fir déi néideg Beweiser ze kréien.

Déi definitiv Suppressioun um physische Medium kann och nëmmen ënnert verschiddenen Ëmstänn ordonéiert ginn, wéi z. B. wann dëse sech zu Lëtzebuerg befënnt an et sech ëm Daten handelt, déi an engem automatiséiert System gespäichert, veraarbecht oder iwwerdroe ginn an där hir Detention oder Nutzung illegal oder geféierlech fir d'Sécherheet vu Persounen oder Saachen ass.

ad 2. D'Finanzacteuren, d'professionell Associatiounen an d'Autoritéiten maache reegelméisseg preventiv Informationscampagnen, déi dorobber ofzilen, de breede Public respektiv de Finanzbetreiber hir Clientèle, op de vorsichtegen Ëmgang mat confidentiellen a perséinlechen Informatiounen ze sensibiliséieren. An deem Sënn gi beispillsweis d'ABBL an d'CSSF op hire jeeeweilegen Internetsäiten detailléiert Informatiounen iwwer méiglech Bedruchsmethoden an d'Moossnamen, déi een als Client soll huelen, fir sech effektiv dogéint ze schützen. Gutt Praxisse bestinn zum Beispill doranner, ëmmer déi offiziell Applikatioun vun der respektiver Bank ze benotzen, oder d'Webadress fir den Onlinebanking manuell anzeginn. Eng 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg erreechbar Hotline (491010) erlaabt et och, wann een e Bedruch verdächtige, säi LuxTrust-Zertifikat direkt blockéieren ze loossen.

Wa Finanzacteuren oder Autoritéiten Bedruchsfäll bekannt ginn, bei deene beispillsweis hir Identitéit méissbrauchlech benotzt gëtt, gi gemengerhand Warnhiwaiser op hire respektiven Internetsitte verëffentlecht, fir de Public ze informéieren an ze warnen, an de Parquet gëtt mat dem Fall befaasst. Am Fall vun der Usurpatiou vun engem Acteur senger Identitéit duerch e falschen Internetsite triede gemengerhand déi betraffenen Acteuren a Kontakt mat den Online-sichmaschinnen, fir déi falsch Sitten de-referenzéieren ze loossen. Donieft zielen och bank-intern

Sécherheitsmechanismen dorobber of, fir de Risiko vun esou Bedruchsfäll ze minimiséieren.

ad 3. Et gëtt op d'Äntwert op d'Froen 1. a 5. verwisen.

ad 4. Och wann d'Gesetz d'Finanzinstituter net verpflichtet, d'Clienté viru gefälschten Internetsitten ze warnen, gi betraffenen Internetsitten, wa se da bekannt sinn, an der Reegel denoncéiert an et gëtt och iwwer divers Kanäl kommunizéiert (Warnmessages um Site vun de betraffene Banke respektiv der CSSF).

Donieft kann de Client mëttlerweil, ronderëm d'Auer a 7 Deeg op 7 iwwer d'Hotline 491010, net nëmme seng Bankkaarten, mä och LuxTrust-Zertifikater, blockéiere loossen.

Doriwwer eraus sief op déi sougenannten NIS (Network and Information Security) Direktiv verwisen. Dës Direktiv gesäit ënner anerem verschidde Moossnamen vir, déi d'Sensibiliséierung vun de Bierger op aktuell Cyber-Menacen, also och de „Phishing“, verbesseren.

Op EU-Niveau lafen doriwwer eraus d'Aarbechten, fir d'Payment Services Directive 2 (PSD 2) ze iwwerschaffen, weider. Ee Schwéierpunkt ass dobäi d'Stärkung vun den Anti-fraud-Moossnamen esou ewéi d'Berécksiichtge vun neien Typen vu Fraudé wéi dem „Spoofing“.

ad 5. Den Digital Services Act (DSA) gesäit an der ganzer EU Bestëmmunge fir Sichmaschinnen vir. Grundsätzlech si Sichmaschinnen als Hosting-Déngschtleschter laut dem Artikel 6 vum DAS-Reglement net verantwortlech fir d'Informatiounen (ewéi zum Beispill Websäiten), déi an der Sichmaschinn gespäichert sinn, ënnert der Bedéngung, dass d'Sichmaschinn engersäits keng Kenntnis vun illegalen Aktivitéiten oder Inhalter op där Websäit huet, an anerersäits muss d'Sichmaschinn, soubal se Kenntnis vun illegalen Inhalter huet, dës läschen oder den Zougang derzou blockéieren.

D'DSA-Reglement gesäit och am Artikel 16 vir, dass Online-Plattformen Mechanismen aféieren, iwwer déi d'Benotzer illegal Inhalter kënne mellen. Soubal esou Inhalter gemellt ginn, an domat der Plattform oder der Sichmaschinn bekannt gemaach ginn, muss dës se läschen, soss ka se haftbar gemaach ginn.

D'DSA-Reglement verpflichtet doriwwer eraus Hosting-Déngschtleschter, fir d'Police oder d'Justizautoritéiten vum betraffene Memberstaat ze informéieren an déi relevant Informatiounen zur Verfügung ze stellen, wa se Kenntnis hu vun Informatiounen, déi de Verdacht begrënnen, dass eng Strofdot begaange gouf, amgaangen ass begaangen ze ginn oder kéint begaange ginn, déi d'Liewen oder d'Sécherheet vun enger oder méi Persounen a Gefor bréngt.

Donieft gesäit dat ofgeännert Gesetz vum 10. November 2009 iwwer Bezuelservicer e Responsabilitéitsregime fir net autoriséiert Paiementer vir. Dëse Regime entsprécht der Ëmsetzung vun der Payment Services Directive 2 (PSD2), déi en harmoniséierte Kader an der EU geschaf huet.

ad 6. Den Artikel 496 vum Code pénal viséiert de Bedruch an ass technologesch neutral, esou dass sech dësen Artikel och op Bedruchsfäll iwwer den Internet applizéiert. D'Artikelen 509-1 bis 509-7 vum Code pénal applizéieren sech allgemeng op verschidde Formen vu „fraude informatique“, déi mat Hëllef vun techneschen Mëttel begaange goufen. Dës an der Fro spezifesch viséiert Form vu Bedruch gëtt dohier net eenzel an de Statistiken vun de Justizautoritéiten erfaasst.

ad 7. D'ABBL an och d'Police rodén an esou Fäll séier ze agéieren.

Soubal ee mierkt, dass een Affer vun enger Fraude ginn ass, ass et wichteg

– d'Hotline 491010 unzuerufen,
– d'Bank ze informéieren an och
– direkt Plainte bei der Police ze maachen.

ad 8. Zanter Dezember 2024 besteet een Aarbechtsgrupp fir d'Bekämpfung vum Online-Bedruch tëscht de betraffenen Acteuren, i. e. der ABBL, der Fondation ABBL, dem Luxembourg House of Cybersecurity, der CSSF, der BCL, BEE SECURE an dem ILR.

Am Hierscht wäert an deem Beräich och eng breet ugeluechten national Sensibiliséierungscampagne (Suite vun der cyberfraud.lu-Campagne) ulafen.

Comité interministériel de suivi du PANAS | Question 2701 (30/07/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS), présenté en septembre 2023 par le Ministère d'État, vise à structurer la réponse gouvernementale face à l'antisémitisme à travers une série de mesures réparties en sept axes. Ce plan s'inscrit à la fois dans un engagement national (notamment l'accord du 27 janvier 2021 avec le Consistoire israélite) et européen (stratégie de l'Union européenne et recommandations de l'ECRI du Conseil de l'Europe).

Ainsi, dans sa réponse à la question parlementaire n° 0987 du 10 juillet 2024, le Gouvernement a par ailleurs indiqué examiner l'opportunité de mettre en place un mécanisme de collecte de données quantitatives et qualitatives sur les faits d'antisémitisme, de racisme et d'autres formes de discrimination, conformément aux engagements pris dans la Déclaration de Vienne du 18 mai 2022.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Étant donné que le comité interministériel de suivi du PANAS a été institué en date du 27 mars 2024, le Gouvernement peut-il préciser à quelle fréquence ce comité s'est réuni depuis lors, ainsi que les indicateurs employés pour évaluer la mise en œuvre des différentes mesures du plan ? Existe-t-il un rapport d'activité établi dans le cadre de ses travaux, et, le cas échéant, ce rapport est-il accessible au public ou transmis à la Chambre des Députés ?

2) À la suite du constat selon lequel le système actuel ne permet pas de distinguer de manière précise les différentes formes de discrimination visées aux articles 454 et 457-1 du Code pénal, le Gouvernement prévoit-il des adaptations techniques ou organisationnelles permettant une meilleure identification des infractions, en particulier celles liées à l'incitation à la haine à caractère antisémite ?

3) Un plan de formation spécifique à la lutte contre l'antisémitisme à destination des agents publics a-t-il été élaboré ? Quelles catégories de personnel sont concernées et quels sont les objectifs pédagogiques et les modalités d'évaluation de ces formations ?

4) Quelles formations spécifiques ont été organisées à l'attention des magistrats, des forces de l'ordre ou d'autres agents publics pour garantir une application effective de cette disposition légale ?

5) Quels critères et procédures sont prévus pour la désignation des signaleurs de confiance chargés de signaler les contenus antisémites en ligne ? Quelles entités peuvent prétendre à ce statut ?

Réponse (29/08/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Suite à la nomination de ses membres effectifs et suppléants le 24 juillet 2024, le comité interministériel pour le suivi du Plan d'action national contre l'antisémitisme (PANAS) s'est réuni pour la première fois le 7 octobre 2024. Depuis cette date, le comité s'est réuni à six autres reprises. Les travaux du comité font l'objet d'une publication dans une rubrique dédiée du rapport d'activités du Ministère d'État, disponible sous le lien suivant : Rapport d'activité 2024 du Ministère d'État - Ministère d'État - Le Gouvernement luxembourgeois. [↑]

ad 2) Il ressort des discussions du comité interministériel que la Police grand-ducale a entamé des travaux d'information des données dans le cadre du projet POLIS information system qui aura notamment pour objet de permettre d'améliorer le traitement des signalements.

ad 3) Cette mesure ne figure pas dans le PANAS.

ad 4) Selon les données du Conseil national de la justice, 40 magistrats ont participé en mai 2025 à la formation continue « Les crimes de haines et les incitations à la haine ». Par ailleurs, des magistrats du parquet suivent depuis 2024 des formations du « European Judicial Training Network » sur cette thématique.

ad 5) Les critères et procédures concernant la désignation des signaleurs de confiance sont fixés par la loi du 4 avril 2025 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques. La première décision d'attribution émanant de l'Autorité de concurrence fera l'objet d'une communication officielle sous peu.

Protection des eaux et des sources d'eau | Question 2703 (31/07/2025) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

De Waasserschutz gehéiert zu deene wichtigsten Aufgaben, déi mir am Kader vun enger nohalteger a sécherer Ressourcennutzung mussen erfüllen, fir och künftege Generatiounen eng qualitativ héichwäerteg an zuverlässeg Waasserversuergung ze hannerloossen. Zousätzlech spillt de Waasserschutz och bei verschiddene Wiederphenomeener, ewéi zum Beispill bei Iwwerschwemmungen, eng wichteg Roll.

Ofgesi vun nationalen Ustengungen, sinn och um Niveau vun der EU eng Rei Direktiven ugeholl ginn, déi d'Länner verpflichten, fir an dese Beräicher weiderhin aktiv ze bleiwen, a se dobäi finanziell ënnerstëtzen. Trotz gréisseren Efforten, fir an deem Beräich Léisungen ze fannen, ass e gudden Deel vun eise Gewässer nach net an engem zefriddestellenden Zoustand.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Minister den aktuellen Zoustand vun eise Quellen a vun eise Gewässer?
2. Wéi eng Mesuren, vun deenen een sech mëttelfristeg eng Verbesserung vun der Waasserqualitét erwaarde kann, sinn amgaangen ëmgesat ze ginn oder goufe schonn ëmgesat?
3. Wéi vill Sue goufen an de fënnf leschte Joer fir de Quellschutz, de Waasserschutz a fir Renaturéierung vu Flëss a Baachen investéiert?
4. Wéi vill Projekte sinn de Moment nach ënnerwee?
5. Aus wéi engen Ursache kënnen Renaturéierungen, déi scho jorelaang geplangt sinn, net ëmgesat ginn?

Réponse (08/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Duerch déi topographesch Lag vu Lëtzebuerg, op der Waasserscheed tëschent Rhain a Meuse, hu

mir virun allem kleng Gewässer mat engem klengen Anzugsgebiet, déi relativ weenig Offloss generéieren. Kleng Gewässer sinn ëmsou méi empfindlech op Verschmutzungen an Drécheperioden. Zousätzlech sinn d'Gewässer engem ganz héije Siedlungsdruck ausgesetzt an d'Waasserqualitét gëtt duerch eng sellegen Aktivitéiten aus ënnerschiddleche Beräicher wéi Industrie a Landwirtschaft impaktéiert.

Laut de Krittäre vun der europäescher Waasserahmenrichtlinn erreecht aktuell kee vun den 106 Uewerflächewaasserkierper de gudden ökologeschen Zoustand an nëmmen d'Hallschent vun de 6 Grondwaasserkierper sinn an engem gudden Zoustand.

Trotz dëser Bewäertung huet sech den Zoustand vun eise Quellen a Gewässer verbessert. Duerch Renaturéierung vun de Gewässer, dem Bau an der Moderniséierung vun den Ofwaasserinfrastrukturen a Moosnamen zum Schutz vun den Drénkwaasserressourcen ass d'Waasserqualitét an de leschten 20 Joer a ville Baachen a Flëss daitlech besser ginn.

ad 2. Fir eng Verbesserung vun der Waasserqualitét ze erreechen, ginn aktuell eng ganz Rei vu verschiddene Moosnamen ëmgesat. Dës Moosnamen baséieren sech virun allem op den 3. Waasserbewirtschaftungsplang⁴⁷ souwéi den 3. Nationalen Naturschutzplang⁴⁸ (PNPN3) oder och op d'Klimapassungsstrategie⁴⁹.

D'Renaturéierung vun eise Gewässer an d'Restauration vun hire Quelle sinn zentral Elementer heifir. D'Gewässer an hir Quelle ginn duerch geziilt Schutz a Restauratiionsmoosnamen géint divers Drockfaktore geschützt. Schutzsträifen an eng natierlech Gestaltung vun den Ufer an dem Gewässeremland droen dozou bäi, d'Qualitét vun eise Gewässer ze erhalen. Dës Moosnamen sinn net nëmme positiv, fir d'Waasserqualitét ze verbessern, mee hëllefen och, fir den Héichwaasser-Risiko ze reduzéieren.

Zousätzlech ginn technesch Verbesserungen am Ofwaasserberäich, wéi beispillsweis der Behandlung vum Ofwaasser, ëmgesat. D'Moderniséierung vun de Kläranlagen an d'Trennung vun Ofwaasser- a Reewaassersystemer droen dozou bäi, dass manner Schuedstoffer an d'Gewässer kommen. Hei spillt de Bau vu Reeniwwerlafbecken eng wichteg Roll. Si suergen dofir, datt d'Waasser no vill Reen ofgepuffert op d'Kläranlag weidergeleet gëtt. Besonnesch an urbanen Zonen ass dëst eng zentral Erausforderung, déi mat héijen Investitiounen verbonnen ass.

D'Ausweisung vu Schutzzone ronderëm Quellen a Buerungen, déi fir d'Produktioun vun Drénkwaasser genotzt ginn, ass déi lescht Joren ëmmer weidergaangen, sou dass mëttlerweil fir ronn 80 % vun dem produzierten Drénkwaasser Schutzzone bestinn. Donieft besteet eng regional Zesummenaarbecht, fir fräiwëleg Moosnamen an dese Schutzzone a speziell am landwirtschaftleche Beräich ëmzesetzen.

Eng aktiv Zesummenaarbecht tëscht all de betreffenen Acteuren, wéi zum Beispill mat de Gemengen, ass néideg, fir eng nohalteg Verbesserung vun der Waasserqualitét ze erreechen.

ad 3. Tëscht 2020 an 2024 huet d'Regierung iwwert de Fonds pour la gestion de l'eau, dee vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit geréiert gëtt, folgend Ausgabe gehat:

– Quellen- an Drénkwaasserschutz: 3,39 Milliounen Euro

– Ofwaasserbehandlung a Reewaassergestioun: 252,96 Milliounen Euro
– Renaturéierungen an Héichwaassermoosnamen: 25,09 Milliounen Euro
– Etuden, Fuerschungs- a Pilotprojeten: 10,06 Milliounen Euro

Zousätzlech zu den Ausgabe vum Fonds pour la gestion de l'eau hunn d'Gemengen och ganz vill Suen am Waasserberäich investéiert. Den uewe genannte Fong co-finanziert nämlech déi meescht Projeten. Jee no Kategorie vu Projet variéiert dese Co-Finanzierungstaux, sou wéi en am Artikel 65 vum Waassergesetz festgehalen ass (Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau): bis zu 33 % fir Reewaassergestioun, 50 % fir Ofwaasser- an intercommunal Drénkwaasserinfrastrukturen, 75 % fir Moosnamen an den Drénkwaasserschutzzone, 90 % fir Héichwaasserschutzmoosnamen a bis zu 100 % fir Renaturéierungsmoosnamen, Etuden a Pilotprojeten.

ad 4. Detailler zu der Ëmsetzung vu weidere Moosnamen fënnt een am Tëschebilan zu der Ëmsetzung vun de Moosnamen aus dem drëtte Waasserbewirtschaftungsplang⁵⁰, dee Mëtt vun dësem Joer publizéiert gouf.

ad 5. D'Ëmsetzung vu Renaturéierungsprojete stellt eng komplex Aufgab duer, déi vu ville Faktoren ofhänkt. Dëst erkläert sech duerch verschidde strukturell, technesch an administrativ Ursachen.

Den heefegste Grond, firwat d'Ëmsetzung vun esou Projete vill Zäit brauch, ass d'Verfügbarkeet vun den Terrainen. Vill Projeten erfuerderen d'Acquisitioun oder den Zougang zu privaten Terrainen. Dëst ass oft mat laangen Diskussiounen mat de Besëtzer verbonnen, fir dësen den Terrain kënnen ofzekafen oder ze benotzen. Zousätzlech erfuerdert all Projet eng enk Koordinatioun mat Gemengen, Partner an anere betreffenen Autoritéiten.

Déi technesch Komplexitéit vu Renaturéierungsprojeten erfuerdert oft detailléiert Studien, wat d'Planung an d'Ausschreiwung vun den eenzelne Projete verlängert, besonnesch wann innovativ oder multifunktional Léisungen ugestriift ginn. Och finanziell Aspekter spillen heiansdo eng Roll. Dofir ass et wichtig ze ënnersträichen, datt de Fonds pour la gestion de l'eau vum Ëmweltministère Renaturéierungsprojete co-finanziert, a jee no Projet bis zu 100 % vun de Käschte kann iwwerhuelen.

Et ass ze präziséieren, datt bei der Ëmsetzung vu Renaturéierung méeschtens d'Gemeenge Bauhär sinn. Dowéinst hänkt d'Ëmsetzung vu Projeten zousätzlech och vum Engagement a Matwierken op kommunalem Niveau of. D'Waasserverwaltung begleet an ënnerstëtzt d'Gemeenge bei der Virbereedung an der Ëmsetzung vun dese Projeten.

Am Kontext vum Klimawandel ass et wichtig, fir Renaturéierungsprojete méi séier a méi effizient ëmzesetzen. Fir dësen Erausforderunge gerecht ze ginn, invitéiert de Ministère am November op e Renaturéierungsdësch. Dese soll eng gemeinsam Dynamik an d'Weeër leeden, fir deemetspriedend déi néideg Instrumenter ze schafen.

Rassemblements non autorisés de type rave party | Question 2704 (31/07/2025) de M. André Bauler (DP)

Au cours des années 2024 et 2025, deux rassemblements non autorisés de type rave party ont eu lieu respectivement dans les environs de Bavigne et de

⁴⁷ <https://eau.gouvernement.lu/dam-assets/administration/documents/3-cycle/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final/3-bewirtschaftungsplan-nach-wrfl-2021-2027.pdf>

⁴⁸ <https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/biodiversite/pnppn/pnppn-version-3.pdf>

⁴⁹ <https://environnement.public.lu/fr/klima-an-energie/changelement-climatique.html>

⁵⁰ [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/progres-de-mise-en-oeuvre.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/progres-de-mise-en-oeuvre.html)

Heinerscheid, mobilisant d'importants moyens policiers et suscitant de vives préoccupations parmi les riverains et les autorités locales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) La Police grand-ducale entend-elle procéder à une analyse détaillée du déroulement de ces deux événements, notamment en ce qui concerne la détection préalable, la coordination opérationnelle, la gestion des nuisances et la communication avec les autorités communales concernées ?

2) Est-il prévu de tirer des conclusions concrètes de ces expériences en vue de renforcer à l'avenir la coopération entre la police et les communes, en particulier en cas d'incident critique ou de rassemblement massif non déclaré ?

3) La police développe-t-elle actuellement un concept opérationnel spécifique pour agir de manière plus rapide, coordonnée et efficace face à ce type de manifestations non autorisées ?

4) Dans une optique de prévention, est-il envisagé de cartographier à l'avance les sites potentiellement sensibles ou propices à l'organisation de tels événements, notamment dans des zones reculées ou difficilement accessibles, afin de faciliter une réaction rapide et ciblée en cas de besoin ?

5) Dans quelle mesure la manifestation a-t-elle pu provoquer un impact négatif sur l'environnement, notamment en termes de déchets ou perturbation de la faune et de la flore locales ? Des constats formels ont-ils été établis sur ce point ?

6) A-t-il été porté plainte ou saisi de procès-verbal contre les organisateurs ou participants pour violation des dispositions relatives à la protection de la nature ?

Réponse (05/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Chaque intervention policière d'une certaine envergure fait l'objet d'un débriefing. La Police grand-ducale a agi conformément aux procédures internes qui sont prévues pour ce genre d'interventions.

ad 2) La coopération entre les autorités communales et les autorités de la police était bonne et une entrevue entre le Collège échevinal de Clervaux et les autorités de police est prévue pour le mois de septembre. La coopération en cas d'incident sera à l'ordre du jour de cette réunion.

ad 3) Un tel concept « de la montée en puissance » est déjà en place et a été appliqué. Une évacuation plus rapide du site était impossible sans recours à la force, ce que la police cherche cependant à éviter, conformément à la doctrine en place pour ce type d'événement.

ad 4) En raison de la grande mobilité et de l'indépendance par rapport au besoin d'infrastructures techniques préexistantes, ces événements sont organisés de manière plus ou moins spontanée. Une cartographie est donc difficilement réalisable et ne constitue pas une plus-value opérationnelle.

ad 5) Le site de la manifestation se trouve à l'intérieur de deux zones faisant partie du réseau de zones d'intérêt communautaire Natura 2000, à savoir la zone spéciale de conservation « LU0001002 – Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont » et la zone de protection spéciale « LU0002003 – Vallée supérieure de l'Our et affluents ».

L'emploi d'instruments sonores de jour comme de nuit, la pollution lumineuse nocturne ainsi que les vibrations générées par ce genre de manifestations peuvent

constituer des nuisances importantes pour la faune sauvage, en particulier pour l'avifaune.

Par ailleurs, l'utilisation d'un nombre important d'engins mécaniques ou encore le camping sauvage et l'abandon de déchets sur de tels sites peuvent avoir un impact négatif sur les biotopes et habitats protégés, ainsi que sur les espèces de la faune et flore sauvages. En raison de ces impacts potentiels, l'emploi d'instruments sonores ainsi que les activités de loisirs susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'environnement naturel sont, lorsqu'ils se déroulent notamment en forêt ou dans des zones Natura 2000, soumis à autorisation du ministre. Cette autorisation fixe les conditions dans lesquelles de telles manifestations peuvent se dérouler.

ad 6) Une enquête est en cours.

.....
« Gesundheitsapp » | Question 2706 (31/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Nachdem die Luxemburger Ärztevereinigung AMMD 2022 aus Protest den Verwaltungsrat der eSanté-Agentur verlassen hatte, einigten sich Ende 2024 die Gesundheitskasse (CNS) und die AMMD auf die Übernahme der von der AMMD finanzierten Gesundheitsapp DHN. Die CNS zahlte der AMMD dafür 4,8 Mio. Euro und diese kehrte danach wieder in den eSanté-Verwaltungsrat zurück.

Die App sollte den digitalen Austausch von Gesundheitsdaten ermöglichen beziehungsweise verbessern. In der Antwort auf die parlamentarische Frage N° 1471 erklärt die Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit, dass die Lösung DHN den Patienten besser im Prozess des PID (Paiement immédiat direct) einbringen soll.

– Von der Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit möchte ich in diesem Zusammenhang erfahren, inwieweit diese doch teure App zu Verbesserungen geführt hat und in welchen Bereichen.

– Ist die Ministerin der Meinung, dass diese hohe Investition einen Mehrwert für alle Beteiligten gebracht hat?

– Darüber hinaus möchte ich Frau Ministerin bitten, den Text der Abmachung zwischen CNS und AMMD als Anhang zu Ihrer Antwort zu übermitteln.

Réponse (26/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Die „Solution DHN“ wurde am 30. Oktober 2024 von der Gesundheitskasse (CNS) erworben.

Am 1. April 2025 hat die CNS, u. a. in Zusammenarbeit mit der „Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé“ und mit Hilfe eines Budgets der Agence, das Programm „Appel à référencement dans le cadre du dispositif SONS, Vague : aide à la mise en conformité à la transmission numérique“ mis en place par l'Agence eSanté (AeS) dans le cadre de l'obligation digitale de la Convention CNS-AMMD“ (SONS2) veröffentlicht.

Dies ist ein Incentive-Programm, das finanzielle Anreize für Softwareanbieter von Arztpraxen schafft, die von der CNS zur Verfügung gestellten Web-Services in die Arbeitsabläufe der Arztpraxen zu integrieren. Ein solches Programm wurde auch, mit Erfolg, 2023 im Kontext des „remboursement accéléré“ (RA)⁵¹ und des „paiement immédiat direct“ (PID) eingeleitet.

38 Software-Anbieter haben sich, Stand August 2025, bei diesem Programm angemeldet, wobei eine

erste Labellisierung unmittelbar bevorsteht. Diese ermöglicht es dem Software-Anbieter, die Incentive-Summe von 640 EUR pro Arzt, der die somit eingebundenen Web-Services benutzt, anzufordern.

Parallel zum SONS2 hat die CNS intensiv an den Integrations- und Anpassungsaufgaben gearbeitet und war so in der Lage, diese Plattform am 1. Juli 2025 live zu schalten. Dies ermöglicht es der CNS, ein IT-Umfeld zur Verfügung zu stellen, welches den Ärzten (via ihre Softwareanbieter) erlaubt, die Digitalisierungs-Anforderungen der „Convention CNS-AMMD“ einzuhalten. Diese werden in einer „Dokument-Logik“ eingeführt werden, angefangen mit dem „mémoire d'honoraires“ (jetzt schon möglich, ab dem 1. Januar 2026 obligatorisch nach den mit der AMMD getroffenen Absprachen und darüber hinaus nach Maßgabe der „Convention CNS-AMMD“), gefolgt von dem „certificat d'incapacité de travail“ (geplant im 1. Quartal 2026) und der „ordonnance médicale“ für Medikamente (geplant 2026).

Ohne den Erwerb der „Solution DHN“ wären diese Implementierungen nicht in dieser kurzen Zeit möglich gewesen. Neben der schon genannten nicht unerheblichen Beschleunigung der Entwicklungsabläufe ist auch eine Vereinfachung von Verwaltungsabläufen sowie eine damit aller Voraussicht nach einhergehender Abkürzung der Bearbeitungsfristen zu erwähnen.

Die „Convention CNS-AMMD“ welche eine „obligation digitale“ einführt kann unter folgendem Link eingesehen werden: Convention - Médecins - CNS - Luxembourg[†].

.....
Pollution sonore | Question 2707 (31/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Selon un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), plus de 20 % des Européens sont exposés à une trop forte pollution sonore. Dans ce rapport, notre pays figure parmi les pays les plus exposés au bruit et plus particulièrement à la pollution sonore liée aux transports touchant près de 50 % de sa population.

Cette étude insiste notamment sur le rôle des transports aériens au Luxembourg passant au-dessus de zones fortement peuplées. D'autre part, des véhicules (motos et autos) avec pots d'échappement extrêmement bruyants contribuent à cet état de choses.

1) Comme le bruit excessif représente un danger réel pour la santé et la biodiversité, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité si le Gouvernement partage les objectifs de l'UE de réduire de 30 % d'ici 2030 le nombre de personnes exposées aux bruits excessifs et le cas échéant par quelles priorités.

2) Comment a évolué l'exposition au bruit endéans les dix dernières années au Luxembourg ?

Réponse (16/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En 2021, la Commission européenne a fixé l'objectif de réduire de 30 % par rapport à 2017 le nombre de personnes impactées par le bruit environnemental. Au niveau des différents pays et régions, le potentiel de réduction du bruit dépend entre autres des actions et mesures déjà mises en œuvre par le passé, du degré d'urbanisation ainsi que de la croissance en population et en trafic.

Actuellement, les autorités européennes estiment que la cible fixée ne va pas pouvoir être atteinte⁵². Malgré

⁵¹ Der „remboursement accéléré“ entspricht der Leistungsgewährung über Kostenersatzung, digital realisiert über den „logiciel métier“ des jeweiligen Arztes.

⁵² Agence européenne pour l'environnement : « Outlook to 2030: Can the number of people affected by transport noise be cut by 30 %? ».



les efforts considérables entrepris au Luxembourg, une réduction de 30 % semble également hors portée. Toutefois la lutte contre le bruit reste importante et les analyses montrent que les mesures à la source ainsi que celles ciblant l'aménagement du territoire et la mobilité sont les plus efficaces et permettent aussi bien de soulager les endroits actuellement fortement exposés que de prévenir de futures nuisances.

ad 2) Tous les cinq ans, l'Administration de l'environnement évalue le bruit généré par les principales sources de bruit du trafic : grands axes routiers, grandes lignes ferroviaires et l'Aéroport de Luxembourg. Le tableau[†] ci-dessous indique les personnes exposées par les sources respectives surpassant le seuil de cartographie de LDEN ≥ 55 dB (A).

Cette évolution s'inscrit dans un contexte de forte croissance économique et démographique.

Sanction infligée par la CSSF à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État dans le cadre de l'affaire Caritas | Question 2710 (31/07/2025) de Mme Sam Tanson | Mme Djuna Bernard (déli gréng)

Il ressort de la communication de la CSSF en date d'hier que la sanction basée sur des « lacunes d'ordre structurel et systémique » à hauteur de 4.968.780 millions d'euros a été prononcée en date du 2 mai 2025 à l'encontre de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE).

Or, lors d'une réunion de la Commission spéciale « Caritas » en date du 5 mai 2025, la BCEE a déclaré devant les membres de la Commission « qu'aucune faute dans le chef de la BCEE ne saurait être retenue ».

La loi du 24 mars 1989 sur la BCEE règle le flux d'information entre la banque et le Ministre des Finances. En outre, le Gouvernement est représenté par un commissaire de surveillance dont les missions de surveillance s'étendent à toutes les activités de la banque.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quand et par qui Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la sanction à l'encontre de la BCEE ?

2) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre par rapport aux déclarations faites par les responsables de la BCEE devant la Commission spéciale ? Monsieur le Ministre est-il intervenu auprès des responsables de la BCEE pour que ces déclarations soient redressées ?

3) Quelle est la réaction du Gouvernement en tant qu'actionnaire unique face à une sanction de près de 5 millions d'euros pour des lacunes systémiques liées à la lutte contre le blanchiment et au financement du terrorisme ?

4) Suite à la sanction, des mesures concrètes ont-elles été exigées ou imposées par le Ministère des Finances auprès de la direction de la BCEE ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (28/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Le Ministre des Finances a été informé oralement au courant de la journée du 2 mai par le commissaire de surveillance auprès de la Spuerkeess de la décision d'une possible sanction administrative à l'encontre de la banque.

Il a en même temps été informé que la Spuerkeess examinera toutes les voies de recours possibles pour contester la sanction. Un recours gracieux a été introduit par la banque en date du 30 mai 2025.

Interrogé en date du 6 juin 2025 au cours d'une réunion de la Commission des Finances au sujet de différentes informations publiées dans la presse

concernant une éventuelle sanction de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) envers la Spuerkeess, le Ministre des Finances, n'ayant pas nié les informations publiées, a rappelé que les banques citées disposent « d'un certain délai pour réagir aux constatations de la CSSF avant que cette dernière ne prenne sa décision » et que « ce délai est encore en cours ».

Il n'appartient en effet pas au ministre de se prononcer sur une enquête en cours qui est menée en toute indépendance par la CSSF, qui doit pouvoir exercer ses missions de contrôle, conformément à la recommandation n° 26 du GAFI³³, avec l'indépendance et l'autonomie requises à l'abri de toute influence ou interférence indue. En vertu de l'article 8-6 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, il revient exclusivement à l'autorité de contrôle d'apprécier l'opportunité de procéder ou de ne pas procéder à la publication d'une sanction, cette publication ne pouvant intervenir qu'après que la décision ait acquis force de chose décidée.

Dans ce contexte, il est important de préciser que le recours gracieux de la Spuerkeess portait notamment sur le principe de la publication de la décision.

En conséquence, le Ministre des Finances était légalement dans l'impossibilité de communiquer sur ce dossier, cela pour respecter tant le principe de la présomption d'innocence que les principes de confidentialité des procédures et de non-ingérence dans une procédure mise en œuvre sous la responsabilité de l'autorité de contrôle.

Au-delà de ces considérations d'ordre légal, la Spuerkeess constitue une banque systémique, soumise aux règles européennes sous contrôle de la Banque centrale européenne, collaborant avec de nombreux investisseurs institutionnels internationaux et faisant l'objet d'un suivi étroit de la part des agences de notation. De ce seul fait, il s'impose au Ministre des Finances une obligation de retenue quant à ses prises de position publiques.

Le ministre, en possession de ladite décision depuis qu'elle est devenue définitive et publiée en date du 30 juillet 2025, tient à préciser qu'il se tient à la disposition de la Chambre pour leur communiquer, dans un souci de transparence, la décision conformément aux modalités prévues aux articles 84 et suivants du règlement de la Chambre des Députés.

ad 2) Le ministre ne commente pas des déclarations faites par les responsables d'un établissement public qui est autonome en vertu de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg.

Il a cependant été rapporté au ministre que les déclarations des représentants de la Spuerkeess ont fait l'objet de discussions au sein du conseil d'administration, et qu'il est apparu que ces déclarations se rapportaient aux procédures en vigueur au sein de la banque. Ce point est également repris dans le procès-verbal de la réunion de la commission spéciale Caritas, lequel stipule que « Une représentante de la BCEE indique que les analyses internes ont mené à la conclusion que les règles et procédures de la banque ont été respectées dans le cadre du dossier Caritas. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que la banque est soumise à une obligation de moyens de minimiser les risques et non pas à une obligation de résultat de les éradiquer complètement. Étant donné que les procédures internes ont été respectées et au vu de la nature des obligations

de la banque, aucune faute dans le chef de la BCEE ne saurait être retenue. Comme expliqué précédemment, des améliorations peuvent continuellement être apportées à ces procédures afin de tenir davantage compte de nouveaux risques. [...] Une représentante de la BCEE explique que les premières analyses visent principalement à s'assurer que les procédures internes ont été respectées. L'analyse de l'adéquation du dispositif intervient dans une seconde étape sur une durée plus étendue. À ce stade, cette analyse approfondie est toujours en cours. »

Signalons, pour être complet, que la CSSF souligne dans son communiqué qu'il « n'appartient pas » à l'autorité de surveillance « de se prononcer sur la responsabilité de l'établissement de crédit dans le cadre de la fraude perpétrée à l'encontre d'un de ses clients, ni sur le fait qu'un système transactionnel sans lacune aurait – ou pas – permis de détecter la fraude ».

Dans ce contexte, le ministre note encore que les responsables de la Spuerkeess ont proposé à la Commission des Finances de se tenir à leur disposition pour répondre aux questions et interrogations relatives à la sanction administrative.

ad 3) et 4) Le Gouvernement déplore que quatre ans après une première lettre d'injonction en 2020, la CSSF a constaté que le dispositif de surveillance des transactions présentait, malgré les mesures de remédiation déjà mises en œuvre, toujours des lacunes d'ordre structurel et que la banque a fait l'objet d'une nouvelle sanction administrative.

Différentes initiatives ont été prises dès la transmission des observations de l'autorité de surveillance pour remédier à la situation :

– Dans le sillage des investigations menées par la CSSF, un plan de remédiation a été mis en place par la BCEE avec des mesures concrètes à mettre en œuvre suivant un échéancier déterminé. Le conseil d'administration de la BCEE attachera une attention particulière à la mise en œuvre de ce plan suivant un échéancier auquel la direction s'est engagée pour éviter que des manquements similaires ne se reproduisent à l'avenir.

– Le conseil d'administration a en outre décidé la mise en place d'un sous-comité spécialisé « stratégie technologique et innovation » en vue de mieux guider le plan de développement technologique de la banque, également dans une optique de priorisation et de la mise à niveau évolutive du dispositif de contrôle interne et réglementaire.

– Le commissaire de surveillance a par ailleurs proposé au conseil d'administration, au nom du propriétaire, de charger un cabinet international de conseil en gestion avec des connaissances approfondies du secteur en vue de réaliser une évaluation indépendante sur la maturité du dispositif de la banque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) par rapport aux attentes réglementaires et par rapport aux meilleures pratiques du secteur.

L'évaluation a permis d'identifier des pistes d'amélioration du cadre actuel afin de répondre de manière durable aux risques identifiés.

Sur base de cette évaluation un projet d'accompagnement sera élaboré jusqu'à la mi-novembre avec le consultant précité, mettant l'accent sur des mesures à prendre dans des domaines intéressant des sujets qui ne sont pas couverts par le programme de remédiation en cours, mais qui sont à effet de levier important pour améliorer davantage la qualité du dispositif LBC/FT.

– Une première mise en œuvre de ces recommandations prévoit l'adoption de mesures au niveau de la gouvernance : renforcement de la place de la fonction compliance dans l'organisation interne, clarification

³³ cf. Note interprétative de la recommandation n° 26 du GAFI sur les normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération

des règles d'escalation hiérarchique, collaboration transversale renforcée entre les trois lignes de défense ou encore limitation des mandats exercés par les membres de la direction au sein d'autres sociétés avec l'objectif de concentrer la disponibilité des personnes concernées sur les défis et priorités stratégiques de développement de la banque.

Personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire | Question 2711 (31/07/2025) de **M. Tom Weidig** | **M. Fred Keup** (ADR)

An Däitschland gouf et Enn 2024 net manner wéi 178.500 „Ausreisepflichtige“. Do kommen dann nach eng Kéier 42.300 „unmittelbar Ausreisepflichtige“, déi d'Land verloosse mussen, derbäi.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi sinn déi entspriechend Zuele fir Lëtzebuerg?
2. Wéi hunn déi Zuelen sech an deene leschten zéng Joer entwéckelt?
3. Wéi ass den offizielle Begrëff zu Lëtzebuerg fir de sougenannten „Ausreisepflichtigen“, a wéi gëtt dës Status hei definéiert?
4. Wéi ass den offizielle Begrëff zu Lëtzebuerg fir de sougenannten „unmittelbar Ausreisepflichtigen“, a wéi gëtt dës Status hei definéiert?

Réponse (29/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Am Lëtzebuurger Ausländerrecht gëtt net mat de selwechte Begrëffer geschafft wéi am däitsche System. Speziell d'Konzept vun de sougenannte „Geduldeten“, dat an Däitschland dozou féiert, datt präzis Zuele vun „Ausreisepflichtigen“ oder „onmittelbar Ausreisepflichtige“ kënnen opgewise ginn, existéiert hei am Land net. Aus deem Grond kënnen och keng direkt vergläichbar Statistiken zur Verfügung gestallt ginn.

An Zukunft wäert duerch d'Aféierung vun neien EU-Systemer, wéi dem SIS, an duerch déi progressiv Interoperabilitéit tëscht de verschiddenen Datebanken eng Verbesserung vun de Statistiken erreecht ginn. Dës wäert zu enger méi staarker Harmoniséierung tëscht de Memberstaaten an zu enger méi effizienter Verwaltung an Auswärtung vun den Donnéeë féieren.

ad 2. An dësem Tableau [†] sinn d'Zuele vun de Retouren, déi schonn ausgefouert goufen, opgeléicht.

ad 3. Am lëtzebuergesche Recht gëtt net vun engem „Ausreisepflichtigen“ am enke Sënn geschwat. D'Immigratiounsgesetz definéiert de Statut iwwert eng „décision de retour“, dat heescht eng Entscheidung vum Minister, déi den Openthalt vun engem Drëttstaaten-Ausländer als irregulär erklärt an eng Obligation imposéiert, den Territoire ze verloossen.

ad 4. „Onmittelbar“ heescht am juristesche Sënn ouni Frist oder Virlofszäit. Eng Persoun ass deemno onmittelbar „ausreisepflichteg“, wann se d'Land direkt, also ouni déi üblech Frist vun 30 Deeg fir eng fräiwëlleg Ausrees, verloosse muss. Dës ass an deem Fall virgesinn, wou eng direkt Ausreespflicht applizéiert gëtt, beispillsweis bei enger Gefor fir d'effentlech Uerdnung oder Sécherheet, bei engem betrügereschen oder offensichtlech onbegrennten Openthaltssossier oder am Fall vun engem klare Fluchtrisiko. Dës stellt also eng Ausnamereegelung duer, déi eng méi séier Exekutioun vun der „décision de retour“ erméiglecht.

Capacité carcérale | Question 2712 (31/07/2025) de **M. Dan Hardy** | **M. Fred Keup** (ADR)

Am Zesummenhang mat de Capacitéit vum de Prisong gëife mir der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi héich sinn d'Capacitéit vum eise Prisongen hei am Land respektiv wéi vill Plazen hu mir am Ganzen a pro Aarrichtung?
2. Wéi vill vun deene Plaze sinn aktuell am Ganzen a pro Aarrichtung besat?
3. Wéi vill vun deene Plaze si besat vu Persounen ouni Wunnsätz zu Lëtzebuerg?
4. Erstellt d'Regierung Prognosmodeller op Basis vun der aktueller Situatioun, der Entwécklung vum Wuesstem a vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, fir aschätzen ze kënnen, wat an de kommende Joren hei u Capacitéit gebraucht gëtt?
5. Kënnen déi aktuell Capacitéit bei steigendem Bedarf nach ausgebaut ginn? Wa jo, wat fir e Bedarf kéim dofir a Fro an ëm wéi vill Plaze jee weils?

Réponse (01/09/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Um Datum vum 17. August 2025 waren d'Plaze pro Aarrichtung wéi folgend opgedeelt:

Am Centre pénitentiaire du Luxembourg (CPL) sinn et 486 Plazen, an dovunner:

- 388 Plaze fir männlech Prisonéier a ggf. Mineuren, déi dann awer an engem dofir speziell reservéierte Block ënnerbruecht ginn;
- 51 Plaze fir weiblech Prisonéier;
- 47 Plaze reservéiert fir Prisonéier, déi eng speziell psychiatresch Behandlung brauchen oder am Programm vun der Suchthëllef sinn.

De Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU) huet eng theoretesch Capacitéit vu 416 Plazen, fir männlech Prisonéier während der Untersuchungschaft ënnerzebréngen. Dobäi ass ze consideréieren, datt zwee Fligele fir Prisonéier reservéiert sinn, déi an de sougenannte „régime cellulaire“ gesat goufen, an ee Fligel reservéiert ass fir Prisonéier mat psychiatrescher Behandlung.

Am Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) sinn et am Ganzen 115 Plazen, dovunner sinn 12 Plaze fir weiblech Prisonéier reservéiert.

ad 2. Um Datum vum 17. August 2025 waren déi dräi Prisongen esou beluecht:

- Am CPL waren 330 Prisonéier;
- Am CPU waren 345 Prisonéier;
- Am CPG ware 85 Prisonéier, dovunner 3 sougenannte „reclus volontaires“. Reclus volontaires si Leit, déi hir Strof rechtlech gesinn ofgesat hunn an déi nach fir eng kuerz Period fräiwëlleg am Prisong kënnen bleiwen, wa se wëllen, am Interêt vun hirer Resozialisierung.

ad 3. Um Datum vum 17. August 2025 waren et am CPL 148 Prisonéier, am CPU 223 Prisonéier an am CPG 2 Prisonéier.

ad 4. a 5. Fir Lëtzebuerg als klengt Land muss bei de Prognosen ëmmer consideréiert ginn, datt, och wann et an engem Land e gewëssenen Zesummenhang gëtt tëscht dem Wuesstem vun der Bevëlkerung am Allgemengen an der Unzuel vun de Prisonéier, sou gëtt zu Lëtzebuerg d'Zouverlëssegkeet vun de Prognosen an deem Kontext entscheidend doduerch beaflosst, dass déi Zuele vu Prisongplazen am Absoluten, am Verglach mam Ausland, dach zimlech kleng sinn. Zum Beispill, wann an engem Joer e puer gréisser Affären am Kader vun der organisierter

Kriminalitéit viru Geriicht kommen, wou allkéiers fënnf, sechs oder méi Leit zu festem Prisong veruerteelt géife ginn, dann huet dat a gréisseren Länner, mat enger Capacitéit vun op d'mannst e puer dausend Prisongplazen, keen Impakt op déi allgemeng Disponibilitéit, während dat zu Lëtzebuerg de Fall kéint sinn. Och gëtt et eng Rei Facteuren, déi, ganz onofhängeg vum Bevëlkerungswuesstem hei am Land, en Afloss op d'Unzuel u Prisonéier hunn.

Am Prinzip ass et theoretesch méiglech, fir an deenen dräi Aarrichtungen d'Capacitéiten eropzesetzen. Dobäi ass et wichteg sécherstellen, dass dat net ze vill op d'Käschte vun der Qualitéit vun der Betreuung geet. Sou muss de gudder Verlaf vum „traitement pénologique“ vun all Prisonéier garantéiert bleiwen, well soss d'Prisongsverwaltung der Aufgab vun der Resozialisierung an dem deementspreechende Schutz vun der Gesellschaft net méi ka gerecht ginn. Och geet soss de Risiko fir Tensiounen am Prisong an d'Luucht. Et ass kloer, datt méi Prisonéier an engem Prisong ëmmer och bedeit, datt méi Personal gebraucht gëtt.

Am CPL ass en Ausbau vun de Capacitéit méiglech. Mat den néidegen, gréisseren Infrastrukturaarbechte kann d'Capacitéit laangfristeg op 672 Plazen eropgoen.

Wat de CPU ugeet, kann déi baulech Infrastruktur net erweidert ginn, well et um Site keng fräi Baufläch méi gëtt, an et kënnen och keng zousätzlech Stäck op d'Gebai dropgebaut ginn. Hei kéint eng Capacitéitserhéijung duerchgefouert ginn, wa verschidden Zellen, déi geziilt fir eng Persoun konzipéiert goufen, vun zwee Prisonéier beluecht ginn. Dës setzt awer eng Rei logistesche Virarbechte viraus.

De CPG bitt mat gréisseren infrastrukturelle Virarbechte Méiglechkeete fir eng Capacitéitserhéijung bis op 193 Plazen.

Am Kader vun der Aféierung vun engem Jugendstroferecht entsteet mam Centre pénitentiaire pour mineurs (CPM) eng zousätzlech Struktur.

Mise en place d'un deuxième intervenant au cycle 1 | Question 2715 (01/08/2025) de **M. Gilles Baum** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Le programme de coalition prévoit le développement et la mise en place d'un deuxième intervenant au cycle 1, afin de favoriser une meilleure différenciation pédagogique en classe et d'offrir aux enfants les meilleures chances dès le départ. Compte tenu des difficultés actuelles de recrutement d'éducateurs, cette mesure devrait être introduite de manière progressive, avec la possibilité d'impliquer du personnel des structures d'éducation et d'accueil (SEA) n'ayant pas de contrat à temps plein pour renforcer les équipes du cycle 1.

Par ailleurs, dans la perspective de la généralisation du projet Alpha, qui introduira, dès la rentrée scolaire 2026-2027, la possibilité d'une alphabétisation en langue française à partir du cycle 1.2, le rôle de ce deuxième intervenant pourrait être déterminant. En effet, il pourrait, entre autres, soutenir les enseignants du cycle 1.2 dans la préparation à la phonétisation des enfants, en allemand ou en français, selon la langue d'alphabétisation prévue au cycle 2.1.

L'accord de coalition prévoit également l'introduction d'assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS). Ces derniers auront pour mission d'assister les instituteurs spécialisés pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) dans la scolarisation de ces élèves. Ainsi, les A-EBS contribueront à réduire la charge des enseignants, souvent déjà fortement sollicités par l'accompagnement des élèves à besoins spécifiques.



Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il nous indiquer où est actuellement la mise en place du concept du deuxième intervenant au cycle 1, tel que prévu dans l'accord de coalition ?

2) Des synergies concrètes avec le personnel des structures d'éducation et d'accueil (SEA) sont-elles déjà prévues ou mises en œuvre dans ce cadre ?

3) Quel calendrier est envisagé pour l'introduction progressive du deuxième intervenant dans les cycles 1 des écoles fondamentales ?

4) Dans quelle mesure ce deuxième intervenant pourra-t-il contribuer au travail préparatoire en lien avec la généralisation du projet Alpha ?

5) Quel est l'état d'avancement du déploiement des assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS) au cycle 1 ?

Réponse (17/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 4) L'élaboration d'un concept de deuxième intervenant au cycle 1, telle que prévue dans l'accord de coalition, fait actuellement l'objet de travaux approfondis. Ces derniers visent à dégager des stratégies susceptibles d'assurer que l'introduction du deuxième intervenant au cycle 1 réponde aux objectifs fixés par le programme gouvernemental et contribue, par conséquent, à une meilleure différenciation en classe et à de meilleures chances de départ des enfants.

Tel que précisé dans le programme gouvernemental, l'introduction d'un deuxième intervenant au cycle 1 s'accompagne de divers défis, comme par exemple la situation particulièrement tendue en matière de recrutement d'éducateurs. En vue d'une implémentation nationale du concept, le programme gouvernemental prévoit différentes pistes, comme par exemple une introduction graduelle du 2^e intervenant ou encore le recours au personnel des structures d'éducation et d'accueil n'ayant pas de contrat à temps plein pour renforcer les équipes du cycle 1.

Différents scénarios sont actuellement élaborés et étudiés, afin de déterminer les modalités de mise en œuvre et d'évaluer la faisabilité de ces derniers à l'échelle nationale.

ad 5) Le recrutement des assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS) s'effectue en trois phases. Pour l'année scolaire 2024-2025, 50 A-EBS ont été recrutés et déployés. Au cours de cette même année scolaire, en vue de la rentrée scolaire 2025-2026, la deuxième phase de recrutement a été lancée. Celle-ci sera finalisée durant le premier trimestre, permettant ainsi l'intégration de 50 nouveaux A-EBS dans les écoles fondamentales luxembourgeoises.

Enfin, au cours de l'année scolaire 2025-2026, le recrutement de la troisième et dernière phase débutera, afin que l'ensemble des postes dédiés aux A-EBS soit pourvu pour la rentrée scolaire 2026-2027.

Bilan des radars | Question 2719 (01/08/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 7484 huet den deemolegen Här Verkéiersminister verschide Statistiken zu de fixe Radaren zur Verfügung gestallt. Esou gouf zum Beispill matgedeelt, datt ronn 236.733 Protokoller fir Verstéiss géint d'Vitesslimiten ausgestallt goufen, déi sech op eng Infraktioun vun engem bis fënnf Kilometer bezunn hunn. Des Weidere gouf d'Statistik fir

d'Accidenter um Streckenofschnëtt vun 200 Meeter virun an hannert de Radare matgedeelt, awer just bis zum Stand vun 2021.

An deem Sënn géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Protokoller jee weils 2023 an 2024 fir Vitessverstéiss ausgestallt goufen, déi tëschent engem a fënnf Stonnekilometer louchen a preziséieren, wéi vill der jee weils duerch en eenzele fixe Radar, a wéi vill duerch Streckeradaren erfaasst goufen? Wéi vill administrativ Aarbechtsstonne si jee weils duerch den Traitement vun deene Protokoller entstanen?

2. Kann d'Madamm Minister eng aktualiséiert Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Accidenter tëschent 2012 an 2024 um Streckenofschnëtt vun 200 Meeter virun an hannert de Radare stattfonnt hunn, wéi eng Ursaache jee weils identifizéiert goufen a preziséieren, ob a wéi dacks Leit dobäi blesséiert goufen oder hiert Liewe gelooss hunn?

Réponse (29/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte rensignéiert sech iwwert de Bilan vun de Radaren an den Accidenter 200 Meeter virun an hannert de Radaren.

ad 1. De Logiciel vun der Police erlaabt et net, déi gefrote Recherche ze maachen. Déi administrativ Aarbechtsstonne kënnen och net ermëttelt ginn, well et en fonction vun der jee weileger Situatioun verschidde Prozedure gëtt, déi ënnerschiddlech zäitopwänneg sinn.

ad 2. D'Zuele vum Statec stelle sech wéi follegt duer: ↑

Prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les décisions d'expulsion de structures d'hébergement | Question urgente 3064 (17/10/2025) de Mme Djuna Bernard | M. Meris Sehic (déi gréng)

Selon les informations portées à notre connaissance, une famille composée d'une mère seule et de deux enfants mineurs, scolarisés au Luxembourg depuis plusieurs années, se trouverait actuellement dans une situation de grande précarité à la suite d'une décision de l'Office national de l'accueil (ONA) mettant fin à leurs conditions matérielles d'accueil, à la suite du refus définitif de leur demande de protection internationale.

Ce retrait entraîne l'expulsion de la famille de la structure d'hébergement où elle résidait, et il leur est proposé un hébergement à la Maison de retour sous condition d'acceptation d'un retour « volontaire » vers leur pays d'origine.

Or, la Convention internationale relative aux droits de l'enfant confère à tout enfant le droit à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui le concernent. Le Luxembourg, en tant qu'État partie à cette convention, est tenu de garantir ce droit à tous les enfants relevant de sa juridiction, indépendamment de leur origine ou de leur statut administratif.

Par ailleurs, l'article 15 (5) de la Constitution luxembourgeoise stipule expressément que « dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale ».

Dans une prise de position récente, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) a rappelé que « la mise en place de la "Maison de retour" soulève de nombreuses interrogations quant au respect des droits humains des personnes qui y sont

hébergées, en particulier des familles avec enfants ». La commission a notamment souligné les déficiences structurelles et matérielles de la « Maison de retour », évoquant un environnement inadéquat à la présence d'enfants et un manque de formation du personnel aux besoins psychosociaux spécifiques de l'enfance.

Elle a par ailleurs indiqué que « la pratique et l'encadrement des enfants dans la Maison de retour soulèvent la question de la compatibilité de cette dernière avec l'article 15 (5) de la Constitution luxembourgeoise ».

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Comment le Gouvernement peut-il considérer que l'intérêt supérieur de l'enfant soit respecté lorsqu'une décision administrative retire à une famille ses conditions matérielles d'accueil et prévoit l'accueil d'enfants mineurs dans la Maison de retour, structure que la Commission consultative des droits de l'homme décrit comme inadéquate à leur présence ?

2) Comment le Gouvernement répond-il aux constats de la Commission consultative des droits de l'homme concernant l'inadéquation de la Maison de retour avec les exigences de l'article 15 (5) de la Constitution et les standards internationaux de protection de l'enfance, et estime-t-il, malgré ces critiques, qu'il est encore approprié d'y héberger des enfants mineurs ?

3) Quelles mesures concrètes le Gouvernement compte-t-il prendre pour remédier aux défaillances structurelles et au manque de formation du personnel signalés à la Maison de retour, et à quelle échéance ces adaptations seront-elles effectives ?

4) Le Gouvernement fait-il un réexamen humanitaire automatique de décisions impliquant des enfants, notamment dans des cas d'éloignement ou de mise à la rue ? Dans la négative, au vu des impératifs de l'intérêt supérieur de l'enfant, un tel réexamen automatique ne serait-il pas judicieux ?

Réponse (24/10/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) En ce qui concerne la Maison retour, le Gouvernement ne partage pas l'appréciation de la Commission consultative des droits de l'homme en la matière.

Tel que prévu par la loi, seuls les demandeurs de protection internationale peuvent prétendre aux conditions matérielles d'accueil pour la durée du traitement de leur demande. Avec la décision de refus de la protection internationale de la Direction générale de l'immigration, et le cas échéant, sa confirmation par les autorités judiciaires en dernière instance, les personnes déboutées sont généralement obligées de quitter le territoire luxembourgeois endéans un certain délai et, a fortiori, n'ont plus droit aux conditions matérielles d'accueil. Une distinction au niveau de l'accueil est donc à faire entre DPI et les personnes déboutées.

En pratique, les personnes concernées continuent à recevoir de la nourriture et à être logées (frais pris en charge par le budget alloué à la Maison retour) et à bénéficier de soins médicaux (somatiques et psychiatriques) assurés en première ligne par la Maison médicale de Luxembourg-ville qui, le cas échéant, oriente les concernés vers les spécialistes adéquats. Par ailleurs, même si les déboutés sont effectivement privés des aides purement matérielles dont bénéficient les DPI par le biais des crédits de l'ONA, ils continuent à se voir fournir en produits d'hygiène, d'effets vestimentaires, de fournitures scolaires, etc. par la Maison retour.

À noter que la durée de séjour à la Maison retour a vocation à être la plus courte possible. Ce délai est

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

notamment impacté par la volonté des concernés à collaborer avec les autorités en vue de leur retour. Entre le 1^{er} octobre 2024 et le 20 octobre 2025, la durée moyenne de séjour des personnes déboutées était de 37,25 jours.

ad 2) Il n'y a pas d'inadéquation entre les conditions d'hébergement matérielles à la Maison retour et l'article 15, paragraphe 5 de la Constitution. Il est à souligner dans ce contexte que toute assignation de familles accompagnées d'enfants à la Maison retour, étant rappelé qu'aucun mineur non accompagné n'y est assigné, se fonde sur une décision administrative motivée tenant compte nécessairement des préceptes de la Constitution et des normes de droit supérieures et plus particulièrement de l'intérêt supérieur de l'enfant. Toute assignation à résidence à la Maison retour est, comme toute autre décision administrative, susceptible d'un recours, en l'occurrence devant les juridictions administratives.

ad 3) Il est tout d'abord absolument fallacieux de prétendre de façon totalement indistincte et générale que le personnel de la Maison retour manque de formation sans même préciser de quelle formation il est question et de quelle catégorie de personnel on parle. Il est précisé dans ce contexte que pour ce qui est de l'encadrement psychosocial, celui-ci est assuré par une équipe pluridisciplinaire de 5 agents, dont tous ont au moins un titre universitaire de bachelier, spécialisés dans l'encadrement de migrants et qui disposent d'une longue expérience en la matière. Il est rappelé que lesdits agents ont entre autres assuré l'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine au pic de la crise, dont de très nombreux enfants. Il est également à relever que lesdits agents, tout comme d'ailleurs les agents administratifs du greffe, changent périodiquement d'affectation de sorte qu'ils puissent, en fonction des besoins, intervenir tant à la Maison retour qu'au Centre de rétention qui accueille depuis ses débuts en 2011 des familles accompagnées d'enfants. On ne peut donc

dénier une expérience certaine en la matière aux concernés.

Il est à souligner que le Service d'accompagnement psychosocial revêt une importance capitale dans le fonctionnement de la Maison retour alors qu'il en reflète la philosophie basée sur un encadrement individuel dans le respect de la dignité et faisant preuve en toutes circonstances d'un niveau élevé d'empathie. Cette équipe pluridisciplinaire a pour missions principales de soutenir et d'encadrer au quotidien les assignés et plus précisément :

- d'effectuer des entretiens d'accueil
- de garantir un soutien psychologique
- de préparer psychologiquement les personnes à leur retour ou transfert
- d'organiser et coordonner des activités intellectuelles, culturelles, éducatives, formatrices et récréatives tant dans l'enceinte de la Maison retour qu'en dehors de ses murs
- d'aider et guider les personnes dans leurs démarches administratives les plus diverses.

Il est à souligner que les agents concernés ont bénéficié au cours des années 2024 et 2025 de formations spécifiques à leurs missions notamment sur la traite des êtres humains, les premiers secours en santé mentale, la communication interpersonnelle, les risques psychosociaux, les violences domestiques et les violences fondées sur le genre, la problématique des mutilations génitales, l'identité et les relations interpersonnelles en contexte migratoire, et la désescalade psychologique. Deux des cinq agents ont également participé à une formation de haut niveau sur la communication avec enfants et familles dans le cadre du retour, la formation des 3 agents restants étant planifiée au rythme d'un agent par exercice budgétaire.

Pour ce qui est des conditions matérielles d'hébergement, de nombreux efforts ont déjà été entrepris pour rendre les locaux plus conviviaux et adaptés à l'accueil

notamment de familles (coins de jeu, espaces dédiés pour l'apprentissage, création d'une unité réservée aux familles et d'une unité réservée aux femmes, diminution de la capacité d'accueil globale, cloisonnement des logements réservés aux femmes et aux familles pour leur garantir plus d'intimité). Tous les sanitaires, (douches et WC) seront remplacés dans les semaines à venir en fonction des délais de livraison des nouveaux containers, les travaux préparatifs étant déjà partiellement en cours (démontage et mise au rebut des anciennes installations). Dans un même ordre d'idées, une rénovation en profondeur du réfectoire est en voie de préparation en étroite collaboration avec l'Administration des bâtiments publics et sera entamée dans les tous meilleurs délais, étant précisé que lesdits travaux sont budgétisés pour l'exercice 2026.

ad 4) Avant de prendre une décision de retour dans le chef d'un mineur non accompagné le dossier est automatiquement soumis pour avis à la Commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés. Depuis 2024, cette commission compte également un membre de la société civile parmi son effectif. Lorsqu'il est question de dossier impliquant des familles avec enfants, il est généralement analysé si des considérations humanitaires prévalent – sans toutefois oublier qu'il revient aux parents d'agir dans l'intérêt supérieur de leurs enfants en optant pour un retour volontaire et en évitant le recours à un retour forcé.

En ce qui concerne le logement, la Maison retour a été créée dans le but d'offrir aux personnes déboutées de leur demande de protection internationale, pour lesquelles il existe une perspective d'éloignement, un hébergement temporaire en vue de leur retour volontaire dans leur pays d'origine. Ainsi, comme les personnes concernées ne sont pas mises à la rue lorsque leur hébergement au sein d'une structure de l'Office national de l'accueil s'achève, il s'ensuit qu'un réexamen ne s'avère pas nécessaire.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799